



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

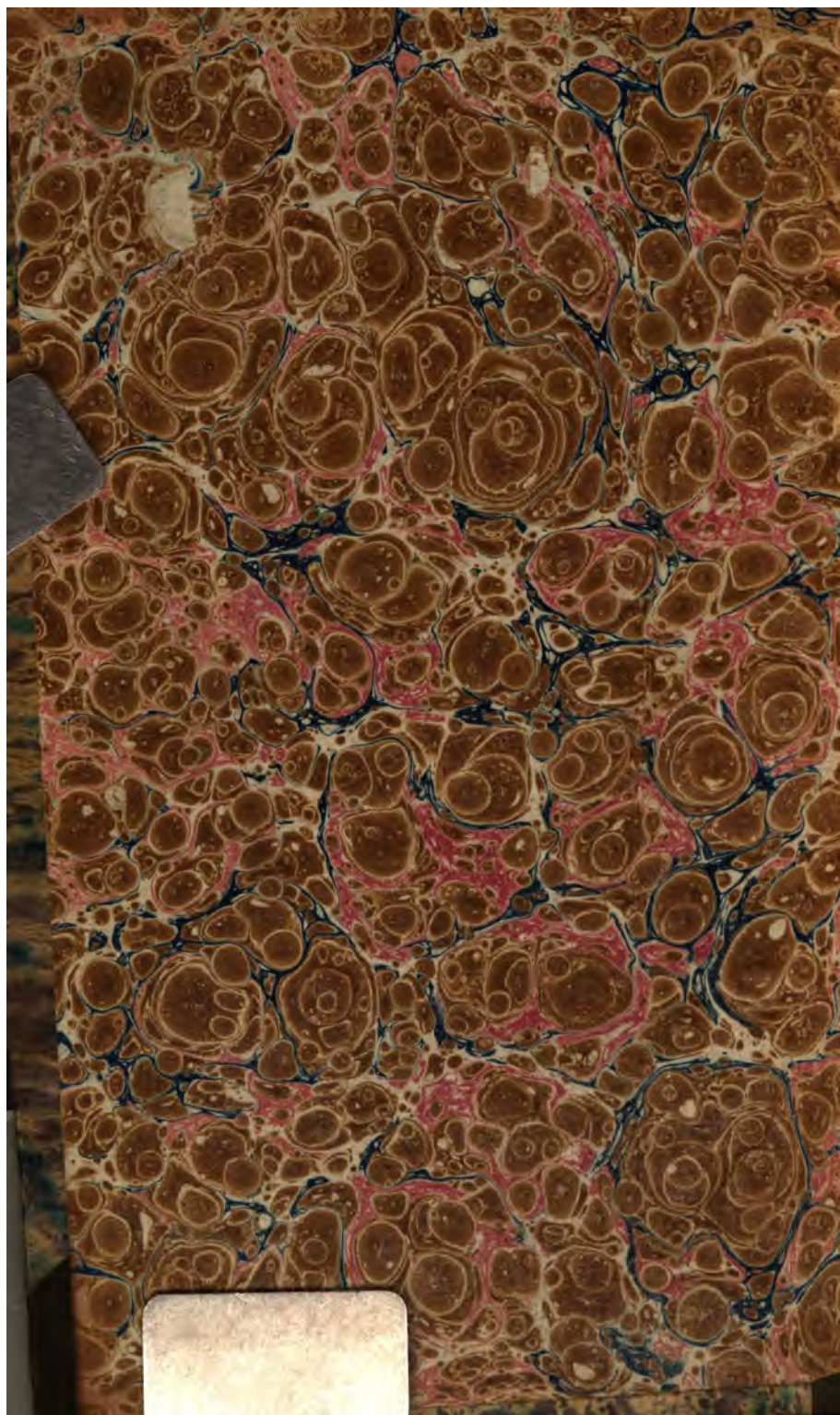
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

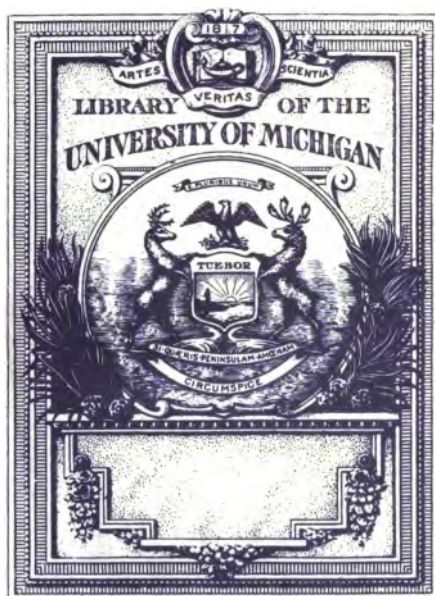
À propos du service Google Recherche de Livres

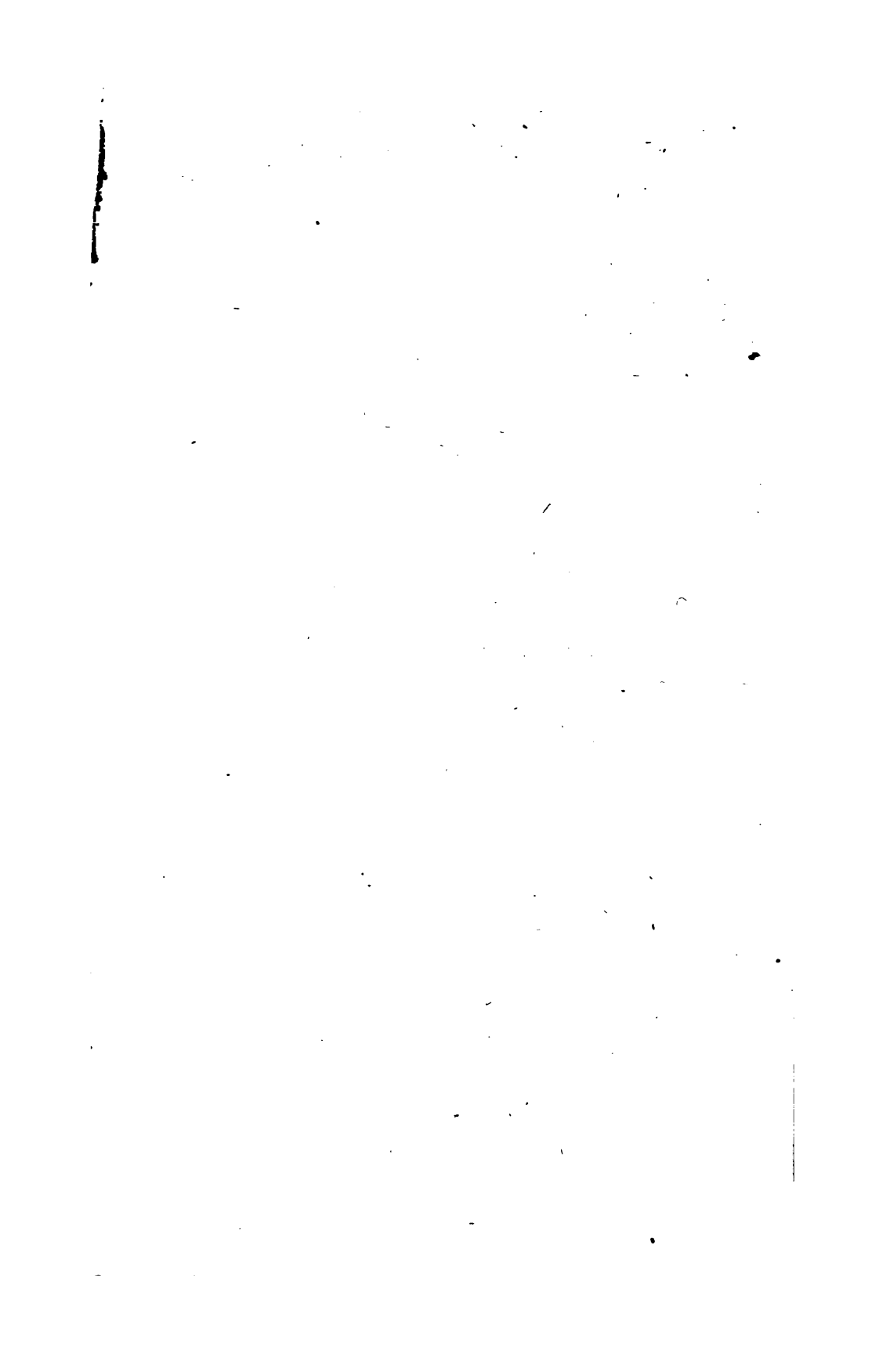
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

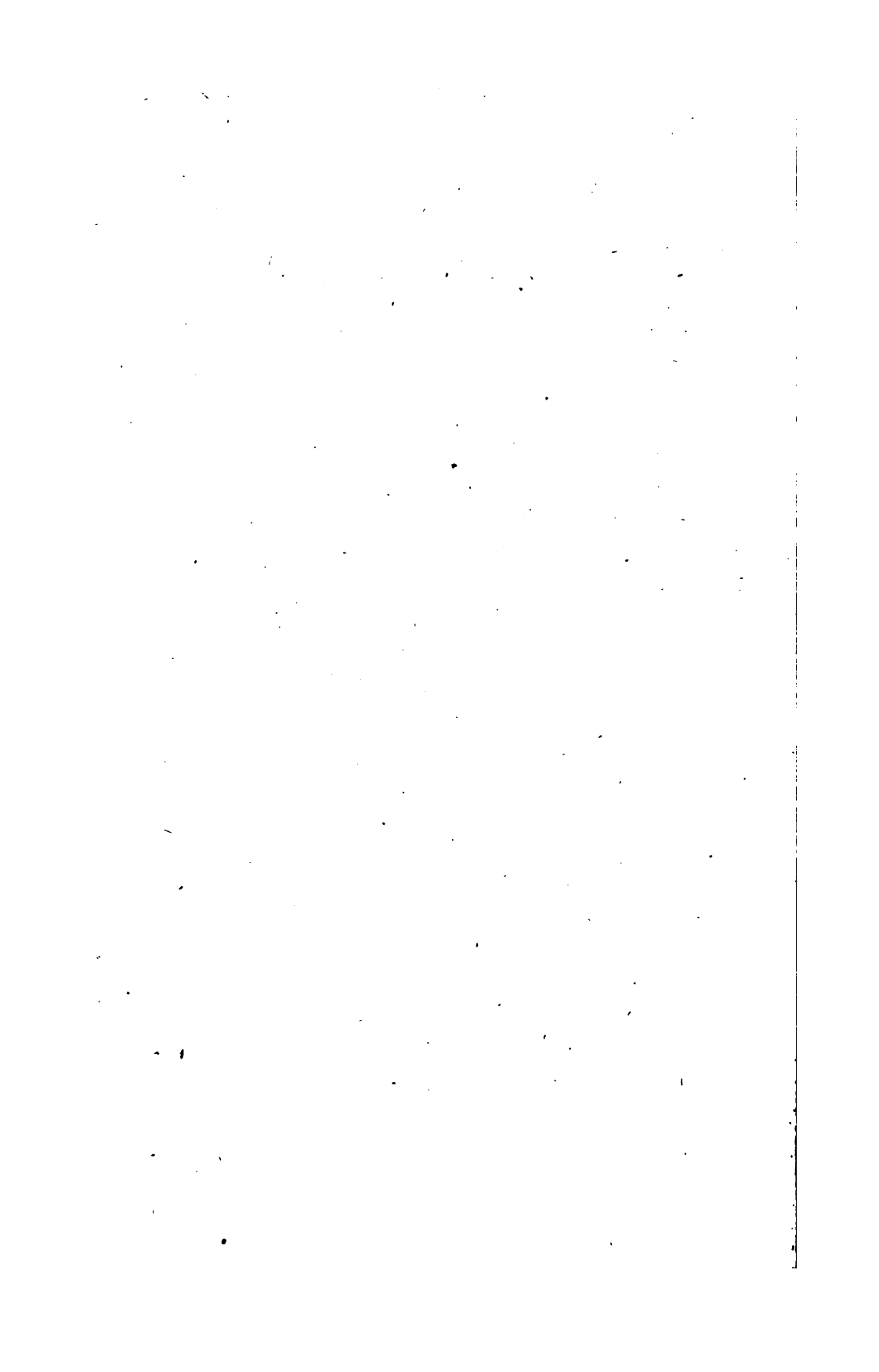












Cousin
LETTRE

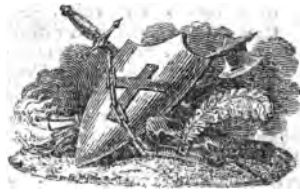
▲

UN PROVINCIAL

SUR

LE VOYAGE DE SAINT-OMER.

PAR N. A. DE SALVANDY.



PARIS.

A. SAUTELET ET C^e, LIBRAIRES,
PLACE DE LA BOURSE.

13 septembre 1827.

17N
 2501
 C 39
 V.2

TABLE DES MATIÈRES.

SUJET DE CETTE LETTRE. Rapports du voyage de Saint-Omer avec l'existence du ministère. — Nécessité d'opposer près du roi l'esprit des départemens à celui de Paris. — Efforts pour tromper la religion de S. M. — Incidens de cour. — Incidens du voyage. — Récits des journaux belges. — Intentions et caractères des acclamations. — Caractères des harangues officielles; que les hommages des localités ne sont pas fondés sur les actes du ministère : preuves; que les hommages ne peuvent pas être fondés sur les actes du ministère. . .		
PREUVES.		
Affaires d'Espagne.	État général de la Péninsule.	21
—	Composition du ministère.	25
—	Vœux et actes de la faction dominante.	24
—	Guerre civile de Catalogne.	<i>ibid.</i>
—	Situation précaire des troupes françaises.	25
—	Procédés des jésuites espagnols. Anecdotes curieuses.	25
Portugal.	Discussion.	28
—	Faits; intrigues secrètes.	29
Saxe.	Politique de son roi.	33
Affaires d'Angleterre.	Composition du ministère. Discorde des deux cours.	34
Guerre d'Alger.	Motifs, incidens, succès de cette incartade.	36
Traité des trois puissances philhellènes.	Réparation d'une erreur	39
Intérêts du commerce français.	Pirates. Agriculture, douanes, chimie.	40
Affaires electorales.	Avertissemens aux électeurs.	42
—	Difficultés administratives.	44
—	Comités électoraux.	<i>ibid.</i>
—	Inscriptions mutuelles.	46
—	Questions diverses.	47
—	Inscription d'office, devoir de l'administration, droits des citoyens. — Lettre de M. Duvergier de Hauranne à ce sujet. — Motion de M. de Gazez. — Opinion de M. de Villèle. — Autre lettre.	<i>ibid.</i>
—	Récépissés. — Lettre sur une décision et un entretien de M. le comte de Tocqueville à ce sujet.	53
—	Réflexions générales sur la déloyauté et la considération ministérielles.	56
Charlataneries.	Marchands d'amulettes.	57
—	Centenaire présentée à la Cour.	58
—	Osages.	<i>ibid.</i>
Faits divers..		59
Annonces.		62
Correspondance.	M. Benjamin de Constant.	63
—	M. Alexandre Boucher.	64
—	Scandale à Montigny.	65
Questions personnelles.	M. de Matallorda.	66
—	Docteur Antommarchi.	<i>ibid.</i>
—	Général Gourgaud. — Lettre sur les assertions de sir Walter Scott par le docteur O' Mcara. — Lettre du général à Marie-Louise.	67
Doctrines.	Paix des tombeaux.	71
—	Gouvernement représentatif.	72
—	Pairie.	<i>ibid.</i>
—	État civil.	73
—	Politique ultramontaine.	74
Maxime d'état du ministère.		75
CONCLUSION. Inutilité des efforts du ministère pour faire illusion au roi. Efforts pour calmer la France. Apparente modification dans le système. Bruit d'un changement du ministère. Urgente nécessité de ce changement.		76

1124291-170

LETTRE

A

UN PROVINCIAL

SUR

LE VOYAGE DE SAINT-OMER.

MON AMI,

UN cheval qui s'est abattu sous moi, a mis un retard de huit jours dans la correspondance que je comptais ouvrir avec vous par voie d'impression, et je le regrette fort; j'avais fait vœu de ne pas laisser, sous le régime de la censure, une semaine s'écouler sans user de ce qui reste à la France de presse libre, pour répandre, autant qu'il est en moi, les réflexions utiles et les faits ignorés. C'est à mes yeux, dans les circonstances où nous sommes, un devoir pour quiconque peut écrire, de protester à l'aide de publications fréquentes, contre le silence insolemment commandé par trois hommes à notre noble patrie..... J'ai manqué à mon vœu. L'homme propose et Dieu dispose.

Le voyage de Saint-Omer fixe avec raison vos regards; car il se lie étroitement à l'existence de la censure, et aux destins du ministère. Le ministère

l'a conseillé pour donner, s'il se pouvait, une contrepartie aux pénibles souvenirs de la soirée des illuminations et de la journée du Champ-de-Mars. Et comme pour obtenir ce triomphe, pour calomnier le pays près du monarque, en lui faisant entendre qu'autres sont les sentimens de la capitale, autres ceux des provinces, pour donner enfin le change à son cœur de roi et de père sur les affections de la France, il fallait avant tout que la France demeurât sans truchemens et n'eût point une voix libre qui pût élever jusqu'au trône la vérité fatale, c'était là une raison de plus pour que nous eussions ce triste spectacle des hallebardes de la censure jetées, par une précaution insultante, entre les Français et leur roi.

La vie du ministère tenait à ces deux choses plus qu'on ne pense. Le cabinet ou bien nos libertés devaient périr, parce qu'après tant et tant de fautes, avec tant de déconsidération, tant de mésaventures et de misères, la parole publique s'était tellement envenimée d'animadversion et de mépris, qu'il n'y avait plus qu'un moyen de tenir bon contre son action meurtrière : c'était de l'étouffer.

Mais ce succès obtenu, tout n'était pas fait encore ; la France n'avait pas seule le cœur souffrant : il y avait d'autres blessures. Ceux-là seuls qui ont pénétré dans les cours, savent combien la satisfaction des peuples tient de place dans le contentement des rois.

Le ministère avait jeté l'auguste successeur des comtes de Paris dans une situation si extraordinaire, que, depuis les premiers jours de la monarchie, nul

autre exemple n'en saurait être trouvé dans nos annales. Henri IV fut obligé de mettre le siège devant la grand'ville pour pénétrer dans ses murs ; mais on sait comment il conquit les cœurs avant d'emporter les murailles , et une fois en possession des droits du trône , l'autorité royale n'eut plus maille à partir avec la capitale soumise.

Il était réservé aux ministres que nous avons , de créer cet état de choses , où tout-à-coup , en pleine paix , le sceptre dut s'abaisser sur la première ville du royaume , pour frapper le corps entier de la population dans son élite armée , exiler ses habitans de l'accès , de la garde du trône , les destituer d'un privilège dont jouissent les derniers de nos villages , ouvrir ainsi dans tous les cœurs une plaie saignante ; et c'est la cité du 12 avril qui fut ainsi traitée , celle dont les transports ont fait la restauration , celle où les rois résident , celle où le monarque , engagé dans ces sévices , coule tous ses jours , qu'il voit et parcourt sans cesse ; de telle sorte que c'est un peuple de disgraciés qui entoure chacun de ses pas , que ses regards ne portent que sur des sujets bannis de sa confiance , et qu'en sa présence auguste un morne silence peut paraître à ces hommes , qui expient une acclamation intempestive , l'unique hommage permis par les bienséances à leur soumission et à leur respect !

Il y a du malheur au ministère d'avoir , après sept années de toute-puissance , fait succéder ces tristesses aux joies de la restauration et aux espérances de l'avènement. Il y a de la cruauté d'avoir , par les sentimens que sa politique inspire , exposé à cette affliction un monarque plein de jours , hôte deux fois de

la terre d'exil, et de qui la vieillesse à tout le moins aurait dû demeurer exempte de soins amers.

On a cru que tout serait réparé si on prouvait que, malgré la longue victoire du ministère, le vieux cri de *vive le roi !* était tout près de retentir encore. Et presque au même moment, tous les membres de la maison royale se sont éloignés de Paris. Madame la dauphine est allée entendre le cri de fidélité sur les rivages de la Basse-Normandie et dans les champs de la Bretagne; Madame, duchesse de Berry, a, suivant son usage, animé Dieppe de sa présence, et le roi, de compagnie avec son magnanime fils, est parti pour ces provinces où un de ses prédécesseurs, après un grand désastre, disait encore avec confiance aux villes consternées : « Ouvrez, c'est la fortune de la France. »

On ne peut le nier : il y a ce que le cardinal de Retz appelle de la hardiesse d'esprit, une hardiesse peu commune, dans cette combinaison de ministres qui, tout chargés de la haine publique, et chancelans comme un homme ivre sous ce fardeau, entreprennent de lancer la couronne à la découverte, pour recueillir les témoignages de l'universelle adhésion, qui, jouant sur une méprise, sur une confusion subtile et coupable, disent à leur maître : « On assure que » tout le monde nous méprise et nous hait ; allez » voir combien on vous révère ! » Il ne manquera plus ensuite que le coup d'audace, de s'adresser à la France elle-même par une dissolution générale, de se constituer ainsi en jugement dans ses mains, après avoir laborieusement compté le nombre de citoyens ignares qui par fainéantise, lâcheté, erreur, effroi,

auraient renoncé à se porter pour électeurs afin de n'être point jurés!... Rien de si osé ne s'était vu encore, depuis le temps de Cagliostro.

Par ce qui a été publié dans les journaux, par ce que la censure a empêché de dire, comme mes précédens écrits l'ont fait voir, il est clair que M. de Villèle, s'exagérant à lui-même les désastreux résultats de sa longue puissance, s'est cru obligé de faire une France sur le passage de Charles X., comme Potemkin, avec ses villes de carton et sa civilisation artificielle dans d'incultes déserts, faisait une Moscovie d'emprunt autour de la czarine.

Ce voyage coûtera, dit-on, plus de trois millions à la liste civile. Les dépenses des villes, les frais des fêtes, des bals, des décorations, des concerts, des distributions faites au peuple, seront énormes; les simples particuliers ont été conviés à des déboursés considérables, et de tout cela dans quelques jours il ne restera à la France que la réparation de quelques chemins et la satisfaction du ministère. Par bonheur, il restera aussi aux départemens traversés par l'illustre cortège le souvenir du sourire de leur roi.

On aura un aperçu de la sollicitude ingénieuse et de l'infatigable exigence de l'administration, par le monument que voici des rigueurs de la censure.

M. le préfet du Nord a fait publier officiellement l'avis ci-après :

« L'habit habillé étant de rigueur pour se présenter devant le roi, ce ne pourrait être que par une grande tolérance que l'on affranchirait de cette étiquette les personnes qui ne pourraient pas s'en procurer, ou qui n'auraient pas les moyens d'en avoir. Les habitans de Lille sentiront la convenance de prendre, pour le bal, le costume adopté,

- » et de donner ainsi au souverain une marque de déférence
 - » et de respect qui sera appréciée. »
- (Rog. du *Courrier français* et du *Journal du Commerce*.)

On ne comprend pas pourquoi les lignes suivantes ont aussi été biffées dans tous les journaux.

D'après un arrêté de M. le préfet du département du Nord, il est défendu de tirer des armes à feu et des pièces d'artifice, lors du passage de S. M., sous peine, pour les contrevenans, d'être poursuivis conformément à l'article 441 du code pénal, sans préjudice de plus fortes peines qu'ils pourraient encourir.

On peut juger des frais extraordinaires qui pèseront aussi sur le trésor par cette autre suppression :

Une lettre de Saint-Omer, publiée aujourd'hui par la *Quotidienne*, dit que quinze jours de pluies non interrompues ont occasionné quelques maladies parmi les troupes du camp. Les rapports du 2 septembre portent que dix hommes par compagnie étaient incapables de continuer le service. Huit centimes de supplément par jour et par homme ont été accordés, afin d'acheter du vin en commun pour aider les soldats à supporter les fatigues des manœuvres. Le colonel du 47^e régiment a fait venir directement de Bourgogne 14 tonneaux de vin pour son régiment.

Il a été décidé que, pendant le séjour du roi, les soldats et caporaux recevront 50 centimes par jour de haute-paie et les sous-officiers 1 franc. On croit que les officiers recevront un mois de solde,

(Rognures du *Journal du Commerce*).

On se ferait difficilement une idée de tout ce que le ministère a usé de génie dans la disposition de l'auguste voyage. Tout était difficultés et périls. En restant éloigné du monarque, il fallait continuer à se défendre dans le sanctuaire de la confiance royale, et contre le cri de la France et contre les assauts de la cour.

La cour n'était pas ce qu'il y avait de moins re-

doutable. M. de Villèle a vu avec épouvante le moment où, par de singulières vicissitudes, tant d'efforts allaient tourner contre lui. Le roi avait donné l'ordre à M. le prince de Polignac de le suivre, et il était possible que le noble diplomate, dans son dévouement fidèle, interprêtât auprès du monarque l'âlégresse des campagnes et des cités, qu'il découvrit le véritable esprit public sous toutes les pompes qui le devaient cacher, qu'il montrât partout sensibles les ravages de l'administration, et déterminât le recours à des mains plus habiles pour réparer tant de maux. En ce moment, M. le comte de Corbière, qui avait dû, pendant le voyage, représenter le cabinet auprès du prince, se trouvait retenu à Paris par de trop légitimes motifs. Le roi alors jeta les yeux, pour le remplacer, sur le ministre de la marine, dont S. M. a toujours goûté la personne, dont elle connaît les bons et loyaux services, dont la France honore l'administration sage et bienfaisante, le seul des collègues de M. de Villèle qui ait compris comment des ministres royalistes pouvaient gouverner avec succès pour le trône, avec honneur et prospérité pour le pays. L'alarme alors fut grande chez le président du conseil. Laisser le roi dix-sept jours en tête-à-tête avec M. de Polignac, avec M. de Chabrol, avec M. le dauphin, avec la France, ce péril passait tout ce qu'il avait vu de chances contraires en sept ans de règne. Tout le monde sait qu'avec l'assistance de M. de Frayssinous dans le conseil, et quelque autre appui peut-être, M. de Chabrol aurait depuis long-temps renversé le chef du ministère, s'il avait eu le courage de le vouloir. Le courage pouvait

venir dans l'éloignement : M. de Corbière dut faire céder ses objections domestiques devant l'intérêt général de l'administration. S. E. renonça au gracieux congé que le roi lui avait offert, et partit;.... le malheureux père partit pour être, comme on l'a vu, obligé deux jours après de retourner où l'appelaient de plus chers, de plus pénibles devoirs; et comme il ne fallait pas que la France pût deviner les sacrifices cruels que le chef du cabinet impose au besoin à ses collègues, *le Constitutionnel*, en relatant le retour inopiné de M. le comte de Corbière, n'a pu ajouter qu'*il y avait été rappelé par la maladie grave de son fils*. Maintenant que ce fils n'est plus, la censure, par une obstination de sollicitudes serviles, a voulu empêcher d'abord d'annoncer sa fin prématurée. Elle a supprimé, le premier jour au *Journal du Commerce*, ces simples lignes :

M. de Corbière, fils du ministre de l'intérieur, est mort aujourd'hui à six heures du matin; S. Exc. est partie dans la matinée pour Rennes.

C'est un chagrin pour M. de Villèle de n'avoir pas conservé près de la couronne son plus spirituel et plus constant défenseur; mais enfin il jouit du bonheur immense d'avoir écarté dans la personne de M. le comte de Chabrol le seul homme d'état qui, tout en se trouvant impliqué dans le conseil, ait su obtenir l'adhésion publique. Sous ce rapport, le ministre a lieu d'être content. La suite royale n'a rien qui doive lui faire ombrage. Nulle agacerie n'a été faite aux préjugés de la France nouvelle dans le choix des noms. Les hommes de cour abondent; il n'y a pas un homme de guerre dans ce voyage guerrier. De

tous les dignitaires de la maison du prince , le major-général de la garde royale est le seul qui ait été omis. Ainsi , pas un maréchal de France ne brillera dans ce camp , dont M. le comte d'Appony a été invité à aller voir les manœuvres. Les peuples et les soldats chercheront en vain autour du représentant auguste de toutes les illustrations de la patrie , ces renommées récentes qu'ils aiment et que respecte l'Europe. Séparée de la popularité , séparée de la gloire , telle M. de Villèle conçoit la royauté. Elle ne resplendira ainsi que de son propre éclat , et on ne pourra point se méprendre aux transports publics. Ce sera bien elle seule qui obtiendra tous les hommages.

Maintenant ces hommages , quels sont-ils ? Telle est la question que tout le monde s'adresse , à laquelle personne ne peut répondre , que personne n'aurait la pensée d'élever si la presse était libre.

Les circonstances du voyage ne nous sont connues que par la sèche et froide analyse du *Moniteur* , et c'est l'un des inconvéniens de la censure , que les bruits les plus divers soient propagés impunément , que les vérités les plus manifestes soient contestées. Là où la contradiction est permise , il n'y a place ni pour les doutes , ni pour les faussetés.

Qu'arrive-t-il ? Comme dans les temps d'esclavage , les presses étrangères prodiguent les démentis aux relations de l'autorité , et on colporte de tous côtés dans Paris ces versions contraires. J'en citerai quelques passages pour faire voir quelle opinion , par ses mouvemens désordonnés , l'administration donne à nos voisins des sentimens de la France ; il est d'ail-

leurs des assertions qui ont besoin d'être publiées pour pouvoir encourir d'authentiques dénégations.

Ce qui suit est extrait du journal de Gand :

Correspondance particulière de Lille, ce 24 août 1827.
Depuis l'annonce officielle du voyage de Charles X au camp de Saint-Omer, toutes les autorités du nord de la France sont dans une activité dont il est impossible de se faire une idée juste. Depuis le préfet jusqu'au dernier garde-champêtre, depuis le commandant de division jusqu'au portier et consigne de la plus mince bicoque, tout est en mouvement ; mais nulle part ce mouvement n'est aussi prononcé que dans le département dont Lille est le chef-lieu. Le préfet a déjà fait trois ou quatre proclamations pour stimuler l'esprit public : chaque maire de commune a publié la sienne ; et pour rendre la chose plus frappante, à Douai et à Cambrai, cette publication a eu lieu le soir à la clarté des flambeaux, ainsi que cela se pratiquait autrefois.

Il paraît que l'ordre est arrivé de Paris, de former sur la route que le monarque doit parcourir, une espèce de cordon sanitaire pour empêcher la véritable opinion publique de pénétrer jusqu'à son noble cœur. Le général Rothenbourg veut, contre la lettre des réglemens, que les troupes crient : *vive le Roi !* M. de Murat, notre préfet, demande que toutes les compagnies d'archers, arbalétriers, etc., des communes rurales, se réunissent sur le passage du roi, tambour battant et drapeau déployé. M. de Muyssart, maire de Lille, recommande de tapisser les maisons de verdure et d'y exposer la bannière blanche fleurdelysée : on travaille les esprits de toutes les façons. Au milieu de tant de démarches et de mouvemens divers, la population reste calme et silencieuse.

On a voulu réunir une garde d'honneur à cheval pour escorter S. M. ; à l'exception de quelques fils de fonctionnaires, personne n'a répondu à l'appel de l'autorité. Presque tous ceux qui faisaient partie de l'ancienne garde à cheval ont refusé de servir dans celle-ci ; tout le commerce s'est retiré. Aussi l'administration se trouve-t-elle dans le plus grand embarras. Cette manière de protester contre le système suivi par le ministère, nous semble à la fois énergique et sage. Les Lillois ont résolu d'y persister, seule leçon qui appartienne à des sujets.

Le silence du peuple est la leçon des rois.

On multiplie les démarches et les sollicitations pour engager les fils des négocians à entrer dans la garde d'honneur. Si quelques défections ont lieu, je vous les ferai connaître
 Agréez, etc. Un Lillois.

Correspondance particulière de Lille, ce 26 août. La population continue à rester calme et impassible, ce qui contraste singulièrement avec l'agitation des fonctionnaires de tous rangs. Les sollicitations pressantes, je dirai même les obsessions de M. le préfet envers les négocians de Lille, pour les déterminer à faire partie de la garde à cheval qui doit escorter S. M., ont été sans résultat. Tous ont persévéré dans leur refus, tous, je me trompe; il y a eu une exception, et c'est M. S..... qui l'a faite.....

Le commerce de Roubaix, appelé au défaut du commerce de Lille pour recruter la garde d'honneur, a pris la même résolution que ce dernier: il a refusé en masse de s'enrôler. *M. Bonamy de Frêne*, l'un des fabricans les plus recommandables de la ville, a répondu en ces mots aux sollicitations du maire :

« Remplir auprès de la personne du roi l'emploi que vous nous offrez, est un honneur que nous briguerions dans tous les temps; mais dans la circonstance présente, le devoir nous prescrit de le refuser. L'administration actuelle du royaume n'est pas telle que le désire et que le demande la France; le monarque l'ignore sans doute, puisqu'elle pèse encore sur nous; puisse notre absence d'auprès de lui le lui apprendre! Ce genre de dévouement est nouveau peut-être; mais croyez-moi, M. le Maire, il est plus utile que ces marques de servilité que l'on veut multiplier autour du souverain. »

Ce discours, comme vous le pensez bien, n'a pas satisfait le magistrat; mais il a été considéré par tous les habitans comme un grand acte de courage et de patriotisme.

En somme, notre garde nationale à cheval n'est encore composée que de 35 individus: c'est bien peu pour une ville de 80,000 âmes, qui naguères encore s'intitulait fièrement *la capitale du royalisme*.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Un Lillois.

La lettre du négociant de Roubaix est un monument remarquable de convenance et de fermeté, de

loyauté et de sagesse. En révoquer en doute l'authenticité me semble impossible, tant tous les sentimens de la France, sa modération et sa douleur s'y retrouvent noblement exprimés. Si en la publiant je pouvais faire que le retentissement en arrivât jusqu'à l'oreille, jusqu'à l'ame de Charles X, j'aurais la satisfaction d'avoir une fois encore rendu service à la royauté.

Si les détails qui accompagnent cette lettre étaient exacts, il faudrait croire que le ministère fait des miracles. Car les provinces que le roi parcourt sont celles précisément où se fit la retraite des princes au 20 mars. Et il me souvient qu'alors les populations accouraient tout entières au devant de ce convoi de la monarchie fugitive, pour saluer notre passage d'un long cri de *vive le roi* ! Depuis quand les peuples auraient-ils plus d'hommages pour l'infortune que pour la prospérité ?

Peut-être n'en est-il pas ainsi ; peut-être l'unique tort du *Moniteur* est-il de ne pas prêter à la vérité d'assez vives couleurs. Quoi qu'il en soit, ce qu'il importe d'établir, c'est que les empressemens publics s'adressent à l'inviolable génie, au droit souverain, à la bienfaisante puissance de la royauté, nullement à la politique de ses conseils. Il n'y a point, grâce à Dieu, de solidarité entre l'administration et la couronne. Si la France crie encore *vive le roi*, c'est *vive le roi quand même* !

Qui doute que si la royauté allait remplir les murs d'Angoulême de sa magnificence, des arcs de triomphe n'accueillissent le noble depositaire des titres antiques de la race qui depuis mille ans règne sur

nous ? Et cependant on sait ce que les hautes classes de l'Angoumois pensent des hommes qui nous ré-
gissent. Si la fille de Louis XVI, dans sa course au
travers de la Bretagne, rencontre Mamers en son
chemin, croit-on que la ville qui a élu M. Dupin
demeure en arrière d'empressements et de fêtes ? Si
Meaux lui-même était traversé par le royal cortège,
le clergé n'y aurait-il pas aussi des bénédictions, les
murailles des tentures, les rues de la foule ? Voyez
ce qui est arrivé à Saint-Quentin. Là, des hommes
se sont rencontrés pour s'atteler au char triomphal
du monarque, comme à Paris pour traîner le char fu-
nèbre d'un orateur populaire ; et n'est-ce point cette
ville qui donnait le général Foy à la tribune ? Per-
sonne a-t-il supposé que parce que M. Casimir Per-
rier se faisait un devoir d'aller dans le nord mettre
lui-même les produits de ses ateliers aux pieds du
plus bienveillant des rois, il se fût converti à la con-
version des rentes ou bien à la censure ?

Non, non, point de méprise. L'interprétation que
je combats serait bien audacieuse, bien criminelle.
La mienne ne repose pas seulement sur des induc-
tions, elle repose sur des faits.

Quand la garde nationale de Paris voulut expri-
mer toute sa pensée, elle mêla aux acclamations du
respect et de l'amour, un cri qui était inopportun
parce que c'était une prière bruyante, qui était mes-
séant parce que c'était une doléance armée. Mais
la louange est toujours de bon aloi ; la reconnais-
sance est un sentiment dont les effusions n'ont ja-
mais rien de coupable. Cette même garde nationale
n'avait point paru téméraire, il y a quatre ans, en mê-

lant, dans ses revues, le nom de la liberté de la presse à celui du monarque qui l'avait restituée. Si donc la proposition du droit d'aînesse, le maintien du ministère, le licenciement, la censure excitaient les joies de nos provinces, rien n'empêcherait de le dire. Or, le *Moniteur* ne nous a pas fait savoir encore que toutes ces choses fassent partie de la félicité des départemens. On assure généralement qu'une commémoration fréquente de la charte a seule été mariée au vieux cri de la monarchie dans quelques villes, entre autres à Lille, au théâtre, le jour de la représentation donnée au roi, bien que la composition de la salle eût été préparée avec tout le soin qui est d'usage en telles occurrences. Je ne sais pas s'il est vrai, comme on le répand, que sur les deux mille quatre cents gardes nationaux de la même cité, moins de trois cents se soient montrés sous les armes; mais enfin le *Moniteur* n'a pas dit que cette troupe ait applaudi au licenciement de celle de Paris. Il n'y a donc de certain que ceci : c'est que la Picardie et la Flandre s'accordent avec la capitale dans le sentiment qui la fit crier : *vive le roi !* et d'après leur silence sur les actes éclatans du pouvoir, il est présumable que cet accord s'étend à tout le reste.

Des masses passons à tout ce qui se porte auprès du monarque pour leur interprète. Nous savons quelles harangues d'apparat célébrèrent, il y a quatre ans, l'abolition de la censure. Cette fois, quelles harangues ont célébré l'abolition de la liberté de la presse ? Quel orateur officiel s'est réjoui des coups frappés sur l'élite séditeuse de la capitale, ou bien de la création du 3 et du 4 pour 100, ou

bien de l'ordre de choses qui règne dans la péninsule espagnole, sous les auspices de M. de Villèle, ou bien de l'admirable conception de l'impôt du timbre, ou bien de l'exécution ingénieuse des lois électo-
rales, ou bien de la fréquence des conflits, de la suppression de la publicité des débats judiciaires, des mille faits et gestes enfin des hommes d'état qui disposent de nos destinées ? Quelle voix s'est élevée pour admirer la longévité de ce ministère, pierre fondamentale de la monarchie ? Et qu'on ne se tourmente pas à découvrir des bienséances qui interdisent ces souvenirs à la gratitude et à l'admiration publiques ! Lorsque la Fronde et les débris de l'aristocratie féodale qui s'étaient agités pour frapper dans Mazarin le système de nivellement mis en œuvre par Richelieu, eurent succombé devant la puissance de l'esprit du temps, les complimens arrivèrent de toutes parts au jeune roi et à sa mère, pour les remercier de leur glorieux courage, de leur persévérance royale à défendre le grand ministre, qui préparait, à son insu, la révolution de nos jours, par l'introduction du pouvoir absolu et de l'égalité. Je n'ai lu dans aucun mémoire du temps que Louis XIV et Anne d'Autriche prissent ces félicitations en mauvaise part.

Nous n'avons ouï rien de semblable, et cependant qu'on veuille bien songer que pas un orateur ne s'est incliné devant la couronne, qui ne tienne de l'institution ministérielle sa place et ses pouvoirs. C'est même une prétention étrange des délégués de l'autorité royale de se présenter à elle comme les organes de la pensée publique. Institués pour parler aux

peuples de par le trône, comment prétendent-ils parler au trône au nom des peuples ? Un homme qui s'entendait en pouvoir, Napoléon, dans le premier temps de son empire, refusa d'écouter un préfet qui voulait lui offrir l'hommage de ses administrés. Il fit chercher, pour représenter près de lui le département, le président du conseil de préfecture, corps en ce temps-là formé, suivant le vœu des lois, par le concours et le choix des citoyens.

Sans doute c'est de peur que ces réflexions ne frappent et l'Europe et la France, que la censure a supprimé le fait suivant, malgré sa scrupuleuse exactitude.

— Le *Moniteur* publie des détails sur le voyage du roi ; partout sur sa route, S.M. a trouvé aux limites des départements et des communes, les autorités civiles et ecclésiastiques qui lui adressent des harangues auxquelles le monarque répond avec sa bienveillance accoutumée.

(Rognures du *Constitutionnel*.)

Il advient de la situation singulière des seuls truchemens qu'aient nos provinces quelque chose de bien bizarre et de bien déplorable. Ne pouvant célébrer les actes du ministère de peur de provoquer l'unanime démenti des peuples, ils ne peuvent davantage célébrer les bienfaits du prince, de peur d'encourir les disgrâces de ses ministres et de paraître même hasarder leur satire. Ainsi, à l'exception d'un président de tribunal de commerce qui s'est égaré dans des louanges positives, dans des expressions motivées de dévouement et de fidélité, quel plus triste spectacle que celui de ces fonctionnaires astreints à multiplier les témoignages de l'af-

fection publique sans oser dire sur quoi cette affection repose ! Des riches présens de la restauration , la charte , la paix , la liberté , le développement de tous les travaux de la pensée et de toutes les richesses de l'industrie , pas un mot. C'est une combinaison éternelle de ces trois synonymes , alégresse , amour , fidélité , ou bien fidélité , amour , alégresse ; et pas une commémoration de quelque grand bienfait ne porte dans la conscience du monarque la satisfaction de croire ces protestations écrites dans tous les cœurs , en les lui montrant appuyées sur les actes considérables de son règne. Un de ces orateurs , inquiet de ne répéter que des formules que depuis six mille ans tous les pouvoirs ont usées , a voulu citer des faits , et n'a rien trouvé de mieux que les vertus guerrières déployées par Charles X , il y a quelque cinquante ans , au siège de Gibraltar. En vérité , les treize années de restauration et seulement celles qui viennent de s'écouler depuis que Louis XVIII n'est plus , pouvaient inspirer mieux.

Une autre fois , le ministère fera bien de s'adresser à l'opposition pour avoir des harangues qui ne compromettent pas dans l'opinion de l'Europe nos intérêts les plus chers. L'opposition connaît les bien-séances ; elle sait , comme le roi l'a dit si bien , que lorsqu'il accorde un tête-à-tête à son peuple , il ne peut recevoir que des hommages , point des leçons ; et loin de se permettre le blâme , tirant un voile sur tout ce qui l'afflige , parce que ce qui l'afflige est l'ouvrage de ministres responsables et fragiles , elle saurait trouver des vérités qui toucheraient l'ame du prince , en lui attestant la reconnaissance nationale

pour des biens versés par la révolution qui a rendu le sceptre aux fils de saint Louis.

L'opposition dirait :

Que la France aime dans son roi cette grâce qui pare la puissance, cette bienveillance qui l'adoucit, cette piété qui l'épure et la rehausse ;

Que la religion, propagée par les exemples du souverain, améliore les mœurs publiques et répond de la stabilité de lois scellés par d'illustres engagements au pied des autels ;

Que les institutions qui font la gloire de la restauration et sa force peut-être, se sont affermies depuis le serment de Reims par la confiance nationale et par leur propre durée ;

Que ces institutions, ouvrage des deux frères augustes qui se jetèrent en 1814 entre la France saignante et les serres de l'étranger, promettent au pays et au trône un long avenir de splendeur, en réunissant, comme dans un inébranlable faisceau, tous les intérêts, tous les droits, tous les temps, toutes les gloires ;

Que l'histoire dira de ces princes, hôtes blanchis de l'exil, qu'ils abolirent pour la première fois dans le monde la confiscation ; de ces fils aînés de l'église, qu'ils ont, les premiers entre les rois, promulgué la véritable liberté de conscience par l'égale protection des cultes ; de ces martyrs d'une révolution sanglante, qu'au sortir de toutes les tyrannies nous nous sommes jetés dans leurs bras et y avons trouvé la liberté ;

Qu'enfin la France a vu toutes les prospérités se multiplier à l'ombre de ce trône qui a voulu reposer sur deux tribunes, la population s'accroître, l'in-

dustrie s'étendre , les sciences grandir , la civilisation convier à la possession de ses biens le villageois et le manoeuvre , la paix enfin porter tous ses fruits , tandis que si la guerre s'apprête à gronder encore , c'est pour rendre la vie à tout un peuple , satisfaire au cri de l'humanité , couronner le front du monarque de la plus pure , de la plus douce des gloires.

L'opposition finirait en rappelant que cette ère de paix féconde et de guerres humaines s'ouvrit par un cri de *vive le roi !*

Certes, je me trompe fort, ou Charles X serait touché de ce langage. Il tiendrait un compte égal de ce qu'on lui aurait dit et de ce qu'on lui aurait tu ; il comprendrait que dans les transports de l'empressement public il peut y avoir des sentimens qui lui soient personnels, et que la douleur du grand nombre n'exclut pas le dévouement de tous, tandis que dans ces églogues monotones de l'obéissance et du respect, il n'y a point de date, point de nom propre, point d'intentions directes. Son noble cœur doit supposer que les orateurs adressent leur encens non au roi, mais à la royauté.

Aussi nul doute que les espérances du ministère n'aient été déçues. Les pâles harangues des autorités auraient suffi pour montrer à Charles X, comme à travers une gaze sans couleur, les sentimens des Français. Plus ses regards auront rencontré de vénération et d'empressement, plus il admirera ce bon esprit des peuples, qui dans leur fidélité intelligente, dans leur loyal attachement aux maximes de la charte, se gardent de confondre le trône avec le ministère, et Charles X avec ses conseils.

Que les dépositaires de la confiance de la couronne aient une part à revendiquer dans les témoignages de l'affection de la France, c'est en vérité ce qui ne peut pas être supposé par les adulateurs même les plus déterminés du pouvoir, et on ne saurait trop admirer que la pensée de faire cette illusion au monarque soit tombée dans l'esprit de quelques hommes. Pour renfermer toutes les accusations en une seule, celle qui les comprend toutes, quelle apparence que ce régime de la censure, duquel dépendent la vie et le souffle du ministère, suscite l'enthousiasme des provinces et compte parmi leurs sujets de joie ? Imagine-t-on un peuple qui, accoutumé à la liberté, trouve très-doux qu'on le musèle ? Est-il probable que ce peuple préfère la fortune d'un homme au maintien de ses jouissances et de ses droits ? Renonce-t-on de gaité de cœur au plaisir de parler et de lire ? Quel homme adulte a souhaité de reprendre des lisières ? Quand a-t-on entendu bénir la chemise de force ? Où a-t-on rencontré des nations qui crient : *vive le bâillon* ?

Pour savoir si l'alégresse de la Flandre et de la Picardie porte sur la politique qui nous régit, une épreuve est facile et assurée, c'est de regarder à l'œuvre cette Parque servile et famélique de la censure. En observant sur quoi s'exerce la curieuse dextérité de ses ciseaux ou plutôt de ses *monstres*, on reconnaîtra exactement s'il est probable que la France sache un gré infini au ministère d'étouffer de tels faits ou de telles maximes. Cette épreuve, il faut la tenter : voyons si, dans tous les fragmens des deux dernières semaines, il y a de quoi élever des arcs de triomphe et des statues au grand M. de Villèle.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

Les absolutistes, les serviles, les royalistes d'Espagne, continuent de faire la guerre à leur roi et de mettre leur pays en feu. La France doit vouloir rester au courant des événemens dont la péninsule est le théâtre, ne fût-ce que par curiosité. Elle peut être bien aise de chercher des leçons dans le spectacle de cette anarchie. Elle a intérêt à savoir ce que deviennent ses soldats, égarés au milieu de ces désordres meurtriers. Notre repos peut se trouver compromis par l'ébranlement de tout un côté des Pyrénées, et on sait combien les misères d'un peuple et d'un roi, dont nous avons prétendu régler les destinées, touchent de près à notre gloire.

Hé bien ! qu'on lise les suppressions très-remarquables qui suivent, et qu'on veuille bien nous dire s'il est à présumer que la France bondisse de joie, parce qu'il y a dans notre pays trois hommes qui ont réussi à en trouver six autres, au moyen desquels on veut nous empêcher de connaître :

- L'état général de la monarchie espagnole ;
- La composition du ministère ;
- Les vœux et les actes de la faction dominante ;
- Les progrès de la guerre civile de Catalogne ;
- La situation précaire de nos soldats ;
- Les procédés des jésuites de la péninsule.

Ce dernier point est remarquable. L'heureux voile que la censure jette sur les fragmens de la société de Jésus que possède la monarchie française, est-il si précieux à tous les esprits, si cher à tous les cœurs,

qu'il y ait allégresse universelle de ce que nous ne saurons plus ce que le corps entier de la *société* devient par toute la terre? Notre tendresse pour elle est-elle de telle sorte que nous ne voulions plus ouïr son nom?

ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ESPAGNE. L'agitation commence à devenir extrême dans cette capitale : l'accroissement de la force des insurgés en Catalogne, et la propagation de l'insurrection ; l'ordre donné à quelques régimens de l'armée d'observation de se rapprocher de la frontière de Portugal ; la cessation totale de toute espèce de paiement par le trésor royal ; les séances extraordinaires du conseil d'état , qui est rassemblée tous les jours de neuf heures à deux , et de sept à onze du soir ; l'état de l'Andalousie entièrement dépourvue de troupes , les menaces des Barbaresques d'un côté , et la présence des Anglais de l'autre ; le bruit de la très-prochaine arrivée en Portugal de l'empereur don Pedro ; le refus de tous les propriétaires de payer les impôts , l'inquiétude de tous les employés du gouvernement , qui savent que le conseil d'état s'occupe de réduire les appointemens , et qui attendent leur sort avec anxiété , le mécontentement général de la nation , et son manque absolu de confiance dans le gouvernement , enfin la suspension totale de toute affaire commerciale , tels sont les motifs de cette agitation , de cette stupeur , de cette crainte de l'avenir qui se sont emparées dans cette capitale et dans ce royaume de toutes les classes de la société. (Rognures du *Constitutionnel*.)

— Il n'est pas moins certain que l'insurrection a fait d'immenses progrès dans l'Aragon , la Navarre , les provinces basques et le royaume de Valence. Elle a même pénétré jusqu'aux frontières des deux Castilles , car elle a envoyé des émissaires à Cuença , et même jusqu'à Sigüenza ; nous savons que dans cette dernière ville ils n'ont été mal reçus ni des autorités ni du peuple. (*Ibid.*)

— En Catalogne on crie *vive Charles V!* et sur les frontières du Portugal on appelle à haute voix la constitution des cortès ; à Madrid le gouvernement est sans force et sans énergie ; dans toutes ses décisions il consulte moins les intérêts du pays qu'il n'écoute les passions de l'homme qu'il charge de

guérir les plaies toujours croissantes de notre malheureuse patrie.
(Rognure du *Journal des Débats*.)

—Cependant c'est aux royalistes, de concert avec le clergé, qu'il faut attribuer tant de calamités. Personne n'ignore ici que le ministre Calomarde est l'ame de ces mouvemens funestes ; le général Carvajal et plusieurs membres du conseil d'état sont ses coopérateurs. Nous comptons déjà, dans cette capitale, trente mille réfugiés qui abandonnent leurs foyers pour se soustraire aux persécutions qui les assiègent. Tout le monde s'étonne que les Français, qui, lors des événemens de Tarifa, déployèrent tant d'activité et de zèle pour étouffer la révolte, restent maintenant simples spectateurs de tous les désastres qui se succèdent avec tant de rapidité dans cette province; leur impassibilité paraît d'autant plus étrange, qu'il est généralement reconnu que, dans l'état actuel des choses, ils ont en leur pouvoir tous les moyens nécessaires pour calmer du moins, s'ils ne pouvaient l'éteindre, ce feu de discorde et d'anarchie qui menace de consumer tout le royaume.
(Rognure du *Constitutionnel*.)

— Il est remarquable que dans tous ces troubles, petits ou grands, il y ait toujours un prêtre ou un moine à la tête.
(*Ibid.*)

— On sait que la faction apostolique a des ramifications dans tout le royaume, aussi son triomphe sur la police est-il célébré sur tous les points ; mais comme l'alegresse des heureux que cet événement a faits éclate ordinairement par des actes de férocité, les autorités ont pris partout des mesures pour en comprimer l'élan, ce qui n'a pas empêché que M. Enriquez n'ait été forcé de quitter Barcelone précipitamment ; la même précaution a sauvé l'intendant de police à Saragosse. On doit des éloges au général Longa, capitaine-général de la police de Valence, et au général Campana, capitaine-général de la province de Grenade, pour les soins qu'ils ont mis à prévenir toute espèce de désordre.

Pour satisfaire la curiosité du monarque, qui avait la coutume de se faire donner par M. Reccacho des détails circonstanciés sur tous les événemens, on a fait venir à la résidence royale, et au grand mécontentement de M. Calomarde, le nouveau subdélégué de la province de Madrid.

— On nous écrit du royaume de Murcie que le peuple est

en proie à la misère la plus profonde; le désespoir est dans le cœur d'une foule de malheureux dont la sécheresse détruit les moissons. (Rognures du *Journal du Commerce*.)

COMPOSITION DU MINISTÈRE ESPAGNOL. Ces cinq personnes sont ce qu'il y a de plus pur dans le parti apostolique. (Rognures du *Constitutionnel*.)

VŒUX ET ACTES DE LA FACTION DOMINANTE. Les apostoliques plaident à présent pour le rétablissement du saint-office, qui, disent-ils, est le seul moyen d'atteindre dans leurs racines toutes les sociétés secrètes. Ce rétablissement ne paraît pas être éloigné. (Rognures du *Constitutionnel*.)

— On s'occupe maintenant de rappeler à Madrid le favori Ugarte, sous prétexte d'instruire l'affaire relativement à l'achat des bâtimens russes. Si cela arrive, nous verrons bientôt de nouveaux malheurs, car il est impossible d'avoir une idée exacte de la perversité de ce favori. (*Ibid.*)

— Des lettres de Madrid, que nous recevons par le courrier de ce jour, portent que tous les matins on rencontre sur les murs et dans tous les carrefours des placards incendiaires. (*Ibid.*)

— Le nouveau subdélégué de police, M. Zorilla, a fait venir en sa présence tous les espions et agens, tant publics que secrets, de la police de Madrid. Il leur a demandé à chacun ce dont il était chargé, et après que chacun lui eut répondu, il leur dit que rien de tout cela n'était utile au roi ni à l'état; que ce qu'ils devaient surtout faire, c'était de surveiller les francs-maçons, les communéros, les ex-miliciens, et quiconque ils sauraient être ennemi du roi absolu et de la religion catholique, apostolique et romaine; que pour cela seulement ils ne devaient épargner ni soins, ni temps, ni peines, ni argent, et qu'ils devaient les lui faire connaître, lui rapporter tous leurs discours et l'instruire de toutes leurs actions. (*Ibid.*)

GUERRE CIVILE DE CATALOGNE, *Barcelone*, 20 août. On assure que l'inquisition doit être incessamment rétablie. On a apposé hier les scellés sur les papiers de la police de cette ville. Trente-un employés ont été désarmés. Cet événement donne lieu aux plus sinistres conjectures.

(Rognures du *Journal des Débats*.)

Barcelone, 27 août. La cavalerie du chef de bande Vilella a reçu une bonne remonte de chevaux arrivés de France, et introduits en Espagne par la vallée d'Aran.

La bande de Ballester grossit journellement en infanterie et en cavalerie : on assure qu'il a reçu dernièrement de France deux cents montures complètes.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

— **Barcelone, 30 août.** Journellement il arrive des familles nombreuses qui viennent chercher dans cette ville un refuge contre les maux qui affligent les campagnes. Ce sera pis après la récolte. (Rognures du *Journal des Débats*.)

— **Barcelone, 3 septembre.** La junta formée par le Paragol à Mauresa, pour le gouvernement de la principauté, se compose de deux dignitaires de la cathédrale, d'un moine de Saint-François de Paule, et de deux membres de l'ancienne municipalité.

A Berga, les rebelles ont massacré sans pitié les femmes, les enfans et les vieillards, après y être entrés sous la foi d'une capitulation dans laquelle ils s'étaient, il est vrai, réservé le droit de piller sept maisons de constitutionnels.

A Vich, les rebelles ont aussi établi une junta. Elle se compose de l'évêque, de deux chanoines, d'un certain M. Salas, de l'ex-intendant de police, le marquis de Puerto-Nuevo.

(Rognures du *Journal du Commerce*.)

— **SITUATION DES TROUPES FRANÇAISES.** Les troupes françaises qui se trouvent à l'île de Léon, ont eu avec les soldats espagnols des bataillons de marine, des démêlés assez sérieux pour que les autorités aient jugé prudent de faire évacuer par ces derniers la caserne dite du Château, à l'entrée du pont de Suenza, et de leur assigner des logemens dans la Caraca. Depuis lors, les Français sont sur le qui vive; les soldats espagnols ne peuvent venir le jour dans la ville avec leurs armes; après six heures du soir, ceux qui s'y trouvent encore sont arrêtés.

(Rognures de tous les Journaux.)

— On écrit de Barcelone, 29 août :

Les rebelles proclament partout qu'ils n'en veulent point aux Français. Ils fêtent même les militaires des nôtres qu'ils rencontrent; mais cette cordialité et cette ostentation d'a-

mitié ne cacheraient-elles pas des vues ultérieures, celles d'attendre qu'ils soient en force avant de nous inquiéter?

Les sous-officiers de la garnison ne reçoivent plus de permissions de sortir *extra-muros*, et MM. les officiers ont été invités à ne pas s'éloigner isolément des portes pour le plaisir de la chasse.

Le 40^e de ligne, qui tient garnison à Figuières, a reçu l'ordre de se rendre à Barcelone. Il doit être remplacé dans la première de ces deux villes par le 41^e, mais M. le lieutenant-général commandant la division a observé à S. Exc. le ministre de la guerre que la garnison de cette place était déjà très-faible, surtout dans les circonstances actuelles, et qu'elle le deviendrait encore davantage par l'envoi du 41^e de ligne, qui compte six cents hommes malades. On assure aussi qu'à cet égard la junta municipale a soumis des réflexions sur le danger qu'il y aurait à recevoir ici ces malades. On attend une nouvelle décision ministérielle.

Bozom s'était dirigé avec deux mille hommes sur Berga, dans l'intention de s'emparer de cette ville, où se trouvent cinq cents hommes de garnison. Le 3^e léger, espagnol, ayant été au secours de cette petite place, ce chef rebelle s'est dirigé sur Manreza, et il y est rentré dans la nuit du 24 au 25 du courant. On assure que les troupes qui l'occupaient se sont rangées du côté des aggraviados, et qu'elles ont livré le gouverneur et arrêté quelques-uns de leurs officiers.

D'autres événemens paraissent avoir également eu lieu dans les parages de Berga, Vich et Salsona.

Barcelone est tranquille : cependant ce matin un cereno a arraché d'un mur un placard portant ces mots : *Vépres siciliennes*. Quelle horreur ou plutôt quelle lâcheté ! Ce papier a été remis entre les mains de l'autorité.

(Rognures du *Journal des Débats*.)

PROCÉDÉS DE LA SOCIÉTÉ DE JÉSUS. — *Madrid*, 26 août.

La superbe caserne des sapeurs, à Alcalá, dans laquelle le gouvernement a fait, depuis vingt-cinq ans, des travaux considérables relatifs à sa destination, avait autrefois appartenu aux jésuites ; et ce fut notre grand roi Charles III qui la transforma en caserne de sapeurs et d'artilleurs, après avoir chassé de son royaume la société des jésuites. Cette

société, rétablie par notre souverain actuel , et qui depuis les dix années de son établissement est déjà redevenue l'ordre le plus riche de l'Espagne , continue à réclamer tout ce qui lui a appartenu , et a sollicité du roi la restitution de la caserne d'Alcala. Quoique n'ayant aucun autre édifice pour placer son artillerie et ses sapeurs , S. M. a consenti à cette restitution , et les jésuites viennent d'envoyer, lundi dernier, de Madrid à Alcala , trois cents ouvriers de toute profession pour transformer la caserne en collège. De vastes terrains ont été également rendus , à Alcala , à la compagnie de Jésus , ce qui a occasionné une foule de procès et de mécontentemens dans les pays où les jésuites vont arriver sous de fâcheux auspices.

Autre prétention des jésuites. Le fameux orfèvre Martínez, dont le bel établissement , situé au Prado , attire l'attention des voyageurs , occupe un vaste et superbe local que son père , également orfèvre du roi , acheta quadruples sur quadruples sous le règne de Charles III. Cette maison a appartenu aux jésuites ; mais M. Martínez père , qui l'acheta de troisième main , la fit agrandir du double en y ajoutant deux corps de bâtimens , des dépendances , des écuries , cours , jardins , etc. Les RR. PP. jésuites disent à cela , *tant mieux pour nous* , et envoient leur notaire sommer M. Martínez de sortir de chez lui dans le plus bref délai , parce que sa maison leur appartient. M. Martínez , stupéfait , monte en voiture et se rend en toute hâte à Saint-Ildefonso , où il va trouver le roi et lui fait part de la sommation qu'il vient de recevoir au moment où , dans ses ateliers , on nettoyait la vaisselle plate de S. M. Martínez croyait que le souverain prendrait ses intérêts et sa défense , mais il n'eut du roi que cette réponse : « Je te plains si les jésuites te demandent ta « maison , et je te prie de ne faire nettoyer qu'à moitié ma « vaisselle plate , et de me la renvoyer de suite , car si ces « messieurs s'avisent de mettre aussi la main dessus , il ne « serait peut-être pas beaucoup plus facile à moi de la ravoir « qu'à toi de ravoir ta maison. »

(Rognures du *Constitutionnel*.)

PORTUGAL.

Les affaires de ce royaume, qu'un prince du sang de Hugues Capet fonda, dont le bras de Louis XIV releva la fortune, ont pris un tour assez extraordinaire, et sont assez graves pour intéresser le public français. Je n'imagine point quelle passion d'ignorance, quel goût pour les monologues du pouvoir, rendraient nos départemens plus joyeux, plus reconnaissans que Paris, du soin que veut bien prendre le ministère de prohiber et les discussions et les récits que je vais transcrire.

DISCUSSION. Nos absolutistes savent mieux dissimuler leur chagrin que leur joie; le retour de don Miguel en Portugal épanouit leurs espérances et délie leur langue. Pourquoi, disent-ils, les Portugais, nation indépendante, passeraient-ils sous le joug d'une constitution? Si don Miguel juge nécessaire de changer ce que cette forme de gouvernement, *importée de l'étranger*, peut avoir de vicieux, ne pourra-t-il le faire? La charte de vra-t-elle régner sur lui comme une sorte de fatalité inflexible? On sent bien que toutes ces questions sont résolues d'avance d'une manière négative; mais il reste une difficulté à résoudre: don Miguel a prêté serment à la charte de don Pedro; ce n'est qu'en vertu de ce serment que la régence lui est dévolue; le jour où il le rétracterait serait-il régent encore? En vertu de quel pouvoir régnerait-il alors? Ses droits à la couronne retourneraient-ils à leur source, à don Pedro, légitime héritier de don Jean VI? Et s'il méconnaissait ces droits, sur quels titres seraient fondés les siens?

(Rogures du *Constitutionnel*.)

— Et comme un membre de la maison de Bragance a donné un rare exemple aux souverains en accordant une constitution libérale au Portugal, puisse un autre membre donner un exemple également rare à ceux qui jurent de conserver les constitutions, en restant fidèle à son serment! (*Ibid.*)

— Ne sera-t-il pas averti par le bruit de la guerre intestine dont l'Espagne est dévorée, guerre qui entraîne après elle toutes les calamités, qui appelle à la fois les dangers les plus réels sur la tête du prince et sur celles des sujets ?

(*Ibid.*)

— Il est vrai, d'un autre côté, que certains antécédens ne sont pas très-rassurans pour les amis des institutions libres et pour les nombreux partisans que réunit en sa faveur, en Portugal, la charte de don Pedro.

(*Ibid.*)

— Sans doute don Miguel a juré le maintien de la charte de son frère ; mais comment expliquer néanmoins la conduite du cabinet britannique, qui envoie ses troupes à Lisbonne, en consentant aujourd'hui à donner pour appui à la constitution portugaise un prince qui naguère a lutté contre son père lui-même en faveur du pouvoir absolu ?

(*Ibid.*)

— Don Miguel promettra certainement tout ce qu'on voudra, et tiendra parole pendant quinze jours ; mais quelle garantie aura-t-on de la constance de ses résolutions, et si on répond de lui, qui répondra de ses amis ?

(*Ibid.*)

(Extrait du *Courier* anglais.)

FAITS. *Lisbonne*, 19 août. Le général Stubbs n'a pas cru devoir opposer les baïonnettes aux idées.

(Rognures du *Constitutionnel*.)

— Maintenant que tous ces événemens sont assoupis, et que l'arrivée prochaine du roi don Pedro a rendu plus timides les absolutistes de Lisbonne, nous apprenons qu'on a expédié de Madrid et du cordon sanitaire quelques fabrications de ce genre. Vous en recevrez probablement quelque-une par la *Gazette* de Lyon ; mais vous saurez quel cas vous devez en faire. Ceux qui ont fabriqué ces pièces ont confondu les époques, et n'ont pas connu l'esprit de la nation parmi laquelle ils vivent.

(*Ibid.*)

— On ne saurait se faire qu'une imparfaite idée de l'impression produite dans les esprits par la publication des trois décrets de l'empereur, depuis l'arrivée du navire l'*Apollon* : ceux qui regardaient auparavant comme impossible de résister à l'infant don Miguel, s'il se présentait en Portugal pour détruire la charte, croient maintenant pouvoir lui disputer la régence les armes à la main, en se fondant sur la légitimité

du roi don Pedro. Des corps qui ont battu les rebelles commandés par le marquis de Chavès, s'uniraient à la voix de celui qui les appellerait pour soutenir une cause aussi juste et aussi populaire. *(Ibid.)*

— Le général Sampaio, membre de la chambre des députés, a été élevé dernièrement par le roi don Pedro IV à la dignité de pair du royaume; mais l'acte de nomination figure au nombre des décrets royaux que la félonie a refusé de reconnaître, et qui devront tôt ou tard servir de documens pour réclamer la sévérité des lois contre les agens prévaricateurs. *(Ibid.)*

— Cette circonstance a rappelé le souvenir que l'infant don Miguel a frappé publiquement en 1823, de sa main, cet ancien général portugais. *(Ibid.)*

Lisbonne, 22 août. Le retour de don Pedro et celui de l'infant don Miguel sont les objets qui occupent toujours la première place dans les entretiens publics et particuliers. On cite de nouvelles lettres qui semblent confirmer la première; mais elles ne sont pas directes, et la réflexion conduit au doute; celui-ci s'augmente lorsqu'on considère toutes les chances auxquelles s'exposerait l'empereur en abandonnant le Brésil, même pour une année seulement. Presque toutes les provinces dont se compose son vaste empire sont portées à se séparer de Rio-Janeiro, les unes pour s'établir en républiques indépendantes, les autres pour s'organiser en gouvernement fédératif. Avec de telles dispositions, qui peut-être seraient favorisées par des intrigues diplomatiques en cas d'absence, on ne laisse pas volontiers au hasard un pays où d'ailleurs on ne peut être représenté par aucun des siens en âge de tenir les rênes de l'état. On commence donc à douter ici de la réalisation du projet que l'empereur avait conçu dans les premiers momens et sur les avis de ses plus fidèles serviteurs.

Quant à la réapparition prochaine de don Miguel parmi nous, c'est un événement bien plus probable. Depuis longtemps la diplomatie européenne tend à conduire le Portugal vers ce but, et il est à croire qu'elle parviendra à ses fins s'il ne survient quelques obstacles imprévus. Voici sur ce sujet quelques détails qui paraissent authentiques. Il paraît que l'infant don Miguel ne viendra pas en Portugal sans une résolution préalable des chambres au sujet de ses droits à la

régence , et jusqu'à ce que son frère don Pedro lui ait donné son consentement. Dans cette affaire , on a subordonné la passion des partis à la convenance des protecteurs. On a senti combien il était hasardeux de porter la moindre atteinte au principe de la légitimité , et de tolérer la plus légère apparence d'usurpation. On a préféré s'adresser à l'empereur don Pedro , en l'invitant à investir son frère de la régence. On s'est appuyé pour persuader S. M. I. sur toutes les raisons qui peuvent paraître favorables à l'infant , d'après les lois du royaume , et aussi sur le besoin de rendre à l'administration une apparence de force et de stabilité qu'elle a perdue tout-à-fait aux yeux de la multitude , à cause de la faiblesse des mains qui la dirigent et de l'inconstance des volontés qui la gouvernent.

Le jeu de ces ressorts employés pour la politique extérieure , a été secondé par celui des intrigues qu'on a mises en mouvement dans l'intérieur du royaume. On a senti que pour arriver au grand œuvre de la destruction de la charte , il fallait commencer par lui enlever son plus ferme appui. Dès le principe , l'infante régente avait adopté avec sincérité le nouvel ordre de choses , et elle marchait avec droiture dans la voie constitutionnelle ; tant qu'elle suivrait cette marche c'eût été une chimère de chercher à rétablir l'absolutisme. On eut donc recours à d'autres moyens ; on chercha à intimider cette princesse en lui faisant croire à l'existence d'une conspiration républicaine : à chaque moment l'intendant-général de la police lui répétait que dans les loges maçonniques et les assemblées de carbonari , on ne s'occupait que du renversement du trône de la maison de Bragance. D'abord ces délations furent repoussées , mais peu à peu on parvint à leur donner plus de vraisemblance. Cette intrigue était conduite de concert avec M. Trigoso.

L'esprit de la régente était préparé et entretenu dans ces dispositions , lorsque les événemens des premiers jours de ce mois sont survenus. L'intendant-général de la police ne manqua pas de les mettre à profit ; il envoya dans les provinces et y fit répandre avec profusion des proclamations révolutionnaires écrites de différens caractères d'écriture ; et comme c'était par ses ordres que toutes ces manœuvres s'opéraient , il ne lui fut pas difficile de donner des instructions officielles à ses agens , en leur ordonnant d'intercepter ces écrits séditieux , conformément aux avis qu'il supposait avoir

reçus. Il mettait lui-même ensuite sous les yeux de la princesse les paquets qu'il recevait des provinces, et il s'en servait pour persuader à S. A. R. qu'il existait effectivement un plan révolutionnaire. C'est depuis ce moment que l'infante se livra entièrement au parti auquel l'intendant de la police appartenait, et qu'elle a placé en lui une confiance qui tient de l'aveuglement. Ce parti est au reste dirigé par la reine-mère, dont l'antipathie pour la charte est bien connue, et l'infante régente n'est plus aujourd'hui qu'un instrument dont on se sert pour accomplir des projets qu'elle ne soupçonne pas.

On n'a point négligé non plus de destituer les partisans les plus chauds de la constitution. Le général Saldanha a été renvoyé du ministère ; quelques autres ont reçu leur destitution. Le point le plus important après la capitale est la ville de Porto, et le comte de Villafior est déjà parti d'ici pour aller remplacer le général Stubbs. Je ne vous dirai pas que le comte de Villafior entre dans le projet de renverser la charte, mais son peu de popularité, et la mission de remplacer un général que le peuple de Porto idolâtre, acheveront de le perdre dans l'opinion publique.

Si l'empereur venait, toutes ces intrigues se dissiperaient aisément ; on pense aussi généralement qu'elles cesseraient si M. Palmela se rendait ici ; les lettres apportées par le dernier paquebot, annoncent comme prochain le départ de ce personnage ; son arrivée et un changement d'administration pourraient seuls faire revivre un peu l'esprit public que les derniers événemens ont complètement étouffé.

(Rognure du *Courrier français*.)

— Le moine Agustin Macedo continue à figurer au premier rang. Ce nouveau père Duchêne donne à ses écrits, vraiment scandaleux et dégoûtans, la forme de lettres adressées à M. Lopez, ancien rédacteur de la gazette de Lisbonne. Ces lettres, dans lesquelles on attaque presque de front et sans déguisement le système actuel, imprimées à l'imprimerie royale, paraissent avec l'autorisation spéciale de la cour suprême du palais (*com licença da Mesa do desembarga de paço*). circonstance grave qui donne à ces écrits très-virulens une espèce de caractère officiel.

On assure comme une chose positive, que la princesse-régente, qui paraît ignorer entièrement tout ce qui se passe,

ne peut , d'après les précautions prises par l'intendant-général de la police , lire ni les journaux , ni aucun autre écrit de circonstance , et qu'on l'oblige à borner ses lectures aux lettres du moine Macedo.

(Rognure du *Constitutionnel* .)

— Déjà , dans le numéro 4 du même journal , on avait mutilé et défiguré entièrement un article d'un journal indépendant étranger , en y ajoutant une note pour faire l'apologie du comte de Villa-Réal , dont la politique est bien connue. On conserve d'ailleurs encore le souvenir des philippiques violentes que le noble pair a prononcées du haut de la tribune de la chambre des pairs contre le général Saldanha , au moment même où ce dernier venait de remplir sa mission dans les Algarves. (*Ibid.*)

Lisbonne , 25 août. La foule des courtisans assiège maintenant les avenues du palais de Queluz où réside la reine-mère.

(Rognures du *Journal du Commerce* .)

S A X E .

La censure a une façon de veiller sur l'honneur des têtes couronnées , qui lui donne des droits à la reconnaissance des peuples et des rois. Elle a supprimé ceci :

Ce monarque , bien loin de conniver aux prétentions du parti apostolique , comme on le craignait d'abord , a déjà , par plusieurs actes de son règne , constaté sa ferme résolution de repousser toute tentative que ce parti oserait diriger contre ses droits de souveraineté inaliénables. Tel est , entre autres , le mandat du 10 février concernant les rapports de l'église catholique , qui a été , *malgré les protestations de la cour romaine* , mis à exécution dans toutes ses dispositions ; et on ajoute que , sur les hésitations de plusieurs membres du clergé , parmi lesquels on nomme l'évêque Mauermayn , S. M. a déclaré implicitement que quiconque se croyait obligé , en sa conscience , de ne pas se soumettre à cette loi organique , était libre de résigner et de se pourvoir ailleurs.

(Rognures du *Constitutionnel* .)

Le ministère, de qui les censeurs défendent ainsi S. M. Saxonne contre les louanges des journaux de Paris, a souffert plusieurs jours de suite qu'une de nos feuilles se chargeât des conjectures les plus personnelles et les plus injurieuses sur les secrets mobiles des déterminations de S. M. Britannique. Pénétrer dans la vie privée des souverains pour les punir de nous déplaire est chose entièrement contraire aux mœurs françaises. Sous l'empire de la liberté tout le monde en eût gémi. Qu'en dire sous l'empire de la censure? Que pensera de ces hostilités de notre cabinet, un prince qui se souvient peut-être qu'il y a peu d'années, le roi de France lui disait qu'après Dieu, c'était lui à qui les princes de la maison de Bourbon se reconnaissaient redevables du changement de fortune qui rouvrait devant leurs pas le royaume de leurs pères?

Pour ce qui est de la France, nous sommes bien certains d'une chose, c'est que si elle chérit son roi, ce n'est point parce qu'un coup d'état a permis au ministère d'insulter le roi de Saxe par ses partiales prohibitions, et le roi d'Angleterre par ses tolérances diffamatoires.

AFFAIRES D'ANGLETERRE.

Les hostilités de la censure contre l'Angleterre et son monarque s'expliquent trop bien par la formation du ministère Goderich. Il n'est pas prouvé que la révolution, soit, comme un de nos hommes influens le disait noblement, *crevée* avec M. Canning.

Le ministère Britannique est plus fort que notre

cabinet n'aimait à le penser : le roi , dans les discussions qui se sont élevées , a hésité entre les noms , point entre les doctrines. C'est la mémoire de M. Canning qu'il a voulu conserver à la tête des affaires ; Lord Landsdown a donc dû rester au poste où l'avait porté la confiance publique , où la confiance royale le sollicitait de rester. Sa retraite n'aurait pas même eu l'avantage d'être populaire , tant les connaissances pratiques de M. Herries rendaient le choix de ce financier habile désirable à la cité , et le noble lord , par la vaste considération qui l'entoure , par l'élévation de son caractère , de sa position , de son esprit , ne peut manquer d'occuper une grande place dans le conseil où il n'a pas fait difficulté de siéger au second rang.

La politique de M. de Metternich , et partant la nôtre , ont en grande aversion le cabinet anglais. Cette aversion , réduite à l'impuissance vis-à-vis de l'Angleterre vivante , s'exerce et se satisfait sur des cendres à peine froides encore. Les censeurs des départemens sabrent les articles consacrés au souvenir de M. Canning , et on regrette de ne pouvoir transcrire les pages fortes de talent et de raison , que *le Précurseur* de Lyon et le *Courrier du Bas-Rhin*, ont perdues sous la faux inquisitoriale. L'article suivant du *Courrier* anglais n'a pas été plus heureux.

— Une lettre de Paris , du 28 août , porte ce qui suit :

« La souscription ouverte pour faire frapper la médaille qui doit conserver la mémoire des vertus et des talens de l'illustre Canning , se remplit avec activité , et fournit une réponse satisfaisante aux détracteurs de la France et du grand homme d'état que pleure l'Angleterre. La liste générale contient les noms d'hommes de principes entièrement

opposés, et on peut regarder l'impartialité qui s'est manifestée dans cette circonstance, comme le commencement d'une véritable alliance morale entre les deux nations, et qui doit exercer une influence salutaire sur la marche de la civilisation et de la liberté. » (Rognures du *Constitutionnel*.)

Les sentimens hostiles de notre ministère ne peuvent manquer de provoquer des représailles. Le journal de lord Liverpool, de lord Goderich, parle de notre administration en ces termes :

— On lit dans le *Courier* anglais du 6 :

« On trouvera dans notre feuille un récit détaillé des obseques de M. Manuel. La narration n'est pas sans intérêt, mais quelque curiosité qu'elle eût excitée dans des temps ordinaires, elle se trouve dix fois accrue par le fait seul de la suppression que le gouvernement français a cru devoir en ordonner. Nous lisons dans la *Gazette de France* que cela a eu lieu à cause des discours incendiaires prononcés sur la tombe de M. Manuel, et dans ces discours nous ne trouvons rien qui justifie les alarmes qu'ils ont excitées, rien qui en Angleterre déterminât le gouvernement à témoigner *cette sensibilité de maladie*, (*morbid sensibility*).

(Rognures du *Courrier français* et du *Journal des Débats*.)

Peut-être la France jugera-t-elle que le régime de la censure et tout ce qui s'y rattache, n'est propre qu'à envenimer cette division des deux cabinets, qu'il vaudrait mieux adoucir dans l'intérêt de la prospérité des deux empires et de la paix du monde.

GUERRE D'ALGER.

Le dey d'Alger continue vigoureusement la guerre qu'il fait au commerce français, et sa joie doit être grande de voir une de nos escadres prendre la peine de stationner sur ses rivages, pour regarder entrer dans le port nos navires conquis. Tout le monde com-

prendra l'intérêt du ministère à jeter sur les faits qui suivent l'étouffoir de la censure. Mais quel intérêt y a la France ?

— Une lettre de Marseille, du 30 août, annonce qu'un corsaire algérien a pris, dans la rade de Tunis, un bâtiment français qu'il est allé vendre dans ce port. D'après la même lettre, un juif d'Alger aurait écrit à un de ses correspondans, à Marseille, qu'il avait acheté le chargement d'un navire français venant des colonies, pris par un corsaire qui était entré dans le port malgré les bâtimens français. On parle aujourd'hui de *l'Éole*, pris dans la traversée de la côte de Bretagne à Marseille. (Rognures du *Journal des Débats* et du *Courrier français*.)

Les succès de son altesse le dey d'Alger expliquent très-bien ce que la censure a laissé annoncer de l'empressement des ministres à lui demander la paix. Il est reconnu que la France de M. de Villèle ne peut rien sur cette régence de brigands ; ils peuvent tout contre notre marine marchande. Nous devons donc subir la loi des faibles, la loi des vaincus.

On ne dit pas quel jour M. le ministre des affaires étrangères s'acheminera pour aller porter à son altesse barbaresque les excuses du trop vif ressentiment que nous avons montré d'abord de ses injures. L'un des Osages devra être prié, au premier banquet que la troupe voudra bien accepter chez Son Excellence, de consentir à se charger de l'interim.

Ce qui est admirable, c'est que cette guerre qui serait d'une honte ineffaçable avec d'autres ministres et un autre ennemi, cette guerre qui n'est que d'un ineffable ridicule, fut entreprise avec le fracas et

la hauteur qu'on a vus , pour donner enfin le démenti aux gémissemens de l'opposition sur les timidités du ministère dans ses rapports avec l'étranger. Il fut convenu qu'un grand coup serait frappé quelque part. Le pirate que foudroyèrent Duquesne et lord Exmouth , fut choisi pour victime. Malheureusement on avait oublié , avant de lui déclarer la guerre , de s'informer s'il avait de l'artillerie : on l'a su depuis , et alors il importe de revenir au plus vite sur nos pas , car aux canons qu'avait le brigand , se joindront chaque jour ceux qu'il nous aura pris.

L'Europe ne va-t-elle pas supposer que nous sommes tombés plus bas qu'au temps du Directoire ? La terre d'Afrique pliait alors sous nos drapeaux. Alexandrie , Damiette , le Caire , Siennne étaient emportés.... O souvenirs de la journée des Pyramides !...

Il serait curieux de savoir combien , dans le relevé des acclamations dont les Français saluent leur roi , nos Scipion l'africain oseront en revendiquer à leur propre compte , pour leur expédition d'Alger.

Au reste , bien qu'il soit de principe dans l'étrange monarchie constitutionnelle que nous avons , qu'un ministère ne saurait être tué par le ridicule ni par l'animadversion , que même le cabinet devient inviolable par ses fautes et ses revers , on croit généralement que M. de Villèle reconnaît qu'ici la mesure est comblée ; on s'attend à le voir punir M. le baron de Damas de ses propres méprises , pour n'avoir pas à en répondre devant les Chambres. Cette justice faite , il se lavera les mains de nos misères : ses amis pourront crier à l'aise que ce n'est point sa faute ,

si la réduction d'Alger n'a pas mieux réussi que la réduction des rentes.

TRAITÉ DES TROIS PUISSANCES PHILHÉLÈNES.

Une réflexion frappe d'abord, c'est que la chrétienté n'est pas en veine de bonheur. Si les bruits répandus sur les revers des Russes, de l'autre côté du Caucase, sont exacts, et si l'incartade d'Alger se termine par nos soumissions, de tels débats ne peuvent manquer d'exaspérer l'orgueil du Croissant. Pour n'avoir pas su éviter une petite guerre ou la bien conduire, nous aurons à soutenir contre l'islamisme entier une guerre immense.

A ce sujet, je dois rétracter ce que j'ai dit dans une de mes lettres à M. le rédacteur du *Journal des Débats*, de la rédaction du magnanime traité. Dans cette rédaction, le ministère n'a point sacrifié l'honneur national. Le roi de France y tient la place qui lui appartient entre les couronnes. L'inexactitude des publications françaises et étrangères m'avait trompé.

Admirez la longanimité ministérielle ! Le *Moniteur* n'a eu garde de rétablir les faits ; la réserve diplomatique n'y faisait point obstacle. Ce pouvait être une faute typographique ; il suffisait d'un *erratum*. Mais la vérité est qu'il ne s'agissait que de la dignité de la couronne, et vous savez comme le *Moniteur* aurait pris feu s'il s'était agi par exemple du budget de M. de Bonald.

Je joins ici une nouvelle extraordinaire à laquelle

les soins de la censure semblent donner de l'authenticité et de l'importance :

On écrit de Trieste que le brigandage des pirates s'accroît d'une manière effrayante dans l'Archipel, et on accuse les capitaines de navires d'une grande puissance maritime d'être d'accord avec les forbans.

(Rognure du *Journal du Commerce.*)

INTÉRÊTS DU COMMERCE FRANÇAIS.

La guerre d'Alger met notre commerce en souffrance ; c'est là une des conséquences de la guerre. Il faut bien payer la gloire.

Mais n'est-il pas récréatif pour nos ports , de contribuer à payer de leurs impôts un saint office qui a mission d'empêcher la presse de les avertir du péril que courraient leurs armemens dans tels ou tels parages ? Ce qui suit ne peut se dire dans les jours d'effusion où nous sommes :

Une dépêche télégraphique datée de Bayonne du 25 août est ainsi conçue :

• Des lettres particulières de Cadix , en date des 14 et
• 15 août , annoncent qu'une corvette algérienne , de 22 ca-
• nons , croise à la hauteur du cap Saint-Vincent.

(Rognures du *Constitutionnel.*)

Évidemment la censure est vendue aux Barbaresques. Les écumeurs de mer font la guerre au commerce français de compte à demi avec nos écumeurs de presse.

Est-ce encore dans l'intérêt de l'étranger que les corsaires de la pensée ont jeté leur grapin destructeur sur l'exposé suivant des travaux du conseil général de l'Hérault ?

— Quoiqu'il ne se soit pas dissimulé que la situation pénible dans laquelle se trouvent le commerce et l'agriculture tient à une crise générale, il a néanmoins exprimé le vœu que le gouvernement ne laissât échapper aucune occasion de remédier autant qu'il pouvait être en lui à cette situation.
(Rognure du *Journal des Débats.*)

Un vœu sur l'adoucissement des douanes est sévèrement prohibé.

Il est bon que nos douanes littéraires ne prohibent plus à l'entrée les productions étrangères du génie, en attendant que d'autres douanes, peut-être plus incorrigibles, apprennent aussi la tolérance.

(Rognure du *Journal du Commerce.*)

Le simple fait qui suit n'a pas obtenu le sauf-conduit de la censure :

M. de Violaine, maire de Prémontré et propriétaire de la verrerie dont nous avons déjà cité les glaces, a changé la vieille abbaye dont son usine porte le nom, en un foyer d'industrie qui est devenu très-productif pour les habitants de cette contrée. On y fabrique des bouteilles pour les vins mousseux, des verres à vitres, à tableaux, des miroirs optiques, des vitraux d'église, des cloches pour le jardinage, et, depuis deux ou trois ans, des glaces de grande dimension. M. de Violaine en a exposé plusieurs au Louvre : la plus remarquable, encore brute, a 113 pouces de haut sur 76 de large. L'établissement de Prémontré, situé à 30 lieues de Paris, au milieu d'une forêt considérable, n'a pas peu contribué aux progrès de la population du village, qui ne comptait que 150 habitants lors de la suppression de l'abbaye, et qui en renferme aujourd'hui plus de 600.

(Rognures du *Journal du Commerce.*)

Le même journal n'a pu, dans un article sur les produits chimiques présentés à l'exposition, louer la chimie d'avoir *grandi pendant nos orages* ; il n'a pu non plus, à propos des draps à bon compte de M. Ternaux, parler des *ciseaux* de nos tailleurs. Le mot de ciseaux a fait tressaillir la censure. Tous les

manouvriers qui en font usage se regardent apparemment comme solidaires, et par égard pour les rogneurs de phrases, les rogneurs de draps seront inviolables pour nous.

Maintenant, mon ami, veuillez me dire s'il est vrai que vous autres habitans de la province ayez l'humeur faite ainsi, qu'une politique oppressive l'emporte dans votre estime sur une politique généreuse, la censure sur la charte, la joie d'ignorer les périls de notre commerce, les souffrances de notre agriculture, les prières ou même les progrès de notre industrie, sur le droit constitutionnel de tout savoir et de tout dire.

AFFAIRES ÉLECTORALES.

Si les nations ressemblent aux simples hommes, elles ne sauraient être éprises de reconnaissance pour quiconque prétend voiler à leurs regards leurs plus utiles droits et leurs intérêts les plus chers.

L'affaire des élections est l'affaire générale du pays, l'affaire particulière de chaque citoyen. Aussi la malheureuse loi au nom de laquelle M. de Villèle a bâillonné la France, s'était-elle empressée de reconnaître qu'une dissolution des Chambres entraînait de droit la dissolution de la censure.

Cependant la censure pèse de tout son poids sur la discussion des questions électorales. C'est là que sont les angoisses, les terreurs, les grincemens de dents.

AVERTISSEMENS AUX ÉLECTEURS. Si le *Constitutionnel* glisse quelque part ces mots : *que la chambre soit dissoute ou non*, les limiers de la police dé-

pistent l'avis funeste et l'étouffent. *L'Indicateur de Bordeaux* ne peut transcrire, même sans commentaire, les listes officielles que la préfecture publie. Les censeurs de Paris à leur tour biffent des réflexions et des faits que leurs confrères des départemens tolèrent.

— Nous ferons remarquer de nouveau aux électeurs en retard que le défaut de production de leurs titres ne les dispensera pas d'être appelés à leur tour pour le jury, l'administration conservant toujours la faculté de les inscrire d'office; mais leur faux calcul n'aura qu'un résultat, celui de les empêcher de concourir aux prochaines élections.

(Extrait du *Précurseur de Lyon*. Rognure du *Journal des Débats*.)

— Les premières listes électorales supplémentaires du Rhône présentent 238 noms nouveaux. Cependant le total des électeurs n'est que de 1580 : il était en 1824 de 2131. Si les citoyens refusent d'user de leurs droits politiques, seront-ils par la suite autorisés à se plaindre de l'administration ? Ceux-là ne sont pas dignes d'un gouvernement libéral, qui ne veulent pas ou n'osent pas accomplir leurs devoirs civiques.

(Rognures du *Journal du Commerce*.)

Louer l'administration ne sera même pas permis, si ces louanges exposaient la France à compter un électeur de plus. Mieux vaudraient mille fois les accusations et les inimitiés !

— Dans l'importante affaire de l'inscription des citoyens sur les listes électorales du jury, il est impossible de n'être pas frappé de la marche différente et quelquefois contradictoire que suivent les préfets. La plupart, il est vrai, sont loin de faire tous leurs efforts pour remettre sans cesse sous les yeux de tout citoyen payant 100 écus, les suites funestes de son ignorance, ou de sa négligence. Toutefois, c'est avec le plus grand plaisir que nous voyons quelques préfets montrer le zèle le plus actif pour remplir toutes les intentions de la loi, et pour assurer ainsi la franchise des élections. Nous nous faisons un devoir de secourir les vues généreuses de M. le

préfet de Lot-et-Garonne , en publiant l'avis suivant , et en recommandant aux électeurs de tous les départemens de France de le lire avec le même soin que s'il leur avait été adressé par leur propre préfet.

(Rognure du *Journal des Débats.*)

DIFFICULTÉS ADMINISTRATIVES. Le ministère multiplie les entraves autour des citoyens, et les citoyens n'ont pas le droit de le dire.

— Si nous ajoutons foi à des renseignemens qui nous parviennent de certains départemens , il en résulterait que les percepteurs reçoivent des instructions orales en opposition avec les circulaires apparentes.

(Rognure du *Constitutionnel.*)

— Quelques percepteurs du département de la Mayenne affirment aux contribuables qui réclament des extraits de la matrice des rôles , qu'ils n'ont pas encore reçu les formules imprimées de l'autorité supérieure. Mais quand cela serait vrai , peuvent-ils se dispenser de donner en manuscrit les pièces qui leur sont demandées ? Cette tactique usée n'a pas réussi dans le département de Saône-et-Loire. Que les électeurs soient bien pénétrés de leurs droits qu'ils mettent les percepteurs en demeure de remplir leurs devoirs , et il trembleront devant la responsabilité qui pèserait sur leurs têtes , pour avoir coopéré à priver un citoyen de l'exercice du droit civique qui lui est conféré par la charte , jurée sur les autels de Reims.

(*Ibid.*)

COMITÉS ÉLECTORAUX. Pour triompher des difficultés que l'administration oppose de toutes parts à l'exécution des lois , rien de meilleur et de plus décisif que les associations de citoyens honorables , de jeunes hommes éclairés et actifs qui combattent pied à pied le mauvais vouloir de l'autorité. Aussi rien n'est-il plus détesté de la censure ; elle fauche sans miséricorde tout ce qui s'y rattache.

— On nous écrit de Valence (Drôme) :

« Le zèle le plus louable règne ici parmi les citoyens aptes

aux fonctions d'électeurs et de jurés pour se faire inscrire sur les listes : tous se pressent, sans attendre au dernier moment. Vous me demanderez sans doute quelle est la cause de cette émulation ; la voici : Les principaux citoyens se sont entendus pour faciliter aux électeurs ignorans l'exercice de leurs droits, stimuler les paresseux et encourager les timides. On dit que la France est apathique : n'en croyez rien ; ce sont ses ennemis intérieurs qui voudraient qu'elle le fût, et qui, pour la rendre telle en effet, seraient bien aises qu'elle passât dès à présent pour l'être : mais au contraire, elle est couverte sur tous les points de dévoués partisans des libertés garanties par la charte. Que leur manque-t-il pour triompher ? de faire comme leurs adversaires, c'est-à-dire de s'entendre : il est mille moyens légaux et constitutionnels dont il faut apprendre à user. La force n'est rien sans l'organisation. Voilà ce dont nous sommes persuadés à Valence, et grâce à ces moyens, dont nous avons déjà éprouvé l'efficacité, nous sommes sûrs que la représentation de notre arrondissement ne sera pas faussée. Certaines localités qui nous avoisinent viennent encore à l'appui de ce que j'avance. A Montélimart, par exemple, l'esprit constitutionnel est aussi répandu que dans notre arrondissement ; cependant il est peu d'endroits où les inscriptions sur la liste soient plus en retard. Pourquoi ? c'est que les électeurs sont restés isolés, personne n'est allé au devant d'eux, beaucoup ont reculé devant des formalités ennuyeuses et multipliées ; un plus grand nombre se confie aux inscriptions d'office. Si les personnes influentes de cette ville ne se mettent pas enfin en mouvement, le mois de septembre s'écoulera, et l'arrondissement n'aura qu'une liste d'électeurs tronquée. » (Rognures du *Journal des Débats*.)

— On lit dans le *Précurseur de Lyon*, du 4 septembre :

On nous annonce qu'un comité se forme en ce moment, dans le but de rechercher, dans chaque département, les noms de tous ceux qui, payant le cens électoral, auraient manqué au premier devoir de citoyen, en négligeant ou en refusant de se faire porter sur les listes de jurés et d'électeurs. Nous annonçons en même temps que nous recevrons, au bureau du *Précurseur*, toutes les indications qui nous seront envoyées à ce sujet, et que nous nous ferons un devoir de les transmettre au comité de recherches qui se chargera de les recueillir.

(*Ibid.*)

— On nous écrit d'Angers le 4 septembre :

Nous avons organisé dans notre ville une commission composée de neuf membres, à laquelle nous avons donné le nom de Bureau consultatif des élections, dont le but est d'aider les électeurs dans la production de leurs pièces, de résoudre les difficultés qu'on pourrait leur opposer, de stimuler les électeurs tièdes ou négligents, de veiller à la distribution de tous les avis et instructions qu'il importe à l'électeur-juré de connaître.

Nous attendons de tous nos efforts le meilleur effet; ce qui, du reste, est bien nécessaire, car il y a beaucoup de négligence et d'insouciance de la part de nos électeurs. Depuis quelques jours cependant l'esprit public s'est sensiblement ranimé. Il y a foule à la préfecture pour se faire inscrire, et nous espérons que cela va aller en augmentant.

Nous avons fait des démarches pour organiser dans les quatre autres arrondissemens de notre département une commission semblable à la nôtre, et dont le but serait le même. Celle de Cholet est instituée. Elle est composée de cinq membres, et a des commissaires dans les communes pour stimuler les électeurs retardataires. Nous attendons la réponse de nos correspondans dans les trois autres arrondissemens, et nous avons lieu d'espérer que nos tentatives ne seront pas infructueuses.

(Ibid.)

INSCRIPTIONS MUTUELLES. Les feuilles de Paris n'ont pu emprunter au *Précurseur de Lyon* l'instruction qui suit :

Toutefois, nous conseillerons un moyen efficace, c'est de faire, au nom des personnes non inscrites, les mêmes justifications que ces personnes feraient elles-mêmes. Un percepteur ne peut se refuser à délivrer tels extraits des rôles qu'on demande, les rôles étant publics, même au tiers que ces extraits ne concernent pas. Le visa du maire et les autres formalités n'exigent pas davantage l'intervention personnelle de l'électeur ou du juré pour lequel on les remplit.

Ainsi les calculs intérieurs, l'apathie, la négligence des électeurs en retard, peuvent être rendus vains par les diligences des citoyens zélés.

(Rognures du *Constitutionnel*.)

QUESTIONS DIVERSES. Les avis publiés par les premiers magistrats des départemens présentent une curieuse collection de sentimens et de vues contraires. Le *Courrier français* n'a pu les discuter. En empruntant au *Journal des Débats* la première des deux utiles lettres que M. Duvergier de Hauranne y a publiées, il n'a pas été autorisé à y joindre ces remarques :

— Nous avons reçu plusieurs lettres d'électeurs de divers départemens, dans lesquelles ils nous demandaient des explications sur la différence qu'ils avaient remarquée dans les instructions électorales de quelques préfets. Il n'a pas été en notre pouvoir de satisfaire à leurs questions, et nous nous flattons qu'ils n'en rejeteront pas la cause sur notre négligence. Dans l'impossibilité où nous sommes encore d'éclaircir leurs doutes ou de rectifier leurs méprises, nous nous empressons de reproduire une lettre où M. Duvergier de Hauranne, ancien député, discute et résout la plupart des difficultés qui nous ont été soumises.

(Fragment du *Courrier français*.)

INSCRIPTION D'OFFICE. L'inscription d'office est un droit du citoyen, un devoir direct et impérieux de l'autorité. Tout le monde a lu dans le *Journal des Débats*, les deux lettres dont il est question plus haut sur ce sujet. M. Duvergier de Hauranne veut bien m'adresser une discussion que son nom recommande assez à l'intérêt public :

Lettre de M. Duvergier de Hauranne, à l'auteur de cet écrit.

Paris, 9 septembre.

Vous me demandez, monsieur, si des trois propositions que j'ai établies dans ma première lettre au *Journal des Débats*, il n'y a pas à tirer quelques conséquences dont je n'aurais pas fait mention. Je m'empresse de vous répondre que vous avez raison, et je vais vous indiquer succinctement ces conséquences, ainsi que la marche que, selon moi, les citoyens

doivent suivre afin de constater et de faire rectifier les erreurs volontaires ou involontaires de MM. les préfets.

Le devoir des préfets étant d'inscrire d'office sur les listes du jury tous les citoyens dont ils connaissent les capacités légales, ils ont dû s'entourer de toutes les lumières, faire des recherches en s'aidant des anciennes listes électorales, et surtout se faire donner par les directeurs des contributions et par les maires tous les renseignements qui leur étaient nécessaires. Dès qu'ils ont reconnu qu'un citoyen âgé de trente ans payait 300 fr. et plus de contributions, ils n'ont pu se dispenser de le porter sur la liste des électeurs, en faisant mention sur cette liste, conformément à l'article 3 de la loi du 29 juin 1820, de l'espèce et de la quotité des contributions de chaque électeur. Cette mention est indispensable parce qu'elle sert à reconnaître les erreurs, et que la quotité plus ou moins forte des contributions donne ou ne donne pas droit à faire partie du collège du département. Je ne sais, monsieur, si les préfets ont pris toutes ces précautions, et s'ils ont fidèlement inscrit tous les électeurs dont ils ne pouvaient pas ignorer la qualité; mais s'ils ne l'ont pas fait, ils ont méconnu leurs devoirs, et ils méritent les plus sévères reproches: il était bon, dans leur intérêt même, de les en avertir.

Au surplus, quelles que soient les obligations des préfets, on comprend trop bien que s'ils sont de mauvaise foi, ils feront des erreurs ou commettront des oublis volontaires, et que même avec la meilleure foi du monde ils peuvent se tromper. Aussi la loi du 2 mai a-t-elle mis la sincérité de la liste du jury sous la garantie de la surveillance et de la foi publiques, en en ordonnant le dépôt au secrétariat des mairies, des sous-préfectures et des préfectures. Les électeurs, d'abord, sont mis à la portée de vérifier, dès le 15 août, s'ils sont inscrits ou si leur nom est omis; ils ont le plus grand intérêt à le faire, et dans le cas d'omission de leur nom ou d'erreur sur la quotité de leur imposition, ils doivent s'empressez d'adresser leurs réclamations au préfet de leur département. Ces réclamations sont formées par simple mémoire et sans frais; *on est tenu de les inscrire au secrétariat général de la préfecture, selon l'ordre et la date de leur réception*, et le préfet doit prononcer dans les cinq jours en conseil de préfecture. Il est important de faire attention à

ce que la formalité de l'inscription soit remplie, parce que, comme la loi ne prescrit pas de donner un récépissé, en cas de dénégalion de la remise des pièces, on aura le droit d'exiger la représentation du livre des inscriptions.

Mais ce n'est pas tout, monsieur; chaque Français peut vérifier cette liste, et s'il aperçoit des omissions ou des inscriptions fautives, il a le droit de les signaler au préfet. Les comités consultatifs, par exemple, qui ont été formés dans les départemens et dans les arrondissemens, feront bien de dresser une liste des personnes qui ont été omises sur l'affiche du 15 août, et de transmettre cette liste à leur préfet, en ayant soin de faire constater l'avertissement qu'ils lui donnent; ils pourront employer les moyens dont on a usé à Angoulême lors de l'élection de M. Delalot, et que vous avez indiqués dans votre troisième lettre au *Journal des Débats*. Les préfets ne pourront se dispenser de vérifier les faits et de faire connaître les motifs de leur détermination; s'ils refusaient, il y aurait lieu de dénoncer, par une pétition aux chambres, cette infraction de leurs devoirs.

J'arrive ensuite à la proposition qui concerne les électeurs inscrits d'office sur la liste affichée le 15 août; je répète qu'ils ne peuvent en être retirés sans une décision motivée ou sans un jugement; que ces actes doivent être notifiés, et que leur recours ou leur appel en suspendent l'effet. J'ajoute que la décision du préfet doit être prise en conseil de préfecture, et qu'elle ne peut être motivée sur le défaut de justification de pièces, parce que la liste devant être dressée d'office, la loi n'exige de justification qu'en cas de réclamation pour erreurs ou omissions. La radiation doit donc être motivée sur ce que la personne inscrite ne paie pas le cens voulu par les lois, ou ne remplit pas les autres conditions qu'elles prescrivent. Ainsi, tout électeur dont le nom serait éliminé par les tableaux de rectification, et sans qu'une décision motivée, comme je viens de l'expliquer, lui ait été notifiée, devra protester de nullité contre cet acte, et faire signifier au préfet qu'il ait à le rétablir sur la liste. Aucun huissier ne peut refuser de faire une pareille signification, et dans le cas de refus, on aurait la ressource d'une requête au président du tribunal civil, ou bien au premier président de la cour royale. Si le préfet persiste, il conviendra d'adresser une pétition aux chambres, et de plus on aura le droit de le poursuivre

devant les tribunaux, en vertu de l'art. 114 du code pénal, comme coupable d'un acte attentatoire aux droits civiques d'un citoyen. Si une élection survenait, l'électeur éliminé se présenterait au collège électoral, et si l'on refusait de le laisser entrer, il serait adresser sa réclamation à haute voix par un autre électeur, qui exigerait que le bureau prononçât, et que mention de la décision fût faite au procès-verbal. Si cette décision était contraire à l'électeur éliminé, il protesterait contre l'élection, et enverrait sans retard sa protestation à la chambre des députés.

Quant aux électeurs à qui une décision motivée ou bien un jugement seront notifiés, ils devront sans perte de temps notifier au préfet leur recours ou leur appel; je dis sans perte de temps, parce que la loi n'a pas spécifié de délai, et que l'on a glissé dans l'art. 5 de l'ordonnance du 27 juin le mot *immédiatement*, qui peut faire soupçonner que, profitant du silence de la loi, on a voulu se réserver un moyen arbitraire de prescription contre les réclamations. Ce moyen ne réussirait pas devant les tribunaux, mais qui sait ce qui arriverait devant le conseil d'état? Les électeurs, on ne peut trop le répéter, ne doivent pas perdre de vue que le recours et l'appel sont suspensifs de la décision ou du jugement, et que jusqu'à ce que le conseil d'état ou la cour royale aient prononcé, les réclamanes conservent leurs droits électoraux.

Je ne crois pas non plus, monsieur, que les divers cas d'abus que je viens d'énumérer se présentent fréquemment; il serait trop affligeant de présumer que les agens de l'autorité se feroient un jeu de manquer à leurs devoirs en privant des citoyens de leurs droits constitutionnels; les préfets comprendront que la bonne foi doit présider à l'exécution d'une loi aussi vitale que celle du 2 mai, et que la responsabilité qui pèse sur eux est trop capitale pour être dédaignée.

Agréé, etc.

DUVERGIER DE HAURBANNE.

L'opinion si judicieuse et si claire de l'auteur de *l'Ordre légal* est conforme à ce qui a été fixé par deux autorités irrécusables, le ministère et la chambre des pairs.

La loi de 1817 s'exprime ainsi : « Tout Français

jouissant des droits civils, etc., *sera appelé* à concourir à l'élection. »

Les ministères antérieurs à celui-ci ont entendu et appliqué la loi dans le sens que recommande M. Duvorgier de Hauranne. Les instructions ministérielles en font foi.

Un noble pair, qui a droit à une grande part de la reconnaissance que la chambre haute a méritée par ses perfectionnemens de la loi du jury, M. de Cazes, voulait que des dispositions précises sur le point qui nous occupe fussent introduites, et il avait l'avantage de ne demander comme pair du royaume que ce qu'il avait loyalement accompli comme ministre du roi. La chambre n'adopta point sa proposition, ... ne l'adopta point, parce que les ministres déclarèrent que *la chose était de droit*, que s'ils n'avaient pas exécuté ainsi les lois antérieures, c'était un tort dans lequel ils n'auraient garde de retomber. M. de Villèle alla jusqu'à s'opposer à la motion faite encore par le duc de Cazes, de remettre aux maires le soin de composer les listes, en se récriant sur la nécessité de laisser aux préfets une responsabilité sans partage.

« Il faut, disait Son Excellence, maintenir à cet égard dans toute son étendue la responsabilité. Sans s'en apercevoir, on fournira aux préfets, qui pourraient vouloir abuser du pouvoir qui leur est remis, un moyen d'échapper aux reproches, en les rejetant sur ceux qui auraient préparé leur travail. » (*Moniteur* du 1^{er} février 1827.)

Voilà un commentaire de la loi clair et impératif. L'administrateur qui ne porterait point sur ses listes un citoyen connu de lui officiellement pour avoir

trente ans et payer 300 francs d'impôt, ou qui l'effacerait sous prétexte qu'il n'y a point eu production de pièces, ainsi que quelques avis préfectoraux l'ont annoncé, cet administrateur mentirait à sa conscience et à la loi; il s'exposerait à de justes vindictes.

On va voir que M. le préfet de la Seine entend la loi comme l'entendait le ministre en la discutant : aussi M. le préfet a-t-il été censuré.

Lettre à M. le rédacteur du Courrier français.

Monsieur,

Ayant lu les conseils aux électeurs inscrits d'office, je crois utile de vous faire connaître ce qui m'est arrivé dans les bureaux, lorsque je cherchais, pour justifier l'inscription de mon nom, à me procurer les pièces nécessaires.

MM. les employés, dont je n'ai eu en toutes les circonstances qu'à me louer, m'ont assuré que les électeurs portés d'office sur la liste du 15 août, l'avaient été sur le vu de pièces justificatives émanées des bureaux des contributions, sans lesquelles pièces l'inscription n'eût pas eu lieu; qu'il existait pour chaque électeur reconnu un dossier aussi bien en règle que si les parties intéressées avaient elles-mêmes pris le soin de lever et de produire leurs titres; qu'ainsi l'on devait dire qu'il n'y aurait à Paris qu'un très-petit nombre de rectifications à faire subir aux listes publiées, comme, par exemple, en cas d'erreurs matérielles qu'on viendrait à découvrir; qu'il était donc inutile et superflu, de la part des électeurs inscrits, de s'occuper de produire aucune pièce; que ceux-ci, en un mot, pouvaient se tenir tranquilles.

Il n'est pas permis de mettre en doute cette déclaration tout-à-fait rassurante. Comment donc expliquer les avis menaçans de tant de préfets de nos départemens, parfaitement en contradiction avec les assertions qui précèdent? Les mêmes employés à qui j'ai soumis cette difficulté, l'expliquent en disant que dans les départemens les listes électorales n'ont point été confectionnées sur des bases aussi régulières que celles exigées pour Paris; que là-bas l'administration a consulté la notoriété publique, souvent trompeuse et variable, tandis que dans la capitale on n'a négligé aucun

renseignement justificatif, d'où il résulte que pour les listes dressées par ce dernier moyen, on ne doit craindre aucune suppression.

C'est sans doute pour cette raison que parmi les avis publiés jusqu'à présent par M. le préfet de la Seine, on n'en trouve aucun d'où les électeurs inscrits pussent concevoir des inquiétudes.

Il est bon d'ailleurs de rappeler à ceux-ci qu'en cas de radiation, ils ont la ressource du pourvoi, soit au conseil d'état, soit à la cour royale, selon les cas qui se présentent, et que *ce pourvoi est suspensif*. Cette disposition surtout est suffisante pour la garantie raisonnable des droits des électeurs.

Un de vos abonnés.

RÉCÉPISSÉS. La question des récépissés n'aurait pas été soulevée sous une administration investie de la confiance publique, dont seulement la probité serait reconnue, à laquelle les peuples pourraient songer sans douleur, quand ils crient *vive le roi !* Cette question a été soulevée; à qui la faute? mais les journaux ne peuvent la traiter; à qui la gloire?

Nous avons vainement tenté, à plusieurs reprises, d'établir qu'il était dans l'ordre que les secrétaires des préfectures donnassent aux électeurs un récépissé des pièces déposées par eux au secrétariat. Cette obstination de la part du bureau de censure à nous interdire toute discussion à ce sujet, annonce qu'elle lui a été commandée par le ministère. Avant hier, nous avons trouvé, dans le *Journal des Débats*, un avis à MM. les électeurs; il finissait par la phrase suivante : « Depuis le 15 août, c'est à la préfecture que les pièces justificatives doivent être adressées. On ne doute pas que MM. les préfets ne se fassent un devoir d'en accuser réception. » Aujourd'hui la censure nous en a supprimé la dernière partie, qu'elle avait cependant approuvée il y a deux jours.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

La lettre suivante fera connaître comment les citoyens s'y doivent prendre pour obtenir des reçus.

Ainsi a fait Angoulême lors de sa glorieuse élection.
Les bons exemples sont imités.

Lettre d'un membre du comité électoral de Corbeil.

10 septembre 1827.

..... J'arrive de Versailles : j'ai déposé à la préfecture les pièces de nos mandataires , et je suis muni du récépissé qui leur épargnera déjà les lenteurs des bureaux. Vous croyez bien que ce n'est pas sans peine que j'ai obtenu ce fatal document. Voici l'histoire de mon voyage.

Le 30 août, je me présente à la préfecture ; je donne mes pièces et le récépissé tout prêt à signer. « C'est bien, monsieur, » me dit-on ; d'ici à..... quelques jours, on vous rendra réponse. — Je n'en doute pas, monsieur ; mais si vous me donniez un récépissé, j'en serais encore plus certain... — « Nous n'avons pas l'habitude d'en donner. Faites-nous signer vos pièces, puisque vous n'avez pas de confiance en nous !... Sous-entendu : vous paierez. »

Je trouvai cette petite vengeance fort ridicule, et certes ce n'est pas là le moyen de faire aimer l'administration. Eh bien, me dis-je, qu'à cela ne tienne, je paierai, et les pièces me sont rendues.

Ce nonobstant, je demande quelques renseignemens sur les extraits de rôles que nous avons remis à Corbeil le 17. « Monsieur, ils sont en règle, puisqu'on ne les a pas renvoyés à la sous-préfecture. — Alors, pourquoi n'a-t-on pas porté sur la liste les personnes qu'ils concernaient ? » Un homme d'un certain âge, et qui, je crois, est conseiller de préfecture, prend la parole : « Les listes ne s'impriment pas aussi vite que vous le pensez. — Dans la nuit, monsieur. » Les personnes qui vous remettront leurs pièces le 30, devront la même jour recevoir votre réponse, et le même jour être portées sur la liste définitive. — D'ailleurs ces pièces ne nous sont parvenues que fort tard, le 19, peut-être même le 20. — Nous les avons déposées à Corbeil le 17 ; on nous a promis qu'elles partiraient le même jour pour Versailles. — On ne vous aura pas tenu parole. — « Si à la sous-préfecture on abusait de notre confiance, pouvons-nous être sûrs qu'on ne le fera pas à la préfecture, où nous sommes moins connus ? »

Je sortis après ces explications, et c'est alors que j'enten-

dis un employé prononcer ces paroles, qui me parurent un bon présage : « Cet arrondissement de Corbeil sera énorme « cette année ! »

Je m'attendais si peu à un refus sur une demande aussi juste, que force me fut de remettre au lendemain les affaires sérieuses. J'étais porteur de quelques pièces pour lesquelles un récépissé n'était pas absolument de rigueur; je les donnai sur parole.

Le lendemain, à neuf heures et demie, j'étais à Versailles. Je me présente chez plusieurs huissiers pour les charger de ma sommation : tous éludent, craignant de se compromettre. Et puis, la loi dit-elle que les préfets donneront un récépissé ? La loi dit que dans les cinq jours du dépôt on devra statuer sur les pièces fournies; donc il faut constater le dépôt; donc.... Enfin, un des huissiers consent à me suivre à la préfecture, où peut-être en parlementant, en leur faisant voir pour ainsi dire une sommation vivante, j'obtiendrais un résultat plus satisfaisant. Nous marchons donc; mêmes réponses que la veille. « D'ailleurs, ajoute l'employé, voyez « M. le préfet; il ne m'a pas donné pouvoir pour délivrer de « récépissé. »

M. le préfet n'était pas encore visible; il me fallait attendre midi et demi. Je voulus toujours me mettre en règle, et j'allai trouver le président du tribunal; j'exposai mon affaire. « Présentez requête, me dit-on; » je présentai requête, et un huissier fut commis à l'effet..., etc.

Il était alors plus d'une heure : j'éprouvais une certaine répugnance à employer les moyens de rigueur sans m'être adressé directement à M. le préfet. Je retournai chez lui, et je reconnus que le proverbe dit vrai : *Il vaut mieux parler à Dieu qu'à ses saints.*

« Ainsi, monsieur, me dit avec émotion M. le comte de « Tocqueville, vous me prenez pour un fripon ? — Non, « monsieur, j'ai donné à l'administration la preuve de con- « fiance que je pouvais lui donner; j'ai remis sur parole les « pièces qui m'étaient personnelles; quant à celles dont je ne « suis que dépositaire, je ne puis m'en dessaisir sans récépissé. « Peut-être le ferais-je si elles devaient ne pas sortir des « mains de M. le préfet; mais dans celles de ses nombreux « employés elles peuvent s'égarer. »

Avec certaines gens je me serais trop avancé; mais je suis

persuadé qu'avec M. le comte de Tocqueville je n'aurais pas eu à m'en repentir. La loyauté est peinte dans ses traits ; le refus que j'ai essuyé ne provenait sans doute pas de lui.

« Monsieur, continua-t-il, il ne se commet pas d'erreur dans une préfecture d'honnêtes gens. Donnez vos pièces. » Je les donne au secrétaire, ainsi que les récépissés. « Voyez si tout cela est en règle ; qu'on ne nous fasse pas reconnaître que nous avons reçu des pièces qu'on n'aurait pas fournies. » Il doutait de notre bonne foi, nous avions douté de la sienne ; je n'avais pas à me plaindre, je me tus. En me donnant mes reçus, il ajouta : « Dites à vos commettans que ce n'est pas par des tours d'escamotage que nous composons les listes. » *Amen !*

Vous ne l'avez sans doute pas dit à ceux qui se sont depuis présentés au comité électoral ; car ils persistent à vouloir un récépissé. Le temps nous apprendra si leur méfiance était fondée. Mon avis est que M. de Tocqueville ne la légitimera pas ; en tout cas, il ne peut s'en plaindre : si ce n'est toi, c'est donc ton frère.

PASQUET.

La lecture de cette lettre inspire un sentiment douloureux, L'âme est saisie des expressions de l'honorable magistrat et de l'émotion que trahit son langage ; on le plaint d'avoir rencontré de telles méfiances sur sa route. Ces méfiances ne sont pas dans le caractère national ; mais tout ce que nous avons vu, tout ce que nous avons subi, y était moins encore. Puisque ce mot s'est tristement échappé du cœur de M. de Tocqueville, n'est-ce point un *escamotage* misérable que le calcul qui a inscrit le nom seul de jury en tête des listes d'élections, de sorte qu'on s'étonne de voir le jury fractionné en arrondissemens électoraux ? N'est-ce point un escamotage criminel que le rapt de la liberté de la presse, en dérision de la lettre et de l'esprit de la loi ? N'y a-t-il point escamotage dans le procédé de ces présidens de collège, qui annulent des bulletins parce

que les prénoms de leurs adversaires sont omis, dans la composition de ces listes où de faux électeurs figurent , dans ces élections tout entières où on a vu la fraude et la peur employées sans réserve pour dicter à la France un grand mensonge ? Et cette France blessée de tels spectacles, cette France qu'une colonie de jongleurs semble s'être mise à régir, est-elle bien coupable de tout suspecter, de tout craindre ? Le ministère gouverne , comme si, pour composer le conseil , on eût fait la presse parmi les joueurs de gobelets.

Dieu veuille purger bientôt notre patrie de ce ministère qui a tant outragé, tant corrompu la loyauté française ! C'est là un de ses plus graves torts , qu'il a perverti tous les sentimens que les administrateurs et les citoyens se doivent inspirer. Sa présence est un fléau pour les magistrats qu'il déconsidère , autant que pour les peuples qu'il désaffectionne. Revienne le temps où nous pourrions respecter nos guides , où ces guides relevés seront sûrs de notre estime en même temps que de notre obéissance !

CHARLATANERIES.

La censure a des tendresses dont le ministère peut lui tenir compte , auxquelles la France n'a nul motif d'applaudir.

MARCHANDS D'AMULETTES. Les vindictes des justices étrangères nous sont cachées, apparemment de peur de décourager l'émulation des escrocs de France. Ce n'est que dans un tel monde qu'on peut savoir gré au ministère de la suppression qui suit :

Parmi les fanatiques qui dans le canton de Lucerne exploitent la crédulité publique , on remarque un certain anachorète qui fait des cures merveilleuses , comiques par leur nature , mais souvent tragiques dans leurs effets. Ce fabricant de miracles et ses confrères ont continué jusqu'à présent à grossir leur bourse et à épaissir l'intelligence du peuple crédule de la campagne , en prônant et vendant des huiles bénites , des charbons mystérieux , etc. Après une trop longue attente , la police et le conseil de santé viennent d'opposer à ce trafic des mesures énergiques , au grand scandale des obscurantins. On a incarcéré un paysan de la commune d'Emmen , surnommé *Kokerbalz* , vers lequel accourait une foule de peuple , particulièrement des cantons de Schwitz et d'Unterwalden , et même de leurs parties les plus distantes. Le prévenu a été puni , puis remis en liberté et recommandé à la surveillance spéciale de son pasteur , vieillard respectable par son caractère comme par ses lumières.

(Rognures du *Courrier français* .)

CENTENAIRE PRÉSENTÉE A LA COUR. Combien le charlatanisme est fécond en ruses ! Nous avons vu dans nos spectacles et dans nos établissemens publics la prétendue vieille de cent quatorze ans ; nous nous souvenons qu'elle se recommandait à notre intérêt comme ayant été privée de la pension que le gouvernement de Turin lui faisait. Cette même femme est maintenant à Paris , où elle paraît devoir succéder aux sauvages comme les sauvages ont succédé à la girafe ; elle a été présentée à la Famille royale ; mais là elle n'est plus une disgraciée de la cour de Turin ; au contraire , elle ne parle que de visites tout amicales qu'elle fait de son hameau à cette résidence royale , et du bon accueil que lui fait toujours le roi *Charles-Félix*. (*Précurseur de Lyon* .)

(Rognures du *Journal des Débats* .)

OSAGES. La mystification des Osages touche à son terme. La censure tient à la prolonger.

Ces princes , qui ont fait au roi de France l'honneur de vouloir le visiter , comptaient sur le gouvernement français pour défrayer leurs altesses , ou du moins leur guide y comptait pour eux. Il écrivit de Rouen ou du Havre , afin d'obtenir des secours

et un domicile pour ses cliens. Le domicile qu'il demandait était modeste ; c'était une place auprès de la girafe , dans l'orangerie du Jardin du Roi. Mais le Jardin du Roi n'a point de case destinée aux bipèdes sans plumes de Platon, et force a été de chercher fortune ailleurs. Moins heureux que la fille du Sennaar, les princes indiens sont réduits à se montrer pour de l'argent. Ils vont en ville , à Tivoli , aux théâtres , à prix fixe par séance. Nous serons même admis à leur faire chez eux notre cour, moyennant finance. C'est ce dont le public aurait été déjà instruit, si la lettre ci-jointe de leur introducteur avait pu être imprimée dans les journaux.

Au rédacteur du *Journal des Débats*.

Monsieur,

Je vous prie d'avoir la bonté d'annoncer à vos lecteurs que les personnes qui désireront être admises auprès des Osages, soit dans la salle disposée à cet effet, soit dans l'intérieur de leurs appartemens, pourront, à dater du 31 de ce mois, se procurer des lettres d'entrée, sans lesquelles personne ne sera reçu, boulevard des Italiens, n° 2, chez M. Catulat.

J'ai l'honneur, etc.

D. DELAUNAY.

Paris, 20 août 1827.

(Rognures du *Journal des Débats*).

FAITS DIVERS.

Dans les faits qui suivent, je n'en saurais découvrir un seul que la France doive s'estimer glorieuse d'ignorer. Le premier de tous est un acte ou plutôt un repentir honorable de nos tuteurs. Ils ont levé l'interdit lancé sur la *Gazette d'Augsbourg*, et honteux d'une bonne action, ils n'ont pas permis aux feuilles

publiques de l'annoncer, même d'une façon indirecte.

— La *Gazette de Stuttgart* dit que M. le préfet de Strasbourg a bien voulu lever, par un arrêté, la défense de laisser entrer en France la *Gazette universelle d'Augsbourg*.

(Rognures du *Courrier français*.)

— Le fait qu'on va lire vient d'avoir lieu à Genève. Il y a peu de jours que deux Anglaises très-bien mises, le visage voilé, descendirent de voiture à la porte des bains réservés aux dames. Elles demandèrent à y être admises; on les laissa entrer. Mais sitôt qu'elles eurent quitté leurs habillemens, les femmes et les jeunes filles qui les entouraient poussèrent des cris d'effroi, et s'enfuirent en apercevant d'épaisses moustaches et des favoris très-prononcés qui ombrageaient la physionomie des prétendues Anglaises. Couvertes de caleçons, elles se précipitèrent dans l'eau, en ressortirent tout de suite, se rhabillèrent à la hâte, et disparurent aux yeux des baigneuses épouvantées. Quoiqu'une gageure ait motivé seule cette mauvaise plaisanterie, la police est à la recherche de ses auteurs.

(Rognures du *Courrier du Bas-Rhin*.)

— La commune rurale de Villeurbanne (Rhône) vient d'affecter une somme de 75,000 fr. à la construction d'une église. Un concours est ouvert pour l'adoption du plan de cet édifice, et une commission composée du maire, M. Monavon, de M. Vitton, maire de la commune de la Guillotière, et propriétaire dans celle de Villeurbanne, de M. Lagrève et de M. Legendre-Hérald, architecte, servira de jury pour prononcer sur le concours. On espère que la commune de Villeurbanne votera prochainement des fonds pour la construction des digues propres à garantir son territoire des inondations, et pour la réparation de ses chemins.

(*Ibid.*)

— On lit dans le *Précurseur de Lyon* que M. le maire de la Guillotière, à l'occasion de la fête patronale du lieu, avait imaginé d'établir, au profit de la caisse municipale, un impôt sur tous les forains, bâteleurs, marchands de vin, limonadiers; qu'il avait de plus ordonné la perception de dix centimes sur chaque danseur et par chaque contredanse. Les jeunes gens ont, dit-on, résolu de ne pas danser plutôt que de se soumettre à cet impôt.



Si le fait est vrai, l'imputation est des plus graves, et il nous semble que M. le maire de la Guillotière s'est exposé à l'application de la dernière disposition de tous les budgets relative à la perception des taxes qui n'auraient pas été légalement votées. (Rognure du *Journal du Commerce*.)

— La *Gazette* demande que l'on n'admette dans l'intérieur des cimetières que la famille et l'élite des amis du défunt. (*Ib.*)

— Le jeune duc de Reichstadt a fait une petite maladie dont il commence à se remettre. Son médecin le visite chaque jour à Schœnbrunn.

(Rognure de tous les journaux.)

— Le commissaire central de police à Lille vient d'être remplacé par M. Élouin, qui remplissait les fonctions de censeur à Clermont-Ferrand.

(Rognure de tous les journaux.)

— Le soir où la population de Strasbourg allait en foule témoigner sa reconnaissance à son illustre défenseur, M. Benjamin Constant, quelques musiciens d'un régiment en garnison en cette ville, s'étaient joints à plusieurs jeunes gens pour donner une sérénade à l'honorable député; le vicomte Castex, général commandant la cinquième division militaire, membre de la chambre des députés, et par conséquent confrère de l'ami du général Foy, fit mettre ces mêmes musiciens en prison.

(Rognures du *Constitutionnel*.)

— Le directeur du *Journal des Voyageurs* a comparu hier matin devant le tribunal de police correctionnelle, sixième chambre, comme prévenu de contravention à la loi relative à la censure; il a demandé au tribunal qu'il lui plût de remettre la cause à huitaine, afin de terminer ses recherches pour trouver les pièces nécessaires à sa justification; M. le procureur du roi a insisté pour que la cause ne fût point remise; mais après quelques minutes de délibération, le tribunal a renvoyé l'affaire au premier jour.

(Rognures du *Journal des Débats*.)

— On a saisi hier, à la requête de M. le procureur du roi, une brochure intitulée : *Relation des obsèques de M. Manuel, ancien député de la Vendée*.

(*Ibid.*)

ANNONCES.

Les annonces suivantes ont été biffées dans tous les journaux.

— Le tome 6 , première partie de l'*Histoire physique, civile et morale des environs de Paris* , par J. A. Dulaure , vient de paraître chez le libraire Guillaume. Cette onzième livraison de l'ouvrage donne la description des pays entre Seine-et-Marne , à la distance de près de vingt-cinq lieues de Paris.

L'ouvrage fera sept volumes in-8°, en quatorze livraisons , au prix de 7 francs 50 centimes chacune. On souscrit chez Guillaume , libraire-éditeur , rue Hautefeuille , n° 14 ; Ponthieu , Palais-Royal , galerie de bois , n° 250 ; Peytieux , galerie Delorme , n° 11 et 13 , et chez Mongie. (472.)

— On a mis en vente aujourd'hui chez Delaunay un ouvrage fort remarquable , qui a pour titre : *Essai sur les supériorités naturelles et politiques* ; par P.-P. Pompéi Paoli. Nous en rendrons compte. Un volume. Prix , 5 fr. , et 6 fr. par la poste.

Je joins ici une lettre que m'adresse l'éditeur de l'*Histoire de la Révolution française* , frappée il y a quelques jours de condamnation , pour un mot injurieux aux sentimens de monseigneur le comte d'Artois en 1789.

Paris , le 5 septembre 1827.

Monsieur ,

C'est sans doute parce qu'on vous a mal informé que vous annoncez , dans votre septième lettre , que j'avais été condamné , en police correctionnelle , comme imprimeur du *Précis de l'Histoire de la Révolution française* , par Rabaut-Saint-Étienne , dans le format in-32 : ce format étant regardé comme *éditeux* par quelques personnes , je dois vous dire que les quatre éditions que j'ai publiées de cet ouvrage depuis 1822 , sont in-8° ou in-18 ; et qu'il n'en existe pas in-32 , que je n'en suis pas l'imprimeur , mais bien l'éditeur , et que la phrase incriminée cette année se trouve dans toutes les éditions données par MM. Treutell et Würtz (qui ont

même fait stéréotyper cet ouvrage en 1822), Babeuf, les frères Laisné , éditeurs et autres. Seulement celle qui vient d'être déferée à la police correctionnelle a de plus que les autres , 1° une notice sur Rahaut , par son digne ami Boissy d'Anglas , pair de France ; 2° une dédicace au général Lafayette ; 3° les trois portraits gravés de ces trois célèbres personnages.

Votre très-humble et très-obéissant serviteur.

KLEFFER.

CORRESPONDANCE.

Les trois lettres qui suivent me sont adressées avec prière de leur donner de la publicité. C'est un vœu auquel je regarde comme un devoir de me rendre sous l'empire de la censure.

Lettre de M. Benjamin-Constant à M. le rédacteur de la Gazette de France.

Bains de Bade, 21 août 1827.

Monsieur ,

En vertu de l'article 11 de la loi du 25 mars 1822 , je vous requiers d'insérer ma réponse à un article qui se trouve dans un de vos numéros.

La *Gazette de France* du 18 août, après avoir cité un passage de M. Deluc , contre les écrivains qui nient les révélations , dit qu'elle a été bien aise de m'opposer un de mes compatriotes , ce qui signifie que je nie les révélations. Elle termine ses réflexions par ce vers : « Les rois n'ont plus de trône où Dieu n'a plus de temple , » ce qui implique que le but de mon ouvrage est que Dieu n'ait plus de temple. Je somme le journaliste de citer une seule de mes phrases où les opinions qu'il m'attribue soient exprimées , directement ou indirectement. Je le somme d'en citer une qui ne soit pas conforme à cette religion protestante , qui a pour principe l'examen , pour maxime la tolérance , pour appui les lumières , et que je suis fier et heureux de professer. S'il ne répond pas à cette sommation , l'on ne pourra voir en lui que l'agent d'une faction bien connue , qui prélude par la délation à la violence , par la calomnie à la persécution ,

pour nous ravir les bienfaits de la charte, et nous ramener aux rigueurs salutaires de la Saint-Barthélemy, et aux conversions par les dragonades.

BENJAMIN-CONSTANT.

M. Alexandre Boucher, à MM. les rédacteurs des journaux, *les Débats, le Courrier français, le Constitutionnel, le Commerce et la Quotidienne.*

Paris, 26 juillet 1827.

Monsieur le rédacteur,

Diverses personnes m'ayant dit que j'étais diffamé dans l'*Histoire de la garde nationale*, que vient de publier M. Comte, je me vois obligé de vous adresser cette réclamation avec prière de l'insérer dans votre journal.

Né en 1778, je n'ai donc pu contribuer en aucune manière aux actes que l'on y reproche aux hommes qui ont souillé la révolution; une similitude de noms peut seule causer cette erreur grave; des deux individus dont le hasard a rapproché les mêmes noms que les miens, l'un s'appelait Alexandre, *seulement*, et l'autre *Boucher*; et la virgule entre n'est point une faute d'imprimerie. Le dernier a subi son arrêt de mort; ils ne m'étaient même ni parens ni alliés; mais comme plusieurs biographies, notamment celle que l'on publie en un volume, ont dit, entre autres inexactitudes *captieuses*, que je suis né en 1770, ce qui fait coïncider les époques, cette dernière m'ayant de plus supposé des actes et des opinions *défigurées* avec des assertions non moins ridicules que *malignes*, il n'est pas extraordinaire que des mal-intentionnés en prennent texte pour me nuire considérablement en m'attribuant les faits indiqués dans l'ouvrage de M. Comte, lesquels me sont absolument étrangers. Certes, Robespierre ne pouvait avoir pour complice un enfant alors de 13 à 15 ans.

Ayant tâché de me distinguer dans mon art, je suis, comme tant d'autres, exposé à la jalousie et à la calomnie. Père de famille et bon Français *de tout temps*; honoré même de plus d'une de considération en Europe (et j'en pourrais exhiber des preuves authentiques, dont je ne croyais pas nécessaire de me targuer); mais en cette circonstance, pour continuer de mériter l'estime générale, comme aussi dans l'intérêt et l'honneur de mes enfans, je dois rejeter le moindres

dre soupçon injurieux ; la seule idée d'être accolé à des canibales révolte tout homme de bien.

Veuille agréer, etc.

Alexandre BOUCHER,

Ex-directeur de musique et premier violon du feu roi Charles IV,
professeur, rue Montholon, n° 5.

Paris, le 30 août 1827.

Monsieur,

A Montigny-les-Cherlieux (Haute-Saône), il s'est passé, dimanche 19 août, un événement qui a produit la plus vive sensation.

Madame Delange, qui tient le principal hôtel du bourg, avait ce jour-là environ quatre cents personnes, tant amis qu'étrangers. Dans l'après-midi elle fut priée de donner un de ses salons pour y faire danser. Sur ces entrefaites on vient la prier de tenir un enfant sur les fonts baptismaux. Arrivée à l'église, M. le curé lui demande brusquement : « Que venez-vous nous faire ici ? — Je viens, monsieur, présenter cet enfant au baptême—Madame, vous avez les violons chez vous ? — Oui, monsieur.—Eh bien ! je vous refuse pour marraine. »

Comme ceci se passait en présence d'un grand nombre de spectateurs, les rues furent remplies de monde en un instant. Madame Delange fut obligée de s'en retourner très-confuse. Voyant cependant qu'on allait chercher une autre marraine, elle retourne auprès de M. le curé, après avoir fait cesser la danse, et le supplie de ne pas lui faire un pareil affront. Toutes ses prières furent inutiles : M. le curé la chassa de l'église, en lui disant qu'elle était indigne de faire partie d'une société chrétienne, etc. Alors le tumulte augmentant de plus en plus, M. le curé rentra promptement chez lui, on fut obligé de remporter l'enfant sans être baptisé. Madame Delange en a éprouvé un si vif chagrin, qu'elle en est tombée dangeureusement malade le même jour. Jugez, monsieur, de l'impression que cette scène a dû produire sur l'esprit de plus de 1500 personnes, parmi lesquelles s'en trouvaient cinq cents de tous les environs.

Je suis, monsieur, etc.

HUMBERT.

QUESTIONS PERSONNELLES.

M^{re} DE MATAFLORIDA. Cet ancien président de la régence d'Urgel réclamait contre un article du *Constitutionnel*. Ce journal a été réduit à faire un déni de justice par l'étrange suppression qui suit :

— M. le marquis de Mataflorida nous écrit d'Agen , en date du 29 août, que le bruit répandu qu'il allait se mettre à la tête du gouvernement formé par les carlistes est dénué de tout fondement. Il déclare qu'en attribuant cette démarche au ressentiment qu'on lui suppose de n'avoir pu obtenir la permission de rentrer en Espagne, on ne lui a pas rendu justice, et qu'il n'a jamais eu, n'a et n'aura jamais aucune relation, aucune correspondance, ni rien enfin de commun avec aucun individu qui méconnaît ou méconnaîtrait les droits de S. M., quel qu'en fût le prétexte.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

Docteur AN TOMMARCHI. La lettre suivante a été biffée dans tous les journaux.

Paris, ce 3 septembre 1827.

Monsieur ,

Je lis dans la brochure récente de M. de Las-Cases, intitulée : *Réfutation de la doctrine du capitaine Maitland*, que vous avez annoncée dans votre journal du 31 août, une note médicale que je ne puis laisser sans réponse. Une personne, qui signe *secrétaire* particulier de M. Broussais, prétend dans cette note que c'est le traitement et non le climat, les médecins et non les ministres anglais, qui ont été la cause de la mort de Napoléon.

Je suis loin de contester à M. Broussais, ni à ses disciples, leurs lumières et leur habileté ; mais à qui persuaderont-ils, malgré leur ton d'assurance, que du fond de leur cabinet ils savent apprécier, d'une manière infallible, les remèdes qui conviennent aux maladies des tropiques, et que l'expérience de James Cury, de Powel, de Scott, de Brodie, de Holland, etc., etc., doit être comptée pour rien auprès de leur miraculeuse sagacité ?

Par quelle inadvertance l'honorable M. de Las-Cases a-t-il donc pu se faire l'éditeur d'assertions au moins si légères ? S'il peut alléguer, pour sa défense, qu'étranger à la médecine il n'a pas compris toute la portée de la note qu'il a publiée, comment s'excusera-t-il d'avoir tronqué la lettre de Napoléon au capitaine Maitland ? Si dans cette lettre Napoléon montrait une confiance plus intime au général Gourgaud, et s'il se contentait d'adjoindre M. de Las-Cases à cet officier, à cause de sa connaissance de la langue anglaise, M. de Las-Cases ne saurait être blessé de cette préférence, puisqu'il était arrivé le dernier auprès de Napoléon.

J'ai l'honneur d'être, etc.

J. ANTONMARCHI, médecin de Napoléon.

GÉNÉRAL GOURGAUD. Des imputations outrageuses contre l'un des serviteurs de l'immense adversité de Sainte-Hélène, avaient pu être librement recherchées dans le livre de Walter-Scott, et mises en lumière par quelques uns de nos journaux. Les journaux qui pensent que les agressions de Walter-Scott seraient une flétrissure pour l'honneur français, ne peuvent fortifier de documens nouveaux les démentis du général diffamé.

L'article suivant renferme des documens curieux :

Certains que le mépris public ferait justice du libelle que sir Walter-Scott a publié sous le titre d'*Histoire de Napoléon*, nous avons résolu de n'en plus entretenir nos lecteurs. Toutefois nos colonnes restaient toujours ouvertes aux réclamations des personnes qui ont été l'objet des attaques souvent aussi indécentes que peu fondées du romancier écossais, et nous nous sommes empressés de publier la lettre que nous adressée le général Gourgaud. Nous croyons devoir ajouter à cette lettre des extraits de celle que M. Barry-O'Méara, ex-chirurgien de Napoléon, a fait insérer dans plusieurs journaux de Londres du 30 août. M. O'Méara déclare qu'il avait cru que l'ouvrage de sir Walter-Scott mourrait de mort naturelle, mais que, voyant qu'on menaçait le monde d'une seconde édition, il s'est décidé à publier sa lettre.

Voici les passages qui concernent le général Gourgaud.

L'auteur de *Waverley* (sir Walter - Scott) prétend que les récits de Las Cases, Montholon, O'Meara, et en général de tous ceux qui se sont montrés favorables à Napoléon, doivent être accueillis avec défiance, comme venant de personnes plus ou moins intéressées dans ce qu'elles ont rapporté. Il soutient au contraire qu'on doit une confiance implicite aux renseignemens *ex parte* conservés dans les bureaux de lord Bathurst, et particulièrement aux communications qu'on dit avoir été faites par le général Gourgaud au gouverneur de Sainte-Hélène, bien que Walter-Scott admette qu'il est probable que ces communications furent faites afin d'obtenir pour le général la faveur du gouvernement français. Il est difficile de concilier ces opinions. La lettre qu'on lira plus loin, adressée à l'impératrice Marie-Louise par le général Gourgaud, prouve qu'il démentit pleinement plus tard ces communications trompeuses. Il est à regretter que l'impartialité de l'auteur de *Waverley* ne lui ait pas permis d'avouer qu'elles avaient été rédigées par sir Hudson-Lowe lui-même.

La défense que produit l'auteur de *Waverley* en faveur du système suivi contre Napoléon est basée sur deux assumptions (terme de logique pour dire assertion non prouvée) : la première, que Napoléon fut reçu par le capitaine Maitland comme prisonnier de guerre; et la seconde, que les révélations prétendues ou réelles du général Gourgaud sont vraies. Quant à cette dernière, il a été démontré plus haut que les communications qu'on dit avoir été faites par le général Gourgaud ne méritent pas de croyance.

L'auteur de *Waverley* dit : « Au sujet de la santé du général Bonaparte, le général Gourgaud déclara qu'on en avait beaucoup imposé aux Anglais, car, en ce qui concernait la santé corporelle, il n'était pas sensiblement changé. Le docteur O'Meara fut certainement dupe de l'influence que le général Bonaparte exerçait toujours sur ceux avec lesquels il avait de fréquentes relations; et, quoique le général Gourgaud n'ait eu personnellement qu'à se louer de M. O'Meara, la connaissance qu'il avait du général Bonaparte le mit à même d'affirmer confidentiellement que sa santé n'était pas du tout en pire état qu'elle n'avait été pendant quelque temps avant son arrivée à Sainte-Hélène. »

Je répondrai que l'on peut apprendre la véritable opinion

du général Gourgaud touchant la santé de Napoléon et son traitement à Sainte-Hélène, dans la lettre suivante, adressée par le général à l'impératrice Marie-Louise, et datée de Londres le 25 août 1818.

Lettre du général Gourgaud à S. M. l'impératrice Marie-Louise.

Londres, 25 août 1818.

« Madame,

« Si votre majesté daigne se rappeler l'entretien que j'eus avec elle en 1814 à Grosbois, lorsque, la voyant malheureusement pour la dernière fois, je lui fis le récit de tout ce qu'avait éprouvé l'empereur à Fontainebleau, j'ose espérer qu'elle me pardonnera le triste devoir que je remplis en ce moment, en lui faisant connaître que l'empereur Napoléon se meurt dans les tourmens de la plus affreuse et de la plus longue agonie. Oui, madame, celui que les lois divines et humaines unissent à vous par les liens les plus sacrés, celui que vous avez vu recevoir l'hommage de presque tous les souverains de l'Europe, celui sur le sort duquel je vous ai vue répandre tant de larmes lorsqu'il s'éloignait de vous, périt de la mort la plus cruelle, captif sur un rocher, au milieu des mers, à deux mille lieues des objets de ses plus chères affections, seul, sans amis, sans parens, sans nouvelles de sa femme, de son fils, sans aucune consolation.

« Depuis mon départ de ce roc fatal, j'espérais pouvoir aller vous faire part de ses souffrances, bien certain de tout ce que votre ame généreuse était capable d'entreprendre : mon espoir a été déçu. J'ai appris qu'aucun individu pouvant vous rappeler l'empereur, vous peindre sa situation, vous dire la vérité, ne pouvait vous approcher; en un mot, que vous étiez au milieu de votre cour comme au milieu d'une prison. L'empereur en avait jugé ainsi. Dans ce moment d'angoisses, lorsque pour lui donner quelques consolations nous lui parlions de vous, souvent il nous a répondu : « Soyez persuadés que si l'impératrice ne fait aucun grand effort pour alléger mes maux, c'est qu'on la tient environnée d'espions qui l'empêchent de rien savoir de tout ce qu'on me fait souffrir; car Marie-Louise est la vertu même. »

« Privé donc du bonheur de me rendre près de vous, j'ai cherché, depuis mon arrivée ici, à vous faire parvenir ces nouvelles. Ce n'est qu'à présent qu'une occasion sûre

vient de m'être offerte, et je me hâte d'en profiter pour vous faire parvenir cette lettre, plein d'espoir et de confiance dans la générosité de votre caractère et la bonté de votre cœur. Le supplice de l'empereur peut durer encore longtemps ; il est temps de le sauver. Le moment présent semble bien favorable. Les souverains vont se réunir au congrès d'Aix-la-Chapelle ; les passions paraissent calmées ; Napoléon est loin d'être à craindre. Il est si malheureux que les âmes nobles ne peuvent que s'intéresser à son sort. Dans de telles circonstances, que V. M. daigne réfléchir à l'effet que produirait une grande démarche de votre part, celle, par exemple, d'aller à ce congrès, d'y solliciter la fin du supplice de l'empereur, de supplier votre auguste père de joindre ses efforts aux vôtres pour obtenir que Napoléon lui soit confié, si la politique ne permettait pas encore de lui rendre la liberté. Lors même qu'une telle démarche ne réussirait pas entier, le sort de l'empereur serait bien amélioré. Quelle consolation n'éprouverait-il pas en vous voyant agir ainsi ! Et vous, madame, quel serait votre bonheur ! Combien d'éloges, de bénédictions vous attirerait une telle conduite que vous prescrivient la religion, votre honneur, votre devoir ; conduite que vos plus grands ennemis peuvent seuls vous conseiller de ne pas suivre.

« On dirait : les souverains de l'Europe, après avoir vaincu le grand Napoléon, l'ont abandonné à ses plus cruels ennemis ; ceux-ci le faisaient mourir du supplice le plus long et le plus barbare ; la durée de son agonie le forçait à leur demander des bourreaux plus prompts ; il paraissait oublié, sans secours ; mais Marie-Louise lui restait, et la vie lui a été rendue.

« Ah ! madame, au nom de ce que vous avez de plus cher au monde, de votre réputation, de votre devoir, de votre avenir, faites tout pour sauver l'empereur ; l'ombre de Marie-Thérèse vous l'ordonne.

« Pardonnez-moi, madame, de vous parler ainsi ; je me laisse aller au sentiment dont je suis pénétré pour vous. Je voudrais vous voir la première de toutes les femmes.

« Que V. M. daigne se rappeler que lors du voyage d'Amsterdam, où j'étais resté malade, j'allais périr faute de soins, lorsque V. M. en ayant été instruite, m'envoya son médecin avec ordre de me prodiguer toutes les ressources de l'art.

Vous m'avez sauvé la vie, madame; ce souvenir ne s'effacera jamais de mon cœur; et je crois ne pouvoir mieux vous témoigner ma reconnaissance qu'en ayant le courage de vous écrire cette lettre.

« Daignez, etc.

Signé le général GOURGAUD. »

Comment sir Walter - Scott pouvait-il n'avoir pas connaissance de cette lettre, qui, non-seulement a été imprimée dans la plupart des ouvrages concernant Napoléon, mais même fut insérée dans le *Morning Chronicle* du 14 octobre 1818, c'est-à-dire sept semaines après qu'elle avait été écrite?
(Rognures du *Courrier français*.)

J'ajouterai que le M. le général Gourgaud n'ignore sûrement pas que les lois anglaises lui permettent de poursuivre son calomniateur pour libelle devant les tribunaux britanniques. Là seulement il obtiendra la réparation que son honneur demande.

DOCTRINES.

Je suis obligé de faire un choix entre les matériaux sans nombre que m'offre la censure, et ce choix est difficile. Partout s'offrent des sujets de surprise et de douleur pour la France. Les principes que le ministère avoue par les prohibitions de sa censure sont peu propres à nourrir l'alegresse publique.

PAIX DES TOMBEAUX, Nous avons vu l'autre jour le *Journal du Puy-de-Dôme* plaisanter agréablement sur un bras cassé; une feuille de la même école, la *Gazette universelle* de Lyon, contient aujourd'hui des bouffonneries sur une mort récente. Il y a dans l'esprit de faction quelque chose de bien cruel puisqu'il ne respecte ni le malheur ni la mort, et qu'il trouve une source intarissable de gaité dans ce qui excite la sensibilité de tous les hommes de bien.

On avait cru jusqu'à présent que les haines s'éteignaient sur le tombeau, mais il en est de si aveugles, de si tenaces,

qu'elles remuent jusqu'à la terre qui recouvre les cercueils.

Pourquoi les insultes de la *Gazette universelle* de Lyon à un cimetière où reposent les dépouilles mortelles d'une grande partie de la population parisienne ? L'injure contre les vivans ne suffit-elle pas à certains esprits passionnés ? Qu'ils leur fassent, s'ils le veulent, une guerre acharnée, une guerre cruelle; qu'ils bataillent contre la puissance déchue, contre la faiblesse accablée, mais qu'ils accordent la paix aux morts: ne peuvent-ils même consentir à une trêve de vingt-quatre heures ?

Nous n'avons jamais calomnié les larmes qu'ils répandent sur l'urne funéraire de leurs amis.

S'il y a quelque chose d'affligeant pour la morale d'un peuple, c'est l'oubli du respect que l'on doit à la tombe.

Nous rappelons nos adversaires à la pudeur.

(Rognures du *Constitutionnel*.)

GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF. Le gouvernement représentatif ayant pour principal véhicule les talens et les lumières, il est hors de doute que ce régime doit accorder une juste importance à toutes les supériorités intellectuelles, aux notabilités industrielles et territoriales. Mais l'ascendant nécessaire des deux classes n'est-il donc pas assez puissant par lui-même, sans qu'il faille y attacher une distinction nobiliaire, qui blesserait sans utilité réelle le principe, si cher à tous les hommes, de l'égalité politique ? Une noblesse n'est rien qu'un fantôme si elle n'a point de privilèges. Qui pourrait concevoir l'idée de ressusciter des privilèges ?

(Rognures du *Constitutionnel*.)

PAIRIE. Voici une nouvelle brochure d'un auteur dont nous avons eu plus d'une fois occasion de louer les nobles sentimens et le dévouement à nos institutions monarchiques. M. de la Gervaisais procède par la voie du raisonnement ; ne traitant que des matières graves, il ne se permet ni le sarcasme, ni l'ironie. Son style est sérieux comme ses pensées ; et, comme il parle à la réflexion, il agit d'autant plus puissamment sur l'esprit des lecteurs, que la pureté et l'élégance de son style ne paraissent chez lui qu'une habitude, et non une recherche étudiée et un moyen calculé de séduction. Nous nous bornerons à citer quelques morceaux de cet ouvrage, intitulé : *des Pairs voyageurs*.

« Suivant les conditions de son organisation , la pairie se rapproche des caractères propres au monarque ou au ministère , et se présente comme une sauvegarde des droits du trône , ou comme un instrument des complots du cabinet.

« Une constitution analogue à celle de la royauté , inaltérable , immuable , la dirige dans le même sens et l'attache à ses destinées : une constitution semblable à celle du ministère , variable et vacillante , lui imprime la même allure , la soumet à son service.

« Et , enchaînée par le ministère , la pairie peut encore frapper les peuples des fers dont elle est chargée , mais non pas se dégager du poids de l'opprobre et reprendre de l'ascendant sur les peuples ; esclave , elle couvre pour l'instant le ministère en laissant le trône sans défense contre les assauts , tandis qu'indépendante elle aurait couvert le trône à jamais , en livrant le ministère à la merci des lois.

« Aussi le ministère , plutôt tenté d'abaisser la pairie au niveau de son poste , à la portée de ses ordres , que de l'élever à la hauteur et l'ériger en boulevard du trône , ne doit songer , en sus des moyens de séduction , qu'à l'écraser sous le faix du nombre , à l'altérer par l'aloi tu titre , à la dégrader ainsi et repousser l'opinion qui seule la revêt de force.

« Telle est la conception dont le succès menacerait à la fois de prolonger un pouvoir éphémère et de briser le sceptre antique qui peut-être a déjà déterminé ou déterminera bientôt à tirer du néant , à créer soudainement un nombre de pairs à vie , choisis en apparence dans la noblesse de province.

« Des pairs voyageurs !!!.... L'idée est neuve et ne sera pas stérile. Vienne le temps ! nous aurons aussi une royauté viagère , une royauté à fonds perdu , dans toute la vérité du mot.

« S'il existait des pairs voyageurs , ne parlons plus des pairs , de la pairie. Sauf dans cette langue de convention dont il est fait un si fatal usage , les pairs à vie ne sont point des pairs ; il y a incompatibilité entre les caractères respectifs , ceux-ci devant être indépendans , et ceux-là ne pouvant être que dépendans.

(Rognure du *Journal des Débats.*)

ÉTAT CIVIL. M. Berger prouve qu'avant le concile de Trente la validité du mariage , comme contrat , était in-

dépendante de la présence à l'église et de la bénédiction nuptiale. M. Muraire avait ajouté que ce principe était tellement reconnu par l'église même, qu'on n'avait jamais pensé à remarquer, parce qu'ils n'avaient pas reçu le sacrement, les juifs, les ariens, les nestoriens, les calvinistes qui rentraient dans le sein de l'église.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

—A une époque où la susceptibilité ministérielle a engendré la censure, ce n'est pas sans étonnement qu'on trouve encore certains principes dans le *Mémorial catholique* du mois d'août, qui vient de paraître ; cette feuille est elle exempte de la surveillance à laquelle les autres sont soumises, ou les doctrines qui y sont professées sont-elles celles du ministère?....

Ce qui est encore plus curieux, c'est un article fort long, accompagné d'un pompeux éloge sur l'éloge funèbre de Pie VII par le père Ventura, théatin. Croirait-on que le fait célébré comme celui qui doit lui mériter la reconnaissance et l'admiration du monde, c'est le couronnement de Napoléon. Nous ne pouvons nous empêcher de citer quelques phrases vraiment curieuses.

• Bonaparte devait être couronné, dit l'orateur Ventura ;
• Pie VII, éclairé d'une lumière supérieure, vit bien que ce
• couronnement, éloigné en un sens des maximes d'une jus-
• tice ordinaire, *était réclamé par le ciel, en vertu des prin-*
• *cipes d'une justice plus universelle*, et qu'il tournerait au
• profit des mêmes personnages dont il semblait anéantir
• les droits. •

Quel jésuitisme ! quel Escobar que ce P. Ventura ! Pie VII voyait dans le couronnement de Bonaparte, dans l'onction qu'il lui donnait au nom du ciel, un acheminement au retour de l'ancienne dynastie. *Quousque tandem abutere patientiâ nostrâ ?*

Mais les réflexions de l'auteur de l'article sont encore plus extraordinaires. Voici ses expressions.

• Il semble d'abord que ces considérations devaient faire
• faire une sorte de violence aux sentimens profondément
• empreints dans le cœur des amis de la royauté. Mais pour
• bien juger les événemens de l'histoire, il ne faut pas se
• laisser entraîner par des affections, il faut suivre le cours

« réel des révolutions, en embrasser tout le système, et voir
 « la main cachée de la Providence dans les choses qui dé-
 « concertent le plus notre raison. N'est-ce rien, après tout,
 « pour le cœur d'un chrétien fidèle, que *le grand intérêt de*
 « *l'église*, à laquelle il doit être attaché comme à ses en-
 « traîlles? Que cette affection filiale ne soit point oubliée, et
 « l'on verra que dans cet acte de Pie VII envers un usur-
 « pateur, il y avait encore *un grand sujet de joie pour le*
 « *triomphe du catholicisme* et des doctrines qu'il perpétue
 « sur la terre pour le salut même des états. »

Ainsi bouleverser les royaumes, renverser les dynasties, consacrer les usurpations, tout cela n'est rien. *C'est un grand sujet de joie pour le catholicisme et ses doctrines.*

Voilà les doctrines qu'on publie en France sous la censure ; doctrines prosrites par la Sorbonne, par les facultés en théologie, par le clergé gallican dans ses assemblées les plus solennelles, par les anciens états-généraux et par les parlemens, qui les poursuivaient suivant toute la rigueur des lois.

Enfin cet étrange article se termine par cette autre réflexion :

« Nous osons dire que le P. Ventura est un des écrivains
 « de ce temps qui ont le mieux saisi le caractère de la poli-
 « tique chrétienne. »

Nunc reges intelligite ! Rois de la terre comprenez maintenant ce qu'est la politique chrétienne dans la main des ultramontains.

MAXIME D'ÉTAT DU MINISTÈRE

Il y a toujours dans les sévices de la censure quelque haute et grande révélation, quelque noble pensée. Ceci a été biffé, apparemment comme faux, séditieux, perturbateur....

— L'ami réel de son pays ne saurait le perdre de vue de la terre étrangère où les événemens l'ont poussé ; et quoique exilé de sa patrie, son dernier regard doit se tourner vers elle.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

Suivant mon usage, je conclus, de cette suppression qu'il faut prendre le contre-pied pour arriver à la vérité ministérielle. Le ministère, quand il montera au Capitole, afin d'être escorté des acclamations de la France reconnaissante, écrira sur ses bannières cette sentence nouvelle :

L'AMI RÉEL DE SON PAYS DOIT LE PERDRE DE VUE
SUR LA TERRE ÉTRANGÈRE. UNE FOIS EXILÉ DE SA
PATRIE, SON REGARD NE DOIT PLUS SE PORTER SUR
ELLE !

CONCLUSION.

J'ai prouvé de reste assurément que le ministère n'a point de part à prétendre dans les bénédictions dont retentit *le Moniteur*. La censure est un acte d'accusation permanent et terrible. C'est beaucoup s'il y a dans la sagesse et la loyauté publiques une voix assez puissante pour parler plus haut que le besoin de justices vengeresses qui tourmente tous les cœurs. C'est beaucoup si, en présence de la couronne, le ministère et la politique disparaissent de toutes les pensées. La France, à coup sûr, ne peut rien de plus.

Cependant cet hommage est dû à M. de Villèle, qu'en jetant ses regards devant et derrière soi, il paraît, depuis quelques jours, avoir pris effroi de l'avenir, effroi de son ouvrage. On dirait qu'une révolution s'est opérée dans ses doctrines et dans ses desseins.

Les préfets ont reçu l'instruction uniforme de rallier les populations par de la mansuétude et de l'im-

partialité. Invitation leur a été faite d'engager la lutte contre tout ce qu'ils rencontreraient de prétentions exorbitantes dans le sacerdoce. Les conseils généraux n'ont pas été encouragés dans leurs largesses accoutumées pour les établissemens ecclésiastiques, les communautés, les fabriques, les fondations pieuses. L'administration n'a point traité comme ennemis dans ces assemblées ceux qui pensent qu'elle devrait exercer une surveillance directe et puissante sur l'instruction locale; quelques conseils ont pu demander des modifications à l'ordonnance fameuse qui dépouilla de ce droit l'autorité civile. Enfin le synode de Lyon a frappé tous les esprits par la sagesse de son langage. Cette nombreuse assemblée ne s'est trouvée avoir à mettre en commun que des résolutions conciliantes, l'intelligence du siècle, le respect du trône, l'amour des lois. Puisse le clergé persévérer dans ces saintes voies! il apprendrait bientôt que le bâton pastoral, en ne touchant nos cicatrices que pour les fermer, peut encore faire des miracles.

En même temps, le ministre des finances, exauçant enfin un vœu dont les deux tribunes ont sans cesse retenti, et qui, suivant l'usage, fut sans cesse repoussé comme factieux, a décidé l'introduction dans les budgets futurs du régime de la spécialité. Cette concession est digne d'éloges, d'éloges sans restriction, si le ministre compte l'interpréter et l'accomplir plus loyalement que les promesses de la charte; la question est de savoir ce que seront les chapitres spéciaux. Puissent-ils, sans être assez étroits pour que l'administration se trouve gênée par de

funestes entravés dans le cours de ses mouvemens nécessaires, n'être pas assez étendus pour devenir, par le nombre des services qu'ils embrasseront, une déception de plus ! Les lois ne sont que ce que les fait l'esprit dans lequel on les exécute.

Le Moniteur s'est mis aussi tout à coup à parler un langage nouveau, celui du temps, celui de la charte, celui de la France. Le pouvoir aurait-il enfin compris le langage des hommes de sens qui lui crient que l'esprit de secte et de faction, introduit dans les conseils, finit par tout compromettre et tout détruire ; que la modération a seule le droit de siéger au gouvernail, qu'elle a seule la puissance de sauver les partis, les peuples, les trônes de leurs propres égaremens ? Le royal voyage a-t-il déjà porté conseil ?

Quelques politiques pensent que la passion de M. de Villèle serait de pouvoir tempérer la course du char qu'il a lancé. C'est à calmer l'irritation des esprits plus qu'à lui fournir de nouveaux alimens, et à contenir ses auxiliaires plus qu'à leur donner des armes de plus, qu'il voudrait, dit-on, employer désormais le pesant bouclier de la censure. Sa joie, assurent ses amis, serait grande, s'il arrivait à faire tourner au bien de la monarchie ce coup d'état destructeur qui n'était utile qu'à lui. Bon vouloir tardif ! sagesse impuissanté ! faute étrange de croire que bâillonner un peuple qui gémit de ses blessures profondes, ce soit une manière de les guérir !

Suivant toute apparence, cette modération soudaine n'est qu'une tentation passagère, peut-être qu'une manœuvre électorale, qu'un moyen d'apaiser l'ame clémente de la France par des promesses, comme on

a voulu consoler le cœur attristé du monarque par des acclamations; mais le roi et le pays sont difficiles à tromper. La France voit M. de Villèle en regardant l'avenir; le roi voit aussi ses ministres et leurs traces profondes, en regardant la France.

M. de Villèle n'est point de force à inscrire les mots de sagesse et d'équité sur ses bannières lacérées. Il perdrait à cette tentative ses rares amis, sans gagner ses adversaires. Sa main n'est point assez puissante pour arrêter les partis contraires. Il faut à la couronne un système; il lui faut des hommes.

On parle de la résolution prise par M. le comte de Corbière de renoncer au fardeau de l'administration. On ne croit point qu'il consente de long-temps à revenir de la Bretagne aux lieux où il vient d'être si cruellement frappé; ce serait un portefeuille vacant.

On remarque que M. de Villèle a pris l'*interim*, qui appartenait, suivant tous les usages, à M. le garde des sceaux. C'est un indice de dissensions domestiques.

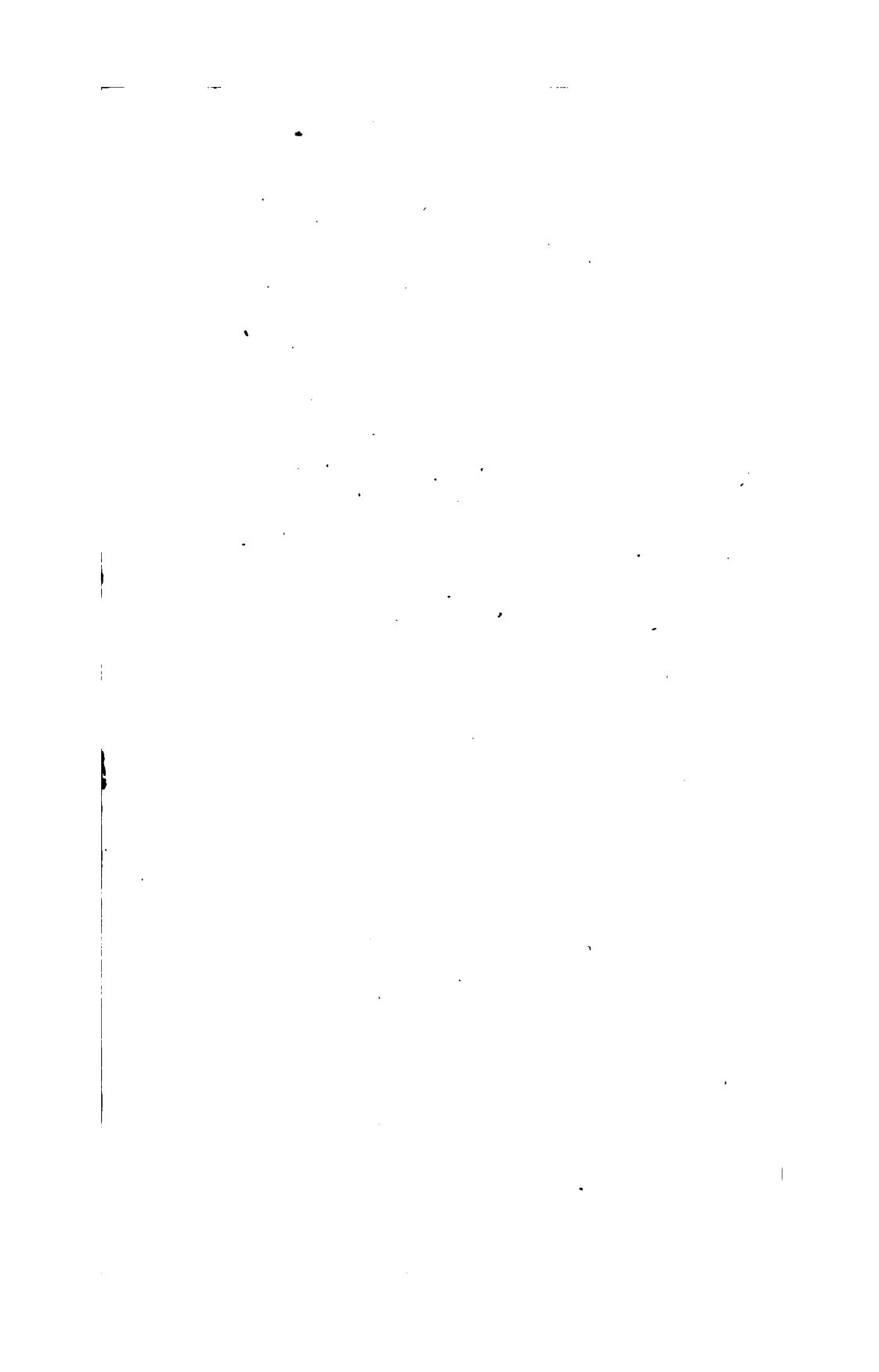
Enfin, la place de M. de Damas est à donner. Ce ministre a été tué sous Alger. M. de Clermont-Tonnerre pourrait l'être à Saint-Omer. Le ministère semble être en dissolution.

C'est peut-être par une illusion du désir public, plus que par une présomption vraisemblable, qu'on parle d'un cabinet agrandi, où M. le comte de la Féronnays, qui vient d'arriver, M. de Doudeauville, M. de Chabrol, M. de Martignac, M. Pasquier, M. Molé, le maréchal Soult, M. Portal, M. Lainé, M. de Châteaubriand, le duc de Broglie, M. Porta-

lis, M. Roy, M. Mollien, siégeraient. Ce qui est certain, c'est que dans l'état où nous sommes, une coalition ministérielle peut seule nous préserver des chances de la plus violente et de la plus subversive des réactions. C'est l'unique système qui puisse affronter les élections prochaines, tempérer les partis, calmer à la fois l'exigence et l'effroi, profiter des biens accomplis, adoucir les maux, rendre enfin la couronne légère au front, au cœur de Charles X..... Le contentement des peuples embellit et prolonge la vie des rois.

N. A. DE SALVANDY.

Ce jeudi 13 septembre 1827.



LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur l'état des affaires publiques, par N. A. de Salvandy. 12 Juillet 1827.

LETTRE DE LA GIRAFE au pacha d'Égypte, pour lui rendre compte de son voyage à Saint-Cloud, et envoyer les rognures des deux premières semaines de la censure de France au journal qui s'établit à Alexandrie en Afrique. 12 Juillet 1827.

SECONDE LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur l'état des affaires publiques, par N. A. Salvandy. 19 Juillet 1827.

TROISIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 25 Juillet 1827.

QUATRIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 2 Août 1827.

DEUXIÈME LETTRE DE LA GIRAFE AU PACHA D'ÉGYPTE, en lui envoyant son Album enrichi des dernières noirceurs de la censure. 8 Août 1827.

CINQUIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 16 Août 1827.

SIXIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 22 Août 1827.

EXPLICATION de la loi sur les collèges électoraux et le jury, à l'usage de tous les électeurs de la France, par le même (4^e publication des amis de la liberté de la presse. Se distribue.)

SEPTIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 29 Août 1827.

DEUXIÈME LETTRE

UN PROVINCIAL

SUR

LE VOYAGE DE SAINT-OMER.

MON AMI,

Le voyage de Saint-Omer est terminé. On se demande : Que produira-t-il ?

Car, comme il est dans la haute, dans l'effrayante destinée des rois, que chacun de leurs pas puisse influer sur le sort des nations, on ne suppose jamais que leurs mouvemens soient stériles.

Au commencement de l'entre-session, le ministère disait dans ses journaux que la royauté n'avait plus qu'à se réfugier dans sa force ; le voyage au camp fut annoncé. Au retour du camp, le Roi dit aux administrateurs qui se pressent sur son passage, à la tête des populations affamées de sa présence : Tant que j'aurai un souffle de vie, je maintiendrai les lois qui nous gouvernent.

Et qu'on veuille bien y prendre garde : si, au milieu de discours en si grand nombre, le nom de la charte n'a point une seule fois retenti, c'est appa-

remment qu'ouverte à toutes les innovations, abrogée même dans quelques dispositions fondamentales, cette grande transaction n'offre plus assez de garanties à la sécurité des peuples. Le mot de lois, employé par le monarque, est bien plus décisif et bien plus complet. Il embrasse toutes nos institutions politiques et civiles ; il tranquillise les frères sur l'égalité des partages, et les autorités municipales sur la conservation de leurs attributions les plus utiles. Par dessus tout, il rend hommage à cette souveraine puissance, qui, dans l'ordre constitutionnel, domine le monarque et les sujets. On voit quel sentiment a dû faire choisir ce mot ; c'est une délicate et ingénieuse attention du Roi.

Ainsi tombe ce bruit populaire, si absurde, si ridicule, si injurieux pour le pouvoir, mais enfanté par les menaces des chefs de la trésorerie, préparé par leurs actes, excusé peut-être par leur longévité, que les petites guerres de Saint-Omer dussent être tournées contre les lois qui nous gouvernent. Le ministère n'avait sûrement pas porté son ambition si haut. Affermir en ses mains une puissance qui lui échappait, toucher le cœur de Charles X de l'injustice des doléances de l'opposition, c'était là l'unique terme de ses vœux. Ces vœux sont-ils exaucés ?

Le ministère dit à tout le monde, et ses amis, c'est-à-dire ses commis, vont répétant de toutes parts que le Roi est content, très-content..... Expliquons-nous.

Que le Roi ait été content de son armée, qui en doute ? La précision des manœuvres et la beauté de la tenue sont choses qui ont frappé tous les

regards. Les étrangers accourus à ce spectacle ne se lassaient pas d'exprimer leur admiration. L'un d'eux avait même une admiration si démonstrative, qu'il faut croire que l'attitude du ministère en Europe avait singulièrement frappé nos plus proches voisins de la pensée de notre misère et de notre faiblesse. Mais l'armée nous coûte assez cher pour qu'elle doive être bien tenue : ceci est la gloire du budget ; et la précision des mouvemens, la régularité des manœuvres, toute cette science de la guerre ne tient pas aux circonstances où nous sommes, ni aux hommes qui nous régissent. La terre de France porte tout naturellement des soldats.

L'auguste voyageur a dû être charmé des exercices nombreux et variés qu'il a vus. Ce n'est pas qu'ils n'aient été trop multipliés, qu'il ne s'y soit mêlé des expériences et des jeux peu dignes de l'armée chargée de les exécuter et de l'illustre assistance qui les observait ; mais ce sont là des fantaisies particulières de M. de Clermont. S. Exc. a besoin de jouer à la chapelle avec des soldats, ou bien de changer la forme des habits, de dépayser les plumets, de révolutionner les pompons, pour prendre au sérieux son ministère. N'ayant eu encore à arborer nulle part les enseignes françaises, ce ministre n'a fait jusqu'à présent autre chose que de planter la plume de coq prussienne sur le front des états-majors français. Maintenant qu'il a mis nos soldats sur des échasses, on verra de quel train il saura les conduire à la gloire. Napoléon avait oublié d'inventer cette merveille. Les bottes de sept lieues du petit Poucet feront sourire de pitié notre tambour-maître de deux ans et demi, courant battre la charge à la porte de toutes

les capitales du monde sur ses échasses invincibles... Pourquoi S. Exc. n'a-t-elle pu en donner aux déportés de la Martinique pour aller dans leur exil et en revenir plus vite ? peut-être ils vivraient.

Ce qui a été plus sérieux dans les évolutions du camp de plaisance, ce qui a dû vivement saisir la pensée de Charles X et caresser son juste orgueil de roi, c'était ces charges savamment exécutées, ces combats rendus, ces lignes emportées, ces forteresses assiégées et défendues avec autant d'habileté que de vigueur. Il y a plaisir à contempler de telles images, quand d'un signe on peut mettre à la place la réalité, quand d'un mot on peut faire que ces champs s'appellent Platée ou Marathon ; ces remparts, ces citadelles, la ville de Constantin ; ces manœuvriers, des héros.

L'aspect général du pays a dû aussi satisfaire la sollicitude paternelle du roi. Partout se sont offerts à ses regards les témoignages d'une prospérité longtemps croissante, et arrêtée depuis trop peu de temps dans son essor pour que les signes de cette récente décadence soient déjà sensibles. Les acclamations nombreuses des populations attestaient aussi combien il était loin de la pensée des Français d'imputer à l'autorité royale les maux qui nous affligent. Ces acclamations prouvaient encore qu'il y avait dans l'empressement public quelque chose de plus que l'action des autorités locales, et leurs efforts pour faire fête à l'arbitre des destinées ministérielles, quelque chose de mieux que cette naturelle curiosité qu'inspirent les pompes inaccoutumées et les hauts pouvoirs. Le roi a vu que quelque grandes que soient les fautes com-

mises, la sagesse publique est plus grande encore. Les ministres responsables portent le poids de toutes les malédictions que leur politique inhabile, déloyale, vexatoire, inconsistante, mérite. Auteur de tous les biens accomplis, réparateur promis à toutes nos souffrances, le Roi est toujours le terme de toute reconnaissance et de tout espoir. C'est le roi.

L'accueil que le monarque a reçu est une éloquente justification de la liberté de la presse. Il était donc faux qu'elle dépravât les esprits, faux qu'elle dénaturât les maximes de notre gouvernement, faux que ses atteintes portassent ailleurs que sur l'administration, faux qu'elle fût autre chose que le retentissement des actes mauvais de cette administration déplorable. On accusait le bruit du marteau quand il ne fallait gémir que de ses coups redoublés. Et si par hasard on disait que la censure a déjà réparé tous les maux faits par la liberté de la pensée, quels sont ces maux, ouvrage de quatre années, que deux mois guérissent? Ce n'était pas la peine de pousser de tels cris.

Le bon esprit des peuples, l'innocuité de la presse, voilà ce qui aura frappé la pensée de Charles X. Nulle autre conclusion ne pouvait être tirée, à moins qu'un rideau d'écharpes administratives n'eût voilé la vraie France à tous les yeux.

Le Roi n'a point vu les grands propriétaires et les citoyens indépendans; mais S. M. a tout fait pour s'approcher du commerce. Là seulement, entre toutes les hallebardes dorées de l'étiquette et de la pompe des cours, quelques voix libres ont pu arriver jusques au cœur du monarque. Saint-Quentin, Douai, Roubaix,

ont fait voir quelles plaies rencontrerait le sceptre de Charles X, s'il pouvait poser sur le corps à nu de la France.

Pourquoi le prince bienveillant qui a tant rêdît, avec sa grâce charmante, qu'il souhaitait le bonheur de ses peuples, n'a-t-il pu leur demander s'ils étaient heureux d'un bonheur moins rapide que celui de le contempler? Pourquoi n'a-t-il pu traiter avec la France les grandes questions qui la touchent, nos lois civiles, nos institutions politiques, nos libertés, notre gloire, par dessus tout le ministère, dépositaire de tant d'intérêts sacrés? Pourquoi n'a-t-il pu demander tout haut qui approuve ce ministère? Il aurait vu vingt commis par département lui répondre; et si à ces mots, qui l'approuve? eussent été substitués ceux-ci : qui l'estime? personne n'eût répondu. Les préfets eux-mêmes ne s'y seraient pas dévoués.

Cependant ces questions décisives vont, dit-on, être faites à la France entière; et c'est le ministère qui les lui portera.

A force de répéter que le cri de *vive le Roi!* équivalait à celui de *vive M. de Villèle!* M. de Villèle s'est pris au mot. Il se croit maintenant sur parole, et on ne doute point que, malgré les cris de ce qui l'entoure, il ne se lance, tête baissée, selon son usage, dans les hasards d'une dissolution. Il fera ceci comme il a fait l'affaire d'Alger. Il sommerà la France d'amener pavillon, de venir sur son bord lui demander pardon de ses longs outrages. Si la France est prise au dépourvu, si elle est débonnaire, si elle obéit, victoire! Simon..... alors comme alors. Nous verrons si le balancier de la faveur suffit pour nous maintenir sur la

corde contre le poids des deux chambres, si quelques-uns de nos toars ne peuvent pas faire gagner du temps. D'ailleurs, d'ici là des mois devront passer, et notre prévoyance ne s'est jamais étendue si loin.

Tout est dans les difficultés présentes, et il y a cinq embarras principaux dont on ne peut aisément se délivrer à la fois, savoir : la cour, la chambre des pairs, la chambre des députés, le ministère et la France; la cour, parce qu'elle rêve parfois des folies; les députés, parce qu'ils les votent; la chambre des pairs, parce qu'elle les repousse; la France, parce qu'elle n'en veut pas; le ministère, parce qu'il n'est pas bon à faire autre chose. Fortifier le ministère d'hommes considérables et habiles, s'il s'en trouvait qui voulussent s'associer à sa fortune, serait un danger personnel pour le chef du conseil, et non un moyen assuré d'aplanir les obstacles; car ce ne serait pas mettre à l'unisson les deux chambres, à l'unisson les courtisans et le pays, à l'unisson le présent et le passé. Frapper un coup d'état sur la chambre des pairs, ce ne serait pas dompter la France; et l'an prochain, les élections viendraient renverser l'équilibre des grands pouvoirs. Briser la chambre des députés est une bien meilleure affaire. Si la nouvelle assemblée est calme et sage, on devient sage comme elle; on gémit, en certains lieux, de la nécessité de suivre l'impulsion donnée par la France, et on promet de la tempérer; on se glorifie près de la France de l'avoir affranchie de dominations sottes et importunes, et on promet de lui complaire. Si l'urne électorale donnait à foison des entrepreneurs de réactions subversives, des Hildebrand de province, on se jetterait à

corps perdu dans leur politique. Il suffirait de manipuler quelque peu la chambre haute et de remu-seler le pays, pour avoir devant soi sept ans de silence, de paix, de prospérité, de puissance, de folies..... Le ministère serait certain de durer autant que la monarchie.

La chance de semblables choix est peu probable. Celle de choix assez décisifs pour briser le ministère n'est pas entrée davantage dans les combinaisons de M. de Villèle. Quatre-vingts nominations libérales sont tout ce qu'il redoute, ou plutôt tout ce qu'il désire. Les royalistes de toutes les nuances seraient alors obligés de déposer leurs ressentimens, et de même qu'aujourd'hui toutes les forces se groupent autour de l'opposition parce qu'elle seule veut conserver, toutes les forces alors se rallieraient au pouvoir contre les novateurs attachés à tout détruire.

Tel est l'avenir que rêve la trésorerie. Tandis que toute la politique de la France roule ainsi sur un seul point, le maintien et la fortune d'un homme, les événemens se déroulent autour de nous, et peuvent d'un moment à l'autre changer la face du monde.

L'affaire de la Grèce est immense; elle est si grande qu'elle a déjà dépassé la mesure du ministère, et que nous devrions tout craindre pour les Hellènes, si le noble diplomate qui a signé le grand et saint traité n'était en ce moment en cour. Espérons qu'il défendra son ouvrage.

Le *Moniteur* contenait, il y a quelques jours, un article si belliqueux et si résolu, qu'il y avait de quoi trembler. On eût dit une autre sommation d'Alger,

une autre manière d'arriver par le hautain et l'héroïque au dernier terme du ridicule. Ce malheureux ministère n'a en rien de la bienséance, pas même dans les bons partis; il n'a en rien de la dignité, pas même dans le recours à la force. Comment ne trouve-t-il pas pour diriger l'inexpérience et la candeur de M. de Damas, pour tempérer la vieille étourderie du chef des conseils, un commis grave, sensé, connaissant les hommes, sachant les faits, comprenant la valeur des mots, qui s'applique à mesurer toujours les som-mations sur les forces, et les expressions sur les convenances? Il n'est pas convenable de dire de la Porte-Ottomane qu'elle ne sera que ridicule si elle prétend lutter contre nos *ultimatum*. M. Pando dans le Pérou, un pirate près des ruines de Carthage, ont eu cette hardiesse, sans exciter d'autres risées que celles qui retombent sur nous. Sous le ministère que nous avons, personne encore ne s'est rendu ridicule en tenant tête à la France; et le Grand-Seigneur, avec l'immense puissance d'inertie que possèdent et sa nation et son empire, court moins qu'un autre ces hasards. Parler ainsi serait faire croire qu'en arborant l'étendard des Grecs on n'a pensé défendre qu'une cause gagnée. Il faut laisser un tel langage aux braves de comédie. Il n'est pas digne du gouvernement du roi, pas digne de la France.

On ne peut se le dissimuler : aujourd'hui s'agite en Orient la plus grande question des temps modernes, celle de l'existence des Turcs en Europe, celle de l'agrandissement de la Russie. Il n'y a rien là que de grave et desolennel. Apportons à la solution du problème toute l'attention qu'il mérite; et très-résolus à

VOYAGE DU ROI.

La censure semblait préoccupée de ce voyage comme d'un danger toujours imminent pour elle. Connaissions ses ombrages.

— On écrit de Lille, 13 septembre : « Dans la nuit du 11, M. le comte de Murat a reçu, par estafette, l'ordre du roi d'aller à Saint-Omer et d'y être rendu avant dix heures du matin. M, le préfet est en conséquence parti à trois heures moins un quart. » (Rognure du *Journal des Débats*.)

— La *Quotidienne* rapporte la plupart des discours qui ont été adressés au roi lors de la cérémonie de la pose d'une première pierre pour l'écluse du canal de Roubaix; mais cette feuille n'a point même fait mention du discours du maire de cette ville, bien que ce discours méritât d'être rendu public. (Rognure du *Courrier français*.)

— Les manufacturiers et filateurs de coton de la ville de Douai ont présenté à S. M. une adresse dans le même sens que celle du commerce de Saint-Quentin; en voici les principaux passages :

« Votre Majesté aime la vérité, parce que le cœur paternel de notre Roi ne veut point qu'on lui cache les peines de ses sujets, heureux qu'il est toujours de pouvoir les adoucir.

« Les malheurs qui ont frappé l'industrie manufacturière en France depuis quelques années, se sont fait douloureusement ressentir ici. Plusieurs d'entre nous se sont vus obligés de diminuer le nombre de leurs ouvriers, et ce n'est qu'au moyen de nombreux sacrifices, ce n'est qu'en exposant peut-être l'avenir pour le présent, en sacrifiant nos fortunes, que nous soutenons aujourd'hui nos établissemens. Si cet état devait durer, pour éviter une ruine certaine, nous nous verrions forcés de fermer nos fabriques. Pussions-nous ne pas être obligés d'en venir à cette extrémité, aux approches de la saison rigoureuse !

« Vous trouverez dans votre profonde sagesse, Sire, les remèdes aux maux que nous vous signalons avec regret.

« Parmi ceux dont cependant nous oserons nous permettre de parler à Votre Majesté, sont : l'exécution rigoureuse des lois sur la prohibition des produits de fabrication étrangère ; les moyens de faciliter l'exportation, en accordant une prime beaucoup plus considérable que celle accordée jusqu'alors, et qui portât plus sur la valeur que sur le poids ; enfin l'établissement de mesures plus répressives de la contrebande, et principalement de la réintroduction en France des marchandises étrangères saisies et vendues pour être réexportées.

« L'ouverture des marchés du Nouveau-Monde serait encore pour nos fabriques un événement des plus heureux ; nous ne craindrions rien de la concurrence des autres nations, si nous étions traités en Amérique avec les avantages dont elles jouissent. Ces avantages, Sire, nous pouvons les devoir à la bienveillance paternelle, à la bonté infinie d'un Roi comme le nôtre, protecteur de ce qui est utile, du commerce et de l'agriculture, de l'industrie et des libertés publiques. »

(Rognures du *Constitutionnel*.)

— La *Quotidienne* publie des relations très-détaillées du voyage du roi. Dans celle que cette feuille contient ce matin, nous remarquons le passage suivant :

« Le faste et l'éclat de la cour, cette réunion brillante de grands officiers de la couronne, de grands seigneurs et de vaillans capitaines qui se pressent autour de leur souverain, ces flots de peuple qu'il traîne à sa suite, ce luxe prodigieux d'uniformes, de livrées et de chevaux, tout cela, quoi qu'en disent les partisans des idées républicaines, frappe plus l'imagination, et exalte autrement l'esprit national, que la mesquine simplicité d'un président, qui sort de chez lui en chapeau rond et en frac pour aller discuter sur la validité d'une prise, ou sur la nécessité d'un droit de tonnage. »

Que le spectacle d'une cour somptueuse charme les yeux de la *Quotidienne*, et qu'elle fasse l'éloge de la splendeur de la monarchie, rien de plus simple dans un pays qui est gouverné par un monarque, et où le luxe exerce son empire ; mais pourquoi cette feuille cherche-t-elle à jeter du ridicule sur la simplicité des mœurs d'une nation avec laquelle la France vit en paix et en bonne intelligence ? Chaque pays a ses habitudes : celles des Etats-Unis ont aussi leur bon côté.

Dans cette contrée, où le chef de l'état se distingue à peine des autres citoyens, la prospérité nationale n'en est pas moins grande, et jamais on n'y voit le commerce lui présenter des doléances. (Rognure du *Courrier Français*.)

AFFAIRES DE LA PÉNINSULE. — ESPAGNE.

L'incendie se propage dans la Péninsule, et on sait quel nouveau brandon embrasera bientôt le Portugal.

Du moment que l'infant don Miguel arrive à la régence par les voies légales, respect est dû au pouvoir qu'il exercera bientôt comme, au rang dans lequel le ciel l'a fait naître. Mais il est impossible de ne pas prévoir quel usage ce jeune prince fera de sa puissance, et qui ne serait effrayé à l'aspect des mêmes passions appelées à régir sans contre-poids la péninsule entière !

Le gouvernement de S. M. C. n'est pas assez fort pour réprimer l'insurrection de la Catalogne. Lui prêterons-nous l'assistance qu'il nous demande pour la dompter ? A quel prix seront nos secours ? A quelles conditions voudrons-nous prolonger ce règne qu'une si étrange fatalité a marqué depuis ses commencemens du sceau du malheur ? Le laisserons-nous en proie à la révolte ? Ce sera l'avènement de la populace au lieu et place de la *camarilla* sa digne image. Ce sera l'avènement des *montagnards*.

Et si l'on veut bien songer que dans toutes les questions qui s'agitent de l'autre côté des Pyrénées on retrouve toujours l'Angleterre, comme la Russie est tout entière dans celles qui se débattent en Orient, on comprendra la portée des événements dont la vieille

Espagne a le malheur d'être le théâtre. Nous ignorons, et le ministère ignore comme nous, la part qu'il y prendra. Sachons du moins, des faits accomplis, de leur caractère, de leurs causes, ce qu'il prétend nous dérober.

— C'est une chose curieuse que la plupart des Espagnols bien informés, qui habitent notre pays, manifestent l'opinion que les mouvemens insurrectionnels qui ont lieu actuellement en Catalogne, sont le résultat de quelque accord entre le gouvernement français et le roi Ferdinand, et ont pour objet de fournir un prétexte pour ne point retirer l'armée d'occupation d'Espagne. On fait remarquer à cette occasion que, quand une poignée de constitutionnels débarqua à Tarifa, 2,000 hommes de troupes françaises sortirent de Cadix avec un train d'artillerie. La même chose eut lieu lorsque Basan débarqua à la tête de 70 hommes; des troupes reçurent de divers points, même assez éloignés, l'ordre de marcher contre lui; enfin on prit les mêmes mesures au débarquement d'Iglesias à Almería. Au lieu d'être poursuivis par les Français, les insurgés actuels de la Catalogne sont équipés par eux, et achètent leurs munitions et leurs chevaux en France. Dans aucune partie de l'Espagne il n'y a autant de troupes françaises que dans la Catalogne. Elles occupent Barcelone, Tortose, Lérida et Figuières. Toutes ces garnisons demeurent tranquilles dans leurs remparts. Des lettres de Barcelone disent que l'insurrection est une chose à peu près mystérieuse, que son objet ostensible n'est pas du tout l'objet réel. On ajoute que les Français paraissent voir avec indifférence ce qui se passe, et ne font pas le moindre mouvement pour étouffer l'insurrection. La Catalogne a été choisie pour le théâtre de cette singulière conspiration, comme étant la province la plus commode pour un semblable projet. Elle est très-populeuse, et tout parti qui aurait assez d'argent à sa disposition, y trouverait autant de recrues qu'il voudrait. (Extrait du *Globe*.)

(Rognure du *Courrier français*.)

OPINIONS DES JOURNAUX ANGLAIS. *Londres 14 septembre.*

Quand on dit que si l'Espagne commet contre le Portugal

une agression militaire les troupes françaises se retireront , et que si le Portugal cherche à répandre par la force les principes constitutionnels en Espagne , l'Angleterre l'abandonnera à ses propres ressources , on doit voir le même désir de confondre les faits que nous avons déjà remarqués plus d'une fois dans les journaux apostoliques.

L'armée française , en entrant en Espagne , attaquait son indépendance ; elle y est restée , pendant que de son côté le gouvernement espagnol attaquait les droits souverains du Portugal quoiqu'il soit incontestable que si le représentant de la France eût montré autant de zèle contre l'invasion du Portugal qu'il en a montré en sa faveur , elle n'aurait pas eu lieu sous le masque de la rébellion.

Pour que la France fût conséquente , il aurait fallu qu'elle rappelât ses troupes lorsqu'elle s'aperçut que l'appui qu'elles donnaient au roi Ferdinand favorisait sa dernière attaque contre le Portugal , ou il faudrait qu'elle rompt maintenant ses engagements , si elle promet d'évacuer l'Espagne en cas de nouvelle attaque contre le gouvernement portugais.

Mais comment rattacher la présence des troupes anglaises à Lisbonne , ou leur départ , à la politique de la France ou aux inconvéniens de ses troupes ? Les motifs de l'expédition de l'Angleterre n'ont aucun rapport avec ceux de l'invasion de la France. Cette dernière a voulu rétablir le pouvoir absolu en Espagne. L'Angleterre a rempli les devoirs que lui imposaient l'honneur et la bonne foi en protégeant un souverain allié et son peuple , l'un dans la jouissance de sa couronne , l'autre dans la jouissance de sa liberté. La France a commis une agression , l'Angleterre en a repoussé une autre. La France a détruit un gouvernement libre , l'Angleterre en a sauvé un autre d'une guerre étrangère qui n'avait d'autre but que de le renverser.

Si l'Espagne est maintenant une province française , c'est le résultat de l'invasion française. Si le Portugal n'est pas encore une province espagnole , il doit son salut aux troupes anglaises. Comment le *Moniteur* peut-il donc rattacher le départ des troupes françaises à celui des troupes anglaises ? Le duc d'Angoulême n'est pas entré en Espagne dans l'intention de rompre l'ancienne et pacifique alliance entre l'Angleterre et le Portugal , ou de faciliter la conquête de ce dernier royaume par l'Espagne ; il en résulte que lorsqu'on

invente un prétexte aussi étrange pour pallier la continuation du séjour des troupes françaises en Espagne, c'est comme si l'on disait : « Notre motif réel, dès le commencement, a été d'aider le roi Ferdinand à faire la conquête du Portugal, et nos troupes ne s'éloigneront de la Péninsule que lorsque, par le départ des troupes anglaises, l'allié de l'Angleterre sera à la merci de l'Espagne. »

Cependant le Portugal n'a jamais menacé l'Espagne, don Pedro n'a jamais pensé à l'attaquer. Et quand on parle de répandre par la force la constitution en Espagne, on donne un échantillon de l'esprit mystificateur des hommes zélés pour le pouvoir absolu. Comment imaginer qu'un gouvernement à la tête de trois millions d'hommes veuille faire une attaque contre le génie d'une nation de douze millions ? il faudrait que son armée fût composée de philosophes, et son artillerie d'un millier de presses d'imprimerie du plus fort calibre. Au reste, nous ne doutons pas que les affaires de la Péninsule ne s'arrangent, sinon promptement, au moins heureusement ; mais nous n'avons aucune foi dans les moyens que peuvent proposer le *Moniteur* et ses confrères. (*Times.*)

(Rognure du *Constitutionnel.*)

—Le *Globe* répond à l'article du *Moniteur* de vendredi, sur les conséquences de la nomination de don Miguel à la régence.

« Si le gouvernement de don Miguel pouvait produire les résultats que prévoit le *Moniteur*, la satisfaction qu'il exprime serait raisonnable, et nous devrions la partager ainsi que les Portugais. C'est seulement la mauvaise foi que des illustres protégés du gouvernement français ont montrée plus d'une fois, qui pourrait après le serment que don Miguel a prêté, nous porter à concevoir quelque doute fâcheux à l'égard de sa conduite future. Outre l'espérance que nous avons que prince et parjure ne sont pas nécessairement synonymes, il est pour les Portugais une autre garantie du maintien de la constitution, dans la puissance et le caractère de don Pedro, qui certainement ne demeurera pas passif dans le cas où on trahirait sa confiance. Quant à l'évacuation de la Péninsule, nous présumons que comme les Français y sont entrés les premiers, ils en sortiront aussi les premiers. Mais qu'ils s'en aillent ou qu'ils restent, nous croyons que c'est de très-peu d'importance pour l'Angleterre. Il est évident, pour qui-

conque examine l'état de l'Espagne, que leur présence dans ce royaume ne peut être d'aucune utilité, lorsque dans la province où ils ont peut-être le plus de troupes (la Catalogne), le pays est inondé d'insurgés jusqu'aux portes de leurs garnisons. Il est clair que la présence des troupes françaises n'a pas contribué à inspirer de l'ordre à l'administration, à faire entrer de l'argent au trésor royal, ni à donner de la tranquillité et de l'activité au peuple, choses sans lesquelles l'Espagne ne saurait être utile à la France comme alliée, ni dangereuse pour nous si elle devenait notre ennemie. L'occupation française, en empêchant les partis de se placer dans la position qui convient respectivement à leur nombre et à leur force, a peut-être plutôt retardé qu'avancé la pacification du pays. Au reste, le départ des troupes françaises sera probablement demandé par nos ministres, comme une garantie que le gouvernement espagnol ne sera point enhardi par leur présence à rien entreprendre contre la paix du Portugal. »

(Rognure du *Courrier français*.)

POLÉMIQUE DES JOURNAUX FRANÇAIS. Les malheurs de la Grèce, après avoir long-temps attendri les peuples, ont trouvé enfin quelque compassion dans le cœur des hommes d'état; des mesures semblent prises pour y mettre un terme. Les misères de l'Espagne font naître moins de sympathie chez les nations étrangères, et les cabinets ne semblent y prendre d'autre intérêt que celui de la curiosité; cependant quels maux furent plus grands et plus dignes de pitié!

Ne faut-il pas avoir tout le stoïcisme du *Moniteur* pour raconter sans émotion la prise de Berga par les *mécontents*, et la marche de ces familles de proscrits, femmes, enfans, dont la colonne, pendant quatorze à quinze lieues, est annoncée par le bruit du tocsin, par les coups de fusil tirés sur les enfans et les femmes, pour dire : « les nouvelles reçues à Barcelone par l'autorité mettent hors de doute que des horreurs n'aient été commises sur les malheureux qui n'ont pu suivre la marche de la troupe ? »

Nous ne demandons point de quelle nature sont ces horreurs : le caractère des hommes qui les commettent le fait assez soupçonner; mais nous voudrions qu'on nous dit quels sont ces *mécontents*, de qui on se plaint; quelle cause ils servent, quels chefs ils reconnaissent; si leur cri de

ralliement est *vive Ferdinand!* ou *vive Charles!* ou *mène quelque prince!* ou *finisse l'ordre de choses dont ils sont mécontents!*
(Rognure du *Constitutionnel*.)

— S'il est un fait dont la notoriété ne puisse être mise en doute, c'est que le père Pungal, de l'ordre des cordeliers, remplacé dans le gouvernement de Mataro par le colonel Manuel Berton, et qui, monté sur un cheval blanc, est entré à Reus, le sabre à la main, pour soustraire cette ville à la domination du roi Ferdinand, n'est ni *afrancesado*, ni *josephino*, ni constitutionnel selon les cortès anciennes, ni constitutionnel selon les cortès de Cadix, ni membre des sociétés maçonniques, ni carliste, ni purifié, ni indéfini; qu'il est franciscain et peut-être dominicain.

S'il est un fait dont la déplorable vérité ne puisse être révoquée en doute, c'est que des colonnes de femmes, d'enfants, ont été barbarement poursuivies à coup de fusil par les soldats qu'ont réunis, par les paysans qu'ont ameutés le P. Pungal (poignard) et ses pareils. (*Ibid.*)

— Il n'est point d'homme d'un cœur sain, d'un jugement droit, qui ne se demande comment finiront les malheurs de l'Espagne, quels moyens il convient d'employer pour mettre un terme à tant de calamités. Des publicistes, que le temps a convertis, disaient dès 1823 : « Si nous nous rappelons bien les pièces officielles publiées à Londres, le gouvernement français avait pensé que les moyens les plus propres à terminer les troubles d'Espagne étaient d'accorder une amnistie et de rétablir l'ancienne constitution de l'Espagne, c'est-à-dire de convoquer les anciennes cortès; idée à la fois généreuse et raisonnable, car il est à désirer que l'Espagne soit libre, et qu'elle puisse prospérer à l'ombre d'institutions également éloignées du despotisme et de l'anarchie. » Ces institutions lui ont été refusées, et des bras du despotisme voilà qu'elle passe dans ceux de l'anarchie.

Des ordres étaient donnés alors pour faire élargir toutes les personnes qui avaient été arrêtées arbitrairement et pour des motifs politiques; ces ordres aussi restèrent sans exécution : de là tant de malheurs et de crimes. L'arbitraire des volontaires royalistes a rempli les prisons qui étaient encore vides, et maintenant l'arbitraire des *agraviados* outrage les femmes à l'aspect de leurs maris, et sème les chemins de cadavres.

Ce que le gouvernement français jugeait juste et raisonnable en 1823, ne lui paraîtrait-il plus ni raisonnable ni juste en 1827? L'Espagne ne doit-elle plus se reposer à l'ombre de son ancienne constitution? Continuera-t-on encore long-temps de nier ce qu'on avouait alors, c'est que les cortès étaient d'institution ancienne, et que, comme l'a très-bien dit madame de Staël, ce n'est pas la liberté, c'est le despotisme qui est nouveau en Europe?

Les Espagnols sont-ils condamnés, comme au temps de la lutte du christianisme et de l'islamisme, à voir encore une fois morceler la péninsule et réédifier autant de royaumes qu'elle compte de provinces? Est-ce par la Catalogne que commencera ce grand déchirement? Cette province deviendra-t-elle une régence africaine ou un nouveau Paraguay?

(*Ibid.*)

FAITS GÉNÉRAUX. *Madrid, 3 septembre.* Le Gouvernement a acquis la certitude que les mécontents reçoivent beaucoup d'argent par la frontière de France. De qui leur vient-il? par quel ordre? comment? C'est ce qu'on ignore.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

— On dit aujourd'hui que le gouvernement, convaincu de l'impossibilité de comprimer les factieux en Catalogne, s'est décidé à demander à la France des secours dont il a exposé le pressant besoin dans une note remplie d'humilité.

(*Ibid.*)

— Les nouvelles arrivées hier de Gironne, apprennent que 110 hommes des troupes de S. M. sont passés près de cette place dans les rangs des insurgés, espérant y être mieux payés et mieux nourris. On craint beaucoup que ces transfuges n'aient de nombreux imitateurs, et que de même que les régimens de l'expédition de 1820, ceux qui ont été et seront envoyés en Catalogne, ne se réunissent au parti qu'ils sont destinés à combattre.

De nouvelles désertions viennent d'avoir lieu parmi les conscrits de la nouvelle levée, réunis dans diverses casernes en plusieurs dépôts et dans différentes provinces. Le manque de nourriture, de vêtemens et de solde, a occasionné ces désertions.

(*Ibid.*)

— On fait croire au roi que le 1^{er} octobre, anniversaire de sa délivrance de Cadix, on lui fera passer une revue de 24,000

volontaires royalistes. C'est une gasconnade qu'il est presque honteux de répéter. Comment le roi pourrait-il passer en revue 24,000 volontaires royalistes ? il n'y en a pas tout-à-fait 4,000 à Madrid, infanterie, cavalerie et artillerie, et dans tout le reste de la province il n'y en a pas 1,500; et pourtant S. M. s'attend à passer cette revue de 24,000. Qui désabusera le souverain ? Qui lui fera connaître ce désappointement ? Il peut bientôt lui en arriver de pires.

(*Ibid.*)

— Depuis la chute de la police, les caricatures deviennent chaque jour plus fréquentes. On en a enlevé deux ce matin : l'une, de la nouvelle ménagerie du Retiro, portant que *la bienfaisance du roi ne s'étend qu'aux bêtes*; l'autre, d'un des coins du couvent de Saint Basile, disant que puisque le Roi avait donné lieu à ce que les Français se rendissent en Espagne et les Anglais en Portugal, *il pouvait bien maintenant aller se promener*.

(Rognure du *Journal des Débats.*)

— Nos besoins financiers sont si grands, que, pour payer la garde royale, on a été obligé de retirer avant-hier 200,000 fr. de la caisse de l'administration des postes, administration dont les revenus sont affectés d'une manière spéciale au service du ministère des affaires étrangères. (*Ibid.*)

— On a installé aujourd'hui les membres du nouveau consulat. Cette création et celle de la bourse ont fait tourner en ridicule M. Ballesteros, auquel on demande ce qu'il peut faire de la bourse, attendu qu'il ne paye rien aux nationaux qui sont créanciers de l'État, et qu'il ne songe qu'à appauvrir l'Espagne en la sacrifiant de plus en plus par les emprunts qu'il a contractés au dehors. Un plaisant disait en l'entendant parler de l'achat de la maison destinée à la nouvelle bourse, que c'était à Paris et non à Madrid que cet achat aurait dû être fait.

(*Ibid.*)

— Ce qui se passe dans la Catalogne a produit ici une espèce de fermentation, qui cependant ne s'est montrée jusqu'à présent que par des pasquinades plus ou moins violentes. Ce matin on en a arraché deux : l'une, de la nouvelle maison qui a été bâtie au Retiro pour la ménagerie, et portant : *esta es la beneficencia del rey* (voilà la bienfaisance du roi); l'autre a été arrachée d'un des coins de l'église du couvent

de Saint-Basile. Cette pasquinade portait : *Franceses en el Ebro, Ingleses en el Tajo! vyage Fernando al ajo.*

(Rognure du *Constitutionnel*.)

— Voici la formule du serment que les membres du consulat de commerce établi à Madrid ont été appelés à prononcer : « Je jure de ne jamais appartenir aux sociétés secrètes, et de regarder la souveraineté du roi comme émanée de Dieu et non du peuple. » (Ibid.)

TROUBLES DE LA CATALOGNE. *Paris 18 septembre.*

L'état de la Catalogne devient de plus en plus alarmant; ce ne sont plus de simples rassemblemens de gens sans aveu, des exploits de héros de grand chemin, dont nous entretennent toutes les nouvelles qui nous arrivent de cette malheureuse province; ce sont des troupes organisées qui de toutes parts font fuir devant elles les garnisons et les gouverneurs commandant au nom du roi, qui s'emparent des caisses publiques, des armes, des munitions, des vivres, et auxquelles il ne manque enfin, comme on l'a dit, que du canon pour faire la guerre en rase campagne, et assiéger les places fortes les plus importantes.

Mais que veulent donc ces *agraviados*, et de quels griefs se plaignent-ils? Le gouvernement qui existe actuellement en Espagne, ne sont-ce pas eux qui l'ont établi? Ils ont voulu un roi absolu, et le roi règne sans nul contre-poids, sans aucun soupçon de constitutionnalité; ils ont voulu des catégoriques, des condamnations, des bannissemens, des confiscations, rien ne leur a été refusé; ils ont exigé des démonstrations hostiles contre l'ordre nouveau établi par don Pedro en Portugal, ces démonstrations ont été faites et sont encore menaçantes; il a semblé enfin que la police dirigée dans l'intérêt de la cause royale par M. Recacho leur était devenue désagréable, et la police a été destituée. Que diront aujourd'hui ceux qui trouvaient dans l'administration de cette police la cause des soulèvemens de Catalogne? C'est plusieurs jours après que la destitution de M. Recacho a eu lieu, plusieurs jours même après que la police de Barcelone a été changée, que la révolte prend un caractère plus grave, devient plus habile et plus ardente.

Les séditeux de la Catalogne ne font aucune demande précise; ils veulent un meilleur gouvernement. Il y a quelque chose de véritablement inquiétant dans ce vague mystère dont ils s'environnent. Une insurrection qui a des griefs

positifs, qui fait des vœux hautement exprimés, peut être redoutable, mais enfin il est possible de s'entendre avec elle; si les griefs sont fondés, on peut les réparer; si les demandes sont justes, une autorité forte et généreuse peut les accorder; on voit, en un mot, les moyens d'en finir avec une telle insurrection. Mais celle qui existe en Catalogne peut continuer éternellement la guerre qu'elle y fait aujourd'hui. L'administration actuelle changée, elle pourra toujours en exiger une meilleure; et la seule bonne pour elle sera évidemment celle qui la laissera troubler le pays sans opposition.

Il ne manque, dit-on, que de l'artillerie à ces gens-là pour que la guerre civile soit tout-à-fait déclarée, et pour qu'ils puissent ouvrir la campagne contre les troupes de Ferdinand. Croit-on qu'ils en manquent long-temps encore, lorsqu'ils se sont emparés de plusieurs places où ils ont dû en trouver, lorsqu'ils communiquent librement sur plusieurs points avec la côte, enfin lorsqu'ils sont soutenus par l'une des classes les plus riches de la population espagnole? (On a pu voir dans les nouvelles que nous avons données hier comment se composent les juntas insurrectionnelles qu'ils établissent.)

Il y a long-temps que nous avons prévu la crise qui se déclare maintenant; nous avons bien des fois donné des conseils qu'on n'a pas voulu entendre; les faits parleront-ils enfin plus haut que nous? Leurs terribles avertissements seront-ils plus efficaces que les nôtres? Le gouvernement espagnol attendra-t-il que le mal soit tout-à-fait sans remède pour en chercher un? Le gouvernement français lui-même ne se croit-il pas intéressé dans la question? Attendra-t-on que nos troupes soient assiégées dans Barcelonne pour engager le gouvernement espagnol, au nom de la reconnaissance qu'il nous doit, à essayer de mettre un terme à un état de choses qui peut bientôt compromettre les défenseurs que nous lui avons envoyés?

(Rognure du *Courrier français*.)

— *Perpignan, 5 septembre.* Les armes de l'ancienne garde nationale sont recherchées dans tout le département; on les porte à la frontière, où on les vend 30 fr., et l'on donne 30 fr. aux hommes qui rejoignent les bandes avec leurs armes. Déjà plusieurs individus de notre frontière, attirés par l'appât du pillage et des rapines, ont rejoint les mécontents, et il y a quelques jours un nommé Paul Rossa de Coulonges,

réfugié en France, et poursuivi en Espagne pour assassinat, a ramassé tous les vauriens de notre frontière méridionale, s'est fait capitaine et a passé les monts. Pour son coup d'essai, il a mis à contribution la Jonquera.

« Dimanche dernier, quelques cris en faveur des carlistes se sont fait entendre ici, dans un des quartiers les plus reculés de la ville, et le soir, quelques individus appartenant à la congrégation ont essayé de troubler les danses publiques de la fête patronale de Saint-Jean; ils ont pris pour prétexte que des individus qui portaient le costume grec avaient mis pour coiffure la calotte des enfans de chœur. Le lendemain, M. Boyer, vicaire général du diocèse, en a porté sa plainte à M. le procureur du roi, qui a fait des informations. »

(Rognure du *Constitutionnel*.)

— Ce qui contribue puissamment à augmenter les insurgés, c'est le bruit qu'ils font courir « qu'ils ne font rien qu'en vertu d'ordres secrets du roi, ordres que S. M. n'ose pas donner ouvertement, parce qu'elle est entourée de libéraux qui le privent de sa liberté et empêchent l'exercice de ses droits souverains et absolus. » Ce prétexte, qui n'aurait pu tromper personne dans tout autre gouvernement que le nôtre, a trouvé en Catalogne un grand nombre de dupes, et le mal est tel que le roi et tous les évêques d'Espagne auront beau parler à présent, et adresser aux insurgés des proclamations et des pastorales, ces exhortations et tous ces démentis seront l'ouvrage des prétendus libéraux qu'on dit entourer le roi, et ils iront en avant, eux et leur révolution, ou ils seront vaincus par la force des armes.

(*Idem.*)

— On peut assurer avec toute certitude qu'à peine ces malheureux étaient sortis de la ville, que les rebelles s'attachèrent à leur poursuite, et ne cessèrent de les tirailler qu'à leur arrivée à Caldes. Dans cette désastreuse retraite, le gouverneur a perdu la moitié de ceux qui l'accompagnaient à sa sortie de Berga; tous les blessés et les traîtres ont été massacrés avec la plus impitoyable barbarie. (*Idem.*)

— A Vich, on a également installé une nouvelle junte, composée de l'évêque, de deux chanoines, de M. de Salles, marquis de Puerto-Nuevo, ex-intendant de police, et de M. Salas; c'est ainsi que la révolte trouve tous les jours, sous différens noms, de nouveaux défenseurs.

Barcelone, 10 septembre. (Correspondance particulière.) C'est un spectacle vraiment extraordinaire que celui dont nous sommes témoins. Personne ne peut expliquer ici la déférence que montrent les rebelles envers les troupes françaises, tandis qu'ils attaquent sans hésiter les troupes espagnoles, et qu'ils se livrent, envers leurs concitoyens, à tous les excès qu'entraîne la guerre civile. Il y a aujourd'hui quatre jours qu'une compagnie d'artilleurs français quitta cette place pour se rendre à celle de Figuières; ils devaient passer la nuit à Mataro, où ils arrivèrent au coucher du soleil, et précisément au moment où une bande de plusieurs centaines de rebelles entraît dans la ville; les uns et les autres demandèrent des logemens; on les logea, et le lendemain les Français continuèrent tranquillement leur route, et les rebelles restèrent non moins paisiblement possesseurs de la ville. Aucun événement n'a troublé la tranquillité pendant la nuit. (Courrier français.)

Extrait de l'Echo du Midi. Barcelone, 7 septembre. Deux compagnies d'artillerie sont parties le 5 de ce mois pour aller en relever deux à Figuières; elles avaient leur premier gîte d'étape à Mataro, qui était occupé par 4 à 5,000 mécontents; ceux-ci ont reconnu les compagnies, et les uns et les autres ont passé la nuit fort tranquillement à Mataro. Il en aura été sans doute de même le lendemain à Calella, qui est aussi occupé par les insurgés. (Id.)

— On nous écrit de Perpignan, le 10 septembre :

« Les affaires de Catalogne deviennent tous les jours plus compliquées; l'opinion parait généralement établie que les révoltés n'agissent que d'après des ordres secrets qui leur sont envoyés d'en haut. C'est ce que s'est efforcé de détruire l'archevêque de Tarragone, dans son mandement du 24 août dernier, en s'exprimant ainsi dans le passage suivant : « Il n'est pas plus croyable que le roi notre seigneur ait donné des ordres secrets pour autoriser les chefs des séditeux à prendre les armes et à vexer les peuples, car ce serait contraire à la piété, à la justice et à la majesté royale. Si le roi notre seigneur eût dû communiquer des ordres secrets, il ne manquait pas de sujets fidèles pour les exécuter ponctuellement parmi les capitaines-généraux, les officiers de justice, les gouverneurs, les corrégidors et autres personnes prudentes placées dans la hiérarchie connue, sans avoir

« besoin de se servir de gens inconnus , sans caractère public. »

« Ce prélat, à la suite de son mandement, a rendu publique la lettre que le ministre Calomarde lui a écrite à ce sujet. (Voyez le *Constitutionnel* du 7 septembre.)

« Malgré toutes ces proclamations , le désordre n'en est pas moins à son comble, les autorités espagnoles dans le plus grand embarras, et les troupes françaises et leurs officiers dans des positions très-critiques »

(Rognures du *Constitutionnel*.)

— Pour vous donner une faible idée des forfaits que les rebelles commettent dans cette province , voici un fait que j'ai entendu de la bouche même d'un des émigrés arrivés dans notre ville : Une des petites bandes qui fourmillent dans la Catalogne, trouva sur sa route un des individus désignés sous l'épithète de *negro* ; il était accompagné de sa femme. Ces Vandales s'emparèrent aussitôt de ces deux infortunés avec une joie barbare , et après avoir commis sur une des deux victimes les plus odieux excès , en présence de son époux qu'ils avaient garrotté d'avance pour le rendre témoin de cette scène d'horreur , on plaça ce malheureux sur un bûcher, où il fut brûlé vif , sans autre forme de procès.

Le rebelle Hyacinte Castan , dans une de ses proclamations précédentes , annonçait que le rétablissement de l'inquisition n'aurait d'autre but que de punir les coupables à l'avenir ; car , dans les circonstances présentes , il fallait exterminer sans distinction jusqu'au dernier des *negros* , des *maçons*, etc., etc. Le nouvel autodafé , exécuté avec tant de barbarie d'après les instructions de ce chef , prouve que ses maximes sont goûtées des rebelles.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

— Le maréchal de camp Romagosa , qui a déserté et s'est mis sous les ordres de la junta de Manresa , a été envoyé par cette espèce de gouvernement à Madrid , pour traiter avec le roi. (*Ibid.*)

— On lit ce qui suit dans l'*Indicateur de Bordeaux* du 11 :

« Les lettres de Madrid arrivées hier , annoncent que la plus grande consternation règne dans cette capitale depuis qu'on y sait le tour fâcheux que prennent les affaires en Catalogne. Quelques-unes assurent qu'on y a reçu la nouvelle

que l'armée d'observation qui se trouve sur la frontière de Portugal, était rappelée et venait sur Madrid. »

(Rognure du *Courrier français*.)

— On mande de Figuières qu'un bataillon du régiment suisse Bleuler n° 1, en garnison à Perpignan, était attendu incessamment dans cette place pour y partager le service avec le 40^e de ligne, qui se trouve considérablement affaibli par le nombre de ses malades. (*Ibid.*)

— On annonce que le 34^e de ligne, qui tient garnison à Perpignan, Collioure et autres places du département des Pyrénées-Orientales, va changer de garnison. Sa nouvelle destination n'est pas encore connue. (*Ibid.*)

— On prétend que notre gouvernement a remis une note au chargé d'affaires de France, pour rappeler que l'occupation des places d'Espagne et surtout de la Catalogne avait pour objet d'assurer la stabilité du gouvernement du roi ; or, cette stabilité se trouvant en quelque sorte compromise par les troubles de la Catalogne, on paraît compter sur l'aide des troupes françaises pour parvenir à réprimer la sédition. (*Ibid.*)

— Il n'est point étonnant que les troubles de la Catalogne prennent chaque jour plus de gravité, lorsque leurs auteurs trouvent des défenseurs au sein même de la cour. Par exemple, le maréchal-de-camp Sanchez Cisneros, nommé par le gouvernement pour remplir les fonctions de gouverneur de la citadelle de Barcelone, lorsque ce poste sera devenu vacant par l'évacuation des Français, prend hautement la défense de la sédition, et ne néglige aucun moyen de justifier le mécontentement des rebelles. Ses efforts ont été si extraordinaires sur ce point, qu'ils ont éveillé les soupçons : on a surveillé sa correspondance, et on a intercepté plusieurs de ses lettres avec les chefs de la sédition. En conséquence, on vient de lui intimer l'ordre de quitter Barcelone et de se rendre à Séville, où on instruira une procédure contre lui. (*Ibid.*)

PORTUGAL.

DISCUSSION. Nous avons répété, d'après un journal, que les Portugais, refoulés sur le territoire espagnol par

l'armée constitutionnelle, allaient être organisés militairement pour servir de garde d'honneur à don Miguel durant son séjour à Madrid et lors de sa rentrée en Portugal. Cette nouvelle était trop importante pour n'être point communiquée à nos lecteurs ; mais elle est trop grave pour passer sans contrôle. Les hommes qui ne sont point étrangers aux affaires publiques, ont peine à croire à son authenticité ; elle leur paraît en contradiction avec l'assentiment donné par les différens cabinets au nouveau rôle que le prince don Miguel est appelé à jouer, et avec la nature des engagements qu'ils ont semblé prendre de concert. Si l'empereur don Pedro n'avait pas lui-même frayé et aplani la route qui va conduire son frère à la régence du Portugal, si don Miguel se disposait à emporter de haute lutte un pouvoir que lui dénierait la volonté royale, alors on concevrait des préparatifs qui auraient l'air d'un prélude à une guerre civile. Don Miguel rentrant sur le territoire portugais en vainqueur et en chef de parti, son escorte naturelle se composerait des hommes qui ont expié, par l'expatriation, leur dévouement à sa cause.

On ne s'étonnerait pas davantage de la participation du gouvernement espagnol à des mesures qui seraient hostiles et menaçantes pour le système constitutionnel en Portugal et ceux qui en ont embrassé la défense : de la part du cabinet de l'Escurial, ce ne serait qu'une reprise des machinations qu'il a si long temps tolérées. Mais telle ne peut être l'attitude de don Miguel ; c'est en vertu de la volonté royale, et sans atteinte portée à l'ordre constitutionnel, qu'il doit prendre le gouvernement du Portugal. Cette combinaison nouvelle, si elle n'a point été provoquée par les principaux cabinets d'Europe, a du moins reçu leur approbation unanime. L'Angleterre, qui ne conspire sans doute point la ruine d'une constitution fondée sous ses auspices, et longtemps protégée par son influence contre des intrigues extérieures, l'Angleterre même n'avait combattu que faiblement le désir des puissances les plus favorables à cet arrangement. A la manière dont le *Moniteur* a célébré l'avènement prochain de don Miguel à la régence, on peut penser que le gouvernement français n'a point entendu non plus s'associer aux espérances et aux trames des apostoliques. A en croire les protestations de la feuille officielle, il y a vu l'heureuse solution d'un problème qui seul empêchait l'accomplissement des destinées constitutionnelles du Portugal ; à ses

yeux c'est un gage de conciliation entre tous les partis.

Or, comment concilier cette perspective de sécurité et de satisfaction générale, avec l'organisation militaire qu'on donnerait aux Portugais réfugiés en Espagne, pour en former le cortège du régent de Portugal à sa rentrée dans le royaume? Des armes mises entre de semblables mains pourraient-elles être considérées comme des branches d'olivier? Sans vouloir en rien flétrir le caractère de ces hommes, que l'exaltation de leurs opinions et le malheur des tourmentes politiques ont jetés hors du sol de leur patrie, ne peut-on dire que leur infortune n'a dû qu'irriter l'effervescence des passions qui les avaient mis en état de révolte contre le gouvernement de leur pays? Les rigueurs de l'exil n'ont pu qu'ajouter aux sentimens de haine qu'ils ont fait éclater, à leurs risques et périls, contre le régime constitutionnel et ceux de leurs compatriotes dont la foi politique est contraire à la leur. Que don Miguel, entouré des conseils de la diplomatie, abjure les répugnances de sa première jeunesse, qu'il se réconcilie avec un ordre de choses qui cesse de léser les intérêts de son rang et de son ambition, on le comprend; mais comment attendre une semblable métamorphose de la part de ces hommes qui ne peuvent avoir que des passions, parce qu'ils ne peuvent personnellement gagner que fort peu de chose aux changemens politiques? L'école des volontaires royalistes, à laquelle ils ont étudié durant leur séjour en Espagne, n'était d'ailleurs pas de nature à leur enseigner la modération et le pardon des injures. Alors donc qu'ils ont nécessairement la vengeance dans le cœur, faut-il leur mettre les armes dans la main, et leur donner l'influence que ne manque jamais d'avoir ou d'usurper le cortège d'un prince qui rentre dans ses états après une sorte d'exil?

On livre ici ces réflexions à la bonne foi même des cabinets qui ont proclamé des intentions rassurantes pour tous les partis : dans le cas où, sans leur concours, l'Espagne se livrerait à des manœuvres si menaçantes pour le repos de la Péninsule, leur devoir et l'honneur de leur parole ne leur prescriraient-ils pas d'en rompre le fil? Entourer don Miguel d'une cohorte d'apostoliques lors de sa rentrée en Portugal, serait-ce employer le moyen le plus efficace de rétablir l'ordre et la tranquillité dans un royaume agité par tant de passions politiques?

(Rognure du *Courrier français*.)

FAITS. *Vienne 10 septembre.* (Extrait d'une lettre particulière.) L'enfant don Miguel, qui n'a pas suivi la famille impériale dans son domaine de Persenberg, continue à résider à Baden, où il consacre une bonne partie de ses loisirs à des exercices de natation, art dans lequel il excelle, et où il se fait remarquer dans les manœuvres les plus difficiles. Le grand lac de Voslau, non loin des thermes de Baden, est le lieu où S. A. R. se plaît presque journellement à s'abandonner à cet amusement, auquel assiste toujours un public fort nombreux, et qui accompagne de ses applaudissemens les tours d'adresse et de force que l'habile nageur exécute devant les spectateurs.

(Rognure du *Constitutionnel.*)

— *Extrait de la correspondance de Lisbonne, 28 août.* Il faut dire les choses telles qu'elles sont : à peine treize mois se sont-ils écoulés depuis qu'on a prêté serment à la charte, et déjà l'on en est venu à l'exercice de l'arbitraire le plus absolu ; la critique la plus modérée des actes du gouvernement est qualifiée de séditieuse, et l'on est parvenu à déterminer la régente à se regarder comme partie dans les légères allusions qu'on fait indirectement à ses fonctions. On laisse aux écrivains anti-constitutionnels toute la latitude, et il n'y a d'entraves que pour ceux qui défendent la charte. C'est une malheureuse fatalité pour ce pays, que presque tous les ministres qui ont été nommés depuis la promulgation de la charte, se soient laissés entraîner au désir de commander avec un empire absolu, et qu'ils aient toujours subordonné le texte et l'esprit de la charte aux caprices de leur administration. Les principes libéraux dont ils avaient fait profession avant leur nomination au ministère ont cédé la place à leur passion pour la tyrannie, et comme il n'existe encore d'autres lois réglementaires que l'ancien despotisme, le gouvernement viole à sa fantaisie les droits des citoyens.

(Rognure du *Courrier français.*)

Le parti qui cherche à renverser la charte en Portugal ne néglige aucun moyen de perdre les citoyens qui s'étaient voués à sa défense, et qui l'avaient soutenue jusqu'ici de tout leur pouvoir. Parmi les imputations les plus propres à leur aliéner l'esprit de la régente et du corps diplomatique, se trouve le reproche banal de vouloir substituer une république à l'ordre de choses établi par don Pedro. Le *Mé-*

morial bordetuis contient à ce sujet une lettre curieuse écrite d'Olivenza, 1^{er} septembre. On y remarque ce qui suit :

« L'évêque d'Elvas, pendant les jours du tumulte, parcourait, dit cette feuille, les rues en habit de séculier, tenant un drapeau à la main; mais il faut remarquer qu'il se présentait ainsi, tantôt en habit tantôt en veste. S. E. avait pour compagnon un personnage dont j'ignore le nom.

« Tous les ambassadeurs se sont unis contre les rebelles, et ceux-ci se sont plaints amèrement dans leurs proclamations de celui d'Angleterre. Stubbs, qui commandait à Oporto, a été arrêté et conduit à Lisbonne avec quelques autres individus. La raison de son arrestation c'est que Stubbs a non-seulement favorisé les troubles d'Oporto, mais qu'il a encore eu l'audace d'envoyer trois exprès à S. A. R. la princesse régente pour exiger le rétablissement de Saldanha. Il a été renfermé dans une tour où s'est déjà rendue une commission de ministres chargée d'instruire son progrès. »

Toutes ces intrigues, fomentées par l'intendant de police Bastos, seraient très-faciles à déjouer chez un peuple qui aurait joui de l'exercice de droits constitutionnels; mais elles ne pouvaient manquer leur effet chez une nation où le gouvernement représentatif est tout nouveau. L'infante n'a pu s'en défendre plus que le vulgaire. Ainsi tout un pays se trouvera victime de quelques manœuvres obscures, et on ne reconnaîtra la vérité que quand il ne sera plus temps de la faire prévaloir.

(*Ibid.*)

— La princesse régente a fait, avant-hier, sa première promenade en voiture, avec les deux princesses ses sœurs, dans les rues de Lisbonne. S. A. était habituée à recevoir un accueil beaucoup plus flatteur : la joie et la reconnaissance étaient alors universelles.

(*Ibid.*)

— Ce matin, on a publié le premier numéro d'un nouveau journal, de la couleur qui distingue les productions littéraires du moine Macedo; il a pour titre : *la Trompette finale*. Ce titre est fort notable dans les circonstances actuelles; il doit d'autant plus fixer l'attention, que les fanatiques d'Espagne se réunissent sous l'étendard de *l'ange exterminateur*. C'est assez déclarer hautement que nous touchons, dans l'opinion de ces énergumènes, non à la fin du monde physique, mais à la fin du monde moral et politique.

(*Ibid.*)

— Le désir d'inspirer de la terreur, d'étouffer ou de corrompre l'esprit public, a fait pousser les choses au point d'avoir l'imprudence d'abandonner la presse périodique à la direction exclusive d'un nouveau père Duchesne, le moine Macedo, et à Lopez, ancien directeur de la gazette de Lisbonne. Cette feuille du gouvernement adopte et publie avec complaisance les articles du *Correio do Porto*, principal organe de la faction Silveira, articles qui tendent, d'une manière plus ou moins ouverte et directe, à favoriser les coupables projets d'usurpation du trône du Portugal et de l'Algarves, au préjudice des enfans de S. M. le roi don Pedro IV.

Ce même journal du gouvernement, pressé de très-près par le vif mécontentement qui s'est manifesté de ce que le ministère n'exécutait pas le décret de S. M. qui ordonne la convocation des cortès extraordinaires (1), mesure dont la nécessité et l'urgence sont généralement reconnues, a consacré ces jours-ci, un article virulent et surchargé de sophismes, pour soutenir que le décret royal ne devait pas être exécuté, parce qu'il était daté du *palais de Rio-Janeiro*.

Cette fausse insinuation est attribuée à l'ex-ministre Trigoso, qui conserve la place de conseiller-d'état, malgré la destitution prononcée contre lui par son souverain. Pour mieux démasquer la mauvaïse foi de M. Trigoso, il suffira de relire le décret contre-signé par ce même fonctionnaire, par lequel la princesse régente a ordonné, dans le mois d'octobre de l'année dernière, en exécution d'un décret du roi don Pedro IV, la convocation des cortès extraordinaires du Portugal. Ce décret royal a également été rendu au palais de Rio-Janeiro, il porte la date du 30 avril 1826, le lendemain de la signature de la charte constitutionnelle que S. M. avait octroyée librement la veille, 29 avril, à ses peuples d'Europe.

Voici la traduction littérale du décret rendu alors à ce sujet par la princesse régente :

« La princesse régente, etc, étant autorisée par le décret royal de notre auguste frère, rendu au palais de Rio-Janeiro le 30 avril dernier, à déterminer l'époque de la première convocation et installation des cortès générales, indépen-

(1) C'est le décret apporté par M. Abrantès.

damment de leur réunion ordinaire, désignée par le titre iv, chapitre 1^{er} de la charte constitutionnelle, nous avons jugé à propos de fixer, au nom du roi, le 30 du présent mois d'octobre pour l'ouverture des cortès. Nos ministres, les secrétaires d'état, et toutes les autorités, et les autres personnes auxquelles appartient la connaissance de cette disposition, l'auront pour entendue.

« Donné au palais d'Adjuda, le 4 octobre 1826. »

Signé INFANTA-RÉGENTE.

Contre-signé Francisco-Manoel Trigoso de Aragao Morato.

• De la même manière et sous la même date, on adressa les avis correspondans aux pairs du royaume. (*Ibid.*)

— Je dois encore ajouter à cet égard, que la destitution de tous les censeurs avait été provoquée peu de jours avant par le moine Macedo lui-même, ancien censeur réintégré dans ses fonctions, dans une brochure de vingt-deux pages, ayant pour titre : *Avoz da Justica, ou o Desaforo punido*. Cet énergumène n'a pas rougi d'y insulter les cendres du brave et infortuné général Gomès Freire d'Andrade, immolé dans le mois d'octobre 1817, mais qui offrit les plus sombres présages. Le jeune vicomte de Santarem s'est montré bien docile à suivre les conseils de la trompette de la secte, contrariée dans ses calculs par l'*unanimité* avec laquelle on a dit la vérité sur les événemens du dernier jour du mois de juillet. Il est à noter que le moine Macedo avoue, dans cette brochure, imprimée à l'imprimerie royale, que les censeurs que l'on vient de renvoyer brusquement sont tous des religieux respectables de l'ordre austère de Saint-François. La conscience ne pouvait pas leur permettre de dénaturer des faits passés en présence de 350 mille témoins. (*Ibid.*)

— *Lisbonne, 5 septembre.* (Correspondance particulière.) Le brave général Thomas Guilherme Stubbs, ex-gouverneur de la ville de Porto, avait un grand crime à expier aux yeux de la faction qui veut favoriser l'usurpation du trône du Portugal et des Algarves; c'est d'avoir rendu de grands services à la patrie, opposé un mur d'airain aux attaques des rebelles, conservé la seconde ville du royaume à son souverain légitime, et surtout d'avoir en dernier lieu contribué fortement à déjouer les perfides projets des hypocrites politiques qui se flattaient de tromper les cabinets et les peuples de l'Europe,

en leur faisant croire faussement que les Portugais n'aimaient point cette charte constitutionnelle que l'immense majorité de la nation est prête à défendre au prix de son sang.

Le cri de vengeance n'a pas tardé à se faire entendre. La gazette officielle a publié avant-hier 3 le décret suivant, qui sera enregistré par l'histoire et passera à la postérité comme un monument de plus de l'ingratitude des gouvernemens, de l'excès de la fureur et de l'aveuglement des factions.

— Cette affaire est extrêmement grave. L'injustice et la partialité sont flagrantes et révoltent tous les cœurs généreux. Le général Stubbs est poursuivi à outrance pour avoir usé du droit de pétition, que l'on veut métamorphoser en crime d'état au premier chef; et le dictateur ne songe pas que les aïeux Chavès, Capellas, Magessi, etc., ne sont même pas encore traduits en jugement! (*Ibid.*)

— La gazette constitutionnelle a également cessé de paraître. La voix nationale est étouffée; elle vient d'être privée de tous ses organes.

La gazette de Lisbonne, au contraire, maîtresse absolue d'un champ de bataille qu'elle occupe sans combat, continue à copier des lettres du *Correio do Porto*, lettres que l'on sait être écrites dans cette capitale, où elles reviennent à leur source, après avoir acquis plus de consistance par la légalisation qui résulte du nom imposant de la ville de Porto, illustrée par le patriotisme de ses habitans.

Le public est indigné du scandale de voir insérer dans la gazette officielle des lettres qui ont pour but de soutenir des doctrines favorables à la faction, et d'établir une polémique sur la publication des derniers décrets de don Pedro IV, et sur l'interprétation des lois, malgré le décret du vicomte de Santarem, relatif à la presse, polémique à laquelle il n'est permis à personne de répondre. On a surtout été surpris de lire dans le numéro d'avant-hier, 30 août, le passage suivant : « Le roi, y est-il dit, et ce n'est point le nom que porte l'un qui le fait différent de l'autre qui lui succède; l'autorité et la souveraineté attaquées dans l'un, est la même chose que de l'attaquer dans l'autre. »

Le nom de prince ne fait rien à la gazette de Lisbonne, fut-il même peut-être un *premier soldat heureux*. Deux noms sont maintenant en présence en Portugal. Ce choix paraît indifférent pour les factieux. Ce fait ne doit pas être combattu.

Toutefois il est juste de reconnaître que l'un de deux noms se rattache aux idées constitutionnelles, et l'autre rappelle les souvenirs du pouvoir absolu et des réactions sanglantes.

(*Ibid.*)

ÉTAT DE L'AMÉRIQUE.

— Il y a des gens qui cherchent encore l'Espagne en Amérique. C'est la seule chose qu'on n'y trouve plus. Toutes les combinaisons politiques y sont indépendantes du souvenir de sa domination. Tant qu'elle fut un danger, elle servit de lien fédéral. Aujourd'hui elle n'entre plus pour rien dans les événemens. C'est presque la dernière puissance avec laquelle les Etats du Nouveau-Monde songeront à établir leurs relations. Le Mexique, la Colombie, Buenos-Ayres, le Pérou, auront des agens dans toutes les cours de l'Europe, et l'on nommera encore à Madrid les vice-rois de ces provinces. C'est un étrange aveuglement que l'obstination à douter des événemens accomplis!

Ecartons nous-mêmes le souvenir de la métropole pour juger de la situation relative de ces vastes provinces. Plût à Dieu qu'il ne se fût agi pour elles que de briser le joug! Tout serait fini. Mais il reste à l'Amérique quelque chose à vaincre: ce sont ses rivalités, ses jalousies, ses passions. Ce triomphe en vaut un autre. Le vieil édifice est écroulé, il faut en reconstruire un nouveau. A la place de l'esclavage, de l'ignorance, de l'anarchie, de la corruption, on attend des lois, des lumières, de l'ordre, des vertus publiques. De grands pas ont été faits sans doute, mais le but n'est pas atteint: il n'est qu'à la veille de l'être.

Nous avons, dans un premier article, fixé l'attention de nos lecteurs sur les obstacles qui se présentaient dans quelques parties du sud de l'Amérique, à la régénération politique de ses habitans; nous avons indiqué les causes qui s'opposaient à son développement, et nous avons en même temps reconnu les progrès réels de plusieurs de ces provinces dans leur organisation sociale. Le Mexique et Guatemala ont d'abord appelé nos observations; là nous avons trouvé des gouvernemens établis sur des bases assez solides, et en général les institutions appropriées aux mœurs et aux besoins des habitans. Si nous y avons signalé quelques dissensions

intestines , nous n'y avons pas reconnu les traces d'une rivalité prête à dégénérer en haine ; et cependant le second de ces États n'est qu'un démembrement récent du premier.

Venons à la Colombie , dont les légions assurèrent au Pérou , dans les plaines d'Ayacucho , l'indépendance de la patrie. A la tête de ce gouvernement , régi par une constitution fédérale et populaire , nous trouvons un homme dont le nom sera désormais inséparable de l'histoire de l'Amérique , et dont l'influence ne l'est pas encore de ses destinées. Soldat , il a vaincu sur le champ de bataille ; législateur , il a donné de sages institutions à son pays ; citoyen , il a vingt fois refusé le pouvoir. Et cependant , sur le sol même affranchi par son bras , s'élèvent quelques voix accusatrices qui ne craignent pas de dénoncer ses projets à leurs concitoyens. Les peuples qui n'ont point encore de souvenirs , doivent être plus avarés des réputations contemporaines. Celui que l'Amérique nomma d'un seul cri son *libérateur* , doit être trois fois coupable avant qu'elle se décide à proclamer qu'il songe à l'asservir. C'est nous-mêmes avec une extrême circonspection que nous osons aborder cette question obscure ; au moins sommes-nous certains de la traiter sans partialité.

C'est au congrès de Panama , c'est à ce grand conseil de toute la famille américaine , que remontent les premiers soupçons élevés contre les projets de Bolivar. Du moment où on ne lui vit plus d'ennemis à combattre , on lui chercha des sujets à asservir ; il ne pouvait plus être un guerrier , ce devait être un usurpateur. Toutes les républiques ont été ingrates après les grandes commotions. C'est que là , plus que sous toute autre forme de gouvernement , chacun prend part à l'action , et quand la crise est passée , on ne rentre pas dans le repos aussi facilement qu'on en était sorti pour la combattre. Les passions ne se calment pas dans le cœur comme l'épée rentre dans le fourreau ; elles restent armées après le succès , et l'ennemi de moins , il leur faut un but contre lequel elles puissent s'exercer. Ce fut trop souvent l'auteur du salut commun qui leur en servit.

Le congrès de Panama pompeusement annoncé à toutes les républiques du Nouveau-Monde , une grande monarchie conviée à ses délibérations , cette sainte alliance de l'Amérique contre l'Europe , fut jugée au premier coup d'œil par quelques esprits ombrageux un plan habilement conçu par Bolivar , pour concentrer dans un même foyer la légitime

admiration de ses concitoyens , et pour l'exploiter peut-être au profit de son ambition personnelle. L'Espagne affaiblie , et ses alliés au moins indifférens au sort de ses anciennes colonies , ne paraissaient pas un danger assez pressant pour justifier cette grande et imposante fédération. On voulut l'expliquer avec un intérêt plus direct , plus immédiat. On alla jusqu'à la croire destinée à payer les lauriers d'Ayacucho. Ces soupçons , rejetés au Mexique , dans la Colombie , et même au Pérou , prirent à Buenos-Ayres et au Chili plus de consistance. Ces deux gouvernemens refusèrent d'envoyer leurs députés avant qu'on leur eût soumis d'avance les objets sur lesquels l'assemblée serait appelée à délibérer. Les États-Unis n'accueillirent que froidement la proposition du congrès de Panama. Les relations de ce pays avec l'Europe ne lui permettaient pas de se jeter tête baissée dans les démarches aventureuses de ses frères du Sud ; il y a d'ailleurs dans tous les actes de ce gouvernement une prudence et une maturité bien remarquables. Sans y froisser le vœu public , sans jamais s'y établir en hostilité avec l'opinion générale , le pouvoir exécutif a su , depuis vingt ans , marcher sans secousses vers un but qu'appelaient les vœux de la majorité de la nation. Les questions les plus directes , les plus délicates , les plus populaires (et y en eut-il jamais qui le fût davantage que l'émancipation des colonies espagnoles !) l'ont trouvé inébranlable dans ses traités avec les puissances de l'Europe. Quelques exaltés eussent désiré un rôle plus actif : ils accusèrent leur gouvernement d'indifférence. La fidélité aux engagements n'est jamais de l'égoïsme.

Bolivar apprit à regret le refus de Buenos - Ayres et du Chili. Les députés du Mexique , de Guatimala , de la Colombie , se rendirent à leur poste ; mais l'absence de leurs collègues fit échouer le plan. On parla de l'insalubrité du climat ; il y eut un discours prononcé , aucune délibération prise ; et bref le congrès fut dissous , laissant dans le vague la nature des questions qui y eussent été agitées. Bolivar dut sentir amèrement cette issue presque ridicule d'un projet qui , annoncé avec emphase comme une des plus hautes conceptions politiques du siècle , disparut en quelques mois comme une chimère , et s'est tout-à-fait depuis dissipé comme une illusion.

Il témoigna assez hautement son ressentiment contre les gouvernemens du Chili et de Buenos - Ayres , dont le refus

avait si puissamment contribué à faire ajourner l'exécution de son plan favori. Il n'avait pas dû ignorer tout ce qu'il y avait d'offensant pour lui dans les motifs sur lesquels on fonda alors cette résolution négative. Cependant rien encore n'autorisait, et rien même, il faut l'avouer, n'autorisa depuis à admettre comme une réalité ce qui ne fut et n'est resté qu'un soupçon. On se refuse à croire que Bolivar ait pu préférer quelque chose au titre de *Libérateur* de son pays. Qu'il serait à plaindre celui à l'ambition duquel un pareil titre ne suffirait pas, quand il le doit à l'enthousiasme de quatorze millions d'hommes !

D'autres ombrages, peut-être en apparence plus fondés, s'élevaient alors dans le Pérou contre Bolivar. La toute-puissance civile et militaire lui avait été confiée à Lima ; la défaite totale de Canterac à Janin, sa mort et la dispersion de ses troupes à Ayacucho, étaient sans doute un noble usage de ces pouvoirs extraordinaires. Mais quelques rivalités locales, quelques jalousies obscures, s'efforçaient déjà sourdement d'ôter à Bolivar les prestiges de ses succès, et d'atténuer le mérite de ses refus réitérés du pouvoir. Les événemens du Haut-Pérou avaient exigé sa présence. L'anarchie la plus complète régnait dans ces vastes provinces, dernier asile des bandes espagnoles sous les ordres d'Olanetta. Il fallait organiser un gouvernement, et les pays limitrophes avaient eu quelques difficultés assez vives avec le général Sucre qui commandait en chef l'armée colombienne auxiliaire, et qui avait joué lui-même, dans ces dernières affaires, un rôle assez brillant pour que le congrès péruvien ajoutât à son nom, par un décret, celui de la dernière victoire qui affranchit l'Amérique. L'empereur du Brésil désapprouva la conduite de ses officiers qui avaient repoussé brusquement les ouvertures amicales du général républicain. Mais Buenos-Ayres paraissait plus disposé à faire valoir ses droits de souveraineté sur plusieurs des provinces du Haut-Pérou, qui avaient effectivement fait partie autrefois de cette vice-royauté, sous la domination espagnole. Bolivar proposa de remettre à ces provinces elles-mêmes la décision d'une question qui les touchait d'aussi près. Un congrès national fut convoqué à Potosi, et il fut résolu d'un accord unanime que les provinces de *Lapaz*, *Charcas*, *Cochobamba* et *Santa-Cruz*, formeraient, sous le nom du Haut-Pérou, un gouvernement indépendant. Cette nouvelle république prit le nom de Bolivienne ; il y fut formé

un gouvernement provisoire composé de trois personnes , et présidé par le général Sucre.

Ce nouveau gouvernement établi sous les auspices de Bolivar, présidé par un de ses lieutenans, soutenu par une division colombienne , fut bientôt un nouveau sujet d'inquiétude pour le Chili, les provinces de la Plata et même le Bas-Pérou, que leur voisinage exposait plus particulièrement à subir les conséquences de cet accroissement d'influence qui s'étendait déjà des bords de l'Orénoque aux sommets du Potosé. On examina plus attentivement la situation de Bolivar; on le vit avec une secrète anxiété président à Santa-Fé, président à Lima, et régénérateur politique à Potosi. Un fait , à la vérité, d'une nature étrange et féconde en inductions délicates, servit à corroborer les soupçons vagues qui commençaient à circuler. Une division de troupes colombiennes avait pris garnison à Lima, et un nombre égal de troupes péruviennes avait été envoyé servir en Colombie. Cette expatriation réciproque créa quelques alarmes dans les deux pays; cependant tout se confondait encore dans un légitime tribut d'admiration pour le Libérateur, et l'immense majorité des Péruviens ne voulut voir que des soldats citoyens sous les ordres d'un chef dont la vie entière n'était encore qu'un long sacrifice à la cause de la liberté.

Tel était l'état des choses au Pérou, lorsque l'insurrection du général Paez dans le nord-est de la Colombie sembla menacer d'une prompt dissolution le gouvernement central de la Colombie. On convenait assez généralement que la constitution devait y subir d'importantes modifications, pour y répondre aux vœux et aux besoins de ses habitans. Les actes politiques, rédigés le lendemain d'une victoire, rappellent quelquefois le champ de bataille où ils sont nés. Comment leur demanderait-on la perfection qu'on ne trouve pas toujours dans ceux qui ont été mûris dans le silence du cabinet?

Au reste ces plaintes, dont quelques unes étaient fondées, couvraient des projets hostiles contre le gouvernement de Bogota. La province entière de Venezuela annonça presque hautement la résolution de se déclarer indépendante; et le général Paez, sans expliquer le fond de sa pensée, se plaça à la tête des mécontents, et refusa toute soumission aux ordres des autorités constitutionnelles de Bogota. Des troupes furent envoyées de la capitale, on en vint aux mains sur plusieurs points, et tout annonçait une guerre civile là où la présence d'un

ennemi commun confondait naguère tous les cœurs dans un seul et même sentiment, celui de l'amour de la patrie. La présence de Bolivar fut jugée le seul remède à tant de maux ; on lui écrivit à Lima , on sollicita son retour.

A cette nouvelle , Bolivar n'hésite pas : il s'embarque pour Guyaquil , traverse Bogota , court à Caraccas , et les armes tombent des mains de Paez et de ses partisans. Cette victoire , il la doit à ses services , à son nom , à ses souvenirs ; et la Colombie reconnaissante le nommerait à elle seule son Libérateur , s'il ne l'était depuis long-temps de toute l'Amérique.

D'autres provinces n'ont cependant pas vu sans quelque surprise la tolérance de Bolivar envers les révoltés. Aucun châtimement n'a suivi la répression du désordre. Les généraux et les officiers ont conservé leurs grades. On ose se demander d'où vient cette indulgence ; et les ennemis l'expliquent par une sympathie secrète pour les chefs militaires qui se mettent au-dessus des lois. C'est cependant de Caraccas même que Bolivar a proclamé de nouveau sa ferme résolution de rentrer dans la vie privée , le jour où la patrie n'aura plus besoin de son bras ; et le congrès , à la veille de s'assembler sous la vice-présidence de Santander , est choisi par le libérateur lui-même comme juge souverain de la validité des motifs qui le déterminent à abdiquer le pouvoir. Cette démarche elle-même est soupçonnée , et on répète qu'il a compté le nombre des voix qui rejetteront son abdication , avant de la soumettre au corps souverain qui doit en décider.

Mais les événemens ont marché au Pérou pendant l'absence de Bolivar. Ses ennemis , sans oser l'attaquer de front , ont habilement profité des apparences pour semer dans le peuple des inquiétudes qu'ils ne partagent pas toutes. On force à examiner de plus près une conduite que le respect et la reconnaissance ont placée jusque-là hors de toute investigation. Quelques officiers mécontents de la division colombienne s'associent au plan qui marche insensiblement vers son exécution. Les autorités locales sont désignées comme imposées par une influence à laquelle il est temps de se soustraire. On parle de l'esprit envahissant de la Colombie. On s'écrie qu'au Pérou il est temps d'être Péruvien. Les troupes colombiennes , qui forment à elles seules la majeure partie de la garnison de Lima , peuvent réprimer le

mouvement à la veille d'éclater : les voilà prêtes à le secourir. Tout obstacle cesse. Les membres du gouvernement sont déposés ; d'autres sont mis en possession du pouvoir ; un congrès général est convoqué , et la constitution sera révisée.

Cependant les soldats colombiens ne paraissent pas avoir épousé entièrement la cause de leurs officiers. Le général Sucre est dans le Haut-Pérou , à la tête des vainqueurs de Canterac et d'Olanetta. La présence des premiers , le voisinage des seconds , sont deux sujets graves d'inquiétude pour les membres du nouveau gouvernement. La division colombienne de Lima est embarquée pour Guyaquil ; le Pérou est libre ; mais que vont faire ces soldats en Colombie ? De quel front aborder Bolivar ? Il leur a laissé une constitution à défendre à Lima ; ils ont presque offert leurs bras pour la renverser. Comptent-ils sur le pardon du libérateur , ou s'en reposent-ils sur leurs épées du soin de se soustraire au châtiement qu'a mérité leur indiscipline ? Dans le second cas , de nouveaux troubles menacent la Colombie.

Guyaquil s'est disposé à la résistance , si des projets coupables animent effectivement les troupes qui font voile pour son port. Quelques mesures vigoureuses , prises par le gouvernement central , ont aussi rendu plus périlleuse , peut-être même impossible , l'exécution d'un plan qui ne peut réussir que par la surprise. La ville a été mise en état de défense. Du reste , les premières protestations de ces troupes , à leur débarquement à Monte-Christi , respirent le dévouement le plus pur pour les institutions de leur pays. On remarque seulement dans le langage et dans les lettres de leurs officiers quelques expressions injurieuses pour Bolivar.

Nous ne connaissons encore de la suite de ces événemens que trois faits importans : le message du vice - président Santander à l'ouverture du congrès de Bogota , message dans lequel la conduite des légions colombiennes au Pérou est peinte avec des couleurs atténuées , et où leur amour pour la patrie n'est pas mis une seule fois en doute ; la proclamation de Bolivar qui apprend à Caraccas les événemens de Lima , et qui annonce qu'il court à la frontière méridionale de la république exposer encore une fois ses jours pour la sauver de l'anarchie ; enfin , le refus de sa nouvelle abdication par le congrès national , à la majorité de 50 voix contre 24. Le dénouement approche.

Voilà donc jusqu'ici l'usurpation de Bolivar ! Voilà ses efforts pour arriver à la dictature ! Et où la veut-il cette dictature ? Est-ce dans le Haut-Pérou ? Il ne lui a laissé que son nom. Il ne tenait qu'à lui d'y prendre le pouvoir. Est-ce à Lima ? Sa présence y suffisait pour consolider son autorité. Il a volé à Santa-Fé le jour où la Colombie a sollicité son retour. Est-ce à Bogota ? C'est là qu'il vient de se démettre de la présidence. Le souvenir de ses services , disent ses accusateurs , est encore assez gravé dans les cœurs pour qu'il puisse offrir sans danger une démission qui ne sera point acceptée. Qu'il croie à la reconnaissance de l'Amérique , il n'y a rien là d'offensant pour elle. Elle se ferait plus de tort en laissant soupçonner son ingratitude.

Que veut-il enfin ? un trône ? Mais alors toute sa vie est un mensonge. Il n'avait à la bouche que les mots de patrie et de liberté. Il n'y a pas une de ses proclamations , pas un de ses discours , pas un de ses actes , qu'on n'oppose à sa conduite le jour où il aura flétri sa carrière. Les exemples de ces contradictions ne manquent pas , dira-t-on. Mais on sait leurs résultats ; plaignons ceux qui n'y lisent pas de sévères avertissemens !

Quand on aime la gloire , on repousse comme d'instinct les soupçons qui outragent une carrière déjà si belle. On admire si sincèrement le passé qu'on s'offrirait comme garant de l'avenir.

Si les événemens qui se préparent doivent faire mentir nos espérances ; si des conjectures qui nous paraissent au moins hasardées , acquerraient plus de vraisemblance avec le temps ; si , en un mot , Bolivar croyait un jour qu'il vaut mieux gouverner l'Amérique que de l'avoir affranchie , nous verrions avec chagrin s'évanouir une des grandes réputations du siècle ; nous plaindriions le Nouveau-Monde d'effacer de son histoire un des noms les plus faits pour l'honorer ; mais nous persisterions à croire son avenir à l'abri de l'influence d'un homme , et forcés que nous serions de reconnaître un usurpateur dans le citoyen qui combattit l'usurpation toute sa vie , nous continuerions à faire des vœux ardens pour la prospérité d'une nation qui n'a pas mérité d'être trahie par un de ses enfans.

(Rognures du *Journal des Débats.*)

AFFAIRES DE LA SOCIÉTÉ DE JÉSUS.

— On lit dans la feuille officielle de la régence royale d'Aix-la-Chapelle, l'annonce suivante :

« Il a été rendu compte à S. M. notre souverain, que plusieurs jeunes gens des provinces rhénanes westphaliennes ont été envoyés par leurs parens dans des collèges en pays étrangers, tenus par des jésuites pour y continuer leurs études.

« S. M. a fait connaître, dans un ordre du cabinet du 13 juillet dernier, le mécontentement qu'une pareille conduite lui a causé, parce que la préférence donnée à ces établissemens étrangers doit d'autant plus surprendre, que, par les soins donnés par S. M. à toutes les branches de l'instruction publique, les établissemens publics nationaux pour l'éducation et l'instruction de la jeunesse en général, et par conséquent pour la jeunesse catholique, ne laissent rien à désirer sous le rapport scientifique et religieux.

« L'intention formelle de S. M. est que les jeunes gens des provinces prussiennes cessent de fréquenter les collèges tenus par les jésuites.

« En donnant avis au public de cette décision royale, nous ordonnons aux autorités que cela concerne, de nous informer sur-le-champ si, contre notre attente, des jeunes gens se rendraient dans les collèges des jésuites en pays étrangers.

« Aix-la Chapelle, le 11 septembre 1827.

« *La régence prussienne, division de l'intérieur.*)
(Rognure du *Constitutionnel.*)

AFFAIRES ÉLECTORALES.

L'administration a porté dans la confection des listes électorales une mauvaise grâce et un mauvais vouloir qu'on ne peut trop déplorer. Il était impossible de mieux faire voir à nu les plaies de la politi-

que qui nous régit, de mieux soulever contre sa durée la loyauté publique.

Je reçois d'Angoulême des observations sévères, mais malheureusement, ee semble, trop fondées sur les procédés de M. le préfet de la Charente. Ce magistrat avait annoncé que les électeurs portés sur les listes lors de l'élection de M. Delalot n'auraient pas besoin de produire des titres, et voici que le 12 septembre, quand des listes se sont succédé chargées de retranchemens nombreux, qu'une liste qu'on peut supposer définitive a paru, qu'il est tellement tard qu'un nouvel avis n'arrivera aux extrémités du département que la veille du terme fatal; M. le préfet, par un arrêté subit, annonce que l'exception qu'il a proclamée concerne exclusivement les électeurs qui, dans cette récente élection, avaient fourni des pièces! Certainement il y a là une apparence d'artifice d'expression qui n'est pas digne de l'autorité, pas digne du pays où nous sommes. M. le préfet n'ayant pas délivré de récépissé des pièces électorales dans la dernière élection, qui pourra prouver que son inscription fut ou ne fut point faite d'office? Si elle fut faite d'office, alors pourquoi ne le serait-elle plus? Si l'inscription d'office était un acte de bienveillance, d'où vient que la bienveillance de l'administration serait changée? Si c'était un devoir, comment ce devoir n'existerait-il plus?

L'inscription d'office est un devoir pour l'administration; voilà ce qu'on ne peut trop dire : j'ai cité les discours de M. de Villèle et les décisions de la chambre des pairs. Qu'on veuille bien consulter les procès-verbaux.

Quand M. le préfet de la Charente, pour repousser cette doctrine, sur laquelle sans doute son attention ne s'était pas assez fixée, dit, dans une de ses proclamations, que les renseignemens sur lesquels l'administration fait ses listes peuvent être inexacts, il oublie que ces *renseignemens* sont des documens officiels, des documens qui émanent des mêmes autorités auxquelles les citoyens sont obligés d'avoir recours pour produire les preuves de leurs droits. L'argument n'a donc point de force. La volonté de la loi est que les préfets portent tous les citoyens habiles à exercer l'électorat. Les citoyens omis par inadvertance doivent seuls avoir à poursuivre la reconnaissance de leurs droits.

Dans le cas qui nous occupe, les citoyens qu'éliminerait M. le préfet de la Charente peuvent être sans crainte. Ils n'ont qu'à recourir aux tribunaux. Les promesses de M. le préfet, et la liste publiée le 30 août, ont constitué pour eux un droit acquis. Les tribunaux auraient à décider si un commentaire peut le leur ravir. La magistrature française n'a point de faible pour les escobarderies.

Les documens qui suivent font connaître les difficultés sans nombre qu'un pouvoir, fait pour protéger les citoyens, multiplie autour d'eux. Je ne puis que répéter que l'inscription doit être faite d'office, que MM. les préfets qui ont expliqué autrement la loi ont trahi leurs devoirs.

J'ajouterai que les citoyens qui, au 30 septembre, seraient en instance pour obtenir leur inscription, et qui ne l'auraient pas obtenue, ne doivent point perdre courage ni patience. Qu'ils fassent constater

les refus du percepteur , du maire , du préfet , et justice leur sera rendue. M. Duvergier de Hauranne a très-bien expliqué ces principes dans une note que renferme ma 7^e lettre à M. le rédacteur du *Journal des Débats*.

A Monsieur le Rédacteur du Journal des Débats.

Rouen , 11 septembre.

Monsieur ,

Je vous écris afin de vous signaler une nouvelle exigence électorale de notre préfet, qui tend à entraver l'inscription sur les listes.

Jusqu'à présent on n'exigeait de procuration spéciale que pour relever les extraits chez les percepteurs. Aujourd'hui , d'après une circulaire du préfet du 3 de ce mois , les sous-préfets exigent une procuration de la part de ceux qui se présentent pour déposer les pièces dans leurs bureaux. On comprend combien cette mesure peut arrêter de justifications. Une procuration sur papier timbré et enregistrée revient à quarante-sept sous. Nos petits commerçans, nos cultivateurs regardent à ce déboursé. Nos comités ne peuvent en faire l'avance , car cela deviendrait au total une dépense énorme , et nous en avons tant d'autres ! Un électeur relève son extrait parce que le percepteur n'est pas éloigné , mais il ne veut pas aller jusqu'au chef-lieu d'arrondissement , et il ne veut pas dépenser quarante-sept sous.

Il est à craindre qu'on n'exige bientôt cette procuration pour les légalisations. Cela est vraiment absurde. Dès que je suis porteur des pièces , c'est apparemment pour faire , comme on dit , le nécessaire.

En agissant de la sorte , l'administration , qui , d'après la loi , doit inscrire d'office ceux dont les droits lui sont démontrés , refuse évidemment les justifications.

Cette mesure tranche , contre les citoyens , la question élevée dans votre Journal par M. Duvergier. Il est bien clair , d'après cela , que l'administration ne veut inscrire personne sur les listes du jury *sans son aveu*. Et même , en pareil cas , l'aveu de l'électeur est démontré ; car , comme on n'a pu obtenir les extraits de contribution sans son concours ou

son assentiment, il est bien clair que celui qui se présente avec les pièces n'en est porteur que par l'effet de cette même volonté, et pour en faire le dépôt suivant la loi.

Ajoutez encore que, si l'administration veut pousser son système aux dernières conséquences, comme les employés de la préfecture ou de la sous-préfecture ne peuvent connaître tous les électeurs, il faudra aller chercher des témoins pour attester l'identité de l'électeur qui viendra lui-même déposer ces pièces.

Autre infraction à la loi : les listes supplémentaires doivent être *publiées* tous les dix jours. Celle qui devait paraître le 25 août a paru à Rouen le 2 septembre, au Havre le 3, et le 10 la liste supplémentaire du 4 n'était pas encore affichée au Havre. Nous avons réclamé auprès du préfet, ainsi que douze des plus notables électeurs du Havre : il nous a répondu que, suivant une *ordonnance du 27 juin dernier*, il suffisait que les listes fussent *arrêtées* par lui en conseil de préfecture tous les dix jours. Cette prétendue ordonnance est sans doute une circulaire ministérielle. Dans ce système, la publicité des listes est détruite ; car cet arrêté, fait en conseil de préfecture, est essentiellement occulte.

J'ai l'honneur d'être, etc.

ADAVIEL, avocat.

(Rognure du *journal des Débats*.)

— Le *Précurseur de Lyon* parle de quelques difficultés qui ont été faites par des percepteurs d'arrondissement, et qui peuvent apporter des entraves à l'inscription des électeurs sur les listes électorales. Comme le même cas a pu se reproduire dans d'autres communes, nous croyons opportun de citer ici l'article du *Précurseur* : « Des percepteurs de plusieurs communes des environs de Lyon ont refusé des extraits d'imposition réclamés par des personnes qui voulaient en user aux termes de la loi du 2 mai dernier, et ont motivé leur refus sur le prétexte que ces personnes n'avaient pas soldé les douzièmes échus de leurs contributions. En agissant ainsi, les percepteurs dont nous parlons ont tout-à-fait méconnu leurs obligations. L'extrait qu'ils doivent délivrer aux électeurs est indépendant du paiement des contributions, et le refus n'est pas au nombre des moyens de contrainte à leur disposition. Un percepteur n'a qu'une chose à faire. vérifier la matrice de ses rôles et en donner un relevé, le tout sans retard et sans frais.

« Nous sommes pareillement instruits que des percepteurs à qui on a demandé des extraits , ont répondu qu'ils n'avaient point de papier-modèle employé ordinairement pour cet usage. Un pareil prétexte ne peut empêcher la délivrance immédiate des extraits. Les modèles envoyés par l'administration n'ont d'autre but que de faciliter les percepteurs. A défaut de ces imprimés , du papier ordinaire est tout aussi bon pour cet usage. »

(Rognures du *Courrier français* et des *Débats*.)

ÉCRITS.

Après l'affaire des élections , rien ne touche plus le ministère que ce qui regarde les écrits politiques ; c'est que, de façon ou d'autre, il y a manifestation de la pensée publique , et les coupables n'aiment point lire leur arrêt.

Dans les départemens , le zèle pour la publicité a été aussi grand que dans la capitale. Les brochures des amis de la liberté de la presse ont été souvent réimprimées. Nombre de publications locales ont éclairé les esprits. J'ai sous les yeux deux écrits destinés au département de la Vienne , et qui auraient mérité un plus grand jour. Ils sont souscrits de l'honorable député qui, après avoir long-temps sacrifié courageusement sa popularité à la défense du pouvoir, n'a pas hésité un jour à sacrifier les faveurs du pouvoir au besoin de défendre les libertés religieuses et civiles du pays. On voit que je veux parler de M. Bourdeau.

Sous le titre de *Précis pour l'ex-garde nationale* , a paru un *factum* plein de documens authentiques et de faits curieux. L'auteur a mis vivement en lu-

mière la haute ingratitude des hommes d'état qui nous régissent.

On annonce une publication de M. Guillemot. Toutes les mutilations que le *Journal du Commerce* a subies dernièrement , l'enrichiront.

FAITS DIVERS.

— Les troubles de la Catalogne et l'incertitude qui règne sur la résolution du divan , ont semé quelque incertitude parmi les spéculateurs à la bourse ; les 3 pour 100 s'en sont ressentis et ont baissé jusqu'à 72. Ils étaient , il y a huit jours , à 73 40. Cette disposition des esprits mérite toute l'attention des imprudens qui , malgré tant de leçons , continuent à se livrer à des opérations sujettes à tant de chances.

(Rognure du *Courrier Français.*)

-- Pour donner une preuve de la prospérité financière de l'Espagne et du crédit dont jouit le gouvernement , nous nous bornons au cours des fonds de la *Gazette de Madrid* du 4 septembre. Nous verrons que les réales sont cotés à 13 1/4 s'ils sont consolidés , et à 8 1/2 s'ils ne le sont pas. Ce ne sont pourtant pas des valeurs qui aient été créées par les cortès.

(*Idem.*)

— On écrit de Marseille , 7 septembre : « La mendicité devient effrayante ; non-seulement les pauvres de France abondent , mais ceux de la Savoie et de la rivière de Gênes pullulent ; nous possédons une douzaine d'orchestres ambulans , et autant de chanteurs , qui ne vivent que d'aumônes. Il circule en ville une souscription pour un ouvrage relatif à l'établissement d'un dépôt de mendicité ; il y a fort peu de souscripteurs : ce qui n'est pas étonnant , car il ne serait pas possible d'établir dans cette ville un dépôt de mendicité et d'y enfermer les mendiants , puisque la mendicité y est tolérée en faveur des frères quêteurs. Le budget municipal porte en dépenses des allocations pour les capucines et les trapistes. On dit que celui de cette année en portera pour les capucins dont le nombre augmente ; il en est arrivé , il y a peu de

jours , d'Italie vingt - quatre pour les trois maisons établies à Aix , Marseille et à Saint-Jean de Gargnier.

— On a fait courir hier différents bruits au sujet de certaines stipulations qui auraient été arrêtées entre la France et l'Angleterre , pour l'évacuation de la Péninsule par les troupes de ces deux puissances. Nous espérons que ces bruits sont aussi faux que la politique qu'ils attribuent au gouvernement anglais serait déshonorante.

-- Voici un grand sujet de joie pour l'*Echo du Midi* :

« Il existait à Toulouse, avant la révolution, dit cette feuille, une congrégation composée de tous les portefaix du faubourg Saint-Etienne. Cette confrérie, sous l'invocation de Salvy, vient d'être rétablie comme elle l'était avant nos troubles civils. Cette compagnie a fait célébrer sa fête le 11, avec la plus grande pompe, dans l'église métropolitaine de Saint-Etienne. La messe et une partie de l'office du soir furent exécutées à grand orchestre. C'est toujours un nouveau motif d'espérance, que de voir ainsi le peuple revenir à ses anciennes habitudes religieuses. »

(Rognure du *Courrier Français*.)

-- Depuis le rétablissement des corporations d'ouvriers, il ne se passe guère de semaines sans que les compagnons de quelque métier livrent bataille aux artisans d'une autre profession : ces rixes sanglantes ont toujours pour résultat d'envoyer quelques ouvriers à l'hôpital et d'autres à la police correctionnelle ou à la cour d'assises. La semaine dernière, deux individus ont encore été condamnés à plusieurs mois de prison.

(*Idem.*)

— Un chef de bataillon du génie en retraite à Bar, âgé de 75 ans, n'a pu obtenir de l'autorité locale la permission d'ouvrir chez lui, de neuf à dix heures du soir, un cours gratuit d'*application de la géométrie et de la mécanique aux arts industriels*, suivant la méthode de M. Charles Dupin.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

— Un journal de la Belgique provoque de la part de son gouvernement des mesures prohibitives contre l'introduction des habits français confectionnés, comme représailles envers le gouvernement de France, qui a anéanti le commerce dans le grand-duché de Luxembourg, par sa dernière mesure de douane.

(*Ibid.*)

— Le jour de la fête de la Charité-sur-Loire, et elle dure plusieurs jours, la troupe de comédiens de Moulins y est venue : les habitans ont demandé *le Tartufe*; le directeur n'a pu faire jouer ce chef-d'œuvre de Molière, parce que l'autorité n'a pas voulu qu'on le jouât. *(Ibid.)*

— On se souvient que la brochure contenant la relation des funérailles de M. Manuel a donné lieu à un procès qui doit être appelé, demain mercredi, à la police correctionnelle. Cette brochure reproduit le discours prononcé sur la tombe de l'ex-député de la Vendée par M. de Schonen; c'est probablement pour ce fait que l'honorable magistrat est déféré à la cour de cassation. *(Ibid.)*

— MM. Mignet, homme de lettres, Sautélet, libraire, et Gauthier-Laguionie, imprimeur, sont renvoyés devant la septième chambre de police correctionnelle, pour la publication de la *Relation historique des funérailles de M. Manuel*. L'affaire sera appelée le mercredi 16 de ce mois. La citation ne fait mention ni de M. Laffitte, ni de M. Manuel jeune, qui s'étaient déclarés auteurs de la Relation, conjointement avec M. Mignet. *(Idem.)*

— « Une souscription, dit *l'Ami de la Charte*, est ouverte à Paris pour élever un monument funèbre à Manuel : toute la France voudra s'associer à cet acte de justice et de reconnaissance nationale. Nous nous empressons d'annoncer que les offrandes, mêmes les plus modiques, seront reçues au bureau de *l'Ami de la Charte*, qui se chargera d'en faire passer le montant à M. Laffitte. » *(Ibid.)*

A M. le Rédacteur du Constitutionnel.

Paris, 15 septembre 1827.

Monsieur,

Serait-ce abuser de votre obligeance que de vous prier d'insérer la note ci-jointe dans un des plus prochains numéros de votre journal? Si cela vous est possible, vous ajouterez à la reconnaissance de votre très-humble serviteur.

BÉRANGER.

MONUMENT A ÉLEVER SUR LA TOMBE DE MANUEL, DÉPUTÉ DE LA VENDÉE.

Liste des commissaires qui se chargent de recevoir les souscriptions dans les différens quartiers de Paris.

MM. Amphoux, négociant, rue des Fossés - Montmartre,

n. 27; Béranger, rue des Martyrs, n. 23; Bouquero, négociant, rue Royale - Saint - Antoine, n. 18; Emile Boulay, médecin, passage Dauphine, escalier H; Bompierre, négociant, 11e Saint-Louis, rue Bretonvilliers, n. 3; Cadet-Gassicourt, pharmacien, rue Saint - Honoré, n. 108; Dubief, joaillier, rue de Richelieu, n. 84; Dumoulin, négociant, rue Bertin-Poirée, n. 14; Decrusy, avocat, quai de l'Ecole, n. 22; Febvre, charron, faubourg Saint - Martin, n. 195; Hubert, ancien notaire, rue Bergère, n. 3; Hamelin, marchand balancier, rue Saint-Denis, n. 78; Lavé, négociant en vins, à Bercy; Lamy, ancien notaire, rue de Seine, n. 32; Moisson frères, rue de Tracy, n. 4; Moutardier, café du Phénix, au Palais-Royal; Pinel-Granchamp, médecin, rue Saint-Hyacinthe-Saint-Michel, n. 9; Simon, médecin, rue Saint-Louis, au Marais, n. 8; Thibaudeau, négociant, rue des Petites-Ecuries, n. 41; Villette, brasseur, faubourg Saint-Antoine, n. 283.

On souscrit aussi aux bureaux du *Constitutionnel*, rue Montmartre, n. 121, du *Courrier français*, rue Ticquetonne, n. 14, du *Journal du Commerce*, rue Saint-Marc, n. 10, et du *Globe*, rue Saint-Benoist, n. 10, faubourg Saint-Germain.

Les fonds seront déposés chez M. Laffitte, rue d'Artois, n. 19, qui reçoit aussi les souscriptions.

Un comité déterminera la forme du monument, d'après un concours public.

La liste des souscripteurs sera publiée à la suite du recueil des discours que Manuel a prononcés pendant la durée de sa carrière législative. (Rognure du *Constitutionnel*.)

— S. Exc. le comte Capo-d'Istria vient d'envoyer 100 fr. comme souscripteur de la médaille à frapper en l'honneur de la mémoire de M. Canning, et de la liberté civile et religieuse dans tout l'univers. (Rognure du *Journal des Débats*).

— On nous écrit de Bourg : « M. le ministre de l'intérieur voulait faire payer les censeurs des départemens sur les fonds départementaux. Le conseil général de l'Ain s'y est refusé. » (Ibid.)

— On écrit de Metz, 16 septembre : « Le sieur Salorne, maire de Varnay, département de la Meuse, vient d'être suspendu de ses fonctions pour avoir sciemment attribué une

partie de contribution sur des propriétés qui ne lui appartiennent point, afin d'élever le cens électoral dont il avait à justifier, au-dessus du taux qu'il doit atteindre, n'ayant pas craint, par une déclaration mensongère, de surprendre la signature du percepteur et de l'adjoint de Varnay. La révocation définitive du sieur Salorne sera proposée à Son Ex. le ministre secrétaire-d'état de l'intérieur.

(*Ibid.*)

— Hier, en plein jour, des militaires ont eu querelle entre eux, rue Honoré-Chevalier. Vainement plusieurs honorables citoyens de ce quartier les ont invités à la paix et à la tranquillité, leur voix n'a pas été écoutée; un duel au sabre a eu lieu, et ces militaires ne se sont retirés que lorsque l'un des combattans eut reçu une grave blessure au bras. Certes, nous nous sommes toujours prononcés contre des combats pareils; mais en attendant que la raison publique finisse par triompher en France du préjugé qui soutient encore le duel, il nous semble que la police devrait être alerte pour prévenir, empêcher de semblables scènes, ou du moins pour qu'elles ne se passent pas dans les rues. Cet événement a mis en émoi tout le quartier pendant le reste de la journée. (*Ibid.*)

— Cet infortuné, qui d'ailleurs paraît assez tranquille, donne pour raison de sa conduite que Jésus-Christ étant mort tout nu sur la croix, il veut l'imiter, vivre et mourir comme lui. (*Ibid.*)

— *L'Ami de la Charte* du Puy-de-Dôme contient l'avis suivant :

« Nos lecteurs comprendront aisément que c'est par des circonstances indépendantes de la volonté du rédacteur, que le numéro de *l'Ami de la Charte* n'a pas paru mardi dernier. »
(*Rognure du Courrier français.*)

On a vu dans les journaux le récit d'un procès correctionnel pour fausses contremarques de la Porte-Saint-Martin. Les coupables ont été trahis par une conversation de cabaret, M. le baron de Montgenet, occupant en ce moment un cabinet voisin; la censure a supprimé cette explication curieuse :

— Ce cabinet, dit *cabinet aux écoutes*, est un de ceux

que la police tolère dans la banlieue de Paris, a dit M. de Mongenet, et qui sont disposés de telle sorte que l'on peut entendre ce qui se dit dans les cabinets environnans.

— *Précis de l'histoire générale des jésuites*, depuis la fondation de leur ordre, le 7 septembre 1540, jusqu'à ce jour; avec cette épigraphe de Joseph Scaliger : *jesuitæ sunt pestis religionis et terrarum*; par A. J. B., membre des anciennes et des nouvelles universités de France; deuxième édition; deux très-gros volumes in-18, de 400 pages chacun. Prix : 8 fr. et 9 fr. 30 c. par la poste. A Paris, chez Aimé Payen, libraire, rue Serpente, n. 13, et chez Mongie.

(Rognures du *Journal des Débats*.)

HARDIESSES DE LA CENSURE.

CONTRE LE ROI. On cherche quel autre sentiment que celui d'un blâme irrégulier a pu appeler les rigueurs de la censure sur la ligne suivante :

— Après-demain le roi ira au Calvaire.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

CONTRE M. LE DAUPHIN. Les haines de la censure sont vivaces. Elle n'affectionnait pas, il y a trois ans, la personne de l'héritier du trône. Aujourd'hui encore, elle proscriit sa gloire. Pût la France connaître les motifs de cette persévérante inimitié!

Toutefois, il est juste de reconnaître que les agressions que je vais signaler sont moins coupables que celles dont tout le monde s'étonna aux derniers jours du dernier règne. Cette fois, un journal louait un acte émané du prince, mais condamné par le ministère. Or c'est le ministère qui paie les gens de la censure, et non pas M. le Dauphin.

Deux jours de suite les pontifes de la gloire ministérielle ont immolé à leur digne idole, la renommée du fils de leur roi.

— S'il est un fait reconnu, incontestable, c'est que l'ordonnance d'Andujar, objet de remontrances ingrates et de résistances irrespectueuses, n'a point été exécutée; que, loin d'élargir les personnes arbitrairement arrêtées, ainsi que le prescrivait cette ordonnance, de nouvelles arrestations arbitraires ont été faites dans toutes les provinces et sous tous les prétextes; qu'il n'a plus même été permis de rappeler les sages dispositions de cette ordonnance, et de redire quels moyens le gouvernement du roi Louis XVIII jugeait les plus propre à ramener la paix et la sécurité en Espagne.
(Rognures du *Constitutionnel*.)

— Voilà ce qu'il ne nous a pas été permis de publier hier. Nous avons cité le journal officiel et l'ordonnance d'Andujar.

Il nous a été interdit de rappeler, et les sages dispositions de cette ordonnance, et les moyens qu'en 1823 le gouvernement jugeait les plus propres à ramener la paix et la sécurité en Espagne.

Les partisans du pouvoir absolu, qui enfante des *agraviados*, ne veulent point qu'on parle des anciens *cortes*, de l'ancienne constitution de l'Espagne, car toute constitution produit d'ordre, et c'est le désordre qu'ils invoquent pour arriver à une domination qui s'exerce au nom des rois absolus, mais qui les soumet et les enchaîne autant que le dernier de leurs sujets. L'ordonnance d'Andujar avait pour but de mettre un terme à de sanglantes réactions et d'arrêter les fureurs de l'arbitraire, et il nous est défendu d'en rappeler les termes; l'auteur de cette ordonnance ne sera pas même cité ici, car les hommes qui protègent le despotisme, conséquens du moins en cela, couvrent d'une protection égale l'anarchie et ses fureurs; et par respect pour ce nom auguste, nous évitons de l'exposer aux outrages des défenseurs de cet arbitraire, contre lequel s'élève et dépose l'ordonnance d'Andujar.

Mais notre constance n'est pas aussi facile à lasser que certaines personnes peuvent le croire ou le désirer.

Si un moine entre le sabre à la main dans les villes soustraites à sa domination, c'est parce que la sage ordonnance d'Andujar n'a point été exécutée.

Et c'est parce que les partisans des *agraviados* ont acquis chez nous assez de pouvoir pour que les dispositions de cette ordonnance de salut ne puissent pas même être rappelées à

la mémoire des Français et à la reconnaissance des Espagnols, que non-seulement les hommes, mais les enfans et les femmes tombent sous les balles et les glaives des brigands armés par la junte de Manresa. (*Ibid.*)

CONTRE LA CHAMBRE DES PAIRS. M. le duc de Choiseul a reçu la visite d'un grand nombre de citoyens les plus notables de la ville de Lyon; ils se sont empressés de porter au noble pair l'hommage de la reconnaissance vouée par toute la nation au corps illustre que ses glorieux travaux ont élevé dans l'opinion publique aussi haut que nos institutions l'ont placé dans la hiérarchie sociale.

(Rognure du *Courrier français*.)

CONTRE LES PERSONNES. J'ai déjà fait observer, et on ne peut trop le redire, que la censure, instituée sous prétexte de réprimer la diffamation, est un instrument de diffamation permanente, un monopole insupportable de calomnie.

Elle avait permis à des journaux français d'extraire, avec un soin déplorable, du monument que sir Walter Scott vient d'élever contre sa gloire, les insinuations injurieuses pour des réputations françaises. Le général Gourgaud s'était vu ainsi outragé une seconde fois dans des feuilles où on devait s'attendre à trouver une loyale sympathie pour les serviteurs des hautes infortunes, pour les compagnons des illustres exiles.

Il n'a pas été permis à la *Pandore* de dire que la lettre publiée par le général Gourgaud était une réfutation victorieuse des calomnies du romancier écossais.

Il n'a pas été permis au *Courrier français* d'annoncer une *réfutation de l'ouvrage de sir Walter Scott*, tant il serait regrettable que la France fût prémunie contre les assertions inexacts dont abonde l'ouvrage du célèbre étranger; ouvrage empreint

d'une persévérante inimitié pour toutes les gloires de notre patrie!

Il n'a pas été permis au *Spectateur militaire* de publier la lettre justificative du général Gourgaud, lettre que rendait plus inviolable pour une censure pudibonde le billet d'envoi suivant :

Au Rédacteur du Spectateur militaire.

MONSIEUR,

Je tiens trop au suffrage de mes anciens compagnon d'armes, pour ne pas vous prier d'insérer la réponse ci-jointe, que j'adresse à un diffamateur.

Recevez, etc.

Le général GOURGAUD.

Paris, 28 août 1870.

Il n'a pas été permis à ce même journal de prendre en ces termes la défense de celui que les autres feuilles publiques avaient pu librement injurier :

Note du Spectateur militaire.

Le *Spectateur*, dont la destination principale est de tirer de l'oubli les actions et les services méconnus, et de défendre contre la calomnie et la persécution les hommes qui ont marqué honorablement dans les rangs de l'armée, a dû s'empreser d'ouvrir ses colonnes à M. le général Gourgaud, et d'accueillir sa réponse aux diffamations tentées par sir Walter Scott.

Cette réponse a déjà été spontanément insérée dans la plupart des feuilles périodiques de Londres. Il y a été répliqué par une seule d'entre elles (*The Standard*), que l'on sait être l'organe du parti ministériel déchu. Les expressions de cette réplique sont telles, que les écrivains qui se respectent rougiraient de les traduire littéralement. Aussi, par un sentiment de pudeur nationale, l'autorité a défendu d'en publier à Paris, même des extraits.

Trois journaux en France, *la Gazette*, *la Quotidienne*, *la Gazette de Lyon*, avaient devancé le *Standard*, et, quoique leur opinion s'exprimât avec quelque ménagement,

elle ne tendait à rien moins qu'à déclarer la défense du général Gourgaud tout-à-fait insuffisante. Ils se fondaient sur ce que des allégations basées sur des pièces officielles ne peuvent être détruites que par le désaveu des auteurs de ces pièces.

Si cette proposition devait être admise, les tribunaux seraient d'un bien vain recours dans les procès en calomnie ; car, quel que pût être le prononcé des juges, il suffirait à un calomniateur investi de fonctions publiques de persister obstinément dans les mensonges qu'il aurait consignés dans un acte, pour que la réputation de sa victime fût entachée sans retour.

Quoi que prétendent les personnes qui mettent à attaquer la réputation du général Gourgaud une importance dont lui-même ne soupçonne pas le motif, le jugement des contemporains, et celui de l'avenir sur ce qui s'est passé à Sainte-Hélène, ne se formera pas d'après les écrits d'une seule des parties ; on ne croira pas que ce ministère, réprouvé avec tant d'éclat aujourd'hui par l'immense majorité des Anglais, ait été composé d'hommes sans passions, ni qu'il ait porté le scrupule jusqu'à n'employer que des agens irréprochables. Les faits parlent plus haut que de tardives apologies. Des phrases élégamment cousues ne prouveront pas plus le suicide de Napoléon, que des certificats de médecins n'ont prouvé sa maladie héréditaire,

Pour donner quelque poids aux accusations qu'il porte contre le général Gourgaud, sir Walter Scott aurait dû mettre au jour, *dans leur entier*, les pièces que, selon nous, on ne peut considérer comme officielles d'après ses extraits et son témoignage. Le bon sens du public aurait jugé, après leur lecture, de quel poids peut être contre les personnes associées aux misères de Napoléon, la correspondance de ses geoliers.

C'est, au reste, une jurisprudence bien digne des partisans des idées gothiques, que d'exiger qu'au dix-neuvième siècle l'innocence accusée réponde aux calomnies par des pièces signées de ses persécuteurs ; cela nous ramène au bon temps des preuves par le duel. Nous doutons toutefois, s'il fallait ouvrir un champ clos, que ce fussent les agresseurs qui y descendissent cette fois de la meilleure grâce.

Selon notre opinion, le général Gourgaud ne doit désor-

mais rien publier , que les pièces dont on excipe n'aient été mises en lumière. Si alors il se trouvait dans ces documens de ces obscurités que la haine est ingénieuse à interpréter , son devoir sera d'éclaircir d'odieus mystères. Jusque-là il doit craindre d'avoir été choisi pour servir d'amusette à la curiosité du public par ces pouvoirs si habiles à le détourner , au moyen de fables , de l'investigation de la vérité.

Tout-à fait étrangers à la connaissance des lois de l'Angleterre , nous ignorons s'il y aurait chance de succès pour le général Gourgaud à se transporter devant des juges britanniques. Nous n'élevons pas par là de doute sur l'impartialité des tribunaux de ce pays ; mais nous savons qu'il est pour les hommes puissans des moyens d'étendre sans fin l'information d'une affaire : ce serait sans doute peu pour le général que de consumer dans une telle poursuite la fortune qu'il tient des bontés de Napoléon ; mais qui sait si cette fortune même pourrait y suffire ?

D'ailleurs , Walter Scott aurait cet échappatoire , de déclarer qu'il ne garantit point l'authenticité des propos prêtés au général Gourgaud , mais seulement l'authenticité des propos de Hudson Lowe , ce qui ne laisserait au premier d'autre ressource que d'aller attaquer l'ex-gouverneur de Sainte-Hélène dans son nouveau gouvernement de Ceylan.

Toutefois , plusieurs faits matériellement faux sautent aux yeux dès la première lecture des passages copiés par nos journaux dans l'ouvrage de sir Walter Scott. Ce romancier prête au général Gourgaud , en 1818 , une opinion sur les récits de Las Cases et d'O'Meara , récits publiés postérieurement à 1820 ; il y dit que cet officier a vu lord Bathurst pendant son séjour en Angleterre , tandis qu'il est avéré qu'ils ne se sont jamais rencontrés. Il y parle d'une mésintelligence avec le général Bertrand , mésintelligence qui n'a jamais existé que dans son livre. Il dit aussi que le général Gourgaud a été aide-de-camp du duc de Berri (tout le monde sait le contraire) ; qu'il a cherché à *faire sa paix* avec le roi de France , comme si sa position , tracée par le plus strict devoir , eût été plus hostile ou plus coupable que celle de ses compagnons d'exil ; qu'il a attribué le *manuscrit de Sainte-Hélène* à Napoléon , tandis qu'il a publié des notes de ce prince qui désavouent et redressent cet ouvrage ; qu'il a signalé le prince Eugène comme dépositaire de la fortune

personnelle de Napoléon, tandis que le véritable dépositaire, depuis connu du public, l'était alors de tous les exilés de Sainte-Hélène.

Suivant un vieil axiome (*mendax in uno mendax in omnibus*), l'homme pris une fois en mensonge perd le droit d'être cru; et ces diverses faussetés suffisent à prouver au public le peu de confiance que méritent les accusations du romancier anglais. Nous félicitons le général Gourgaud de ce que sa conduite passée, non moins que sa situation présente, répond victorieusement aux attaques dont il est l'objet. En effet, il est assez naturel de remarquer que tous ceux qui ont payé d'une profonde ingratitude les bienfaits de Napoléon, sont constitués encore en pouvoir et en dignités. Les princes qu'il a fait rois ont encore une couronne sur la tête; les particuliers qu'il a élevés du néant aux grandeurs ont encor leur place près des trônes; les compagnons de son malheur ont seuls tout perdu sans se plaindre.

Au reste, s'il était vrai que les imputations de Walter Scott fussent une représaille de l'écrit que le général Gourgaud a publié sur la bataille de Waterloo, nous prions le romancier de considérer que beaucoup d'écrivains militaires ont un titre égal à son inimitié et aux effets qui la suivent. Nous ne connaissons pas un officier prussien qui n'ait proclamé que cette victoire si célèbre fut l'effet unique du hasard; tous les détails sur le camp des alliés ont été fournis au général Gourgaud par des Anglais, témoins oculaires, car les ames nobles dans tous les pays ne prisent la gloire que quand elle est acquise à bon titre. Il restera donc beaucoup à faire à sir Walter Scott pour établir la réputation de son héros au dessus de la première gloire militaire des temps modernes.

(Rognures du *Constitutionnel*.)

M. Benjamin Constant me fait l'honneur de m'adresser de Baden, sur cette affaire dans laquelle la censure prend si étrangement couleur, une lettre que je ne crois pas pouvoir me refuser à transcrire. Les louanges trop peu méritées que M. de Constant m'accorde, ne me paraissent pas même un motif suffisant pour priver le public du plaisir de lire quelques pages sorties de cette plume éloquente. C'est une bonne for-

tune qui n'aurait pas besoin de recevoir un nouveau prix des abstinences auxquelles la censure condamne les lecteurs.

A Monsieur DE SALVANDY.

Monsieur ,

Je m'adresse à vous avec confiance pour vous soumettre une question qui me semble importante. Vous rendez à la France d'éminens services en lui dénonçant les retranchemens exigés des journaux par l'absurde censure qui pèse sur eux. Vous êtes le dernier interprète d'une opinion que des ministres qu'elle réprouve veulent priver de tous ses organes. A ce titre, tous les regards se tournent vers vous lorsqu'il s'agit, soit d'abus réintroduits à la faveur des ténèbres, soit de lois violées avec plus d'insolence, à la face de la nation indignée.

Le sujet dont je me propose de vous entretenir est de ce dernier genre. Je viens vous demander si la censure, non-seulement a le droit d'étouffer tous les sentimens et toutes les pensées des trente-deux millions d'hommes qui habitent la France, mais si elle peut effacer de nos codes les lois les plus formelles, ou autoriser les journaux qu'elle protège à les fouler aux pieds.

Voici le fait qui m'engage à vous soumettre cette question.

La *Gazette de France* a extrait de la compilation calomnieuse de sir Walter Scott sur Napoléon, un article fort injurieux pour le général Gourgaud. Le général lui a adressé une réponse. Je n'ai point à juger cette réponse. La question que je traite est purement légale, sans rapport avec les individus. L'article 11 de la loi sur la presse, du 25 mars 1822, porte expressément que le journaliste qui aura nommé ou désigné dans sa feuille un individu quelconque, sera tenu d'insérer sa réfutation. Cependant la *Gazette de France* ne donne qu'une analyse très-défigurée de celle du général, en ajoutant qu'il se plaindra peut-être de ce qu'elle ne l'a pas fait connaître en entier, mais qu'elle a trouvé convenable, pour des motifs qu'elle détaille ensuite, d'en agir ainsi.

Je demande si c'est remplir le vœu de la loi. N'est-il pas évident que l'insertion d'une réponse incomplète peut être plus fâcheuse que sa suppression totale ? La conviction qu'elle doit produire dépend de son ensemble. En rapporter isolé-

ment quelques phrases , c'est se réserver le droit de la dénaturer ou de l'affaiblir. La loi , dans l'article que je cite , a eu manifestement pour but de donner à tous ceux qu'un journaliste aurait calomniés , le moyen de réfuter le journaliste calomniateur. Mais si le calomniateur pouvait , à son gré , retrancher les raisonnemens ou les faits propres à le confondre , si pour être impuni il lui suffisait d'être faussaire , la loi ne serait-elle pas un piège , une dérision ?

Remarquez , monsieur , que c'est dans la même loi que le ministère a puisé le droit d'imposer la censure. Il est vrai que cette loi ne l'y autorise qu'en lui prescrivant d'indiquer quelles circonstances graves l'y décident , et que sous ce rapport il l'a déjà violée : mais laissant de côté cette violation première et fondamentale , n'est-il pas étrange qu'il choisisse dans une loi les dispositions dont il s'appuie , et considère d'autres dispositions de la même loi comme non avenues ?

Forcez , monsieur , les ministres à nous dire si le rétablissement de la censure implique l'abrogation de nos codes et l'anéantissement des garanties mêmes qui ne tiennent point à celles dont la censure nous a privés. Sans doute , par le fait seul de la publicité supprimée , toutes nos sauvegardes sont mises en péril. L'innocence , arrêtée injustement , ne peut dénoncer l'arbitraire qui la frappe. Le crime peut être couvert d'un voile officieux. Le sanctuaire de la justice est entouré lui-même de ténèbres , puisque la censure supprime ou mutilé , au mépris de la charte , et les plaidoiries des défenseurs , et les jugemens des tribunaux.

Mais enfin , dans le cas particulier qui fait l'objet de ma lettre , une loi existe. La *Gazette de France* a-t-elle pu s'y soustraire ? La censure a-t-elle eu le droit de l'en affranchir ? En d'autres mots , depuis qu'il y a censure n'y a-t-il plus de lois ?

Si les ministres refusent les éclaircissemens qu'ils nous doivent , les citoyens peuvent se les procurer d'une autre manière. Que le premier qui , nommé dans un journal , verra sa réponse mutilée , traduise le journaliste falsificateur devant cette magistrature impartiale , notre recours et notre asile , et dont la courageuse et inflexible équité sanctionne nos résistances légales , comme elle sévirait contre d'illégales résistances.

Vous ferez , monsieur , de ces réflexions l'usage qu'il vous

plaira ; continuez du reste votre utile et noble entreprise , la reconnaissance des gens de bien vous environne et vous récompense. J'aurais voulu joindre mes efforts aux vôtres ; mais qu'aurais-je pu dire sur nos ministres et sur leurs censeurs , que je n'aie dit il y a bien long - temps à la tribune ? Leur conduite passée éclairait ma prévoyance , leur conduite actuelle confirme mes convictions ; et si j'éprouve avec plus d'amertume les mêmes sentimens , je ne trouve , pour les exprimer , que les mêmes paroles.

Je ne terminerai pas cette lettre sans vous remercier de ce que vous avez bien voulu dire de la bienveillance que tant d'honorables habitans de l'Alsace m'ont témoignée. Certes , ce n'est pas à moi seul qu'elle s'adresse ; j'ai fait bien peu de chose pour la mériter. Elle comprend tous ceux de mes collègues qui suivent la même ligne ; elle est l'expression du besoin qu'éprouve toute la population de la France , de protester contre le système désastreux d'une administration qui révolte toutes les opinions , se met en guerre avec tous les principes , froisse tous les intérêts. Assurément si l'Alsace ressent ce besoin , l'Alsace , province énergique , mais sage , industrielle , éclairée , et qui ne veut que les bienfaits de la charte , c'est que ce besoin est universel , et que chaque partie du royaume saisit à son tour l'occasion de le manifester. Le ministère croit-il remédier par le silence à cet état de choses ? Ce qui est dépend-il de ce qu'il permet qu'on dise ? La France peut-elle être long-temps gouvernée par des hommes que les vivans importunent , que les morts épouvantent , pour qui les funérailles mêmes ont quelque chose de trop animé , et dont l'ignoble escamotage veut les frauder des hommages populaires dans l'espoir d'arriver plus vite au silence des tombeaux ?

Agréez , monsieur , l'assurance de ma profonde estime et de ma haute considération.

Baden , ce 13 septembre 1827. BENJAMIN CONSTANT.

Publier cette lettre , c'est répondre aux questions que l'auteur veut bien m'adresser. Un des miracles du ministère que nous avons , est d'avoir fait si bien , qu'il n'est pas un des points de la politique courante sur lesquels tous les esprits ne soient d'ac-

tord, comme toutes les opinions. Nous sommes une famille d'union admirable, de touchant accord, où il n'y a qu'une façon de penser et de sentir. En lisant M. de Constant, on sent à regret que nous différons encore par la manière et le don de l'exprimer.

Voici la petite pièce de ce chapitre. Je ne sais qui la censure a voulu protéger dans la suppression suivante, de la *Gazette de Lyon*, de M. le vicomte de Châteaubriand, ou de moi. Le petit fait sur lequel roulait cette petite guerre était inexact. Ce n'était point mon fusil qu'avait pris le noble pair; tout le monde l'aura senti à la portée de son arme.

— Nous avons rapporté que M. de Salvandy avait été retenu quelques jours au lit par suite d'un accident qui pouvait être funeste, mais qui heureusement a été moins grave qu'on ne l'avait craint d'abord. Voici les ingénieuses plaisanteries que cette circonstance a inspirées à la *Gazette de Lyon*.

• Il vient de paraître un petit écrit de M. de Châteaubriand sur les listes du jury. Le noble pair invite les citoyens à se faire inscrire, et s'excuse en même temps du peu d'importance de cette publication pour laquelle il a remplacé un écrivain absent, sans doute M. de Salvandy qui est aux bains de Dieppe. M. de Châteaubriand a imité dans cette occasion le général qui ramasse le fusil d'un soldat mort, et fait feu sur l'ennemi. •

(Rognure du *Courier français*.)

ESPRIT DU MINISTÈRE.

ÉTAT CIVIL. M. Bergé a publié, sur la question de l'état civil, un écrit aussi remarquable par sa sagesse, que fort de faits. Le *Constitutionnel* en a rendu compte. La censure a tronqué les observations du journal, de façon à les rendre parfaitement sté-

riles. Les faits surtout, ces argumens terribles, ont disparu.

Une lettre de M. Bergé sur ces retranchemens ne pouvait être tolérée par les censeurs ; je la transcris ainsi qu'une note que M. Bergé me fait l'honneur de m'écrire.

A Monsieur le Rédacteur du Constitutionnel.

Monsieur le Rédacteur,

J'ai sous les yeux votre feuille du lundi 3 de ce mois ; j'y vois sur les principes de l'état civil des réflexions justes, mais insuffisantes, et qui rendent mon système méconnaissable. Je ne me bornais pas à démontrer que le mariage, quant au contrat civil, existait sans sacrement ; ce point n'était même que très-accessoire, et n'a jamais présenté aucune difficulté ; j'ajoutais, et celui-ci est le plus essentiel, que le mariage existait aussi comme sacrement, quoiqu'il n'eût pas été fait à l'église ni par un prêtre, s'il avait lieu entre les chrétiens : la censure n'aurait pas retranché cette assertion, si elle avait su que je l'appuyais de la doctrine des pères de l'église, des papes et des conciles ; que saint Augustin, en particulier, ainsi que le concile de Calcédoine et le quatrième de Carthage, déclarait valables, quant au sacrement, et exempts de péché, les mariages faits entre chrétiens et infidèles ; que le concile de Trente lui-même avait reconnu la vérité de cette doctrine, en frappant d'anathème ceux qui regardaient ces mariages comme nuls.

Cependant, comme ce concile a voulu qu'à l'avenir ils ne fussent valables que tout autant qu'ils seraient célébrés à l'église, et par un prêtre propre curé des parties, j'examinais la force de cette modification ; je prouvais que la puissance civile avait seule le droit de créer des empêchemens dirimens, qu'en conséquence les mariages faits suivant l'ancien mode avaient subsisté jusqu'à l'ordonnance de Blois, qui adopta sur cet article les changemens introduits par le concile de Trente, et que Benoît XIV avait déclaré valides les mariages des catholiques avec les protestans.

J'aurais pu ajouter que Henri IV ne fit bénir son mariage

avec Marie de Médicis , que plusieurs jours après sa consommation par la cohabitation charnelle , et qu'il n'avait fait en cela qu'imiter saint Louis , dont la fille , mariée de son consentement , n'avait fait bénir son mariage que long-temps après. Je rends à MM. les censeurs la justice de croire qu'animés d'un zèle éclairé par la religion et l'ordre public , ils seraient convenus qu'on pouvait être bon catholique , et se conformer par suite aux usages de l'église , quant à la bénédiction nuptiale , sans regarder néanmoins cette cérémonie pieuse comme nécessaire pour la validité du sacrement , puisque , pourvu qu'elle ne soit pas omise par mépris , elle peut l'être sans péché ; qu'il était donc tout naturel qu'on laissât subsister l'ordre de choses actuel sur la matière , puisqu'en supposant même que le mariage ne fût pas béni , il n'en était pas moins sacrement , en même temps que contrat , s'il avait lieu entre fidèles , et qu'ainsi il avait tous les avantages de l'ancien mode , sans en avoir les inconvénients.

Veuillez , M. le rédacteur , insérer cette lettre dans l'un de vos prochains numéros ; vous vous acquerez de nouveaux droits à l'estime publique et à la reconnaissance de celui qui a l'honneur de vous offrir l'assurance de sa haute considération.

BEGÉ.

« L'observation contenue dans cette lettre est d'autant plus essentielle , qu'à la session dernière et aux précédentes , les députés qui voulaient que les registres de l'état civil fussent remis au clergé , ne contestaient pas que le mariage , comme contrat , ne fût valide sans avoir été célébré à l'église ni par un prêtre , si l'autorité civile ne l'assujétissait pas à cette forme , mais ajoutaient que cela était contraire aux vrais principes de la religion. Il fallait donc démontrer qu'ils étaient dans l'erreur sur ce point , puisque d'après les pères de l'église et les conciles , le mariage était à la fois contrat civil et sacrement , par cela seul qu'il avait lieu entre chrétiens , quoiqu'il ne fût pas accompagné de la bénédiction nuptiale ;

que la piété n'était donc pas intéressée à un changement dans le mode : c'est ce qu'a fait le soussigné. Il ne connaissait pas le rapport de M. Muraire , qui d'ailleurs s'est borné à établir la validité du mariage comme contrat , et qui par conséquent a embrassé un plan tout différent du sien. »

BERGÉ. .

Je ne puis, sous peine de rendre cette brochure éternelle, reproduire toutes les discussions que la censure supprime. Je me bornerai à emprunter aux rognures du *Constitutionnel* quelques naïvetés de la police, auxquelles je donnerais un autre nom, si la politesse ne m'obligeait à songer que ce chapitre est intitulé: *Esprit du ministère*.

TENDRESSE POUR LE POUVOIR ABSOLU. Sous ce pouvoir, où la raison est aux prises avec les passions, on a des Morée et des Catalogne; il n'y a sûreté ni pour les citoyens ni pour les princes.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

— Car les principes politiques de l'Autriche ne sont pas de ceux qui concilient l'estime et l'affection des peuples.

(*Ibid.*)

TENDRESSE POUR LA MALPROPRETE. — Les appartemens les plus beaux ne sont pas beaux sans propreté; sans elle, la richesse même a un air de misère, et je dirai presque d'avilissement.

(Extrait du *Petit Propriétaire*, par M. le baron Charles Dupin.)

AUTRES MAXIMES TEMERAIRES SELON LA CENSURE. — Le retour vers les temps anciens doit être placé désormais au nombre des folies de l'esprit.

— Les violences préparent la révolte.

— Le meilleur moyen d'empêcher les masses de se soulever, c'est de gouverner sagement, et en se soumettant à un régime constitutionnel.

— Les Grecs sont devenus indépendans. Cette indépendance existe en fait et en droit.

— Le moment approche où on ne pourra plus gouverner qu'avec la franchise.

Cette dernière suppression trouve son excuse dans la pitié filiale de la censure. Elle a voulu écarter loin de l'imagination de M. le comte de Villèle, un présage homicide.

Cependant si on prenait, comme il est juste, le contre-pied de toutes ces hérésies, nous arriverions à cet étrange tableau de la morale, de la politique et de l'hygiène adopté par le ministère pour la France.

Rien n'est beau sans malpropreté, elle embellit la richesse et ennoblit la pauvreté.

Le retour vers les temps anciens est chose aussi facile que désirable.

Les violences font le bonheur des peuples; les formes constitutionnelles, leur perdition et leur désespoir.

Les Grecs, que nous défendons, ont contre eux le droit et le fait.

Dieu garde la France du règne de la franchise!

Je borne ici ma polémique. Le joug qui pèse sur la France est de telle sorte, qu'il ne fait point de honte à subir : il fait honte à infliger.

L'unique sentiment qu'il inspire, est celui d'une pitié profonde pour tant de niaiseries avec tant d'il-légalité, tant de petitesse et d'impuissance avec tant de pouvoir. On a voulu emmailloter l'adulte ; on n'est que ridicule.

Certes , les raisonnemens sont ici superflus. Voir les actes du ministère et sa censure inmonde , suffit pour affirmer de reste , que la religion de la couronne a été trompée , si des flatteurs lui ont dit qu'une telle politique était pour quelque chose dans les acclamations des campagnes et des cités levées tout entières pour voir leur roi.

POST-SCRIPTUM.

ASSASSINAT JURIDIQUE D'UN SOLDAT SUISSE.

Je reprends la plume à la hâte. Les journaux contiennent le récit d'un fait horrible.

Ici , ce n'est pas le langage de l'opposition qui sera parlé ; c'est celui de la prière , celui des lois , celui de l'humanité.

Le ministère présent n'est pas coupable du traité au nom duquel un sang illégalement versé vient de baigner la terre de France. Ses prédécesseurs ont conclu ce traité coupable et insensé. Puisse-t-il ambitionner la gloire de l'abolir !

Un homme , un soldat , qui vivait sur le sol français , et gardant le roi de France , est accusé d'un délit. Son régiment prend les armes ; on le mène dans un champ ; on traîne à sa suite la charrette qui , s'il est condamné , le remportera tué par ses camarades. On forme le carré ; quelques hommes sortent des rangs , entendent lire une instruction écrite , écoutent une plaidoirie , n'appellent point de témoins , prononcent un arrêt , et condamnent. D'autres

hommes , plus loin , que les mêmes passions peuvent animer , qui peuvent avoir reçu les mêmes préventions funestes , délibèrent sous l'empire des mêmes influences , revisent le procès et confirment le jugement. Cette procédure est effroyable.

Non moins effroyable est la pénalité. Le condamné a commis un simple vol ; un homme ivre l'a dit , et deux femmes qui passaient ont vu son geste suspect. Ce malheureux sera retranché du nombre des vivans.

L'exécution passe tout. Il est venu , innocent peut-être , croyant du moins au succès de sa cause , préparé seulement à se réjouir et à vivre. C'est la mort qui est à ses côtés , et pas un recours ne lui est laissé , pas une prière ne lui est permise : il n'y aura là pour l'entendre que des exécuteurs. Il passera d'une vie à l'autre sans avoir le temps de dire adieu à ce monde dont on le bannit ; il ne disposera point de ce qu'il laisse après lui. Rien de lui n'arrivera à sa femme , à ses enfans , à sa mère ; à peine lui permet-on d'élever une dernière pensée vers son Dieu. On ne l'exécute point ; on le tue , on le foudroie.

Tout cela n'est qu'abominable si les lois sont ainsi faites ; car avant tout , respect à la loi , même à celle qui confère aux sociétés le droit de tuer les hommes , même à celle qui abuse de cette institution terrible!....

Mais l'homme dont nous parlons vivait sur une terre où l'action pour laquelle il était poursuivi n'est même pas réputée crime par la loi , où cette action ne saurait être punie que de cinq années d'emprisonnement au plus , où la procédure offre mille garan-

ties dont aucune ne lui a été accordée , où la condamnation laisse toujours au coupable des recours que cette affreuse promptitude a supprimés pour lui. Cet homme a été assassiné.

Qu'on ne m'objecte pas les traités. Ces traités sont nuls de droit; car il n'était point dans le droit et dans le pouvoir de la couronne de faire la concession immense sur laquelle les capitulations reposent. Les ministres qui les ont signées pourraient en répondre devant les chambres ; les ministres qui les laisseraient vivre un jour de plus en répondront.

Il est de principe universel chez toute nation indépendante que quiconque habite son sol est sujet de ses lois. Nul état ne laisse un code étranger régner sur son territoire. M. de Villèle a dit que M. le comte d'Appony dans son hôtel était en Autriche. Si un Autrichien commettait un vol dans l'hôtel de M. le comte d'Appony, il serait jugé en vertu de nos lois, par les magistrats et par les formes qu'elles délèguent. La sentence rendue et exécutée par la reine Christine à Fontainebleau, a toujours été reconnue pour une insulte au roi de France.

Ici le roi de France a consenti aux dispositions que je signale. Il a réglé que les soldats suisses porteraient leur législation avec eux, qu'une Helvétie serait toujours sous leurs pas en foulant nos cités, qu'on pourrait leur casser la tête dans nos champs, sans qu'ils eussent à revendiquer la protection de nos codes..... Je réponds que le roi de France ne l'a point fait; car il ne l'a pu faire.

Le principe de la souveraineté des lois nationales dans toute l'étendue du royaume est écrit à chaque

page de nos codes. Nos codes ne peuvent être réformés que par les trois pouvoirs.

On m'objectera qu'il y a traité. La couronne ne peut par transaction diplomatique réformer nos lois ; car il s'ensuivrait qu'elle peut changer la constitution, frapper des coups d'état, lever arbitrairement des impôts, pourvu que l'étranger lui prête son contre-seing. Tout cela est insensé.

Cependant, nul doute que si des objections s'élèvent contre ce cri de douleur, on ne se fonde sur les prérogatives de la couronne, et qu'on ne fasse voir qu'il y va de l'honneur de la royauté de laisser vivre un système à l'ombre duquel le glaive des lois helvétiques vient frapper les gardes du prince jusque sur les degrés de son trône. Hé bien, voici un ordre de considérations que l'on n'a pas prévu.

Quel est le plus bel attribut de la couronne de Saint Louis, le plus pieux, le plus humain, le plus touchant, celui qui tempère les rigueurs de la justice humaine et répare ses erreurs, celui qui participe de la grandeur divine, par ce don de prolonger la vie des hommes auquel les hommes semblent ne pouvoir atteindre ? C'est le droit de grâce.

Quelle est la prérogative la plus profondément inhérente à la royauté, la plus inaliénable, celle qu'il est le plus impossible au prince lui-même d'abjurer, celle que les lois ne pourraient lui ravir, qui est son besoin, sa force, sa gloire ? C'est le droit de grâce.

Et ce droit que devient-il avec votre législation étrangère ? Il y a donc en France vingt mille hommes sur lesquels le monarque a perdu cette

magnifique part de sa puissance. L'innocent, son serviteur de la veille, est tué à trois cents toises de son palais, sans que son sceptre puisse s'étendre et détourner l'homicide.

Qu'on me réponde à ceci: Pendant les cinq heures du jugement et du meurtre, Charles X régnait-il sur la plaine de Grenelle? Il n'y régnait pas plus que nos lois; car sa clémence n'aurait pas permis cet égorgement, plus que les juges, institués en son nom, ne l'auraient ordonné.

Ainsi donc la souveraineté du sol français est flottante; elle est abdiquée par la couronne, elle est enlevée aux lois du royaume; tout cela au profit de détestables barbaries. Espérons qu'un tel scandale et un tel attentat ne se renouvelleront plus. Les capitulations ont été signées dans un moment d'étourdissement et d'inexpérience; les ministres d'alors savaient peu la charte, quoiqu'ils l'eussent vu faire, et y croyaient moins encore. Les questions d'honneur les touchait moins que celles de sécurité; ils aimaient mieux briser quelques fleurons de la couronne que renoncer à avoir des Suisses pour garder le reste. Tout est changé: la charte est comprise, elle sera respectée. Il n'est pas démontré que le salut du trône tienne à la présence de milices étrangères; il l'est de reste que les cantons ne retireraient pas leurs soldats parce que nous abolirions leur privilège d'être tués contre le vœu de la raison et de la loi. Ce privilège a été sollicité au nom de sentimens qui doivent nous servir de leçons. La Suisse veut que sa législation, et en quelque sorte la terre natale, suivent au loin les fils qu'elle envoie vivre et mourir pour d'autres que

pour elle. Que la monarchie française veuille bien n'avoir pas moins d'orgueil que la république de Guillaume Tell ! qu'elle ne laisse pas ses domaines envahis par d'autres lois !

Il y avait un roi de Syracuse que Montesquieu célèbre parce que, étendant au loin son empire magnanime, il exigea de Carthage l'abolition de coutumes atroces, de sacrifices humains.

Je ne demande pas que le roi de France étende sur les montagnes de l'Helvétie sa main tutélaire, qu'il y exige la réforme des institutions antiques, qu'il prescrive dans les procédures le bon sens, dans les peines l'économie du sang des hommes ; mais pour Dieu, que malgré le texte et l'esprit de nos lois, les lois sauvages de l'étranger ne viennent pas ensanguanter nos champs ! Que des sacrifices abominables ne s'accomplissent pas à la porte de nos villes ! Que notre gouvernement ne trempe pas dans des supplices dont nos codes sont à jamais purgés, dont le christianisme et la civilisation s'épouvantent ! A quoi bon nous donner l'air d'avoir institué dans notre sein des champs d'asile pour la barbarie ? Ce n'est pas la peine d'abdiquer les droits, de déposer la gloire de notre souveraineté.

La cause que je plaide est celle de la charte et de la couronne, de la France et de l'humanité, de l'humanité indignée. Quoique l'opposition s'exprime trop souvent par ma bouche, j'ai gagné mon procès.

N. A. DE SALVANDY.

TABLE DES MATIÈRES.

SUJET DE CETTE LETTRE. Suite du voyage de Saint-Omer. — Preuves		
de l'influence que ce voyage devra exercer, tirées de l'action même de la		
censure.		1
Voyage du Roi.		12
— Opinions des journaux anglais.		14
Affaires de la Péninsule. Espagne.		15
— Polémique des journaux français		18
— Faits généraux.		20
— Troubles de la Catalogne.		22
Portugal. Discussion.		27
— Faits.		30
État de l'Amérique.		35
Affaires de la société de Jésus.		43
Affaires électorales.		<i>ibid.</i>
Écrits.		48
Faits divers.		49
Hardiesses de la censure.		54
— Contre le roi.		<i>ibid.</i>
— Contre M. le dauphin.		<i>ibid.</i>
— Contre la chambre des pairs.		56
— Contre les personnes. Général Gourgaud.		<i>ibid.</i>
— Lettre de M. Benjamin-Constant à l'auteur de		61
cet écrit.		64
— Anecdote.		<i>ibid.</i>
Doctrines du ministère. État civil. — Lettre de M. Bergé		
Tendresse pour le pouvoir absolu.		67
id. pour la malpropreté.		<i>id.</i>
Autres maximes téméraires selon la censure.		<i>id.</i>
Post-scriptum. Assassinat juridique d'un soldat suisse.		69



HUITIÈME LETTRE

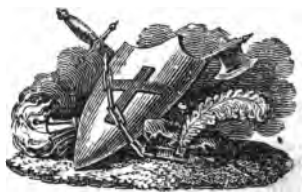
A

M. LE RÉDACTEUR DU JOURNAL DES DÉBATS,

SUR

L'ÉTAT DES AFFAIRES PUBLIQUES.

PAR N. A. DE SALVANDY.



PARIS.

A. SAUTELET ET C^e, LIBRAIRES,
PLACE DE LA BOURSE.

3 octobre 1827.

TABLE DES MATIÈRES.

SUJET DE CETTE LETTRE. Différence entre le 29 septembre 1824 et le 29 septembre 1827. — Causes, résultats.	1
Voyage du Roi. — Nouveaux faits. — Anecdotes.	14
Hostilité du ministère contre la magistrature.	20
De l'ordonnance interprétative de la loi en fait de librairie	22
Conflits.	28
Affaires électorales.	29
— Il est encore temps.	51
Affaires commerciales.	57
Annonces. Manuel de morale	58
— Considérations politiques de M. Aubernon.	ib.
— Voltaire.	59
— Napoléon.	ib.
— Procès Manuel.	40
Faits divers.	ib.
— Consignes militaires	id.
— Affaire Molitor.	45
— Centenaire présentée.	ib.
— Procès intenté par la censure.	44
Affaires d'Espagne.	45
— Polémique des journaux anglais.	ib.
— Polémique des journaux français.	47
Faits.	51
Portugal.	52
Affaires d'Orient.	56
Nouvelles étrangères.	60
— Russie.	ib.
— Savoie.	ib.
— Suisse.	61
— Liberté de la presse en Suisse.	62
Conclusion.	ib.

HUITIÈME LETTRE

▲

M. LE RÉDACTEUR DU JOURNAL DES DÉBATS,

SUR

L'ÉTAT DES AFFAIRES PUBLIQUES.

MONSIEUR,

L'anniversaire du 29 septembre fut royalement célébré il y a trois ans. Charles X se montra à ses peuples. Il voulut que l'élite armée des habitants de sa capitale se pressât autour de lui ; et comme tous les autres citadins accouraient aussi , affamés de sa présence, il s'écriait : Point de haliebardes ! A ce cri paternel , les peuples répondaient par des bénédictions unanimes. Trois cent mille voix mêlaient le nom de la liberté de la presse au cri de la reconnaissance et de la loyauté. Le Roi venait de rendre la liberté de la parole à ses sujets , et ses sujets en faisaient usage pour répéter tous ensemble sur son passage : *vive le Roi !*

C'était là le don du joyeux avènement , les royales inspirations , les utiles pensées , les allégresses salutaires ! On voulait fêter dignement l'enfant du miracle en liant ses destins à ceux du pacte auguste qui fut donné à *toujours*. On voulait que celui qui avait

été nommé l'enfant de l'Europe , fut aussi l'enfant de la France.

Cette année, il n'y a pas eu de 29 septembre. Le Roi n'est point sorti de Saint-Cloud. S. M. s'est bornée à tenir une table de douze couverts , à recevoir les hommages du nonce de S. S. et de M. le prince de Castelcicala. Cette année , Charles X n'avait point de garde nationale à voir , point de rendez-vous joyeux à donner à la première de ses bonnes villes , à la ville du 12 avril. La revue même des troupes de ligne et de la garde royale a été contremandée , on ne sait pourquoi. Le *Moniteur*, pour expliquer ces contre-ordres , a bégayé deux ou trois sottises officielles. Tout est resté morne. L'administration a senti qu'elle ne pouvait demander la joie en commandant le silence , et on a entendu le peuple dire : Ils ne s'amuse point là-bas plus que nous. C'est le *si le Roi le savait* des anciens temps.

En place de l'acte de munificence royale , nous avons eu cette année quelque chose de non moins mémorable , et d'inaccessible , par bonheur , aux atteintes du ministère : c'est le jugement dont les journaux du 29 septembre ont enrichi leurs colonnes. Les bienfaits de la magistrature ont cela de glorieux qu'ils s'appellent actes de justice, point de grâce ; que par suite , nulle faveur et nulle fantaisie ne peuvent les révoquer ; qu'ils consacrent des principes , posent des règles , font que force reste à la loi , et sont toute une jurisprudence , toute une législation acquise aux temps à venir. Le jugement que Paris célébrait hier est le contre-poids de la censure. C'est notre indemnité. Admirable effet des sollicitudes et

des travaux du ministère ! Le 29 septembre 1827 , la France s'est occupée à bénir ses magistrats.

Tout ici est à examiner. Le tribunal n'était point suspect de partialité pour les noms qui étaient en cause , ni pour les doctrines auxquelles ces noms servent de drapeaux. Les juges n'ont donc obéi qu'aux inspirations de leur conscience , d'une conscience instruite de tout *ce qui s'est passé* , de tout ce que pense et sent la France , de tout ce qu'a fait , de tout ce que rêve le ministère. Ce ministère détestable a des cris de guerre différens pour appeler au combat toutes les classes et tous les corps. Non content de ces grands méfaits qui s'adressent au pays tout entier , dont le pays tout entier s'indigne , il a des défis particuliers pour entraîner tour-à-tour dans la lice ce qu'il y a de plus inoffensif et de plus pacifique. Pour exaspérer la littérature , il renverse les écoles. Pour provoquer la justice , il appelle les magistrats des légistes ; il insulte à la chose jugée ; il multiplie les conflits ; il se lance dans l'interprétation des lois. Il semble avoir peur enfin que la France et l'Europe ne sachent pas assez vite que la magistrature et lui sont inconciliables désormais , comme lui et l'imprimerie l'étaient l'an passé. La magistrature , obligée de prendre en mains la défense des lois , prend ainsi en mains et venge la querelle de la France. Comme autrefois les sujets cherchaient un refuge dans leurs adversités à l'ombre du trône , ainsi les citoyens aujourd'hui cherchent un refuge derrière les académies , derrière la chambre haute , derrière les tribunaux. Cette confiance qui n'a plus où se prendre , cette reconnaissance que le ministère s'attache à laisser

flottante, tous ces sentimens loyaux qui sont les liens des états, et la force comme la parure de l'autorité, se fixent autour des pouvoirs secondaires qu'une déplorable fatalité condamne à être seuls occupés du soin de protéger et d'affermir.

Ce n'était point là l'avenir que nous aimions à concevoir lors des doux et unanimes transports de l'avènement. Il est vrai qu'alors, pour maintenir cet empire salubre de la couronne sur les esprits et sur les cœurs, une condition nous semblait devoir être avant tout remplie, et elle ne l'a pas été.

Vous vous rappelez, monsieur, qu'alors nous disions que le ministère saurait bien contrister ces joies et les rendre stériles. Il vous souvient aussi comme nos craintes furent calomniées. On nous reprocha d'attenter, par notre opposition, à l'allégresse publique. Cette opposition fut déclarée personnelle, et par conséquent passionnée, déraisonnable, séditieuse. C'était une guerre de portefeuilles. Nous avions la prétention de nous mettre à la place du grand M. de Villèle. Nous voulions, pour le second règne de la restauration française, le maintien de cette brillante auréole de popularité dont elle fut en quelques momens environnée; et qui avait dit popularité, avait dès lors révé tous les crimes: il semblait que dans ce vœu il y eût infidélité envers le sang de Henri IV; le ministère criait dans ses journaux que le chasser parce qu'il déplaisait à la France, ce serait recommencer les fautes de l'infortuné Louis XVI, et perdre à toujours la monarchie en sapant l'autorité royale jusque dans ses fondemens.

Le ministère est donc resté debout. Qu'a gagné

l'autorité royale à cette facile et longue victoire sur les prières de l'opinion désarmée, sur les gémissemens de la France obéissante? Qu'y a-t-elle gagné en puissance et en gloire, alors que toutes les institutions lui font obstacle, que les tentatives de ses conseillers se comptent par leurs défaites, et que le faisceau de la reconnaissance nationale, rompu par leurs mains coupables, va sans cesse enrichir de ses débris les corps, les lois, les hommes qui se trouvent tour-à-tour appelés par la fortune à recueillir son héritage?

C'est un soin curieux et utile que d'observer ce que la puissance royale est devenue dans les mains de l'administration qui nous régit, sous les seuls rapports d'influence et de dignité. Cet examen est assez décisif et assez triste pour justifier tous nos vieux oracles. Avouons même, monsieur, que notre pénétration a été en défaut. Nos ministres sont gens à dépasser toujours l'attente publique.

Ici, je ne parlerai point de l'empire journalier de l'autorité sur les esprits; cet empire, qui adoucit les mécontentemens, dissipe les alarmes, efface le souvenir des discordes, domine les compagnies aussi bien que les simples sujets, et, ralliant tous les enfans de la grande famille autour du père qu'elle aime, les entraîne tous ensemble à leur insu, comme des coursiers qui ne sentent pas le joug, dans la carrière qu'un génie bienfaisant leur a tracée. Ce sont là de trop brillantes utopies. Rêves de repos, rêves de gloire, la France ne vous connaît plus, et le ministère ne manquerait pas de dire qu'il eût accompli ces faciles prodiges si la liberté de la presse n'eût interdit au

pays la manne de ses bienfaits. Est-ce donc aussi la presse qui a fait de la monarchie de Philippe V ce qu'elle est devenue sous ses auspices destructeurs ?

Comme les tribunaux sont accusés d'un attachement passionné à la cause de la justice et des lois, que leur fidélité à la charte est suspecte et importune, portons nos regards sur les chambres, et qu'on veuille bien observer l'attitude des ministres de la couronne devant ces grands corps. En quelle estime y est leur habileté, en quelle considération leur parole, en quel crédit leur sagesse ? Ils s'épuisent en argumens pour ruiner une pétition dans le respect de l'assemblée qui les écoute, et cette pétition, eux présens, leur est renvoyée. Portent-ils une loi sur le jury ? cette loi fait sourire leur grave auditoire, et une nouvelle loi sort de la discussion, si probe, si salubre, si différente enfin de son aînée, que le garde des sceaux ne peut y reconnaître son enfant, qu'il la désavoue, et invente des procédés inconnus jusqu'alors pour trouver moyen de faire part à l'autre chambre et à toute la France des désappointemens de sa tendresse paternelle. Peut-être, il est vrai, ces journalistes, dont apparemment le sourire, à défaut de pensions et de dignités, séduit citoyens, magistrats et pairs de France ; ces journalistes souverains, disons-nous, ont gagné la chambre haute à la cause de l'opposition dans l'affaire de la pétition Montlosier et de la loi du jury. Mais la question du code militaire n'avait pas même été effleurée par les feuilles publiques. C'était une question que les ministres devaient bien savoir, car depuis six ans ils l'étudient ; nul esprit de parti ne s'est attaché à combattre leurs conceptions, et

voilà que la commission de la chambre des pairs ré-
forme le code tout entier avec une armée de cent
trente amendemens. Il y aurait eu de quoi mettre en
fuite une administration moins aguerrie aux revers.
Chez elle le courage supplée au génie.

Le ministère répondra-t-il que ce sont là toujours
des procédés de la chambre haute, de la chambre
aristocratique, de la chambre héréditaire, de celle
que la presse a sans retour corrompue par ses louan-
ges, celle qui s'est gangrenée de popularité? Contem-
plons ce qui se passe dans une assemblée qui a su ad-
mirablement se défendre des faveurs corruptrices de
cette puissance qu'on appelait autrefois la reine du
monde. Là, de l'aveu de tout le monde, le pouvoir
de l'opinion et celui de la presse ont échoué; là les
journaux ont trouvé des consciences de fer. Leurs
menaces et leurs promesses, leurs louanges et leurs re-
proches n'ont pas eu prise sur des esprits nourris d'an-
tidotes comme Mithridate, et à l'épreuve de tous les
poisons. Ces esprits vigoureux n'avaient du reste rien
d'hostile pour les dépositaires de la confiance du
trône. Mille sympathies ont établi la concorde, mille
liens la fortifient. Hé bien! que deviennent dans
cette assemblée les combinaisons ministérielles? qu'y
devient le ministère lui-même, si bien perdu au mi-
lieu de forces qui lui sont égales, que ses broderies
et son pouvoir ne parviennent pas à lui faire rompre
ce niveau?

Chez les pairs, la gravité des délibérations est en-
core un hommage rendu à la présence des commis-
saires de la couronne. La maturité des débats, la
longue et sérieuse méditation des amendemens,

attestent le respect des nobles opinans pour la proposition royale. Mais où pourrait-on trouver dans le monde un spectacle aussi extraordinaire que celui qui a été plus d'une fois offert par les députés aux regards étonnés de la France? Dans l'affaire de la presse, deux lois se sont concurremment disputé la tribune, celle de la commission, celle du ministère, et leur choc en a mis au monde une troisième, sorte de Pallas armée en guerre qui pouvait se vanter d'avoir été faite à coups de hache comme la Minerve antique. Pour arriver là que d'affronts à dévorer! Il faut abandonner la moitié des créations premières, reconnues trop épouvantables pour soutenir la clarté du jour; le reste périt et renaît sous mille formes diverses dans le cours de ce laborieux enfantement. Tout périrait peut-être si, compatissant à ce naufrage, l'honorable M. Dudon ne se jetait à la mer comme un matelot intrépide, tandis que le garde des sceaux apparemment

Se plaint de sa grandeur qui l'attache au rivage;

M. Dudon ressaisit, tantôt un lambeau d'article ministériel, plus souvent un article de la commission, par fois un amendement inopiné qui, sans lui, allait mourir en naissant, bizarre assemblage de restes mutilés et d'informes débris que le ministère porte hardiment à la chambre haute pour s'assurer les profits du sauvetage, n'en pouvant plus avoir les honneurs. Ensuite il faut que ce ministère, de sa propre main, rende le tout au néant. L'autorité supérieure briserait mille fois le maire de vil-

lage qui aurait un moment laissé son écharpe tomber en de tels mépris.

Qu'une assemblée repousse en masse un projet de loi, qu'à défaut du rejet absolu elle l'amende puissamment dans un esprit différent de ses auteurs, on le conçoit sans peine; il y a indice manifeste de dissentiment, il peut n'y avoir pas offense. Mais ici les ministres et les députés n'avaient tous ensemble qu'un seul et même esprit. La loi de la presse est sortie du crible de la discussion, tout juste ni plus ni moins mauvaise, ni plus ni moins morale, ni plus ni moins littéraire, ni plus ni moins généreuse qu'elle ne l'était avant cette épreuve. Les membres de la majorité, par leurs changemens de rédaction improvisés et leurs combinaisons différentes, proclamaient seulement qu'ils se sentaient plus habiles gens que le ministère, qu'ils étaient sûrs de trouver mieux à la volée, que les conseillers de la couronne dans de longues veilles, que c'étaient même là de ces vérités qui ne peuvent faire un doute; car s'il y avait eu doute, les égards dus aux membres du cabinet, et à tout le moins le respect pour l'initiative royale, auraient entraîné la balance.

Il n'y a point de sophismes qui puissent donner le change sur ces résultats. L'assemblée a sans cesse marché au hasard, donc le ministère ne sait pas la guider plus que la chambre des pairs; elle a dix fois par séance réformé l'œuvre ministérielle, donc elle n'a point foi aux lumières, à la sagesse des arbitres de l'état; elle n'a eu nul souci de blesser, par ses procédés, leur dignité compromise; ils semblaient tour à tour en oubli et sur la sellette, aussi bien que

leur loi ; donc elle n'a nulle considération pour leurs personnes , et la déconsidération est si grande , que dans ces affronts il n'y a point d'hostilité ; elle est si avérée , si notoire , si reçue , si naturelle , que le ministère qui reçoit les outrages est comme la majorité qui les inflige : lui-même ne les remarque pas.

Jamais dépositaires d'un grand pouvoir n'étaient arrivés à ce degré d'effacement dans l'estime publique. L'histoire n'offre pas un autre exemple de cette impuissance au sein de la puissance même. Tout médiocre , tout démonétisé qu'il fût , le directoire était quelque chose de sérieux , de grave , de considérable , de respecté , en comparaison de ce que nous avons sous les yeux. Et si l'on désire connaître la portée d'une telle déchéance , qu'on veuille bien songer que les ministres luttent contre les dissentimens avec toutes leurs armes , qu'ils ont vingt fois essayé de se couvrir d'une prérogative ou d'un nom auguste , et que c'est sous cette égide sacrée qu'ils finissent toujours par succomber. Voilà donc les fruits que la royauté devait retirer de l'affermissement du ministère au timon de l'état. Tels sont les biens qui auraient été compromis si le gouvernail était passé en d'autres mains ! D'autres conseils , s'ils avaient renoncé à faire bénir leur pouvoir , auraient du moins su le faire respecter.

Qu'arrive-t-il de la doctrine qui fut proclamée par les défenseurs de l'administration ? Cette administration déplorable garde les rênes , et son incapacité les lui arrache ; c'est , faute de mieux , la force des choses qui la destitue. Seulement sa succession reste ouverte de son vivant , sans être recueillie : sa place est vacante , il y a anarchie partout , une anarchie inféconde d'où ne

sort ni désordre , ni gloire , parce que la nation , enchaînée par sa sagesse au pied d'un trône qu'elle révère , attend , immobile , de l'action lente et progressive de nos institutions , des destins meilleurs.

A présent veut-on savoir qui a destitué le ministère de toute autorité sur la France ? c'est lui-même. Lors de l'avènement , il avait à régir un peuple content de peu , las de discordes , charmé par le sourire de Charles X , ivre d'espoir. Pour régir ce bon peuple , il avait paix universelle au dehors , au dedans universelle obéissance , des tribunaux fidèles , une chambre royaliste qui comptait quinze membres de l'opposition , enfin l'administration , le clergé , l'armée et un milliard d'impôts. Quel parti a-t-il tiré de tous ces biens , on ne dit pas pour assurer à la restauration des siècles de vie , ou pour replacer la France au rang qu'elle occupa dans le respect du monde , mais simplement pour conserver au ministère même l'ombre de cette autorité qui appartient aux grands pouvoirs ? Traité par la fortune comme jamais puissance ne le fut sur la terre , il n'a su , par des années de travail , que se placer bien loin au-delà de la haine , loin au dessous de l'envie , et son existence ne semble avoir servi qu'à mûrir le curieux problème de savoir combien de mois il faudrait à une administration miraculeusement inhabile , pour déposséder de toute influence et de tout empire une monarchie également investie de force , et par nos sentimens et par nos lois.

Le mal que le ministère a fait sous l'unique rapport qui nous occupe , sera long et difficile à réparer. On n'imagine pas comment des hommes d'état sérieux , quand nous en aurons , des hommes puissans

en expérience, en renommée, en savoir, en génie, pourront replacer ces fonctions éminentes, faites pour briller de quelques-uns des reflets de la splendeur royale, à la hauteur d'où elles ne devaient jamais décroître. Ce sont là des intérêts immenses. L'obéissance en est ennemie, et l'autorité en est fortifiée. Qui saura rendre aux majorités ces habitudes de déférence, à la polémique ces formes révérencieuses et modérées, qui sont un besoin des Français, dont les esprits graves, préoccupés du lendemain, déplorent profondément l'absence, et que nous avons, tous tant que nous sommes, laissé perdre, parce que le ministère est plus fort que nous? Il y a en lui un art qui rompt tous les charmes. Sa magie domine toutes les volontés. Il force les cœurs à se montrer à nu, et quand pour empêcher pourtant qu'on n'y lise les sentimens pénibles dont toutes les âmes sont remplies, il s'en prend à la presse, et veut la briser; il imite l'enfant qui bat la pierre avec laquelle lui-même s'est blessé.

Aussi, voyez les ravages! Pour défendre sa misérable vie, le ministère est tour-à-tour réduit à frapper des disgrâces du trône l'académie française, le corps le plus royaliste et le plus pacifique du royaume, la chambre haute, la cour royale, la ville de Paris. Voici apparemment le tour des tribunaux de première instance. Le tour de la pensée, de la parole même de la France, était passé depuis long-temps. Il avait fallu, pour complaire à quelques hommes, et ressaisir leur considération perdue, abolir le premier, le plus illustre bienfait de l'avènement, restituer aux Français les acclamations qui le payèrent; et la liberté qui nous fut ravie par le ministère, nous est

tous les jours rendue par la justice. Une ordonnance nous a repris beaucoup moins que ne nous ont donné depuis quelques mois des arrêts.

C'est que le crime n'était pas à Guttemberg ni aux presses françaises ; car le talisman agit aux deux bouts du monde.

Pourquoi M. Canning ne venait-il à Paris que pour toiser les conseillers du trône , et à peine revenu aux bords de la Tamise, les fustigeait-il de ses mépris ? La Prusse avait pris soin de nous révéler , par ses invasions, les sentimens qu'ils lui inspirent. M. d'Appony a donné à connaître ceux de l'Autriche. M. de Damas nous a fait confidence des coups de pied de la camarilla espagnole. Il n'y a que notre voisin le grand-duc de Bade qui paraisse vouloir bien encore nous ménager. Mais patience. Que ne fera-t-il point quand il connaîtra l'affaire merveilleuse du dey d'Alger ?

Ainsi cette contagion a gagné la chambre des députés comme les tribunaux, et le dehors comme le dedans. Il n'y a qu'un sentiment, il n'y a qu'un cri.

Ce cri, on ne l'a point étouffé avec le secours de la censure. Ce sentiment, on ne l'a point refoulé au fond des cœurs. Il perce dans le silence des fêtes de famille de Saint-Cloud. Il sortira de tous les chocs que la fortune prépare , de tous les malheurs qu'une situation violente ne tardera pas à engendrer bientôt. Et rien n'est plus violent que les combats entre l'estime et l'obéissance, que la soumission d'un peuple intelligent et plein d'honneur à un cabinet inhabile et déconsidéré. Le jour où, dans l'empire romain, la toge consulaire décora ces enfans malheureux de

l'Asie qui ne pouvaient compter sur le respect des hommes , ce jour-là la monarchie des Césars tomba dissoute sans retour.

VOYAGE DU ROI.

C'est toujours sur les douces impressions du voyage de Saint-Omer , que le ministère ose compter pour détruire, dans la sphère des hautes influences, l'accusation sans cesse présente de l'état bizarre et funeste où il a mis la monarchie. Il pense que le cri de vive le Roi , poussé par nos provinces , a répondu à tout. Ainsi on oppose aux doléances des peuples , de leurs magistrats , de leurs représentans illustres , de leurs éloquens interprètes, l'affection des Français; et quand on voulait abolir l'imprimerie , on parlait de leur *désaffectionnement*..... Il reste donc reconnu que le chef du ministère ne célébrait ce désaffectionnement des peuples , que comme les condamnés qui jouent sous le fer rouge , et se vantent à la multitude étonnée, de plus de crimes qu'ils n'en ont commis.

Pourquoi le Roi ne peut-il savoir que dans plusieurs des départemens qu'il a parcourus la censure n'existait pas , qu'elle a été tout-à-coup établie à son approche , comme si c'était là l'indispensable avant-garde du Prince qui a fait le serment de Reims ? Quelle est cette audace de ministres séparant leur maître de ses peuples , multipliant autour de lui les hallebardes , supprimant l'unique voie que la vérité eût d'arriver jusqu'à lui , disant à l'Europe qu'il faut que le silence soit commandé à son approche , pour

que rien de séditieux et de coupable n'attriste son passage?

Ainsi a-t-il été fait à Amiens, et cette censure, qui siégeait apparemment en habit de fêtes, en habit français, suivant les injonctions officielles des préfetures, s'est montrée digne à sa naissance de la censure-modèle dont la capitale s'enorgueillit. Dans des considérations agricoles était citée une opinion de M. le conseiller d'état comte de Saint-Cricq, président du bureau de commerce, sur l'allanguissement de notre agriculture en beaucoup de lieux. Cette opinion avait été prononcée officiellement à la tribune. La censure d'Amiens a supprimé une citation propre à troubler le bonheur du cœur paternel et royal de S. M., en l'éclairant.

La feuille d'Affiches de la Somme disait à propos des incendies, que si les passans subissaient des contraintes illégales, tout le monde s'éloignerait et laisserait s'éteindre ce feu en *liberté* : ce dernier mot à disparu; craignait-on qu'il ne blessât les regards de ces Princes dont la gloire fut de consacrer les libertés publiques?

Sûrement, si le Roi avait jeté les yeux sur les feuilles locales, ses regards eussent été péniblement affectés de ces blancs sans fin, unique place laissée à l'expression des sentimens et des vœux des administrés. Le reste appartenait aux harangues officielles, et Dieu sait qu'il n'y avait pas de quoi attrister moins le cœur du Roi.

Ainsi, comment imaginer que M. le préfet de ce département, magistrat issu d'une famille où rien n'est plus commun que l'esprit et le cœur, n'ait rien

trouvé à dire en haraguant le monarque, que des généralités louangeuses qui traînent dans tous les complimens d'apparat depuis quatre mille ans ? Après avoir réuni et répété, sans l'adjonction d'un fait, sans l'invocation d'un souvenir, les mots de *bonheur*, de *jouissance*, d'*ivresse*, de *vœux comblés*, de *respect*, de *découement*, d'*amour*, d'*attachement*, de *cœurs qui se pressent*, l'honorable magistrat ajoute : Nous le disons avec cette franchise qui caractérise les P cards.... On s'attend à une doléance loyale, à un vœu hardi dans un préfet ; on suppose que tout ce qui a précédé était une précaution oratoire pour protéger ce qui va suivre ; ce qui suit est ceci : « Vo-
« tre Majesté n'a pas de sujets plus fidèles, plus dé-
« voués et plus soumis. » Il pouvait y avoir aussi des Picards à Memphis et à Ecbatane.

On remarque que dans les seuls discours que contient la partie, approuvée par la censure, d'un seul numéro du *Journal de la Somme*, ces mots d'amour, d'allégresse, de félicité, se reproduisent *quatre-vingt-quatorze* fois ! Il y a, on ose le dire, peu de sollicitude, et peu de respect à fatiguer l'admirable bienveillance du monarque par ces redites monotones qui ne lui apprennent rien des besoins, non plus que des sentimens de ses sujets. Il eût été plus simple de borner toutes les harangues à ces deux distiques de l'un des poètes officiels du lieu :

Amiens, ville fidèle, pour toi quel heureux jour !
Tu possèdes ton Roi, dis-lui bien ton amour.

Si pour sauver vos jours il suffisait des nôtres,
Vous nous verriez mourir les uns après les autres.

Le sentiment est bien, c'est celui que tout Français loyal a dans le cœur, dont, pour notre compte, monsieur, nous avons fait preuve dans les occurrences. Mais ne pensez-vous pas qu'avec une administration dont les actes mériteraient les louanges des Lavigne, des Lamartine, des Hugo, des Soumet, des Guiraud, des Viennet, des Laville, des Bonjour, de tous nos poètes renommés enfin, ces sentimens pourraient, à la rigueur être exprimés mieux? Que voulez-vous? C'est là un des tristes spectacles de ce temps, qu'en littérature, comme en politique, les hommes de talent, après des efforts inutiles, ont tous été contraints par le ministère de laisser dans la solitude le trône de Louis XIV.

Vous les avez vus fuir les uns après les autres.

Le Roi a dû éprouver une vive satisfaction de trouver dans deux discours autre chose que des expressions fades et banales, le discours de M. l'évêque, qui, protestant contre son rang dans l'ordre des présentations, a fait observer que le clergé était le premier par la nature de ses fonctions, et celui de M. le président du tribunal civil, qui, réclamant contre la grande illégalité de la censure, a fait entendre ces loyales paroles :

« Heureux, sire, si ces marques si franches de dévouement, que vous pouvez apprécier aujourd'hui par vous même, ramènent votre ame à cette confiance, à cet abandon qui, à votre avènement, combla tous nos vœux, et semblait porter à votre cœur paternel de si douces jouissances!

Un tel langage aura reposé la grande ame du roi chevalier; il a dû les mêmes satisfactions au commerce d'Amiens, et la pétition suivante a été étouffée

par la censure; le public l'ignore, mais, grâce au ciel, le Roi la connaît.

Pétition présentée à Sa Majesté Charles X par le commerce d'Amiens, le 19 septembre dernier.

Sire,

Au milieu de la joie qu'inspire à toute une population fidèle l'auguste présence de Votre Majesté, qu'il nous soit permis d'exposer à votre cœur paternel notre situation et nos besoins : ce que les bons rois aiment avant tout, c'est la vérité.

Nos fabriques languissent ;

Le prix de nos marchandises est avili.

Cette funeste langueur, nous l'attribuons au défaut de débouchés extérieurs. L'Espagne a établi progressivement des droits énormes sur nos lainages ; nos tissus ne peuvent pénétrer en Lombardie, et la Belgique a mis sur les uns et les autres des droits tels qu'ils équivalent à une prohibition.

Nous supplions Votre Majesté d'aviser, dans sa sagesse, aux moyens de faire cesser la détresse qui nous accable et qui menace de s'accroître encore ; cette prière, nous la déposons avec respect et confiance au pied de votre trône.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

Pour en finir avec le voyage du roi, je vous raconterai, monsieur, une anecdote qui'a le mérite d'avoir encouru les sévices de la censure de Paris.

— On s'entretient en ce moment dans les salons d'Arras d'un fait qui doit donner lieu, dit-on, à un procès qui ne peut manquer d'exciter la curiosité publique.

Une circulaire de M. le baron de Hauteclouque, maire de la capitale de l'Artois, engageait tous les habitants à ne se présenter qu'en habit à la française au bal que la ville d'Arras a offert à S. M. le lundi 17 septembre. Chacun des invités s'est empressé de faire venir de Paris le costume exigé, voire même l'épée et le chapeau à claque. Cependant quelques retardataires se sont équipés à meilleur marché, en ayant recours aux talens de M. Cotelle, costumier de la capitale, qui est arrivé avec une cargaison d'habits à la française. Un

d'eux s'était rendu au magasin ambulant : un habit de velours cramoisi avait fixé particulièrement son attention ; il l'avait retenu , et le prix était arrêté entre lui et madame Tiquet , fondée de pouvoirs du costumier. Notre élégant avait mis à part le paquet qui contenait les objets de son choix ; et pour empêcher qu'un autre ne les convoitât , il s'était avisé de détacher un des boutons de l'habit. Madame Tiquet s'était prêtée de bonne grâce à cette précaution d'un nouveau genre , et l'heureux possesseur du bouton diamanté en faisait partout admirer l'éclat.

Mais quoi de plus changeant que le cœur de l'homme ! L'Artésien prend bientôt en aversion ce qui l'avait tant flatté. Les boutons lui paraissent trop grands.... L'habit n'est pas du goût moderne.... Bref , il le renvoie en disant qu'il ne lui convient plus.

De là , double grief de la part de M. Cotelle : 1° il demande le bouton qui ne lui a pas été renvoyé , ou 25 francs à titre d'indemnité ; 2° une somme de 45 francs pour location du costume qui n'a pas servi. Il paraît que le jeune homme passe condamnation pour le paiement du bouton qu'il avait égaré , sauf toutefois à en contester la valeur ; mais il soutient qu'il ne doit rien pour le costume dont il ne s'est pas servi , et qu'il ne pourrait prendre publiquement sans s'exposer à perdre la précieuse réputation que lui ont valu son élégance et son bon goût.

(*Journal du Nord. Rognure du Courrier français.*)

On se demande pourquoi cette anecdote a paru périlleuse et damnable à nos censeurs. Est - ce parce qu'en plusieurs villes la nécessité de prendre l'habit habillé et l'épée a été alléguée comme excuse par un grand nombre de citoyens qui se sont absentés des fêtes administratives , ou bien parce que des rapprochemens fâcheux s'offrent à la pensée ? Assurément la cour n'a pas pu inférer des acclamations de la loyauté , que les Français aient dans le cœur de la reconnaissance pour le ministère , plus qu'elle n'a pu conclure de l'aspect des bals , que les

habitans de nos provinces ont tous dans leur garde-robe des habits français.

J'espère n'avoir point à revenir sur ce sujet, monsieur. Le Roi n'a pu avoir, dans son voyage, de douces émotions que ne balance cette grande calamité d'un ministère qui ne peut plus vivre avec le corps vénérable, dépositaire du trésor de nos lois. Il n'y a point de doute que ce ne soient là les impressions les plus durables et les plus profondes.

HOSTILITÉS DU MINISTÈRE CONTRE LA MAGISTRATURE.

Ces hostilités ne sauraient être niées. Nous en sommes venus à cet état de choses où le cabinet ne peut plus souffrir que les citoyens louent leurs magistrats : ceci est prohibé.

— Il serait superflu de publier des réflexions sur le jugement rendu hier par le tribunal de police correctionnelle dans l'affaire du *Récit des funérailles de Manuel*. Ce jugement a été suffisamment compris par le public ; mais il n'est pas inutile de le rapprocher de l'arrêt de la cour royale de Limoges et de celui de la cour royale de Paris, rendus sur des questions électorales. En examinant ces actes mémorables du pouvoir judiciaire, on y reconnaît cette fermeté de principes, cette droiture de sentimens, qui ont de tout temps honoré la magistrature française. Respect de la charte, inviolable fidélité aux sermens qui lui ont été prêtés, attachement aux libertés publiques, sollicitude pour les droits politiques des citoyens, pour la liberté de la presse, pour l'indépendance des élections ; voilà ce qui respire dans chaque ligne des arrêts et du jugement qui ont fait naître satisfaction et la reconnaissance dans le cœur de tous les bons citoyens. C'est pour les Français un puissant motif de consolation et d'espérance que cette noble attitude de la magistrature : dans

un temps où la corruption n'a fait que trop de progrès, ils se plaisent à voir, dans sa courageuse indépendance, une garantie inviolable pour leurs libertés, pour leurs droits, pour leurs intérêts les plus chers, en même temps qu'un gage assuré de sécurité pour leur avenir.

(Rognure du *Courrier français*.)

Il est un autre tribunal dont le ministère permet et choye la louange. A la vérité ce tribunal n'est point français, et c'est l'inquisition. La censure ne permet point aux journaux de l'opposition la simple et inoffensive protestation de transcrire, sans commentaire, ce qu'elle a permis à d'autres journaux de dire.

— On lit, dans la *Gazette universelle de Lyon* un éloge curieux du St.-Office : « M. de Maistre, et un de nos plus « respectables députés, M. Clausel de Coussergues, dans un « de ses discours à la chambre, ont rendu justice au tribunal de l'inquisition, et ils ont déclaré, avec raison, que « c'était le tribunal le plus juste, le plus religieux et le plus « moral de tous ceux de l'Europe. » (Ibid.)

Tout ce qui concerne la magistrature éveille des ombrages. Autres suppressions.

— La même feuille annonce que la mesure prise par « M. le garde-des-sceaux à l'égard de M. de Schonen, conseiller à la cour royale de Paris, a produit une vive sensation. » (Ibid.)

— La même feuille cite avec complaisance les articles de la loi du 20 avril 1810, qui donnent à la cour de cassation la faculté de censurer et suspendre, pour causes graves, les juges qui lui sont déférés. La *Gazette* serait charmée que l'on découvrit des causes graves pour provoquer la suspension de tout magistrat qui lui déplairait.

(Rognures du *Journal du Commerce*.)

**DE L'ORDONNANCE INTERPRÉTATIVE DE LA LOI
EN FAIT DE LIBRAIRIE.**

Cette ordonnance a été rendue en haine des tribunaux, qui ont osé croire que la librairie, chargée d'entraves par les lois existantes, ne devait pas en outre plier sous le poids de chaînes trempées il y a cent ans et plus.

On se souvient que, le lendemain de la publication de la censure, il parut dans le *Moniteur* un article où l'on déclarait que l'examen et la discussion des actes de l'administration seraient permis aux journaux; qu'on ne voulait réprimer que la licence, et nullement gêner la liberté. On peut juger de la sincérité de ces promesses par le rejet successif des articles suivans sur un acte de la plus haute importance qui vient de sortir du ministère de la justice.

On a contesté au conseil d'état le pouvoir d'interprétation des lois. Voici ce que répond le *Moniteur* :

« Nous invitons les auteurs de l'objection à ouvrir le Code d'instruction criminelle, article 440 :

« Lorsqu'après une première cassation, le second arrêt ou jugement sur le fond sera attaqué par les mêmes moyens, il sera procédé selon les formes prescrites par la loi du 16 septembre 1807. »

Que dit la loi du 16 septembre 1807?

« 1°. Il y a lieu à interprétation de la loi, si la cour de cassation annule deux arrêts ou jugemens en dernier ressort rendus dans la même affaire, entre les mêmes parties, et qui ont été attaqués par les mêmes moyens.

« 2°. Cette interprétation est donnée dans la forme des réglemens d'administration publique. »

Que dit maintenant la Charte, art. 68?

« Le Code civil et les lois actuellement existantes, qui ne

« sont pas contraires à la présente Charte, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé. »

« Nous nous croyons dispensés, par la citation de ces textes, de traiter la question au fond. »

Le *Moniteur* n'est pas dispensé, ce nous semble, de prouver ce qui est en question, savoir que la loi qu'il invoque *n'est pas contraire à la Charte*, que la Charte autorise le conseil d'état à s'immiscer dans la législation et dans les jugemens, à prononcer des peines fiscales, c'est-à-dire à établir des impôts, le tout *dans la forme des réglemens d'administration*.

Nous le prions donc, puisqu'il cite la Charte, de nous dire par quel article de la Charte le conseil d'état est constitué ou reconnu.

En attendant, nous demandons la permission d'imiter la méthode du *Moniteur* et d'argumenter aussi par citation.

Que dit l'article 59 de la Charte ? « Les cours et les tribunaux ordinaires actuellement existans sont maintenus. Il n'y sera rien changé qu'en vertu d'une loi. »

Quelle est la loi institutive de la cour de cassation ? C'est la loi du 1^{er} décembre 1790.

Que porte l'article 21 de cette loi ? le voici : « Lorsqu'un jugement aura été cassé deux fois, et qu'un troisième tribunal aura jugé en dernier ressort de la même manière que les deux premiers, la question ne pourra plus être agitée au tribunal de cassation, qu'elle n'ait été soumise au *corps législatif*, qui en ce cas portera un décret déclaratoire de la loi, et le tribunal de cassation s'y conformera. »

La constitution de l'an 3 attribuait également *corps législatif* le pouvoir d'interpréter les lois, et il en a été ainsi dans tous les temps. Sous l'ancien régime, ce pouvoir appartenait au souverain législateur, c'est-à-dire au roi. (Ordonnance de 1667.)

Sous le régime impérial, l'arbitraire faisait la loi, et l'arbitraire interprétait ; mais la Charte dit, article 15 : « La puissance législative s'exerce collectivement par le roi, la chambre des pairs et la chambre des députés des départemens. »

Encore une citation, Le 21 septembre 1814, la chambre des députés, usant de la faculté donnée aux chambres par l'article 19 de la Charte, résolut de supplier le roi de pro-

poser une loi portant (article 3) : « La déclaration interprétative est donnée par le pouvoir législatif dans la forme ordinaire des lois. »

La résolution fut portée à la chambre des pairs. La commission chargée de l'examiner en proposa l'adoption, sauf quelques changemens de rédaction. Cette résolution n'eut pas de suite, à cause des événemens du mois de mars.

Ce n'est pas une loi ; mais c'est une raison écrite, de laquelle il résulte au moins qu'il y a une lacune, que cette lacune devait être comblée par une loi, et qu'enfin, dans l'opinion des chambres, l'interprétation appartient au pouvoir législatif. (Rognure du *Journal du Commerce*.)

— La chambre des pairs a été appelée dans le cours de la session dernière à s'occuper de cette grave question, à l'occasion d'une pétition qui lui fut adressée par M. Théry, libraire, et qui avait été rédigée par le jeune et savant M. Lucas, avocat. Le pétitionnaire soutenait que le droit d'interprétation était du ressort du pouvoir législatif. C'est ce qu'avait établi M. de Cormenin, maître des requêtes ; c'est ce que les deux chambres avaient décidé le 11 septembre et le 11 octobre 1814. Leur résolution, qui n'avait pu être convertie en loi à cause des événemens du 20 mars, portait (art. 3) : « La déclaration interprétative des lois est présentée, discutée et promulguée dans la forme ordinaire des lois. »

(*Ibid.*)

— Le *Moniteur* contient aujourd'hui l'ordonnance que nous avons rapportée hier, ordonnance d'une haute importance, puisqu'elle décide que l'interprétation législative appartient au conseil-d'état et au ministère ; que des dispositions pénales regardées comme abrogées, peuvent être remises en vigueur par une simple ordonnance, et qu'une question qui a divisé les cours du royaume, peut être décidée sans le secours du pouvoir législatif.

(Rognure du *Courrier français*.)

— Nous avons rapporté dans le *Courrier français* du 27 septembre, l'ordonnance insérée au numéro 185 du Bulletin des Lois, laquelle statue que la peine de la contravention à l'article 11 de la loi du 21 octobre 1814, en ce qui concerne le commerce de la librairie, est celle de l'amende

de 500 fr., portée en l'article 5 du titre 11. du règlement de 1723.

Nous n'avons fait sur cette ordonnance aucun raisonnement, et nous n'en voulons pas faire non plus aujourd'hui. Nous voudrions seulement noter quelques faits propres, selon nous, à éclaircir la question.

C'est un fait que le règlement du 28 février 1723 attachait une pénalité à la contravention relative au commerce de la librairie.

C'est un fait que la loi du 21 octobre 1814 n'a attaché aucune pénalité à cette contravention.

C'est un fait que le considérant de l'ordonnance conclut de ce rapprochement que la pénalité du règlement est implicitement maintenue dans la loi.

Mais c'est un fait que toute disposition pénale doit être explicitement exprimée dans la loi.

C'est un fait qu'une disposition qui ne se trouve pas dans une loi, qui est déclarée ne pas s'y trouver, même implicitement, par plusieurs cours et tribunaux, ne peut y être rétablie que par voie d'interprétation.

C'est encore un fait incontestable qu'une déclaration portant qu'une disposition omise dans une loi existait dans l'intention du législateur, est une interprétation *législative*.

Enfin, c'est un fait que, le 17 septembre 1823, le conseil-d'état délibérant sur la matière de l'interprétation, a solennellement reconnu ne pouvoir donner « qu'une interprétation « judiciaire qui n'a ni le caractère ni les effets d'une interprétation législative, que l'intervention de l'autorité législative pourrait seule lui attribuer. »

Une circonstance qu'il ne faut pas oublier, c'est que sur une pétition adressée sur un pareil sujet, dans le mois de février de l'année courante, à la chambre des pairs, par le libraire Théry, cette chambre a reconnu que la matière était assez grave pour ordonner le renvoi au garde-des-sceaux et le dépôt au bureau des renseignemens.

Voilà des faits clairs, patens, dont aucune argumentation ne vient embrouiller l'expression, et qu'il n'y aurait pas de bonne foi à vouloir étouffer.

Autre fait. — Aujourd'hui nous voyons par un arrêt de la cour royale, que cette cour a reconnu sa compétence en

matière électorale, qu'elle a décidé une question, en opposition avec la décision administrative, et nous savons que plusieurs autres questions sur la même matière ont été décidées par d'autres cours, et doivent encore être soumises à la cour d'Angers. Cependant nous voyons dans la *Gazette de France* « qu'elle croit savoir que l'administration a élevé le conflit « sur cette matière, et que le conseil-d'état jugera. »

Nous ne ferons sur ce point aucune observation; nous demanderons seulement la permission de poser une question :

Toute discussion électorale n'est-elle pas une difficulté entre le droit politique des citoyens et les prétentions de l'administration ?

Le conseil-d'état ne fait-il pas partie de l'administration ?

N'y a-t-il donc pas plus de convenance et de justice à remettre la décision du débat à l'impartialité des tribunaux qu'à celle d'une des parties, et de la partie la plus forte ?

(*Ibid.*)

Cette ordonnance est contre-signée par le ministre de la justice.

Le cas prévu par le législateur qui avait institué en France une cour de cassation, était arrivé; c'est-à-dire que nonobstant deux arrêts conformes à la cour régulatrice, rendus une première fois en audience ordinaire, une seconde fois en audience solennelle de toutes les sections réunies, une cour souveraine avait, pour la troisième fois, prononcé en opposition à la décision de la cour de cassation.

Qu'avait statué le législateur pour ce cas spéciale? Il avait décidé que si ce cas se présentait, ce serait une preuve qu'il y avait contradiction dans la loi, et qu'alors il faudrait nécessairement recourir au législateur pour en fixer le sens.

Cette législation sage et conforme aux plus saines notions du droit, déplut au chef du gouvernement impérial; il ne la fit pas rapporter textuellement et formellement; mais agissant comme si le législateur n'avait pas déjà prévu ce cas, il obtint de son corps législatif, constitutionnellement muet, un décret dont l'article 2 porte : « Cette interprétation est donnée dans la forme des réglemens d'administration publique. »

Ainsi l'explication de la loi, qui dans tous les temps, qui

chez toutes les nations, a été dévolue au législateur lui-même, lui fut enlevée, le 16 septembre 1807, par le chef du précédent gouvernement. et fut assimilée à un simple *objet d'administration*. Et c'est en exécution de cet acte que M. le garde-des-sceaux déclare aujourd'hui que le règlement de 1723, aboli par la loi du 17 mars 1791, sanctionnée par le roi Louis XVI, est dans toute sa vigueur ! Nous ne partageons pas l'opinion de M. le garde-des-sceaux, et nous en appelons à celle du ministre de la justice, qui, reconnaissant franchement qu'il y avait eu oubli dans la loi du 21 octobre 1814, avait dans son projet de loi sur la presse rédigé un article tout exprès pour suppléer à cet oubli.

D'après la véritable acception des mots et les actes législatifs, il n'y a pas lieu ici à interprétation de l'un de ces actes. mais il y a lieu à réparer une omission faite dans l'un de ces actes. Tel est l'aspect sous lequel cette question devait être envisagée. Alors disparaissait, dans cette espèce, le décret extraordinaire du 16 septembre 1807; et comme il est incontestable qu'il n'y a que le législateur qui puisse créer une disposition pénale pour réprimer une contravention, c'est donc au Roi et aux chambres que le garde-des-sceaux devait s'adresser, et non au conseil d'état dont il est le président.

En droit, l'ordonnance de 1723, qui frappe les libraires d'une amende de 500 francs, s'ils ne font pas la déclaration à laquelle elle les soumet, n'existe pas plus que l'ordonnance de Henri II, qui punissait de mort une servante enceinte qui ne faisait pas la déclaration de sa grossesse.

(Rogure du *Constitutionnel*.)

La tacite protestation contenue dans la citation qui suit a même été proscrite. Voilà comment le ministère entend l'article de la charte qui permet aux citoyens de contrôler ses actes.

— L'article 21 de la loi du 27 novembre 1790, sanctionnée par le Roi et publiée par son ordre le 1^{er} décembre suivant, pour la formation d'un tribunal de cassation, est conçu en ces termes : « Lorsque le jugement aura été cassé deux fois, et qu'un troisième tribunal aura jugé en dernier ressort de la même manière que les deux premiers, la question ne

« pourra plus être agitée au tribunal de cassation, qu'ELLE
 « N'AIT ÉTÉ SOUMISE AU CORPS LÉGISLATIF, qui, en ce cas,
 « portera un décret déclaratoire de la loi; ET LORSQUE CE DÉ-
 « CRET AURA ÉTÉ SANCTIONNÉ PAR LE ROI, le tribunal de
 « cassation s'y conformera dans son jugement. »

(Rognure du *Constitutionnel*.)

CONFLITS.

Les conflits se multiplient d'une façon effrayante. Ce n'est pas moi qui contesterai la probité du conseil d'état, son amour et son respect des lois, par dessus tout sa justice indépendante dans une situation qui ne l'est pas. Les adversaires mêmes de cet honorable corps ne sauraient nier que, tribunal d'équité, il ne porte le sentiment et le besoin de l'équité dans tous ses actes. Mais enfin sa juridiction est exceptionnelle ; elle n'offre point de garantie à l'imagination prévenue des citoyens, et je ne sache rien de plus pénible que le spectacle de cours royales ; de tribunaux souverains, dessaisis par le contre-seing d'un membre du cabinet. C'est à croire que le régime du bon plaisir et tous ses abus revivent.

— On pourra regarder aussi comme fort importante la nouvelle donnée par la *Gazette de France* sur le conflit élevé par le gouvernement relativement aux questions électorales soumises aux cours royales. On a d'autant plus lieu de s'en étonner, que la loi a réglé les juridictions : elle a décidé que lorsqu'il s'agissait de domicile civil, d'année des possession, de naturalité, de jouissance de droits civils, c'était aux cours royales à prononcer. Lorsqu'il s'agit de domicile politique, de la nature des contributions, de la quotité du cens, la décision appartient au conseil-d'état.

Les cours royales auxquelles des électeurs ont recouru dans les limites de leur juridiction, se sont déclarées bien saisies. Récemment la cour royale de Limoges a rendu un

arrêt mémorable dont le ministère lui-même a reconnu la sagesse, puisqu'il ne l'a point attaqué devant la cour de cassation. Les questions dont quelques électeurs de Nantes poursuivaient la solution devant la cour royale de Rennes, rentraient dans les limites que la loi a fixées à la juridiction des cours royales. Si maintenant, par la voie du conflit, on saisit le conseil d'état du jugement de ces affaires, il en résultera que le conseil d'état prononcera sur toutes les questions électorales indirectement, et que ces questions seront entièrement soustraites à la connaissance des cours royales. Est-ce là le vœu de la loi? (Rognure du *Courrier français*.)

AFFAIRES ÉLECTORALES.

La censure n'a pas permis la publication de deux faits, de deux pétitions d'une haute importance.

Un grand nombre des électeurs de Rouen a adressé la pétition suivante à M. le préfet de la Seine-Inférieure :

• Monsieur le préfet ,

• Les soussignés, inscrits sur les listes du jury, ont l'honneur de s'adresser à vous, afin d'obtenir l'inscription sur ces mêmes listes des dénommés dans l'état annexé à la présente, lesquels sont certainement aptes à y être portés, d'après leur âge et leur fortune, et parce qu'aucune incapacité légale n'existe en leurs personnes.

• Les soussignés pensent avoir le droit de vous transmettre ces renseignements, et de requérir l'inscription d'office de ces individus, si, d'après les recherches qu'il vous est si aisé de faire sur les matrices des rôles, leur capacité vous est démontrée. En effet, si les listes dressées sont les listes du jury en même temps que les listes électorales; si le droit électoral est facultatif, il n'en est pas de même des fonctions de juré; celles-ci sont strictement obligatoires, et les lois punissent sévèrement tout juré qui, étant désigné, ne se rend pas à son poste. La fonction de juré est donc une charge publique, et il n'est pas permis aux préfets d'omettre sur la liste générale aucun des citoyens appelés par les lois; car les charges publiques doivent être également supportées par tous (articles 1^{er} et 2^e de la charte), et toute exemption accordée

à un ou plusieurs individus devient une aggravation de charge pour les autres.

• Tout citoyen porté sur la liste a donc intérêt et par conséquent qualité pour signaler à l'administration ceux qui tenteraient de se soustraire à l'accomplissement de la charge du jury. De même que si quelques jeunes gens n'avaient pas été portés sur la liste de recrutement, de même que si quelques contribuables avaient été rayés des matrices de rôles, tout père de famille, tout citoyen pourrait réclamer contre des privilèges dont l'existence au profit de quelques-uns, serait une injustice pour tous. D'une autre part, le vœu de la loi, qui n'a fait désormais de la liste électorale qu'une simple annexe de la liste du jury, est que ces états de dénombrement soient dressés d'office. C'est en effet le devoir imposé aux préfets. Les justifications demandées aux citoyens ne sont donc que subsidiaires. En première ligne est le devoir de l'administration de rechercher et d'inscrire de son chef ceux qui sont aptes à figurer sur les listes. C'est ce que vous aviez vous-même reconnu, M. le préfet, en annonçant, dans votre arrêté du 2 juillet dernier, pris pour l'exécution de la loi du 2 mai, que vous inscririez tous ceux dont *les droits vous seraient démontrés*.

• Le bruit court d'ailleurs que par une circulaire particulière adressée aux sous-préfets de ce département, en indiquant la possibilité d'élections générales pour cette année, vous avez recommandé à ces fonctionnaires d'inscrire d'office tous les électeurs sur lesquels l'administration croit pouvoir compter.

• Cette circulaire, si elle existe, se fonde sur un principe juste. Elle ne serait abusive qu'autant que (ce que nous ne pouvons croire) elle restreindrait exclusivement dans une certaine classe de personnes le bénéfice de ces inscriptions d'office.

• Nous demandons, d'après la loi du 2 mai et votre arrêté publié, l'inscription générale et sans réserve de tous les ayant-droit.

• Par application nécessaire des mêmes principes, nous déclarons nous opposer, autant qu'il est en nous, aux éliminations des listes provisoires que, sur la liste définitive du 20 septembre, l'administration croirait devoir faire, à *défaut de justification de la part des inscrits*.

« Ces éliminations étaient légales sous l'empire des anciennes lois, qui n'exigeaient l'inscription qu'en considération du droit électoral qui est facultatif; elles seraient contraires à la loi du 2 mai, qui met en première ligne la charge absolue de juré. L'administration, devant comprendre d'office dans les listes tous ceux qui ont, à sa connaissance, les capacités légales; ne doit rayer les inscriptions du 15 août qu'autant qu'il lui serait démontré que les inscrits de cette époque n'ont réellement aucun droit à l'inscription; car ce droit existe désormais indépendamment de la volonté des individus aptes à être inscrits, et doit être surtout recherché et constaté par l'administration.

« Nous sommes avec le légitime espoir de voir accueillir par vous des réclamations essentiellement légales. »

(*Suivent les signatures.*)

— On nous écrit de Grenoble :

« Des électeurs réunis en assez grand nombre viennent de présenter au préfet une pétition pour qu'il fasse inscrire sur la liste tous les citoyens qui sont notoirement connus pour réunir les conditions de capacité requises pour le jury.

« Par le dépôt de cette pétition, la déchéance prononcée par la loi du 2 mai, faute de demandes directes de la part des électeurs, va se trouver écartée.

« Le droit des électeurs à réclamer l'inscription d'autrui est fondé sur ces deux raisonnemens :

« 1^o Plus il y aura d'électeurs et plus il y aura de jurés, moins le fardeau du jury sera lourd.

« 2^o Si être juré est un droit précieux et non un fardeau, le droit d'être électeur de département n'est pas moins précieux.

« Or, plus il y aura d'électeurs inscrits sur la liste d'arrondissement, plus la quote formant la liste départementale sera nombreuse, plus faible sera le cens exigé pour faire partie du collège départemental.

« Cette question est soumise au conseil de préfecture de l'Isère: si l'action publique déjà admise pour l'élimination des faux électeurs, était déniée aux citoyens pour l'inscription d'office de ceux qui doivent l'être, il y aura recours au conseil d'état. »

(*Fragment du Courrier français.*)

Ces deux pétitions méritent une attention particulière : nous devons y remarquer d'abord un frappant témoignage des progrès de l'esprit public. Ce n'est pas assez de remplir nos obligations envers le pays et envers la loi ; il faut contraindre nos concitoyens à faire comme nous. Les forcer de remplir leurs devoirs , c'est le premier de nos droits.

La pétition de Grenoble fait valoir un argument décisif en faveur de cette démarche des citoyens ; c'est que du nombre des électeurs dépend l'admission aux grands collèges. L'inscription de tous est donc dans le droit de chacun.

Cependant une grave erreur doit être signalée. Les réclamans semblent préoccupés de la pensée que leur droit à réclamer l'inscription d'office sur les listes électorales, est moins grand qu'en ce qui touche les listes du jury ; ils se trompent. C'est surtout en matière électorale que l'inscription d'office est d'obligation stricte pour les préfets. J'ai fait voir dans deux brochures précédentes (1) que cette obligation est dans la lettre comme dans l'esprit de la loi ; que d'après les procès-verbaux de la chambre des pairs M. de Villèle s'est engagé à poursuivre les administrateurs qui manqueraient à ce devoir. Ainsi tous ceux qui ont déclaré qu'ils rayeraient les citoyens dont les pièces ne leur ont pas été produites, s'exposent à encourir la responsabilité légale, s'il résultait des documens fournis par les administrations locales que ces citoyens remplissent les conditions de l'électorat. Et comme les préfets de la Seine-Inférieure et

(1) Première et seconde Lettres à un Provincial.

de l'Isère ne pourraient prétexter cause d'ignorance s'ils se refusaient à inscrire les électeurs réfractaires que leurs concitoyens signalent à l'attention des magistrats, ces préfets, en se refusant à l'inscription d'office, s'exposeraient à toutes les vindictes de la loi. Suivant toute apparence, ils ne voudront pas s'exposer à ces hasards sous des chefs toujours prêts à livrer aux sévices de l'opinion ce qui est au-dessous ou au-dessus d'eux. Ces chefs passent, d'ailleurs; et la justice, les lois, l'animadversion publique ne passent point.

M. Duvergier de Hauranne avait posé ces principes dans votre journal, monsieur; il les a développés par une note contenue dans un de mes écrits. Son fils me fait l'honneur de m'écrire aussi une lettre qui a deux parties distinctes, toutes deux dignes de l'intérêt public. L'une renferme une proposition sur laquelle j'appellerai particulièrement l'attention des lecteurs. L'autre contient l'éloge de l'un de nos administrateurs. C'est une vive satisfaction pour moi de le transcrire. On reconnaît là l'impartialité des oppositions. Puisse M. le garde-des-sceaux, en lisant l'hommage rendu à son gendre, M. le marquis d'Allon, préfet du Cher, regretter le contre-seing qu'il a prêté à l'ordonnance fulminée contre la presse, pour l'empêcher de faire justice envers et contre tous!

Lettre de M. Prosper Duvergier de Hauranne.

Herry (Cher), 23 septembre 1827.

Monsieur,

Ce qui doit surtout distinguer la France libérale de la France ministérielle et jésuitique, c'est la justice. Quand un fonctionnaire public fait mal, que rien ne nous empêche de

le flétrir aux yeux de ses concitoyens. S'il fait bien, sachons aussi le dire, ne fût ce que pour prouver qu'il est d'honnêtes gens partout. Aidez-moi donc à rendre hommage à l'honorable conduite de M. le préfet du Cher dans la formation des listes électorales. Chargé avec le comte Jaubert, mon beau-frère, de porter à Bourges les pièces de plusieurs électeurs, nous nous sommes présentés hier à la préfecture, où nous n'avons trouvé que politesse et loyauté. Point de chicane, point d'hésitation. On nous a même donné le récépissé que nous désirions, et quelques mots d'explication ont promptement aplani tous les doutes et toutes les difficultés. Ne croyez pas que nous ayons été privilégiés. Nous avons vu à Bourges les membres du bureau consultatif. Tous nous ont affirmé que l'administration avait agi avec mesure et bonne foi. M. le préfet du Cher croyait pourtant lorsqu'il a publié la liste du 15 août, que, sans arrêté motivé et sans appel suspensif, il pouvait rayer les électeurs qui au 1^{er} octobre n'auraient pas justifié de leur droit. Mais comme il a permis que cette opinion fût combattue dans le journal censuré du Cher, il est probable qu'éclairé par la discussion, il renoncera à une prétention aussi illégale. Quoi qu'il en soit, le bureau consultatif est bien décidé, s'il y a lieu, à faire juger la question.

Grâce au zèle d'une foule de bons citoyens, entre autres de MM. Mayet-Genetry, Mater, Bidault, Fhiot-Varennnes, Meunier fils, etc., nous devons espérer que la liste définitive sera à peu près complète. Il est pourtant des apathies dont on n'a pu triompher, et la fièvre qui, dans ce moment, désole nos campagnes, semble avoir pris parti pour le ministère. S'il y a des lacunes dans nos rangs, c'est surtout à la fièvre que M. de Villèle les devra. Qu'il rende grâce à cette nouvelle alliée; elle est digne de combattre sous lui. Cependant les amis de leur pays se sont vus et entendus. Mais il ne suffit pas de s'entendre une fois. Les listes sont maintenant permanentes; chaque année elles seront publiées de nouveau, et dans l'intervalle ceux qui acquerront ou perdront la capacité électorale devront être inscrits ou rayés. Il serait d'une haute importance que dans chaque département une société électorale, permanente aussi, s'occupât de ces listes avec persévérance. Sans compter les apathiques, il est, nous en avons eu la preuve, plus d'un électeur qui

ignore son droit. Beaucoup ne savent pas qu'à la contribution personnelle et foncière peuvent se joindre les patentes et les portes et fenêtres. L'idée d'une délégation de leur mère ou belle-mère ne leur est jamais venue. En compulsant avec soin les matrices des rôles, l'incognito de tous ces électeurs serait bientôt découvert, et une fois signalés au préfet par d'autres électeurs-jurés, il faudrait qu'ils prissent leur rang. Car, on ne peut trop le répéter, si voter aux élections est un droit, s'asseoir sur le banc des jurés est un devoir, et comme l'indique assez leur titre, ce sont les listes de jury que l'on rédige aujourd'hui. Protester contre toute inscription, contre toute radiation illégale; s'assurer dans tous les cantons d'un correspondant zélé; guetter la naissance et le décès politique de chaque électeur; distribuer ou même faire imprimer des écrits; donner l'éveil aux ignorans, presser les retardataires par discours, par lettres, par exprès; quand viennent les élections, convoquer des assemblées préparatoires pour s'entendre et se compter; surveiller les opérations du scrutin et s'opposer à toute fraude; examiner et résoudre les difficultés qui pourraient se présenter; enfin, sans aigreur ni passion, mais avec constance et fermeté, tenir sans cesse l'administration en échec, et par une forte organisation lutter quelquefois contre elle avec avantage, tels pourraient être les services de la société électorale. Pour prospectus il serait bon de faire imprimer dans le mois d'octobre des listes divisées en trois parties. La première contiendrait les noms des électeurs reconnus par la préfecture, la seconde les noms des électeurs rayés, en n'oubliant pas de dire par quel motif; la troisième les noms des électeurs présumés et de tous les citoyens qui approchent du cens. Quelques pages blanches jointes à cette troisième partie permettraient aux correspondans d'ajouter leurs observations. Enfin une petite instruction aux électeurs terminerait cet almanach électoral. Ne croyez-vous pas qu'il vaudrait bien *Mathieu Laensberg* ou l'*Almanach des Muses*?

Je comptais, monsieur, envoyer ces réflexions à un journal; mais la censure respecterait l'éloge de M. le préfet du Cher et supprimerait tout le reste; encore n'est-il pas sûr que cet éloge ne lui parût pas d'un fort mauvais exemple. Vous pouvez donc considérer d'avance ma lettre comme rogne, et l'insérer, si vous le jugez convenable, dans l'une

de vos utiles correspondances. Voyez comme le ministère réussit bien dans ses projets. Il prétend étouffer la liberté de la presse, et des milliers d'écrits vont éclairer nos provinces; diviser les partis, et les partis se réunissent contre lui; frapper de mort l'esprit public, et l'esprit public si longtemps assoupi se réveille; fonder le despotisme administratif, et jamais ce despotisme n'a paru plus pesant; isoler les citoyens, et de toutes parts se forment des associations menaçantes pour l'absolutisme et la bureaucratie. Montesquieu prétend que Sylla voulait ramener les Romains à la liberté par la tyrannie. Je suis quelquefois tenté d'attribuer la même pensée à M. de Villèle. Il a senti que notre libéralisme était souvent faux, nos mœurs molles, nos opinions incertaines, et, aux dépens même de sa renommée, il veut corriger tout cela. C'est un noble dévouement: espérons qu'il aura son prix; mais il faut aussi finir comme Sylla. Le Forum attend la scène d'abdication.

Agréez, monsieur, etc.

PROSPER DUVERGIER DE HAURANNE.

Je regarde comme d'un intérêt national, monsieur, l'application de l'idée que M. Prosper Duvergier de Hauranne développe. Imprimer un annuaire électoral est chose de la plus grande utilité, pour fixer les droits des citoyens inscrits, obtenir gain de cause à ceux qui sont en instance, châtier les récalcitrans par le mépris public, et contraindre l'autorité à les porter d'office sur les listes de l'année suivante. Mais ces annuaires ne pourront être d'une utilité pratique, ils ne seront d'une exécution facile, que si on les borne aux départemens, peut-être même aux seuls arrondissemens pour éviter des frais. Les diverses localités seront juges des besoins; mais ce qui importe, c'est de propager et d'affermir cette innovation.

Les comités électoraux existans aujourd'hui feront bien de se considérer comme permanens. Leur dé-

vouement pourra être toujours utile, et les annuaires devront donner leurs noms, moins pour les recommander à la reconnaissance de leurs concitoyens, que pour indiquer en quelque façon les portes auxquelles chacun devra frapper quand il y aura des réclamations à faire valoir près de l'autorité.

IL EST ENCORE TEMPS. Sous ce simple titre paraît une brochure de huit pages qui discute avec une grande force de raison plusieurs questions électorales, notamment celle des récépissés et des pleins pouvoirs. Je ne peux mieux faire que de la recommander à mes lecteurs.

AFFAIRES COMMERCIALES.

Nous avons vu la censure attentive à supprimer tous les cris de détresse que le commerce a fait entendre au Roi.

Non content d'empêcher la presse de constater l'état du commerce et de l'industrie, le ministère ne veut point que les Français puissent en rechercher les causes. La suppression de ces quatre lignes est curieuse.

— S'il est vrai, comme l'avoue la *Gazette de Lyon*, que l'état languissant de certaines branches de la production française tiennent à la diminution de l'exportation, les causes de cette diminution sont toutes différentes de celles que signale cette feuille. Les exposer ici serait trop long.

(Rognures du *Constitutionnel*.)

— La parcheminerie ne brille pas plus que les peaux d'oie; c'est une industrie tuée par la Charte.

(Rognures du *Journal du Commerce*.)

— Au reste, si le succès est douteux, l'intention est ex-

cellente : témoin ce nouveau fusil *destiné à MM. les gardes du corps*, qui se charge en 4 temps au lieu de 12, sans baguette, sans déchirer la cartouche (cela ne gêne pas les dents), et *pouvant faire feu dans la nuit la plus obscure*.

Grand Dieu ! rends-nous le jour et combats contre nous !

(*Ibid.*)

— Un seul fabricant a représenté la fabrique de Thiers ! Ah ! si.... Mais nous dirons cela quelque jour. (*Ibid.*)

ANNONCES.

La guerre de la magistrature et du ministère s'explique trop bien par tout ce qui se passe. Les tribunaux ne sauraient voir sans surprise que des livres qui ne leur sont pas déférés soient condamnés à l'oubli.

Exemples :

MANUEL DE MORALE. MM. Malher et compagnie viennent de publier un *Manuel de morale*, ou l'homme considéré d'après ses sensations, suivi de quelques vues sur le *Contrat social* et de conseils sur les études, par M. Léocade Delpierre. L'auteur soutient un système qui a du rapport avec celui d'Helvétius, mais avec des conséquences différentes ; car il est toujours aussi encourageant pour la vertu que ce dernier lui est contraire. D'après M. Delpierre, il n'est point de connaissances chez l'homme qui ne soient le résultat de ses sensations. Nous avons très-particulièrement remarqué dans son livre le chapitre qui traite de l'éducation, et nous le recommandons à tous ceux qui s'occupent de ce qui peut contribuer au bien-être de l'humanité et à la perfection des lois politiques.

L'auteur nous raconte, avec une noble ingénuité, comment de simple paysan, bûcheron, garçon de ferme, il s'est instruit lui-même après 22 ans, à force de travail, sans le secours d'aucun maître, et ses écrits prouvent qu'il a un mérite assez rare pour faire honneur aux sciences.

(Rognure du *Journal du Commerce*.)

— CONSIDÉRATIONS POLITIQUES DE M. AUBERON. La troisième édition d'un ouvrage dont nous avons rendu compte

au commencement de l'année, intitulé *Considérations historiques et politiques sur la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre, dans leurs rapports avec la France*, par M. Aubernon, ex-préfet, vient de paraître chez Ponthieu et compagnie, libraires au Palais-Royal; 1 vol. de 200 pages.

(Rognure du *Courrier français*.)

— VOLTAIRE. *Les Œuvres complètes de Voltaire*, en un seul vol. in-8°, publiées en 80 livraisons environ, s'écoulent rapidement. Les livraisons se succèdent à peu de distance les unes des autres; la 58^e vient de paraître. Nous avons déjà parlé plusieurs fois de cette édition admirable. Il est juste, maintenant qu'elle avance, d'y revenir dans les mêmes termes, de faire remarquer même que l'exécution des parties faites récemment est peut-être supérieure à celle des précédentes. Nous trouvons dans les nouvelles livraisons un soin égal dans l'exécution, la même pureté d'empreinte dans l'application des types si exigus, et cependant nets, distincts et d'une forme élégante. Leur habile distribution permet à l'œil de les suivre sans fatigue. La correction est l'objet des soins les plus essentiels. Cette édition est le chef-d'œuvre de M. Didot. Nul ouvrage n'est plus digne d'entrer immédiatement dans les bibliothèques importantes, d'y tenir une place élevée. Il s'offre aussi comme un livre facile à porter en voyage. Prix 2 francs la livraison. On souscrit toujours chez Jules Didot aîné, rue du Pont-de-Lodi; Dufour et compagnie, rue du Péon, n° 1, et Baudouin frères, rue de Vaugirard, n° 17. (Ibid.):

— NAPOLÉON. M. Ancelin, libraire pour l'art militaire, rue Dauphine n° 9, vient de mettre en vente les deux ouvrages suivans: *Vie politique et militaire de Napoléon*, racontée par lui même au tribunal de César, d'Alexandre et de Frédéric, 4 vol. 8°, prix 30 fr. *Maximes de guerre de Napoléon*, 1 vol. in-32, prix 1 fr. 25 c. (Ibid.)

— Le libraire Ambroise Dupont, rue Vivienne, n° 16, vient de mettre en vente la première livraison de l'*Histoire de Napoléon*, par M. de Norvins. Cet ouvrage, qui formera 4 vol. in-8°, est, sous le rapport typographique, de la plus parfaite exécution. Il est orné de portraits, vignettes, cartes et plans, et paraîtra par livraisons qui seront publiées tous les dix jours. Chaque livraison est du prix de 2 fr. 50 c.

(Ibid.)

La censure a déclaré qu'elle ne laisserait pas rendre compte de ce dernier ouvrage. Quand on lui demande raison de ses motifs, elle répond qu'elle est fatiguée d'entendre parler de cet homme. Les lauriers d'Austerlitz empêchent M. Pain et M. Lourdoueix, et M. Deliège et M. Berchoux de dormir. En conséquence, ils ont résolu de destituer Napoléon de sa place dans l'histoire. De par ces messieurs, il est fait savoir à la France qu'elle est tenue de croire que le vainqueur des Pyramides et de la Moscowa n'a point vécu. Du moins l'ouvrage de sir Walter Scott pourra seul être annoncé, apparemment parce que le célèbre écrivain est tory, étranger, et injurieux pour la France.

PROCÈS MANUEL. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que les plaidoiries prononcées dans l'affaire de MM. Mignet et Sautélet, plaidoiries qui ont devancé l'arrêt mémorable, sujet de cette lettre, seront publiées très-prochainement : le public les attend avec impatience ; on s'attend aussi que la censure empêchera de les annoncer. C'est ainsi qu'elle se venge de la justice, en étouffant toutes les voix qui retentissent dans son sanctuaire.

FAITS DIVERS.

Les plus légitimes réclamations des citoyens sont étouffées. Les faits qui suivent méritent toute l'attention publique.

CONSIGNES MILITAIRES DE GRENOBLE.

— On écrit de Grenoble, 19 septembre : « Les habitants de cette ville ont lu avec une extrême surprise l'avis de la

mairie qui leur donne connaissance des ordres du lieutenant-général, et leur apprend que les factionnaires ont leurs fusils chargés, et peuvent tirer sur ceux qui les approcheront pendant la nuit. (*Voy.* notre numéro du 13.)

« Nous en sommes à nous demander d'où naissent les alarmes des autorités civiles et militaires. Jamais l'on n'eut moins besoin de précautions pour éviter des rixes entre les bourgeois et les soldats ; ils s'aiment et s'estiment réciproquement ; rien ne peut altérer la fraternité qui règne entre eux ; les soldats sont des citoyens, et les citoyens sont aussi des soldats. Nous n'avons pas oublié que les braves militaires du 5^e et du 62^e régiment viennent de contribuer à un acte d'humanité et de générosité en faveur des victimes de Goncelin. Nous ne concevons pas comment on a pu se méprendre ainsi sur nos véritables sentimens envers une garnison qui mérite notre reconnaissance et possède notre affection. Quelles sont les raisons qui ont motivé l'avis de la mairie ? L'ordre et la paix ne sont point troublés. Point de méfiances, point de haines. Une fête patronale, à demi-lieue de Grenoble, a vu rassembler trente mille personnes de la ville et de la campagne qui se sont livrées tranquillement aux plaisirs de la danse et des festins.

« Cependant l'affiche du 3 septembre porte que des insultes, des provocations, des voies de fait, ont eu lieu à diverses reprises vis-à-vis des factionnaires, de la part de gens mal intentionnés ou ivres, que plusieurs ont été saisis et livrés à la justice. La mairie ajoute qu'elle espère que les gens paisibles déféreront à ses invitations. Un tel discours ne semble-t-il pas faire croire qu'il s'est élevé quelques dissensions funestes dans notre cité, et que les citoyens paisibles ont pris part à ces troubles, puisqu'on les exhorte à la paix ? Qui n'aurait pas cette opinion, lorsque M. le lieutenant-général augmente les postes, double, multiplie les patrouilles, fait charger les armes, et prend des mesures de sûreté, comme s'il était au milieu d'un pays ennemi ?

« Tous ces ordres, qui seraient dans le cas de semer l'effroi s'ils étaient pris à la lettre, ne nous ont point inspiré d'effroi, et n'ont excité que notre sourire, car rien ne les justifie.

« Quels sont ces grands coupables dont la police s'est emparée, et que l'on veut faire punir sévèrement ? De jeunes étourdis échauffés par le vin, et qui ne voulaient pas se lais-

ser prendre par la garde. Quatre de ces prévenus ont été jugés par le tribunal de police correctionnelle de Grenoble. L'un d'eux a été acquitté; le second a été condamné à un mois d'emprisonnement pour avoir frappé un garçon cor-donnier; deux seulement ont été condamnés à une amende de 16 francs , à cause de leurs propos injurieux envers la garde. Trois autres , accusés de faits pareils , attendent leur jugement.

« Que prouve tout cela ? qu'il y a par intervalles , dans Grenoble comme dans les autres villes , des rixes occasionnées par le vin et par les femmes. L'adjoint de la mairie dépasse les limites de sa compétence , lorsqu'il annonce que les personnes saisies seront sévèrement punies. Il n'appartient pas à la police administrative de s'immiscer dans les fonctions judiciaires. Les tribunaux ne sont ni sévères ni indulgents ; ils sont et doivent être justes , et ils n'ont de conseils à prendre que de leurs lumières et de leur conscience.

« L'adjoint, défenseur né de ses administrés , au lieu d'écouter les accusations dirigées contre eux , devait les défendre auprès de M. le lieutenant-général , et lui montrer combien étaient peu motivés le doublement des postes , des patrouilles , la charge des armes , la défense de passer près des factionnaires. Nous sommes persuadés que M. le maire ne se serait point ainsi laissé aller aux insinuations erronées de l'autorité militaire. Peut-être même trouvera-t-il fort mauvais qu'on le fasse parler dans un avis qui n'est pas son ouvrage et ne porte pas sa signature.

« Nous ignorons par quels moyens on a pu tromper M. le lieutenant-général , et lui inspirer des craintes au point de lui faire prendre des mesures générales. Cependant nous le voyons assez souvent parcourir de nuit les rues de la ville en habit bourgeois , et nous ne sachons pas que personne se soit jamais permis de lui adresser la moindre insulte. Il a trouvé partout le respect dû à son mérite et à son rang. Nous espérons qu'il lèvera bientôt un ordre qui contraste trop avec l'esprit de tranquillité de notre ville. Ces précautions d'ailleurs ont aussi leurs dangers. Il y a deux ans qu'un étranger , arrivé dans Grenoble pour des affaires de commerce , sortit de grand matin , préoccupé et ne faisant pas attention à la sentinelle qui lui criait , *qui vive ?* Il reçut une balle qui lui cassa le bras.

(Rognure du *Journal des Débats.*)

— La *Gazette des Tribunaux* qui parut dimanche , et le *Journal des Débats* de lundi , contenaient un arrêt de rejet rendu par la cour de cassation dans son audience de vendredi dernier. Ces deux journaux avaient certainement reçu le visa du bureau de censure ; or , la décision rendue par la cour suprême déclarait mal fondé un pourvoi contre un arrêt de la cour d'assises de Versailles , qui avait condamné aux travaux forcés à perpétuité un nommé Molitors , qui avait abusé de son caractère de ministre du culte catholique pour faire outrage à la pudeur. Jamais la censure n'a voulu souffrir que le *Constitutionnel* parlât de l'arrêt rendu par la cour criminelle du département de Seine-et-Oise , et hier elle nous a interdit de faire mention de l'arrêt de la cour de cassation qui l'a confirmé , car elle nous a supprimé l'article suivant :

(Rognures du *Constitutionnel*.)

CENTENAIRE PRÉSENTÉE. M. Sarran , dans sa correspondance qui est un des utiles contre-poids de la censure , a publié de nouveaux renseignemens sur l'une des mystifications que la censure a prises sous son égide. Voici des détails interdits au *Journal des Voyageurs*.

Les journaux de Lyon se sont occupés dernièrement de la veuve Durieux , cette femme âgée de 114 ans , qui est alègre , ingambe comme une jeune personne de 60 ans. Nos lecteurs doivent se souvenir que nous les entretenimes de cette femme , il y a environ trois mois , à la suite d'une représentation à laquelle avait assisté la centenaire , au grand théâtre de Lyon. Une lettre nous était parvenue où l'on nous donnait quelques détails assez curieux sur son origine , sa fortune et son âge.

« Je ne me charge point d'expliquer , disait notre correspondant , comment la veuve Durieux a pu se procurer des documens qui constatent qu'elle a 113 ans ; mais ce que je puis attester avec beaucoup de vieillards de la Haute-Maurienne , c'est que cette femme ne doit avoir que 81 ou 82 ans. Né en 1751 , ayant été militaire dès ma jeunesse , à la fin de 1792 je fus nommé commandant de la place du Mont-Genis , où j'ai resté long-temps ; j'ai beaucoup connu la veuve Du-

rieux, qui peut avoir quelques années de plus que moi. Combien de fois ne l'ai-je pas vue remplissant les fonctions de postillon chez le sieur Joussaint, maître de poste à Lansbourg, faisant claquer son fouet avec la dextérité et la force d'un jeune homme de 25 ans ; combien de fois ne l'ai-je pas vue gourmandant et soufflettant les autres postillons, qui n'étaient ni aussi vifs, ni aussi alertes qu'elle l'était encore à cette époque, où elle pouvait avoir 45 à 50 ans ; j'en avais alors 40 à 45. Vous voyez donc que j'ai des termes de comparaison assez bien établis pour supputer l'âge de madame Durieux, et une excellente échelle de réduction. »

Cette femme, qui a amassé beaucoup d'argent à Dijon et à Lyon, demande à chaque porte comme si elle était dans une extrême misère, se rend à la mairie de chaque arrondissement pour y puiser à la bourse des pauvres. Il ne peut être permis de dégrader ainsi la vieillesse, qui est un bienfait de la Providence ; il lui sera toujours offert des maisons de refuge pour se soustraire aux rigueurs de la fortune, qui, du reste, ne l'a pas si maltraitée. En 1815, son auberge fut incendiée par les Autrichiens ; le roi de Sardaigne d'alors, Victor Emmanuel, lui accorda et remit pour indemnité 6,632 fr. et quelques centimes ; gratification qui n'a pu être saisie, le don d'un souverain étant à couvert, dans tout pays, de toutes poursuites et séquestre.

Elle est accompagnée d'un soi-disant neveu d'Asti, en Piémont, ci-devant gendarme, qui s'autorise à prendre le titre de *neveu Durieux*, parce qu'il aurait épousé la nièce de cette prétendue centenaire, laquelle est aussi du voyage.

(Rognure du *Journal des Voyageurs*.)

PROCÈS INTENTÉ PAR LA CENSURE.

Le *Journal du Commerce* est traduit devant les tribunaux pour la publication d'un *erratum* non approuvé par la censure. Voici l'*erratum* :

Le numéro de *l'Industriel* que nous avons annoncé hier est le cinquième et non le troisième du deuxième volume...
Risum teneatis.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

POLÉMIQUE DES JOURNAUX ANGLAIS. Les troubles de l'Espagne ont fait naître entre les journaux ministériels de la Grande-Bretagne et le *Moniteur* des hostilités amères. Les deux gouvernemens s'imputent cette levée de boucliers de sujets fidèles, qui se révoltent, disent-ils, contre leur roi parce qu'il n'est point assez despote. La censure voudrait que la France ignorât toutes les animosités des cabinets.

— Le *Courier anglais* et le *Times*, dans les réflexions qu'ils publient sur les troubles de la Catalogne, insinuent que ces troubles sont favorables aux secrets desseins du gouvernement français, auxquels ils fourniraient un prétexte commode de retarder l'évacuation.

Le *Moniteur* repousse cette *odieuse accusation*. Il atteste la loyauté bien connue du gouvernement, son horreur pour le crime, et le nom de Bourbon.

Il demande à son tour s'il n'y aurait pas quelque avantage pour l'Angleterre à forcer le monarque espagnol d'éloigner des frontières portugaises son armée d'occupation.

Nous nous attendons bien à lire prochainement dans le *Courier* que cette récrimination tombe d'elle-même, vu la loyauté bien reconnue de la politique anglaise, et l'horreur du gouvernement britannique pour le machiavélisme. S'il s'avise d'un pareil argument, nous lui opposerons le mot d'un de nos orateurs qui, examinant les comptes d'un ancien ministre, paraissait douter de leur sincérité. On lui objecta la réputation d'honnête homme dont l'ancien ministre jouissait. « Comptons d'abord, répliqua l'orateur : les bons comptes sont les bonnes réputations. »

La neutralité qu'affecte le gouvernement français ne s'accorde guère, selon le *Times*, avec le zèle qu'il montra il y a trois ans, lorsqu'un reste des légions révolutionnaires vint menacer l'Espagne d'une révolution nouvelle.

Mais le *Moniteur* répond en faisant remarquer la diffé-

rence capitale des deux situations. L'attaque des réfugiés avait tous les caractères de l'invasion. Le mouvement des rebelles de Catalogne a tous les caractères de l'émeute. L'une de ces deux choses est du domaine de la politique , et l'autre du domaine de l'administration.

Que le *Times* se tire de là s'il peut. Qu'il reconnaisse d'abord qu'il y a deux sortes de rebellions, les unes politiques et les autres administratives, et qu'il prouve ensuite que la rébellion de Catalogne appartient à la première catégorie. S'il y parvient, nous le tiendrons pour habile.

Mais ce n'est point à la France, ce n'est point à l'Angleterre, qu'il faut, selon le *Moniteur*, attribuer les événemens dont la Catalogne est le théâtre : c'est à la révolution qui a troublé, bouleversé ce pays.

En effet, de quoi la révolution n'est elle pas capable ? N'avons-nous pas vu la *Gazette de Lyon* imputer aux doctrines révolutionnaires la détresse du commerce français ?

(Rognure du *Journal du Commerce*.)

— Les *agraviados* s'avancent jusqu'aux portes de Barcelone, mais la garnison française ne pense pas à les attaquer; au contraire, beaucoup de lettres des environs annoncent que les généraux français ont donné l'ordre à leurs subalternes de ne pas molester les insurgés. Il n'en était pas ainsi lorsque Valdès débarqua à Tarifa en 1824, avec une poignée d'insurgés; alors la garnison française de Cadix et l'escadre de la baie étaient toutes disposées à intervenir, et certes il est assez singulier de voir maintenant une rébellion légitime, et les forces auxiliaires d'une puissance voisine constitutionnelle rester spectatrices impassibles des événemens. Si la révolte changeait de caractère, et de despotique devenait constitutionnelle, il est incontestable qu'on dirait aux troupes françaises qu'il est de leur devoir de changer aussi, et afin de conserver la tranquillité, d'employer la violence au lieu de la voir tranquillement employer par les autres. (*Courier*.)

(Rognure du *Constitutionnel*.)

— Ferdinand est entouré des membres du clergé, entouré de ses conseillers actuels, il ne peut rien faire. Il faut qu'il cède aux rebelles et qu'il devienne aussi absolu qu'ils le veulent, ce qui ne servira qu'à hâter sa ruine; ou qu'il appelle

à son secours les hommes éclairés , et qu'il leur donne une constitution. (*Globe and Traveller.*) (*Ibid.*)

—La plupart des insurgés sont d'anciens soldats ; beaucoup d'autres se disposent à les joindre , et on croit que le roi Ferdinand n'a pas un régiment sur lequel il pût compter.
(*Morning-Chronicle.*)

—Mais nous sommes portés à croire qu'il a craint, et avec raison, que plus il enverrait de troupes contre les rebelles, plus il augmenterait leurs forces.
(*Courier.*)
(Rognures du *Constitutionnel.*)

— Les troubles doivent leur existence au machiavélisme du ministère français. Hier encore plusieurs journaux du soir disaient que M. Lamb n'était rappelé de Madrid que pour donner verbalement des explications d'une si haute importance , qu'il n'était point prudent de les confier à des courriers qui devaient traverser une partie de l'Espagne et la France presque entière.

(Rognures du *Journal du Commerce.*)

— On écrit de Bayonne le 17 septembre : « Le ministre d'Angleterre à Madrid, M. Lamb, est arrivé hier dans nos murs. S. Exc. , dans un entretien qu'elle a eu avec le consul anglais sur les événemens de la péninsule, a dit qu'elle était heureuse de quitter l'Espagne avant le dénouement prochain de la crise qui agite ce malheureux pays. »
(Rognure du *Journal des Débats.*)

POLÉMIQUE DES JOURNAUX FRANÇAIS. En annonçant, d'après le *Moniteur*, le départ du roi Ferdinand pour la Catalogne, le *Courrier français* n'a pu ajouter :

Où en est la tranquillité du pays , où en sont les lois et le gouvernement, quand le prince en personne est réduit à marcher contre les rebelles , à tirer l'épée contre ses sujets, lui dont le front, dit Montesquieu, doit toujours porter grâce ? Une résolution de cette nature ne se prend qu'à la dernière extrémité : imminens sont en effet les périls , si l'on en croit les bruits qui transpirent en deçà des Pyrénées : les bandes insurgées se recrutent chaque jour de fanatiques et de gens qui, n'ayant plus rien à perdre, ne peuvent que ga-

gner dans les commotions politiques et les désordres qu'elles entraînent. Les troupes mêmes qu'on fait marcher contre les rebelles passent en grande partie sous leurs drapeaux. Déjà le foyer de l'incendie n'est plus resserré dans la Catalogne, les provinces voisines sont menacées de combustion, les agraviados ont des intelligences jusque dans les places fortes : Tarragone a failli tomber entre leurs mains, et un officier supérieur a profité du tumulte pour s'échapper de la ville avec les prisonniers et aller joindre ceux qu'il espérait y introduire. A Madrid même la tranquillité publique se ressent des secousses lointaines qui agitent les provinces : des proclamations séditieuses ont été saisies, des hommes suspects ont été arrêtés; il faut déployer des rigueurs. Que sera-ce lorsque le départ du roi et des chefs du gouvernement aura laissé en quelque sorte le champ libre aux secrets auteurs de la révolte? La main d'une femme à laquelle la régence est confiée saura-t-elle réprimer leurs complots?

Que de catastrophes nouvelles prêtes à fondre sur cette Espagne, qui semblait arrivée au fond de l'abîme! Qui oserait prédire où s'arrêtera la contagion dont la Catalogne est devenue le théâtre? C'est pour délivrer le roi, qu'ils supposent en captivité; c'est pour lui rendre le libre et entier exercice de sa puissance absolue, qu'ils regardaient apparemment comme restreinte, que les agraviados ont pris les armes aux cris de *vive le roi absolu! vive l'inquisition!* C'est sans doute pour démentir cette injurieuse supposition que Ferdinand VII court se mettre à la tête de ses armées, et se montre le glaive à la main à ceux qui le croient chargé de liens et d'entraves : cet argument leur parait-il bien décisif?

Si le déploiement de la force et la présence du souverain apparaissant comme juge suffisent pour ramener l'ordre, espérons du moins que le gouvernement espagnol saura mettre enfin à profit des leçons trop long-temps dédaignées. Il sera temps pour lui de comprendre que le gouvernement absolu conduit à l'anarchie, l'anarchie à la révolte, et que la révolte met tout en question.

(Rognure du *Courrier français*.)

SITUATION DES TROUPES FRANÇAISES. Les chefs des rebelles annoncent que dans les premiers jours d'octobre ils seront en état d'agir contre les Français.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

— On lit dans la *Gazette universelle de Lyon* :

« Quelques mouvemens de troupes ont eu lieu, dit-on, dans les départemens du midi. Au moment où le gouvernement espagnol prend des mesures vigoureuses contre les insurgés de Catalogne, la prudence commande les précautions nécessaires pour préserver nos frontières de toute insulte de la part des bandes qui seraient repoussées. Il faut que la force armée, chargée de faire respecter la neutralité du territoire, soit assez nombreuse pour qu'elle n'éprouve aucune résistance. » (Rognure du *Journal du Commerce*.)

Elle fait imprimer dans cette ville un journal qui a pour épigraphe : *A bas l'inquisition ! à bas les maçons !*

(*Idem* .)

« Les Français ont un dépôt de convalescence aux eaux minérales de Caldas, avec un détachement de la garnison. Des ordres ont été donnés pour qu'ils rentrent tous, ce qui est prudent, parce que, en cas d'alerte, les troupes françaises ne pourraient s'empêcher de se défendre. » (*Idem* .)

FAITS. *Manresa, 9 septembre.* Les prières de quarante heures ont lieu aujourd'hui dimanche dans l'église des RR. PP. capucins. Exposition du Saint-Sacrement à trois heures et demie du soir, bénédiction à sept heures et demie; les jours ordinaires, exposition à cinq heures et demie, et la bénédiction à sept heures et demie.

Barcelone, 13 septembre.

— Comme le général Monet, nouveau commandant-général des troupes de la Catalogne, n'a amené aucun soldat à sa suite, les ravages, les vols, et tous les malheurs de l'anarchie et de la guerre civile, ne discontinuent pas. Les rebelles sont maîtres de tout le pays, excepté des places fortes et des villes de Palamos, de Tarrasa et de Mataro, qui ont été mises en état de défense. On avait aussi eu l'intention de fortifier la ville commerçante de Reus, et, pour cet objet, un grand nombre de volontaires royalistes des environs s'étaient déjà réunis dans son enceinte; mais ces troupes ont saisi l'occasion de s'emparer de 14,000 piastres fortes (70,000 fr.) destinées aux frais des fortifications, et se sont empressés de rejoindre les rebelles. Bientôt après ils sont rentrés, ayant à leur tête les RR. PP. Chocho et Pungal, et ils ont commis

toutes les horreurs qu'on voit à peine dans une place prise d'assaut ; les femmes n'ont pas eu le moins à souffrir de leurs horribles excès.

A Villafranca , Villannueva et Igualada , ils ont exigé des contributions exorbitantes , et commis les plus grands désordres.

A Manresa , ils ont ruiné tous les fabricans de draps , en enlevant toutes les marchandises de leurs magasins.

Jep dels Estanys porte maintenant une décoration qu'il prétend avoir reçue de Rome , comme un présent offert par Sa Sainteté : il se vante aussi que , dans certains cas , le brevet qui lui confère cette décoration lui donne plus d'autorité que celle du roi lui même.

Le gouverneur de Gironne conserve toujours en son pouvoir le parlementaire qu'on lui avait envoyé ces jours derniers pour demander la reddition de la place.

Notre journal d'hier publie la circulaire ci-jointe de la direction générale des rentes. Un exemplaire de cette pièce ayant été adressé à don Jean Gallo , intendant de notre province , ce dernier s'est empressé d'en donner connaissance à la junte de commerce de la principauté. Voici cet écrit :

« D'après un ordre royal qui a été communiqué à cette direction par S. Exc. le ministre des finances , on fait savoir à cet établissement que parmi les mesures adoptées par le gouvernement dissident du Pérou , il est statué qu'on admettra dans les ports principaux de la soi-disant république les cargaisons de marchandises espagnoles , sous quelque pavillon que ce soit , à condition que les bâtimens devront présenter deux quintaux de mercure pour chaque tonneau de leur port. C'est ce que la direction communique à votre seigneurie et aux bureaux qui sont sous sa dépendance. »

Est-ce que le gouvernement espagnol comprendrait enfin que le commerce de la péninsule pourrait être avantageux au pays ? Est-ce qu'il éprouverait quelque velléité de reconnaître ce qui ne peut plus être méconnu ?

(Rognure du *Constitutionnel*.)

Madrid, 14 septembre.

—Au milieu de cette complication d'événemens , les intrigues du palais sont plus grandes que jamais ; beaucoup de personnages ont profité de cette circonstance pour déployer

contre le ministère une opposition qui, surtout au conseil-d'état, est devenue formidable; et comme les finances sont dans tous les pays le nerf de l'état, c'est à cette partie que l'on s'est principalement attaqué, et l'on n'a pas eu de peine à démontrer que l'administration de M. Ballesteros, qui dans les finances représente le ministère entier, a été la plus ruineuse que jamais ait eue l'Espagne, et qu'elle n'a servi qu'à épuiser le peu de ressources du pays au profit de quelques particuliers; on a surtout fait un crime au ministère en masse de ce que, après que le roi avait ordonné que les intérêts de l'emprunt royal fussent payés en Espagne, ce qui pouvait se faire sans manquer en rien à la bonne foi, on a fait des frais énormes pour payer les intérêts de l'emprunt au dehors, sans que les ministres aient pu présenter aucunes raisons valables pour justifier ce surcroît de dépense.

M. Zorilla et ses employés ne savent quel parti prendre. Ils ont trouvé dans les archives de M. Recacho et Valboa une grande quantité de lettres, et autres documens écrits par des personnages de haut rang, qui prouvent que S. M. connaissait les intentions du parti apostolique. Il résulte de ces pièces que beaucoup de personnes qui ont trempé dans des intrigues séditieuses, l'ont fait, non-seulement avec la connaissance du roi, mais par son ordre. En un mot, les agens de la police étaient si nombreux et si puissans, que M. Zorilla s'exposerait beaucoup s'il découvrait tout ce qui se passe, parce qu'il se mettrait à dos les dénonciateurs et les dénoncés.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

Perpignan, 17 septembre.

— Les malheurs de Reus se sont confirmés; les troupes commandées par le cordelier Pugal ont saccagé toute la ville; le pillage, la rapine et le viol, ont été le fruit de cette malheureuse journée; aussi, Barcelone continue à être le refuge des citoyens qui ne veulent pas être exposés aux insultes des féroces soldats de la junte: les familles sont entassées les unes sur les autres; les écuries sont transformées en lieux d'habitation, et les autorités, craignant que la santé publique n'en fût altérée, viennent de faire publier un ordre par lequel il est défendu aux propriétaires et principaux locataires d'admettre dans leurs maisons un plus grand nombre de personnes que ne le permet la capacité respective de leurs habitations.

(*Ibid.*)

—Malgré toutes ces dispositions, il est à craindre que le gouvernement ne vienne à succomber dans cette lutte, car, indépendamment des symptômes de révolte qui se manifestent dans la Vieille-Castille, nous avons appris hier que quelques petites bandes de dix à quinze hommes ont été aperçues dans la province de la Manche; en sorte qu'au moment où je vous écris on peut dire que la rébellion a gagné d'une manière plus ou moins considérable un tiers du territoire espagnol. (*Ibid.*)

PORTUGAL.

Les affaires de la Péninsule tout entière présentent un triste spectacle. Il y a là deux gouvernemens et deux peuples qui sont tombés en délire; on ne peut se dissimuler que la tutelle du ministère anglais ne réussit guère mieux au Portugal que celle du ministère de France à la monarchie de Philippe V. Malheureuses nations que celles qui tombent sous les lois de l'étranger! Malheureux trônes que ceux qui se trouvent armés du pouvoir absolu! Le pouvoir de tout faire n'est autre que celui de tout perdre.

Les réactions successives du gouvernement portugais sont inexplicables. Voici des faits :

Lisbonne 8 septembre. (Correspondance particulière.)
La direction imprimée à la marche du gouvernement a produit dans les provinces l'effet que l'on devait en attendre. Une bande de rebelles a attaqué, à onze heures du soir du 21 août dernier, la place de Melgaço; l'attaque a été vive et la résistance vigoureuse. Les assaillans ont été repoussés, battus et poursuivis jusqu'à la frontière.

Des émissaires apostoliques étaient parvenus à séduire une bonne partie du régiment d'infanterie n° 20, cantonné à Campo-Major. On voulait l'entraîner à désertir en Espagne pour se réunir aux bandes des factieux et des traitres. La fermeté des officiers a déjoué le complot; il n'y a eu que quelques déserteurs isolés.

La faction Silveira a eu l'audace de faire publier de nouveau des proclamations incendiaires à Chaves, Villa-Réal, Bragança et aux environs, au nom du prétendu roi don Miguel^{1er}, souverain absolu. La chose est tellement grave, et les conséquences pouvaient être si funestes dans la disposition actuelle des esprits, que le gouvernement s'est vu forcé d'en faire l'aveu dans la gazette officielle, et de prendre des mesures de répression.

On sait maintenant que la nomination du général comte de Villa-Flor à la place de gouverneur de Porto, était méditée depuis long-temps, car cet homme, qui était parvenu à usurper une certaine influence politique détruite par sa conduite postérieure, avait sollicité ce poste, depuis quelques mois, auprès de l'ex-ministre Saldanha lui-même, qui a repoussé vivement cette demande indiscrète, en disant que l'on ne devait pas faire une injure aussi criante au brave général Stubbs, aujourd'hui victime de son zèle et de son patriotisme. \

La nomination du comte de Villa-Flor se rattachait au grand plan imaginé par une fraction de la minorité de l'aristocratie féodale. Quelques membres de cette oligarchie turbulente et ambitieuse n'ont cessé, depuis la mort du roi Jean VI, de s'occuper du moyen d'usurper les droits de la nation, et de placer l'autorité royale sous une tutelle dégradante.

On donne comme preuve de cette inculpation : 1° l'objet de la mission confiée aux députés envoyés à la cour de Rio-Janeiro après la mort de S. M.; 2° les retards et la résistance opposés par le conseil de la régence et le ministère d'alors à la publication de la charte constitutionnelle, octroyée généreusement par le roi don Pedro IV; 3° le discours prononcé par le comte de Villa-Réal, dans sa qualité d'ex-ambassadeur portugais en Espagne, à la séance de la chambre des pairs du 4 décembre 1826, et la déclamation, quelques jours après, à la tribune, contre le général Saldanha, contre son système politique et militaire, et contre des membres de la chambre populaire (les discours de ce pair sont d'autant plus attaquables, comme documens historiques, que l'on y rencontre les mêmes pensées et les mêmes déclamations contre une prétendue *tendance démagogique*, que dans la circulaire diplomatique du comte da Ponte, publiée

dans la gazette officielle du 31 juillet dernier); 4° dans le message voté par la minorité de la chambre des pairs , sur la proposition du comte de Lapa , dans la séance du 29 janvier dernier , pour solliciter directement le prompt retour en Portugal de l'infant don Miguel , sous le nom spécieux de la reine dona Maria II , qui est encore dans l'enfance , et dont l'arrivée en Portugal serait certainement étrangère à toute espèce d'influence sur la marche du gouvernement ; 5° dans l'impunité accordée aux chefs des factieux ; 6° dans le refus obstiné de reconnaître et de respecter les ordres et les décrets de S. M. le roi légitime don Pedro IV.

L'esprit constitutionnel qui anime la masse de la majorité de la nation ayant dérangé les premiers plans de l'oligarchie , ses principaux coryphées ont été forcés de changer d'attitude et de moyens , mais sans jamais changer de but , qui sera toujours le même.

A l'exemple des nobles mécontents sous le règne de Louis XIII , quelques *fidalgos* , ou anciens nobles portugais , n'ont rien négligé pour se mettre à la tête de tous les gouvernemens militaires des provinces , pour pouvoir dominer et maîtriser la nation. Tout en protestant qu'ils servent le roi , et qu'ils ne font la guerre qu'aux prétendus républicains , aux démagogues , et en proclamant de toutes parts , avec une affectation puérile : *A carta e nada mais , a carta emadame-nos* ; ces singuliers défenseurs de la charte ne déguisent guère leur projet bien connu de la rendre un vain fantôme sans réalité et sans exécution pratique , après avoir écarté des fonctions publiques tous les hommes intéressés à la soutenir et en état de le faire.

Il est en effet digne de remarque que tous les commandemens des provinces , sont aujourd'hui entre les mains d'une seule classe de pairs du royaume. On doit croire que plusieurs sont animés de sentimens constitutionnels ; mais il serait peut-être plus prudent et plus convenable de se rapprocher un peu mieux du véritable esprit du titre 13 de l'article 185 de la charte qui consacre l'égalité des droits des citoyens. L'indication des noms rendra cette vérité plus sensible. Le comte de Lumiares gouverne la province du Minho : le marquis de Valence celle de Tras-os-Montès , le comte d'Alva celle de Algarves , et le comte de Villa-Flor la seconde ville du royaume , tandis que le comte de Ponte est à la tête du gon-

vernement suprême de la nation, et que les constitutionnels de bonne foi sont en général condamnés à la nullité et à l'inaction. N'est-il pas dès lors naturel de redouter un peu l'entraînement de sympathie, fondée sur la communauté des intérêts de classe sous une nouvelle forme de gouvernement qui doit détruire un grand nombre de vieux abus qui rongent la nation au profit exclusif d'un petit nombre de personnes?

Au reste, on pense généralement que l'occupation de tous les emplois supérieurs de l'état a un double objet.

Le premier, de se ménager les moyens de pouvoir imposer des conditions, à leur avantage, à l'infant don Miguel, si S. A. entre en Portugal pour le 25 octobre prochain.

Le second, d'exercer une influence absolue sur l'esprit du roi don Pedro IV, si S. M. cède au vœu national et se rend en Portugal, en écartant des avenues du trône et en repoussant de la présence royale tous les hommes franchement dévoués à son auguste personne, et amis sincères de la charte constitutionnelle.

Victorino da Silva Moraes, contrôleur général, a été nommé trésorier général du trésor public.

La gazette du gouvernement publie ce matin un ordre du comte da Ponte, en date du 5 de ce mois, qui prononce la destitution de João Rozendo de Mendonça Pessanha, lieutenant-colonel, de la place de chef de l'état-major du gouverneur de la province d'Alemtejo.

On lit dans le même numéro de la gazette officielle, sous le titre d'*Annnonce*, un désaveu publié au nom du capitaine de navire portugais *Pombinha*, parti de Rio-Janeiro le 25 mai dernier, et entré dans le Tage le 2 août. Il déclare qu'il n'avait pas annoncé de projet de départ de don Pedro IV pour Lisbonne. Cet avis tardif, publié par la gazette du gouvernement, a d'autant plus surpris, que l'on a négligé de mettre en note que le navire *l'Apollon* et autres ont quitté Rio-Janeiro vingt jours plus tard que *la Pombinha*, et ont porté la nouvelle du projet de départ de S. M. pour l'Europe. Il paraîtrait que la réalisation de cette nouvelle consolante ne serait pas du goût des nouveaux écrivains ministériels.
(Rognure du *Constitutionnel*.)

—Nous recevons de Lisbonne une lettre datée du 8 au soir,

et une autre de Londres, qui renferment de nouveaux détails fort curieux sur l'espèce de contre-révolution politique qui vient d'avoir lieu. On sait que depuis six semaines l'infante était entrée dans un système de conduite politique tout-à-fait contraire à celui que voulait suivre le ministre Saldanha. Depuis le renvoi de cet homme d'état le désordre avait été mis partout, par la faute de deux hommes sans capacité, MM. da Ponte et Santarem. Les prisons se remplissaient d'accusés, et les destitutions de tous les hommes capables avaient commencé par celle du brave général Stubbs.

Tout le monde attendait avec une inquiétude pénible le résultat de tant de violences et de tant de folies. L'honneur de l'Angleterre se trouvait d'autant plus gravement compromis qu'on attribuait à l'inimitié personnelle de sir W. A'Court contre le général Saldanha le renvoi de ce ministre, et la marche rapide qu'avait prise l'insurrection sous l'influence de la reine. Renommé jusqu'ici, sinon par ses principes, au moins par une sorte de finesse diplomatique, sir W. A'Court a perdu ici le reste de célébrité qu'il avait en ce genre. Au milieu de cette véritable anarchie, il était difficile de savoir comment on pourrait en sortir, et la crainte de l'arrivée de don Miguel à la suite de la faction qui voulait alors le ramener avant que fût arrivée la réponse du roi don Pedro, achevait d'ôter toute espérance. Tout-à-coup la scène a changé.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

AFFAIRES D'ORIENT.

Peut-être vous souvient-il, monsieur, que lorsque je vis les sommations hautaines du cabinet au dey d'Alger, je jugeai que le ministère s'embarquait dans une lâcheté.

Lorsqu'il y a quinze jours le *Moniteur* fulmina son article conquérant contre les Turcs, j'écrivis qu'en le lisant j'avais tremblé pour la Grèce.

En effet, deux jours après sont venues les nouvelles des refus superbes de la Porte. Aussitôt, tout

a changé ici de langage, ou plutôt tout a pris le parti de se taire. Les ministres voudraient pouvoir tapir eux et la France dans un coin inconnu de l'univers, pour échapper à la mauvaise humeur de la Sublime-Porte.

Sommé par vous, monsieur, d'expliquer son silence, le *Moniteur* répondit bravement qu'il ne parlait point parce qu'il ne parlait point, qu'il aurait déjà parlé s'il avait voulu parler, et qu'il parlerait très-certainement le jour qu'il parlerait. Du reste, pour ce qui est de la délivrance de la Grèce, de la prise de Constantinople, de toutes ses conquêtes de la semaine précédente, il n'en disait plus le mot. Sa campagne était finie.

Depuis ce moment, la censure n'a qu'une application, celle de biffer tout ce qui pourrait donner à ses maîtres l'inquiétude d'être entraînés à la guerre, tout ce qui pourrait mettre la France sur la voie des soumissions auxquelles nous sommes disposés.

Cependant l'opinion générale est que le ministère a été pris de peur trop vite. Le Grand-Seigneur n'a guère en ligne, pour le moment, que les flottes égyptiennes, et le Pacha paraît avoir précisément la même envie d'en venir aux mains, que les ministres d'Angleterre et de France. Ses vaisseaux, pour aller d'Alexandrie dans le Péloponèse, ont inventé d'aller jeter l'ancre sur les côtes de Syrie. Le moyen était excellent pour donner aux escadres chrétiennes le loisir de prendre position entre eux et la Grèce. Avec des dispositions si pacifiques, il y aurait bien du malheur que la guerre survînt. Jusqu'à présent ce ne sont que des parades.

Cependant on ne peut pas se dissimuler que la Russie a des dispositions plus sérieusement guerrières ; qu'à Constantinople mille incidens peuvent naître qui mettent le monde en feu ; que l'empire turc s'écroule, malgré tous nos efforts, sur ses vieux fondemens ; que le traité philhellène peut, malgré quelques-uns de ses auteurs, devenir une transaction sérieuse. Le ministère a donc raison de trembler.

Que la censure sabre la polémique, on s'y attend. Cette phrase est défendue au *Constitutionnel* :

—L'intervention des flottes ne sera-t-elle point considérée par la Porte comme un acte d'hostilité ? Pour l'envisager autrement, il faudrait qu'elle rabaissât singulièrement ses habitudes de hauteur et son ton accoutumé d'arrogance. Alors que fera -t-elle ?

Les faits ne sont pas mieux traités ; et on va voir que rassurer les familles françaises qui ont des parens en Orient est chose illicite ; car ce serait donner à croire que des tourmentes peuvent naître dans ces parages, et il faut écarter des imaginations ministérielles tout ce qui pourrait les troubler..

— Des lettres reçues de Smyrne annoncent que les sujets français, anglais et russes, s'étaient placés sous la protection des consuls d'Autriche, de Prusse et de Suède, pour mettre leurs personnes et leurs propriétés à l'abri de toute violence de la part des Turcs. La même mesure aura été adoptée dans les diverses échelles, et même à Constantinople. Les ambassadeurs seront les seuls exposés aux effets de la mauvaise humeur du divan ; mais leur caractère diplomatique, et la crainte de pousser les choses trop loin avec les puissances qu'ils représentent, leur assurent une espèce d'inviolabilité.

(Rogneur du *Courrier français*.)

— Du 14 septembre. (*Correspondance particulière*.) Nous recevons par voie extraordinaire la nouvelle que depuis l'arrivée au quartier-général de la deuxième armée de plusieurs

officiers d'état major expédiés de Pétersbourg, les mouvemens de concentration de divers corps de cette armée s'exécutent avec beaucoup plus d'activité. Toutes les troupes dont les cantonnemens occupaient un espace de cent et quelques lieues, depuis Choczyn jusqu'à Simférapol (Crimée), marchent pour se réunir sur le Pruth. On évalue leur nombre à près de cent mille hommes de toutes armes, non compris le corps d'armée du général Sabanief en Bessarabie, dont les avant-postes touchent l'extrême frontière limitrophe du territoire moldave.

Nous apprenons de Bucharest qu'un officier supérieur turc a successivement visité dans le plus grand détail les forteresses de Galatz et d'Ibraïlow, et que peu après son départ ces places ont reçu de l'artillerie. Les garnisons n'avaient pas encore été renforcées.

Un Tartare, expédié de Constantinople, a apporté au pacha d'Andrinople des dépêches qu'on croit relatives à la destination assignée aux troupes rassemblées aux environs de cette ville.
(Rognure du *Constitutionnel*.)

—Les affaires de l'Orient inquiètent le commerce français, surtout depuis qu'il a été informé de la cérémonie burlesque du Grand-Seigneur, qui a paru devant ses troupes *couvert d'un cilice*, comme un signe de deuil et de danger pour l'empire; il ne lui reste plus que d'arborer l'étendard de Mahomet pour appeler les populations aux armes, ce qui peut devenir le signal de l'extermination de tous les Francs. Marseille a dans le Levant beaucoup d'intérêts commerciaux, et des intérêts d'amitié et de parenté; aussi, remarque-t-on moins de haine et d'animadversion dans les propos des négocians turcophiles; s'ils ont désiré l'asservissement de la Grèce, c'était pour en profiter sans danger, et avoir moins de concurrens dans le Levant, l'Archipel et les côtes de Barbarie; mais maintenant que leurs intérêts peuvent être compromis, ils doivent se repentir des vœux indiscrets et barbares qu'ils ont émis contre un peuple malheureux, victime de la plus sanglante oppression. Chaque jour on attend la nouvelle de l'acceptation de l'intervention, et la fin de la guerre d'Alger, pour calmer beaucoup d'inquiétudes et garantir de grands intérêts....

(Rognure du *Journal des Débats*.)

— *Constantinople, 25 août.* Depuis quelques jours il est parti pour les Dardanelles trois ou quatre mille hommes d'infanterie et d'artillerie. (*Ibid.*)

— On assure que le sultan est déterminé à pousser les choses à l'extrémité, même à une rupture ouverte. L'embarquement des familles des ambassadeurs confirme assez cette opinion. On fait aux Dardanelles de grands préparatifs de défense. (*Gazette d'Augsbourg.*)

NOUVELLES ÉTRANGÈRES DIVERSES.

RUSSIE. — Le gouvernement russe vient de faire fermer la chaire de philosophie de l'université de Moscou. Une mesure semblable sera prise, dit-on, dans tout l'empire. En compensation, on a établi un nouvel ordre de chevalerie destiné à récompenser les services civils et militaires. (*Rognure du Journal du Commerce.*)

SAVOIE. — *Chambéry, 15 sept. (Correspondance particulière.)* La situation de ce pays devient plus déplorable d'année en année. Privés de tous débouchés à l'intérieur, imposés comme dans le temps où nos produits jouissaient d'un écoulement facile, l'abondance même des récoltes, au lieu d'être pour nous une source de prospérité, est envisagée par nos agriculteurs comme un fléau, par l'avalissement qui en résulte pour le prix des denrées. Pour peu que cet état de détresse continue, le gouvernement sera forcé de lever la contribution foncière en nature, vu l'impossibilité où se trouveront les propriétaires de l'acquitter en argent. Tout commerce a disparu de nos contrées; le transport des marchandises qui transitent, par le Mont-Cenis, de Gênes en Suisse, entretient encore sur nos grandes routes une espèce de mouvement qui fait illusion aux voyageurs; encore est-il probable que nous en serons privés quand la route commerciale de Saint-Gothard sera complètement achevée. Nos eaux thermales et nos glaciers attirent toujours un grand nombre d'étrangers dans la belle saison. Sans cette ressource, qui, toute momentanée qu'elle est, sert à répandre quelque aisance dans certaines localités, les espèces d'or et d'argent, déjà excessivement rares, auraient entièrement disparu de la circulation. Tandis que la masse du peuple souffre, il arrive, par une compen-

sation qu'il est aisé de prévoir, que les grandes propriétés se reforment insensiblement, soit parce que les lois sardes favorisent l'accumulation des propriétés foncières dans les mêmes mains, soit parce que l'appauvrissement graduel des petits propriétaires les dispose à vendre leurs terres à vil prix, et à rentrer dans la classe des métayers.

Les moyens d'instruction nous manquent presque entièrement. Nous n'avons plus nulle part d'écoles gratuites. Les pères trop éloignés du chef-lieu pour envoyer leurs fils au collège des jésuites de Chambéry, redoutent de les placer dans les écoles provinciales. L'introduction de toute espèce de livres est soumise à des formalités qui équivalent à peu près à des prohibitions. La seule ville de Chambéry possède une bibliothèque publique, qui, toute insuffisante qu'elle est, offre aux habitans de cette ville une ressource dont ils doivent sentir d'autant plus vivement le prix, qu'elle est refusée au reste de la province. La petite ville de Thonon, dans la Chablais, compte un grand nombre d'hommes avides d'instruction. Les habitans les plus aisés s'étaient proposés dernièrement de créer dans leur ville une bibliothèque à frais communs, avec un salon de lecture sur le modèle des sociétés de lecture qui existent à Genève et à Lausanne. Ils ont été péniblement surpris en recevant l'injonction de renoncer à leur projet, attendu, selon les expressions dans lesquelles était conçu cet ordre, que les réunions littéraires étaient prohibées dans les états sardes.

Il n'y a plus aujourd'hui que deux journaux étrangers dont la circulation soit permise dans la Savoie : la *Gazette de France* et la *Quotidienne*. Quelques particuliers attachés à l'administration, et pour lesquels on présume que cette faveur est sans danger, sont autorisés à lire la *Gazette de Lausanne*. Le *Journal de Savoie*, rédigé par M. le professeur Raymond, de Chambéry, ne contient plus guère aujourd'hui que des articles de littérature et des charades.

(Rognures du *Constitutionnel*.)

SUISSE. — La *Gazette de Lausanne*, du 18 septembre, annonce que le gouvernement sarde vient de réclamer, pour le cas où il se trouverait en Suisse, l'ex-capitaine d'artillerie piémontais Evasio Radice, condamné à mort comme l'un des chefs de la révolution de 1821.

Puisque après six ans ce gouvernement se souvient encore

de cette révolution, de la sentence capitale prononcée pour ce délit politique contre cet officier, et qu'il demande son arrestation et son extradition à un peuple libre, nous croyons pouvoir le prévenir que cette demande est inutile : 1° parce que les gouvernemens ne se prêtent à ces extraditions que contre les voleurs, les faussaires et les assassins (et encore tous les assassins ne sont pas renvoyés devant les tribunaux qui les ont condamnés) ; 2° parce qu'il est vraisemblable que M. Evasio Radice combat dans cet instant en Grèce pour la croix et pour la liberté. (*Ibid.*)

LIBERTÉ DE LA PRESSE EN SUISSE. — On lit dans le *Journal de Genève*, du 20 septembre : « Les pouvoirs extraordinaires que le conseil souverain avait conférés au conseil-d'état, d'année en année depuis 1823, sur la liberté de la presse et la police des étrangers, sont expirés depuis le 16 de ce mois. Dans l'état actuel de notre législation, leur renouvellement, n'étant plus nécessaire, n'a point été demandé. Ce n'est pas sans une vive satisfaction que nos concitoyens auront appris cette nouvelle.

« Ainsi, en rentrant dans le libre exercice de nos droits constitutionnels, c'est-à-dire, pour ne parler que de la presse, en abolissant la censure, nous l'avons fait d'une manière à la fois honorable pour nous, convenable pour la Suisse, et satisfaisante pour les puissances étrangères. »

(Rognure du *Journal des Débats.*)

CONCLUSION.

On vient de voir la censure s'appliquer à maintenir la nation française dans l'ignorance de l'heureux retour de la nation suisse à ce régime de la liberté de la presse, sans lequel il n'y a que des peuples esclaves.

Le ministère, qui a pris ainsi à forfait l'ignorance publique, n'a point répondu aux réflexions que j'ai publiées sur l'illégalité du meurtre commis dans la plaine de Grenelle, en vertu d'un jugement de

conseils de guerre suisses. Il est bien entendu que si un tel assassinat venait à se renouveler , le ministère y aurait trempé. Il répondrait devant Dieu et devant les hommes du sang qui aurait été répandu malgré nos codes , malgré la charte , malgré les prérogatives de la couronne , malgré l'honneur de la France.

On ne voit pas bien quels seraient ses motifs de tenir à ce système inouï parmi les nations. Entend-il par hasard que la liberté de la presse ait passé les frontières avec les régimens suisses ? Si ces soldats voulaient faire un journal , auraient-ils le privilège d'être exempts de la censure !

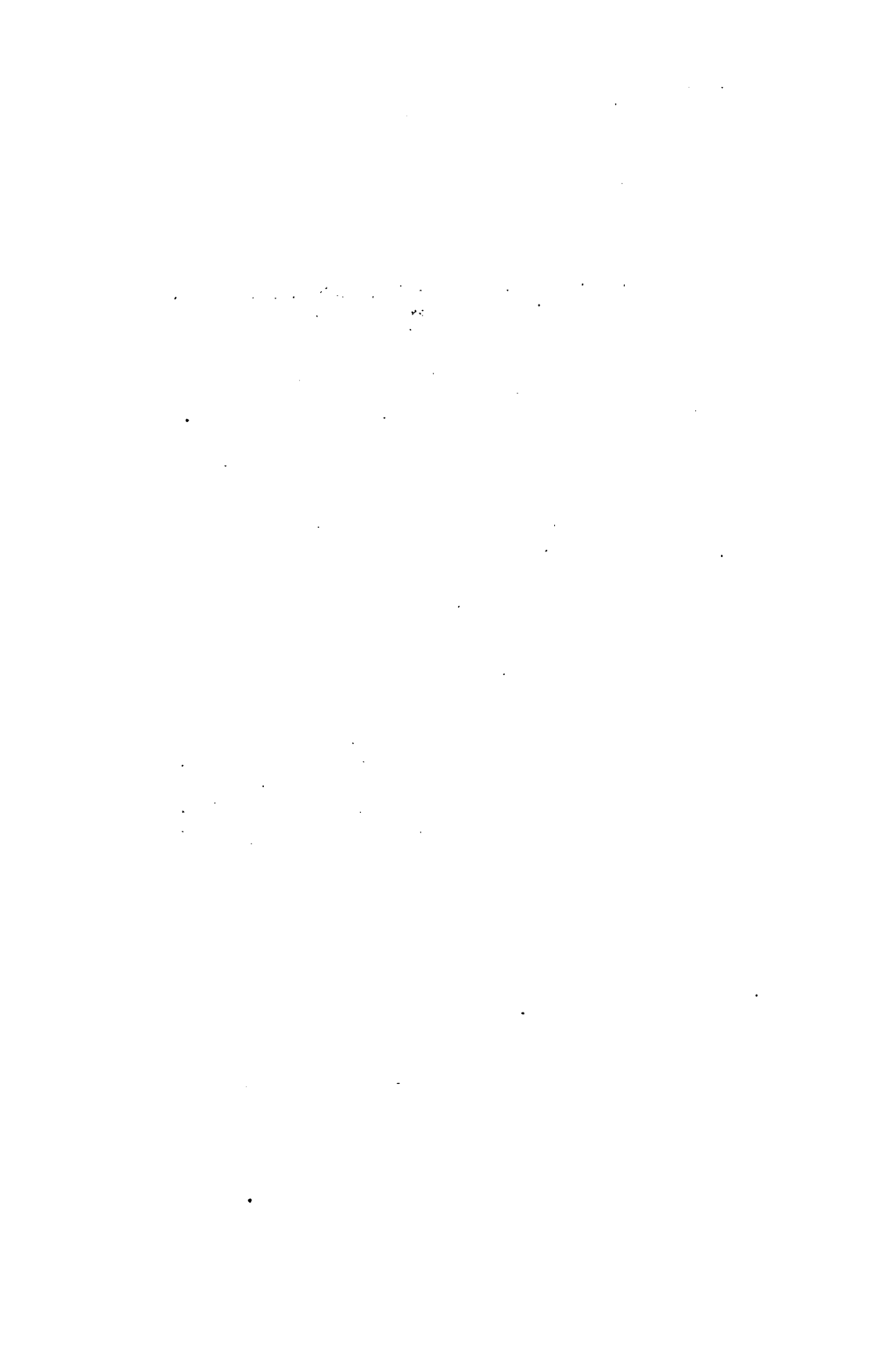
L'unique intérêt du ministère serait d'avoir des tribunaux français de moins. Que ne peut-il instituer partout des tribunaux étrangers !

La mauvaise humeur que nos magistrats lui donnent est si grande, qu'il s'est résolu à faire appel du mémorable arrêt que les funérailles de M. Manuel ont provoqué. La joie du conseil serait vive s'il prouvait au pays que les biens qui nous viennent de la magistrature ne sont pas plus à l'épreuve de ses atteintes que ceux qui nous viennent de la couronne. Mais la magistrature sait que nos libertés outragées n'ont pas d'autre sauve-garde que la justice , qu'il s'agit peu , dans nos débats , de faits solitaires , d'accidens passagers , de rédactions fugitives ; il s'agit d'un fait immense , le maintien de la restauration avec tous les intérêts dont elle se compose , aussi bien qu'avec les garanties qu'elle a données. Ces garanties ont été méconnues , ces intérêts compromis , le jour où trois hommes , par un contre-seing qui est un attentat , ont pu remettre en question le système qui

nous régit, suspendre le premier de nos droits, se jouer de l'esprit et de la lettre de l'acte législatif qu'ils ont invoqué contre la France. Là est l'arrêt dont cette France offensée porte chaque jour l'appel devant ses magistrats; là est la coupable, la périlleuse application des lois.

N. A. DE SALVANDY.

Ce mercredi 3 octobre 1827.



LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur l'état des affaires publiques, par N. A. de Salvandy. 12 Juillet 1827.

LETTRE DE LA GIRAFE au pacha d'Égypte, pour lui rendre compte de son voyage à Saint-Cloud, et envoyer les rognures des deux premières semaines de la censure de France au journal qui s'établit à Alexandrie en Afrique. 12 Juillet 1827.

SECONDE LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur l'état des affaires publiques, par N. A. Salvandy. 19 Juillet 1827.

TROISIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 25 Juillet 1827.

QUATRIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 2 Août 1827.

DEUXIÈME LETTRE DE LA GIRAFE AU PACHA D'ÉGYPTE, en lui envoyant son Album enrichi des dernières noirceurs de la censure. 8 Août 1827.

CINQUIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 16 Août 1827.

SIXIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 22 Août 1827.

EXPLICATION de la loi sur les collèges électoraux et le jury, à l'usage de tous les électeurs de la France, par le même (4^e publication des amis de la liberté de la presse. Se distribue.)

SEPTIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 29 Août 1827.

LETTRE A UN PROVINCIAL SUR LE VOYAGE DE SAINT-OMER, par le même. 13 Septembre 1827.

DEUXIÈME LETTRE A UN PROVINCIAL SUR LE VOYAGE DE SAINT-OMER, par le même. 25 Septembre 1827.

EXPOSITION
DES DERNIERS PRODUITS
DE
L'INDUSTRIE
DE LA CENSURE,

ET
RÉCLAMATION D'ICELLE CONTRE UNE OMISSION DU JURY,

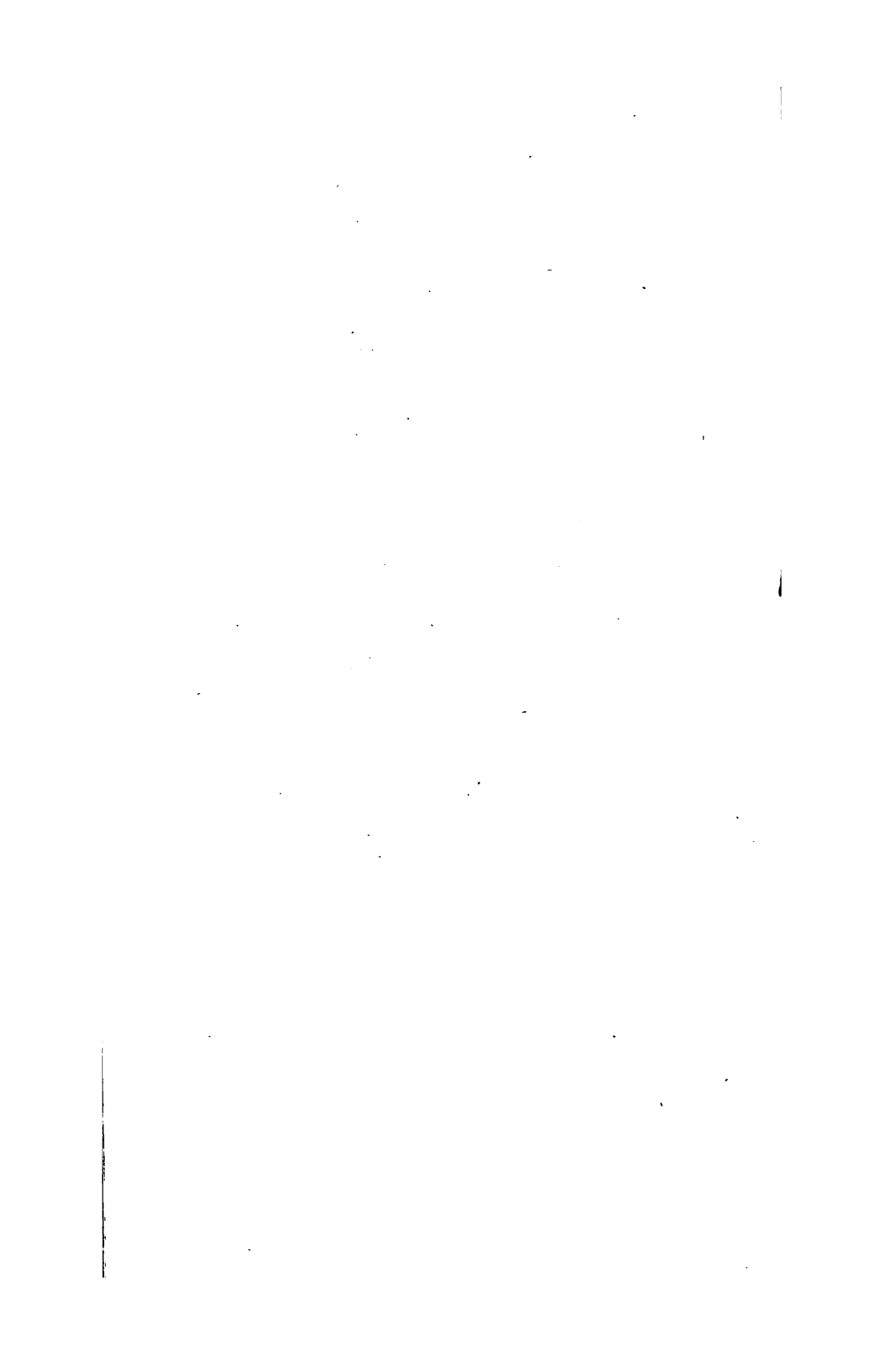
ADRESSÉE
A L'AUTEUR DES LETTRES A M. LE RÉDACTEUR
DU JOURNAL DES DÉBATS.



PARIS.

A. SAUTELET ET C^e, LIBRAIRES,
PLACE DE LA BOURSE.

9 octobre 1827.



EXPOSITION

DES

DERNIERS PRODUITS

DE

L'INDUSTRIE DE LA CENSURE,

ET RÉCLAMATION D'ICELLE.

MONSIEUR,

Vous vous êtes chargé de redresser tous les torts : veuillez aussi redresser nos griefs. Car la censure , dans ses afflications, n'a , comme tout le monde , d'autre recours que la publicité ; et la tâche de nous défendre vous appartient surtout, à vous dont les écrits, vivans témoignages de notre savoir-faire, sont nos galeries du Louvre et notre perpétuelle exposition.

C'est contre M. le marquis d'Herbouville , président du jury de l'industrie, que nous portons plainte devant votre équité. Le discours que le noble pair a prononcé à la tête de ce jury est mémorable. Ce qui l'est plus encore, c'est que mention n'ait pas été faite de nos travaux.

M. le marquis d'Herbouville , l'un des membres

du comité supérieur de la censure , devait - il , à moins que ce ne fût par modestie, et alors il fallait le déclarer , se rendre coupable d'une omission qui est chez lui une ingratitude ? Sa seigneurie a franchement proclamé que la réunion dont il faisait partie , et au nom de laquelle il portait la parole , était le plus étonnant prodige qui se pût rencontrer ; et de fait on y trouve plus d'un nom que les sciences ont à jamais rendu illustre. Mais si le noble pair a mérité d'en être le président , c'est-à-dire le membre le plus prodigieux de la prodigieuse réunion , quels sont ses droits à cette prééminence dont il ne s'étonne pas ? Est-ce parce qu'il est au nombre des pairs du royaume ? mais on en compte déjà trois cents ; et que Dieu prête vie au ministère trois semaines encore , la pairie ne sera plus le Pérou. Est-ce parce que la pureté de ses opinions est éclatante ? Mais c'est aussi à trois cents qu'on peut porter dans toute la France , en réunissant la majorité des deux chambres , le nombre des esprits robustes qui revendiquent la même gloire. Est-ce enfin parce que , sans remonter plus haut que la restauration , sa plume éloquente a déposé dans un journal de virulens plaidoyers pour la liberté de la presse et l'intégrité de la constitution ? Mais on ose croire que M. de Châteaubriand se montra , sinon plus animé pour cette grande cause , du moins plus éloquent encore. Ce qui élevait donc M. d'Herbouville au dessus de tout parallèle , ce qui le recommandait à tous les regards comme seul digne de marcher à la tête de nos savans , de nos artistes , de nos manufacturiers , de nos commerçans respectés , c'est , en peut-on douter , le titre glorieux qui le lie au

travail de la censure. C'est là ce qu'il y a de plus étonnant dans le noble pair ; c'est par là qu'il appartient à l'industrie, et par là aussi qu'il s'en distingue. M. de Bonald seul dans le monde pouvait lui disputer cet honneur nouveau ; mais sans doute il n'était pas dans les principes du noble vicomte de faire partie d'un jury. Il aurait sûrement trouvé plus simple et plus utile de renvoyer les sciences, les arts, l'industrie, devant leur juge naturel.

M. d'Herbouville a la gloire d'avoir introduit à la cour ce titre d'industriels qui est peu littéraire, qui n'est pas français, et qui, il y a peu de temps encore, dans un certain monde, n'était pas poli. Il est poli maintenant puisque le voilà présenté, et qu'il comprend de nobles personnages, voire même des dames illustres. Seulement, ce nom est vague peut-être, puisqu'une exploitation lucrative ou la possession d'un troupeau suffit pour le conférer : à ce compte, M. de Villèle peut être le premier industriel du royaume. Mais, assurément, ce n'est pas à nous que l'on contestera ce titre, nous dont le labeur s'étend du Rhin aux Pyrénées, nous qui sommes les *Georget* du monde politique et cadénassons chaque jour trente-deux millions d'hommes. Tout au plus pourrait-on le refuser à nos maîtres, qui ont toute la gloire, sans avoir la peine ni le mérite. Sans doute M. d'Herbouville, M. de Bonald et leurs quatre collègues, *font* dans la censure ; mais ces six censeurs de haut bord ne mettent pas comme nous la main à la pâte dans l'officine de la police. Ils ne sont qu'amateurs, point artistes en rognures. Et pourtant la France ne connaît qu'eux ! Ce sont eux

seuls qu'elle nomme dans son estime. Obscurs et vulgaires que nous sommes, nous ressemblons au pain que les gastronomes de village mangent chaque jour comme les habitants des palais, sans réfléchir à tout ce qu'il vaut. La patrie jouit de nous, et nous savoure tous les matins en dévorant le mortel ennui des feuilles publiques, et elle ne pense pas à nous !

Nous réunissons toutes les conditions voulues par l'administration qui régit la France, pour mériter ses palmes. Des administrateurs ont répondu aux fabricans qui étaient omis ou placés trop bas dans l'échelle des récompenses : « Il ne suffit point de ne pas fabriquer mal ; il faut bien penser. » Car ceci en effet est plus rare. Or, qui pense mieux que nous, qui pensons comme on ne pense pas ? Hélas ! nous pensons si bien que nous voudrions corriger le monde de la vieille habitude de penser.

M. Syrieys de Marinhac a des préjugés contre les cultures fécondes ; mais ce n'est point au champ de la censure que l'honorable directeur général reprochera sa fertilité. Nous avons une nature de production qui va merveilleusement à tout ce que nous voyons ; car c'est de la production négative, destructive, répressive ou oppressive, et même préventive. On peut dire, à notre louange, que nous ne produisons pas, mais que nous empêchons de produire.

Reste l'antipathie pour la propagation des machines dont l'administration a fait plus d'une fois confiance aux industriels étonnés. Mais nous ne sommes pas compris dans les machines qu'on réproûve. Il est trop manifeste qu'un ministère fait comme celui

qu'on a , et qui est en si mauvais termes avec l'estime publique , ne peut point se passer de nous.

Maintenant rappellerons-nous nos travaux , monsieur , à vous qui les connaissez si bien ? Qu'on nous dise si , depuis le jour de notre avènement à l'empire de la pensée , un souhait pour l'affranchissement des libertés publiques , un doute sur le génie et la vertu du ministère , un mot sur les limites nécessaires de la puissance ecclésiastique , ont percé dans les journaux de notre France libre ; dites si le nom de la société de Jésus a été prononcé une seule fois , si nous avons laissé ébruiter les faits qui appartiennent à l'histoire , et toléré ces récits officiels des dispositions ennemies du roi de Prusse , consignés dans tous les journaux allemands , même ceux de M. de Metternich !

Dites si nous n'avons pas protégé sans relâche les révolutions de l'Opéra-Comique , si nous n'avons pas veillé sur le strict incognito de la guerre d'Alger ; si nous n'avons pas fait aux tribunaux et à la chambre haute , pouvoirs également entêtés de modérantisme , une guerre acharnée. Et nous objectera-t-on que le comité des récompenses a décidé qu'il n'en serait décerné qu'aux industriels auteurs de découvertes et de procédés nouveaux ? N'est-ce pas une découverte que la prohibition des *blancs* ? n'en est-ce pas une autre que la prohibition des *noirs* , consacrés à louer les lois qui nous régissent ? N'est-ce pas un perfectionnement méritoire que cette partialité intelligente qui supprime dans tels journaux ce qu'on permet à tel autre , suivant l'esprit contraire de leurs abonnés , qui persécute , par exemple , les *Débats* d'une façon constante , en leur interdisant les relations dont toutes

les autres gazettes retentissent, ou bien encore qui confisque aux feuilles indépendantes les Nouvelles nouvelles, jusqu'à ce que les feuilles du ministère en brillent enrichies, de sorte que les premières ne semblent jamais avoir que des reflets et des lumières d'emprunt ? Certes, monsieur, nous ne sommes que des manœuvres ; mais enfin des gens qui ont inventé d'interdire non-seulement l'éloge de l'imprimerie, de la Charte, des sciences, de la vertu, mais même celui de la propreté ; ces gens peuvent prétendre à l'honneur d'avoir fait mentir le proverbe qu'il n'y a plus rien de nouveau sous le soleil.

Et voyez notre mérite : ce n'est point, comme quelques fabricans, par des efforts d'un moment, la veille des olympiades de l'industrie, que nous enfantons des chefs-d'œuvre ; c'est dans tous les temps. Chaque semaine, prise au hasard, présentera les mêmes merveilles. Nos derniers produits en font foi, monsieur : les voici, faites-nous l'honneur de les juger.

Une observation qui vous frappera, c'est que pour nous il n'y a point de jours fériés ; les trois cent soixante-cinq jours de l'année sont témoins de notre *labor improbus*. Ce perfectionnement, qu'un économiste ne saurait dédaigner, tient à notre institution ; les deux dernières censures ont été mises au monde par des ordonnances rendues, l'une un simple dimanche, l'autre le matin de l'Assomption. C'est qu'il n'y a point de fêtes ni dimanches qui tiennent, quand il s'agit de travailler sur les libertés publiques.

Dans l'examen qui va suivre, veuillez songer que notre atelier existe à l'encontre des mœurs, des idées et des lois du pays ; que notre dévouement nous

constituerait en état de prévarication et de félonie permanentes, si ces noms n'étaient bien grands pour nous, qui nous trempions à nos risques et périls dans l'attentat des maîtres qui nous paient ; et alors vous reconnaîtrez que nous avons au moins des droits à l'exposition.

POLEMIQUE.

Le premier besoin d'une monarchie constitutionnelle est la discussion ; et comme il a plu au ministère de décider que la France resterait constitutionnelle, nous laissons vivre la polémique ; voici comment :

Les articles d'opposition nous arrivent timides, pâles, défaits, déjà enfin tondus et retondus par le journaliste lui-même, comme ces rois faits moines au moyen âge. Nous les prenons alors, et nos instrumens tranchans leur font subir une autre opération qui achève de répondre désormais de leur innocence. On devrait au moins nous donner la médaille de ces modestes artistes du Pont-Neuf, qui opèrent au pied d'un petit écriteau, sur lequel vous lisez : un tel vat en ville.

Voici des pièces de marqueterie curieuse. Ce qui a été supprimé est en caractères italiques. Vous admirerez la dextérité de nos ciseaux, ou, comme vous l'avez dit, de nos monstres, à tourner autour d'une pensée par trop précise, d'une expression par trop expressive ; et le public, en lisant le lendemain ce qui reste, dit, ému aux larmes : Sous ce bon M. de

Villèle, sous M. de Bonald et M. Berchoux, on parle encore !

LITHOGRAPHIE. *La Gazette universelle de Lyon, fidèle à son usage de tout calomnier, s'attaquait ces jours derniers à la lithographie. Il y a dans la lithographie, dans la rapidité de ses procédés, dans la modicité de son prix, dans sa grande propagation, quelque chose qui ressemble tant à l'imprimerie, qu'on doit lui vouer un peu de la même haine, et lui lancer quelques-uns de mêmes anathèmes. Des scènes de mœurs, des scènes militaires, quelques portraits d'hommes connus du monde entier, sont devenus les sujets préférés de nos auteurs de lithographies, et dans tout ce qu'ils ont produit, il faut autant applaudir le talent que l'intention. Y a-t-il rien de plus spirituel que leurs scènes de mœurs, de plus pathétique que leurs scènes militaires ?*

Regrette-t-on les émotions des arts pour le peuple ? Il est certain que si on croit dangereux de lui apprendre à lire, on doit regarder comme dangereux aussi de parler à ses yeux, et de chercher de nouveaux moyens d'arriver à son cœur ? Mais si on ne croit pas inutile de le cultiver, de l'arracher à la vie purement matérielle, pour l'élever graduellement à la vie intellectuelle ; si on croit que le paysan allemand qui lit la Bible, et fait entendre des chants mélodieux, vaut mieux que le paysan polonais, meurtri de coups et ivre d'une eau-de-vie qui lui coûte souvent la liberté ; alors pourquoi s'élever contre ces légères feuilles qui vont répandre dans nos campagnes tant d'images ou gaies ou touchantes ?

Je connais de petites villes de quelque mille âmes où un marchand d'estampes vend à quelques militaires rentrés dans leurs foyers, ou à quelques Français sensibles aux souvenirs de notre gloire, quelques estampes représentant les beaux faits d'armes de ceux qui ne sont plus ; mais malheureusement la lithographie n'a pas encore pénétré sous le chaume.

On se plaint de voir trop souvent reproduite l'image d'un homme fameux entre tous les hommes. Ce que les artistes cherchent d'instinct, ce sont les sujets qui frappent, ce sont les figures qui remplissent l'imagination. Il y a une figure présente à tous les esprits, qui ne réveille plus de passions, qui n'est et ne peut plus être qu'un souvenir, contre laquelle l'hostilité serait aussi ridicule que contre celle d'Alexandre

et de César, et que le gouvernement a eu le bon esprit de laisser répandre, parce qu'on ne peut pas détruire l'histoire; cette figure est souvent reproduite: s'est une préférence qu'il faut pardonner à l'art, car son goût est de préférer toujours l'extraordinaire.

(Rognure du Constitutionnel.)

POLITIQUE. Les partis sont-ils en joie, ils se croient tout-puissans; sont-ils en mauvaise humeur, suivant eux, le jour des révolutions approche; *un ennemi, qu'on avait cru détruit, a sourdement rallié ses forces, gagné du terrain. Où tout est perdu, il ne reste plus d'autre avenir aux fidèles que le martyre...* Voilà comment flotte au gré des vents l'imagination mobile et passionnée des partis; voilà comment il se fait qu'on nous dit tour-à-tour que la révolution va tout dévorer encore, ou bien qu'elle est perdue, *qu'elle n'aura plus ni dupes ni victimes, et que le monde, par un coup de levier vigoureux, est rejeté dans les anciennes voies qu'il avait quittées, mais qu'il ne quittera plus.*

De tout cela rien n'est vrai; d'une part, il n'y a rien de menaçant, et de l'autre il n'y a rien de perdu. Jamais ce qu'on appelle la révolution ne fut moins dangereux. *Les agens provocateurs, si cette race d'animaux existe, ne trouveraient pas maintenant une partie à lier, un projet à faire naître.* Mais l'humanité n'a point renoncé à ses droits; au contraire, elle y tient davantage, elle les entend mieux, *et elle a pris le véritable parti: c'est d'attendre la lumière. Cette lumière commence à se faire voir, et on en calomnie l'aurore par des cris d'alarme.* Nous sortions à peine, en 1814, d'épouvantables bouleversemens; *certaines mots ne pouvaient être prononcés sans causer d'involontaires terreurs: demander la monarchie constitutionnelle, c'était effrayer la société, excepté seulement quelques vieux serviteurs ou quelques jeunes appréciateurs de la liberté.* Aujourd'hui il en est autrement: chacun sait ce que c'est que d'avoir deux chambres, des journaux, un ministère distinct de l'autorité royale, et responsable de ses actes; *et quoique de tout cela on n'ait eu encore qu'un avant-goût, on a commencé à en comprendre l'excellence.* La monarchie représentative est bonne à ceux mêmes qui ne la veulent pas, car enfin ils peuvent le lui dire à elle-même. *Bien des gens ne s'en sont pas gênés avec la charte.* Mais allez dire à la monarchie

absolue que vous ne voulez pas d'elle. Jamais la liberté n'eut moins d'armes en ce monde qu'aujourd'hui : *voyez en France, en Espagne, en Italie* ; mais jamais aussi elle n'eut plus de partisans calmes et éclairés. (*Idem.*)

Dans un article relatif aux documens fournis par le gouvernement sur le commerce et la navigation de la France, le *Journal du Commerce* disait :

En parcourant ce grand travail , nous aurons l'occasion d'en faire ressortir les mérites , et , si on le permet , les défauts.

Nous avons supprimé les derniers mots parce que la liberté constitutionnelle consiste dans le droit de louer, et c'est tout. Par malheur le journaliste, se censurant à son tour, a retranché les premières lignes. Mais que nous faisaient ses éloges?

Voilà ce que nous sommes pour la polémique. Vous allez nous voir à l'œuvre , quand nous taillons en plein drap, dans les relations d'événemens qui se disputent l'attention du monde.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

L'Espagne occupe aujourd'hui les regards des deux hémisphères. La politique de ce royaume, à jamais pacifié par nos armes, a un avantage qui ne s'était pas vu encore, celui d'être à la fois burlesque et sanglante. C'est une tragédie de Shakespeare, au génie près. Il y a des émotions pour toutes les fantaisies : on peut rire et pleurer. La scène ne serait que bouffonne , si les femmes outragées , les hommes pendus et mis en croix , les villes saccagées , l'armée française compromise , et le repos du monde livré au

hasard de ce qui adviendra de la charte portugaise et de la fortune de Ferdinand, ne mêlaient un intérêt sérieux à toutes ces gâtés de sujets embarqués dans la révolte par effervescence de fidélité, d'apostoliques mettant leur pays à feu et à sang pour glorifier la religion, d'alliés de la France instituant la guerre civile comme complément de notre pacification guerrière, d'un roi enfin, faisant en quelques heures ses paquets pour courir au devant de l'insurrection, comme un héros court au devant des périls, comme un père court au devant d'enfans préférés ! Pour la gloire des vieux gouvernemens, des gouvernemens-modèles sur lesquels nous voulons que se règlent tous les empires, il est trop heureux que ce drame extraordinaire sorte de temps à autre des proportions du ridicule par l'incendie et l'assassinat.

L'Angleterre voit d'un œil sec cette nouvelle folie d'Espagne, qui pourtant, à la distance où elle est du théâtre, semblerait devoir la faire rire aux larmes. M. Canning, qui déjà se vantait du piège où il nous avait attirés, ne se doutait pas assurément de cette dernière atteinte à la gloire de notre intervention. Mais l'Angleterre s'arrête peu aux bouffonneries dans la conduite des affaires politiques, et sous ces démonstrations divertissantes, elle discerne très-bien des côtés sérieux qui la préoccupent sans partage. Elle voulait que la charte portugaise continuât à fleurir sous les auspices hostiles de don Miguel ; et voilà que la nation espagnole aime mieux détrôner son roi légitime, qu'à laisser vivre en paix la charte voisine. La Grande-Bretagne voulait encore que S. M. C. modifiât les formes de son gouvernement absolu,

ruineux, niais, furibond et impuissant; et voilà que la nation espagnole court aux armes, aimant mieux se passer de roi que de ne pas jouir d'une royauté assez despotique! Dès lors tous les efforts de la diplomatie anglaise échouent contre ces vœux opiniâtres de l'esprit public des Espagnes. Ferdinand opposera toujours aux hommes d'état du cabinet de Saint-James, leurs propres maximes. Pour se refuser à toute idée d'amélioration et de sagesse, il se retranchera derrière la souveraineté du peuple.

Ainsi, d'une part, la charte de Lisbonne périt dans les convulsions de la Catalogne; de l'autre, une seconde question se trouve décidée, celle de l'occupation française. Médecins de l'Espagne, pouvons-nous nous éloigner d'elle quand sa guérison n'est pas complète encore, quand elle a le pouls encore agité?

Ces conséquences, la première au moins, plaisent si fort aux ministres de France, que le ministère anglais, appliquant l'axiome *cui bono*, les regarde comme les auteurs de cet incendie lucratif. L'argument est suivant toute apparence forcé.

L'occupation ne saurait avoir pour notre cabinet tous les charmes que la Grande-Bretagne suppose. On se fait de l'autre côté du détroit les plus fausses idées, et les terreurs les moins fondées, de la présence de nos drapeaux de l'autre côté des monts. Parce que autrefois occupation voulait dire conquête, et conquête profit, on voit la France enrichie de sa domination prolongée; mais autrefois aussi gouvernement voulait dire bon sens, et nous avons affaire à quelques grands hommes qui ont changé tout cela.

Nous occupons Barcelone et Cadix ; mais nous n'y régnons pas. Nous n'y levons pas des impôts, nous y versons les millions à pleines mains. Enfin nos ministres n'ont pas même inventé d'obtenir à leur pays un régime de douanes qui nous fût propice. Toutes nos denrées sont à peu près proscrites de l'Espagne, et ne le fussent-elles pas, à quoi serviraient des conditions meilleures ? L'Espagne n'est disposée à recevoir que des fusils, et elle a les nôtres, probablement sans les payer.

L'unique satisfaction que la Péninsule donne aux ministres de France, c'est le spectacle de son pouvoir absolu. L'abolition des chartes leur dilate le cœur. Ils passent leur vie à ambitionner pour leur maître les destins dont jouit Ferdinand, et ceux qui attendent don Miguel. C'est là, disent-ils, être roi.

Mais il ne faut pas en inférer qu'ils aient imaginé l'insurrection *agraviada*. Si le comte Dudley and Ward, ou lord Landsdown, venaient à Paris comme M. Canning, ils verraient bien vite que M. de Damas est trop honnête homme pour y avoir songé, et que cet effort de génie passait de beaucoup la prévoyance du chef du ministère. D'ailleurs c'est du bruit, c'est du mouvement, et nous n'aspirons qu'au repos. Nous blâmons fort le créateur d'une chose, c'est d'avoir destiné la terre à tourner.

Tout ce qu'il y a donc de vrai, c'est qu'il peut se rencontrer en France des *agraviados* tacites qui soient en relation avec ceux de la Péninsule, et qui fassent des prières pour le succès des armes communes. Le ministère est en coquetterie et en déférence avec eux. Tout en voulant que l'Angleterre

le croie innocent de l'insurrection, il se réjouirait si ses alliés ou plutôt ses dominateurs lui destinaient l'honneur infini de l'en croire coupable; et il fait mine de tenir aux gloires de l'occupation, parce que la nation anglaise en prenant ombrage, c'est un sujet d'allégresse pour tout ce qu'il y a en France de trapistes, de capucins et de pères de la société de Jésus. Les frais énormes de l'invasion de la Péninsule, et ceux de l'occupation, doivent être comptés au nombre des sacrifices que nous multiplions depuis quelques années pour le contentement des congrégations.

Mais de cette situation bizarre naît une polémique difficile à soutenir. Les journaux ministériels de Londres nous accusent de complicité dans l'embrasement de la Catalogne, et les nôtres ne répondent que des non sens.

Le grand argument des politiques anglais est ceci : Vous avez passé par les armes la révolte de Tarifa, vous restez spectateurs inactifs de révolte de la Catalogne. Donc...

Les penseurs de la trésorerie répondent : Il est vrai que nous sommes accourus pour exterminer les constitutionnels de Tarifa qui étaient cinq cents, et que nous échangeons des *shake hands* pacifiques avec les agraviados qui sont vingt mille. C'est que les vingt mille agraviados sont moins nombreux et moins forts que les cinq cents constitutionnels ! Car le roi, libre et tout-puissant aujourd'hui, marche en personne à la tête d'une escorte formidable, pour mettre à la raison les factieux.

Telle est la réplique du *Moniteur*. Ce qui rend

l'argument joli, c'est que la veille, les gazettes ministérielles racontaient que S. M. C. était partie emmenant un capitaine des gardes, un ministre, un valet de chambre, un chef de division et deux garçons de bureaux; et le lendemain, les mêmes feuilles ont appris officiellement à la France que l'auguste don Fernand emmenait dans sa voiture son capitaine des gardes avec son valet de chambre, le reste de la suite cheminant par la diligence... O joies de la monarchie absolue! Un valet de chambre monter avec les grands d'Espagne dans les carrosses de son maître, et la cour voyager, comme au temps de Nausicaa, par le coche! encore le roi lui-même aurait-il sans doute pris la même voie, si les postes ne le menaient à crédit.

Ainsi, la diligence mène cette terrible escorte qui va tout renverser, et le fond de l'armée se compose de deux garçons de bureaux. Ce n'est pas de cette façon que Jules César se préparait à combattre Pompée. Aussi est-il bien évident que S. M. C. ne court point à d'autres champs de Pharsale. Elle ne va point donner de bataille. Elle ne donnera que des signatures. Sa vie s'est écoulée dans les contraintes. Contrainte par les gardes-du-corps à Aranjuez, à Bayonne par Napoléon, à Valence par les perses, par les constitutionnels à Madrid, elle va se faire forcer en Catalogne par les agraviados, et entourée de ces rebelles de la légitimité, elle crierà : Que la charte portugaise tombe et que l'inquisition s'élève. *Fiat nox*, et la nuit sera faite.

La *Gazette universelle de Lyon*, qu'en fait de gouvernemens apostoliques on pourrait appeler le *Mo-*

niteur de l'avenir, tant elle devine bien ce qui doit arriver, contenait ces jours derniers un article dont nous avons sagement interdit la réimpression aux journaux de Paris.

— Des bruits d'une nature assez étrange ont circulé ces jours derniers. Avant que le roi d'Espagne fût arrivé à Tarragone, on a fait courir la nouvelle qu'il ne se rendait en Catalogne que pour se mettre à la tête des *agraviados*, et consacrer ainsi, par sa présence et son autorité, le but de l'insurrection.

Vous voyez que la censure avait des fonctions délicates et pénibles. Il fallait faire bruit de l'insurrection, et pourtant ne pas la justifier; il fallait nous vanter des cris de l'Angleterre, et pourtant voiler ses argumens. Il fallait montrer la force des insurgés et taire leurs attentats. Il fallait surtout cacher leur robe en faisant voir leurs armes. Car la vie paisible, les mœurs régulières du clergé français, ont propagé parmi nous beaucoup de préjugés. Il est de très-honnêtes gens qui taxeraient d'inconvenance ces curés qui font la guerre à leur roi, et d'irrégularité ces moines qui pillent ou qui assassinent.

Nous vous faisons juge, monsieur, de la sagacité merveilleuse dont nous avons fait preuve dans toute cette affaire. Des journaliers tels que nous ne pouvaient mieux émonder ce qu'il y avait dans les discussions de trop convaincant, et dans les faits de trop sanguinaire ou de trop récréatif.

DISCUSSIONS DES JOURNAUX ANGLAIS CONTRE LE MONITEUR. N'a-t-on pas presque affirmé que la position de la Catalogne ne pouvait être expliquée qu'en admettant la connivence de la France?

Le *Moniteur*, en réponse à ceux qui ont fait une accusation odieuse contre le gouvernement français, dit : « Puisque nous discutons des analogies , que répondraient le *Courier* et le *Times* si nous repoussions sur leur gouvernement l'attaque dirigée contre le notre ? Manquerait-on de probabilités dans une telle hypothèse ? L'Angleterre ne tirerait-elle aucun avantage en forçant le monarque espagnol à éloigner son armée d'observation des frontières du Portugal ? »

Pour rendre l'analogie complète, il faudrait prouver que l'Angleterre ayant précisément les mêmes moyens d'agir sur la position intérieure de la Péninsule, possédant les forteresses dans ce pays, et étant avec le gouvernement espagnol dans des relations parfaitement correspondantes, aurait été simple spectatrice pendant qu'il se serait organisé dans le nord une insurrection formidable. On pourrait alors en conclure d'une manière plausible, en mettant de côté toute considération d'honneur national et de foi publique, qu'elle aurait permis les troubles du nord pour se délivrer des difficultés qui la menaçaient dans le midi.

Nous avons jugé à propos de prendre aussi la plume pour nous défendre. Nous n'avons pas fait d'accusation contre le gouvernement français, et nous ne voulions pas en faire. Mais si nous l'eussions fait, il nous semble que nous avons prouvé que les argumens du *Moniteur* n'auraient pas été une défense fort heureuse.

(Extrait du *Courier anglais*. Rognure du *Constitutionnel*.)

— La situation de l'Espagne prend tous les jours un caractère plus grave, non-seulement en ce qui concerne le pays lui-même, mais aussi par rapport aux considérations politiques qui se lient à ces événemens. Il est passé, le temps où les hommes d'Etat de l'Europe disaient de l'Espagne : « Abandonnez-la à elle-même, laissez les Espagnols régler leurs propres affaires comme ils l'entendent, pourvu qu'ils n'entreprennent rien de nuisible aux intérêts généraux de l'Europe. » L'occupation de l'Espagne par la France a fait de sa situation une question européenne, d'autant plus qu'elle se rattache à d'autres questions politiques dont il est difficile, pour ne pas dire impossible, de la séparer. L'expérience des six dernières années a démontré qu'elle ne peut ni se gouverner elle-même, ni être gouvernée par une puis-

sance amie, du moins avec les restrictions nécessairement imposées à l'exercice de cette autorité auxiliaire.

Si nous ajoutons foi aux nouvelles publiées par les derniers journaux de Paris, nous devons considérer l'insurrection des provinces du nord comme menaçant le gouvernement d'une subversion totale. Ferdinand a quitté sa capitale avec le but ostensible de mettre, par sa présence, un terme à la rebellion. Quelques jours, ou quelques semaines, nous mettront bientôt à même de juger si S. M. C. n'a pas résolu son voyage pour d'autres motifs. Qu'espérait-il faire en personne, qui ne pût être exécuté par ses troupes? Il paraît qu'il ne peut pas trop compter sur leur fidélité. Les rangs des rebelles se renforcent des désertions des troupes royales. En même temps on paraît redouter un soulèvement général dans l'ouest, pour des causes absolument opposées à celles qui agitent la Catalogne. Les Catalans veulent river les fers de l'absolutisme; en Galice, au contraire, on déploie de nouveau l'étendard constitutionnel. Ferdinand aurait sans doute préféré ses loisirs et son repos, aux sacrifices et aux devoirs pénibles que cette crise lui impose. Ses craintes peuvent lui avoir donné une sagacité instinctive pour deviner la convulsion qui approche, et prévoir peut-être la nécessité d'une évasion. Nous ne raisonnons que d'une manière conjecturale; mais cette hypothèse expliquerait peut-être une circonstance qui se trouve incidemment rapportée dans une lettre de Madrid. Quoique le décret, dit le correspondant, annonce au conseil de Castille que S. M. se rendra à Tarragone, elle paraît avoir eu le dessein de marcher sur Barcelone, car les ordres ont été donnés à la poste pour qu'on adressât toutes les dépêches dans cette dernière ville. Barcelone a une garnison française, et Tarragone n'en a pas; au contraire, cette place forte est assiégée par les rebelles, et le général Monet a été forcé de s'y réfugier avec deux régimens de troupes royales. Barcelone, défendue comme elle l'est, présente de plus des avantages incontestables, si par hasard S. M. avait songé à un voyage de mer. (Ext. du *Courier anglais*.) (Rognure du *Journal des Débats*.)

Les journaux anglais auraient pu tirer avantage du trait suivant. Nous l'avons supprimé.

— Un de ces jours derniers, un officier français qui allait en congé se trouvait dans la diligence qu'on arrêtait;

un des chefs se présente et dit : « Laissez-les passer, ce sont des nôtres. »

Les proclamations des insurgés traitent les Français de leurs amis.
(Rognure du *Constitutionnel*.)

— FAITS. *Madrid 20 septembre.* (Correspondance particulière.) On a remarqué que le décret du roi sur son départ (1) est, à quelques expressions près, rédigé entièrement dans les mêmes termes que celui dans lequel, en 1808, le roi annonçait son départ pour Bayonne, et ce rapprochement n'a pas laissé que de causer des inquiétudes assez générales parmi le peuple, qui, quoiqu'il lise peu, a plus de mémoire qu'on ne croit.
(*Ibid.*)

— On annonce que la proclamation qui doit être faite par le roi à son arrivée à Tarragone se trouve déjà à l'imprimerie royale, et qu'elle sera publiée dans le prochain numéro de notre gazette. Chacun commente à sa manière cette pièce avant de l'avoir lue. Les uns y voient le renversement de tout le ministère, le rétablissement de l'inquisition et celui des commissions militaires permanentes; les autres, au contraire, y découvrent une amnistie générale, la reconnaissance de l'indépendance des Amériques, et la réunion de cortès *por estamentos* : ces derniers se fondent sur ce que les ministres, qui le 21 au soir allaient faire leurs adieux à leurs portefeuilles, sont sortis de la chambre de S. M. rayonnans de joie. Ces mêmes personnes se fondent encore sur ce que les forces que l'on réunit contre les révoltés catalans sont presque triples de celles dont on pourrait avoir besoin. Un fait certain est que 12,000 hommes seraient plus que suffisans pour pacifier la Catalogne, et en comptant toutes les troupes mises en action, on en trouve de 26 à 28,000. Ce ne sont là que des conjectures conformes aux passions ou aux intérêts de chacun, mais il n'y a pas de doute que nous ne soyons à la veille de grands événemens.

(*Ibid.*)

— *Madrid, 24 septembre.* Une nouvelle proclamation des insurgés, plus incendiaire que les précédentes, et imprimée avec luxe en français, en anglais, en portugais et en espagnol, est depuis plusieurs jours parvenue dans quelques salons de cette capitale. On y retrace la conduite de Ferdinand VII

(1) Voyez le *Constitutionnel* du 27 septembre.

depuis sa naissance, et surtout à l'occasion des événemens de l'Escorial, puis de ceux d'Aranjuez en 1808 ; ce qu'elle fut pendant son séjour à Valençay ; son refus d'écouter les propositions que lui fit un Anglais de lui rendre la liberté ; les principaux actes de son gouvernement depuis 1814 jusqu'en 1820, de 1823 et de 1825 jusqu'à ce jour. Cette proclamation est adressée à tous les Espagnols et à tous les rois de l'Europe. Les insurgés les prennent à témoin que les Espagnols ne peuvent se fier à leur souverain actuel, qui, disent-ils, n'est capable d'être à la tête d'aucun gouvernement, de quelque espèce qu'il soit, et moins encore d'un gouvernement absolu que de tout autre. Cette proclamation forme un assez gros volume in-18, imprimé à *Universapolis*, 1827.

(*Ibid.*)

— On commence à craindre que l'éloignement des troupes, et leur concentration dans la Catalogne et dans l'Aragon, laissant à découvert toutes les parties du royaume, ne fassent éclater quelque autre mouvement sur un point opposé à la Catalogne ; et ces craintes sont d'autant plus fondées, qu'un cordelier nommé le P. Pungal, vient déjà de se montrer à Villa-Nueva de la Serena, dans l'Estramadure. Ce moine passe, dans l'esprit de ceux qui le connaissent, pour un homme audacieux, entreprenant et rempli de moyens.

(Rognure du *Journal des Débats.*)

— Les révoltés ont sommé Saint-Félix de Gixols de fournir son contingent en hommes à la junte, sous peine d'être brûlé.

(Rognure du *Constitutionnel.*)

— On dit que le roi a promis d'accorder l'inquisition ; mais la junte demande que la guerre soit déclarée au Portugal.

(*Ibid.*)

— *Saragosse*, 26 septembre. Ils ont donné à un de ces corps le nom de *Père Eternel* ; d'autres sont connus par leurs dénominations de régimens du *Très-Saint-Sacrement*, du *Saint-Esprit*, du *Christ*, et ainsi de suite.

(*Idem.*)

— Parmi les bandes les plus redoutables de la Catalogne, celle qui commet les plus grands excès, est commandée par le R. P. Pungal, de l'ordre des cordeliers : on voit ce moine monté sur un superbe cheval, affublé de sa tunique,

qu'il porte retroussée jusqu'à la ceinture, où elle est assujétie par un ceinturon auquel est suspendue une longue épée des fabriques de Tolède; il porte des culottes et des bottines en cuir, et un chapeau à trois cornes, au-dessus duquel flotte un panache. Son lieutenant est le R. P. Pistola, également cordelier. Ces deux moines, à la tête des rebelles, pillèrent, il y a quelques jours, la riche ville de Reus, s'y livrèrent aux plus horribles excès, et finirent par exiger une contribution de cent mille piastres fortes (cinq cent mille francs), qu'ils touchèrent le poignard à la main; ensuite le R. P. Pugal se dirigea avec ses braves sur la place de Tarragone, où il entretenait des intelligences secrètes; il s'approcha de la place jusqu'à portée de fusil; mais son plan ayant échoué, il fut repoussé à coups de canon.

(*Idem.*)

— *Perpignan, 30 septembre.* L'arrivée de la famille du brigadier apostolique Caral sur le territoire français, était le précurseur des grands événemens qui viennent de se passer en Catalogne. Les rebelles n'ont pas attendu l'expiration du délai d'amnistie qu'avait accordé le général Monet, qui expire le 25 de ce mois. Le 18, a paru le manifeste de la junte qui proclame la déchéance de Ferdinand VII, et l'élévation au trône de son frère Charles V. Cette proclamation a été faite dans la ville de Manresa avec la plus grande pompe, ainsi que celle qui ordonne aux Catalans de faire leur soumission à la junte, et qui déclare que ceux qui ne l'auront pas faite avant le 20 du courant seront passés au fil de l'épée.

Dès que ces événemens ont été connus à Barcelone, le général Monet s'est embarqué pour Tarragone, où il va prendre le commandement de huit bataillons qui doivent y être réunis.

(*Ibid.*)

— *Madrid, 27 septembre.* (Correspondance particulière.) Les trois colonnes de l'armée d'observation qui marchaient sur l'Aragon ont reçu tout-à-coup, avant-hier, l'ordre de s'arrêter aux environs de Madrid, et l'on croit savoir que leur mouvement n'a été suspendu que parce que le gouvernement a des craintes assez sérieuses sur une insurrection, dans un sens constitutionnel, en Galice, et même en Estramadure. Effectivement, la première de ces deux provinces s'est toujours montrée très-favorable au système constitutionnel.

(Rognure du *Journal des Débats.*)

AFFAIRES DU PORTUGAL.

Les affaires du Portugal se lient plus étroitement de jour en jour à celles de l'Espagne. La Péninsule ne forme plus désormais qu'un peuple. Un même esprit la dirige ou plutôt la désole tout entière. Dans ce combat, elle restera tout entière à ses vainqueurs, à la civilisation ou à la barbarie, à la liberté ou au despotisme, et, faut-il le dire, au génie du cabinet de France, ou à l'influence de l'Angleterre. Comme on se demanderait ce que deviendrait notre armée si tout à coup le parti des institutions libres ressaisissait à main armée le pouvoir dont nous avons investi l'imbécille Camarilla, ainsi on cherche avec surprise et anxiété ce que deviendront les troupes anglaises au milieu des feux de joie dans lesquels la charte de don Pedro va périr, lorsque le jeune infant viendra constater par sa présence la défaite des maximes britanniques. Et autant il est difficile de concevoir cette armée, spectatrice débonnaire des triomphes furieux d'opinions et d'influences ennemies, autant on mesurerait avec peine les conséquences de la première insulte qui l'obligerait enfin à tirer l'épée. Ces deux puissances occupantes, qui ne savent ni comment rester dans le guépier où elles se sont engagées, ni comment en sortir ; ces deux couples de frères augustes qui ne savent comment répartir entre eux l'héritage paternel ; ces deux princes, dont l'un va conquérir sur l'Èbre le royaume qu'il a, dont l'autre conquiert paisiblement sur le Danube celui qu'il n'a pas ; ces deux princesses qui gouvernent par intérim, l'une à

Madrid, où elle fait des vers sur l'absence de don Fernand le bien-aimé avec une grâce charmante, l'autre à Lisbonne, où elle ne fait pas de vers; tout cela a été donné en spectacle pour le perpétuel ébahissement de l'un et de l'autre hémisphère.

Les mêmes règles nous dirigent dans notre métier en ce qui touche la monarchie de dom Sébastien et celle de Pélage. Vous allez voir comment nous procédons.

FAITS. Il paraît que l'Infant D. Miguel ne se mettra en route pour Lisbonne qu'après la fête de l'empereur d'Autriche, qui est le 4 octobre. (Rognure du *Journal des Débats*.)

— C'est pour accompagner Don Miguel à son retour, que M. le comte de Villaréal est parti pour Vienne. Déjà des préparatifs sont faits au passage de Béhobie (frontière d'Espagne et de France) pour la réception de ce prince.

(Rognure du *Courrier français*.)

— Dans le quatrième numéro (publié hier 14) de la *Trompette du jugement universel*, on invoque des proscriptions; on provoque directement la guerre civile, et on prêche sans pudeur les assassinats et les meurtres. Le terrible DÉBARRASSONS-NOUS D'EUX, que l'on a prodigué dans le fameux mandement patriarcal du 30 avril 1824, est répété plusieurs fois par la *Trompette*. Ainsi, nous voyons la faction qui préluda à l'attentat de Bemposta, par l'assassinat du marquis de Loulé, grand-chambellan et favori du roi Jean VI, immolé sur les marches mêmes du trône, persister à la fin de 1827 dans ses projets les plus atroces. L'invocation cruelle adressée à la princesse régente, est d'autant plus remarquable, que personne n'ignore que les écrits de Macedo et la *Trompette*, sont les feuilles du jour que la police offre à la lecture de S. A.

Tant d'horribles provocations révoltent tous les esprits. Les hommes du caractère le plus froid ne peuvent demeurer impassibles à l'aspect de ce scandale, qui déceble aux yeux de tout le monde l'effroyable avenir que l'on nous préparerait, si pour le malheur de la nation la faction du 25 octobre venait

jamais à triompher. Cependant il existe une censure, un ministère responsable, soi-disant constitutionnel, qui impose silence aux écrivains libéraux, et enfin une protection armée anglaise.
(Rognure du *Constitutionnel*.)

— Son premier devoir serait d'imposer silence au journal fanatique *la Trompette dernière*, qui tient le langage et manifeste les espérances des hommes qui regardent D. Miguel comme leur chef; il faut qu'il détruise ces espérances par une déclaration de principes et par des actes qui prouvent que ce sont réellement des principes et non des déclamations.
(*Ibid.*)

— Toutes les personnes qui ont marqué dans la révolution de 1820, et qui sont rentrées par suite du décret d'amnistie de D. Pedro, se préparent aussi à quitter le Portugal.
(Rognure du *Journal des Débats*.)

AFFAIRES DE LA GRÈCE.

Un homme d'esprit remarquait ces jours derniers que le monde roule aujourd'hui sur deux personnages de vaste renom, le sultan Mahmoud et don Fernand. Ce sont en effet leurs déterminations qui doivent fixer les résolutions de l'Europe et ses destins.

On croyait à Paris l'escadre égyptienne égarée dans les eaux de la Syrie. Il se trouve au contraire que ce sont les flottes chrétiennes qui courent des bordées on ne sait où, et se rangent d'une façon si habile que cent voiles se glissent sur les mers sans les voir passer. Il arrive de là qu'Ibrahim Pacha peut reprendre l'offensive, et qu'à l'ombre de nos propositions d'armistice, des flots de sang peuvent couler.

Le *Moniteur* a fait des aveux remarquables. Le traité n'a rien prévu que pour la paix; et ce traité

était gros de menaces magnanimes et d'apprêts guerriers ! Tout a été fait dans la supposition que la Porte céderait tout ; c'est comme dans la question d'Alger ; le ministère calcule toujours sur des lâchetés.

La censure ne peut prêter au ministère aucun secours dans ses perplexités. Que faisons-nous alors, monsieur ? Nous empêchons que ses angoisses ne soient trahies par des discussions, ou ébruitées par des faits. Nous sommes pour M. de Villèle comme ces hommes qui dans les hôtelleries espagnoles, une branche d'arbre à la main, préservent des mouches et de leur bourdonnement importun le sommeil des voyageurs.

FAITS. *Constantinople, 6 septembre.* La Porte refuse d'entendre de nouvelles propositions : les préparatifs de guerre continuent dans cette capitale, et les craintes de l'avenir ont entièrement paralysé le commerce.

(Extrait de la *Gazette d'Augsbourg.*)

Augsbourg, 27 septembre. (Extrait d'une lettre particulière.) Nous venons de recevoir ici une nouvelle importante, et qui, si elle se confirme, déciderait du caractère et du succès de l'intervention arrêtée dans les affaires de l'Orient.

On mande de Vienne qu'à l'arrivée de deux courriers expédiés de Constantinople, et reçus à peu d'heures d'intervalle par la chancellerie d'état, le bruit s'est répandu dans cette capitale que la Porte venait de réaliser la menace du reis-effendi, de revenir à son ancien usage de s'en prendre aux personnes des ambassadeurs, lorsqu'elle allait se mettre en état d'hostilité avec une puissance quelconque. M. Stratford Canning est, dit-on, celui qui a été confiné aux Sept-Tours.

L'Autriche se met très-sérieusement en mesure pour n'être pas prise à l'improviste. L'archiduc Ferdinand d'Este, commandant-général en Hongrie, vient d'inspecter en détail les frontières de ce royaume, de l'Esclavonie, de la Croatie, etc., et d'y ordonner une distribution de troupes adaptée aux circonstances et aux différentes complications d'intérêts politiques qui en pourraient résulter. Les troupes dites

granitzzer (milice des frontières) étant insuffisantes pour parer à tous les accidens qu'une guerre continentale entre la Russie et la Porte doit nécessairement amener, le cordon a été non-seulement renforcé par des régimens de ligne tirés de l'intérieur de la Hongrie, mais aussi plusieurs corps qui sont en garnison en Bohême ont reçu ordre de se mettre en marche pour cette même destination.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

DISCUSSION DES JOURNAUX. Le *Constitutionnel* réfutant le *Moniteur*, appelait sa logique *singulière*. Nous avons supprimé ce mot qui n'était pas juste, car cette logique est fort naturelle pour des gens qui peuvent tout dire, et tiennent la main sur la bouche de quiconque leur veut répondre. Le mot d'ailleurs n'était pas révérencieux ; et on ne peut l'être trop pour des gens qui n'écrivent que par ordre, et ne pensent que sur tarif, un tarif réglé par la trésorerie, des ordres donnés par S. Exc. monseigneur le comte de Villèle!

Voilà pour la dignité du pouvoir. Voici qui est pour son repos.

Les cabinets de l'Europe ont-ils oublié qu'ils ont affaire avec les Turcs? les barbares n'entendent jamais raison ; la force seule est le droit qu'ils reçoivent. Agir autrement, c'est perdre le temps. D'ailleurs nous ne pouvons pas concevoir la manière de voir des autres puissances européennes ; d'après toutes les apparences, la Russie ne désire que la non-exécution du traité d'intervention dans les affaires de la Grèce ; elle a trop dépensé pour l'entretien des troupes dans la Bessarabie, depuis six ans, pour ne pas vouloir s'indemniser sur la Turquie ; le sang des Grecs versé, et l'insouciance des autres puissances sur ce sujet, sont le prétexte d'une conquête méditée depuis le temps de Catherine, et pour laquelle le grand-duc Constantin paraît avoir renoncé au trône de Russie. Le cabinet russe avait aliéné par la conduite qu'il a tenue jusqu'à l'hiver passé le cœur de ses coreligionnaires de la Turquie, et refroidi leur affection pour son gouvernement ; mais par

l'empressement qu'il a montré dernièrement à envoyer sa flotte dans la Méditerranée, et avec elle un consul général dans la capitale de la Grèce, il a regagné plus qu'il n'avait perdu. Cependant nous espérons que les commandans des forces navales de la France et de l'Angleterre dans la station du Levant, trouveront les moyens de faire cesser une guerre d'extermination, et détourneront le danger que toute l'Europe court d'une explosion terrible qui la menace.

(Rognure du *Constitutionnel* .)

— Une circonstance bien étrange ajoute encore à la gravité du fait en lui-même, sans parler des résultats désastreux que les Turcs s'en promettent : la flotte turco-égyptienne est de cent voiles environ, dont la moitié se trouve composée de transports, *presque tous autrichiens*. C'est le *Moniteur* qui a pris soin de nous donner cette nouvelle : elle n'a étonné personne ; mais il nous semble important de noter l'aveu tardif qui vient d'en être fait. Ne serait-ce point, de la part de l'Autriche, un moyen de reporter au traité de Londres. La France, l'Angleterre et la Russie se réunissent pour mettre un terme aux maux sans nombre qui accablent la Grèce ; l'Autriche, au contraire, prête ostensiblement son assistance aux Turcs pour consommer la destruction des Hellènes. Cette divergence d'action, de coopération, ne doit-elle pas entraîner les plus sérieuses conséquences ? C'est là, nous le supposons du moins, un incident sur la gravité duquel il serait superflu de s'appesantir dans ce moment. L'Autriche protège ouvertement les Turcs ; les trois autres puissances sont-elles bien déterminées à protéger les Grecs ? Voilà la question réduite à sa plus simple expression. On comprend sans peine que nous ne pouvons pas nous charger de la résoudre.

(*Ibid.*)

— Il n'y a aucun mal à vouloir empêcher la Russie d'occuper Constantinople ; mais il faut convenir qu'on l'a voulu, et qu'on a eu des raisons de le vouloir. Ce serait admettre, il est vrai, que des motifs terrestres, que des intérêts matériels, peuvent préoccuper encore aujourd'hui les cabinets européens ; et le *Moniteur* ne peut pas faire de pareils aveux. Constantinople ne plait point à la Russie ; la Morée ne plairait point à l'Angleterre ; voilà ce que doit penser, ou du moins écrire le *Moniteur* : c'est là son rôle, mais ce n'est point le nôtre. Les motifs qui dirigent les trois puissances con-

tractantes sont connus et jugés du monde entier , et il est puéril de vouloir les déguiser. La Russie gravite de tout son poids vers le midi de l'Europe ; c'est là que cette puissance énorme cherche son écoulement naturel. Le conseil que lui donnait Voltaire de chasser les Turcs de l'Europe , elle n'a jamais cessé de se le donner à elle-même , et probablement le zèle religieux n'entre pas dans ses motifs beaucoup plus qu'il n'entrait dans ceux de Voltaire. Les troubles de la Grèce ont toujours été son espoir et son prétexte. Si l'ambition d'une domination toute morale sur l'Europe a pu un moment distraire Alexandre des vues naturelles à son cabinet , ces vues ont dû renaître dans l'esprit de son successeur.

(*Ibid.*)

FAITS DIVERS.

Nous excellons à dépister les faits inoffensifs qui pourraient être dangereux, et les faits indifférens qui ont un germe coupable. Ce sont d'habiles gens que ceux qui ont su nous dépister à leur tour dans toute la France, pour remettre en nos mains les ciseaux, protecteurs.

DISSOLUTION. Ce mot nous épouvante comme s'il s'agissait de la dissolution de la société. Nous ne permettons pas aux nouvelles des salons de transpirer dans les journaux.

— On parle plus que jamais dans le faubourg St-Germain de la prochaine dissolution de la chambre.

(*Rognure du Constitutionnel.*)

Malgré les efforts de la censure, tout le monde s'adresse cette question : la chambre sera-t-elle dissoute ?

Dans l'antichambre où nous stationnons, on ignore les secrets du ministère ; mais ce qui est certain, c'est que des renseignemens sur la statistique des opinions

sont quêtés de toutes parts. Quelques maires de Paris ont adressé à des citoyens bien pensans une convocation subite et mystérieuse, que beaucoup d'entre eux ont crue destinée à la demande d'explications sur les opinions probables de leurs voisins ; l'un des invités voulait publier la lettre suivante pour avoir l'avis du public sur la nature probable du travail d'intérêt public dont il y est question : nous y avons mis bon ordre.

DOCUMENT EXTRAORDINAIRE. *Lettre d'un maire de Paris.*

MAIRIE DU DIXIÈME ARRONDISSEMENT.

Paris, le 7 octobre 1827.

Monsieur,

Je vous prie de me prêter le concours de vos lumières pour l'accomplissement d'un travail dont je suis chargé, et qui concerne l'intérêt public. Veuillez, s'il vous est possible, vous rendre à ma leçon, mardi matin 9 du présent mois, à onze heures et demie précises. Je compte avec confiance sur votre zèle, sur votre obéissance et sur vos conseils. Agréez, monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le maire du dixième arrondissement.

Signé PIAULT.

DURSE. Pontife de M. de Villèle, nous défend de toute atteinte profane l'arche sainte où végète le 3 p. 100 et où le 4 repose encore, vêtu de la robe d'innocence.

— Depuis hier, en y comprenant les marchés d'aujourd'hui, les fonds publics ont éprouvé à la Bourse une baisse de 1 fr. environ. On attribue ce mouvement de défaveur à plusieurs causes diverses : on parle d'une faillite ; on répand la nouvelle que plusieurs juntes de la Catalogne, imitant l'exemple de celle de Manresa, ont également proclamé don Carlos ; on dit que des ordres sont donnés pour renforcer

nos garnisons des Pyrénées ; on considère comme une circonstance grave l'attitude que semble vouloir prendre l'Autriche dans les affaires du Levant ; enfin on continue à parler de hautes questions de politique intérieure qui se débattraient dans ce moment au conseil des ministres.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

FIÈVRE JAUNE. L'Académie de médecine a entendu un rapport sur la question de la contagion ; nous avons pris couleur pour la peste, et alors nous sabrons ce qui suit :

— Les faits allégués par M. Rochoux contre l'opinion des contagionistes, ont paru très-concluans. (*Ibid.*)

JEUX. Les jeux font, comme le ministère et la fièvre jaune, partie des intérêts que nous devons protéger contre les regards publics. Ainsi faisons-nous.

— M. Irvin (Charles), anglais, arrivé à Paris depuis huit mois, et demeurant rue de Richelieu à l'hôtel des Princes, se voyant sans ressources et accablé de dettes, après avoir perdu 150,000 fr. environ dans les maisons de jeu, avait formé la résolution d'arrêter pendant la nuit la voiture qui transporte les fonds de la banque de ces établissemens chez le directeur. Mais l'inexpérience d'Irvin devait faire échouer un projet aussi coupable que téméraire. Il avait mis huit personnes dans sa confiance, et pendant la nuit du 23, elles avaient toutes ensemble prévenu la police, qui se plaça en observation dans la rue Feydeau, où l'Anglais a été arrêté. Il était porteur de quatre pistolets et d'un poignard.

(Rognure du *Courrier français*.)

AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES. Nous tenons tout ce qui touche aux choses religieuses si sévèrement sous le boisseau, que les actes du ministère même, les ordonnances insérées au *Bulletin des lois*, encourrent nos bienveillans sévices. Que peuvent vouloir de plus le trône et ses conseils ?

Le *Bulletin des lois*, n° 188, publié aujourd'hui, contient une ordonnance du 21 septembre, qui autorise défini-

tivement les communautés religieuses du Sacré-Cœur-de-Jésus établies au Mans et à Poitiers. On y trouve encore treize ordonnances royales qui autorisent des hospices et bureaux de charité, à accepter des donations ou legs.

Le *Bulletin* précédent, sous le n° 187, publié le 1^{er} octobre, contenait trente-trois ordonnances de même nature, et le n° 186, publié le 29 septembre, en contenait soixante-une.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

— C'est, dit-on, le 7 du mois prochain que les religieuses capucines vont prendre processionnellement possession du magnifique couvent qu'elles ont fait construire à l'extrémité du chapitre.

(Extrait du *Messager de Marseille*.)

(Rognure du *Courrier français*.)

CHANGEMENT DE RELIGION. Un article de la chartre proclame l'égale protection de tous les cultes; en conséquence nous laissons annoncer tout ce qu'il y a de conversions à la foi catholique; nous ne souffrons pas que les cultes dissidens racontent leurs conquêtes.

— M. Fell, prêtre catholique à Francfort-sur-le-Mein, et chargé jusqu'à présent de l'instruction religieuse pour les classes supérieures du lycée de cette ville, vient d'augmenter le nombre de ceux qui renoucent à la foi catholique romaine pour embrasser les doctrines du protestantisme. Cet ecclésiastique, homme très-estimable par sa moralité et son érudition profonde, vient de se démettre simultanément de tous ses emplois et fonctions, en déclarant solennellement devant le consistoire de la même ville, qu'il était incompatible avec sa conscience de professer plus long-temps des doctrines qui avaient cessé de présenter à ses yeux un caractère d'infailibilité. Ce changement de religion a fait, comme on peut bien imaginer, une sensation d'autant plus grande, qu'on ne pouvait supposer à M. Fell aucun motif d'intérêt temporel, les émolumens attachés à la place à laquelle il a renoncé étant évalués 2,000 florins, de la perte desquels il ne peut se promettre aucun dédommagement par suite de la démarche qu'il vient de faire.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

ELOGE DE M. ISAMBERT. Le ministère nous a institués pour abolir la diffamation ; nous laissons le champ libre aux diffamations officielles, et biffons sans miséricorde l'éloge des citoyens. Le tour n'est-il pas joli ?

— Le célèbre Isambert, avocat à la cour de cassation, est arrivé dans cette ville. Il a assisté mercredi à l'audience de la chambre des vacations du tribunal civil. Un jeune avocat qui donne les plus grandes espérances, M. de Foresta, qui plaidait ce jour-là, s'est adroitement écarté de son discours pour adresser à M. Isambert les paroles les plus flatteuses ; cet hommage rendu à une des gloires du barreau français, était l'expression unanime de l'assemblée. Nos magistrats ont témoigné à ce profond jurisconsulte toute l'estime dont ils sont pénétrés pour ses vastes connaissances et son honorable caractère. Nous nous félicitons de posséder dans nos murs l'éloquent et courageux défenseur qui a arraché de l'opprobre et des fers les hommes de couleur condamnés à la Martinique, et déchargés de leurs peines infamantes par la cour de la Guadeloupe. Ce beau triomphe ne fut pas seulement le résultat de la persévérance et du talent, mais encore de la plus noble inspiration d'un cœur vraiment généreux. C'est aussi à la voix d'Isambert que plusieurs conseils de guerre ont *refusé* d'appliquer contre des militaires la peine si sévère des travaux forcés pour des délits déclarés par le code pénal passibles d'un simple emprisonnement.

(Rognure du *Courrier français*.)

OFFICIERS EN NON-ACTIVITÉ. Nous avons un tact exquis pour deviner l'esprit des lecteurs de feuilles publiques, et supprimer dans chacune ce qui plairait le plus à ses abonnés. Nous passons notre vie à ces malices contre ce qui reste de la feue liberté constitutionnelle de la presse. Ainsi les officiers en non-activité sont en instance pour demander que la demi-solde, dont ils ne doivent jouir que jusqu'en 1828, leur soit payée jusqu'à l'époque de

leur retraite. Le Roi a daigné accueillir avec bonté une pétition qui lui fut remise dans Arras. « Assurez vos camarades, dit le monarque, fier de compter dans son arrière-ban de tels hommes, qu'ils seront contents. » Ce mot était mieux fait que toutes les harangues administratives, pour propager dans les cœurs l'amour et la fidélité. Mais *le Courrier français*, par exemple, est au nombre des journaux qui comptent le plus de lecteurs dans les rangs de l'ancienne armée : nous lui avons biffé ce fait. M. Pomadin n'est pas plus gai que nous.

ANNONCES.

NAPOLÉON ET LA CENSURE, par M. Jal. Nous avons reçu ordre tout-à-coup, il y a huit jours, de ne plus laisser les feuilles publiques tracer le nom de l'Empereur et Roi. Cet ordre nous a troublé l'esprit comme au public, et nous n'avons pas douté que le duc de Reichstadt n'eût fait invasion du côté des Alpes, ou bien que son père, au lieu d'être mort à Sainte-Hélène, n'eût débarqué sur les côtes de Bretagne, à la tête d'une armée d'Osages. Vous savez que ces bruits, grâce à tout ceci, ont couru.

Suivant la consigne, nous avons repris les hostilités contre la mémoire de S. M. I. L'histoire de M. de Norvins (1) a surtout mérité nos sévices ; et voici que M. Jal s'en étonne. Il publie et, qui pis est, distribue (2) à ce sujet un pamphlet acéré contre nous. Par malheur l'esprit et la satire y sont jetés à

(1) Chez Dupont, rue Vivienne.

(2) *Ibid.*

pleines mains ; mais nous le réfutons admirablement , car nous l'étouffons.

— **LETTRE A M. LE COMTE DE VILLÈLE** , par M. le comte de Montlosier. Une brochure de deux cents pages que recommanderont cet heureux titre et ce noble nom , est sous presse chez M. Tastu. Nous ferons tout pour que le public ignore la bonne fortune qui l'attend.

PROCÈS DE LA PAIRIE , par M. le marquis de la Gervaisais. L'honorable marquis ne peut pas s'accoutumer à la pensée que nous ayons osé faire la guerre à un royaliste tel que lui , et , qui pis est , à la pairie , en supprimant toutes les annonces des écrits qu'il a publiés sur cette grande institution. Il s'écrie où était la circonstance grave ? où est la raison ? où est la loi ? Avec tout son esprit , il est naïf M. de la Gervaisais !

AFFAIRES ÉLECTORALES.

Nous voici parvenus à un point où pour seconder le ministère , il faut une sorte de courage inconnu jusqu'ici chez les Français. L'autre est , Dieu merci , à la demi-solde : il n'est pas besoin de lui pour la guerre d'Alger ; et comme il fallait à nos guides une gloire , ils ont pris celle que nous signalons.

Les inscriptions fautives , les omissions volontaires , le refus de tenir les registres pour le dépôt des pièces , institués par la loi , mille tentatives criminelles pour repousser le dépôt même de ces titres que la loi ordonne aux préfets de rechercher d'office , enfin le perpétuel escamotage des droits , c'est-à-dire de la pro-

priété politique des citoyens, de perpétuelles insultes à la lettre comme à l'esprit de la législation, des insultes plus grandes à la probité publique, voilà lespectacle offert de toutes parts ! On ne sait ce qui étonne le plus , ou que notre noble France ait pu tomber sous de semblables arbitres de ses destinées , ou que la séduction d'une broderie et de quelque peu d'or donne des coopérateurs à de tels actes et à de tels hommes.

En cette occurrence, que peut faire dame Censure, chétive qu'elle est ? Rien autre chose que se jeter entre l'administration et le mépris des peuples. Aussi nous la plastronnons de notre mieux. Nous empêchons ses ignominies de percer à la lumière et de recevoir leur premier châtiment. Si quelque jour les vindictes de la loi châtient enfin les coupables , nous n'y pourrons mais. Trop bas pour que les coups qui les frapperont nous atteignent , et joyeux d'avoir fait notre devoir , nous nous chargerons de rimer la complainte qui consacrera leur souvenir.

— A Lyon , les listes encore incomplètes quant à la quantité , sont aussi erronées quant à l'inscription de quelques électeurs sur les droits desquels l'autorité a été trompée. Ces personnes faussement inscrites seront signalées , s'il est nécessaire , par les bons citoyens ; mais il faut espérer qu'elles seront les premières à réclamer leur radiation. Si elles négligeaient de le faire , qu'elles sachent qu'en s'attribuant une qualité qui ne leur appartient pas , elles s'exposeraient aux coups de la loi. Le pouvoir lui-même qu'elles auraient cru servir , serait obligé de sévir contre elles.

(Rognure du *Journal des Débats.*)

— Il parait que dans le département de la Somme les électeurs ont rencontré beaucoup d'obstacles à se faire ins-

criré , soit par défaut de régularité des pièces qu'ils avaient à produire , soit par d'autres motifs.

(Rognure du *Constitutionnel* .)

Lettre à Monsieur le Rédacteur du Journal des Débats.

Monsieur ,

Une grande contestation s'est élevée entre le préfet de Seine-et-Marne et moi. Depuis dix ans je m'occupe d'élections ; depuis dix ans je produis au préfet , pour la confection des listes électorales , une grande quantité de pièces de mes collègues trop éloignés du chef-lieu. Jusqu'au 28 septembre dernier , M. le préfet les avait toutes acceptées ; j'en portai ce même jour , et les électeurs furent admis sur la liste ; mais le lendemain 29 , il n'en fut plus de même : M. le préfet refusa d'accepter les pièces , et se retrancha derrière une lettre ministérielle. Je viens vous prier , monsieur , de vouloir bien répondre , par votre estimable journal , aux trois questions suivantes :

1°. Un préfet a-t-il pu refuser les pièces des électeurs-jurés , parce qu'elles lui étaient présentées par des tiers non munis de pouvoirs authentiques de ces électeurs ? Jusqu'au 29 septembre , toujours les pièces avaient été ainsi reçues sans difficulté ; ce ne fut que le 29 septembre au matin que le préfet , pour la première fois , refusa d'en recevoir , sous prétexte d'ordres ministériels , et alors il était trop tard pour obtenir des pouvoirs de ces électeurs domiciliés à l'extrémité du département.

2°. Un préfet , dans les bureaux duquel , malgré son refus , les pièces d'un électeur ont été déposées par un mandataire verbal , peut-il ensuite refuser d'inscrire sur la liste cet électeur , qui se présente devant lui le 30 , sous le prétexte qu'il a brûlé ces pièces ?

3°. Un préfet peut-il refuser de recevoir un paquet qui lui est adressé par la poste franc de port , parce qu'il peut contenir les pièces d'un électeur ?

J'ai l'honneur , etc. Un électeur de Seine-et-Marne ,

DUPERRAUD , ancien officier de cavalerie.

Melun , 2 octobre 1827.

La réponse aux trois questions de notre correspondant ne nous semble pas présenter une difficulté sérieuse.

1°. Un tiers , quoique non muni de pouvoirs écrits , justi-

lie suffisamment par les pièces dont il est porteur le mandat verbal qu'il a reçu de l'électeur dont elles sont la propriété. On ne peut pas lui contester un droit au moins égal à celui d'un facteur de la poste aux lettres. Or, ni le texte, ni l'esprit de la loi, n'autorisent un préfet à refuser un paquet qui lui arrive franc de port par la poste, et qui contient des papiers relatifs au fait de son administration. Ces papiers doivent être enregistrés au secrétariat aussitôt après l'ouverture du paquet, renvoyés dans le bureau compétent, et mis sous les yeux du préfet aussi promptement que la nature de l'affaire l'exige. Voilà le principe général auquel il n'est permis de déroger dans aucun cas, à plus forte raison en matière électorale, où, à raison des limites du temps accordé, tout doit être considéré comme urgent. Il n'importe par quelle voie ces pièces parviennent à la préfecture. Si elles sont en règle, si elles sont munies de tous les caractères d'authenticité, il n'existe aucun prétexte légal d'en refuser l'admission, et par conséquent d'alléguer un prétendu défaut de capacité de la part du mandataire officieux qui en a fait la remise, et qui a dû s'en faire délivrer un récépissé.

2°. Un préfet qui se serait permis, contre toute vraisemblance, de brûler des papiers déposés dans ses bureaux, aurait commis un véritable délit et un attentat à la propriété. Quand même il jugerait ces papiers inutiles, ils appartiennent à celui dont ils portent le nom, dont ils tendent à constater les droits politiques et civils. Il lui enlèverait le moyen de prouver, en les retirant, qu'il a essuyé un déni de justice, et par conséquent le moyen d'obtenir devant le conseil d'état ou devant la cour royale la rectification de l'erreur qui l'aurait exclu de la liste du jury. Si le fait auquel nous persistons à ne pas ajouter foi est réel, l'électeur doit porter plainte devant le ministre, et, en faisant la réserve de ses droits, solliciter la permission de traduire devant les tribunaux le magistrat coupable.

3°. La troisième question est résolue par la réponse aux questions précédentes. Un paquet mis à la poste, quelle que soit la nature des papiers qu'il contient, doit être remis à son adresse; et quand il est affranchi, un fonctionnaire n'a aucun motif raisonnable de ne pas le recevoir et de faire droit, d'une manière ou d'une autre, à la demande qu'ils sont destinés à appuyer.

(Rognure du *Courrier français*.)

Voici d'autres faits que les journaux n'ont même pu essayer de dire, bien sûrs du destin que nos ciseaux leur réservaient. Car la censure a cela de bien qu'elle est sur toute préventive. Elle supprime peu, malgré tout son zèle, mais elle étouffe beaucoup.

Lettre d'un électeur de Pontoise.

2 octobre 1827.

Chargé par plusieurs jurés-électeurs en retard de faire le dépôt de leurs pièces au secrétariat de la préfecture de Seine-et-Oise, je me rendis à cet effet à Versailles le 28 septembre à midi. Je m'adresse à la préfecture au sieur Plassart, simple employé, commis spécialement par M. le préfet pour recevoir le dépôt des pièces; je lui remets l'une après l'autre les liasses dont j'étais dépositaire; à chacune était jointe une réclamation signée par la partie; à la septième, je le prie d'inscrire ces réclamations et les pièces sur le registre d'ordre tenu en exécution de l'article 4 de la loi du 2 mai 1827. « On ne donne pas de reçus. — Je ne vous en demande pas; mais comme à chacune de ces liasses est jointe une réclamation, je vous réitère ma prière d'inscription sur le registre exigé par la loi. — Il n'y a pas de registre. — C'est un oubli, voici la loi, ayez la bonté de l'ouvrir. — M. le préfet a défendu de le faire. — Ce que vous me dites est étrange; il est impossible que M. le préfet ait donné l'ordre de violer la loi — Vous me faites perdre mon temps; si vous n'êtes pas satisfait, faites-nous notifier vos pièces. — Le conseil que vous me donnez me paraît inconvenant. — Au surplus, voyez M. le préfet. »

Je me dirige vers le bureau de ce magistrat. Dans l'antichambre un garçon de bureau m'arrête. « M. le préfet n'est pas visible, il est en réunion avec les sous-préfets de plusieurs arrondissemens du département; repassez à deux heures. » Je reviens à l'heure indiquée, même réponse; je demande audience pour le lendemain. « M. le préfet ne sera pas visible, vous ne pourrez lui parler. — Les portes sont donc closes et fermées? — Oui; tel est l'ordre que m'a donné M. le préfet. »

Je rentre au bureau du sieur Plassart; je lui présente de nouveau les réclamations et les pièces dont j'étais porteur.

« Avez-vous une procuration spéciale et authentique de chacun des réclamans? — A chaque liste est une réclamation au pied de laquelle sa signature est apposée. » L'employé reste surpris ! puis il dit : « Mais je ne puis pas inscrire vos pièces sur le registre, il n'en existe pas ; M. le préfet l'a défendu ; au surplus, je vais lui parler. » Je le suivais pour avoir audience ; sur l'observation que cela était défendu, je n'ai pas insisté. Trois à quatre minutes après le sieur Plassart revint. « Voilà vos pièces ; M. le préfet persiste à les refuser parce que vous n'avez pas de procuration authentique ; pas d'explication, je n'ai pas le temps de vous écouter ! ! » Force il y eut pour moi de m'adresser à un huissier ; je lui remis plusieurs liasses et une réclamation générale sur la rédaction des listes, les erreurs, les omissions et les retranchemens, et l'avis de M. le préfet affiché le 15 août, pour en faire et constater le dépôt au secrétariat de la préfecture. Il s'y rend à trois heures ; il n'en est sorti qu'à cinq heures avec les actes contenant la réponse suivante, signée par M. le comte de Tocqueville. « A quoi mondit sieur le préfet a répondu qu'il ne pouvait recevoir aucune des pièces mentionnées ci-dessus, attendu que je ne justifiais d'aucun mandat spécial des parties qu'elles intéressent à l'effet de faire ledit dépôt. »

J'examine ces actes, et je remarque qu'ils sont signifiés à la personne de M. le préfet, qui était sans qualité pour recevoir le dépôt ; il fallut recommencer.

Le lendemain 29, à neuf heures du matin, à la requête de neuf personnes avec élection de domicile à Versailles pour y recevoir tous actes de notifications d'arrêts et protestations de nullité contre les notifications qui seraient faites ailleurs, on fit le dépôt des pièces et réclamations au secrétariat général de la préfecture. Voici la réponse du secrétaire général, telle qu'elle est consignée dans les actes :

« Parlant à sa personne, qui a refusé de signer l'original par la raison qu'en fait d'élection il est de principe que les pièces et réclamations doivent être déposées par les parties elles-mêmes, ou par un fondé de pouvoir en vertu de procuration authentique. »

Les pièces et les copies d'exploits ont été laissées à M. le secrétaire général, et d'après l'art. 1039 du code de procédure civile, les originaux ont été visés par M. Douet d'Arcq, procureur du roi. Cet article 1039 porte que le refusant

pourra être condamné à une amende qui ne pourra être moindre de 5 francs.

Les pièces sont valablement déposées par actes réguliers; elles sont sous la responsabilité personnelle de M. le chevalier Bonnechose, secrétaire général; aucune notification d'arrêté de rejet n'a été faite en temps utile au domicile élu; les réclamans doivent être inscrits sur la liste; il y aurait forfaiture en ne les inscrivant pas.

Vous voyez, monsieur, que ce n'est pas sans peines et sans désagréments que l'on parvient à jouir des droits accordés par la loi, et à faire opérer le dépôt de ses pièces avec date certaine.

Semblable refus était fait à toutes les personnes qui réclamaient, soit l'enregistrement, soit un reçu.

L'huissier est resté deux heures et demie à la préfecture; il s'est adressé à M. le secrétaire général, qui a été une demi-heure à lire les réclamations et les pièces; il signe au premier visa, s'arrête en se rappelant l'ordre donné et réitéré par M. le préfet de ne rien recevoir d'un tiers sans la représentation d'un mandat authentique; il dit à l'huissier : Je crains de me compromettre; il le laisse dans son bureau et descend avec toutes les pièces au grand conseil de M. le préfet. Après trois quarts d'heure d'attente, l'huissier est appelé; il trouve M. le préfet en assemblée générale avec les sous-préfets du département, plusieurs membres du conseil de préfecture, et le secrétaire général. Alors M. le préfet prend la parole. « Monsieur, tout cela est inconvenant; avez-vous une procuration authentique? — Je n'en ai pas besoin; suivant la loi, il me suffit d'être porteur des pièces; en les déposant j'ai rempli mon ministère. Je ne vous demande rien, M. le préfet, je constate un seul fait, celui du dépôt; je n'ai besoin que du visa de M. le secrétaire. — Voici l'instruction du ministre, elle est positive; M. le secrétaire ne signera pas!!! » Le grand conseil examina les pièces; lecture fut faite de la réclamation en cinq rôles; cette lecture fit naître de nombreuses observations; enfin on s'arrêta à la proposition qu'il ne fallait rien recevoir : ensuite plusieurs projets de réponse sont dressés; celui ci-dessus fut adopté. Plus d'une heure s'était encore écoulée : l'huissier et M. le secrétaire rentrent dans le bureau de ce dernier, qui reste quelques minutes à réfléchir; puis se tournant vers

l'huissier, il lui dit : « Tout cela ne me compromet-il pas ? je suis embarrassé. Vous avez entendu les défenses positives faites par M. le préfet ; mais ce n'est pas sur moi que pèse la responsabilité. — C'est à vous à savoir ce que vous avez à faire ; je mets à votre disposition la signature que vous avez donnée... » La signature est bâtonnée..... Les actes sont clos, les copies et toutes les pièces sont déposées et laissées sur le bureau ; l'huissier se retire. A peine est-il dans la cour, qu'il est rappelé par M. le secrétaire. « Monsieur, vous avez oublié vos pièces, les voici ; je vous prie de les reprendre. — Je n'ai rien oublié, je vous en ai fait le dépôt, mon ministère est rempli ; à votre refus je fais recevoir le *visa* de M. le procureur du roi. »

Le grand conseil était toujours assemblé ; ce qui venait de se passer avait fait faire de sérieuses réflexions. Il fut arrêté que l'on donnerait des reçus aux personnes qui en exigeraient, et que l'on viserait les actes de dépôt ; mais on a persévéré à ne pas ouvrir le registre de tous les dépôts de réclamations et pièces ordonné par loi, il n'en existe pas. Cependant ce registre est la seule garantie ordonnée par la loi pour la vérification des erreurs, des omissions et des retranchemens faits ou commis sur les listes ; en fait d'élection, la loi a ordonné ce registre pour la garantie de toutes personnes.

J'ai eu connaissance qu'une heure après les significations dont je viens de parler, il en avait été fait une autre dans la même forme, que le secrétaire général avait visé l'original sans difficulté, et que des reçus avaient été imprimés sur-le-champ.

Vous remarquerez, monsieur, que les dépôts de pièces étaient reçus *des mains de toutes personnes*, lorsque l'enregistrement sur le registre de dépôt n'était pas requis. Le sieur André Brunet, de Sarcelles, s'étant présenté trois fois dans la journée du 29 septembre pour faire le dépôt de ses pièces, l'enregistrement lui a été refusé ; il a fait constater ce dépôt par acte d'huissier. Il est évident que l'on ne paraît pas vouloir jouer cartes sur table.

J'aime à croire, ainsi que l'a dit M. le comte de Tocqueville dans une circonstance toute récente, que dans une préfecture d'honnêtes gens les listes électorales ne se composent pas par des tours d'escamotage ; mais je puis vous dire,

monsieur, que tout ce qui m'est arrivé à la préfecture de Seine-et Oise est bien peu rassurant pour des administrés.

MARTEL.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

On ne peut le nier : tous ces faits sont abominables. Ils soulèvent une indignation profonde. L'administration doit protéger les citoyens, et elle les traque dans des pièges sans nombre. Elle doit défendre leurs droits, et elle les en dépouille. Elle doit rechercher leurs titres, et elle les repousse ; elle les brûle peut-être ! Ces refus de recevoir les pièces qu'apporte la poste, ces demandes de procurations sont absurdes ; car s'il faut des pouvoirs au mandataire, il faudrait donc au mandant, s'il se présentait lui-même, des certificats d'identité, des témoins, et des témoins de ses témoins. Tout cela est d'une déloyauté hideuse, d'une imposture grossière. M. le garde-des-sceaux, repoussant un amendement de M. le duc Decaze, s'exprimait ainsi le 1^{er} février dernier : « Une disposition expresse n'est aucunement
« nécessaire. L'esprit des deux lois de 1817 et de
« 1820 était bien certainement que les listes fussent
« formées d'office. Mais si leur texte pouvait offrir
« matière à quelques difficultés, ces difficultés ne
« sauraient se reproduire à l'occasion de la loi nou-
« velle, dont les expressions ne peuvent donner
« matière à aucun doute. Les préfets porteront d'of-
« fice sur les listes quiconque réunit les capacités
« électorales. L'obligation des préfets est donc cer-
« taine. » M. de Villèle ajoutait qu'en y dérogeant ils commettraient une prévarication. La chambre repoussa donc l'amendement proposé par l'illustre duc.

Elle eut foi dans les paroles du ministère, et ces paroles étaient un guet-apens.

La loi voulant que les listes soient faites d'office, le magistrat ne connaît que les documens et point les hommes. Il a besoin de savoir qui a des titres, et non qui les lui présente. La censure rend un immense service aux administrateurs assez malheureux pour recevoir ces instructions épouvantables, ces instructions imaginées au dernier jour, en désespoir de cause, afin de commettre un vol sur les citoyens retardataires ! Et qu'on le sache bien, le vol de la bourse n'est pas plus flétrissant que celui des droits. Quiconque y trempe, forfait également aux lois et à l'honneur.

DÉCISION DU CONSEIL D'ÉTAT.

Tout le monde avoue que le scandale des conflits a dépassé toutes les bornes. Un préfet s'en est indigné. Il a fait tous ses efforts pour lutter contre une de ces téméraires entreprises. On ne peut douter qu'il n'ait trouvé appui au conseil, et pourtant ses efforts ont été vains. La censure empêchera de dire ces généreux combats.

De tous les conflits, les plus remarquables sont ceux qu'ont provoqués les arrêts relatifs aux droits constitués par des belles-mères en faveur de leurs gendres, quoique ayant des petits-fils. La question a été jugée par sept ou huit cours royales. Ces cours se sont déclarées compétentes. L'administration en appelle à soi-même, et une ordonnance intervient qui réforme les sept ou huit arrêts !

Au fond , la décision est entachée d'absurdité. Le législateur a voulu que la propriété fût représentée , le fût même quand elle échéait à des femmes ; elle restera dépouillée peut-être de ce privilège pendant trente ans.

Le législateur a voulu augmenter le nombre des citoyens intéressés a la conduite de la chose publique. On le restreint. Le législateur en cela suivait l'axiome ; *Favores ampliant , odia restringenda*. L'axiome est renversé , passons aux applications.

Un gendre qui n'était pas père encore a reçu les pleins pouvoirs de sa belle-mère. Au moment de l'élection , sa femme met un enfant au jour. S'il a une fille , il votera. Si c'est un héritier de son nom ou de ses droits qui vient de naître , il se retirera sans déposer son bulletin. Le droit demeurera trente ans en fourrière. Tout cela est insensé.

Mais la question de compétence est bien autrement grave. Les cours royales l'avaient jugée , et l'avaient jugée conformément à la lettre de la loi , claire mille fois comme le jour. La loi veut que le conseil d'état connaisse des difficultés relatives aux impositions et au domicile politique , et les cours royales , de celles qui concernent les droits civils et politiques. « Cette ligne de démarcation est claire
« et précise , disait , le 1^{er} février , M. le garde-
« des-sceaux. Elle a distingué entre les actes qui ,
« étant purement administratifs , ne pourraient être
« jugés que par l'autorité administrative , et les
« droits qui , se rapportant aux intérêts privés des
« personnes , rentreraient dans le domaine de l'au-
« torité judiciaire. S'il s'agit de savoir si un individu

« a la jouissance des droits civils et politiques , les
« tribunaux ordinaires doivent en connaître. »

Or , ici de quoi s'agit-il en effet ? d'actes administratifs ou d'intérêts privés ? d'impositions ou bien de droits ? N'est-ce pas une jouissance de droits politiques qu'il faut établir ou plutôt constater ? N'est-ce pas un contrat de famille dont la validité est en cause ? Y a-t-il un seul acte de l'autorité sur lequel les juges aient à prononcer ? Enfin , par l'arrêt , la justice entrerait-elle dans l'administration ? Point assurément. Par l'ordonnance , l'administration n'entre-t-elle pas dans le sanctuaire des intérêts et des droits domestiques ? Sans doute. Voilà donc la question jugée.

Si on cherche le profit de tels coups d'audace , on ne le trouvera pas plus que le bon droit. Apparemment qu'en irritant de plus en plus les cours royales contre sa politique , le ministère compte être canonisé sans objection.

Tout cela est si clair que les ministres n'ont pas le mot à dire. Que fait la censure ? elle supprime les objections contraires. Dès lors , c'est évidemment comme si l'opposition était battue. Nous sommes , avec nos ratures , sans frais de raison et d'esprit , de terribles logiciens.

— L'autorité qui était juge en première instance , et d'après la loi du 5 février 1817 , et d'après la loi du 2 mai 1827 , peut-elle paralyser elle même l'arrêt rendu en appel qui a réformé sa décision ? A cette question une voix unanime répond : Cela n'est pas possible. Nous ne pouvons insister davantage sur cette partie.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

— Le *Dictionnaire de l'académie* définit ainsi le mot anar-

chie : « État sans chefs , et sans aucune sorte de gouvernement. » Nous ne trouvons pas cette définition suffisante ; nous pensons qu'il y a aussi anarchie dans un État quand les pouvoirs divisés par la loi empiètent sur les attributions les uns des autres , et quand un arrêt rendu par une cour souveraine peut impunément être mis au néant par le tribunal de première instance dont le jugement avait été réformé.

(*Ibid.*)

= Et pourquoi , dans quel but , dans quel intérêt , ces atteintes à la magistrature et aux droits des Français ? Que gagnera le ministère à écarter peut-être dans toute la France une cinquantaine de gendres des fonctions électorales ? Ne court-il pas le risque , par cette mesure aveuglément hostile , de faire feu sur ses amis comme sur ses ennemis ? comment expliquer cette attitude de deux ou trois ministres responsables contre les dépositaires indépendans de la plus noble partie du pouvoir royal ? N'y a-t-il pas une insigne maladresse , de la part de ces ministres , à persuader que multiplier les électeurs , c'est multiplier les antagonistes de leur puissance ? Le jour des révélations ne doit-il pas tôt ou tard se lever ; et quelle force ne donnera point alors à leurs adversaires cette multitude d'actes arbitraires contre lesquels des réclamations surgiront de toutes les extrémités de la France !

(Rognure du *Journal des Débats.*)

ORDONNANCE CONTRE LA LIBRAIRIE.

Cette ordonnance est encore une de ces hardiesses dont le ministère n'oserait concevoir la pensée sans le secours de la censure. Vous allez voir comment notre main paternelle protège nos enfans.

Nous avons rapporté dans le *Courrier français* du 27 septembre , l'ordonnance insérée au numéro 185 du Bulletin des Lois , laquelle statue que la peine de la contravention à l'article 11 de la loi du 21 octobre 1814 , en ce qui concerne le commerce de la librairie , est celle de l'amende de 500 fr. , portée en l'article 4 du titre 11 du règlement de 1725.

Nous n'avons fait sur cette ordonnance aucun raisonnement, et nous n'en voulons pas faire non plus aujourd'hui. Nous voudrions seulement noter quelques faits propres, selon nous, à éclaircir la question.

C'est un fait que le règlement du 28 février 1723 attachait une pénalité à la contravention relative au commerce de la librairie.

C'est un fait que la loi du 21 octobre 1814 n'a attaché aucune pénalité à la contravention.

C'est un fait que le considérant de cette ordonnance conclut de ce rapprochement que la pénalité du règlement est implicitement maintenue dans la loi.

Mais c'est un fait que toute disposition pénale doit être explicitement exprimée dans les lois.

C'est un fait qu'une disposition qui ne se trouve pas dans une loi, qui est déclarée ne pas s'y trouver, même implicitement, par plusieurs cours et tribunaux, ne peut y être rétablie que par voie d'interprétation.

C'est encore un fait incontestable qu'une déclaration portant qu'une disposition omise dans une loi, existait dans l'intention du législateur, est une interprétation *législative*.

Enfin, c'est un fait que le 17 décembre 1823, le conseil-d'état, délibérant sur la matière de l'interprétation, a solennellement reconnu ne pouvoir donner « qu'une interprétation judiciaire qui n'a ni le caractère ni les effets d'une interprétation législative, que l'intervention de l'autorité législative pourrait seule lui attribuer. »

Une circonstance qu'il ne faut pas oublier, c'est que sur une pétition adressée sur un pareil sujet, dans le mois de février de l'année courante, à la chambre des pairs, par le libraire Thery, cette chambre a reconnu que la matière était assez grave pour ordonner le renvoi au garde-des-sceaux, et le dépôt au bureau des renseignements.

Voilà des faits clairs, patens, dont aucune argumentation ne vient embrouiller l'expression, et qu'il n'y aurait pas de bonne foi à vouloir étouffer.

(Fragment du *Courrier français*.)

— Nous dirons au *Moniteur* : De quoi s'agit-il, dans cette espèce ? Le voici : la cour de cassation a pensé que la peine à appliquer aux personnes qui se livraient au commerce de la librairie sans avoir rempli les formalités pres-

crites par la loi de 1814, devait être trouvée dans un règlement de 1723. Plusieurs cours souveraines du royaume ont jugé que ce règlement avait été aboli par la législation de 1791 ; qu'il y avait une lacune dans la loi de 1814 , et que, dès lors, le délit ne pouvait être puni d'une peine qui n'était pas prononcée par la loi. Cette lacune est-elle un fait ? nul ne le conteste. Il n'y a donc plus matière à interprétation. Il y a donc lieu à créer , à ressusciter , si l'on veut , une disposition pénale. Or , qui peut créer ou rétablir une peine ? Or , qui est le législateur actuel en France ? Le roi et les deux chambres.

Ainsi , dès le principe de la contestation , la question véritable qu'il y avait à juger a été éludée par le *Moniteur*. Il a laissé de côté la législation de 1791 , qui avait aboli le règlement de 1723 , et avancé comme un fait certain que la partie pénale de ce règlement avait été rétablie par la législation de 1814. Quand on lui a demandé le texte de l'article sur lequel il appuyait cette doctrine , il a répondu qu'il n'en existait pas , mais qu'elle avait été *implicitement* professée par le législateur de 1814.

Puisqu'il y a contravention , a-t-on dit , à une loi qui défend de faire tel acte , celui qui fait cet acte commet un délit ; tout délit doit encourir une peine ; or , le législateur n'ayant pas fixé la peine en 1814 , a nécessairement entendu que le juge appliquât celle qui avait été portée par le règlement de 1723 ; et comme ce règlement portait l'empreinte du temps où il fut rendu , on a cru pouvoir le mutiler , le diséquer , et n'en extraire que l'amende dont on attribue la totalité au fisc , quand le législateur de 1723 en avait disposé d'une autre manière. Ainsi , par la force des choses , on a été obligé de violer , dans sa disposition , le seul article qu'on veut emprunter à ce règlement , vieux de plus d'un siècle ; comme si le législateur n'avait jamais oublié de mettre à côté de la disposition qui ordonne , la peine que devrait encourir celui qui désobéit. Ouvrez les recueils de nos lois , ils fourmillent d'oublis pareils.

Une première erreur en amène souvent une seconde. Il y avait omission dans la loi , on agit comme s'il y avait contradiction ; et dans ce dernier cas même , le ministère se trompe en prétendant que la loi lui donne le droit exclusif d'expliquer et de fixer le sens de la loi. *Le Moniteur* cite comme

régulatrice de la matière une loi de 1807 ; et ce qu'il y a de singulier , c'est qu'il étaié cette loi de l'article 68 de la charte. Mais si la loi du 16 septembre 1807 a fait passer au conseil-d'état le droit d'expliquer la loi , cômme il est incontestable que le droit d'expliquer la loi n'appartient qu'au législateur , il arrivè que la loi du 16 septembre 1807 est frappée à mort par ce même article 68 de la charte , invoqué pour la faire revivre.

Cet article porte en effet que les lois existantes *qui ne sont pas contraires à la charte* , restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé. Ainsi , cet article statue que les lois qui sont contraires à la charte ont cessé d'être en vigueur. Maintenant il n'y a qu'à examiner si la loi du 16 septembre 1807 est contraire à la charte. Qui oserait contester l'affirmative ? Réparer un oubli de la loi , ou si l'on veut , expliquer le sens d'une loi , sens auquel la cour de cassation sera désormais obligée de se conformer , est un attribut exclusif DE LA PUISSANCE LÉGISLATIVE.

Or , quel est le dogme politique , sacramentel , consacré à jamais par la charte ? Le voici : LA PUISSANCE LÉGISLATIVE S'EXERCE COLLECTIVEMENT PAR LE ROI , LA CHAMBRE DES PAIRS ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DES DÉPARTEMENTS.

D'après ces considérations , nous pensons que M. le garde-des-sceaux devrait provoquer le rapport de l'ordonnance du 16 septembre , présenter à la prochaine session un projet de loi pour réparer l'oubli commis dans celle de 1814 , et prévenir par-là une nouvelle discussion , sur cette matière , devant les tribunaux et les cours souveraines du royaume.

AFFAIRES JUDICIAIRES.

La publicité des débats judiciaires est odieuse au ministère qui nous tient à ses gages , pour deux raisons : parce que c'est de la publicité , et parce que c'est de la justice. Aussi nous amusons-nous à faire nargue à la charte , à la magistrature et au bon sens , en mettant au néant tous les débats dans lesquels interviennent des ecclésiastiques , des opinions ou voire

même la censure. Sous ce rapport la semaine a été bonne. Nous avons mis au secret l'existence de procès où notre métier était en cause.

PROCÈS RELATIFS A' LA CENSURE. On a successivement appelé à la même audience trois affaires de contravention à la loi de censure, de la part de différens journaux.

La première concerne le sieur Charles Maurice, propriétaire-éditeur du *Courrier des Théâtres*, prévenu d'avoir inséré dans sa feuille du 6 août dernier un article qui n'aurait point été soumis au visa de la censure. Le sieur Charles Maurice donne à ce sujet les explications suivantes : L'article dont il s'agit est relatif aux démêlés qui ont quelque temps troublé l'administration de l'Opéra-Comique ; c'est avec l'agrément, ou plutôt sur la demande de MM. les administrateurs, que je publiais des réflexions sur ces querelles de théâtre. Comme les matériaux ne m'étaient souvent fournis que fort tard, ce qui m'empêchait d'en faire usage, M. le directeur de l'Opéra-Comique se chargea d'obtenir de la censure l'autorisation de publier ces articles sans visa préalable : en effet une série d'articles fut ainsi publiée ; je dus croire qu'il y avait assentiment de la censure.

M. le président fait observer au prévenu que c'est là une simple allégation à laquelle le tribunal ne saurait avoir égard. Il faudrait le témoignage écrit du bureau de censure.

Le sieur Charles Maurice ne pense pas pouvoir obtenir cette attestation, mais il s'engage à présenter au tribunal une lettre de M. le directeur de l'Opéra-Comique confirmative de sa déclaration.

La cause est remise à huitaine.

— Des poursuites ont été également dirigées contre l'éditeur du *Journal du Commerce*, à raison d'un article inséré dans le numéro du 15 septembre sans l'approbation de la censure.

M. Bert, rédacteur en chef du journal, fait observer que cet article a été littéralement extrait de la *Gazette de France*, et en vertu d'une autorisation verbale, tous les journalistes peuvent extraire, soit de la *Gazette*, soit du *Moniteur*, tels articles que bon leur semble, sans recourir au visa de la censure ; il conviendrait à ce sujet d'assigner le chef des cen-

seurs, ou bien de consulter les rédacteurs des différens journaux, qui tous pourront porter témoignage que depuis l'établissement de la censure, il n'y a guère de jours où le *Journal du Commerce* n'ait fait à la *Gazette* ou au *Moniteur* des emprunts de cette nature; pourquoi le comité de censure n'aurait-il pas protesté plutôt ?

La cause a été remise à huitaine.

Les poursuites dirigées contre le *Journal des Voyageurs*, et dont le tribunal s'est ensuite occupé, sont à peu près de la même nature. Il s'agit de deux articles insignifiants publiés malgré le refus de la censure. Le défenseur du journal a expliqué cette contravention involontaire par la manière défectueuse dont la censure exerce ses pouvoirs.

Le tribunal a renvoyé l'affaire à demain pour prononcer le jugement.

(Rognure du *Courrier français*.)

— Nous avons rendu compte hier du procès intenté à l'éditeur du *Journal des Voyageurs*, pour avoir inséré dans cette feuille deux articles refusés par la censure. Le jugement a été prononcé ce matin à l'ouverture de l'audience : Attendu que les articles biffés par la censure avaient été publiés par mégarde et non sciemment, le tribunal a renvoyé le sieur Roch de la plainte.

(Rognure du *Journal des Débats*.)

PROCÈS RELATIF AUX OBSEQUES DE M. MANUEL.

Le *Moniteur*, qui a pour habitude de rapporter *in extenso* les condamnations judiciaires en matière de délits de la presse, se borne à rendre compte dans les termes suivans du jugement rendu avant-hier dans l'affaire de la *Relation des obsèques de M. Manuel* :

« Le tribunal de police correctionnelle, présidé par M. Huart, a prononcé hier un jugement qui acquitte sur les divers chefs de prévention M. Mignot, auteur de la *Relation historique des obsèques de M. Manuel*, M. Gaultier-Laguionie, imprimeur, et M. Sautet, libraire, et a mis hors de cause les parties intervenantes. »

(Rognure du *Courrier français*.)

PROCÈS CONTRAFATTO. Il s'agissait de poursuites dirigées contre quelques individus prévenus de voies de fait sur

cet ecclésiastique. La censure n'a pas permis la publication des débats. Les voici :

M^e Aubert-Armand, avocat, demande, pour les prévenus, la remise de la cause, attendu l'absence d'un sieur Lescrivan, témoin important, et celle de M^e Lafargue, que les prévenus ont, dès l'origine, chargé de leur défense.

M^e Saunières, avocat de l'abbé Contrafatto, déclare que l'abbé Contrafatto, qui est dans l'intention de se porter partie civile, s'oppose à la remise.

M. le président : Il faudrait d'abord savoir si le sieur Contrafatto se porte en effet partie civile.

Le plaignant se lève. Il déclare se nommer Joseph Contrafatto, âgé de 31 ans, prêtre, né en Sicile. Il parle le français avec assez de facilité, mais avec un accent. Je me rends, dit-il, partie civile, me réservant tous les droits de la loi contre madame Lebon.

M^e Saunières combat avec force l'ajournement réclamé, et il en trouve les motifs très-futiles. La déposition du sieur Lescrivan est sans intérêt; quant à l'absence de M^e Lafargue, le sieur Contrafatto ne doit pas en souffrir. Il a le plus grand intérêt à faire juger que l'indignation publique a été trop facile à s'acharner contre lui.

M^e Aubert-Armand : Vous présenterez aussi bien ces moyens dans huit jours qu'aujourd'hui.

M. Le président : Sur quoi le témoin Lescrivan doit-il s'expliquer ?

M^e Aubert : Sur un fait très-important, sur des coups qui ont été portés par le sieur Contrafatto à la dame Lebon.

M. Perrot de Chezelles, avocat du roi : Nous croyons devoir nous opposer à la remise, dont les motifs ne nous paraissent pas fondés. D'une part, la déposition du sieur Lescrivan a été fixée par écrit dans l'instruction, et elle peut être suppléée par deux autres témoignages. De l'autre, Le sieur Contrafatto va paraître devant la cour d'assises, et il est nécessaire de renvoyer les pièces à la cour royale.

M. le président déclare au nom du tribunal que la cause est retenue.

M^e Aubert-Armand et M^e Charles Ledru déclarent que l'intention des prévenus est de faire défaut,

M. Perrot de Chezelles : Ils courent le risque de perdre leur cautionnement.

M^e Ledru : Déjà , dans d'autres affaires , on a permis à des prévenus de faire défaut , bien qu'ils fussent en liberté sous caution.

MM. Mitivier , Monnerat et Vuichoud se retirent.

Le sieur Contrafatto , partie plaignante , fait sa déclaration sans prestation de serment , et s'explique ainsi : Mis en liberté le 4 août après avoir démenti l'accusation portée contre moi , j'avais le lendemain dimanche célébré le service divin. En rentrant chez moi , vers onze heures et demie , je rencontraï madame Lebon au bas de l'escalier. Elle s'agitait avec beaucoup de violence avec d'autres personnes pour me jeter par terre. Dans le moment que je suis par terre , elle commence à me donner des coups de pied sur l'estomac et des coups de poing sur la tête. Me trouvant comme étranger , je ne pus reconnaître les autres personnes. Je suis victime de toutes ces mauvaises gens-là.

M. le président : Pouvez vous indiquer les personnes qui vous ont frappé ?

Le sieur Contrafatto : Je ne puis reconnaître que la dame Lebon. Elle est la première qui s'est jetée sur mon cou ; et je suis resté couvert de sang et mutilé.

M. le président : La dame Lebon n'a pas été renvoyée devant le tribunal par l'arrêt de la cour royale. Il n'y a que trois individus mis en prévention ; les reconnaissez-vous pour ceux qui vous ont frappé ?

Le sieur Contrafatto : Je ne croyais pas qu'un étranger et un prêtre pût être traité comme un malheureux , comme *je le suis été*.

La dame Nousse , portière de la maison rue Coquenard , n^o 9 , dit : Lorsque M. l'abbé revint le dimanche , madame Lebon le rencontra dans le corridor , et dit : Voilà l'homme qui a si cruellement traité mon enfant ! Là-dessus M. l'abbé s'est jeté sur elle , et ils se sont colletés.

M. le président : Avez-vous remarqué quelques hommes qui aient frappé l'abbé Contrafatto ?

La dame Nousse : Je me retirerai à l'instant même , parce que j'aperçus quelqu'un à la porte.

M. le président : Vous savez qu'il y a trois individus prévenus de l'avoir frappé dans ce moment-là ?

La dame Nousse : Je n'ai pas vu frapper du tout.

M^e Saunières : Après cette première scène , qui s'est

passée dans le corridor , la portière n'est-elle pas sortie pour voir ce qui se passait à l'extérieur ?

La dame Nousse : Je n'ai vu que M. l'abbé.

M. le président : Vous n'avez vu personne courir après lui ?

La dame Nousse : Non , monsieur , il n'y avait personne ; il peut vous le dire lui-même.

M. le président : Avez-vous appris qu'il ait été terrassé dans la rue ?

La dame Nousse : Oui , monsieur , j'ai su qu'il y avait eu beaucoup de tumulte.

M. Corrège , chef de bataillon , chevalier de la Légion-d'Honneur , demeurant rue Coquenard , dit : J'étais chez moi lorsque j'entendis des cris et un grand bruit ; je me portai à la croisée. J'ai vu un homme en habit noir qui tombait sur ses genoux. Il n'y avait près de lui qu'une femme. En même temps cet homme se met à courir et tombe de nouveau. Je ne sais pas s'il a été frappé ; mon attention était partagée.

M. le président : Il semblerait résulter de l'instruction , qu'en sortant du corridor l'abbé Contrafatto a été frappé par un homme dans la rue ; avez-vous vu ces faits ?

M. Corrège : Non , monsieur.

M. Meunier , autre témoin , déclare avoir vu une grosse femme aux prises avec un homme en habit noir. Lorsque celui-ci s'est relevé , il avait la figure couverte de sang.

M. le président : N'avez-vous pas vu le sieur Mitivier parmi les personnes qui ont frappé ?

M. Meunier : Non , monsieur.

M. le président : Vous avez dit , dans l'instruction , que c'était le limonadier ou son frère.

M. Meunier : Je n'ai pas dit cela du tout.

M^e Saunières : Il ne faut pas s'étonner si quelques témoins déposent avec réserve. Il ne faut pas se dissimuler que par suite d'injustes préventions , l'indignation publique a accablé de tout son poids le sieur Contrafatto.

M. Corrège fait à haute voix des observations à l'avocat.

M^e Saunières : Je ne dis pas cela pour vous , monsieur ; je serais fâché d'offenser un militaire qui doit être plus qu'un autre susceptible sur l'honneur.

M. Marin Roger , aubergiste , rue Coquenard , n° 7 : Le

dimanche matin , pendant que j'arrangeais le repas des personnes qui devaient dîner chez moi , la portière du n^o 9 (la dame Nousse) est entrée , et a dit à un jeune homme appelé Nicolas , qui déjeunait chez moi : Hé bien ! le prêtre qui a fait une chose si infâme est sorti hier de prison , il vient de dire une messe ; mais à son retour on va lui en dire une autre. Là-dessus , je n'ai rien dit dans le moment à la personne qui était là à manger , mais j'allai à l'église dire à la loueuse de chaises et au donneur d'eau bénite la chose qui se préparait. Je dis : cela va faire un tumulte abominable , dites à l'abbé de ne pas revenir chez lui. Malheureusement il n'y était pas , et quand il revint il fut assailli par plusieurs personnes. Il tomba les jambes écartées comme une grenouille ; il se releva , on le fit tomber la figure sur le pavé. Il avait la figure comme couverte d'un masque de sang. Il s'enfuit dans l'église , la populace s'ameuta , et la gendarmerie fut obligée de le protéger.

M. le président ; Vous avez déclaré dans l'instruction reconnaître un des auteurs des voies de fait.

M. Roger : C'est un nommé Olivier.... ou Mitivier.... , en un mot , le limonadier d'à côté.

La dame Nousse qui s'était beaucoup agitée pendant cette déposition , est rappelée.

M. le président : Femme Nousse , écoutez-moi d'abord ; il faut de la tranquillité et du calme , et non de l'emportement ; n'avez-vous pas dit à un jeune homme qui déjeunait chez le témoin ici présent , que l'on préparait des voies de fait contre le sieur Contrafatto ?

La dame Nousse : Non , monsieur , comme il faut mourir un jour , cela n'est pas vrai. (Au témoin.) Vous êtes faux comme Judas , monsieur.

M. le président : N'injuriez pas le témoin.

Le sieur Roger et la dame Nousse persistent dans leurs assertions respectives.

La veuve Suze , loueuse de chaises à l'église de Notre-Dame de Lorette , confirme le récit du sieur Roger.

M^e Saunières prend des conclusions pour le sieur Contrafatto , contre les sieurs Mitivier et Monnerat seulement ; elles tendent à ce qu'il soit accordé au sieur Contrafatto telles réparations qu'il plaira au tribunal , le sieur Contrafatto n'ayant eu d'autre but que de faire punir ceux qui , par la

témérité et la légèreté de leur conduite , ont contribué à accréditer les calomnies dont il est l'objet.

¶ Le défenseur termine sa plaidoirie en exprimant l'espoir que l'entière innocence de son client éclatera à la cour d'assises.

M. Perrot de Chezelles , organe du ministère public , abandonne la prévention à l'égard des sieurs Vuichoud et Monnerat , et conclut , contre le sieur Mitivier , à l'application de l'art. 311 du code pénal,

Le tribunal a condamné par défaut le sieur Mitivier à trois mois de prison et 16 fr. d'amende; déchargé les sieurs Vuichoud et Monnerat de la plainte; et statuant sur les conclusions de la partie civile , a condamné le sieur Mitivier aux dépens , pour tous dommages et intérêts.

(Rognure du *Journal des Débats.*)

— Trois affaires relatives à des contraventions à la loi sur la censure , ont été portées aujourd'hui à l'audience de la police correctionnelle.

L'éditeur du *Journal du Commerce* , inculpé pour avoir inséré, le 15 septembre dernier, un article sur les affaires du Portugal , pour lequel il ne représente point le *visa* de M. le secrétaire du bureau de censure , a déclaré que cet article était copié dans la *Gazette de France* de la veille , et que, d'après un arrangement entre M. le directeur du bureau de censure et les rédacteurs en chef de divers journaux , on pouvait emprunter les articles de la feuille du soir , sans les avoir fait préalablement censurer. La cause a été remise à huitaine , pour donner à l'éditeur le temps de justifier l'autorisation verbale par lui alléguée.

M. Charles Maurice , éditeur du *Courrier des Théâtres* , a obtenu une pareille remise. Il soutient que ses articles non censurés , sur le théâtre de l'Opéra-Comique , n'ont paru qu'après avoir été communiqués à M. le duc d'Aumont , et avec autorisation verbale de MM. les censeurs.

Enfin , le rédacteur en chef du *Journal des Voyageurs* était inculpé du même délit , pour deux articles insérés dans les numéros des 26 et 30 juillet.

M. Perrot de Chezelles , avocat du roi , a exposé que l'un de ces articles était , sinon dangereux , du moins relatif à un fait faux : l'accident que l'on a prétendu être arrivé à Vincennes , où une femme aurait été tuée par l'imprudence des

canonniers. Il a conclu aux peines d'emprisonnement et d'amende prévues par la loi de 1820.

M^r Vulpian, avocat du rédacteur, a argumenté de la bonne foi de son client. Les quatre ou cinq lignes dont il s'agit étaient au bas d'une colonne. On ne s'est pas aperçu, lors de la mise en page, que ces lignes avaient été supprimées. Subsidiairement, le défenseur a invoqué les dispositions atténuatives de l'art. 463 du code pénal.

Le jugement sera prononcé demain.

(Rognure du *Journal des Débats*.)

MEURTRE DU SOLDAT SUISSE TUÉ DANS LA PLAINE DE GRENELLE.

M. le comte de Salis et M. le marquis de Maillardon, chefs du régiment auquel appartenait l'infortuné Brulmann, ont écrit à M. le rédacteur de *la Gazette des Tribunaux*, une lettre qui rectifie quelques points de fait sans importance aucune, et discute des points de droit. Ces officiers établissent qu'ils ont jugé suivant les lois de leur pays : personne n'en doute. Ils établissent que ces lois valent mieux que les nôtres : cette manière de voir les honore. Heureux les guerriers qui aiment et respectent les lois de leur patrie !

Mais ici, il y a deux points de vue bien distincts : Le point de vue helvétique, qui est, d'une part, que la législation est humaine et sage ; de l'autre, que le jugement étant conforme aux lois suisses, l'exécution était légitime ; et le point de vue français, qui doit être d'abord que la loi suisse est cruelle quant à la pénalité, et barbare quant à la procédure ; ensuite, que le jugement ne pouvait être rendu en vertu

de lois étrangères, qu'il n'était point exécutoire, qu'il y a eu meurtre, qu'il y a eu assassinat.

MM. les officiers suisses sont désintéressés dans ce débat. Personne n'a pu penser à inculper leurs intentions, et à compromettre leur renommée. Juges, ils ont obéi à leur conscience; militaires, ils se sont conformés aux règles de leur discipline. Là, comme partout ailleurs, ils ont fait leur devoir.

Mais il y a eu violation du territoire national. Il y a eu invasion de la justice étrangère dans la police de la France. La Suisse a exercé dans nos champs tous les droits de la souveraineté; car elle a formé un tribunal, fixé la juridiction, dicté la peine, exécuté la sentence, mis à mort un homme qui, habitant sur notre sol, vivait sous la protection et sous le joug de nos lois. Il a été invinciblement établi, et le ministère l'a reconnu par le silence de ses feuilles, que cette violation de notre sol, cette infraction de nos maximes, cette subversion de notre jurisprudence, ce déni de notre égide à un soldat qui gardait nos princes, nul acte de l'autorité royale n'a pu les rendre légitimes. La lettre de M. le comte de Salis fournit de nouvelles preuves à ces doctrines, en déclarant que le conseil de révision est investi du droit de grâce. Depuis quand une autre main que celle du roi peut-elle donner la vie dans l'étendue de son royaume? Depuis quand un autre glaive que le sien peut-il donner la mort? Il est douteux que le roi ait le pouvoir de déposer le droit régalien de faire grâce, et d'en investir d'autres que lui. Il est certain qu'il ne peut détruire le droit national de la souveraineté de nos lois. Un traité ne peut pas plus

qu'une ordonnance renverser et mettre au néant nos codes.

Vous me demanderez, monsieur, ce que la censure peut avoir à faire à tout ceci; vous allez le savoir.

Nous avons permis l'insertion de la lettre de M. de Salis; nous n'avons pas permis au journaliste de lui répondre.

La lettre était amère et blessante; la réponse civile et convenable (1). Nous avons autorisé l'agression et point la défense.

La lettre faisait en quelque sorte invasion dans la maison d'un citoyen; car elle traitait durement un journaliste dans ses propres colonnes. Nous avons voulu le forcer ainsi à se dire lui-même des injures, à recevoir en quelque sorte silencieusement garnison ennemie.

La lettre discutait les législations des deux pays pour établir la supériorité de celle qui juge et tue les hommes en cinq heures, sur le code qui nous régit. Nous avons interdit l'apologie des lois nationales, des lois par lesquelles règne Charles X, des lois que chacun de nous est tenu de respecter.

Enfin, MM. les officiers de la garde étrangère disaient: Félicitons-nous d'être Suisses! Nous avons biffé la réponse de notre compatriote, qui répondait: Félicitons-nous d'être Français!

(1) Ces pièces ont paru, distribuées chez tous les libraires.

AUTRES BOUFFONNERIES DE LA CENSURE.

Après ce qui précède , ce qui suit court le risque de pâlir.

HISTOIRE. Il a existé en France un grand mouvement politique auquel les contemporains et l'histoire ont donné le nom de révolution..... Elle appartient au passé.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

TENDRESSE POUR LES RÉACTIONS. Le véritable esprit révolutionnaire est dans le retour à des temps , à des idées , à des institutions qui ne sont plus , dont personne ne veut , et qui ne pourraient se relever que sur la ruine de tous les intérêts et de tous les droits. (*Ibid.*)

TENDRESSE POUR LA GUERRE COMME FLÉAU. La guerre ne doit plus se faire dans l'intérêt d'un homme , mais dans celui de l'humanité. Un grand fléau doit seul la motiver. Mais si une calamité pèse sur une portion de l'espèce humaine , si un peuple périt victime des abus de la force , des excès de la barbarie , si des chrétiens sont égorgés par le glaive musulman , si un despotisme stupide menace le berceau de la civilisation , alors à la voix de tous les peuples éclairés , au ressentiment de l'indignation universelle , des soldats de tous les pays marcheront sous les mêmes drapeaux pour défendre leur propre cause dans celle d'un peuple opprimé.

C'est dire assez que dans une politique plus équitable , le grand art de la guerre doit venir au secours des populations malheureuses ; c'est ainsi que cet art s'ennoblira , et cessera d'être pour l'espèce humaine un instrument de ruine.

(*Ibid.*)

HORREUR DES GOUVERNEMENTS SAGES. Ces gouvernements sagement pondérés , qui accordent aux citoyens une juste influence dans les affaires , qui respectent tous les droits , encouragent la publicité , obéissent à toutes les impulsions généreuses.

(*Ibid.*)

HORREUR DE L'IMPRIMERIE ET DE L'INSTRUCTION. Le tout est l'ouvrage de la publicité , qui par les

relations qu'elle a établies entre les peuples a créé une opinion publique en Europe. Les barrières élevées par l'ancienne politique des cabinets sont tombées devant une presse; depuis qu'on a su lire, et que l'étude des langues s'est propagée, les obstacles se sont évanouis, et il n'a pas été difficile de faire comprendre aux hommes de tous les pays, sous quelque forme de gouvernement qu'ils vivent, que leur cause est partout la même; que les besoins de tous sont semblables; que les mêmes désirs, les mêmes espérances vivent au fond de tous les cœurs. Aux prétentions nationales, à ces calculs étroits, mal définis sous le nom d'intérêts locaux, a succédé un intérêt unique, celui de l'humanité. (*Ibid.*)

Après cette foule de suppressions tour à tour généreuses, humaines, patriotiques, cette foule de traits ingénieux et nouveaux, qu'ajouterons-nous, monsieur, à notre louange? Y a-t-il des raffinemens que nous n'ayons atteints et dépassés? Les muets du sérail, pour charmer leurs maîtres, auraient-ils rien inventé d'aussi récréatif et d'aussi imprévu? les nains et les fous d'autrefois avaient-ils des drôleries aussi mémorables? A-t-on jamais empêché les habitans de Constantinople de crier : félicitons-nous d'être Osmanlis? Sous le despotisme de Louis XIV et de Napoléon, la liberté allait encore jusqu'à pouvoir imprimer ces mots : félicitons-nous d'être éclairés, ou même d'être Français.

Quand on songe que nos hardiesses se passent à la barbe de trente deux millions d'hommes, qu'elles font noise à leurs intérêts, à leurs lois, à leur raison, à leur conscience et à leur gloire, qu'elles servent à protéger contre leurs ressentimens, autant qu'à divertir dans ses ennuis, un pouvoir improbe et incapable, que c'est là l'unique appui de ce pouvoir, à la

fois chancelant et furibond comme au retour d'un trop long banquet, comment nier que nos services soient de ceux qui ne se peuvent assez payer ? Qu'on nous traite, si l'on veut, comme nos maîtres eux-mêmes le méritent ; qu'on nous reconnaisse des droits à un cordon, qu'on nous l'attache où on voudra, qu'on nous le mette en sautoir..... Pour nous comme pour eux, ce ne sera jamais justice entière.

Votre humble servante,

LA CENSURE.

Paris, le 9 octobre 1827.

TABLE DES MATIÈRES.

SUJET DE CETTE LETTRE. Que M. le marquis d'Herbouville, membre du jury de la censure et président du jury de l'industrie, a omis de célébrer dans sa harangue à la couronne. L'industrie de la censure. Droits d'icelle.	1
PIÈCES A L'APPUI.	
Polémique. Marqueterie curieuse.	7
— Litographie.	8
— Politique.	9
Affaires d'Espagne. Réflexions sur l'état extraordinaire de ce pays.	10
— Discussions des journaux anglais contre le Moniteur, à ce sujet.	16
— Faits.	19
Affaires du Portugal. Réflexions.	22
— Faits.	23
Affaires de la Grèce. Réflexions.	24
— Faits.	25
— Discussion des journaux.	26
Faits divers.	28
— Dissolution de la Chambre des Députés.	<i>ibid.</i>
— Documents extraordinaires. Lettre d'un maire de Paris à un électeur.	29
— Bourse.	<i>ibid.</i>
— Fièvre jaune.	30
— Jeux.	<i>ibid.</i>
— Affaires ecclésiastiques.	<i>ibid.</i>
— Changement de religion.	31
— Éloge de M. Isambert.	32
— Officiers en non activité.	<i>ibid.</i>
Annonces de Librairie.	33
— <i>Napoléon et la Censure</i> , par M. Jal, à l'occasion de l'histoire de M. de Norvins.	<i>ibid.</i>
— <i>Lettre à M. le comte de Villèle</i> , par M. le comte de Montlosier.	34
— <i>Procès de la pairie</i> , par M. le marquis de la Gervaisais.	<i>ibid.</i>
Affaires électorales. Improbité ministérielle.	<i>ibid.</i>
— Lettre d'un électeur de Melun.	36
— Lettre d'un électeur de Pontoise.	38
— Dernières réflexions.	42
Décision du conseil d'état.	43
Ordonnance contre la librairie. Son illégalité.	46
Affaires judiciaires. Procès.	49
— Débats du procès Contrafatto.	51
Meurtre du soldat suisse tué dans la plaine Grenelle. Réclamation des officiers. Tour de la censure.	57
Autres bouffonneries de la censure.	60
— Histoire.	<i>ib.</i>
— Tendresse pour les réactions.	<i>ib.</i>
— Tendresse pour la guerre comme fléau.	<i>ib.</i>
— Horreur des gouvernemens sages.	<i>ib.</i>
— Horreur de l'imprimerie et de l'instruction.	<i>ib.</i>
Conclusion.	61

LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur l'état des affaires publiques, par N. A. de Salvandy. 12 Juillet 1827.

LETTRE DE LA GIRAFE au pacha d'Égypte, pour lui rendre compte de son voyage à Saint-Cloud, et envoyer les rognures des deux premières semaines de la censure de France au journal qui s'établit à Alexandrie en Afrique. 12 Juillet 1827.

SECONDE LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur l'état des affaires publiques, par N. A. Salvandy. 19 Juillet 1827.

TROISIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 25 Juillet 1827.

QUATRIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 2 Août 1827.

DEUXIÈME LETTRE DE LA GIRAFE AU PACHA D'ÉGYPTE, en lui envoyant son Album enrichi des dernières noirceurs de la censure. 8 Août 1827.

CINQUIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 16 Août 1827.

SIXIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 22 Août 1827.

EXPLICATION de la loi sur les collèges électoraux et le jury, à l'usage de tous les électeurs de la France, par le même (4^e publication des amis de la liberté de la presse. Se distribue.)

SEPTIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 29 Août 1827.

LETTRE A UN PROVINCIAL SUR LE VOYAGE DE SAINT-OMER, par le même. 13 Septembre 1827.

DEUXIÈME LETTRE A UN PROVINCIAL SUR LE VOYAGE DE SAINT-OMER, par le même. 25 Septembre 1827.

HUITIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 3 Octobre 1827.

QUE FERONT-ILS ?

OU

EXAMEN

DES

QUESTIONS DU MOMENT.

PAR N. A. DE SALVANDY.



PARIS.

A. SAUTELET ET C^e, LIBRAIRES,
PLACE DE LA BOURSE.

16 octobre 1827.

TABLE DES MATIERES.

SUJET DE CET ÉCRIT. Chances de la dissolution ou d'une création de Pairs. Divergence du <i>Moniteur</i>, et du pamphlet de M. de Bonald, apologétique de la censure. Examen de la question.	1
Espagne.	8
— Discussion des journaux anglais.	<i>ibid.</i>
— Discussion des journaux français.	10
— Faits.	11
Portugal. Réflexions.	14
— Faits.	16
Guerre d'Alger.	22
Affaires de la Grèce.. . . .	23
— Discussion.	<i>ibid.</i>
— Faits.	24
Affaires de l'Amérique.	27
Faits Divers. Sexe.	29
— Bavière.	<i>ibid.</i>
— Straasbourg.	<i>ibid.</i>
— Clermont-Ferrand.	28
— Saint-Sauvan.	29
— Jugemens.	32
Décision du conseil d'état. Particularité curieuse.	<i>ibid.</i>
Polémique.	36
Histoire.	38
— Restauration. Duc de Liancourt.	39
— Empire. Sir Walter-Scott.	40
— Révolution. Mémoires de m ^l l ^l s Williams.	43
— Ancien régime. Troisième article sur Beaumarchais.	47
— Louis XIV. Lettre sans orthographe.	53
Conclusion. Du pamphlet de M. de Bonald, et de la situation du ministère.	<i>ibid.</i>

QUE FERONT-ILS ?

OU

EXAMEN DES QUESTIONS DU MOMENT.

CETTE question occupe les salons, retentit dans les villes, anime les châteaux, émeut la Bourse enfin. On croit généralement que la dissolution est résolue ; on allait même ces jours derniers jusqu'à dire que l'ordonnance était signée, et on allègue mille bonnes raisons pour expliquer la détermination souveraine de la couronne.

On croit généralement qu'il n'est pas question de dissoudre la chambre des députés ; c'est sur la chambre des pairs, assure-t-on, que sera frappé un coup d'état. Sa dignité sera battue en brèche par une invasion de soixante-cinq recrues de l'armée ministérielle. On connaît tous les noms des combattans, élus pour prendre place dans cette fournée, comme dans une espèce de cheval de Troie, et entrer au sein de la pairie afin de tout renverser. On va même jusqu'à désigner le jour qui verra la charte livrée en proie aux soixante Sinons nouveaux. C'est le 4 novem-

bre, le jour de la Saint-Charles, que le ministère doit porter à la France ce grand coup.

Les versions contraires ont la même autorité et les mêmes fondemens. On ne peut rien attester avec certitude, hormis le malaise profond du ministère et la conscience qu'en ont tous les esprits. Tout le monde sent que nous sommes arrivés au terme d'un défilé qui n'a point d'issue, qu'il faut qu'un des trois grands pouvoirs, l'administration, la seconde chambre ou la chambre héréditaire, soit brisé pour frayer un passage, et l'opinion flottante attribue tour à tour au cabinet des desseins contraires, selon que l'espoir ou la terreur domine. Cependant le bruit de la dissolution est toujours celui qui conserve le plus de consistance. C'est celui auquel croit la Bourse, et on sait qu'elle est en bons termes avec le ministère.

Il est certain que ce parti est celui que conseille la sagesse; mais c'est là précisément ce qui épouvante les bons esprits.

Sans contredit, il vaut mieux modifier une chambre mobile et populaire que la chambre éternelle; il vaut mieux conformer l'esprit de l'administration au génie de ce sénat, illustre en talens, en expérience, en nom respectés, en gloires de tous les temps, qu'aux vues de cette autre assemblée qui a plus de zèle que de lumières, et plus de dévouement que d'autorité. Il vaut mieux s'appuyer au rocher protecteur que courir les aventures avec le fragile esquif; il vaut mieux affronter aujourd'hui, quand tout est tranquille et assuré, la tourmente inévitable du re-

nouvellement septennal , que s'entêter à attendre les discussions violentes , les embarras , les dangers de réélections nombreuses , dans un temps peut-être où mille accidens , mille coups de la fortune , pourraient faire également de toute résistance ou de toute concession , des malheurs , et de tout changement une révolution.

Une considération qui est plus faite pour frapper la sagesse du cabinet , c'est que le nombre des électeurs nouveaux croît d'année en année ; et les jeunes hommes sont comme tous les disgraciés : ils pensent mal.

La manière dont les listes électorales ont été violentées , semble indiquer la pensée d'une convocation prochaine des colléges ; et comme dans la situation fautive où nous sommes il faut sans cesse réunir les contraires , on peut regarder comme d'égales présomptions , et l'improbité des actes et la modération des discours. Le ministère parle charte dans ses gazettes ; il assure que si le monarque avait pu vouloir attenter à nos lois , il eût été un *méchant homme*. Ce mot extraordinaire reste consigné dans les feuilles de la trésorerie. A cela près , quelques articles du *Moniteur* ont été remarquables par une mesure , une dignité , un talent auxquels nous ne sommes pas accoutumés ; c'était le vrai langage du pouvoir. Le cabinet s'exprime sur les partis , sur la presse , sur les journaux mêmes , sans emportement ; et l'intérêt que les formes constitutionnelles lui inspirent , pourrait faire croire qu'il est résigné à les voir revivre dans peu de jours.

D'un autre côté , un bras ministériel vient de porter

à nos institutions un coup plus lourd , Dieu merci , que mortel. M. le vicomte de Bonald s'est ranimé sous les glaces de l'âge et dans les langes de la censure, pour lancer un factum emporté contre la presse, les journaux, la magistrature, la chambre des pairs, l'opinion, la France, le genre humain surtout, ce coursier vicieux et rebelle qu'insultent avec persévérance depuis quelques années tous les grands hommes qui se dévouent à le dompter. De tout ce qu'ont fait Dieu et le temps, le noble pair n'aime que le ministère, n'estime que la censure, ne respecte que le budget.

Il y a entre le noble vicomte et le *Moniteur* dissidence profonde; est-ce pur hasard? est-ce feinte? est-ce désordre? est-ce scission entre les conseillers de la couronne et la secte qui les tient depuis si long-temps à la chaîne? on ne sait; mais l'avenir l'apprendra bientôt. Car si l'esprit de M. de Bonald domine encore le cabinet, il n'y a pas d'incertitude sur le choix de la chambre qui devra être frappée. C'est contre ses collègues du Luxembourg, bien plus que pour ses collègues de la censure, que le noble écrivain s'est jeté une fois encore dans la mêlée de ce qu'il nomme les pamphlétaires.

Ce qu'il y a de bizarre, c'est que le pamphlétaire illustre a intitulé son pamphlet : *De l'Opposition et de la Liberté de la Presse*. Les médecins n'ont pas coutume de prendre pour enseigne le nom de leurs victimes.

Ce qui est plus bizarre encore, c'est que M. de Bonald consacre sa plume d'or à marquer les journaux de mépris superbes. Sa plume les traitait mieux au-

trefois , et peut-être serait-il bien que, comme ce pâtre d'Asie, M. de Bonald , au sein des grandeurs , conservât dans une armoire ses habits de berger. Ce sont les journaux peut-être qui l'ont fait ministre d'état et pair de France. C'est à la renommée que son utile coopération au *Journal de l'Empire* lui avait valu qu'il dut les bontés de l'usurpateur ; plus heureux que ce journal , il les conserva quand ses collaborateurs étaient dépouillés par la tyrannie. La fortune lui est restée fidèle sous la monarchie légitime ; il est au comble des prospérités ; car il est chef de la censure , et ce titre est à ses yeux le plus illustre qu'un pair de France puisse mériter. Ses anciens amis sont encore dans la disgrâce. Est-ce une raison pour oublier sa propre histoire , pour verser à pleines mains l'injure sur son propre berceau ?

Un censeur a mauvaise grâce à insulter les feuilles publiques. On sait par qui Tibère faisait outrager ses victimes. Si M. de Villèle avait inspiré cet écrit , on croirait que nos ministres ont voulu se grandir jusqu'à Tibère.

Du reste , le factum n'avance pas le procès débattu entre le pouvoir et le pays. La question de la liberté de la presse n'y est pas traitée. Tout roule sur ceci , que notre gouvernement doit se modeler sur celui de l'Angleterre , mais n'avoir pas d'opposition, et en revanche avoir la censure ;

Que la chambre des pairs doit être la très-humble servante de tous les ministres à venir , parce que la chambre des députés est celle du peuple ; mais l'auteur ne dit pas ce que doivent faire les pairs du

royaume quand la *démocratie* est représentée comme nous voyons;

Qu'il y a une peste horrible dans les États modernes; c'est la démocratie. Mais ne laissez subsister que les rois (les empereurs compris), ils pourront bien donner des pensions; le peuple aboli, qui les paiera?

Qu'enfin les gouvernemens ne doivent pas tolérer l'erreur; que l'erreur est de droit du côté de leurs adversaires; que l'erreur est le propre de la nature humaine; que c'est toujours l'erreur qui a un succès soutenu et croissant; d'où il résulte que la liberté est un fléau, la popularité une honte, le temps présent une corruption.

On voudrait ne pas employer des mots sévères en parlant d'un vieillard qui a bien pu abdiquer son rang, qui ne peut abdiquer son talent et son âge; mais en vérité n'y a-t-il pas une fatuité par trop altière dans ces théories d'arbitraire et d'oppression qui, reposant sur la nature vicieuse de l'espèce humaine, annoncent chez ceux qui les proclament la prétention d'avoir eu l'esprit et le cœur pétris d'un limon plus pur, doués d'un plus noble destin, armés d'une plus infaillible raison?

Sans doute les sociétés humaines ont des endroits mauvais, et les loteries, les jeux, toutes ces tontines d'infamie que la police administre ou protège, en sont d'incontestables témoignages; mais faut-il oublier qu'un bien se rencontre toujours dans les pires choses, et que le chef du dernier gouvernement, par un raffinement d'admirable moralité, se plut à chercher dans les produits du vice la récompense des

plus vertueux défenseurs de la religion et de la légitimité?

Sans doute notre siècle mérite tous les anathèmes de M. de Bonald; sans doute nous avons eu quelques crimes politiques, dignes réminiscences du temps effroyable qui a précédé; nous avons même vu quelque chose peut-être de plus triste encore; et puisse notre âge ne pas rester marqué dans la postérité d'un mot horrible! nous avons vu la première de nos assemblées condamnée à entendre l'apologie et le résumé de tous les attentats, de toutes les exterminations des temps passés! Nous avons vu, après l'affreuse pratique de la révolution, le meurtre érigé en théorie, en dogme peut-être, et la loi invitée à l'homicide comme à un appel *au juge naturel*. Voilà une innovation épouvantable que M. de Bonald n'a point dénoncée; mais le noble pair aurait à dire que l'horreur publique en a fait justice, et que le siècle s'est lavé de cette tache par ses unanimes désaveux. Ce mot ne restera dans l'histoire que pour faire pendant au cri fameux: *Tuez toujours!* Dieu prendra les siens.

M. de Bonald mêle la raillerie à sa discussion des droits du pouvoir et des vices de l'humanité. Il fait le tableau de tout ce qui est permis à la presse par la censure, et ce tableau n'a qu'un inconvénient, c'est d'avoir été tracé beaucoup mieux par Figaro.

Maintenant l'esprit qui dirige la censure, les desseins qu'elle prétend servir ou imposer, sont connus: Le manifeste de M. de Bonald les révèle. Si cette monstrueuse autorité continue à être exercée de cette manière monstrueuse, on saura que la guerre de doc-

trines qui semble engagée entre les journaux officiels et le chef des censeurs, est une simulation de plus; qu'on cherche à tromper notre malheureuse France par des leurres nouveaux; qu'elle est livrée à ces théories anti-sociales, à ces théories d'abrutissement et de servitude, qui mettent le sort des nations dans les mains d'hommes destitués de leur propre estime, puisqu'ils sont sans estime pour la race humaine! Alors on ne se demandera plus: Que feront-ils? Pour le savoir on relira M. de Bonald, ou bien on contempera les fastes du moyen âge et les misères de la Péninsule.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

L'Espagne est toujours l'objet de la surprise du monde et des sollicitudes de la censure; car cette censure, ne fût-ce que pour jouer de son reste, continue à s'exercer dans l'esprit qui l'enfanta.

DISCUSSION DES JOURNAUX ANGLAIS. — La position de l'Espagne devient de plus en plus grave, non-seulement pour ce qui a rapport à elle-même, mais aussi à cause des nombreuses considérations politiques qui s'y rattachent. Le temps est passé où tous les diplomates de l'Europe pouvaient dire : « Abandonnez-la à elle-même; que les Espagnols règlent leurs affaires comme ils le voudront, pourvu qu'ils ne fassent rien d'incompatible avec nos intérêts. » L'occupation de l'Espagne par la France a fait de son état futur une question européenne compliquée d'autres questions qui ont le même caractère, et qu'il serait difficile, sinon impossible, d'en séparer. L'expérience des six ou sept dernières années a prouvé que l'Espagne ne pouvait ni se gouverner ni être gouvernée par une autre puissance amie, au moins avec les restrictions qui sont nécessairement imposées à l'exercice de cette autorité étrangère. (Ext. du *Courier français*.) *Constitutionnel*.)

— Le résultat d'une seule déviation de ce système politique, l'entrée des troupes françaises en Espagne, n'est pas de nature à en faire tenter d'autres; et en remontant à sa source, il nous semble que cette invasion n'a pas eu pour but un agrandissement territorial, mais qu'elle a été plutôt le résultat de la crainte que de l'ambition; que ce n'est pas malgré les puissances de l'Europe qu'elle a eu lieu, mais avec leur assentissement, et à la suite de l'impulsion qu'elles ont donnée. (Extrait du *Globe and Traveller*.) (*Ibid.*)

— On pouvait craindre qu'il ne devint le prétexte d'une attaque contre l'indépendance des nations, ce qui effectivement a eu lieu une fois; mais si le caractère d'un gouvernement ou le génie d'un homme a empêché qu'on n'en abusât davantage, nous ne croyons pas qu'il ait perdu de sa force en lui rendant ses premières bases. (*Ibid.*)

— Si nous devons ajouter foi aux nouvelles contenues dans les derniers journaux de Paris, il faut considérer les insurrections du nord-est de l'Espagne comme menaçant d'une subversion totale le gouvernement actuel de ce pays. Ferdinand a quitté sa capitale dans le but ostensible d'aller étouffer la rébellion par l'influence supposée de sa personne royale. D'ici à quelques semaines, probablement même d'ici à quelques jours, nous serons à même de juger si S. M. C. n'avait pas d'autres motifs pour se mettre en voyage. Et au fait que pourrait-elle espérer faire en personne, que ses troupes ne pussent faire d'une manière plus efficace? Mais il semble qu'elle ne saurait compter sur leur fidélité. Les rangs des rebelles se grossissent de tous côtés par suite des désertions qui ont lieu dans l'armée. En même temps on prétend qu'il doit y avoir sous peu dans l'ouest de l'Espagne un soulèvement général dans un but diamétralement opposé à celui qu'avouent les insurgés de la Catalogne. Ceux-ci voudraient river les chaînes du despotisme; en Galice, au contraire, où il règne un esprit de mécontentement très-général, les bannières constitutionnelles pourront avant peu être déployées. Ferdinand troquerait volontiers pour un repos sans gloire, les devoirs pénibles et les sacrifices poignants que réclame la crise actuelle. La frayeur peut lui avoir donné une sagacité instinctive pour discerner l'approche d'une convulsion, pour prévoir la nécessité possible d'une

évasion , et prendre des mesures auxquelles il serait trop tard de songer , quand la fuite serait impossible. Dans cette hypothèse (et ce n'est que conjecturalement que nous raisonnons) nous pouvons comprendre le passage suivant d'une lettre de Madrid : « Quoique le décret royal annonce au conseil de Castille que le roi se rend à Tarragone , il semblerait que S. M. se dirige vers Barcelone ; car les ordres ont été donnés à la direction des postes d'y expédier toutes les dépêches. Barcelone a une garnison française ; Tarragone n'est point dans ce cas ; elle est assiégée par les rebelles , qui , après avoir défait le général Monet , l'ont forcé à se réfugier dans cette ville avec deux régimens des troupes royales. Barcelone en outre possède sur Tarragone des avantages supérieurs , dans le cas où sa S. M. C. se sentirait disposée à faire un autre voyage. (*Extrait du Courier anglais.*)
(Rognure du *Courrier français.*)

DISCUSSION DES JOURNAUX FRANÇAIS. La cause des troubles politiques qui depuis quatre ans désolent l'Espagne n'est point un mystère , seulement il n'est pas permis de la divulguer. Ceux qui ont intérêt à ne pas l'avouer ont aussi pouvoir suffisant pour imposer silence à quiconque pourrait en faire confidence au public par la voie des journaux.
(Rognure du *Constitutionnel.*)

— Tous les préparatifs sont faits pour qu'au moment du péril la reine et les infans puissent se réfugier dans quelque autre ville. En Catalogne, les généraux ont offert réconciliation et oubli à ceux qui se sont soulevés contre l'autorité du roi, et l'indult royal est livré aux flammes sur la place publique de Manresa, quartier-général de l'insurrection ; les cris de *vive Charles!* se font entendre ; le buste du prince est promené en triomphe aux lueurs de cet *auto-da-fé* ; les députations des villes qui se rendent auprès du roi pour le complimenter sont enlevées et retenues prisonnières ; les défenseurs du pouvoir royal sont poursuivis jusque sur le territoire français par des hommes qui crient : *Tirez aux épaulettes.* Cependant ces hommes n'ont point pour mot de ralliement : *Guerre aux châteaux, paix aux chaumières* ; ils ne sont point armés pour la république , et pourtant ils combattent les troupes du roi ; pourquoi donc tuent-ils et se font-ils tuer ?

Les sources qui alimentent le trésor royal d'Espagne se sont taries les unes après les autres ; le monarque est réduit

à licencier une partie de sa garde, ne pouvant plus la payer tout entière; les généraux qui commandaient les corps d'armées du Tage et des frontières du Portugal ont demandé leur rappel, parce que ces troupes réclamaient la solde arriérée qui leur est due, et que l'état n'a point d'argent pour l'acquitter; ceux-ci sont sans habits, ceux-là sans coiffure et sans chaussure; la nourriture et le vêtement, tout manque à la fois. Cependant il existe en Espagne d'autres soldats à qui le prêt est régulièrement fait, à qui les vivres sont également fournis, dont tous les fusils sont en bon état, dont toutes les gibernes regorgent de cartouches. Les armes de ces soldats ne sont point sorties des arsenaux de la couronne; l'argent qu'ils reçoivent ne provient point du trésor royal; ils ne combattent, ni pour les cortès, ni pour la constitution de Cadix, ni pour le roi; pour qui donc font-ils la guerre? qui en paie les frais? qui fournit les armes? qui donne l'argent?

La proclamation royale, datée du palais archiépiscopal de Tarragone, parle d'insinuations perfides, d'agens salariés par les ennemis de la prospérité du peuple espagnol, d'hommes qui font parade de zèle pour la religion qu'ils profanent et pour le trône qu'ils insultent, de séducteurs, de conspirateurs. Où ces hommes trouvent-ils asile et protection contre les poursuites de l'autorité? comment se nomment-ils? de quel habit sont-ils vêtus? (Ibid.)

FAITS. *Madrid, 27 septembre.* Les dernières nouvelles de Catalogne rapportent que le découragement s'est mis dans les rangs des *agraviados*; ces lettres rapportent aussi que les armes et l'habillement des rebelles sont venus de Perpignan et d'autres points de la frontière française, et que l'opinion générale en Catalogne est que la France n'est nullement étrangère aux discordes civiles qui divisent les Catalans.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

— Le chanoine don Mariano Augustin, à qui le gouvernement a fait une forte pension pour écrire en sa faveur dans certains journaux de Paris, et qui ne doit partir qu'avec le duc, presse beaucoup son excellence, impatient qu'il est d'entrer en lice avec les publicistes français, et de toucher le salaire de son zèle. (Ibid.)

— Le gouvernement n'a pas à sa disposition des troupes qui voulussent exécuter ses plans; il s'est adressé au colonel

commandant le 1^{er} régiment suisse, en garnison au fort, qui a répondu que cela ne le regardait pas. (*Idem.*)

Tarragone, le 29. Le roi a refusé de loger chez l'archevêque, en disant qu'il ne voulait loger chez aucun ecclésiastique. Le prélat, étonné d'un refus inattendu, chercha à se justifier par de vains prétextes, et, pour effacer tout soupçon, il prétendit même qu'il avait fait tous ses efforts pour comprimer la faction et s'opposer à ses progrès; mais le roi, avec un regard où se peignaient le dédain et l'indifférence, lui répondit sèchement que non. (*Ibid.*)

— Pour fortifier la ville de Mataro, il convenait de pratiquer quelques brèches dans le couvent des Capucins; mais le révérend père gardien, qui n'avait pas le même intérêt à ces fortifications, loin de partager cet avis, s'emporta en plaintes si amères, et en invectives si outrageantes contre le général Breton, que ce général a cru son honneur compromis, et s'est vu dans la nécessité de mettre aux arrêts le révérend père pour réparer ces outrages. (*Ibid.*)

— En général les membres de cette junte sont des moines et des ecclésiastiques. (*Ibid.*)

Barcelone, 30 septembre. Nous sommes à la veille de grands événemens : les chefs des rebelles répandent par tout le pays des proclamations relatives à l'arrivée du roi. Pour encourager leurs soldats, ils prétendent que la violence a seule réduit le roi à la triste nécessité de donner les ordres et les décrets publiés jusqu'à présent contre les royalistes de la Catalogne; qu'il est maintenant tenu par les maçons dans le même état d'oppression auquel l'avaient réduit les constitutionnels. Ainsi, autrefois, disent ils, il avait lancé, à l'instigation des cortès, des décrets fulminans contre ses fidèles sujets; et cependant ces loyaux serviteurs, quoique méconnus et persécutés, composèrent le gouvernement d'Urgel, et l'arrachèrent, malgré lui, de son odieuse captivité. Rétabli sur le trône, il approuva tous les actes de ses fidèles sujets, et leurs prodigieux succès furent récompensés, quoiqu'il eût été forcé de les désigner auparavant sous le nom de traitres : ainsi, disent les rebelles, rien n'est changé; nous essayons aujourd'hui les mêmes persécutions; vainqueurs demain, nous recevrons les mêmes récompenses. (*Ibid.*)

— « A la nouvelle de l'arrivée du monarque en Catalogne,

la junte de Manresa annonce aussitôt que le jour de la justice a lui pour la cause qu'elle soutient, et une proclamation fait savoir que les griefs des *agraviados* vont être portés au pied du trône pour être soumis à la justice royale. On répand le bruit que le général Romagosa s'est arrêté à l'Hospitalet pour recevoir les ordres du monarque au moment de son passage. Mais le général Campo-Sagrado se met-il en marche avec les autres autorités supérieures de la province pour aller à Tarragone offrir ses hommages au souverain : il est rencontré, non loin de Barcelone, par un parti qui veut l'empêcher de passer outre. Le sang a coulé, dit-on, dans cette circonstance, et l'on ignorait si le voyage n'avait pas dû être suspendu ou dirigé par une autre voie. En un mot, il faut le dire, on ne voit qu'incertitude, faiblesse et découragement d'une part, lorsque la résolution et l'audace sont, de l'autre part, soutenues par un accroissement de forces.

(*Ibid.*)

— S. M. a eu une très-longue conférence avec le général Monet, dont le résultat a été que ce général a montré à S. M. des pièces signées de sa main et par son ministre, qui ont été reconnues fausses par S. M. Malgré les emprunts et les contributions levées dans les pays qui ne sont pas occupés par les *agraviados*, la pénurie d'argent se fait sentir. On est fort embarrassé de pourvoir aux besoins des troupes qui doivent arriver, et dont l'avant-garde est encore à Lérida. Le général Espana et deux colonels sont arrivés à Valence le 25, où ils se sont embarqués pour Barcelone.

(*Ibid.*)

— « La Catalogne offre aujourd'hui à l'observateur froid et impartial un spectacle de plus en plus extraordinaire. On a vu d'abord des hommes, poussés en masse vers un but inconnu, prendre les armes, se proclamer seuls et véritables royalistes, demander la liberté du monarque qu'ils disent asservi à une faction toute révolutionnaire, créer un gouvernement, administrer la justice, et lever des impôts avec violence au nom du pouvoir légitime. Un général, un commissaire du roi, apparaît armé de droits extraordinaires; il fait publier une amnistie, une organisation de troupes se prépare pour attaquer et combattre la sédition, qui toutefois dédaigne d'être pardonnée et prend encore un caractère plus hostile. Son attitude semble arrêter aussitôt ses adversaires dès leurs premiers pas.

« En effet, le général Manso borne ses expéditions à des promenades militaires sans résultat. Son collègue, le brigadier Torres, va remplacer le comte de Coupigny dans son gouvernement de Tarragone. De son côté le général Monet retourne par mer à cette place comme il en était parti, et l'on ne sait ce qu'il a fait depuis son départ, et quels sont ses projets. Il y a des troupes disponibles à Tortose, et cependant le col de Balaguer, passage essentiel pour les communications avec Barcelone, reste toujours intercepté. Un enthousiasme sans exemple était né des armemens nouveaux; il se refroidit tout à coup, et la terreur semble succéder à cette ardeur belliqueuse qui se faisait remarquer non sans effroi chez des hommes dévoués à leur patrie. A cette occasion un juste dépit signale à l'opinion publique une accusation terrible contre un ministre du roi. (*Ibid.*)

— La *Gazette universelle de Lyon* annonce, dans sa correspondance particulière de Barcelone, que le bruit court généralement en Catalogne qu'un nouveau corps de 7 à 8,000 hommes de troupes françaises doit y entrer incessamment. (*Rognure du Courrier français.*)

AFFAIRES DU PORTUGAL.

La situation difficile de l'armée anglaise n'est plus un mystère. Les journaux de la Grande-Bretagne ne parlent que du vœu des troupes pour un prochain retour dans leur patrie, ou de la nécessité de leur donner des renforts.

Le caractère qu'aura la nouvelle réaction ne permet point de doute. Les persécutions ont déjà commencé. La princesse régente les autorise de son nom et de son pouvoir. Pour la cinquième fois en cinq ans, le midi de l'Europe aura vu les trônes se plier à ces directions contraires, poursuivre leurs serviteurs de la veille, imputer à crime la folie d'avoir cru à leurs sermens! Je ne sache point de plus péni-

bles spectacles. M. de Bonald compte-t-il ces scandales parmi les flétrissures de notre âge, parmi celles que les siècles précédens n'avaient pas inventées ? alors je serais prêt à lui rendre les armes.

L'Angleterre prendra-t-elle sa part de ces déplorable erremens ? Ses soldats verront-ils, l'arme au bras, l'exil et la mort planer sur les hommes qui se sont confiés en leur assistance, qui ont cru s'assurer l'alliance du peuple anglais en imitant ses institutions et ses maximes ? Ce serait une tache éternelle.

Vainement dirait-on que la constitution de Portugal ne fut point l'œuvre de la politique anglaise. L'univers l'a cru ; cette opinion a été un moment le levier du cabinet de Saint-James. On en acceptait les bénéfices, il faut en accepter les charges. La renaissance du pouvoir absolu dans cette seconde moitié de la Péninsule, et la proscription des amis du système représentatif, seront comptées au gouvernement britannique comme une faute, un tort, un revers.

Il n'est pas de raisonnemens qui puissent prévaloir contre des impressions qui sont dans tous les esprits et dans tous les cœurs. Que l'Angleterre n'essaie même pas de les détruire ; car elles naissent de ce qu'on suppose ses destinées liées désormais à la prospérité de tout ce qu'il y a de tribunes sur la terre.

Il est bien évident en effet que la chute du nouveau gouvernement de Portugal livre la Péninsule tout entière à un même esprit. Cet esprit est-il favorable aux influences anglaises ? leur est-il ennemi ?

Tout ce qu'on dit du *casus fœderis* sont des subtilités. Il n'y avait pas invasion, il n'y avait que guerre civile. Ou bien il y a invasion encore, car à coup sûr,

les réfugiés ne tarderont pas à se montrer en armes, et ces armes qui les leur a données?

L'Angleterre doit au moins à sa gloire de protéger dans leurs biens et dans leur vie ceux qui ont cru que l'intervention de sir Charles Stuart était un manifeste, que les drapeaux britanniques étaient des remparts; elle le doit aux intérêts de la royauté, cette autre cause qu'il lui sera beau de servir en de telles conjonctures. Si une révolution, toute royale est châtiée aussi rudement que les révolutions populaires ou armées, que penseront les peuples? Que penseront-ils si, en voyant comme la nôtre a été amnistiée parce qu'elle fut puissante autant que cruelle, ils voient sans cesse tomber sous la hache vengeresse celles qui respectent le pouvoir et la vie des rois? Il n'y aurait pas de moralité à multiplier les exemples de ces contrastes; il n'y aurait pas de prudence.

— On écrit de Vienne, 2 octobre : « S. A. R. l'infant D. Miguel quittera Vienne dans le courant de cette semaine, pour se rendre à Libonne par Paris et Brest. » (*Gazette d'Augsbourg.*)

(Rognure du *Journal des Débats.*)

Lisbonne, 24 septembre. La terreur est à l'ordre du jour; la consternation est générale.

(Rognures du *Constitutionnel* et du *Journal des Débats.*)

— A l'exemple de ce qui est arrivé en France aux époques désastreuses de 93 et 94, les parens et les amis s'abordent dans les rues en disant : « Je vous félicite de n'avoir pas encore été traîné dans les cachots pour prix de votre fidélité au roi et de votre dévouement aux intérêts de la patrie. » Voilà le triste prélude de l'avenir que l'on prépare au Portugal. Si Silveira triomphait au 25 octobre !! La volonté du prince serait impuissante pour maîtriser une

irruption sanglante , dont on remarque déjà les symptômes menaçans..... (*Ibid.*)

— M. Paolo Midosi est un homme aimable , sage et de beaucoup d'esprit ; il s'est distingué comme littérateur. M. Garrett, avocat, est l'auteur de plusieurs ouvrages de poésie , tels que *le Portrait de Vénus*, qu'il a publié lors de son séjour à Paris; le poème de *Camoens*, ou *la Luziade* ; le *Parnasse portugais*, la tragédie de *Caton*, etc. La princesse-régente a fait adresser, il y a peu de mois, à ce dernier, un diplôme très-flatteur pour ses productions littéraires. Ils sont tous arrêtés. Il est juste de faire remarquer ici que le journal *O Portuguez*, qu'ils rédigeaient, a été constamment rédigé dans le meilleur esprit, avec beaucoup de prudence, de réserve et de modération. La circonspection que les rédacteurs n'ont jamais cessé de prendre pour guide, ressemblait même quelquefois à la timidité; on sait que l'habitude d'un long esclavage laisse des traces sur les esprits les plus indépendans. Une conduite aussi circonspecte méritait sans doute des ménagemens; mais, au contraire, elle a servi de prétexte aux virulentes déclamations du moine Macédo, dont la voix impure et qui ne cesse de solliciter des vengeances, des arrestations et des supplices, n'a été que trop bien entendue par la police. Le vénérable archevêque d'Elvas, pair du royaume, le comte de Cunha, son collègue, et plusieurs autres membres des deux chambres, sont également menacés d'arrestations pour la même cause, que la perfidie appelle cause *républicaine*, parce qu'aujourd'hui, de même qu'en 1824, la secte absolutiste, comptant sur le succès, a fait publier des proclamations incendiaires pour en faire tomber l'odieux sur les personnes qui en seraient les victimes, et que l'on a d'avance dévouées à la mort. Ces menaces paraissent d'ailleurs avoir pour objet d'inspirer des craintes générales, afin de provoquer de nombreuses émigrations pour les pays étrangers. Il est essentiel de se rappeler à cet égard que le personnel de la magistrature portugaise est encore composé tel qu'il était sous le pouvoir absolu, au moment de la réaction de 1825.

(Rognure du *Constitutionnel.*)

— Les anciennes lois pénales du pouvoir absolu n'ont pas encore été modifiées en Portugal.

On a fait la remarque que l'on vient de faire remonter le

Tage , pour les rapprocher du centre de la ville , aux navires de guerre portugais qui étaient à l'ancre près de Bélem. La position qu'ils occupent actuellement domine les places *dos Romulares*, et du Commerce (*Ferreiro do Paço*), et leur artillerie pourrait au besoin balayer les deux grandes rues parallèles, les rues Aurea et Augusta, qui aboutissent aux places du Rocio et du Commerce.

Un pareil état de choses rappelle la catastrophe de Naples , de 1800 , lorsque l'amiral Nelson laissa sacrifier sous ses yeux l'infortuné et illustre amiral Caraccioli , qu'il pouvait et devait sauver de la fureur des factions. Des phrases équivoques de tribunes telles que « liberté civile et religieuse pour tous les peuples , » sont remplacées par des réalités bien contraires en Portugal , pays dans lequel on devrait en faire franchement l'application pratique. Peut-être l'imagination des Portugais , effrayée de l'avenir , rembrunit-elle trop le tableau de leur situation politique ; mais quand bien même on serait fondé à dire que ces alarmes sont exagérées , on ne devrait pas moins chercher à calmer des craintes qui détruisent la confiance et compromettent les intérêts de l'état. Des antécédens connus de tout le monde , imposent ce devoir au cabinet de Saint-James , en supposant même que les derniers résultats dussent être entièrement contraires aux apparences du jour. (*Ibid.*)

— Retour qui est regardé par les coopérateurs de la faction Sylveira comme synonyme de l'usurpation du trône et de l'acclamation immédiate d'un nouveau *roi absolu*, acclamation que les troupes anglaises ne sauraient éviter. (*Ibid.*)

— Il circule à l'égard de ces visites des anecdotes piquantes : on dit qu'une vieille *fidalgua* est entrée d'un air de triomphe chez la reine , en s'écriant à plusieurs reprises : « *Alleluia , alleluia ! — Te Deum laudamus*, etc.

(*Ibid.*)

— M. Recacho , auteur des circulaires de police contenant des mesures acerbes contre les constitutionnels , qui ont été constamment en butte à des dispositions très-sévères de sa part , et qui , de leur côté , le regardaient avec raison comme un obstacle plus redoutable que M. Calomarde lui-même ; M. Recacho , responsable aux yeux de la nation de l'assassinat juridique des francs-maçons de Grenade , en

1825, et de l'exécution barbare de l'illustre et infortuné général l'Empécinado, dont la mort a servi d'hécatombe aux mânes de Bessières, a été au moment d'être sacrifié par cette faction apostolique dont il a beaucoup favorisé indirectement les projets funestes. Les nombreux réfugiés espagnols qui sont dans cette capitale ont respecté son malheur, et n'ont vu en lui qu'un nouveau compagnon de disgrâce. (*Ibid.*)

— Le même numéro de la Gazette publie deux ordres du ministre des finances, destinés à entretenir une trompeuse illusion sur la conservation du régime constitutionnel, et dont le but évident est de prévenir la possibilité de toute espèce de résistance, au moment même où la désertion en Espagne, pour y attendre l'arrivée de don Miguel I^{er}, *roi absolu*, est provoquée de toute part, et est devenue presque générale sur tous les points du royaume. La troupe, se croyant abandonnée par don Pedro IV, cherche naturellement à se faire un mérite auprès du nouveau souverain. Les drapeaux qui appartenaient naguère à la rebellion, servent donc maintenant de point de ralliement à une fidélité nouvelle.

(*Ibid.*)

— Jamais on n'a vu tant de soldats employés pour arrêter de grands criminels; mais ces hommes d'état se sont permis de défendre la charte!

(*Ibid.*)

Lisbonne, 26 septembre. Le gouvernement n'a fait aucune autre publication officielle au sujet de la nomination de l'infant don Miguel, postérieurement à l'avis inséré dans la gazette de samedi 22.

Déjà dans la ville d'Abrantès les partis en sont, assure-t-on, venus aux mains, et la désertion des troupes pour l'Espagne s'opère par masses sur tous les points du royaume. Les soldats et le peuple n'entendent rien aux idées complexes qui se rattachent aux intrigues de la diplomatie. Une pensée simple les dirige. Le nom de don Miguel est à leurs yeux synonyme de *roi absolu*, comme celui de don Pedro IV leur paraît indiquer un *roi constitutionnel*. Un voyage en Espagne pour se rallier à l'étendard que les rebelles portugais y ont planté en faveur de don Miguel I^{er}, doit nécessairement paraître aux uns un devoir, et aux autres un calcul d'ambition ou de cupidité.

Le ministère, justement aussi alarmé d'une situation aussi

effrayante qu'il a provoquée lui-même par son imprévoyance, a fait publier ce matin deux décrets tardifs, destinés à appuyer les mesures militaires ordonnées par les autres décrets du ministre de la guerre.

Le moine Macedo a publié ce matin son cahier ou sa lettre n° 23, destinée à provoquer des *rigueurs salutaires* contre les prisonniers d'état et les autres personnes dont il sollicite cruellement et sans pudeur l'arrestation. Cette lettre, imprimée comme les autres à l'imprimerie royale, a été recommandée par la *Gazette officielle*, dans son numéro d'aujourd'hui, à ses lecteurs. Le moine Macedo est-il par hasard l'interprète public de la pensée du gouvernement ? Alors on devrait être épouvanté de lire la phrase suivante dans son numéro 24 : « *Esmaguen os povos estraracca de viboras !* (Que les peuples écrasent cette race de vipères ! — Les maçons ou les républicains.) » Cette menace effrayante rappelle le fameux *Débarrassons-nous d'eux* du mandement patriarcal du 30 avril 1824.

Les rédacteurs du journal *O Portuguez* ont été séparés dans des prisons différentes. L'aspect menaçant que prennent les affaires frappe les esprits. On se rappelle avec inquiétude que c'est également dans un mois d'*octobre* (1817, 18 octobre), que l'infortuné général Gomez Freire et ses douze compagnons ont été pendus à Lisbonne, leurs corps brûlés et les cendres jetées à la mer. A cette époque, comme à présent, le roi était au Brésil. le royaume était gouverné par une régence, et le maréchal Bérésford était à la tête du gouvernement.

Le bruit court que les comtes de Linhares et de Taipa, le marquis de la Fronteira, des pairs du royaume et autres fidalgos qui ont porté les armes contre les rebelles, ou qui se sont prononcés contre eux à la tribune, demandent des passe-ports pour aller voyager dans les pays étrangers. Ils n'auraient peut-être pas à redouter les mesures du gouvernement ou de la police; mais obligés, par leur rang, à se présenter à la cour, ils peuvent conserver le souvenir de ce qui est arrivé, en 1823, au vieux général comte de Sampayo.

Le duc de Lafoens, mécontent de l'accueil qu'il a reçu à la cour de Rio-Janeiro, lorsqu'il s'y est rendu l'année dernière, chargé d'une mission peu libérale, s'est empressé de faire illuminer son palais et ses jardins le soir du jour où l'on

a publié l'avis ministériel relatif à la nomination de l'infant don Miguel. *(Ibid.)*

— On cite déjà un grand nombre de personnes du plus haut rang qui, seulement sur les bruits du retour de don Miguel, ont pris des passe-ports pour l'étranger. Avant-hier, le baron de Renduff est parti pour Bruxelles. Lors de la contre-révolution en 1823, il joua un grand rôle et suivit exactement les instructions de l'infant don Miguel; ce fut pour reconnaître ses services que le jeune prince, à force de sollicitations, le fit nommer intendant-général de la police; mais lorsque l'infant méconnut l'autorité de son père, M. Renduff embrassa le parti de celui-ci, et fut même obligé de se cacher jusqu'au départ de son ancien protecteur. Ce fut à cette époque que le feu roi le nomma baron, et on le vit alors poursuivre avec sévérité tous ceux qui avaient trempé dans la conspiration de l'infant. Aujourd'hui, une sage prévoyance l'a engagé à quitter le Portugal, et sous peu de jours son exemple aura trouvé de nombreux imitateurs. Le comte de Pezatti, pair du royaume, va partir pour Rome. Le bruit court aussi que le comte de Villa-Flor se propose de passer en France.

Les arrestations sont nombreuses. On dit que tous les censeurs des journaux libéraux vont être arrêtés incessamment.

La nouvelle de l'arrivée de l'infant don Miguel a produit beaucoup d'effet sur les émigrés espagnols. Les dépôts de Lisbonne et de Cascaes s'affaiblissent par de fortes désertions. On compte jusqu'à vingt déserteurs par jour, et tous se dirigent sur les frontières. M. Roll, lieutenant de cavalerie, en a réuni une soixantaine et s'est avancé sur le territoire espagnol. Du côté de Castel-Branco, M. Asensi a franchi aussi les frontières à la tête d'un détachement de cent hommes; c'est la troisième fois qu'il entre en Espagne: lors de sa deuxième expédition, il arriva jusqu'à Ceclavin; mais après avoir détourné les volontaires royalistes, il exigea une contribution de 3000 piastres (15,000 francs). Rentré en Portugal, il passa l'été dans les montagnes de Penamacôr, où il a organisé sa troupe. Tous ces mouvemens sont combinés entre eux, et peuvent avoir des résultats importants si ces hommes au désespoir parviennent à faire une diversion aux troubles de la Catalogne. *(Ibid.)*

— La nouvelle de la prochaine arrivée de l'infant don Miguel a produit beaucoup d'effet parmi les émigrés espagnols : les soldats des dépôts de cette capitale et de Cascaes désertent au nombre de quinze ou vingt par jour , et ils se dirigent vers les frontières. M. Roll , lieutenant de cavalerie , a réuni une bande d'une soixantaine de ces soldats , et a pénétré avec eux sur le territoire espagnol. M. Asensi , un autre lieutenant , vient de faire une incursion du côté de Castello-Branco avec une centaine de ces réfugiés ; c'est la troisième fois que cet officier entre en Espagne. Lors de sa seconde expédition il arriva jusqu'à Ceclavin , désarma les volontaires royalistes , et exigea une contribution de trois mille piastres (quinze mille francs) ; il rentra ensuite en Portugal , et il a passé l'été dans les montagnes de Penamacor , où il a instruit et parfaitement équipé sa troupe. Tous ces mouvements , et d'autres que prépare , dit-on , le reste des déserteurs , paraissent avoir été combinés , et il n'est pas facile de prévoir où s'arrêteront les entreprises téméraires de ces hommes réduits au désespoir ; ce qui a porté l'exaspération parmi eux , c'est le bruit qu'on a répandu que lors de l'arrivée de l'infant don Miguel en Portugal , ils seraient livrés au gouvernement espagnol ; dans cette position critique , disent-ils , nous nous y rendrons volontairement pour y périr les armes à la main.

(Rognure du *Courrier français*.)

GUERRE D'ALGER.

Le ministère a publié enfin le premier bulletin de notre campagne d'Alger. M. de Bonald pense-t-il que cette expédition nous couvre jusqu'ici de tant de gloire , qu'il y eût inconvénient à laisser la France nourrir l'espoir de la paix ?

— Une lettre de Marseille , publiée par le *Précurseur* , s'exprime ainsi :

« On a toujours espoir que la guerre avec Alger sera terminée dans le courant du mois. M. Duval , qui était le plus grand obstacle pour aplanir les difficultés , a fini sa quarantaine à Toulon , et partira incessamment pour Paris ; il y a

tout lieu de croire que *sa conduite sera appréciée*, et que le gouvernement, bien informé sur tout ce qui s'est passé à la *liquidation des sept millions de francs*, sera la paix, et ne s'immiscera plus dans les querelles particulières et fiscales que le dey peut avoir avec S. S., et que dorénavant le consul général de France ne sera chargé que des affaires de S. M. T. C. *seulement*. Les mauvais temps et les coups de vent ne peuvent que favoriser les corsaires en dispersant les convois, et en faisant éprouver aux bâtimens des avaries qui les empêchent de suivre les bâtimens de guerre. »

(Rognure du *Constitutionnel*)

AFFAIRES DE LA GRÈCE.

Ici encore, le monde se demandait : Que feront-ils ? *Le Moniteur* vient de répondre, et le comte Capod'Istrias se dispose à partir pour se mettre à la tête de sa magnifique mission ; il part plein d'espoir. Puissent ses espérances être aussi légitimes que celles qu'on aime à placer en lui !

DISCUSSION DES JOURNAUX. L'Europe s'est indignée. Est-ce cette indignation qu'on attendait pour donner de l'a propos à la mesure ?

— *Le Moniteur* nous permettra de lui répondre qu'il est petit, ridicule, de ne pas avouer ce qui est visible.

— S'il est vrai que le cœur est quelquefois plus habile que l'esprit, les libéraux ont, cette fois, mieux raisonné que les cabinets.

— Les puissances ont hésité long-temps à suivre ces sages avis ; et, en vérité, les motifs de cette hésitation étaient petits. Ne pas se mêler des affaires de la Grèce, parce que sa résistance héroïque ressemblait à l'insurrection, parce que la souveraineté turque ressemblait à la légitimité, parce que les libéraux faisaient chœurs avec les victimes, n'était pas digne.

— Cette politique est fort raisonnable, elle n'est que tardive ; elle réussira probablement si on n'hésite pas, si on ne

mollit pas, si on sait exécuter complètement ce qu'on a projeté, si on ne souffre pas que la flotte égyptienne aille détruire la Grèce derrière toutes les flottes européennes, et achever d'égorger la population, tandis que les ambassadeurs des puissances demanderont en vain la vie pour elle. Ce serait en effet une cruelle dérision si, tandis que nos escadres mouilleraient dans les eaux de Constantinople, pour obtenir le salut de la Grèce, on continuait à la ravager encore ! Le grand-seigneur n'aurait qu'à se laisser bloquer tranquillement, puis-que dans l'intervalle on détruirait l'objet en litige, en égorgeant jusqu'au dernier des Grecs. Et il faut le dire, si les puissances ont échappé à la responsabilité en alléguant la neutralité, elles ne le pourraient plus, aujourd'hui que la neutralité est rompue, aujourd'hui qu'elles ont couvert de leur pavillon le cadavre de la malheureuse Grèce. Maintenant cette Grèce expirante s'est réfugiée sous leur épée, c'est à leurs pieds qu'on l'égorge, et elles seraient outragées si elles souffraient que l'assassinat fût consommé sous leurs yeux.

(Rognures du *Constitutionnel*.)

FAITS. *Constantinople, 6 septembre.* — La Porte refuse même de prêter l'oreille à d'autres propositions.

(*Gazette d'Augsbourg.*)

Du 15. — On doit avoir insinué à l'ambassadeur anglais la nécessité de prolonger autant que possible le délai qu'on devait accorder à la Porte pour l'acceptation ou le rejet de la médiation. Mais la déclaration du 16 août était déjà remise, de sorte que l'arrivée du courrier n'a pu être suivie d'aucun résultat à cet égard. (*Ibid.*)

Du 15. — Des nouvelles d'Alexandrie, du 8 août, donnent à entendre que plusieurs agens français qui sont dans cette ville s'occupent de projets de cette nature.

Plusieurs bâtimens de guerre anglais qui sont maintenant à Alexandrie, où ils ont transporté des agens, appuieraient probablement la politique française. (*Ibid.*)

— Il en résulte que le traité du 6 juillet n'est pas aussi redouté par la Porte qu'on devait s'y attendre ; elle donne même clairement à entendre qu'elle compte sur les dissensions entre les puissances, et jusqu'à ce moment elle ne croit pas à l'exécution des mesures arrêtées ; aussi regarde-t-elle comme une simple démonstration les préparatifs de départ

des ambassadeurs et des sujets européens ; et plus ces ambassadeurs font semblant d'être sérieux dans leurs menaces , plus la Porte montre de fermeté dans le système qu'elle a adopté. Cependant beaucoup d'habitans de Péra regardent comme un fait positif , malgré tous les préparatifs militaires de la Porte , que si l'on en venait aux mains , cette puissance ne pourrait nulle part opposer une résistance sérieuse.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

Constantinople , 17 septembre La convention du 6 juillet est connue de tous les Musulmans depuis le 31 août , et a causé une grande fermentation parmi eux. Nous ne sommes pas sans craintes : les dispositions de la Porte prouvent qu'elle est résolue à ne pas céder , mais aussi à ne pas tirer le premier coup de canon. Néanmoins les premières hostilités dans l'Archipel seraient suivies de la guerre , que la Porte ne semble pas redouter. Elle ne cesse de parler de l'injustice de l'intervention , et elle tâche de la dépeindre aux Musulmans comme subversive de l'islamisme et du trône des califes. Cette manière d'envisager la question augmente les inquiétudes des sujets des trois puissances , qui assiègent les hôtels de leurs ambassadeurs pour chercher des instructions ou des consolations ; mais les ambassadeurs eux-mêmes sont si peu rassurés sur l'avenir , qu'ils ont déclaré à leurs compatriotes qu'il se pourrait qu'ils quittassent dans peu la capitale , et que les négocians feraient bien de prendre toutes leurs précautions pour le cas éventuel d'une guerre. Les trois ambassadeurs ont déjà frété des bâtimens pour le départ de leurs compatriotes et d'eux-mêmes , et ces bâtimens sont prêts à mettre à la voile. La terreur est très-grande à Péra.

(Rognure du *Journal des Débats*.)

— « Quoique les ambassadeurs des trois grandes puissances considèrent comme rompues les négociations relatives à la pacification de la Grèce , on voit cependant leurs drogmans se rendre de temps à autre chez le reïss-effendi. On conclut de là qu'ils ont encore des instructions supplémentaires à communiquer , et qu'on les écoute malgré le refus de la Porte de recevoir sur cette question aucune ouverture nouvelle.

» Nous avons reçu des nouvelles de Constantinople jus-

qu'au 18 septembre. Elles annoncent que les préparatifs de départ pour les ambassadeurs étrangers et les sujets respectifs de leur nation étaient terminés, et que les bâtimens loués dans ce but étaient déjà chargés d'effets. La capitale continue à jouir d'une parfaite tranquillité, et plusieurs négocians anglais et français paraissent même déterminés à se placer, en cas d'une rupture, sous la protection de l'internonce autrichien, M. d'Ottensfels. L'attitude de ce ministre est considérée comme très-favorable aux intérêts des Français.

(Ibid.)

Constantinople, 17 septembre. La terreur est bien grande parmi les sujets des trois puissances médiatrices, Chacun s'empresse de liquider ses affaires et de mettre sa propriété en sûreté. Les ambassadeurs ont pris les mesures nécessaires pour leur fournir des moyens de départ en cas de nécessité. Le gouvernement turc ne néglige rien pour accorder aide et protection à tous les étrangers; il a donné les instructions les plus rigoureuses pour maintenir l'ordre dans la capitale, et il a fait augmenter le nombre des troupes stationnées dans le quartier des Français; il y a même organisé une police séparée et nommé un intendant. En même temps, il pousse avec activité la formation de nouvelles troupes, il envoie de nombreux renforts aux châteaux du Bosphore et des Dardanelles, et il y fait construire de nouvelles fortifications. Hussein-Pacha, qui a son quartier général à Tenikoi, commande les troupes et en fait exercer un grand nombre pour faire le service de canonniers gardes-côtes. L'île de Ténédos, à l'entrée de l'Hellespont, a été garnie de redoutes et d'un fort. On aurait cru que l'ennemi était devant les portes. Malgré tout cela, la Porte ne met aucun obstacle aux communications des ministres européens avec leurs escadres; des bâtimens chargés de dépêches vont tous les jours à Smyrne et en reviennent. Le Grand-Seigneur met une espèce d'affectation à montrer du mépris pour les démarches des trois ministres. Il a ordonné de nettoyer et de meubler les chambres dans les Sept-Tours, et il a adressé un hattishérif au divan, dans lequel il blâme sa tiédeur, et déclare qu'il regardera les amis de la paix comme amis des infidèles; il blâme aussi le reis-effendi d'avoir reçu les communications des ministres du 16 et du 31 août, et lui enjoint avec menaces de ne plus commettre une pareille faute. Le gouver-

neur d'Alep, Jussuf-Pacha, a été destitué et remplacé par l'ex-grand-visir Reschid-Pacha.

(Rognure du *Journal des Débats*.)

AFFAIRES DE L'AMÉRIQUE.

M. de Bonald assure, dans son pamphlet contre le genre humain, que la censure laisse passer tout ce qui concerne les bateaux à vapeur. Nous ne savons pas si la plaisanterie est bien gaie; mais on va voir qu'elle porte à faux.

— L'établissement de paquebots ou *packets*, annoncé par le traité de commerce entre la France et le Brésil, n'aura sans doute lieu que dans quelques années. Aucune disposition ne fait présager en France une plus prompt installation. Douze années de paix entre les deux nations se sont écoulées avant qu'on songeât à faire un traité; le même laps de temps sera sans doute nécessaire pour son entière exécution: ainsi nous pouvons nous réjouir d'avance de voir un quart de siècle employé à éclaircir des doutes et à interpréter des articles, pour obtenir un résultat positif dont probablement à la fin de ce siècle nos petits-neveux tireront profit.

(Rognures des *Débats* et du *Courrier français*.)

La nouvelle qui suit avait de l'importance; même fausse, elle méritait d'être connue.

— *Madrid, 2 octobre.* (Correspondance particulière.) La pièce suivante a été répandue depuis avant-hier dans ceux de nos cercles qui sont fréquentés par des personnes exerçant directement ou indirectement quelque influence sur les affaires publiques. Si, comme quelques personnes paraissent le croire, ce document est apocryphe, l'affectation du gouvernement espagnol à le laisser circuler n'en est pas moins digne de remarque. En voici la traduction littérale:

« Art. 1^{er}. L'Espagne reconnaît l'indépendance des républiques de Colombie, du Pérou, du Chili, de Buénos-Ayres, du Paraguay et des États-unis mexicains.

« 2. Ces divers états paieront à l'Espagne, pendant douze ans, un tribut annuel de douze millions de piastres fortes, et à dater de l'expiration de ces douze années, un tribut perpétuel de 500,000 piastres fortes.

« 3. Pendant les six premières années, les douze millions de piastres fortes seront reçus au port de Cadix par trois commissaires, l'un espagnol, l'autre français et l'autre anglais. Ces deux derniers remettront six millions de piastres au commissaire espagnol, et garderont une somme égale qui servira au remboursement des sommes que l'Espagne doit à leurs gouvernemens respectifs; et si ces sommes étaient remboursées par l'Espagne, de quelque manière que ce soit, avant l'expiration des six années, le commissaire anglais et le commissaire français quitteraient Cadix, auquel cas les douze millions de piastres seraient reçus directement et intégralement par le gouvernement espagnol.

« 4. Les gouvernemens de S. M. T. C. et de S. M. B. se rendent garans de l'exécution de l'article précédent de la part des nouvelles républiques américaines.

« 5. Les nouveaux états américains accorderont aux bâtimens et au commerce espagnols des avantages plus considérables qu'à ceux de toute autre nation.

« 6. L'Angleterre et la France garantissent à l'Espagne la possession sûre et tranquille de toutes ses colonies actuelles.

« 7. L'Angleterre, la France, et le Portugal uni à ces trois puissances pour cet article et les suivans, s'engagent à maintenir la forme actuelle du gouvernement espagnol et du gouvernement portugais.

« 8. Au cas où l'Espagne tenterait de changer la forme actuelle du gouvernement portugais, une armée confédérée anglaise et française envahirait l'Espagne; et, au cas où le Portugal ferait la même tentative sur l'Espagne, une armée des deux nations sus-désignées envahirait le Portugal.

« 9 et dernier. Le gouvernement français et le gouvernement anglais retireront leurs troupes respectives; celui-là de l'Espagne, celui-ci du Portugal, dans le délai de six mois, à dater du jour de la ratification du présent traité.

« Fait quadruple à Londres, le 23 août de l'an de grâce 1827, et signé par les plénipotentiaires sus-nommés: Comte d'Otalia, comte Dudley and Ward, comte de Polignac, et comte de Palmella.. »

Il paraît que c'est le 21 septembre, veille de son départ, que le roi d'Espagne a signé l'échange des ratifications de cet important traité. C'est l'acceptation de ce traité qui a décidé le gouvernement espagnol à dissoudre son armée d'observation du Tage.

FAITS DIVERS.

SAXE. — *Gæthen*, 27 septembre. Le duc a rendu le 21 août dernier une ordonnance relative aux femmes non mariées qui vivent en concubinage, et donnent ainsi un exemple pernicieux qui ne peut qu'augmenter la corruption des mœurs. Il est en conséquence défendu, sous des peines sévères, à tous propriétaires ou logeurs de recevoir chez eux une fille de la campagne, ou qui ne soit pas de la ville, sans en prévenir la police. La police est chargée de veiller avec la plus grande sévérité à ce que personne ne contrevienne à ces ordres, et à séparer aussitôt les personnes de sexe différent qui vivent ensemble en concubinage. Elles seront punies chacune d'un emprisonnement de huit jours ou d'une amende; quant à ceux qui appartiennent à l'état militaire, il sera fait rapport à leurs chefs.

(Rognure du *Courrier français*.)

BAVIÈRE. Notre monarque chéri vient de donner une preuve très éclatante de sa manière de penser en matière religieuse, et qui doit beaucoup abattre les espérances audacieuses de ceux qui, en confondant la véritable dévotion avec le fanatisme apostolique, s'étaient flattés trop prématurément d'entraîner ce souverain dans leurs projets pernicieux. Un prêtre catholique, M. Fischer, professeur au lycée de Landshush, ayant passé au sein de l'église protestante, S. M. n'a pas voulu que cet acte de pure conscience encourût des conséquences temporelles au préjudice de M. Fischer; il a désiré que ce savant directeur continuât à se rendre utile à l'instruction publique; et à cet effet, le roi a ordonné qu'il fût transféré à un collège protestant, avec le rang et les émolumens dont il jouissait précédemment dans la place qu'il occupait au lycée de Landshush. (*Ibid.*)

STRASBOURG. M. Benjamin Constant est arrivé le 2 de ce mois, dans la matinée, à Strasbourg. Le *Courrier du*

Bas-Rhin nous donne, sur la réception faite à l'honorable député, les détails dont nous présentons l'ensemble :

« Sa voiture était accompagnée de plusieurs personnes à cheval et en voiture, parmi lesquelles on remarquait un officier supérieur en retraite. Ces personnes étaient allées à deux lieues de la ville à sa rencontre. A quatre heures, il s'est rendu à l'hôtel du *Miroir*, dont les belles salles avaient été décorées. Pendant le repas, une société d'amateurs a exécuté quelques beaux morceaux d'harmonie. Au commencement du dessert, un des convives s'est levé et a porté la santé du Roi ; ce toast a été couvert de vivat et d'applaudissemens. Un honorable officier-général a ensuite porté à M. Benjamin Constant un toast, auquel celui-ci a répondu par une brillante improvisation que l'assemblée a couverte d'applaudissemens et des cris unanimes de *vive la charte ! vive Benjamin Constant !* Plusieurs toasts ont encore été portés ; tous respiraient la plus profonde reconnaissance pour les défenseurs de nos libertés. Vers huit heures, M. Benjamin Constant s'est retiré, et a été reconduit à son hôtel par quelques-uns des convives ; d'autres l'ont suivi, et lui ont présenté une couronne civique.

« Cette réunion était composée de négocians, de commerçans, d'anciens officiers, de membres du barreau, de médecins, de propriétaires, tous électeurs ou habitans de Strasbourg, et qui, malgré la diversité de leurs professions, sont en relations journalières d'affaires ou d'amitié. C'était un repas d'amis et de frères. Cette diversité de classes même donnait un intérêt tout particulier à la fête ; elle montrait quel esprit de concorde et d'affection, quelle unité de sentimens règne entre les différentes parties de la population strasbourgeoise. L'ordre le plus parfait n'a cessé de régner pendant tout le temps qu'a duré le banquet, et vers neuf heures, chacun s'est retiré, regrettant que ces nobles fêtes, où toutes les classes de citoyens fraternisent entre elles, et où les âmes se pénètrent plus vivement d'amour pour la patrie et pour les institutions qui unissent le trône et la nation, ne se répétassent pas plus souvent. »

(Rognure du *Constitutionnel*.)

CLERMONT-FERRAND. — A son passage à Clermont-Ferrand, M. Georges Lafayette fut invité à un banquet. Le nombre des convives engagea M. Rodde, fermier de la

halle aux toiles , à choisir l'emplacement de cette halle pour le lieu de la réunion. Mais n'ayant pas pris préalablement le consentement du corps municipal, l'autorité envoya un piquet de gendarmes et des troupes de ligne pour s'emparer de cette salle. Ce contre-temps n'empêcha cependant pas le banquet d'avoir lieu , MM. Collonge Bonarme et Sambucy , premier banquiers de la ville , ayant offert leur maison pour la réception de la compagnie.

(Rognure du *Courrier français* .)

SAINT-SAUVAN. Les habitans de Saint-Sauvan , près Poitiers , sont dans un usage immémorial de fêter la clôture de leurs moissons , en parcourant les rues au son de la corne , et en offrant du vin à tous ceux qu'ils rencontrent , sans distinction.

Or , il est arrivé que , le 3 août dernier , un métayer de M. P..... avait fini ses moissons , et qu'il vint avec ses moissonneurs à Saint-Sauvan , cornant , chantant et offrant à boire suivant l'usage ; sa brigade passe sous les halles , où elle rencontre M. le curé , ce qui ne l'empêche pas de corner et d'offrir à la ronde le vin du banquet général , comme on venait de le faire à l'adjoint un instant avant. Le pasteur est effrayé de ce désordre de son troupeau ; il se bouche les oreilles , se refuse à participer au banquet commun , et se sauve : il croit avoir été outragé , en raison de sa qualité ; il se retire chez M. le maire , et celui-ci rédige sa plainte contre la bande joyeuse , qui ne s'attendait pas qu'une si belle journée finirait par un procès-verbal. Par cet acte du 28 août dernier , le maire de Saint-Sauvan rend compte au procureur du roi d'un outrage public commis le 3 du même mois , envers le curé de cette commune , par les sieurs Treuil et autres , qui l'avaient abordé en soufflant dans une corne , et lui offrant du vin dans un vase.

Les prévenus ayant comparu , sur citation de M. le procureur du roi , à l'audience du 28 septembre dernier , M. le substitut a exposé les faits , et , les témoins et les prévenus entendus , il a conclu à ce que , par application de l'art. 6 de la loi du 23 mars 1822 , ces derniers fussent condamnés à quinze jours d'emprisonnement , chacun à 100 fr. d'amende et aux dépens.

Le tribunal a prononcé en ces termes :

Considérant que Treuil et autres sont traduits devant le

tribunal sous la prévention d'avoir outragé publiquement , en raison de sa qualité , M. Bonnet , curé de Saint-Sauvant , en allant corner à ses oreilles , et lui avoir offert du vin dans une tasse ; considérant qu'il ne résulte pas de l'enquête qui vient d'avoir lieu à l'audience , que les prévenus aient commis ce délit ;

Le tribunal renvoie les parties de la plainte et conclusions dirigées contre elles , sans dépens.

(Rognures du *Journal des Débats.*)

— M. Cardon , éditeur responsable du *Journal du Commerce*, et M. Maurice Descombes , propriétaire du *Courrier des Théâtres* , prévenus de contravention aux lois sur la censure , avaient obtenu , vendredi dernier , la remise de leur cause à huitaine , afin de pouvoir fournir diverses explications. Aujourd'hui , à l'ouverture de l'audience , sur la demande de M. Levasseur , avocat du roi , les deux affaires ont été de nouveau ajournées à huitaine. (*Ibid.*)

Les débats du procès sur la relation des funérailles de M. Manuel ont paru. Tout le monde voudra les lire.

DÉCISION DU CONSEIL D'ETAT.

J'ai à mettre en lumière un grand nombre de faits relatifs aux élections. Mais l'improbité ministérielle sera le sujet d'un écrit à part.

Le scandale des conflits a produit une impression profonde. Quelques écrivains ont voulu traiter les questions de droit qui s'y rattachent. Ils ne l'ont pu. Les imprimeurs et, comme on me l'écrit , les ministres de la presse se refusent à prêter leur concours aux écrivains qui se dévouent à discuter les matières politiques. Voilà ce qui plaît à M. de Bonald , voilà l'esclavage préventif.

Sans doute le noble pair , si ces faits lui étaient connus , se prendrait à sourire. On sait son argu-

ment : Vous vous plaignez de la servitude de la presse ; voyez les brochures. Il me dirait : Vous vous plaignez qu'on ne puisse écrire , et c'est la presse qui ébruite vos doléances !

La vérité est que si les imprimeurs ne trouvent point des garanties dans un nom déjà connu , dans une réputation toute faite de dévouement à la monarchie et de loyauté personnelle, ils se refusent à un combat où il ne va pour eux de rien moins que de la vie. De là résulte que quiconque n'a point commencé à écrire sous les ministères précédens n'écrira point ; les générations à venir écriront sur les machines à vapeur. Elles ne flétriront pas les atrocités oratoires , la servilité hautaine, l'ambition cupide et dogmatique , la fausseté de l'esprit , les sophismes du cœur !

M. Randouin, auquel on a dû un excellent écrit sur les devoirs des électeurs envers leur pays, me fait l'honneur de m'adresser une dissertation sur les derniers conflits qu'il n'a pu parvenir à publier. On y trouve peu de goût pour le ministère , mais beaucoup de respect pour les lois. Il est triste de penser que nous vivons dans un pays où de telles questions ne peuvent être librement débattues. M. de Bonald a beau dire : Ceci n'est pas dans les promesses de Saint-Ouen.

Je crains de revenir sur un sujet que j'ai déjà épuisé par le secours des journaux , c'est-à-dire de la censure. Je ne transcrirai donc point l'écrit de M. Randouin. Mais les considérations de droits étant développées avec science et talent , je regrette fort qu'il n'ait pu voir le jour.

Voici un argument qui, sans être pris dans les questions de droit, ne manquait pourtant pas de valeur :

« Si M. de Villèle disait à son caissier : à défaut
« d'argent, vous paierez en or les gages des gens de
« la censure, ne serait-il pas évident qu'il s'agit
« d'argent monnayé, et que le caissier serait mal
« venu du ministre s'il ne recourait aux monnaies
« d'or qu'après avoir porté au bureau de censure la
« vaisselle plate de Son Excellence. Ceci n'a pas
« besoin de commentaire. »

On comprend que la censure achève d'assurer aux conflits l'inviolabilité que leur donnent les légitimes terreurs de l'imprimerie.

— Le conseil d'état a commis une double erreur. La première en ce qu'il a retenu la connaissance d'une question qui n'était pas de sa compétence (nous l'avons prouvé hier); la seconde, en ce qu'il a méconnu l'*esprit* de l'article 5 de la loi du 29 juin 1820, et faussement appliqué les dispositions de cet article. La jurisprudence du *conseil d'état* ne doit point être une règle invariable pour le conseil d'état lui-même. Ce qui est contraire à la loi ne saurait devenir règle. Ce n'est pas parce qu'une question aura été décidée trois fois d'une manière, qu'elle doit nécessairement être décidée de même une quatrième. *Non exemplis, sed legibus judicandum.* La cour de cassation elle-même n'a-t-elle jamais varié dans sa jurisprudence ? Persévérer dans l'erreur est le propre de l'ignorance et de l'orgueil. Tant que des hommes tels que les Portalis et les Cermenin siégeront dans le conseil d'état, il nous sera permis d'espérer que *les principes immuables du droit* finiront par y triompher.

(Rognure du Constitutionnel.)

— Nous avons fait connaître dans notre numéro du 4 octobre que la cour royale de Rennes venait de rendre, en matière de listes électorales, deux décisions importantes en faveur des sieurs Boelle, Gabri et Bionaud, demeurant à

Brest, exclus des listes électorales comme ne pouvant profiter des délégations des contributions qui leur avaient été faites par leurs belles-mères, attendu que celles-ci ont des petits-enfants.

Voici le texte même des arrêts rendus dans cette question :

« Vu en droit l'art. 4 de la loi du 2 mai 1827, les art. 5 et 6 de la loi du 5 février 1817;

« Vu la requête, en date du 27 septembre 1827, signée Boelle, Cabri et Bionaud, en recours contre les arrêtés du préfet du département du Finistère, en date des 11, 14 et 21 septembre présent mois, rendus en conseil de préfecture;

« Considérant que la loi n'exige pour les réclamations contre la rédaction des listes électorales devant les conseils de préfecture, que de simples mémoires et sans frais;

« Considérant que la loi ne prescrit aucun mode spécial pour se pourvoir devant les cours royales contre les décisions émanées de l'autorité administrative; d'où il suit qu'il n'y a pas lieu d'assujétir les réclamans à des formalités d'un autre ordre devant les cours royales;

« Considérant en fait qu'il résulte de la nature du recours qu'il y a urgence; considérant que les réclamations des demandeurs ont évidemment et uniquement pour objet l'exercice du droit politique, et que, par conséquent, la compétence de la cour est clairement établie par l'art. 6 de la loi du 5 février 1817;

« Considérant au fond que l'art. 40 de la charte détermine les conditions nécessaires pour être électeur;

« Que l'art. 5 de la loi du 29 juin 1820 ajoute que les contributions foncières payées par une veuve peuvent être comptées à celui de ses fils, à défaut de fils à celui de ses petits-fils, et à défaut de fils et de petits-fils à celui de ses gendres qu'elle désigne;

« Considérant qu'il est évident que ces mots *à défaut* doivent s'entendre du défaut relatif à la capacité des fils et petits-fils, comme du défaut absolu de leur existence; d'où il suit que par les décisions sus-référées, le préfet du Finistère, statuant en conseil de préfecture, a illégalement restreint la disposition de la loi;

« Par ces motifs,

« La cour dit qu'il y a urgence, qu'elle est valablement saisie, qu'elle est compétente, et statuant au fond, réformant et faisant application de l'article 5 de la loi du 29 juin 1820, ordonne que les contributions prises sur les biens des dames..... et par chacune d'elles transmises par actes authentiques à leurs gendres respectifs Boelle, Cabri et Bionaud, seront comptées à ceux-ci chacune en droit soi, pour, réunies à celles qu'ils paient personnellement, composer leur cens électoral ;

« Et ordonne en conséquence qu'ils seront inscrits sur la première partie des listes du jury de leur département ; le tout sans dépens.

— La seconde affaire portée à la cour le lendemain, présentait à juger les mêmes questions, et en outre celle de savoir si un *petit-gendre*, c'est-à-dire le mari d'une petite-fille, pouvait être assimilé au gendre, et jouir de la faveur accordée par l'art. 5 de la loi de 1820.

La cour, après avoir décidé les premières questions comme elle l'avait fait la veille, a ajouté sur la dernière :

« Considérant que, dans l'acception légale, le terme générique de *gendre* comprend, comme l'exprime d'ailleurs la loi romaine 136 au digest *de verb. significatione*, les gendres, à quelque degré qu'ils soient ; et que l'intention du législateur de prendre le même terme dans la même acception, résulte de la discussion qui a précédé la loi à la chambre des députés ;

« D'où il suit que le préfet du département d'Ille-et-Vilaine, statuant en conseil de préfecture, a restreint la disposition de la loi au préjudice du demandeur ;

« Par ces motifs, etc. »

(Rognure du *Courrier français*.)

POLEMIQUE.

Le Constitutionnel étonne le public par sa polémique active. Les lecteurs seraient bien plus étonnés s'ils savaient combien de morts il laisse dans les chausses-trapes de la censure ; si ce combat à l'inconvénient de répondre aux défis des ministres, c'est

aussi donner aux ciseaux de M. de Bonald l'occasion de trahir le secret de toutes les passions qui animent la coterie du silence et de la servilité. Voici seulement quelques échantillons de ces imbécillités profondes; on y verra partout la haine de notre temps et de nos lois.

Il (le roi d'Angleterre) comprend son pays.
(Rognure du *Constitutionnel*.)

— Malgré la confusion des disputes et le mécompte des révolutions , bientôt les mots doivent reprendre leur sens clair, les idées doivent recouvrer leur puissance, les affections doivent reprendre leur cours. (*Ibid.*)

— Après douze années de repos , les fausses craintes ont dû se calmer, les espérances fondées ont dû renaitre , et le découragement a dû cesser. On a dû sentir que demander la liberté constitutionnelle, en exercer les droits, aller dans les collèges électoraux, paraître à la tribune, avoir une opinion enfin, et la manifester, ce n'était pas rentrer dans la carrière des révolutions. On a vu qu'il y avait une manière raisonnable, utile et non chimérique de s'immiscer dans les affaires de l'état. (*Ibid.*)

— En ayant soin de se faire un avis , sans prendre à tâche ni de le publier, ni de l'ébruiter, par cela seul qu'on s'en est fait un , on est quelque chose , on est partie de cette puissance invisible que Tacite appelle *la conscience du genre humain* , qui contient récompense, ou punit ceux qui sont chargés des destinées des hommes.

— L'Espagne a trompé les conjectures d'orateurs ministériels, de ministres eux-mêmes. (*Ibid.*)

— Il y a retour d'idées théocratiques. (*Ibid.*)

— Il faut même de la liberté littéraire. (*Ibid.*)

On ne finirait pas si on voulait relever toutes les sottises de la censure. Voici qui passe tout : on a publié une correspondance de l'empereur du Brésil ; cette correspondance respirait un intérêt sincère pour

les institutions que le monarque a jurées. Il faut préserver les peuples du libéralisme des trônes. L'ouvrage ne peut être annoncé dans les journaux français.

Un de nos princes a lu l'ouvrage, et a daigné en témoigner sa satisfaction. La censure n'a pu étendre sa juridiction sur cet auguste suffrage ; mais les gens de M. de Bonald se sont vengés ; ils ont abattu cette note :

Un vol. in-8°, prix : 6 fr. Chez Tenon, rue Hautefeuille, n° 30.

Le public ignorera où se vendent les écrits du monarque qui aime à voir fleurir les institutions libres.

L'indication suivante n'a pu percer dans les journaux.

La Gazette universelle de Lyon publie un article en trois colonnes, destiné à prouver que la loi actuelle des élections est radicalement mauvaise, et qu'il faut sans délai lui en substituer une autre. C'est le second article que *la Gazette universelle* publie sur cette question ; il paraît que ses rédacteurs y attachent une haute importance ; ils pensent que leurs vues seront accueillies : « L'espérance publique, disent-ils, aime à envisager ce prochain avenir.

(Rognure du *Courrier français*.)

La faction de M. de Bonald a besoin des ténèbres : elle aurait peur d'elle-même s'il lui fallait marcher à la clarté du jour.

HISTOIRE

L'histoire est traitée comme la politique, la politique comme le présent. M. de Bonald ne célèbre pas assez, dans son apologie de la censure, le service immense qu'il rend à son pays en interdisant aux Français les annales de la France sous toutes les

formes et à toutes les époques. On va voir que la littérature n'obtient point de grâce, qu'il n'en est pas pour les noms les plus illustres, qu'il n'en est pas pour les serviteurs du trône; que le duc de Liancourt est poursuivi jusque dans son tombeau après avoir été frappé dans ses cheveux blancs et dans son cercueil; qu'un hommage ne peut être rendu à des femmes illustres, que l'ancien régime lui-même ne peut être observé, et qu'il est interdit au talent d'analyser Beaumarchais!

RESTAURATION. DUC DE LIANCOURT. — Le salaire qui ne lui manqua jamais fut l'admiration, la vénération, la reconnaissance universelles. — Je me trompe : le 15 juillet 1823, M. de Larochefoucauld fut destitué de toutes ses places, destitution que notre éloquent président a si justement flétri d'interdiction de faire le bien. Cette peine nouvelle, comme il l'appelle, n'atteignit pas seulement les malheureux dont M. de Liancourt était l'appui, elle frappa au cœur ce noble vieillard lui-même, qui ne put se résigner à être inutile.

Avec ces années qu'il appelait stériles, commença l'affaiblissement de ses forces physiques. Cependant il vint combattre encore pour les libertés publiques à la Chambre des pairs; et quand il sentit la mort s'approcher, c'est avec le calme d'une conscience éclairée et irréprochable. Sa religion était l'évangile rendu à sa pureté ancienne et primitive; c'est le livre qu'il jugeait le plus propre à être mis aux mains de tous, et dont il recommandait incessamment la lecture. Intérieurement convaincu, disait-il, des vérités du protestantisme, il repoussa loyalement, jusqu'à sa dernière heure, tout acte d'une dévotion incompatible avec ses opinions, et mourut avec tout ce qui peut rendre facile le passage de cette vie à l'autre : une croyance sincère aux vérités fondamentales du christianisme, le sentiment du bien qu'il avait fait, les consolations de sa nombreuse famille, et les bénédictions du pauvre.

M. le comte Gaëtan raconte la scène horrible et douloureuse qui jettera une honte éternelle sur l'administration qui

auroit dû joindre son hommage aux purs et pieux hommages que reçurent ses funérailles ; nous ne la retracerons pas.

Nous aimons bien mieux rendre justice à l'intéressant tableau que vous a offert un fils d'une vie si pleine de beaux exemples des pratiques d'une si douce humanité, qu'il en est peu qui aient plus honoré le nom de Larochefoucauld , l'époque où nous vivons et votre propre institution.

J. J. COULMANN.

(Rognure du *Journal de la Société de la Morale chrétienne.*)

EMPIRE. On pardonne à un historien de juger les événemens politiques avec les idées et même avec les préventions nationales.

Les événemens politiques sont liés aux intérêts de la patrie. Un Anglais parlera avec orgueil de la bataille de Vittoria et de celle de Waterloo ; il y aurait de la maladresse à lui en faire un crime. La France est assez riche en triomphes pour accorder à ses anciens ennemis un droit dont l'exercice est tout à son avantage. A deux ou trois victoires où ses armes furent trahies par la Fortune, elle opposera trente journées immortelles où, pendant vingt années consécutives, cette divinité volage sembla, en se fixant sous nos drapeaux, avoir oublié son inconstance. Ces journées, nous pouvons les louer sans exagération et sans emphase, parce que la vérité la plus scrupuleusement historique y a passé plus d'une fois les bornes de la vraisemblance. Les hyperboles de nos rivaux attestent la surprise que leur inspirèrent des succès auxquels nous ne les avions pas accoutumés. Elles rappellent la réponse patriotique de ce Français auquel un Espagnol faisait admirer la magnificence du palais votif de l'Escorial, bâti, comme on sait, par Philippe II, en mémoire de la victoire de Saint-Quentin : « Il fallait que votre maître eût une terrible peur pour avoir fait un vœu si énormément dispendieux. » Le pont du Strand, la statue d'Hyde-Park, les hymnes de sir Walter Scott, qu'est-ce autre chose que le monument de l'Escorial ?

Il y a donc une sorte d'injustice à blâmer l'historien anglais de Napoléon de la partialité avec laquelle il a voulu composer, par la peinture des faits favorables à son pays, l'incontestable supériorité que nous assurent et le nombre de nos victoires, et la disproportion originelle de nos forces avec

celles de nos ennemis, et l'influence puissante du génie extraordinaire qui transporta les poids de la balance, et nous donna à la fin pour auxiliaires la plus grande partie des nations primitivement conjurées contre nous. Si cette partialité est une erreur, excusons-la dans un écrivain anglais, et songeons que nous autres Français, placés dans une situation diamétralement opposée, nous serions fâchés de n'avoir pas quelquefois à nous la reprocher.

Il est un genre de torts d'une nature bien différente, et dont il nous parait bien plus difficile d'absoudre sir Walter Scott. Ce célèbre écrivain jouit, dans son pays, d'une réputation de probité et de délicatesse que nous avons tout lieu de croire méritée; il exerce une grave et sévère magistrature; il parait honoré de l'estime particulière de son souverain : ce sont là des titres à la confiance publique que nous ne voulons point méconnaître, mais qui par cela même qu'ils ne sont pas contestés, nous laissent dans la surprise qu'ils aient pu être compromis.

Une opinion sur les faits n'est qu'une opinion; permis à l'auteur de l'émettre, permis à chacun de l'adopter ou de la combattre. En est-il de même d'une opinion sur les personnes? et quand ces personnes appartiennent à un rang, et surtout à un sexe qui ne peut être environné de trop d'égards; ni protégé par trop de respects, est-il permis à un écrivain contemporain de les enlever à l'heureuse obscurité qui est un de leurs principaux privilèges, et que la philosophie met au nombre de leurs vertus, pour les traduire sur le théâtre public de l'histoire, et les y exposer, par des dénominations injurieuses, à la censure publique?

Les noms de M^{me} la maréchale de Montebello, de M^{me} la duchesse de Bassano, sont prononcés dans le 16^e volume (édition in-12) de la *Vie de Napoléon* par sir Walter Scott. Ils le sont d'une manière outrageante, ils le sont sans ménagement, ils le sont sans nécessité, et, ce qu'il y a de plus fâcheux pour l'historien, ils le sont sans que l'accusation qui tend à les flétrir puisse être appuyée sur l'ombre d'une preuve. Des dames honorables par leur caractère personnel, non moins que par celui de leurs époux, sont dénoncées par sir Walter Scott pour des choses qui se seraient passées, suivant lui, dans le secret de leur intérieur, et par conséquent sans autres témoins que de prétendus complices. La nature même

de l'injure en détruit la certitude historique. *Des femmes intrigantes*, puisque nous sommes condamnés à répéter l'épithète, échappée par une distraction inconcevable à la plume de sir Walter Scott, des femmes intrigantes, disons-nous, auraient bien mal choisi les confidens de leurs intrigues.

Les confidences mystérieuses de 1814 et de 1815, dont il est question dans le passage que nous rappelons, sont des chimères. S'il y a eu, à cette époque, des réunions formées dans un but politique, ce but a été nécessairement dénaturé par les révélations intéressées des espions qui s'y étaient introduits. Le métier de ces sortes de gens est de supposer des crimes pour se donner le mérite de les avoir prévenus. Pour tout homme sensé, le seul sentiment qu'ils inspirent après le sentiment de l'horreur, c'est au moins celui de la défiance. Était-il digne de sir Walter Scott d'admettre comme des réalités, de basses dénonciations repoussées du cœur de tout honnête homme par la déloyauté et l'ignominie de ceux qui les avaient portées?

Combien cette malheureuse facilité à admettre la calomnie aura dû coûter de regrets à sir Walter Scott, lorsqu'il aura appris qu'au moment même où il inquiétait par quelques lignes infidèles la veuve d'un illustre guerrier, il entr'ouvrait peut-être sans le savoir la tombe d'une excellente épouse, d'une incomparable mère de famille; qu'il abrégeait les jours d'une femme illustre, enlevée avant son été aux embrassemens de ses enfans et de son époux, et ajoutait ainsi au deuil domestique dont cette mort prématurée a été la cause, la douleur plus généralement ressentie de voir insulter une mémoire irréprochable, jusqu'alors inaccessible aux traits de la malveillance et de l'injustice!

Sir Walter Scott prépare, dit-on, une nouvelle édition de son ouvrage, et il se propose de la purger des erreurs inévitables que la rapidité de la première composition a dû entraîner. Il n'en est aucune que le soin de sa réputation et la voix de sa conscience lui commandent plus impérieusement de réparer. Que d'autres s'occupent de relever des fautes de date, des méprises chronologiques, des altérations dans quelques dénominations de parti, ce sont là des inadvertances légères qu'avec la moindre attention il sera facile de corriger. Ce qui importe à l'honneur de sir Walter Scott, c'est de supprimer les atteintes portées à celui des individus qu'il

fait figurer dans la *Vie de Napoléon*, et surtout des personnages qui, n'ayant joué aucun rôle public, auraient dû se croire dispensés de comparaître devant le tribunal de l'histoire.
(Rognure du *Journal des Débats*.)

RÉVOLUTION. *Souvenirs de la Révolution française*, par Hélène - Maria Williams; traduit de l'anglais (1).

« Cet ouvrage, dit l'auteur, ne se compose que de notes détachées et éparses; mais ces notes font partie du plus majestueux volume. » Les *Souvenirs de la Révolution française* ne sont, en effet, ni une histoire complète, ni même l'examen approfondi d'une époque. Jetée sur la scène politique depuis la seconde fédération, amie de la plupart des hommes distingués du temps, et toujours passionnée pour la liberté, quoique souvent victime des factions, miss Williams raconte aujourd'hui avec simplicité ce qu'elle a vu; à son récit se mêlent des anecdotes piquantes. Miss Williams, persuadée que tous les spectateurs des grandes scènes de la révolution ont contracté une dette envers l'histoire, apporte son tribut, et concourt, autant qu'il lui est possible, à accroître la somme des vérités acquises sur cette importante et curieuse époque.

Lorsque miss Williams vint établir son séjour en France, et elle ne l'a point quittée depuis trente ans, ses introducteurs dans le monde parisien furent quelques girondins. Ce fut de la Gironde qu'elle apprit la révolution; elle puisa, dans le langage des hommes distingués de ce parti, ses sentimens et ses principes; elle souffrit avec courage pour eux. Miss Williams retrouva dans la prison du Luxembourg ceux qu'elle avait admirés dans les cercles; elle exhorta, pour ainsi dire, ses amis jusqu'au pied de l'échafaud. On n'oublie pas aisément de tels souvenirs. Il ne faut donc pas s'étonner si miss Williams est restée girondine, si son admiration pour les chefs de ce parti ne s'est point affaiblie avec les années, si elle ne peut s'accoutumer aux récits froidement équitables de quelques jeunes historiens modernes, décidés d'avance à traiter comme de l'histoire ancienne des événemens qui font encore saigner tant de cœurs; écrivains de talent d'ailleurs que miss Williams appelle la *faction des impartiaux*.

(1) Un vol. in-8. Prix, 4 fr. A Paris, chez Dondey-Dupré père et fils, rue Saint-Louis, n. 46, au Marais, et rue de Richelieu, n. 47 bis, et chez Mongie, boulevard des Italiens, n. 10.

Les Souvenirs de la Révolution française offrent donc une sorte d'apologie des girondins ; étudions avec elle les nobles citoyens qu'elle s'est plu à dépeindre. Ils furent probes et courageux ; ils portèrent la vertu dans le malheur , et l'amour du pays dans la proscription. Leur histoire pourrait-elle manquer d'intérêt ?

Les chefs de ce parti étaient Brissot et Pétion : le premier, plus ardent et plus aventureux ; le second , plus froid et plus considéré. Miss Williams trace de l'un et de l'autre un portrait différemment intéressant. Voici une anecdote qui révèle Pétion tout entier : « La dernière fois que je vis Pétion , dit miss Williams il fuyait dans la rue, poursuivi de près par une bande de la populace des jacobins , qui l'abreuvait de mille outrages. Il arriva en cet état jusqu'à la porte de notre maison. Il se disposait alors à prendre la fuite , et après m'avoir annoncé le funeste sort qui l'attendait , il ajouta , du ton le plus pénétré : « J'ai un reproche , rien qu'un , à me faire. J'aurais dû mourir pendant les massacres de septembre. J'ai fait tout ce que j'ai pu. J'étais sans moyens et sans pouvoir ; mais j'avais encore quelque popularité. Je me suis précipité de prison en prison , et partout où j'ai été , les assassins suspendaient leurs coups , sans que j'aie pu empêcher qu'ils ne recommençassent à mon départ. Enfin , Danton me fit garder à vue chez moi ; mais c'est égal , j'aurais dû sortir malgré la garde , j'aurais dû mourir. » Ce furent là en quelque sorte les dernières paroles de Pétion. A partir de ce jour je ne le vis plus ; peu de temps après on trouva dans un champ le cadavre de Pétion étendu à côté de celui de son ami Buzot , girondin distingué. »

Brissot a été traité sévèrement par madame de Staël ; et il est encore des écrivains qui conservent des doutes sur le caractère de cet orateur girondin. Miss Williams ne peut cacher l'opinion favorable qu'elle a eue de sa bonne foi. « S'il s'est trompé , dit-elle , sur quelques principes , il a expié sur l'échafaud sa généreuse erreur. Je l'ai connu pauvre , vivant de la manière la plus modeste , au moment où ses ennemis l'accusaient de recevoir à pleines mains les guinées de l'Angleterre. » Une anecdote relative au fils de cet homme célèbre mérite de trouver ici sa place. Pendant le consulat on l'avait admis à l'école polytechnique Au moment où le régime consulaire se perdit dans le gouvernement impérial , tous les élèves furent convoqués solennellement pour prêter serment

au nouvel empereur. Le tour du jeune Brissot étant venu, *vous jurez*, dit le président, *fidélité à l'empereur ?* et d'une voix ferme, le jeune homme répondit : Non ! Toute l'assemblée resta stupéfaite. On demanda au courageux élève quels étaient ses motifs : « *Je suis trop jeune*, répondit-il, *pour prononcer sur des matières politiques. Ce que je sais, c'est que mon père est mort sur l'échafaud pour la république ; je suis donc républicain.* » N'y a-t-il pas dans cette réponse je ne sais quel parfum d'antiquité, qui ferait croire qu'elle a été puisée dans l'histoire de Sparte ou de Rome ?

La plus touchante des victimes entraînées dans la chute de la Gironde fut sans contredit madame Roland, dont les Mémoires sont l'ornement de l'importante *Collection des Mémoires de la révolution française* ; on a peint souvent, et non sans éloquence, cette femme illustre ; le portrait tracé par miss Williams plaira cependant encore. « Madame Roland, dit-elle, était une femme de la trempe de celles qui sont venues mourir sur les murs de Missolonghi. Elle eût été digne d'être assise à la droite de Washington, lorsqu'il proclama la liberté. Elle rencontra la mort avec cette fermeté héroïque qui change en triomphe la marche vers l'échafaud. »

Des réflexions attendrissantes terminent la portion des souvenirs de miss Williams consacrés à la Gironde : « La nation française, dit l'auteur, poursuivant ses destinées rapides, et entraînée dans le tourbillon des événemens, n'a pas fait assez d'attention à ces martyrs célèbres. Mourir pour la patrie n'est pas un service qui se doive sitôt oublier ; on n'a pas assez vénéré la mémoire de ces hommes dont la noble carrière ne se souilla jamais d'un sentiment vil et égoïste. Ils ont aimé la liberté pour elle seule, cette passion des nobles cœurs ; ils ont scellé leurs principes de leur sang. Moi, cependant, étrangère en France, je les pleure encore si la France les oublie. Je regarde comme une gloire pour mon nom d'avoir joui de leur amitié, d'avoir pu, non sans péril, leur donner quelques marques d'attachement dans les derniers de leurs nobles jours. »

Les Souvenirs de la révolution offrent, comme on l'a dit, un grand nombre d'anecdotes peu connues, qui éclairent souvent des événemens graves, et qui piquent la curiosité. Ainsi, la génération actuelle y trouvera l'origine du chant fameux *Ça ira*, et n'apprendra pas sans surprise que le refrain en est dû à une parole de l'illustre Franklin. On re-

trouvera dans les Mémoires de miss Williams ce mot si profond de Dupont de Nemours, qui, interrogé par Napoléon sur la nature du gouvernement américain, répondit : « *Sire, c'est un gouvernement qu'on ne voit pas et qu'on ne sent pas.* » On y lira avec intérêt l'histoire d'un galérien vertueux, qui pourrait devenir le sujet d'un mélodrame. Un passage singulier, relatif aux ajustemens des dames après le 9 thermidor, sera remarqué par les lectrices des *Souvenirs de la révolution*. « Après le 9 thermidor, dit miss Williams, les hommes recommencèrent à soigner leur toilette; les femmes quittèrent la petite cornette, symbole d'égalité; mais, chose remarquable, dans ce mouvement rétrograde des modes et des costumes, on ne reprit rien qui rappelât l'ancien régime et ses gothiques décorations. Ce fut alors que l'on vit les dames se draper à l'antique, se couvrir de robes flottantes qui semblaient dessinées plus par le statuaire que par la modiste. On adopta la coiffure grecque avec une sévérité classique, et les boucles de cheveux se dessinèrent à l'imitation de l'ancienne Athènes. Ces costumes nouveaux ne passèrent pas avec la république; ils furent conservés sous le gouvernement de Joséphine, qui resta toujours fidèle aux principes rigoureux de la toilette des Grecs. Ce fut Marie-Louise qui opéra les premiers changemens; elle jeta la mode dans la voie gothique. »

Mais l'anecdote, sans contredit, la plus piquante de tout l'ouvrage, est celle qui concerne madame de Genlis, et que cette dernière a oubliée dans ses Mémoires. Miss Williams rend compte de sa première visite à cette dame célèbre. « Je me rappelle, dit-elle, que, dans mon enthousiasme encore tout naïf pour la liberté, ce qui me plut davantage dans cette visite, c'est l'énorme profusion de rubans tricolores qui ornaient la toilette de madame de Genlis, et qui environnaient de leurs nœuds brillans une petite pierre de la Bastille, polie, montée en or, et qu'elle portait comme parure. Ce bijou révolutionnaire était rehaussé par des rangs de pierres fines des trois couleurs, et environné d'une couronne de laurier. Madame la comtesse s'appelait alors madame Brulart : les circonstances avaient supprimé le *de*. Je me rappelle encore l'accent de mépris avec lequel elle traitait la sottise constitution anglaise avec sa pairie héréditaire, et ses deux chambres, au lieu d'une chambre unique. »

Nous en avons dit assez pour exciter la curiosité des lecteurs

sur l'ouvrage de miss Williams. Cet ouvrage obtiendra un rang distingué parmi les Mémoires relatifs à la révolution française, et sera lu avec fruit par tous les hommes qui étudient l'histoire de ce grand monument politique.

(Rognure du *Constitutionnel*.)

ANCIEN RÉGIME. *Œuvres complètes de Beaumarchais* (1). (III^e et dernier article. — Voyez les Numéros des 5 et 22 août.)

Il y a entre Beaumarchais et Sheridan plusieurs points de rapprochement. D'abord, de tous les auteurs anglais Sheridan est peut-être celui qui a le plus de ce qu'en France on appelle de l'esprit. Aussi, comme Beaumarchais, il en met partout : comme lui, il ne se fait guère scrupule, dans ses pièces, de prêter à ses personnages plus de malice et plus d'esprit que leur rôle et leur situation n'en comportent ; il aime mieux la vivacité des saillies que la fidélité des caractères ; il est plus spirituel que vrai. Voilà pour leur ressemblance comme auteurs comiques. Quant à leurs destinées, s'ils n'ont pas été tous deux hommes publics, car ce titre ne convient peut-être qu'à Sheridan qui fut membre du parlement et secrétaire d'état, tous deux, du moins, ont attiré sur eux l'attention de leurs contemporains autrement que par leurs ouvrages : tous deux ont figuré sur la scène du monde. C'est ici qu'il est curieux d'observer quelle marche différente ont suivie ces deux hommes, et comment cette différence résulte de la différence des gouvernemens à cette époque.

En Angleterre, pays de liberté et d'élections, Sheridan, sans fortune et sans naissance, se fait remarquer par ses talens littéraires. Bientôt l'homme de lettres devient membre du parlement. Par son éloquence, il se place à côté de Pitt, de Burke et de Fox ; il arrive au ministère avec les whigs ; enfin c'est un homme public. Il a de la puissance, mais personne ne songe à s'en étonner : il n'y a là ni caprice de fortune, ni bonheur merveilleux : c'est la marche ordinaire des hommes ; c'est l'histoire des Canning et de tant d'autres.

En France, Beaumarchais suit un chemin tout différent. Sans fortune et sans naissance, comme Sheridan, ce n'est qu'à force de bonheur et d'adresse qu'il parvient à se faire

(1) Six volumes in-8° : 33 fr. Chez Furne, quai des Augustins ; Sautelet et compagnie, place de la Bourse.

jour. Enfin il arrive : à quoi ? à être homme d'état ? Non : il n'est encore qu'homme de cour. Il a montré à jouer de la guitare aux filles de Louis XV. Par là , il s'est fait bien venir des courtisans ; les ministres l'ont accueilli , les fermiers-généraux lui ont donné un intérêt dans leurs affaires , il a fait fortune ; enfin il a du crédit , mot de l'ancien régime ; mais il n'a point de puissance , mot de notre siècle et de nos institutions. Cependant sa faveur et sa fortune passent pour une sorte de prodige ; c'est un renversement des lois ordinaires. De là les jalousies , les soupçons outrageans ; bientôt la médisance devient calomnie ; bref , il paraît devant les tribunaux. Voilà comme il est fait homme public ! mais qu'importe aux gens d'esprit et de cœur de parler du bas de la sellette , ou du haut de la tribune ? Beaumarchais profite hardiment de l'éclat inévitable qu'un procès jette sur un homme , et il accepte cette nouvelle sorte d'existence publique. Ainsi , tandis que Sheridan reçoit doucement sa mission des mains de ses concitoyens , Beaumarchais ne prend la sienne que de la nécessité et du hasard , à travers les calomnies et les accusations. Si l'on n'était ministre ou favori du roi , voilà à quel prix , avant nos institutions , on devenait homme public ! C'était toujours une chose extraordinaire , et souvent une chose périlleuse.

Pour intéresser , il suffit souvent d'être malheureux et accusé ; mais pour se faire approuver et même se faire aimer , il faut quelque chose de mieux ; il faut mettre en cause avec soi quelqu'un des droits de l'humanité. Beaumarchais n'y manque pas. Aux uns , il a été peint comme un favori de la cour ; à d'autres , comme un homme dangereux ; à d'autres , comme un bouffon. Le public hésite , et ne sait pas s'il doit mépriser l'homme et l'affaire. D'un mot , Beaumarchais se relève et agrandit son procès : il se dit citoyen , citoyen persécuté et venant réclamer justice devant les tribunaux. A ce nom , si nouveau en 1774 , tout change : ce titre inconnu enchante tout le monde. Depuis ce mot , il n'est personne qui ose traiter légèrement l'affaire de Beaumarchais. Qu'il soit libertin , bouffon , insolent , et tout ce que disent ses ennemis ; après tout , il est citoyen , et de ce côté , sa cause touche tout le monde. En revendiquant ce titre sur la sellette même des accusés , Beaumarchais réforme les idées reçues. Au vieux temps , rarement un accusé semblait autre chose qu'un *gibier de potence* que le juge voyait avec mépris , et

le public avec horreur ou indifférence. Devant un accusé qui se disait citoyen , tout changea.

En effet , ce n'est pas tout d'avoir des juges qui sachent tenir leur rang ; il faut aussi des accusés qui sachent garder le leur , puisque enfin il y a tel procès où l'accusé a aussi son genre de dignité. Aussi peut-on remarquer que si depuis le dix-huitième siècle , et depuis la révolution , la justice est plus solennelle , et les droits de l'accusé plus sacrés , c'est également parce que les magistrats et le public se souviennent que ce malheureux jusqu'à la condamnation est citoyen , et homme encore même après le châtimement , et parce que , grâce à l'expérience de nos procès politiques , nous savons aujourd'hui que la dignité est possible à l'accusé aussi bien qu'au juge. Beaumarchais a sa part dans cette innovation. Il fut un des premiers à oser , sur la sellette même , prendre et garder son rang.

La nature de la cause , avouons-le , servit merveilleusement Beaumarchais : les affaires de diffamation , comme les procès politiques , ont un privilège particulier , c'est que l'opinion publique y intervient , faisant et rendant justice , tantôt corrigeant les arrêts , tantôt même les annulant mieux que ne le faisaient autrefois les lettres d'abolition. Dans ces sortes d'affaires , il y a des choses que peuvent les arrêts , et d'autres qu'ils ne peuvent pas. Ainsi , ils ne feront pas croire au public qu'entre les conspirateurs et les escrocs il y ait égalité de bassesse , ni qu'on soit un calomniateur pour avoir dénoncé un juge corrompu.

Aujourd'hui , ces choses et ces idées-là n'ont plus rien d'extraordinaire ni de nouveau ; mais à l'époque de Beaumarchais , l'opinion publique n'avait pas encore appris à juger les jugemens , et son affaire fut la première où elle prit ce droit. Le parlement *Meaupou* avait fini le procès par une sorte d'arrêt de transaction qui donnait tort à tout le monde , admonestant madame Goëzman et blâmant Beaumarchais. Cet arrêt excita une réclamation universelle. Beaumarchais avait depuis si long-temps gagné son procès tout entier devant le public , que le parlement *Meaupou* eut mauvaise grâce à vouloir le lui faire perdre en partie. La cour et la ville se firent écrire à l'envi chez Beaumarchais. Le prince de Conti vint l'inviter à dîner , disant qu'il était d'assez bonne maison pour donner exemple de la manière

dont il fallait traiter un si grand citoyen. Ainsi ce mot presque républicain réussissait même auprès d'un prince qu'on savait être fort attaché aux prérogatives du sang royal : tant était grand l'entraînement ! Pour amortir un peu cet éclat et ce bruit, M. de Sartines, lieutenant de police, homme d'esprit et ami de Beaumarchais, lui écrivit par forme d'avis que ce n'était pas tout d'être blâmé, qu'il fallait encore être modeste. Beaumarchais partit pour l'Angleterre, et ce fut moins pour se dérober à sa peine qu'à son triomphe.

A cette époque, une circonstance particulière aidait à la popularité de Beaumarchais ; c'était la défaveur du parlement *Meaupou*. On appelait ainsi la magistrature créée par le chancelier Meaupou. Fatigué des remontrances politiques du parlement de Paris, il avait voulu, disait-il, retirer la couronne du greffe : il avait hardiment supprimé l'ancienne magistrature et remboursé les charges ; en même temps il avait nommé d'autres magistrats. Désormais, plus de vénalité de charges, le ressort immense du parlement de Paris restreint dans de justes limites, d'utiles réformes dans l'administration de la justice, voilà pour le bien : mais aussi plus de remontrances publiques, plus d'indépendance dans la magistrature, plus de contre-poids au pouvoir de la couronne, voilà le mal et le danger. Le public ne s'y trompa point. Il ne voulut pas de cette meilleure justice qu'on lui donnait aux dépens des derniers restes de ses libertés ; il refusa l'échange, et prit parti pour la magistrature supprimée. Le parlement *Meaupou* fut bafoué, le vieux parlement regretté outre mesure, et Beaumarchais qui arriva au milieu de la lutte, accusant de corruption un membre du nouveau parlement, se trouva servir à souhait la rancune publique. Il a beau protester de son respect pour cette magistrature née d'hier, on ne veut pas y croire : c'est le parlement *Meaupou* ! il suffit ; et quand Beaumarchais soufflette Goësman, le public en détourne quelque chose sur la joue de ses confrères.

Dans de pareilles circonstances, Beaumarchais pouvait être hardi impunément. Aussi voyez comme il bouleverse la routine ancienne des procédures, quelle publicité inusitée il donne aux *interrogatoires*, *récolemens* et *confrontations*, renfermés autrefois entre les quatre murs du greffe. Il y fait assister le public, le voile est levé et le mystère de la justice mis à nu. Ainsi c'est par cette cause bouffonne que s'intro-

duit au palais le salulaire principe de la publicité, et c'est encore là un des mérites des Mémoires de Beaumarchais. Après les avoir lus comme des modèles de plaisanterie et d'éloquence, relisez-les, vous y découvrirez à chaque instant le germe de quelques uns des grands principes de justice ou d'humanité qui depuis ont passé dans les lois. Quant à moi, je ne connais aucun ouvrage qui donne une idée plus juste du travail des esprits à cette époque en fait de législation. On y voit ce que la société voulait que devinssent les lois. Beaumarchais, devenu par hasard au Palais le représentant de la philosophie, exprime le vœu des opinions nouvelles. Il parle sans morgue comme sans timidité, en homme du monde, qui, ayant droit d'ignorer les règles et les formalités judiciaires, parait, en les écartant, pécher par omission plutôt que par action. C'est ce qu'un avocat ne pourrait faire de bonne grâce ; car, forcé de connaître et de respecter les formes de la loi, quelque minutieuses qu'elles soient, il serait coupable, quand Beaumarchais ne semble tout au plus qu'ignorant.

Chose singulière ! cette publicité qui était une infraction aux vieilles habitudes du palais, cette innovation hardie ne choquait personne moins que les parlementaires zélés. Pleins de haine contre le parlement intrus de Meaupou, ils applaudissaient aux coups que Beaumarchais lui portait, sans s'apercevoir qu'il en rejaillissait quelque chose sur eux-mêmes : car enfin ces formes et ces règles n'appartenaient au parlement Meaupou que par occasion. C'était toujours, quoique usurpé, l'ancien patrimoine du parlement, et il fallait beaucoup haïr pour aider à la ruine du domaine, afin d'en perdre les usurpateurs.

La gloire des plaideurs a, comme toutes les autres, ses revers et ses chutes. Dans l'affaire Goëzman, Beaumarchais était au faite de la célébrité, plus tard il déchet. En 1781, accusé d'avoir aidé à la séduction de madame Kornman, il eut à plaider contre Bergasse, orateur grave et sérieux, souvent exagéré et déclamateur ; mais un pareil défaut ne déplaisait guère à cette époque, où l'esprit moqueur de Voltaire cédait à l'influence sévère et sententieuse de Rousseau, à la veille d'une révolution où les esprits semblaient se laisser séduire volontiers par l'emphase et la déclamation. Beaumarchais publia des Mémoires ; mais il ne rencontra pas les

mêmes adversaires ni les mêmes temps. Le ridicule n'avait pas pris sur Bergasse comme sur madame Goëzman et le grand cousin Bertrand. Les contemporains avaient des prétentions au sérieux, et le rire commençait à avoir mauvaise grâce au milieu des discussions de la politique. Bergasse, au nom de la morale, accusant Beaumarchais d'avoir aidé à profaner la sainteté du mariage, obtenait auprès des admirateurs de l'Héloïse et de l'Emile, un succès qu'il n'eût guère obtenu auprès des lecteurs de Crébillon fils ou des romans de Voltaire. Les bonnes fortunes commençaient à sentir l'ancien régime, et il n'y avait plus que les grandes passions qui se fissent excuser, grâce encore à Saint-Preux et à Julie. Aidé par cette disposition des esprits, Bergasse attaquait avec avantage un adversaire comme Beaumarchais, homme de cour, ami du plaisir, et qui, à ne le juger que par l'agitation de sa vie, pouvait, aux yeux de la malveillance et du rigorisme, passer pour intrigant plutôt que pour actif. D'ailleurs, autre avantage, Bergasse, quand il déclame, quoique exagéré, a de la chaleur et de la force. On sent que ce défaut-là est le penchant naturel de son talent. Quand Beaumarchais déclame, comme ce n'est pas le tour de son esprit, il est froid et guindé. De là, l'infériorité de cette partie de ses Mémoires; de là aussi la faiblesse de ses drames. Cette fois, il gagna son procès; aussi bien il avait raison; mais le public n'était pas habitué à voir Beaumarchais gagner ses procès par le fond plutôt que par la forme.

Enfin, comme si ses adversaires devaient grandir à mesure qu'il avançait dans la carrière, sa dernière affaire fut contre Lecointre et la Convention. Il s'agissait de fusils achetés pour le compte de la République, retenus en Hollande, et que Beaumarchais, disait-on, voulait, sous ce prétexte, livrer aux ennemis de la France. Les Mémoires qu'il publia dans ce débat n'ont plus d'autre mérite que celui de la clarté des idées et de la netteté de la discussion. On y reconnaît encore l'homme qui a le talent des affaires, mais on n'y voit plus ce plaideur vif et ingénieux qui se jouait du parlement *Meaupou*. La Convention n'était ni d'humeur ni de nature à se laisser bafouer ou mépriser.

Résumons-nous sur le caractère et le génie de Beaumarchais. Ce qui le distingue entre tous les auteurs de la fin du dernier siècle, c'est qu'il pousse toujours les esprits en avant.

Lisez sa préface du *Mariage de Figaro*, il se plaint de la monotonie de notre théâtre, et ce n'est pas seulement un novateur en paroles, il dit et il fait ; il donne la leçon dans la préface et l'exemple dans la pièce. Dans ses Mémoires, même activité, même esprit d'innovation ; mais point de morgue, point d'emphase ; le ton de l'homme d'affaires plutôt que de l'homme de lettres. Beaumarchais sait que l'esprit humain est né pour avancer, et que chacun ici-bas doit faire sa part de chemin. Aussi il marche hardiment en avant. C'est là une gloire ou un crime que ne pardonneront guère ceux qui marchent en arrière, ceux qui marchent de côté, et enfin ceux qui ne marchent pas du tout. ST. M.

(Rognure du *Journal des Débats*.)

LOUIS XIV. La 5^e livraison de l'*Isagraphe* vient de paraître ; parmi des lettres fort remarquables qu'elle contient, nous citerons la suivante, écrite par Louis XIV à Colbert. On sait que ce grand roi ne mettait pas toujours l'orthographe.

« Le samedi, à 11 heures du soir,

« Le jeu ne ma pas esté heureux. Il faut me faire porter demain 10 mil pistolles qui faut qui j'aie demain au soir deuant six heures ; ordonnez à M. Mère aussi tost que vous aurez receu ce billet de me les apporter et que cela ne manque pas, car je veux paier ce que je dois et avoir de quoi jouer.

« LOUIS. »

(Rognure du *Journal du Commerce*.)

CONCLUSION.

On vient de voir les actes de la censure, les actes dont M. de Bonald se glorifie. Le noble pair a plus de courage que le ministère ; il avoue encore ses œuvres, et on aime à penser que le ministère commence à en rougir.

Ce qui est admirable, c'est que le président du comité de censure ose s'égaliser à l'auguste président du comité des prisons. Alléger le poids des chaînes mé-

ritées est une œuvre magnanime et sainte; tenir en main les fers jetés criminellement sur un grand peuple, est un office qu'il n'est pas au pouvoir du manteau de pair de relever et d'ennoblir. Il y a entre les deux situations que M. de Bonald compare bien autre chose mille fois que la distance qui sépare la sœur grise du geolier.

Quelle est d'ailleurs cette prétention singulière d'obtenir les hommages de la France. Ceux qui écrivent que le public est partout composé *en plus grande partie* d'esprits faux, ignorans et passionnés, ceux-là, s'ils ont foi dans leurs paroles, doivent ambitionner la réprobation publique, point la publique estime. S'ils avaient les respects de leur pays, ils douteraient apparemment de leur propre vertu.

Ou plutôt, n'est-ce pas une conscience malade qui rejette sur tous les hommes ces jugemens injurieux, comme on renvoie un importun fardeau? Et faut-il appeler du nom de calomnie ou bien de celui de remords, ces accusations fausses et déloyales par lesquelles on cherche à s'étourdir sur ces accusations intérieures, dont rien, Dieu merci, ne peut ni consoler ni distraire? Que veut dire M. de Bonald quand il s'écrie: « On répandra d'obscènes impiétés; on les « donnera au peuple pour corrompre son cœur. On « les lui donnera comme le libertin donne des mauvaises livres à la jeune personne qu'il veut séduire. « Et ce ne sera pas par débauche d'esprit, mais par « calcul politique, comme moyen de recrutement: « combinaison infernale, dernier degré de corruption réservé à notre pays et à notre époque!.... »

M. de Bonald se trompe, il y a quelque chose de pire au monde que de pratiquer ces infamies; c'est de les inventer! de les inventer pour compromettre son pays dans l'estime du monde! Au nom de ce pays magnanime qu'on outrage et qui prodigue les trésors de son noble sein à ses diffamateurs, je proteste contre les impostures qu'on vient de lire. Je les flétris de leur nom, parce que la gloire de la France est plus chère que celle d'un homme, parce que aussi la dignité du rang, le sacerdoce de la vieillesse, se perdent dans la violence des passions et la prodigalité des calomnies! Autant que personne je connais les excès où peuvent entraîner les partis. Mais je porte à M. de Bonald le défi de dévoiler une seule distribution gratuite d'*impiétés obscènes*. Pour l'honneur de la patrie, cet attentat n'e s'est pas vu; c'est déjà trop que la haine dans son délire ait pu le concevoir.

M. de Bonald ne recule point devant la diffamation inique. En tronquant une phrase que je suis loin de désavouer, il trouve le moyen de calomnier et le journal qui l'accueille et moi-même. Pour moi, ce peut être bonne guerre, mais pour ce journal, c'est à tout le moins ingratitude. Doit-on jamais lacérer le hamac de l'adversité?

La haine que le noble pair porte à la presse est inventive. Il a imaginé de supplier la poste royale de porter ses brochures et de ne point porter les nôtres. Il en fait à cette administration un devoir. Le gouvernement, dit-il, ne doit pas se charger de répandre les poisons: étrange préoccupation d'esprit, culte héroïque de soi-même, qui voyant l'erreur, le

péril , l'hérésie dans tous les dissentimens , voudrait que le monde entier se lignât pour assurer l'empire des écrits qu'on a jetés aux vents!.

Ainsi la poste appartient au ministère et point au public , au public qui la paie , et la paie sans acception de couleurs et de partis. Ce qui est vrai de la poste le sera de tout ce qui émane de l'administration , et tout en émane. L'administration sera déclarée propriétaire de tous les intérêts dont la gestion lui est confiée , et on pourra menacer le médecin de lui retirer son diplôme s'il panse les plaies de quiconque doute du génie de M. de Villèle , et plaint M. de Bonald au lieu de l'admirer. Pourquoi ne pas dire aussi que les préfets doivent se refuser à porter sur les listes électorales , les électeurs empoisonnés de doctrines mauvaises? Ce serait épargner au ministère bien des déloyautés. Il est triste de penser qu'on en soit encore à traiter un grand peuple comme un bétail docile , et ses affaires comme la chose des ministres qu'il paie pour les diriger. Il est triste aussi de voir un homme de talent employer les restes de son génie à trouver , pour la pensée , de nouveaux moyens de persécution et d'étouffement. Qu'il se rassure ! le ministère a beaucoup fait dans la carrière qu'il parcourt. La poste a déjà exécuté les violences qu'il rêve. Mes écrits ont été affranchis souvent , rarement reçus. C'est une double prévarication. La poste n'a pas plus le droit de trier les livres que les lettres. Elle ne peut refuser à nul citoyen , à nul écrit qui n'est pas frappé par les lois , son ministère. C'est un roulage accéléré , point une censure supérieure , point une rivale pour M. de

Bonald et un auxiliaire pour les conseillers de la couronne. Sans cette prétention de changer un méfait en axiome, et d'en donner la théorie, je n'aurais point relevé un tort qui m'est en quelque sorte personnel ; il m'en coûtait d'inculper une administration, honorable par son dévouement, son zèle, ses lumières, ses améliorations constantes, et qui n'a point d'égale dans le reste de l'Europe. C'est une des gloires de la France.

Que ne sait-on combien, avec le bien-être social du pays, la douceur des mœurs, la rapide communication des esprits, les relations croisées du monde, accuser est chose pénible et importune pour ceux-là mêmes qu'un amour exalté de la justice et des lois a condamnés à cette triste tâche ? Vienne le jour où, pour mon compte, je pourrai cesser ce combat ! Mais j'espère ne pas vivre assez pour souhaiter que mes adversaires aient les mains enchaînées ! Les enchaîner soi-même et mendier pour eux d'autres entraves, c'est là un degré de faiblesse orgueilleuse, inique et vindicative auquel Dieu ne permettra sûrement jamais que les hommes de nos jeunes générations descendent.

Non pas assurément que nous nous fassions une idée vaniteuse de nos forces ! Quand nous avons des antagonistes tels que M. de La Mennais ou M. de Bonald, comment ne pas reconnaître que la Providence, libérale pour eux, dispense inégalement le génie ? Mais ces différences nous frappent peu, parce que nous respectons dans les hommes une haute image, que nous croyons à la vérité, que nous avons foi dans la justice ; que pour vaincre nous ne jugeons

pas nécessaire d'avoir le talent de notre côté si nous avons le bon droit. De là vient aussi que nous voulons la liberté, la liberté restreinte et sage qui fût scellée de la parole de nos rois, non pas cette liberté subversive et sanguinaire qu'invoquent les factions, non pas cette liberté menteuse et goguenarde, la seule qui soit constitutionnelle au gré de M. de Bonald, la seule, dit-il, qui soit dans la charte, celle d'être préservés de la licence par la censure.

Pendant que j'ai tracé ces lignes, le bruit de la dissolution a pris une consistance nouvelle. Réunir les trophées de la milice que M. de Bonald surveille, c'est dresser pour l'arbitraire ministériel ses colonnes d'Hercule; quoi qu'il en puisse être, cet arbitraire ne peut avoir longue vie, car il est insensé, impuisant, stérile et ridicule.

On assure, mais je ne puis le penser, que la dissolution de la chambre des députés se lierait à une création de pairs; qu'ainsi le livre de M. de Bonald serait moins le chant du cygne de la censure qui expire, que le programme de la censure éternelle qu'on rêve. Le noble pair serait le hérault chargé de dénoncer des hostilités nouvelles à tout ce qu'il attaque, nos magistrats, nos représentans héréditaires, nos libertés saintes! Sans doute ce sont là des choses que les ministres ont leurs raisons de haïr comme lui; mais ils sont aux affaires. Ils tiennent en main le timon. Ils doivent avoir acquis cette grosse sagesse qui donne l'expérience des choses positives, et je ne puis croire à l'extrême folie. On pressent l'impulsion terrible qui serait donnée. C'est avec

une conviction sérieuse et profonde que je le dis : je ne crois pas que la monarchie résistât à des *re-commencemens* de sept années.

Puisse plutôt les vœux de la raison publique avoir pénétré dans les conseils du trône ! Ce qu'il faut au trône comme à nous , ce dont il doit comme nous être avide , c'est le *otium cum dignitate*. Il a la force : qu'il accepte le repos , et qu'il nous le donne en laissant fleurir nos libertés !

C'est une nation facile à contenter et à régir que celle qui ne demande que le maintien des lois. D'ordinaire c'est là tout ce que les gouvernemens désirent. Si l'esprit destructeur des factions règne là où devrait dominer l'esprit de conservation et de sagesse , si la main qui doit réprimer les tempêtes se plaît à les déchaîner , alors d'affreux malheurs sont inévitables , et ce ne sera point la France qui en répondra.

N. A. DE SALVANDY.

Paris , le 16 octobre 1827.

LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur l'état des affaires publiques, par N. A. de Salvandy. 12 Juillet 1827.
LETTRE DE LA GIRAFE au pacha d'Égypte, pour lui rendre compte de son voyage à Saint-Cloud, et envoyer les espérances des deux premières semaines de la censure de France au journal qui s'établit à Alexandrie en Afrique. 12 Juillet 1827.
SECONDE LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur l'état des affaires publiques, par N. A. Salvandy. 19 Juillet 1827.
TROISIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 25 Juillet 1827.
QUATRIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 2 Août 1827.
DEUXIÈME LETTRE DE LA GIRAFE AU PACHA D'ÉGYPTE, en lui envoyant son Album enrichi des dernières nouvelles de la censure. 8 Août 1827.
CINQUIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 16 Août 1827.
SIXIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 22 Août 1827.
EXPLICATION de la loi sur les collèges électoraux et le jury, à l'usage de tous les électeurs de la France, par le même (4^e publication des amis de la liberté de la presse. Se distribue.)
SEPTIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 29 Août 1827.
LETTRE A UN PROVINCIAL SUR LE VOYAGE DE SAINT-OMER, par le même. 13 Septembre 1827.
DEUXIÈME LETTRE A UN PROVINCIAL SUR LE VOYAGE DE SAINT-OMER, par le même. 25 Septembre 1827.
HUITIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 3 Octobre 1827.
EXPOSITION DES DERNIERS PRODUITS DE L'INDUSTRIE jury, adressée à l'auteur des Lettres à M. le rédacteur du Journal des Débats. 9 Octobre 1827.

157
158
159
160
161
162
163

LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur l'état des affaires publiques, par N. A. de Salvandy. 12 Juillet 1827.

LETTRE DE LA GIRAFE au pacha d'Égypte, pour lui rendre compte de son voyage à Saint-Cloud, et envoyer les rognures des deux premières semaines de la censure de France au journal qui s'établit à Alexandrie en Afrique. 12 Juillet 1827.

SECONDE LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur l'état des affaires publiques, par N. A. Salvandy. 19 Juillet 1827.

TROISIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 25 Juillet 1827.

QUATRIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 2 Août 1827.

DEUXIÈME LETTRE DE LA GIRAFE AU PACHA D'ÉGYPTE, en lui envoyant son Album enrichi des dernières noirceurs de la censure. 8 Août 1827.

CINQUIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 16 Août 1827.

SIXIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 22 Août 1827.

EXPLICATION de la loi sur les collèges électoraux et le jury, à l'usage de tous les électeurs de la France, par le même (4^e publication des amis de la liberté de la presse. Se distribue.)

SEPTIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 29 Août 1827.

LETTRE A UN PROVINCIAL SUR LE VOYAGE DE SAINT-OMER, par le même. 13 Septembre 1827.

DEUXIÈME LETTRE A UN PROVINCIAL SUR LE VOYAGE DE SAINT-OMER, par le même. 25 Septembre 1827.

HUITIÈME LETTRE à M. le rédacteur du Journal des Débats sur la suite des affaires publiques, par le même. 3 Octobre 1827.

EXPOSITION DES DERNIERS PRODUITS DE L'INDUSTRIE DE LA CENSURE, et Réclamation d'icelle contre une omission du jury, adressée à l'auteur des Lettres à M. le rédacteur du Journal des Débats. 9 Octobre 1827.

INSOLENCES
DE
LA CENSURE.

PARIS.—IMPRIMERIE DE FAIN, RUE RACINE, N°. 4,
PLACE DE L'ODÉON.

INSOLENCES
DE LA CENSURE,
ET
CONSIDÉRATIONS
SUR LA POLITIQUE EN GÉNÉRAL
DU MINISTÈRE.

PAR
N.-A. DE SALVANDY.

PARIS.
A. SAUTELET ET C^{ie}., LIBRAIRES,
PLACE DE LA BOURSE.

1827.



INSOLENCES

DE LA CENSURE.

Le moment qui s'écoule a quelque chose de solennel. La France et le monde sont dans l'attente. Au Midi, en Orient, au delà de l'Atlantique, parmi nous, de grands événemens se préparent; on croit toucher au terme de longues incertitudes; il semble qu'une solution doive être bientôt donnée à toutes les questions immenses auxquelles tiennent les destins de plusieurs peuples; et cependant le drame qui remplit la scène du monde n'est point fait pour avoir de dénouement. Il varie, il mûrit sans cesse, et ne saurait se conclure plus que s'interrompre. Nous marchons, par un progrès éternel, sous d'immuables lois. C'est à peine si ceux qui prétendent tout arrêter peuvent, avec leurs passions et leurs entreprises ennemies, jeter un grain de sable sous les roues de ce char que la main de la Providence a lancé. Le conduire, le défendre des chocs qui gênent sa marche peut-être, mais ne la suspendent pas, c'est l'unique puissance et l'unique gloire qui soit donnée aux plus sages, aux mieux inspirés d'entre nous.

L'Amérique espagnole, qui a si long-temps vécu en quelque sorte de la vie d'un seul homme, attend, avec anxiété, ce qu'il va faire de ses maximes, de ses promesses et de sa renommée. D'autres chances

tiennent l'Europe en suspens. Le Portugal attend sa réaction despotique et monacale , qui ne fera que passer. On ne sait pas bien ce que l'Espagne attend : mais à coup sûr ce n'est pas aux agraviados et à la Camarilla , dans leurs assauts ou dans leurs transactions , qu'est réservé l'honneur de trouver la fin des misères sanglantes de la Péninsule. La Grèce attend sa délivrance. Incertaine de son avenir , mais sûre d'échapper enfin au joug des Barbares , elle s'apprête à recommencer , après trois mille ans , une nouvelle vie. La France attend aussi l'heure où elle sera délivrée de ses Barbares , et les voilà qui s'apprêtent à la flatter d'une abdication d'un jour pour régner plus sûrement et plus long-temps sur elle.

Le ministère veut , après tant d'années de demi-mesures sans courage , de ruses et d'improbités sans génie , tâter enfin de l'audace et de la grandeur. Il travaille décidément au salut de la Grèce ; il médite la destruction d'Alger ; il réserve à la Chambre des Pairs à peu près le même sort qu'à la capitale des Barbaresques , et la dissolution de la Chambre des Députés est résolue.

L'affaire de la Grèce ne mérite que des éloges. Le cabinet de France a osé se séparer de M. de Metternich ; il a osé se réunir à l'Angleterre , conciliant ainsi , dans l'intérêt de la paix du monde , les vues contraires de l'Angleterre et de la Russie. On verra qu'il a aussi concilié le vœu de la politique et celui de l'humanité. Sa résolution n'est pas seulement généreuse , elle est habile : car la Grèce devra son salut aux trois puissances ; une seule l'aurait accompli.

Que , ne pouvant dompter Alger , et poussé à bout par les justes railleries de l'opposition , M. de Villèle

ait eu la pensée d'envoyer une armée de terre suppléer notre marine , et renverser de fond en comble le repaire des brigands ; que le chef de cette expédition soit même déjà nommé, on le conçoit. M. de Damas a dû accueillir une entreprise où il refera sa gloire, et M. de Clermont-Tonnerre comptera y commencer la sienne. Les échasses qu'il a données à nos soldats feront merveille dans les déserts africains. Mais la sagesse conseille de ne pas dépenser des hommes et des trésors en pure perte. Saccager les rivages de la Mauritanie n'est pas un exploit digne de nos armes ; il y a un plan et plus noble et plus vaste à former. Ce serait une utile gloire que de rendre à la civilisation les bords où fleurit Carthage ; et sans doute M. l'évêque d'Hermopolis se croira tenu à demander autre chose que des ravages pour le berceau de l'évêque d'Hippone. Mais ce sont là des pensées qui veulent de la maturité. Calculer toutes les chances, combiner tous les moyens, n'est pas l'œuvre d'un jour. Espérons que l'hiver calmera ces transports.

Pourquoi ne peut-on espérer aussi que le coup dont la pairie est menacée demeurera suspendu ? Mais , non. Cette institution avait poussé des racines profondes. Triomphant de nos principes et de nos préjugés par ses bienfaits, elle avait rendu populaires les privilèges qui la constituent. Elle avait puisé un vaste crédit aux seules sources de la puissance, la sympathie et l'estime publiques. Boulevard du trône il y a quelques années, elle acquérait le droit et la force de le défendre encore, en devenant le boulevard des libertés publiques. Elle était, par sa dignité, par son pouvoir, par sa sagesse, par sa renommée, un point d'appui auquel se ralliaient tous les bons es-

prits et toutes les espérances légitimes; c'était un ancre de salut pour la monarchie. Grâce à ce grand corps, la France, dans ses douleurs, avait encore foi dans l'avenir. Les révolutions ne lui apparaissaient pas comme le terme inévitable des expériences tentées sur elle. La conscience publique attendait toujours des voies légales les réparations qui lui étaient dues. Et c'est la royauté, dont la puissance va être employée, par les grands coupables qui siègent dans ses conseils, à briser le noble rempart de la paix publique! C'est le trône, dont les foudres vont porter sur cette digue opposée à toutes les folies des factions contraires! Ce prestige protecteur va être détruit! Cette haute indépendance, qui était l'honneur et la force de la pairie, va être punie et insultée, ou plutôt la pairie même va cesser d'être; car, du moment qu'elle cesse d'être indépendante et inviolable, la première des magistratures n'est plus.

Maintenant, veut-on savoir pourquoi ce coup de massue aura été porté à la restauration et à la France par les dépositaires de leurs destinées? Le voici : Il est une institution qui doit rester sans rivale; c'est la Société de Jésus. Il est un homme qui doit régner sans contradiction et sans obstacle : c'est le comte de Villèle.

Pour ces deux grands intérêts, sont rendus tous les combats auxquels nous assistons. Toutes nos institutions et toutes nos lois doivent l'une après l'autre tomber, pour laisser debout les deux colosses. Il semble que ce soit comme un chapelet qu'on déroule, *ad majorem Dei gloriam*, pour la plus grande gloire de Dieu.

Le coup d'état frappé sur la Chambre haute, révèle

assez l'esprit dans lequel est conçue la dissolution de la Chambre. Ce n'est point une concession à une longue doléance du pays ; c'est une tentative pour faire, au nom des mêmes intérêts et des mêmes violences, un nouveau bail avec la fortune. On a résolu d'épuiser tout entière la chance de la réaction qui nous tourmente, de la pousser à ses extrêmes, de voir si par hasard Dieu n'aurait pas mis un terme à ce que tout un peuple peut souffrir d'humiliations et de misères. Napoléon demandait trente ans encore pour compléter sa monarchie. Il n'en faut que sept à M. de Villèle pour ourdir la sienne : les lui refuserons-nous ?

On aimerait à savoir si, dans sa docilité pour la coterie qui le gouverne aussi absolument que lui-même gouverne le royaume, ce ministre a jamais songé à porter ses regards en avant ; s'il s'est jamais demandé ce que deviendra notre France en ses mains puissantes. On ne peut exiger ce travail de sa prudence ; on pourrait l'attendre de sa curiosité.

L'homme d'état est celui qui, embrassant l'avenir dans sa pensée, a un but fixe, et y tend toujours, à pas plus ou moins pressés, selon que le destin lui est plus ou moins contraire. Il sait exactement ce que sa patrie deviendra, si le ciel lui prête vie. Il porte tracés d'avance, dans l'esprit et dans le cœur, tous les plans que dans la suite de son pouvoir il déroulera pour assurer et affermir la prospérité publique. Celui-là n'est pas digne de mettre la main au gouvernail, qui, interrogé sur ce qu'il veut pour ses concitoyens, ne pourrait pas dire : Dieu aidant, telles seraient leurs institutions, telle serait leur fortune tel jour.

Ce que veut M. de Villèle, demandez-le à ses œuvres. Maître depuis six années de notre France

comme jamais homme ne fut maître de tout un peuple, qu'a-t-il fait, qu'a-t-il voulu du moins? Il n'a rien fait que détruire, il n'a rien tenté que corrompre. Le 4 pour 100 est sa seule création; car, pour ce qui est de l'hypocrisie, de l'agiotage, des mensonges électoraux, des larcins de droits politiques, de la censure; ce sont ses appuis, et non pas ses inventions. Il n'a rien découvert, rien fondé, rien conçu. Il a mené la France comme il a mené l'Espagne, au jour le jour, au gré des vents, sans souci du lendemain. Il ne sait pas plus ce que la restauration française serait dans cent ans de son empire, qu'il ne savait quels destins le coup de canon de la Bidassoa promettait à la Péninsule, quand il accepta de l'étranger la tutelle d'un royaume de plus. De toute son administration, une seule chose ressort : une haine profonde et native, une haine d'instinct pour ces institutions généreuses contre lesquelles il protesta. Les saper, les détruire, n'en garder que le milliard qu'elles enfantent chaque année, voilà toute son ambition et tous ses vœux. Mais ce qu'il mettrait à la place de la Charte abolie, les institutions nouvelles qu'il nous donnerait, ce sont là des choses qui passent sa portée. La preuve, c'est que de quelque côté qu'on porte les regards, on voit les ruines qui sont son ouvrage. Où voyez-vous une pierre d'attente?

On peut comprendre bien des manières de gouverner la France dans les limites de la monarchie constitutionnelle; car entre les hommes qui ne veulent point du système représentatif, et ceux qui ne veulent pas de la royauté, il y a place pour dix ministères. M. de Villèle a-t-il planté son drapeau quelque part dans ces vastes lignes? Point, et ses actes l'attestent.

Porté par le côté droit au pouvoir, mais fidèle aux promesses de Saint-Ouen et de Reims, ayant l'intelligence et l'amour des formes nouvelles, il se serait appliqué à les fortifier du concours de leurs ennemis, en faisant pencher du côté de l'aristocratie ancienne la balance des pouvoirs; il aurait enseigné les jeunes générations, et, s'il se pouvait, les vieillards de ces rangs desquels il était sorti, à chercher dans les droits politiques, mieux que ne donnaient autrefois les faveurs de cour; il aurait établi des libertés municipales dont la constitution aristocratique créât des influences de noms et d'autorité. Loin de restreindre le nombre des citoyens revêtus du privilège de l'électorat, il eût agrandi cet arrière-ban politique, pour y faire entrer, s'il se pouvait, tous ces propriétaires de nos provinces qui, poursuivant dans les bois, avec le gibier héréditaire, des rêves d'ancien régime funestes et insensés, se désintéressent également dans leur oisiveté stérile, du trône qui les oublie, et de la liberté qu'ils ignorent. Il aurait relevé la magistrature dans l'estime publique par ses respects, au lieu de ne la relever que par des disgrâces; il se serait attaché à l'aristocratie de la Chambre héréditaire, comme au centre et au point d'appui du gouvernement qui était à fonder, comme au terme de toutes les ambitions, comme au rendez-vous de toutes les influences et de toutes les gloires; il aurait caressé les imaginations qui se complaisent dans les souvenirs, en rendant à nos provinces, à l'aide des circonscriptions militaires ou judiciaires tout-à-fait indépendantes des circonscriptions administratives, ces vieux noms qui remplissent notre histoire. Intéressé à s'assurer l'alliance du sacerdoce, mais non à lui livrer le trône et la France, il se

serait appliqué à retirer le clergé, par l'abolition du casuel, de la dépendance du pauvre, et ce changement aurait peut-être rappelé à l'usage des sacremens, et surtout du mariage, ces populations indigentes que la misère entretient dans la corruption. La suppression des loteries aurait fait voir que la bienveillance pour le sacerdoce, que la ferveur religieuse se liaient à des idées morales, et que pour mener le peuple sans son concours, on ne prétendait pas le dégrader et l'abrutir. Sincère dans l'adoption des institutions fondamentales, on n'aurait pas eu besoin de recourir à ce luxe d'immoralité qui épouvante; on n'aurait pas cherché le côté faible de chaque loi pour la frapper, et de chaque conscience pour la corrompre. Le régime eût été noble de procédés comme de tendance; il se serait recommandé à l'estime, sinon à l'affection publique par quelque chose de chevaleresque et de loyal; il ne se serait pas cru obligé de prendre le talent en haine comme la probité. Enfin, c'est l'Angleterre et non point l'Espagne que la France aurait eu pour modèle; et en essayant d'importer tout ce que l'esprit français repousse comme des préjugés ou des abus, on aurait au moins offert, comme une compensation magnifique, une généreuse et féconde liberté.

De tout cela, qu'a-t-il été fait? Rien que je sache. On n'a même pu le tenter; car c'est là un des caractères de l'administration que son impuissance égale son mauvais vouloir. Comme on sait que rien de ce qu'aime la France ne lui est cher ni sacré, tous les regards surveillent les conseillers de la couronne; chacun de leurs mouvemens excite un cri d'alarme; on croit tout menacé dès que leur main se lève; le bien même ne leur serait pas possible à accomplir ou

seulement à essayer; prisonniers dans leur pouvoir sans bornes, ils semblent n'être là que pour donner au monde le spectacle de toutes les misères qui s'attachent à une politique sans droiture et sans loyauté.

Tout le mal tient à cette antipathie profonde pour la Charte. Avec elle ils pouvaient chercher les nobles endroits de leur parti et s'établir très-haut dans l'opinion des peuples, même en la blessant. Conspirateurs débiles, dresseurs d'embûches, contempteurs de la morale et des lois, ils n'ont pu que s'adresser à tous les mauvais penchans de ceux qui les ont portés au gouvernement; ils ont consumé le temps de la France et compromis le clergé dans les inutilités repoussantes de la loi du sacrilège, satisfait quelques vieilles haines aux dépens de la garde nationale, fait la chasse aux lumières, depuis les écoles de village jusqu'à l'Académie française, excommunié les supériorités et les illustrations de tous les âges, appelé les classes élevées en partage d'entreprises criminelles sur les droits des citoyens, déconsidéré leurs auxiliaires, constitué la plupart d'entre eux en état de délit, appris aux Français à ne plus correspondre que par voie d'huissier, lassé enfin les rigueurs de la conscience publique par leur application à détrousser les droits de chacun et les libertés de tous.

De cette sorte, ils sont parvenus à ne rien faire pour leur parti, en faisant tout contre la France, et la cause du pouvoir absolu n'a pas mieux prospéré dans leurs mains que celle des combinaisons aristocratiques, et des réactions régulières. L'esprit de la Charte a seul fait des progrès au milieu de nous; elle s'est affermie, elle est devenue populaire par leur haine pour elle.

On se demandera pourquoi cette aversion d'un régime qui a fait leur grandeur. Pourquoi ? c'est qu'ayant tant à choisir pour la manière dont ils placeraient leur levier, ils ont pris précisément le seul appui qui répugne invinciblement à l'établissement des franchises publiques. Le clergé peut avoir sa part de la puissance que le régime des institutions libres institue ; rien donc ne l'oblige à les haïr. Mais quand du sacerdoce, ministre légitime de l'Évangile, dépositaire de ses lumières divines, membre auguste de l'état, dont la tête brille au milieu des pompes de la pairie, dont le pied touche au peuple et participe de ses besoins comme de ses idées, vous passez à des coteries monacales qui sont séparées des masses par leur institut et des grands par les habitudes de leur extraction et de leur vie, qui sont tour à tour hiérarchies contre le peuple et peuple contre les rois, vous trouverez de toute nécessité une opposition flagrante au système de la discussion et de la publicité ; vous jeterez pêle-mêle le pouvoir et la liberté dans une région où on n'entend que l'obéissance ; vous compromettrez à la fois la religion et la politique par une alliance indigne de toutes deux ; vous prendrez pour ressort de votre gouvernement la haine de la civilisation, la haine de l'industrie, la haine du talent, la haine de la gloire, la haine enfin de la liberté, car ce nom comprend tous les biens ; vous marcherez à la conquête de tout ce que l'Espagne possède, et si, pour arriver là, il vous reste des sermens à fausser, une législation à corrompre, trente millions d'hommes intelligens et libres à tromper, vient alors tout ce que nous avons, la duplicité, l'escamotage, la censure.

Cette censure dont la première règle est de ne pas souffrir que le nom d'une société, célèbre dans tout l'univers, retentisse du Rhin aux Pyrénées, trahit de reste par tous les actes son but comme son origine ; et c'est pour la rendre éternelle, c'est pour obtenir une chambre qui inflige pour toujours ce joug à la France que la réélection va être tentée.

Il n'en faudrait pas davantage pour démontrer que l'abolition de toutes les promesses sur lesquelles la restauration repose, est le terme unique des vœux du ministère ; car la Charte et la censure ne peuvent habiter la même terre. La Charte veut la publicité, la censure le silence ; la Charte veut la discussion, la censure l'étouffe ; la Charte respecte les peuples, et la censure les outrage.

On comprend que les journaux soient soumis à un contrôle là où il n'y a d'opinion exprimée et reconnue que celle du pouvoir, où il n'y a point combat, où on ignore la polémique et les tribunes. Mais dans un gouvernement de représentation, de publicité, de concurrence, imaginer la presse à moitié enchaînée, imaginer la presse fustigeant d'une de ses mains les mercenaires qui lui mutilent l'autre ; imaginer le mandataire du pays et le pair de France soumettant sa pensée indépendante au jugement de quelques-uns des garçons de bureau de ce ministère qu'il a mission de contrôler sans réserve, tout cela est insensé.

Aussi, voyez ce qui advient de la censure vivant à côté de la Charte. Chacun de ses actes révolte, parce qu'elle est sans cesse dans l'absurde ; que mille passions contraires l'agitent, qu'elle est comme un homme ivre chargé de faire la police dans une cité instruite et sage. Les faits qu'on va voir sont autant d'outra-

ges à la raison et à la pudeur publique. Tous disent quel pouvoir indigne de régir un grand pays domine le ministère et asservit la France. Il est trop manifeste qu'un tel régime ne saurait avoir de durée. Nous devons revenir bientôt au vrai et au possible. Bientôt la censure ou bien le gouvernement représentatif aura péri.

TRIBUNAUX. — AFFAIRE CONTRAFATTO.

Le procès de l'abbé Contrafatto était un scandale déplorable : les circonstances qui l'ont accompagné et suivi sont un scandale plus grand encore.

Au premier bruit de l'attentat qui était imputé au prêtre sicilien, tout ce qui aime la religion devait souhaiter le châtiment du coupable, si l'accusation était prouvée. Tout le monde devait se réjouir de voir l'église de France désintéressée dans cet affreux débat.

Loin de là, il fut établi que la religion était compromise dans une procédure, où, grâce à Dieu, le clergé même n'était pas en cause. Il fallait obtenir le triomphe du coupable, et, pour arriver à cette gloire, il fallait flétrir l'innocent ; il fallait, doit-on le dire ? que cette mère, que cette enfant horriblement outragées fussent outragées encore ! Contrafatto devait les avoir deux fois pour victimes.

En effet, il fut dit que cette mère dénaturée déshonorait sa fille innocente pour jouer pièce au clergé, que cette enfant, atrocement précoce, avait été dressée à balbutier l'imposture et l'obscénité pour saper l'église dans ses fondemens. La jeune fille à laquelle on prêtait cette hardiesse avait cinq ans. L'infortunée à

laquelle on supposait cette haine inventive pour le clergé, est la nièce d'un des plus éminens prélats de l'église d'Italie.

Les préventions furent si habilement suivies que la justice ne put s'en défendre ; car c'est à ces préventions funestes apparemment, qu'il faut imputer la façon dont l'instruction première fut conduite par M. Frayssinous. Il a été établi aux débats, qu'un des témoins se déclarant disposé à parler, ne fut point pressé de s'expliquer davantage, que le serment ne fut exigé d'aucun d'eux ; et cependant les procès verbaux constatèrent qu'il y avait eu serment !

Par suite de cette instruction étourdie, Contrafatto fut rendu à la liberté ; il fut rendu à son ministère : il monta une fois encore à l'autel ; là sont les profanations sacrilèges ; là le sacrilège scandale.

Il advint que ce sacrilège émut une foule d'hommes ; qu'ils s'emportèrent jusqu'à vouloir venger eux-mêmes la société outragée par le crime, outragée par l'impunité. Ces hommes furent coupables ; mais ils le seraient davantage aux yeux de la morale, s'ils n'avaient pas eu de ces indignations vertueuses ; et si le juge instructeur eût mieux fait son devoir, ils n'auraient pas eu occasion de l'être aux yeux de la loi.

Cet éclat épaissit le bandeau sur les yeux de l'autorité au lieu de l'éclairer ; enfin, l'œil même de la police se trompa, et prit encore le monstre pour un martyr, les victimes pour des sacrilèges. M. Delavau a écrit un document qui s'est offert dans le dossier et que je transcris :

« Dès hier, quelques rassemblemens avaient eu lieu lors de son retour ; mais aujourd'hui, vers midi, au moment où il sor-

tait pour aller à ses affaires , il a été assailli et frappé avec violence , d'abord *par la femme Lebon , auteur de la plainte* , et presque en même temps par une troupe de furieux rassemblés autour de la maison... Si la conduite de cet ecclésiastique , abstraction faite de l'accusation portée contre lui , est trop *imprudente* pour pouvoir être excusée , je ne doute pas , d'un autre côté , que cette scène n'ait été organisée en quelque sorte par *la femme Lebon*. De nombreux renseignemens l'ont fait penser , et j'ai ordonné une enquête sur toute cette affaire , qui fournira , j'ai lieu de l'espérer , de plus amples renseignemens sur ce désordre , qui a été porté à son comble.

» DELAVAU. »

D'autres renseignemens que ceux qu'attendaient la police se sont rencontrés , et Contrafatto a été reconnu , par suite d'une nouvelle instruction , coupable de quelque chose de plus qu'une imprudence. Des émissaires se sont présentés *chez la femme Lebon* , comme dirait le chef de la police de Paris , pour lui offrir de l'or , si elle voulait renoncer à la vengeance des lois. Ce fait résulte des débats. On n'a pas dit quelle caisse et quelle spécialité aurait fourni cet or. Cependant les assises se sont ouvertes pour Contrafatto , et le hasard a voulu qu'après les récusations exercées par l'accusé , il restât dans le jury cinq fonctionnaires du seul département des finances. Les jurés étaient hommes , pères , chrétiens : la condamnation a été unanime.

Les journaux ont voulu rendre compte de la partie publique de l'audience. Protégeant cette fois les erreurs du juge , la censure a empêché de rapporter les expressions sévères par lesquelles M. le président des assises a caractérisé l'instruction première.

— Sans sortir de la noble impartialité que lui commandent ses fonctions , M. le président , en retraçant l'historique de cette

cause , exprime l'étonnement de la cour sur la manière dont l'instruction a été faite devant M. Frayssinous. Cette instruction qu'on peut taxer au moins d'une inconcevable légèreté , dit-il , a motivé l'ordonnance de non-lieu de la chambre du conseil. Il est presque incroyable , mais il paraît néanmoins constant , d'après les débats , que les témoins qui furent alors entendus ne furent pas assujétis à la formalité sainte du serment , quoique cependant le procès-verbal constate l'accomplissement de cette indispensable formalité. (*Journal du Commerce.*)

La censure fait plus. Elle a peur que l'intérêt public s'attache sur la famille que le crime a désolée : elle commet le sacrilège de biffer cet autre passage :

— M. le président se plaît à rendre un éclatant témoignage au caractère , à la fermeté , et à la conduite de madame Le Bon. « Vous avez vu , dit-il , cette dame à cette audience : vous avez vu aussi ses jeunes demoiselles , et vous avez pu juger du mérite des imputations dont elle a été l'objet. Pour nous , Messieurs , nous devons dire que les filles de madame Le Bon , leur maintien plein de décence , et la déposition unanime des témoins suffisent pour faire connaître les principes qu'elles ont reçues et qui sont ceux de la religion et de la morale la plus pure. »

M. le président finit son résumé en ces termes :

« Si Contrafatto est innocent , en le déclarant vous vengerez la religion qui n'aura pas la douleur de voir condamner un de ses ministres : mais s'il est coupable , en le déclarant , vous vengerez encore la religion , qui ne veut pas qu'on la serve par le mensonge. »

Madame Le Bon n'avait réclamé pour tout dommages intérêts que la condamnation aux dépens. La cour , sur les conclusions de M^e. Ledru , a fait droit à cette demande. Pendant tous les débats , les demoiselles de madame Le Bon se sont retirées dans une salle particulière , et elles n'ont paru à l'audience que pour faire leur déposition. La cour avait eu ce soin par égard pour l'âge et la pudeur de ces jeunes personnes.

(*Commerce.*)

C'est un parti pris de soustraire l'assassin à l'horreur, la victime à l'intérêt de la société indignée.

— M. le président de Monmerqué, usant de la faculté que lui donne l'article 371 du Code criminel, a adressé au condamné une sévère et touchante exhortation.

« Contrafatto, a-t-il dit, vous êtes condamné pour le plus grand crime que puisse commettre un ministre de la religion. Vous avez abusé de la confiance qu'inspirait votre ministère pour vous porter, envers un enfant de cinq ans, aux plus révoltantes brutalités. Rentrez en vous-même. Le seul moyen d'expiation votre faute et de diminuer l'horreur qu'elle inspire, c'est d'en faire l'aveu. Cet aveu peut seul vous mériter quelque intérêt, et appeler peut-être sur vous la clémence royale. Vous savez aussi, comme nous, que cet aveu peut seul vous réconcilier avec Dieu. »

Contrafatto n'a répondu à ce discours que par un geste insignifiant. Les gendarmes l'ont ramené à la Conciergerie. Ce matin, il a déclaré son intention de se pourvoir en cassation.

(*Journal des Débats.*)

— La vue de cette enfant excite de tous côtés un intérêt où domine un sentiment de pitié. Hortense Lebon est à peine âgée de six ans, elle paraît souffrante et d'une constitution délicate. Ses sœurs, dont l'aînée a dix-huit ans, ont toutes trois une physionomie décente.

(*Courrier français.*)

Certes, cette dernière suppression est abominable; c'est la suite du complot formé contre toutes ces infortunées en faveur d'un grand coupable; c'est la suite du crime de Contrafatto. La censure a recommencé l'attentat de cet homme sur la malheureuse Hortense; elle a disputé à l'enfant la pitié publique, et l'estime publique à sa mère. Cette censure est impie, elle est immorale, elle est immonde; c'est elle qu'il faudrait mettre au carcan, et du moins on ne verrait pas la robe du prêtre y monter avec elle; car la main de l'église est étrangère à ces infamies. L'église peut

sans crainte, avec la pureté de mœurs dont brille le sacerdoce, abandonner aux vindictes de l'opinion et de la loi les lévites sur le front desquels les souillures du crime ont effacé l'onction sainte. Le ministère seul a besoin de caresser les faiblesses d'une coterie, de lui supposer des inclinations mauvaises, de lui prêter des vices, comme on grossit son armée.

Il n'est pas surprenant qu'un tel ministère soit en état de conjuration contre la magistrature, et qu'il lui prépare les mêmes destins qu'à la pairie. On ne peut remercier assez la censure de nous révéler toutes les passions et tous les complots de ses maîtres.

I. — Le jugement du tribunal de police correctionnelle de Paris, dans le procès suscité par les funérailles de M. Manuel, n'a pas l'assentiment de la *Gazette de Lyon*. Voici comment elle termine ses observations sur cet acte judiciaire :

« Il y a mille voies légales pour obvier à ce que les tribunaux ne redeviennent pas, comme ils l'ont été à plusieurs époques de la monarchie, un des périls de l'état. Rien n'est facile comme de les contenir dans leurs limites, et l'opinion la plus imposante accueillera avec applaudissemens toutes les mesures qui ramèneront la sécurité de ce côté-là. On conçoit que des corps anciens et puissans, comme les parlemens, comme les assemblées des états-généraux, puissent devenir dans des momens de crise des obstacles redoutables ; mais l'histoire ne pardonnerait pas à un gouvernement qui se laisserait ébranler par des sentences de police correctionnelle. »

(*Journal du Commerce.*)

DIFFAMATIONS OFFICIELLES.

Si jamais quelques hommes étaient assez à plaindre, pour accepter la pairie à la charge de voter la censure, on saurait qu'ils ont acheté cet honneur suprême par la promesse de constituer aux mains

du ministère le monopole de la calomnie et du mensonge.

MAIRE DE VARNEY. Un maire a été destitué; les journaux officiels allèguent des motifs controuvés : ce maire le réfute; il veut donner la raison véritable de sa disgrâce. Ce passage est biffé :

— « Je sais, Monsieur, que je dois ma suspension à une tout autre cause; je n'ignore pas que la franchise de mes opinions l'a provoquée, et qu'elle a servi à punir la résistance que, dans l'intérêt de la commune de Varney, j'avais opposée à quelques actes contraires à cet intérêt. L'opposition, quelque modérée qu'elle soit, déplait à MM. les préfets; mais ils n'ont pas encore ce crédit, qu'ils puissent, par un simple arrêté, transformer un citoyen honnête en un homme sciemment coupable de mensonge et de mauvaise foi. » (*Constitutionnel.*)

Le journal qui a souffert cette mutilation, ne peut publier les réflexions suivantes :

— Dans les états constitutionnels, et même dans les monarchies où le prince a le pouvoir absolu, il est deux tribunaux où les citoyens et sujets comparaissent quand ils sont accusés. L'un est composé de magistrats chargés de rendre la justice au nom du prince; l'autre est formé d'un jury national qui ne reçoit l'institution de personne; on appelle celui-ci l'opinion publique. Quelquefois l'accusateur, usant de la liberté du choix, porte ses griefs devant le tribunal de la seconde espèce. C'est ce qu'a fait M. le préfet de la Meuse contre M. le maire de Varney. Celui-ci n'a pas récusé le juge devant lequel son supérieur a voulu le traduire; mais, avant le jugement, le préfet a suspendu le maire; c'est-à-dire qu'il l'a puni avant que le juge eût prononcé.

Dans notre numéro d'hier, nous avons rapporté la plaidoirie du maire de Varney, sauf la péroraison qui donnait le mot de l'énigme. Sa justification est complète; cependant la peine prononcée par le préfet est subie. Un honorable magistrat a donc été destitué injustement.

Puisque le fait sur lequel l'accusation est basée n'est pas exact, la destitution du maire a donc eu une autre cause ; puisqu'on n'a pas permis à ce magistrat lui-même de la faire connaître, nous permettrait-on de la publier ?

(*Constitutionnel.*)

PRINCE EUGÈNE. Nous avons déjà vu que ce qu'il y avait autrefois de sacré pour des Français, les femmes, des femmes de rang illustre et dont l'une n'avait pas ses cendres refroidies encore, n'ont pu être défendues contre les expressions injurieuses de l'historien Écossais. Quelle meilleure preuve qu'on prétend nous plier à un autre régime que celui même des hommes et des sentimens de l'ancienne France ?

Le gendre du roi de Bavière ne sera pas mieux traité.

— Nous trouvons dans la sixième livraison de l'*Isographie*, une pièce à laquelle les circonstances donnent une véritable importance. L'abbé de Montgaillard et sir Walter-Scott ont écrit qu'Eugène Beauharnais avait accueilli en 1813 des propositions qui lui avaient été faites par les puissances alliées, et à la suite desquelles il s'était engagé à servir la cause de la coalition pourvu qu'on lui assurât une souveraineté en Italie. Cette assertion se trouve complètement démentie par la lettre suivante adressée par Eugène à sa sœur Hortense. On remarquera que la mort de ce prince, antérieure de plusieurs années à la publication des deux seuls ouvrages où l'assertion soit consignée, ne permet pas de supposer que sa lettre a été écrite après coup et dans l'intérêt de sa justification :

« Vérone, ce 9 novembre 1815.

» Ma bonne sœur,

» Depuis huit jours j'ai le projet de t'écrire, et chaque jour une nouvelle occupation vient me déranger. J'avais pourtant besoin de te mander ce qui m'est arrivé la semaine dernière.

» Un parlementaire autrichien demande avec instance à nos

avant-postes de pouvoir me remettre lui-même des papiers très-importans. J'étais justement à cheval; je m'y rends, et je trouve un aide-de-camp du roi de Bavière qui avait été sous mes ordres la campagne dernière. Il était chargé, de la part du roi, de me faire les plus belles propositions pour moi et pour ma famille, et assurait d'avance que les souverains coalisés approuvaient que je m'entendisse avec le roi pour m'assurer la couronne d'Italie. Il y avait aussi un grand assaisonnement de protestations d'estime, etc. Tout cela était bien séduisant pour tout autre que pour moi. J'ai répondu à toutes ces propositions comme je le devais, et le jeune envoyé est parti rempli, m'a-t-il dit, d'admiration pour mon caractère. J'ai cru devoir rendre compte du tout à l'empereur, en omettant toutefois les complimens qui ne s'adressaient qu'à moi.

» J'aime à penser, ma bonne sœur, que tu aurais approuvé toute ma conversation si tu avais pu l'entendre. Ce qui pour moi est la plus belle récompense, c'est de voir que si ceux que je sers ne peuvent me refuser leur confiance et leur estime, ma conduite a pu gagner celle de mes ennemis.

» Adieu, ma bonne sœur; ton frère sera dans tous les temps digne de toi et de sa famille; et je ne saurais assez te dire combien je suis heureux des sentimens de ma femme en cette circonstance. Elle a tout-à-fait suspendu ses relations directes avec sa famille depuis la déclaration de la Bavière contre la France; et elle s'est réellement conduite divinement pour l'empereur.

» Adieu, je t'embrasse, ainsi que tes enfans, et suis pour toujours ton frère et meilleur ami.

» EUGÈNE.

« Ne montre cette lettre qu'à Lavalette; car je désire éviter qu'on ne fasse des bavardages à mon sujet. ».

(*Journal du Commerce.*)

GÉNÉRAL GOURGAUD. Le général Gourgaud a publié une réfutation des assertions de sir Walter Scott. Il faut que la France l'ignore; nulle annonce ne percera dans les journaux.

Je laisse le général expliquer lui-même, dans la préface de son livre, les procédés de cette censure calomnieuse envers lui. Je ne supprime que quelques lignes où il veut bien parler, en beaucoup trop bons termes, d'une indignation qui n'est, chez moi, que l'accomplissement d'un devoir.

— Lorsque parut dans les journaux ma lettre (voyez *Appendice*, n°. I.) au sujet des imputations calomnieuses de sir Walter Scott, en France et en Angleterre, les hommes réfléchis trouvèrent cette réponse suffisante. Mais *le Standard* à Londres, le *Quotidienne* et la *Gazette de France* à Paris, improvisèrent sur cette affaire des factums plus ou moins injurieux à ma réputation.

Un journal consacré aux hommes et aux choses de l'armée, *le Spectateur militaire*, rédigé par des officiers aussi recommandables par leur caractère que par leurs glorieux services, crut de son devoir de prendre ma défense. Il joignit à la publication de la lettre que je lui avais adressée, ainsi qu'aux autres journaux, des réflexions sur les embarras de ma position et des avis sur la conduite que me traçaient les circonstances. (Voyez *Appendice*, n°. II.)

La censure m'a envié l'appui et le jugement de mes pairs. Habitée à permettre l'attaque et à interdire la défense, elle s'est opposée à la publication que se proposait *le Spectateur*, le jour même où elle souffrait que *la Gazette de France* donnât cours hors Paris aux ignobles calomnies du *Standard* (1).

Mes défenseurs restaient donc condamnés au silence.

Bientôt les feuilles anglaises publièrent une réponse de Walter Scott à ma première lettre. Je priai un journal distingué par son courage et son patriotisme, *le Courrier français*, de

(1) J'ai entre les mains un exemplaire de la *Gazette de France* du 12 septembre, qui m'a été envoyé de Lyon. Il contient un long article contre moi. Le même journal du 12 septembre, pour les abonnés de la capitale, ne dit pas un mot de cet article. Il y a donc une *Gazette de France* pour Paris, et une *Gazette de France* pour la province et l'étranger.

l'insérer en entier avec les pièces qui l'accompagnaient: Vain espoir! la censure déclara formellement qu'elle ne laisserait publier ces documens qu'à la condition que je n'y répondrais pas.

Ces détails sont d'un faible intérêt, mais il m'importe que l'on sache pourquoi ma défense n'a pas eu une publicité égale aux attaques dont j'ai été l'objet.

Paris, octobre 1827.

Le GÉNÉRAL G. OURGAUD.

La censure ne borne point son rôle à étouffer les apologies; elle se complaît aussi à étouffer le blâme, s'il porte sur des étrangers: elle ne tolère la calomnie qu'en ce qui touche les Français.

Dans une lettre auquel le même ouvrage a donné lieu, elle a eu soin de supprimer les mots qui auraient pu faire douter de l'authenticité d'un livre peu ami de notre gloire.

— Ayant été attaché à la personne de l'empereur Napoléon pendant l'espace de vingt années, et curieux de savoir comment un romancier du talent de sir Walter Scott avait pu traiter un récit dont le sujet devait lui être tout-à-fait étranger, j'ai parcouru son ouvrage intitulé *Vie de Napoléon Buonaparte*, et j'ai vu avec surprise que, sur bien des points, l'auteur avait négligé de s'assurer de l'authenticité des documens qu'il a puisés je ne sais où. Je ne m'attacherai à relever que ce qui me regarde personnellement.

(*Constitutionnel*)

FAITS DIVERS.

L'antipathie de la censure pour la gloire de la France, soit qu'il faille la livrer aux agressions de l'Helvétie, ou à celles de la Grande-Bretagne, explique le soin qu'elle prend de s'opposer à ce que nos vétérans fassent parvenir une prière au pied du trône; elle leur conteste des droits à la munificence

royale, comme à Hortense Lebon des titres à la pitié; elle a peur que ces braves gens obtiennent du pain.

— MM. les officiers dont la demi-solde cesse en 1828 sont invités à se présenter chez M. Chéronnet, ancien commissaire des guerres, rue Feydeau, n°. 26, du 1^{er}. au 15 octobre, pour y recevoir communication d'une demande qui les intéresse.

(*Courrier français.*)

On ne comprend pas si bien l'utilité des suppressions qui suivent :

— M. le vicomte de Castelbajac, directeur général des douanes, vient de quitter Chaillot pour habiter la rue d'Aguesseau, faubourg Saint-Honoré, n°. 18. (*Journal des Débats.*)

— Demain vendredi, 19 octobre, jour anniversaire de la mort de Talma, son corps, qui avait été déposé au cimetière du Père Lachaise, dans le terrain qui appartient à la famille Davilliers, sera transféré dans le tombeau qui lui est destiné. Cette translation aura lieu à sept heures du matin.

(*Tous les journaux.*)

— Ces forges avaient appartenu au baron de Breteuil, qui fournissait du fer à Louis XVI, lorsque ce prince occupa ses loisirs aux travaux de la serrurerie. (*Journal du Commerce.*)

— M. le marquis de Maubreuil, condamné à deux ans d'emprisonnement, a été transféré hier 13 dans la prison centrale de Poissy. Il avait demandé à être conduit dans celle de Nantes, mais l'autorité n'a point cru devoir obtempérer à sa demande.

(*Courrier français.*)

— On lit dans la *Feuille de Douai* l'avis suivant :

« M. le marquis d'Aoust avertit tous ses fournisseurs et ouvriers que devant quitter Quincy le 10 octobre, ils aient à lui adresser sans délai leurs états et mémoires, à péril par ceux qui négligeraient de les produire avant cette époque de s'exposer à la diminution d'un tiers. »

M. le marquis d'Aoust ne fait pas connaître les mesures qu'il a prises contre les créanciers retardataires qui ne voudraient pas encourir la déchéance et qui refuseraient les deux tiers consolidés.

(*Ibid.*)

— La duchesse de Saint-Leu est passée à Milan le 4 octobre ,
venant de la Suisse. (Ibid.)

GRÈCE.

Le ministère s'épouvante de sa propre gloire ; il ne veut pas que nous fixions les yeux sur le théâtre des vaines consolations qui nous soient données.

— *Le Moniteur* français est plus occupé que de coutume, pour répondre à la presse française et anglaise sur les négociations de l'Orient. Ces éternelles assurances de sincérité de la part de la Russie, et la durée promise de l'ordre de choses actuel, sont choses qui peuvent être révoquées en doute. Le journal officiel crie trop haut « la paix ! la paix ! » pour que cet empressément ne naisse que de sa conviction. Peut-être son affectation à parler de l'impossibilité d'une rupture vient-elle au contraire de ce qu'il la redoute.

(Extrait du *Times. Journal des Débats.*)

— La conduite que la Russie avait jusqu'alors tenue à l'égard des Grecs, et sa stricte neutralité avaient refroidi le cœur de ceux de leurs co-religionnaires qui habitent le territoire turc, refroidissement dangereux pour les vues politiques de la Russie.

Dans cet état des choses, les deux partis s'entendirent ; ils en informèrent l'empereur Nicolas, et lui exposèrent leurs idées. Le nouvel autocrate goûta l'opinion des patriotes ; mais comment s'y prendre pour exécuter le serment secret qu'il avait fait à son frère aîné, le grand-duc Constantin, de le placer sur le trône de Constantinople ? Pour parvenir à former le royaume de Thrace, on médite le prétexte de faire cesser l'effusion du sang des Grecs sur le territoire de la Grèce. On sait ce que le cabinet de Saint-James et celui des Tuileries ont fait pour prévenir les démarches de la Russie ; l'Autriche a refusé de prendre part à une affaire de si haute importance. On ne peut pas dire qu'elle ne fût pas instruite de ce qui se préparait ; mais, sans être voisine des contrées qui auraient été un jour envahies, elle espère profiter d'une attaque pour augmenter ses provinces du côté de la Bosnie. (*Constitutionnel.*)

— « D'après des nouvelles de Céphalonie, du 12 août, Paul, le second fils de Lucien Bonaparte, y était arrivé le 10, sur la bombarde ionienne *Santa-Trinità*, capitaine Montevanto, venant de Sinigaglia, et il doit, dit-on, se rendre au plus tôt en Grèce. Il paraît qu'il a quitté secrètement les États romains, attendu que, sur le passe-port de M. Alexandre Delladema, avec qui il était arrivé à Argastoli, il est porté comme son valet de chambre, sous le nom de Luigi Antonello. Suivant une lettre de Zante, Paul Bonaparte, que le correspondant de Zante nomme Angelo, y était arrivé le 16 août, ainsi que le schooner *Unicorn*, appartenant à lord Cochrane, qui était venu de Marseille en sept jours, avec le neveu de cet amiral à son bord. Paul Bonaparte et le jeune Cochrane devaient partir ensemble, le 17, pour la Grèce. »

(*Journal des Débats.*)

— « Une lettre, en date du 14, qu'on vient de recevoir de Prévésa, annonce que la nouvelle des mesures concertées par le traité de Londres, entre les trois puissances, pour la pacification de la Grèce, s'était déjà répandue parmi les Turcs de cette ville, et qu'elle y avait causé beaucoup d'inquiétude. »

(Extrait de *l'Observateur autrichien. Ibid.*)

— CONSTANTINOPLE, 15 SEPTEMBRE. Quoiqu'on puisse regarder comme rompues les négociations entamées avec la Porte au sujet de la Grèce, on voit cependant les drogmans des trois ambassadeurs se rendre de temps en temps auprès du reis-efendi. On en conclut qu'ils sont chargés de communiquer des instructions supplémentaires qui sont écoutées, malgré le refus de la Porte de recevoir des communications sur l'affaire en question.

(*Constitutionnel.*)

— ODESSA, 22 SEPTEMBRE. Nos dernières nouvelles de Constantinople vont jusqu'au 18; elles annoncent les préparatifs le départ des trois ambassadeurs et de ceux de leurs compatriotes qui désirent quitter la capitale; les bâtimens qui sont destinés à les emmener sont même déjà chargés de bagages; la ville paraît tranquille, et, d'après les mesures prises par le gouvernement turc, beaucoup d'Anglais et de Français ont résolu de se mettre sous la protection de l'internonce autrichien, et de ne pas quitter Constantinople en cas de rupture. On regarde

la position du ministre autrichien , dans les circonstances actuelles , comme très-favorable aux intérêts des Francs.

(*Ibid.*)

PORTUGAL.

On commence à jeter un voile épais sur la manière dont la contre-révolution apostolique de Lisbonne procède dans ses préludes. On compte que la dissolution et des créations de pairs, donneront les moyens de nous laisser à jamais ignorer comment elle procède dans la victoire.

— Le *Moniteur* de mardi contient un article très-singulier. Ce journal est devenu depuis peu extrêmement communicatif sur toutes les questions politiques. Il doit être très-satisfaisant pour les Français de voir une autorité aussi compétente répondre journellement à leurs plaintes et lever chaque jour tous leurs doutes. Cet article embrasse presque tous les objets de politique étrangère et intérieure, et leur donne une couleur séduisante. Il commence par les affaires du Portugal et finit par l'exposition des châles et des peintures au Louvre. Dans le cours de ses excursions, l'optimiste du journal officiel passe du Portugal en Turquie, de Turquie en Catalogne et de Catalogne en France, trouvant en tout lieu tout à louer dans la conduite des gouvernemens, et rien de recommandable dans les vues et les sentimens des nations. Dans cette longue revue de la politique européenne, nous trouvons la croyance du *Moniteur* qui, comme les autres croyances, n'est pas sans mystères. On nous dit, par exemple, que tout ce qui est arrivé en Portugal avait été prévu, même la nomination de don Miguel à la régence par son frère don Pedro. Comment se fait-il donc que don Pedro ait invité son frère à se rendre auprès de lui à Rio-Janeiro, et comment pouvait-il prévoir que sa sœur se ferait administrer l'extrême-onction afin de faire place à une nouvelle régence? La manière dont les affaires de Turquie sont envisagées par le *Moniteur* approche davantage de la réalité.

(Extrait du *Times*. *Courrier français*.)

— *Le Times* contient les réflexions suivantes sur l'état actuel du Portugal :

« Il n'y a aujourd'hui en réalité aucun gouvernement en Portugal. Nous ne parlerons pas du gouvernement constitutionnel ni de la charte de don Pedro. L'un et l'autre sont maintenant tout-à-fait hors de la question ; mais nous dirons qu'il n'existe aucune autorité constituée agissant d'après des règles fixes dans l'intérêt général des habitants du pays. L'inconstance, le caprice et la puérilité se font remarquer dans toutes les mesures de la régente. Les femmes du palais et la reine douairière cabalent sans cesse pour égarer la faible, mais volontaire princesse ; et les ordres qu'elle donne , à l'instigation de son conseil , et qui la plupart ressemblent à des actes de vengeance , sont généralement exécutés par le ministre de la police. Le peuple par conséquent ne saurait attendre d'une administration despotique en principe et dont les fonctionnaires les plus actifs sont des espions et des geôliers , rien de meilleur que ce qu'il est au moment d'avoir en remplacement de ce gouvernement oppressif. Au lieu d'agir conformément aux instructions du souverain qui l'avait instituée régente , et dans les intérêts de son royaume , tels qu'ils les lui avait expliqués , la princesse s'est laissée ravalier jusqu'au rôle de subalterne de son successeur présumé. Quand don Miguel viendra prendre les rênes du gouvernement, il n'aura pas la peine de violer l'engagement qu'auront exigé de lui les puissances étrangères de maintenir la charte de son frère. Cette charte n'existe déjà plus. Quel rôle jouera l'Angleterre dans des circonstances aussi malheureuses ? C'est une question qui n'est pas peu embarrassante. Si un système de gouvernement arbitraire s'établit et se maintient en Portugal , l'attachement politique de ce royaume passera de l'Angleterre à d'autres amis ; la branche régnante de la maison de Bragance s'unira à celle de la maison de Bourbon qui règne en Espagne , et tombera naturellement sous la domination de la branche la plus puissante. D'après cela , l'extinction de la politique de don Pedro affecte les intérêts de notre pays d'une manière grave et alarmante. Ce serait pour nous un triste mécompte , si la crise qui dure depuis près d'un an , au lieu d'a-

voir donné la liberté à l'Espagne , n'a fait qu'enchaîner l'ancienne alliée de la Grande-Bretagne. »

(Extrait du *Times. Courrier français.*)

— VIENNE, 4 OCTOBRE. M. le comte de Bombelles précédera don Miguel de quelques jours. S. A. partira du 15 au 20 de ce mois , et prendra la route de Paris et de Brest.

(*Journal des Débats.*)

— VIENNE, 4 OCTOBRE. L'itinéraire de S. A. R. l'infant don Miguel paraît avoir subi quelque modification. Il n'ira pas s'embarquer à Brest comme on l'avait d'abord cru , mais il se rendra en Portugal par Paris et Londres. Il doit s'arrêter quelque temps dans cette dernière ville.

(Extrait de la *Gazette d'Augsbourg. Journal des Débats et Constitutionnel.*)

— L'infant don Miguel est attendu incessamment à Paris , d'où il se rendra en Angleterre avant d'aller à Lisbonne prendre possession de la régence , dont il a été investi par délégation de son frère l'empereur don Pedro.

(*Courrier français.*)

— LISBONNE, 3 OCTOBRE. (Correspondance particulière.) Samedi 19, jour de Saint-Michel , des ecclésiastiques ont fait entendre , du haut de la chaire évangélique , des discours incendiaires pour provoquer des vengeances , en proclamant le prochain avènement au trône de don Miguel I^{er} , *roi absolu*. On dit que l'on a remarqué particulièrement le discours qui a été prononcé dans ce sens , ce jour-là , dans l'église de l'Incarnation. Les amis de la vérité et de la justice ont été indignés de lire , dans le numéro d'hier 2 de la Gazette officielle , un article inconvenant , qui paraît faire allusion à des faits de cette nature. Bien loin de combattre les doctrines subversives que l'on se permet de professer sans ménagement , de censurer la conduite des rebelles , et de couvrir d'une protection légale les constitutionnels de bonne foi , défenseurs zélés de la légitimité de don Pedro IV , le journal ministériel laisse entrevoir une prédilection particulière en faveur des premiers , dont il se plaît à couvrir les écarts et à adopter les principes et les vues. Je citerai les phrases suivantes à l'appui de cette observation : « Le vertige révolutionnaire.... Ses sujets (*os seus sub-*

» *ditos*), en parlant de l'infant don Miguel.... Lui seul peut
 » leur procurer les bienfaits qu'ils attendent.... Ce même au-
 » guste seigneur (*do mesmo augusto senhor se podem esperar*,
 » *porque só elle pôde reunir os animos*) est le seul qui puisse
 » réunir les esprits.... Ceux qui ont blessé notre amour-
 » propre, ou qui, par hasard, se sont montrés *nos ennemis*
 » (sans doute les amis de la Charte constitutionnelle).... Notre
 » générosité combattrà leur délire, et, honteux de leurs er-
 » reurs, ils seront convaincus de la fausseté de leurs princi-
 » pes.... » Il est à noter que le ministère n'a fait jusqu'à pré-
 sent qu'une seule publication officielle (le samedi 22 septem-
 bre) au sujet de la nomination de l'infant don Miguel, et que
 dans le dernier article, où on lit les passages ci-dessus, on se
 borne à dire que S. A. vient pour gouverner le royaume (*para*
governar estes reinos), sans faire mention du titre de *régent*,
 le seul reconnu par la constitution. Cette indication équivoque
 et fort imprudente sert de prétexte aux agitateurs, et favorise
 les espérances coupables et les projets sinistres qui entretiennent
 cette vive inquiétude qui agite les esprits. Il n'y a qu'une
 voix pour critiquer le gouvernement de ne s'être pas expliqué
 d'une manière plus claire, plus nette et plus positive, en an-
 nonçant à la nation une mesure de la plus haute importance
 dans les circonstances actuelles.

On a arrêté les domestiques du général Saldanha, et même
 un nègre son valet de chambre de confiance. Le but de ces
 arrestations est facile à saisir. On trace une ligne de circonvalla-
 tion pour pouvoir diriger des coups plus haut. Au reste, le
 système de rigueur et de compression violente que l'on ne
 cesse de suivre, ne permet plus de douter que l'échafaudage
 mesquin et ridicule du prétendu républicanisme et des procla-
 mations républicaines, ouvrage de la secte, n'ait eu pour ob-
 jet de servir d'écho à la circulaire diplomatique du comte *da*
Ponte, contre une *démagogie* imaginaire, afin de frapper l'es-
 prit de don Pedro IV, que l'on suppose être fortement pré-
 venu contre les opinions de ce genre qui se sont manifestées
 au Brésil; opinions repoussées par les habitudes et les mœurs
 actuelles des Portugais. (*Constitutionnel.*)

Hier au soir, quelques maisons qui avoisinent l'hôtel de l'in-

tendant-général de la police étaient illuminées à l'occasion de la Saint-Michel; cet exemple n'a trouvé dans les autres quartiers de la ville qu'un très-petit nombre d'imitateurs.

Toutes les forces espagnoles qui occupaient Ayamonte et les environs, ont reçu l'ordre de se retirer sur Séville, dans la crainte, dit-on, que l'Andalousie ne se mît en insurrection.

Il circule ici une proclamation faite par les partisans de S. A. R., pour annoncer qu'il va venir prochainement prendre les rênes du gouvernement et rendre ce pays heureux; après de pompeux éloges sur les vertus du prince, on accuse le comte de Villa-Flor, le baron de Renduff, et autres qui avaient de l'influence sur son père, d'avoir forcé S. M. le roi Jean VI à éloigner de ce royaume cet ange, ce fils chéri et adoré; mais bientôt, disent-ils, il viendra, armé du glaive de la justice, pour châtier les méchans et récompenser ses fidèles sujets. Cette proclamation a été trouvée affichée à la porte d'une église, et a été enlevé aussitôt par la police.

A Aliandra, des rassemblemens ont eu lieu avant-hier, aux cris de *vive Michel I^{er}, roi absolu*; ces cris ont été suivis de menaces contre les constitutionnels. Mais le corrégidor, homme actif, a dissipé ces rassemblemens, et tout est rentré dans l'ordre.

(*Ibid.*)

— Nos journaux apostoliques continuent à insulter tous les personnages qui, par leur dignité ou leurs places, se sont montrés les défenseurs de la Charte et des droits de Pedro IV. On paraît n'avoir d'autre but que de diviser la nation en deux partis, y établir la guerre civile, et préparer une nouvelle invasion en appelant une autre fois les rebelles dans le pays.

(*Constitutionnel et Debats.*)

— Déjà les plus exaltés de la faction Sylveira ont laissé échapper, dans leur joie féroce, que la princesse dona Isabella-Maria ne tarderait pas à être renfermée dans un couvent. Ces hommes inexorables pardonneront difficilement le zèle patriotique que S. A. a déployé d'abord pour faire exécuter les ordres de don Pedro IV, et soutenir la Charte constitutionnelle.

(*Ibid.*)

— Plusieurs personnages très-marquans, sur les seuls bruits de l'arrivée de l'infant don Miguel, ont songé à passer à l'é-

tranger. Déjà M. le baron de Renduff est parti pour Bruxelles. En 1825, partisan de l'infant don Miguel, ce personnage dut, aux sollicitations du jeune prince, la place d'intendant-général de la police ; mais lorsque le fils méconnut l'autorité de son père, son protégé, loin de favoriser ses vues, déploya au contraire beaucoup de vigueur contre ses partisans. Il est probable que l'infant ne l'a pas oublié, et, c'est dans cette persuasion que M. Renduff a quitté le Portugal, d'où le comte de Paratti va s'éloigner aussi.

La police nourrit les inquiétudes des citoyens en multipliant les arrestations. On assure que tous les censeurs des journaux libéraux vont être mis en jugement.

Le bruit s'est répandu parmi les émigrés espagnols, dont on a formé plusieurs dépôts, qu'aussitôt l'arrivée de l'infant don Miguel, ils seraient livrés au gouvernement espagnol. Aussi, depuis plusieurs jours, ces dépôts sont considérablement affaiblis. On compte jusqu'à vingt déserteurs par jour ; et déjà deux bandes, l'une de soixante hommes, commandée par M. Roll, lieutenant de cavalerie, et l'autre de cent hommes, commandée par M. Afensi, ont pénétré sur le territoire espagnol, où ils ne tarderont pas à être rejoints par le reste des dépôts.

(*Journal du Commerce.*)

— Les Espagnols réfugiés en Portugal sont fort inquiets. Malheureusement ils n'ont que trop de sujets de l'être. Le bruit court que l'on veut placer sur des navires, dans le Tage, ceux de ces infortunés qui sont réunis dans les dépôts de Santarem et de Cascaes. Veut-on, par hasard, renouveler les horreurs des pontons de Plymouth, dont les braves de l'armée française conservent de cuisans souvenirs ? (*Constitutionnel.*)

— Depuis quelques jours, plus de deux cents militaires espagnols ont déserté des dépôts de Belem et Santarem ; on croit qu'ils vont se réunir à une guérilla constitutionnelle forte de quatre cents hommes, qui se trouve dans le district de Coria.

(*Journal des Débats.*)

ESPAGNE.

La lecture de toutes les suppressions qui suivent apprendra des faits dignes d'être connues de nous.

On remarquera le soin religieux avec lequel la censure s'applique à empêcher de laisser percer parmi nous, aucune nouvelle des mécontentemens que donne au gouvernement de S. M. C., le clergé de son royaume. On verra aussi que toute rébellion doit être ignorée du monde, quand elle a un ecclésiastique à sa tête. Apparemment que c'est l'inquisition elle-même qui fait ici la censure, et c'est par envie que les agraviados ont pris les armes; ils veulent qu'à tout le moins les mêmes bienfaits soient communs aux deux empires, et ce sont eux qui crient aujourd'hui : Plus de Pyrénées.

— On avait prévu que les mécontents de la Catalogne pourraient être refoulés sur le territoire français, et l'ordre avait été donné, en conséquence, de leur fournir des vivres, et de les diriger sur l'intérieur, après les avoir désarmés; mais on n'avait pas présumé que pareille chose pût arriver aux troupes royalistes; de sorte que, lors de l'évacuation de Puycerda par ces troupes, l'intendant de Mont Louis n'a pu faire délivrer des vivres aux trente soldats du 3^e. léger espagnol, qui ont été nourris par nos soldats. Lors de l'engagement qui eut lieu près la frontière, deux paysans français ont été tués à leurs fenêtres par des balles destinées aux soldats espagnols.

(*Journal du Commerce.*)

— J'ai en mon pouvoir un des derniers numéros d'un journal que publient les insurgés sous le nom d'*El Catalan realista*. On lit dans cette feuille l'avis suivant :

« Le bruit s'est accrédité que S. M. T. C. a fait publier dans le Roussillon un ordre que tous les royalistes espagnols soulevés, dans le cas où ils seraient obligés de se réfugier en France, soient aussi bien reçus qu'ils l'ont été pendant les années 1822 et 1823.

» Nos troupes se sont trouvées à Mataro avec les troupes de S. M. T. C., qui n'ont incommodé en rien nos soldats dans leurs opérations administratives ou militaires.

» La junta insurgée de Manresa vient de faire la proclama-

tion suivante , qui est également publiée dans le journal ci-dessus mentionné :

« La junte supérieure provisoire du gouvernement établi à Manresa s'adresse à vous pour manifester les sentimens qui l'animent.

» Foulé aux pieds, tourmenté d'une manière lâche et vile par les agens de la révolution de l'an 1820, ce malheureux royaume subirait de nouveau le joug constitutionnel. Dès lors, des malheurs et des persécutions ont été partout le partage des fidèles serviteurs du trône et de l'autel. Les fers, les chaînes, les exils nous menaçaient, si le courage intrépide de quelques Espagnols, bravant toute espèce de dangers, n'eût su, pendant qu'il en était encore temps, nous rappeler le besoin impérieux de secouer ce honteux esclavage. La voix de ces braves a été entendue par les Catalans qui, depuis long-temps, se seraient déjà montrés, si des lâches, mus par leurs intérêts personnels, ne les eussent contenus. Les Catalans étaient décidés à se sacrifier plutôt que de consentir que la moindre atteinte fût portée aux droits de leur roi absolu et à leur religion.

» La ville de Manresa offre à l'univers un spectacle peut-être sans exemple dans l'histoire ancienne et moderne. Vous qui êtes encore restés spectateurs froids, décidez-vous sans retard, n'allez pas ternir la fidélité dont vous avez déjà donné des preuves incontestables; écoutez la voix des héros immortels sacrifiés par les révolutions passées. De la nuit des tombeaux ils nous indiquent ce que nous pouvons, si nous élevons notre patriotisme au niveau de leurs vertus. Écoutez-les ! Voyez comme ils encouragent vos efforts, comme ils vous encouragent à écouter les conseils de vos ancêtres, à vous enrôler sous les drapeaux, à ne redouter aucun sacrifice ! Écoutez ces soldats courageux, et soyez l'exemple du pouvoir de la discipline ! Que les autres provinces vous prennent pour modèle, qu'elles viennent à notre aide, qu'elles s'identifient avec nous et sachent produire les miracles que produit notre sol. Puisse-t-il en être ainsi.

» Tout le monde peut être certain que cette junte suprême

provisoire n'épargnera rien pour remplir dignement la grande mission à laquelle elle est appelée.

» Manresa, 28 septembre 1827.

» *Signé*, Augustin Saporès, président ; Jose Quimper, membre ; Fr. Francisco de Asis Vinader, membre ; Magin Pallas, membre ; Bernardi Senmarti, membre.

(*Constitutionnel.*)

— Le bruit a couru à Barcelone que le roi Ferdinand s'était décidé à faire le voyage, parce que l'infant don Carlos lui avait fait la proposition de venir lui-même combattre les rebelles. (*Ibid.*)

— Il paraît qu'à Valence les royalistes voulaient exciter des troubles, ils avaient même l'intention de s'emparer de la citadelle et du principal corps-de-garde de la ville, mais ils n'ont pas réussi ; c'était précisément la veille du jour où le roi devait faire son entrée dans cette capitale : la nouvelle que le roi devait arriver le lendemain contribua beaucoup à calmer les esprits et à pacifier surtout. Néanmoins il paraît qu'on n'épargne pas les cris de *Vive le roi absolu ! meurent les negros ! vive l'inquisition !* (*Ibid.*)

— Perpignan, 6 octobre. Correspondance particulière. — Le maréchal de camp d'Arband-Jouques et le capitaine d'état major Chapelier ont été envoyés par le général Reiset à Tarragone auprès du roi Ferdinand.

Lorsque le roi fut sur le point de passer l'Èbre, qui sépare les deux provinces de la Catalogne et de Valence, le comte d'Espagne écrivit d'Amposta, ville située sur la rive droite du fleuve, à toutes les autorités locales des vigueries de Tortose et de Tarragone, une circulaire qui fut portée de population en population jusqu'aux portes de Tarragone, pour que la route royale qui traverse toute cette partie de la Catalogne ne fût occupée par quelque individu que ce fût, ni curieux, ni voyageur, sous peine d'être puni suivant toute la rigueur des lois. La route fut en effet abandonnée, et les bergers mêmes, qui mènent paître leurs troupeaux sur les montagnes qui avoisinent la route aux environs du col de Balaquer, les dirigèrent sur Pradip et Val-de-Lop.

S. M. passa le fleuve le 27 ; son escorte marchait dans l'or-

dre suivant : 300 hommes de cavalerie formaient l'avant-garde et marchaient à une petite lieue de distance de la voiture du roi ; les hauteurs et les défilés étaient occupés dès la veille par les troupes légères de l'escorte. Une batterie d'artillerie légère se porta sur le col de Ralaguer, et y prit position ; 2,000 hommes d'infanterie, 100 chevaux et deux pièces de canon précédaient la voiture du roi ; venaient immédiatement après 5,000 hommes d'infanterie, 600 chevaux et quatre pièces d'artillerie.

La colonne se mit en marche au pas accéléré, et le roi arriva sans être inquiété à l'Hospitalet, lieu désigné pour sa dînée. L'infanterie étant extrêmement fatiguée et hors d'état de continuer sa route pour arriver ce jour-là à Tarragone, ainsi que le marquait l'itinéraire, S. M. jugea à propos de coucher à l'Hospitalet.

Le lendemain 28, à la pointe du jour, les troupes de l'escorte se mirent en mouvement, et l'arrière-garde fut renforcée. Le roi se mit en route, et, voyant que les différens corps de rebelles se portaient en masse sur sa gauche pour lui disputer le passage de la rivière de Cambritz, il ordonna lui-même à toute son escorte de faire face aux rebelles, et ne garda avec lui que très-peu de monde. On se battit au village de la Carrouge pendant que la voiture du roi montait le Col-Blanc, lieu d'où l'on découvre la ville de Tarragone. Dès que la voiture y fut parvenue, S. M. donna l'ordre à son cocher de presser la marche, et il arriva aussi vite qu'un éclair sous les murailles de cette ville ; l'artillerie de la place avait à peine tiré quatre coups de canon, que le roi était rendu dans son palais ; il donna ordre de faire cesser les salves qu'on tirait en son honneur. S. M. avait traversé toutes les rues de Tarragone sans que la population eût manifesté par des vivats la joie que devait lui occasionner son heureuse arrivée ; le roi en parut très-affecté, et en manifesta hautement sa mauvaise humeur.

Le jour même de son arrivée, le roi fit publier la proclamation du 28 septembre. (Voyez le *Constitutionnel* du octobre.) Les troupes prirent position hors de la ville, et bivouaquèrent : celles qui entrèrent dans la ville ne furent point casernées ; elles occupèrent et prirent logement dans tous les couvens de

la ville. Le 29 au matin, la proclamation fut connue de tous les corps des rebelles. Les chefs, croyant sans doute pouvoir en imposer aux troupes du roi, et les attirer dans leur parti, comme cela était déjà arrivé d'autres fois, se décidèrent, dans l'après-midi, à les attaquer : le combat dura trois heures ; le roi, de la terrasse de son palais, observait tous les mouvemens ; enfin, voyant l'opiniâtreté des rebelles, un mouvement d'impatience le prit : il jeta sa lunette d'approche, et ordonna à la cavalerie de les charger, et de passer au fil de l'épée tous ceux qui seraient pris. Les rebelles furent mis en déroute et gagnèrent les montagnes ; les troupes du roi reprirent leurs positions sous Tarragone. Le P. Pugnol et un autre moine franciscain ont été faits prisonniers.

L'audience royale de Barcelone a reçu ordre de se rendre à Tarragone, ainsi que tous les évêques, abbés, prieurs, gardiens et autres chefs des corps religieux de la province. A Igualada et à Villa-Franca de Panades, les chefs de bande ont fort mal reçu la proclamation du roi. A Igualada, les prêtres et les moines ont pris les armes et crié *muero el rey!* A Villa-Franca, les moines ont publié eux-mêmes, à son de trompe, la proclamation du roi, et ont ordonné au peuple de ne pas y obéir.

Le 2 octobre, le roi, parcourant différens appartemens du palais, rencontre l'archevêque de Tarragone avec six chanoines ; il mit la main sur l'épaule de l'archevêque et lui dit : *Toi et autres, vous êtes la cause de tout ceci.*

Ugnate, chef de la police de Barcelone, a voulu se présenter à Tarragone. Le roi lui a fait dire que, connaissant sa conduite, il ne voulait désormais le voir qu'à une distance d'une portée de canon. Il en a été de même de Victor Saez, évêque de Tortose, qui s'était rendu à Vinarez pour présenter ses hommages au roi ; S. M. n'a pas voulu le recevoir. L'alcade de Mont-Blanc, qui avait été destitué comme *negro* par Ugnate, a été nommé à sa place intendant de la police de Catalogne.

On assure qu'un chef de bande, nommé Vidal, a révélé au roi toute la conspiration, et lui a remis des papiers de la plus grande importance.

Il se présente journellement à Tarragone des *agraviados* qui demandent à profiter de l'amnistie. Il en est de même à Barce-

loue. Le général français est sorti de cette place dimanche dernier avec 2,000 hommes d'infanterie, 300 chevaux et 2 pièces de canon. Il occupe les villages de Saint-André, Sarvia et Gracia. Une division de l'armée d'opération se dirigea sur Girone ; elle doit coucher aujourd'hui à Granolles.*

Le blocus de Gironne est toujours dans le même état. Les différens chefs qui y commandent ont leur quartier-général à Palan Salosta ; ils n'ont pas voulu croire à la proclamation du roi ; ils ont envoyé à Tarragone différens officiers pour prendre des informations.

Aujourd'hui est arrivé à Perpignan le maître tailleur de leur division pour acheter des casques pour la cavalerie ; il était porteur d'un passe-port en date du 5, signé par don Raphaël Bosch et Ballester, colonel d'infanterie et commandant une des divisions royalistes des districts de Mataro et Girone, défenseurs de S. M. le seigneur don Ferdinand VII, et de la tranquillité publique dans la principauté de Catalogne. (*Ibid.*)

— Pendant toute la durée de l'action de Tarragone, le roi s'est tenu, une longue-vue à la main, au haut du clocher de Tarragone, ville qui n'est éloignée de celle de Reuss que de trois petites lieues. Des personnes qui se trouvaient alors auprès de S. M., ont assuré que très-souvent elle a quitté sa longue-vue et l'a donnée à son ministre Calomarde, en l'engageant à remarquer des moines que le roi croyait avoir vus dans la mêlée.

(*Ibid.*)

— L'insolence du Caragol était telle, qu'il disait aux habitans du village : *Allez à Tarragone, voir le roi de cœur.*

(*Ibid.*)

— A Figuières, on sonnait le tocsin contre les agraviados : personne n'a bougé.

(*Ibid.*)

— On a reçu à Marseille, 6 octobre, par voie de mer, les nouvelles suivantes de la Catalogne :

« Il paraît avéré qu'au col de Balaguer, l'escorte de S. M. Ferdinand VII a reçu une décharge de coups de fusils, et a eu un homme blessé. »

(*Courrier français.*)

— « A la sortie de la bourse, on a appris que le gouverneur de Gironne a fait mettre en état d'arrestation l'évêque de cette ville, ainsi que quinze personnes environ, tant ecclésiastiques

que bourgeois ; il a de suite transmis un rapport au roi , que l'on sait être toujours à Tarragone.

» Hier sont arrivés ici deux bâtimens venant de Tarragone , d'où ils sont partis le 4 du courant. Quelques passagers ont rapporté que le roi paraissait profondément affligé des mesures de rigueur qu'il était obligé de prendre , et qu'il se promenait avec tristesse. S. M. a surtout appris avec regret qu'un détachement d'une centaine d'hommes sortant de Tarragone et se dirigeant sur Reuss , qui n'en est éloigné que de trois heures de chemin , avait été attaqué par les rebelles et forcé de se replier. Un des soldats était parvenu à faire prisonnier un moine qui commandait à une partie des rebelles : le roi avait daigné récompenser lui-même l'action courageuse de ce militaire.

» D'autres bâtimens , arrivés de la côte du Lampourdan , ont annoncé que , le 5 du courant , environ quinze cents rebelles étaient entrés à Cadaquès (près du cap de Creus) , où ils ont exigé une contribution , et qu'un ou deux jours auparavant les rebelles étaient aussi entrés dans une ville du district de Gironne , où , ayant trouvé quelque opposition , ils avaient fait pendre le bailli et le secrétaire de la municipalité. »

(*Ibid.*)

— Les lettres de Vinaroz , du dernier courrier , mandent qu'aussitôt que le roi eut quitté cette ville , les rebelles étaient retournés occuper les mêmes points dont ils avaient été chassés pour le passage du roi.

(*Ibid.*)

— Le parti des rebelles ne paraît pas complètement découragé ; car dans leurs déroutes ils se débandent , se saurvent sur les montagnes , et reparaissent bientôt avec des forces plus formidables pour recommencer leurs excursions et leurs excès.

(*Constitutionnel.*)

— Accoutumés à un système constant de déception , les chefs des agraviados doutent de la réalité de la proclamation royale du 28 septembre. Des envoyés ont été chargés d'aller s'en assurer , et l'on s'attend à une soumission générale , dès que la sincérité de ce décret du souverain aura été reconnu.

(*Journal des Débats.*)

— De cinq *particuliers* qui s'étaient rendus auprès du roi , trois , dit-on , ont été condamnés au supplice de la garrotte ,

et les autres retenus prisonniers. Cette nouvelle n'est point probable. Ce qui est le plus admissible, c'est le dessein du roi de faire quelques concessions aux mécontents. Le texte même de la proclamation de S. M. ne semble point exclure cette idée, qui se trouve reproduite par plusieurs correspondans des journaux du midi. Aussi, le *Jep dels Estany*s, dans la proclamation publiée par le dernier numéro connu de la *Gazette de Manresa*, repousse-t-il de toutes ses forces la qualification de carlistes, déclarant que celle d'agraviados est la seule qui convienne aux défenseurs et véritables amis de la monarchie.

(*Journal du Commerce* .)

— Il paraît qu'aussitôt que les forces maritimes qui ont reçu l'ordre de se rendre dans les eaux de Tarragone, y seront réunies, le roi rendra un décret par lequel il exilera dans les îles Baléares, les Canaries et les Philippines, selon la gravité du délit de chacun, tous les ecclésiastiques séculiers et réguliers qui se trouveront compromis dans les intrigues des révoltés; mais pour ceux de ces ecclésiastiques qui, non-seulement y auront pris part indirectement, mais qui auraient pris les armes; ils seront jugés militairement, et conformément aux lois qui régissent le nouvel état qu'ils ont embrassés.

(*Journal des Débats* .)

— Le comte d'Espagne, disent les mêmes lettres, ne paraît pas plus disposé que le roi en faveur des chefs des rebelles; car il a dit publiquement à plusieurs députations du clergé qui sont venues se présenter à lui, qu'il épargnerait moins la potence aux ecclésiastiques séculiers ou réguliers qui pourraient se trouver compromis dans le soulèvement de Catalogne, qu'aux individus des dernières classes du peuple, parce que ceux-ci avaient été entraînés, tandis qu'une coupable ambition pouvait avoir conduit seulement un ecclésiastique à se jeter dans la révolte.

(*Idem* .)

— L'évêque de Vich n'a pas encore paru : on dit qu'il est malade; mais il paraît qu'en général les prélats de la Catalogne craignent l'indignation du roi.

(*Constitutionnel* .)

— Dernièrement, l'officier qui était de garde au palais ayant eu une conversation assez animée avec une autre personne, M. Calomarde descendit pour s'informer de ce que c'était :

« J'ai dit, répondit l'officier du poste, que ce sont les moines qui sont la cause de ce qui se passe en Catalogne. » *Et les chapitres ecclésiastiques aussi*, ajouta M. Calomarde. (*Idem.*)

— Le gouvernement espagnol a ordonné au commandant général de la Biscaye de faire arrêter et mettre en lieu de sûreté tous les ecclésiastiques qui se trouveraient compromis dans les intrigues qui ont eu lieu dernièrement dans cette province. Plusieurs curés ont été arrêtés et conduits, garrottés, à Saint-Sébastien; du nombre des curés arrêtés est celui d'Irun.

(*Ibid.*)

— Ce nom de Pungal est sans doute un sobriquet. *Pungal*, en espagnol, signifie *poignard*. Le surnom n'est pas mal choisi pour un moine.

(*Courrier Français.*)

MADRID, 8 octobre. — A Alava, un curé s'est mis à la tête d'une bande de 150 hommes, et proclame les principes des rebelles de la Catalogne.

On a conduit à Saint-Sébastien plusieurs autres ecclésiastiques arrêtés dans la province de Guipuzcoa.

A Pampelune, M. Lacarra, archidiacre de la cathédrale, a reçu l'ordre de se rendre à Madrid. On avait des soupçons sur son compte. C'est ce même M. Lacarra qui fut en 1823 président de la junta royaliste de la Navarre, et joua la démenche lorsqu'il se vit arrêté par les constitutionnels.

(*Journal du Commerce.*)

— A Salamanque, à Burgos, à Valladolid, et en général dans toutes les villes de la Vieille-Castille, et dans celles de la province de l'Alcaria, on fait de nombreuses arrestations. Ces deux provinces étaient entièrement minées par les apostoliques, et le moindre échec éprouvé par l'expédition du roi, aurait été le signe d'un embrasement général que le gouvernement aurait été hors d'état d'empêcher.

On dit aussi, depuis hier, que de nombreuses arrestations vont avoir lieu à Madrid.

Aucune des personnes arrêtées n'a, jusqu'à présent, été mise en liberté; les procédures vont leur train; et ce qui prouve la partialité que le gouvernement met dans cette affaire, c'est le soin qu'il met à en tenir les circonstances secrètes; en effet, quels accusateurs produit-il contre des personnes res-

pectables ? quatre espions de police , trois laquais du *Regidor das Justicias* , un chantre de la cathédrale , un marchand de lampions , et plusieurs autres individus dont quelques-uns ont émigré en Espagne , et ne sont rentrés en Portugal qu'à la suite du marquis de Chaves. (*Constitutionnel.*)

AFFAIRES MONASTIQUES DE FRANCE.

Le même soin avec lequel la censure veille sur les rébellions des religieux de la Péninsule , préside à l'étouffement des conquêtes que font les nôtres. C'est assez dire dans quel intérêt nous sommes régis.

== On écrit de Marseille , 6 octobre :

« Le 1^{er} du courant ; il y a eu à Marseille une procession pour l'installation des Capucines dans le nouveau couvent , estimé , y compris le terrain , 250,000 fr. Ce couvent est assez spacieux pour contenir 84 cellules , outre les autres appartemens. Il paraît surprenant qu'un couvent d'ordre mendiant ait pu avoir autant d'argent pour un pareil édifice. Chaque semaine un frère lai vient dans toutes les maisons faire une quête en argent. La mendicité est autorisée pour cet ordre ainsi que pour celui des Claristes , qui fait également quêter toutes les semaines par un frère lai.

» Les Capucins se sont aussi installés dans un local beaucoup plus grand que celui qu'ils occupoient ; ils quêtent en ville et sur les marchés. » (*Journal des Débats.*)

— Une lettre de Marseille citée par le *Précurseur* , donne quelques détails sur la prise de possession de leur nouveau couvent par les religieuses capucines.

Le Journal de la Méditerranée , du reste fort bien disposé pour les bonnes sœurs , fait au sujet de cette translation la réflexion suivante : « Une chose étrange et que nous blâmons , c'est d'avoir vu des religieuses accompagnées ou plutôt entourées de plusieurs hommes bien intentionnés sans doute , mais dont les bonnes intentions étaient à coup sûr mal entendues , faisant une espèce de quête bruyante en faveur de ces saintes filles , qui méprisent les biens communs d'ici-bas pour se s'occuper que du ciel. » (*Journal du Commerce.*)

—On écrit de Marseille, 9 octobre : « M. le comte Portalis, pair de France, membre du conseil-général des prisons, a visité les deux prisons de cette ville, accompagné de MM. les membres de la commission et de M. le préfet. Il a paru très-satisfait de ces deux établissemens, de la soupe et du pain que l'on distribue aux prisonniers, du régime qui s'y exerce, de la propreté des locaux. On a beaucoup parlé de cette visite, et on a appris avec peine que M. le comte Portalis n'avait pas été informé qu'il existait, sous la direction de M. Carle, curé de Saint-Ferréol, une association de dames, dite *œuvre des prisons*, qui, tous les trimestres, quétaient en ville *pour les prisonniers*, mais qui détournaient la plus grande partie des aumônes destinées à ces malheureux, en faveur des *pauvres religieuses*. Cependant ni M. le préfet, ni les membres de la commission n'ignorent ce fait. » *(Journal des Débats.)*

Sur la demande de M. l'archevêque de Lyon, M. le maire a mis à la disposition du supérieur du séminaire douze tableaux déposés dans la bibliothèque de cette ville depuis le jour où, pendant la révolution, ils furent enlevés des maisons religieuses.

Il faut croire que M. le maire de Lyon n'aura pas disposé ainsi d'une propriété de la commune sans l'approbation du conseil municipal. *(Journal du Commerce.)*

AFFAIRES COMMERCIALES.

Le commerce est si peu en odeur de sainteté près du ministère qu'on proscriit jusqu'à son nom, jusqu'à ses mercuriales, jusqu'à ses louanges, les louanges dont un acte ministériel est payé. Que l'administration bravât les publics mépris, c'était chose qui devait suffire; mais que la censure repousse, au nom de ses maîtres, jusqu'aux actions de grâce de la France, cette insolence passe décidément toutes les bornes. Craint-elle qu'ils soient étourdis d'encens?

— Au dernier marché le prix des farines a encore augmenté. On a payé celles de Beauce de 72 à 74 fr.; celles de

Brie de 70 à 71 fr. ; celles de Senlis de 68 à 69 fr. Les petites farines restent toujours sans cours bien déterminé.

(*Courrier français.*)

— On annonce qu'une mesure très-avantageuse, et depuis long-temps désirée par le commerce, vient de triompher de tous les obstacles qu'on opposait à son adoption. Les navires qui étaient retenus à Pomègue pendant une quarantaine plus ou moins longue, ne seront plus obligés d'en attendre le terme pour se diriger vers d'autres ports, si leur convenance l'exige ; il leur sera facultatif de partir après avoir débarqué leur cargaison au lazaret. Les rigoureuses prescriptions dont ils étaient jusqu'ici l'objet, devenaient très-nuisibles aux équipages, par l'inertie dont elles les frappaient pendant des mois entiers ; aux armateurs, en ce qu'elles aggravaient leurs frais ; et au commerce surtout, auquel elles occasionaient des frets onéreux, refluant conséquemment sur les marchandises ; c'est de là que provenait la difficulté, à l'étranger, de nolisier pour Marseille. Les capitaines préféraient les places de Livourne, Gênes, etc. Cette mesure n'a rien qui puisse alarmer la santé publique, puisque les motifs de cette faculté seront relatés dans les patentes. On désire que cette nouvelle réforme obtienne promptement l'approbation du ministre de l'intérieur, à qui elle a été soumise pour en autoriser l'exécution.

(*Constitutionnel.*)

— Plus d'une fois nous avons exprimé le désir de voir changer le mode de quarantaine suivi à Marseille. Les vœux du commerce, dont nous étions les organes vont être satisfaits à cet égard.

C'est également avec une vive satisfaction que nous voyons *le Messager* s'attacher à faire prévaloir les maximes de la liberté du commerce, qui finiront par triompher. « Les fabrications de savon ont eu beaucoup d'activité pendant le trimestre dernier, dit ce journal ; le travail des raffineurs de sucre, au contraire naguère si animé, s'est ralenti. On en attribue la cause aux troupes du Levant, qui anéantissent le commerce avec ces contrées. Nous ne serions pas éloignées d'indiquer principalement l'origine du mal dans le système exclusif de douanes qui pèse sur l'introduction des matières premières. Croit-on sincè-

rement favoriser nos colonies? Est-on bien sûr que notre balance commerciale gagne de ce côté ce qu'elle perd dans les échanges qui pourraient résulter avec plusieurs autres pays de production? Ce privilège crée d'ailleurs des abus dans nos colonies, où l'on est sûr que l'impérieux besoin nous fait admettre leurs qualités quelles qu'elles soient.

(*Journal du Commerce.*)

REVENUS PUBLICS.

L'exemple de tous les empires apprend que sous les influences semblables à celles qui nous dominent, il n'y eut jamais pour les nations que ruine et décadence. L'opposition l'a dit sans cesse; on ne l'a point écoutée, et voici venir le déficit.

— Le journal de la préfecture de la Haute-Loire contient la circulaire suivante :

« Au Puy, le 8 octobre 1827.

» *Le maître des requêtes, préfet de la Haute-Loire, à MM. les percepteurs du département.*

» Messieurs,

» Je me suis fait représenter l'état de situation du recouvrement des contributions directes, et j'ai vu avec peine que, loin d'être satisfaisant, il faisait apercevoir un arriéré considérable dans le paiement des douzièmes échus.

» Dans le moment actuel il n'existe plus ni motif ni prétexte qui puissent justifier le retard apporté à la rentrée des contributions, et les percepteurs se rendraient bien coupables s'ils n'employaient tous les moyens que la loi a mis dans leurs mains pour faire cesser un état de choses qui nuit autant à l'intérêt des contribuables qu'au bien du service.

» Sous ce rapport, il en est plusieurs d'entre vous, Messieurs, principalement dans l'arrondissement du Puy, dont la situation défavorable présente un arriéré considérable, et signale l'extrême négligence qu'ils apportent à remplir leurs devoirs.

» Vous le savez, Messieurs, les instructions du gouvernement prescrivent des mesures de rigueur lorsqu'une vérification donne lieu de reconnaître des irrégularités ou des retards soutenus. Ainsi, ces moyens de rigueur seraient employés inmanquablement, dans les premiers jours de novembre prochain, si le recouvrement ne présentait pas une amélioration sensible, et si la prochaine vérification ne trouvait pas à cette époque chacun de vous à son courant.

» J'ai l'honneur, etc.

AN. DE BASTARD. »

(*Courrier Français.*)

— La première condition pour réfuter, c'est de lire ce qu'on réfute. Si *le Moniteur* avait lu ce que nous avons écrit sur la diminution du revenu de l'année, il ne nous eut point accusé de supposer que les recettes de 1826 étaient la base du budget de 1828. Nous avons exprimé positivement le contraire, et nous avons admis que le budget de 1828 reposait uniquement sur les recettes de 1825. Au reste, nous aurions pu dire ce que nous attribue *le Moniteur* sans commettre une erreur aussi grave qu'il le croit. C'était sur les recettes de 1826 que le ministère avait voulu baser ses prévisions de 1828, et sur les observations des chambres, à l'aspect d'une diminution extraordinaire dans le revenu du premier trimestre, il a abandonné ses premiers calculs; c'est ainsi qu'il a échappé au déficit. Mais que serait-il arrivé, si on avait accordé les 24 millions d'accroissement dont il faisait la demande? qu'arriverait-il, si la dépense imprévue vient, comme il est toujours arrivé, accroître la dépense prévue de 40 à 50 millions?

Au reste, ce qui demeure constant, c'est que le revenu de l'année courante est déjà diminué de près de huit millions, par rapport à l'année précédente; c'est que la diminution porte sur le timbre, sur les boissons, et surtout sur les douanes, ce qui exprime plus particulièrement la souffrance de l'industrie et du commerce; nous n'avons pas voulu constater autre chose.

Pendant que le revenu diminue chez nous il augmente en Angleterre. *Le Moniteur*, redoutant les objections qu'on peut tirer de cette comparaison, les dévance, et prétend que l'année dernière le revenu anglais diminuait, tandis que le notre augmentait, et que c'est notre tour de subir une diminution;

qu'enfin nous avons moins augmenté et diminué que l'Angleterre : que le plus et le moins n'ont pas été aussi considérables chez nous , et que par conséquent la crise n'a pas été aussi grave. C'est une triste consolation pour nos souffrances que de nous alléguer celles des autres ; mais en se payant même de cette raison , il n'en demeure pas moins vrai que tandis que la crise commerciale a cessé en Angleterre , elle dure encore en France , et que ses effets s'y prolongent d'une manière qui étonne les plus vieux commerçans. Ne pourrait-on pas attribuer cette plus grande durée de la crise aux inquiétudes répandues dans les esprits par la marche politique de l'administration ? Enfin , quant à cette autre consolation que la crise a été moins grave parce que nous avons moins éprouvé de hausse et de baisse dans le revenu , elle est aussi puérile que la précédente. Cette différence signifierait tout simplement que nous avons moins fait d'affaires , et que gagnant moins , nous étions exposés à perdre moins aussi. En un mot , les raisonnemens du *Moniteur* peuvent se réduire à ces paroles : Consolez-vous , car vos voisins souffraient l'année dernière ; consolez-vous car vous avez moins fait d'affaires.

(*Constitutionnel.*)

—Le ministère s'exécute de bonne grâce ; il publie aujourd'hui le tableau comparatif du revenu en 1825 , 1826 et 1827 , duquel il résulte que l'augmentation de 1827 sur 1825 , qui était à la fin de juin de 3,462,000 fr. , se trouve réduite à la fin de septembre à 836,000 fr. , ce qui établit une décroissance de près de 4,500,000 fr. pendant le trimestre qui vient de finir ; car pour rester proportionnelle , l'augmentation , qui était d'environ 3,500,000 fr. pour six mois , devait être de 5,200,000 fr. à la fin du 3^e. trimestre. Les tableaux que nous mettons sous les yeux de nos lecteurs montrent sur quels produits se sont fait sentir les différences.

Le tableau comparatif de 1826 et de 1827 fait voir combien les prévisions de l'opposition étaient fondées , lorsqu'elle avançait que le revenu de 1826 ne pouvait être pris pour base du budget prochain ; en effet déjà le revenu de 1827 , comparé à celui de 1826 , offre une diminution de près de 8,000,000 fr. , qui s'élèverait à 10,000,000 fr. si quelques tirages heureux pour

la loterie n'avaient compensé, aux dépens des *actionnaires* de cet établissement le déficit qu'on remarque principalement sur le produit des droits de douanes et de l'impôt des boissons.

Le ministère n'avait donc pas tout-à-fait tort lorsqu'il affirmait qu'on ne pouvait encore renoncer aux profits de ce jeu , dont la moralité est aujourd'hui si bien appréciée que le gouvernement des Pays-Bas songe à l'anéantir. Il est vrai que le cabinet espagnol a envoyé un agent en France pour en étudier les ressorts , afin de lui faire passer les Pyrénées. Mais si le ministère ne s'est pas trompé en voulant conserver encore quelque temps les produits de la loterie, il doit lui être maintenant démontré que c'était l'opposition qui avait raison de soutenir que le revenu , dans les circonstances actuelles, ne pouvait se soutenir au taux où il avait été porté en 1826. Les causes qui devaient amener une diminution , un moment suspendues vers les mois de mai et de juin , ont recommencé à agir , et nous voici revenus au point où l'on en était lorsque le ministère a consenti à substituer le chiffre de 1825 à celui de 1826 pour l'évaluation du budget de l'année prochaine. Que le mouvement de diminution continue , et nous arriverons au mois de janvier avec un déficit peu considérable sans doute , mais qui , joint à celui qui devra résulter de l'augmentation de dépenses occasionné par les événemens d'Alger et d'Orient , chargera d'autant le budget de 1828 , calculé lui-même sur des recettes qu'on n'atteindra pas , à dix millions près , dans la supposition même où la situation de l'Europe demeurerait ce qu'elle est aujourd'hui.

(*Journal du Commerce.*)

ADMINISTRATION. CONSEILS GÉNÉRAUX.

La liberté dont le *Moniteur* a flatté la France , le jour où la censure fut mise au monde, la liberté de la Charte interprétée par le ministère, la liberté du gouvernement représentatif qu'on nous fera dans le bail de 7 ans sur lequel M. de Villèle compte, consistera à avoir des conseils généraux que les préfets élisent , qui délibèrent à huis clos les intérêts des localités , et

dont la presse ne puisse reproduire les doléances. La France grandira en puissance, en richesse, en gloire, pressée entre le dieu Harpocrate et le dieu Terme.

Rien ne serait plus satisfaisant, plus instructif, que de voir chaque année les notables de tous les départemens assemblés pour exprimer librement leurs besoins et leurs vœux. Si l'organisation de ces assemblées leur permettait surtout de s'exprimer avec franchise, si tous les vœux qu'ils émettent leur appartaient, alors on verrait annuellement le véritable état du pays; les abus dont il souffre, les améliorations qu'il peut souhaiter; on connaîtrait le mal à réparer et le bien à faire. Le rapprochement des vœux contraires émis par les différens départemens éclairerait l'intérêt local sur le ridicule ou l'injustice de ses prétentions; et ses saines idées économiques n'y gagneraient pas moins que la législation.

Nous n'examinerons pas si nos conseils généraux sont organisés aujourd'hui comme ils devraient l'être pour émettre des vœux sincères, pour exprimer les besoins de toute une industrie; nous nous bornerons à quelques réflexions sur certaines de leurs demandes. Il y a, sur certains points, un chaos de prétentions contraires, qui est affligeant; il y a sur d'autres points une unanimité qui frappe, et dont il serait curieux de rechercher la cause. Par exemple, MM. les propriétaires ne se négligent pas; dans presque tous les départemens ils demandent la diminution des droits de succession, la diminution des droits de timbre et d'enregistrement dans le cas d'achat de propriétés contiguës, l'élévation des droits d'entrée sur les blés étrangers, et par contraire la diminution des droits que l'étranger frappe sur nos vins; la diminution de l'impôt sur le sel, l'établissement de fermes-modèles, etc. De ces vœux, les deux derniers sont fort raisonnables assurément.

MM. les propriétaires font valoir une raison excellente pour la diminution de l'impôt sur le sel. Ils disent, avec M. Huskisson, que les moindres taxes sont les plus productives, parce que la diminution de l'impôt augmente la consommation, et que l'état regagne d'une manière ce qu'il a perdu de l'autre, et regagne même au delà. Il serait à désirer que ces messieurs

fussent aussi éclairés sur tous les points, et fissent toujours un aussi bon emploi des théories économiques. Quant à l'établissement des fermes-modèles, rien n'est plus sage. Les propriétaires demandent encore beaucoup d'autres choses; presque partout ils demandent l'abolition du parcours; sauf dans les départemens où l'on élève des bestiaux. Dans ceux-là, au contraire, ils demandent qu'il soit permis de les introduire dans les forêts royales. Partout ils s'élèvent contre les ports d'armes, et veulent qu'on les soumette à des conditions de propriété. Il ne devrait plus y avoir, à leur gré, que les individus payant 100 ou 200 de contributions directes qui eussent le droit de port d'armes. Cette unanimité de réclamations, en faveur du même intérêt, celui de la propriété, ne prouverait-elle pas qu'elle est beaucoup représentée dans les conseils-généraux, et beaucoup plus que l'industrie et le commerce.

Par exemple, il y a beaucoup moins de vœux émis pour le commerce et l'industrie. Nous ne voyons, dans les votes des conseils généraux, aucune demande pour telle ou telle fabrication, pour telle ou telle branche de commerce. Il y a bien quelques réclamations relatives à cet objet, mais qu'il vaudrait mieux n'y pas voir; par exemple, un département demande la suppression de l'entrepôt à Marseille; un autre demande qu'on mette des obstacles à l'entrée des soies du Piémont: c'est sans doute un vœu des propriétaires de mûriers. Les propriétaires d'oliviers demandent aussi qu'on soumette à un droit l'entrée des huiles étrangères. Si nous pouvions entendre les fabricans de soieries et les savonnières, dont on veut faire renchérir la matière première, leurs vœux ne seraient peut-être pas les mêmes, et ces contradictions nous éclaireraient. Il faut éclairer chaque intérêt par les prétentions de l'intérêt contraire; mais pour cela, il faut qu'ils aient tous la parole.

Toutes les objections contre la liberté du commerce et de l'industrie tomberaient bien vite, si on pouvait mettre en présence, non-seulement toutes les classes d'une nation, telles que les propriétaires et les commerçans, les fabricans d'un produit et ceux d'un autre, mais les nations entre elle, l'Américain qui apporte du coton, le Suédois qui apporte du fer, le Français qui apporte du vin, du drap, des soieries et autres

produits de son sol ou de son génie. En voyant qu'ils veulent tous s'imposer les uns les autres; qu'un droit frappé est suivi d'un droit contraire; qu'en frappant le coton de l'Américain ou le fer du Suédois, l'Américain et le Suédois frappent les vins du Français, peut-être s'apercevraient-ils que les prohibitions, les taxes, etc., ne sont que des représailles universelles, et qu'il est inutile de se faire un mal qui leur est rendu sur-le-champ. Une pareille chose ne peut pas se faire tout de suite; une liberté absolue donnée tout à coup serait peut-être fatale; mais il faut tâcher de répandre les lumières, d'éclairer un intérêt par un autre, et pour cela de leur donner parole à tous. Dans nos petits congrès départementaux, il ne serait pas mal que le commerce pût se faire entendre à côté de la propriété; que celui qui ouvre la matière première pût s'expliquer à côté de celui qui la produit.

Les conseils généraux se récrient beaucoup aussi contre le colportage; ils prétendent que le commerce établi en magasins et boutiques souffre du colportage, et fait d'autant moins d'affaires dans les bourgs et les villes, qu'il s'en fait davantage dans les campagnes. Cette prétention est encore aussi raisonnable que le sont ordinairement les prétentions individuelles. Si le colportage réussit, c'est qu'il satisfait aux besoins, c'est qu'il dispense le paysan d'aller aux magasins, c'est qu'il lui épargne un trajet, ou qu'il lui offre à meilleur marché. En fait d'industrie, il est ridicule de s'élever contre tout ce qui réussit. Il n'y a qu'à laisser la libre concurrence, et ce qui satisfait le mieux aux besoins de tous, est toujours ce qui est mieux accueilli. Au reste, ce n'est certainement pas le haut commerce, qui va faire la guerre à quelques malheureux colporteurs, vendant quelques fichus à nos paysannes; ce sont les grands propriétaires des conseils généraux qui se sont rappelés des griefs élevés l'année dernière contre la presse. On en veut aux colporteurs qui vendent des livres, et c'est contre ceux-là que se dirigent les réclamations contre le colportage. Assurément on ne fera pas valoir ici l'intérêt du grand commerce, car la grande librairie de Paris n'est pas jalouse du petit commerce des libraires étalagistes ou ambulans.

Parmi les vœux assez répétés se trouve aussi celui de res-

treindre les cafés et les jeux de billards dans les petites villes et les villages. Si c'est un vœu contre l'oisiveté ou le jeu, il est moral ; cependant il n'est peut-être pas assez calculé, car il vaut encore mieux le billard que le vin et les cartes ; mais si c'est un vœu contre la lecture des journaux, contre les rapprochemens d'esprit, contre les communications d'idées entre les citoyens, ce vœu nous semble beaucoup moins sage et moins fondé. Si mauvaise que soit la lecture, ne vaut-elle pas mieux que tous les délassemens ordinaires aux peuples qui ne lisent pas.

Au milieu de toutes les réclamations des conseils généraux, il y en a quelques-unes qui sont universelles, elles sont relatives aux routes. Parmi les départemens, les uns veulent qu'on renouvelle les essais à la Mac-Adam, les autres qu'on élargisse les jantes des roues, et qu'on multiplie les ponts à bascule ; les autres qu'on charge moins les voitures, et particulièrement les diligences ; les autres encore qu'on remplace par un autre moyen les prestations personnelles pour la réparation des chemins vicinaux, et qu'on établisse des cantonniers ; tous enfin s'occupent des routes, et cette unanimité de vœux relativement à cette matière indique un besoin certainement très-senti. Il paraît en effet que la France a beaucoup à désirer sous ce rapport, et que les chemins vicinaux particulièrement sont dans un état déplorable. Ici il ne s'agit pas de prétentions dictées par l'intérêt individuel, il s'agit d'un cri universel de toutes les parties de la France. Souhaitons qu'il soit entendu, et que la législation puisse imaginer de meilleurs moyens que ceux qu'on a employés jusqu'ici.

Il est inutile d'ajouter que beaucoup de conseils généraux s'occupent de la presse. Ils demandent qu'on en réprime les excès. C'est sans doute l'avis de MM. les préfets ; mais l'expression même donne à penser. Réprimer les excès ce n'est pas les prévenir ; et certainement ils demandent que ce soit une loi qu'on substitue à la censure. Autrement leurs vœux ne signifieraient plus rien, puisqu'aujourd'hui les journaux ne peuvent plus ni bien faire ni mal faire. Au reste, il est un département qui demande expressément une loi de la presse en harmonie avec nos institutions.

(*Constitutionnel.*)

HAÏNE DES INSTITUTIONS.

La haine du régime des lois est le fond de toute la polémique ministérielle. Cette haine est aussi toute la censure. C'est l'âme de ce corps qui n'a point de tête, point d'yeux, point de voix, qui n'a que des mains pour recevoir des chaînes et en donner.

On demande quel autre sentiment qu'une aversion d'instinct pour l'ordre légal a pu présider à la condamnation de tout ce qui va suivre. Le *Constitutionnel* a été, depuis huit jours, mutilé d'une façon plus opiniâtre et plus imbécile que jamais. Le *Courrier français* attaqué par la *Quotidienne*, a tenté en vain de se défendre. On a voulu les punir d'avoir paru croire à ce cri du ministère : « combattez ! » ou bien le ministère est-il las d'hypocrisie ?

— M. Isambert signale sa présence à Marseille comme il l'a fait à Lyon, en éclairant les citoyens sur leurs droits et sur la manière de les exercer et de les défendre. De tels services sont ceux que la reconnaissance publique doit aujourd'hui le plus apprécier. La mission de la génération actuelle est de garantir sa liberté par les lois, comme celle de nos pères a été de protéger l'indépendance nationale par les armes. Ceux qui nous enseignent à entrer dans cette voie de l'égalité méritent bien et du trône et de la nation, dont les lois seules, les lois religieusement exécutées peuvent fonder l'alliance intime.

(Extrait du *Précurseur de Lyon* et du *Constitutionnel*.)

— Le premier qui se présentera sur la scène politique avec un système tout fait, ministre ou opposant, peu importe, s'il a le bonheur de rencontrer ce qui convient à la société, l'entraînera, la subjuguera d'autant plus facilement, qu'aujourd'hui elle ne tient à rien, parce qu'elle ne croit à rien.

(*Journal du Commerce*.)

— Les calamités accumulées depuis plusieurs années sur la Péninsule prêtent une autorité assez imposante aux paroles de

ceux qui, comme nous, n'ont cessé de dire qu'en dehors de l'ordre légal et des garanties politiques il n'y a pour les sociétés comme pour les gouvernemens, ni sécurité, ni repos, ni bonheur : si quelque chose pouvait mettre le sceau à nos doctrines et à nos conseils, ce sont les nouvelles catastrophes qui viennent de fondre sur un pays auquel il ne semblait manquer aucun désastre ; l'Espagne, long-temps tourmentée par de secrètes machinations, est devenue la proie de la guerre civile, et lors même qu'on parviendrait à étouffer promptement ces feux de discorde et de sédition, les cendres qu'ils laissent après eux ne peuvent qu'ajouter à la stérilité du sol, loin de le féconder.

Il semble que la situation actuelle de la Péninsule espagnole devrait du moins réduire au silence les partisans les plus enthousiastes du pouvoir absolu ; s'ils ne se résignent pas à confesser leurs erreurs, ils devraient du moins renoncer à les défendre ; on ne raisonne pas contre les faits : mais non, loin de s'avouer vaincus, ils chantent victoire ; la *Quotidienne* se croit en droit d'interpeller les journaux de l'opposition avec un accent de triomphe. Elle leur demande compte de leurs *déclamations* sur les prétendues maladies, sur les plaies imaginaires de l'Espagne ! Elle invoque avec une sorte d'extase les événemens même dont la Catalogne est aujourd'hui le théâtre. Elle montre l'Espagne *se relevant plus forte que jamais*, sortant *puissante de ses ruines*.

En vérité on a peine à comprendre que les illusions et le délire de l'esprit de parti puissent aller jusque-là. Une province entière est plongée dans la plus complète désorganisation ; des bandes d'insurgés tiennent la campagne et menacent tout un royaume ; le gouvernement, pour opposer une digue à la révolte, est contraint de rassembler péniblement le peu qui lui reste de ressources et de moyens de répression ; le souverain lui-même est réduit à tirer le glaive et à se montrer avec l'appareil de la force et de la vengeance ; ce sont là, suivant la *Quotidienne*, des symptômes de régénération et de puissance ! Jamais nous n'avons été si loin dans les sinistres prévisions que nous suggérerait le spectacle de la Péninsule. Qu'y a-t-il donc au delà de la guerre civile dans la hiérarchie des calamités

tés publiques ? Condamné à choisir entre ce fléau et la peste, le roi dont parle l'Écriture opta pour la peste. (*Courrier français.*)

— La *Quotidienne* s'étend, aujourd'hui, sur le sort de l'Amérique et sur les malheurs qui l'affligent, depuis qu'elle s'est séparée de la mère-patrie. Voilà, dit-elle, les effets de la révolution. La guerre civile règne entre toutes les provinces, Bolivar menace le Nouveau-Monde d'une dictature; et loin de fournir, comme autrefois, de l'or à l'univers, le Mexique est embarrassé de trouver des fonds pour payer les emprunts.

Les maux qui accompagnent la liberté naissante ont toujours fourni de grands argumens à ses ennemis; cependant, avant d'employer ce genre d'argumens, ils devraient songer à ceux que fournit le pouvoir absolu. Que l'on compare l'état de l'Amérique, détachée de sa métropole et troublée par les agitations de la liberté, à celui de l'Espagne, qui n'est troublée que par les agitations du pouvoir absolu : lequel vaut mieux ? Ce n'est plus certes l'esprit de liberté qui agite l'Espagne depuis trois ans; cependant de quel repos a-t-elle joui ? Avant Vilella et les *agraviados*, n'étaient-ce pas les Carlistes et Bessières ? Le roi absolu y a-t-il été obéi, respecté un seul moment ? Quand il ordonnait à ses généraux de respecter les frontières de Portugal, ceux-ci ne faisaient-ils pas le contraire ? Quand il demandait de l'argent lui en donnait-on ? Enfin, quand il a voulu emprunter, l'a-t-il pu du moins comme les états de l'Amérique. Trouble pour trouble, anarchie pour anarchie, misère pour misère, ne vaut-il pas tout autant la condition de l'Amérique que celle de l'Espagne ?

L'Amérique est travaillée, il est vrai, de cruelles souffrances. Mais à quelle époque juge-t-on de son état ? au moment où la guerre de l'indépendance est à peine achevée. Si on eût pris les États-Unis au moment où leur première lutte avec l'Angleterre venait de finir, lorsque le désordre régnait entre les provinces, lorsque le commerce était réuni, et qu'une dette énorme ne laissait plus d'autre ressource que la banqueroute, qu'aurait-on dit des résultats de la liberté ? Mais que l'on y regarde aujourd'hui, et, pour juger des effets de la liberté, que l'on prenne en considération une population doublée, un commerce immense et embarrassant tout le globe, une marine puissante

et digne de rivaliser déjà avec la marine anglaise, un calme, une sagesse de gouvernement presque sans exemple, enfin une considération universelle chez toutes les nations. On confond toujours le régime de liberté avec les combats qu'il en coûte pour l'acquérir ; ce ne sont pas les provinces-unies, sortant toutes sanglantes des mains du duc d'Albe, ou les cantons suisses échappant à la domination de l'empereur, qu'il faut prendre pour exemple des effets de la liberté ; mais les Hollandais riches et respectés du monde entier sous leurs grands pensionnaires, et les Suisses estimés du continent, et s'enrichissant de leur neutralité sous le gouvernement fédératif.

L'Amérique est sans doute en souffrance. Des états que l'on croyait pouvoir former un ensemble se divisent, se brisent en petites fractions. La seule monarchie restée dans le Nouveau-Monde est en guerre avec une république voisine pour une province contestée. Qu'y a-t-il là de si étonnant et de particulièrement propre à l'état d'indépendance où se trouve l'Amérique ? Ne dirait-on pas qu'il n'y a jamais eu de démembrements de province dans les monarchies de l'Europe ? Tout ce qui ne peut pas physiquement appartenir à un pays s'en détache tôt ou tard. Beaucoup de provinces américaines insurgées en même temps contre la métropole, et unies par une lutte commune, avaient cru pouvoir former un même état. Une expérience de quelques années leur prouve qu'une administration unique ne peut pas les régir ; que des intérêts divers, des distances trop grandes, des obstacles physiques s'y opposent ; eh bien ! elles cherchent à se détacher ; et comme la raison ne vient pas aux hommes à l'instant même où on leur donne certaines institutions, les Américains, au lieu de s'entendre sur l'organisation qui leur convient le mieux, vont combattre. Certainement ils combattront long-temps encore avant de s'être organisés conformément au sol qu'ils occupent, et d'avoir pris leur véritable assiette. Le travail intérieur n'est malheureusement pas fini ; la nature ne donne rien gratuitement, elle fait tout acheter aux hommes ; l'expérience leur arrive au prix des fautes, la raison au prix des fautes ; le respect des droits réciproques au prix de combats affreux. Ils ne commencent à s'admettre les uns les autres que quand ils y ont été forcés par une

résistance. Ainsi le monde s'avance à ses dépens; c'est que la destinée de l'homme est forte et laborieuse; ce n'est point un jeu d'enfant, ou une académie où l'on reçoit des leçons en paroles; les leçons, on les reçoit des événemens; ces leçons sont les maux qu'on éprouve pour avoir erré.

L'Amérique, qui donne de l'or à l'univers, ne peut plus, dit-on, payer ses dettes. Au moins elle les reconnaît, et comme le temps doit lui fournir un jour les moyens de les payer, les reconnaître, c'est beaucoup, c'est tout. L'Espagne n'en fait pas à beaucoup près autant. L'or que l'Amérique envoyait à une métropole sera échangé contre des produits, et au lieu d'enrichir une cour étrangère, payera ses dettes, ou alimentera ses finances. Si elle éprouve de l'embarras, ce n'est pas qu'elle soit moins riche; c'est que l'administration à l'européenne n'y est pas encore assez bien établie, et que les moyens de percevoir l'impôt, de le faire arriver dans les caisses de l'état ne sont pas encore assez régulièrement organisés. Tout cela provient de la même cause; l'enfance de ses institutions et de son état social. Quand elle échangera librement ses produits avec le monde entier, on jugera ce qu'elle a perdu à l'indépendance. L'Europe, dit-on, a perdu avec elle, et s'est fourvoyée en lui envoyant ses capitaux. Voilà une singulière conclusion. Le commerce européen a fait, comme les hommes font toujours; au lieu de marcher, il s'est précipité. Sans connaître les besoins de l'Amérique, ses goûts, ses moyens d'échange, il l'a encombrée de ses produits. Tout n'a pu être ni agréé, ni payé.

Il y a eu crise; mais pendant combien de temps? Pendant un ou deux ans. Mais déjà tout reprend en Angleterre; déjà les expéditions recommencent avec mesure, connaissance des besoins et à propos. Tout ne reprend pas aussi vite en France; mais si on nous le permettait, nous dirions pourquoi; et, d'ailleurs qu'on attende, on verra si l'Europe et l'Amérique se sont nuis beaucoup depuis l'indépendance de celle-ci. La mesure a manqué; mais les hommes, que font-ils avec une méfiance? Dans quelle carrière ne se précipitent-ils pas avec une ardeur indiscrete? Mais après ce premier élan, ils se calment, reviennent et recommencent d'un pas plus égal. La liberté, le commerce, les sciences mêmes ne marchent que par crises.

Il faut donc attendre pour juger de la destinée de l'Amérique. Les agitations qu'elle éprouve lui sont communes avec la métropole. On jugera lesquelles sont les plus fécondes des agitations de la liberté ou de celles du pouvoir absolu.

(Constitutionnel.)

— Les événemens d'Amérique fournissent aujourd'hui à la *Quotidienne* le sujet d'un singulier article; elle croit déjà voir les nouvelles républiques ravagées par la guerre civile, ou tombées sous le pouvoir d'un despote, et cette douce perspective la remplit d'une satisfaction qu'elle ne prend pas la peine de dissimuler. C'est que pour la *Quotidienne*, la paix et le bonheur des populations sont des choses de peu d'importance; c'est le triomphe d'une opinion qui est tout, et tant que les anciennes colonies ne seront pas réduites sous le joug de la métropole, les plus grandes calamités qui pourraient les frapper ne seront considérées par la *Quotidienne* que comme d'heureux argumens à l'appui de sa logique. « Les prédictions du royalisme s'accomplissent sur le Nouveau-Monde, dit-elle; depuis que ce malheureux pays s'est séparé de la mère patrie, les révolutions s'y succèdent et la misère est son partage. »

Certes le moment est bien choisi pour faire un pareil rapprochement; l'Espagne est en effet assez heureuse, elle jouit d'une destinée assez prospère, d'une paix assez profonde pour que l'Amérique regrette amèrement de ne point partager son sort. Si quelque chose pouvait paraître plus étrange qu'un tel raisonnement, ce serait la confiance avec laquelle on ose le présenter à des lecteurs que l'on ne suppose pas entièrement privés du sens commun. Nous n'avons pas besoin de faire ici le tableau des calamités qui affligent l'Espagne; ces calamités, dont nous gémissons et dont nous ne triomphons pas, frappent assez tous les yeux; nous demandons seulement à tout homme de bonne foi, quel est celui des deux pays qui, depuis la séparation, a éprouvé le plus de désastres et de révolutions, qui a été le plus persécuté et le plus appauvri.

La Colombie, en effet, montre malheureusement encore quelques symptômes d'agitation; la paix dont elle jouissait sous le gouvernement de Bolivar a été troublée pendant l'absence du libérateur, et il a trouvé à son retour du Pérou de nouveaux

malheurs à réparer et de nouveaux devoirs à remplir. Appelé encore une fois par le vœu de la population à une présidence dont il redoutait le fardeau, il cherche les moyens de rendre à son pays cette paix qui jadis fut son ouvrage ; on dit qu'il a fait quelques démonstrations de dictature, rien encore ne le prouve, mais la *Quotidienne* devait accueillir avec empressement des bruits de ce genre sans s'informer de leur authenticité. Nous remarquerons qu'il faut se défier des nouvelles qui pourraient venir à cet égard de certaines parties de l'Amérique, où l'on a souvent montré des dispositions peu bienveillantes envers Bolivar. Nous attendrons les événemens pour avoir une opinion sur ce point ; mais ce qui n'est pas douteux, c'est le désintéressement de Bolivar, non pas seulement parce qu'il a été vanté par les feuilles libérales, comme dit la *Quotidienne*, mais parce qu'il est de notoriété publique que sa fortune assez considérable a été consacrée à la cause de l'indépendance, et qu'après plusieurs années de présidence, son patrimoine est réduit à fort peu de chose. Ce qui n'est pas douteux, c'est que pour rétablir la paix que son absence a troublée, il faut qu'il use de tous les moyens que peut lui fournir l'autorité constitutionnelle dont il est revêtu. S'il arrive que Bolivar soit forcé de tirer l'épée contre quelques Colombiens, ce sera un grand malheur sans doute ; mais hélas ! ce malheur-là qui n'est encore qu'éventuel en Colombie n'est que trop réel en Espagne, et c'est la *Quotidienne* elle-même qui nous dit, dans cet article où elle souhaite aux colonies le bonheur de la métropole, que « le souverain espagnol est allé à la rencontre des rebelles à cheval et l'épée à la main. »

Il n'y a pas moins de maladresse de la part du publiciste de la *Quotidienne* à amener le Mexique dans la question ; outre que cette contrée jouit en ce moment d'une tranquillité qui heureusement ne ressemble en rien à celle de l'Espagne, le crédit du Mexique n'a certes rien à envier à celui de la métropole. « Le Mexique, dit la *Quotidienne*, cherche vainement des ressources pour acquitter ses emprunts ». Mais en supposant que cette contrée éprouve à cet égard quelques embarras passagers, la phrase de la *Quotidienne* prouve au moins que le Mexique a pu faire des emprunts, et il y a long-temps que c'est là une faculté que n'a plus la métropole.

Mais au reste la *Quotidienne* a pris son parti de tout admirer dans les pays qu'elle entoure de sa protection. A l'aspect de ces merveilleux événemens, ne se croirait-on pas transporté aux temps les plus brillans de la chevalerie espagnole ?

Nous avouons que nous n'avons jamais cru que les temps de la chevalerie, fort poétiques assurément, fussent bien regrettables pour les peuples, et si maintenant « l'on se croit transporté en Espagne aux plus brillans de ces temps, » c'est pour nous un motif de les regretter moins encore. Permis à la *Quotidienne* d'admirer tout à son aise ces merveilleux événemens. Pour nous, nous souhaitons à l'Espagne moins de merveilles et un peu plus de bonheur. (*Courrier français.*)

— Le monde, à l'exception de quelques hommes d'élite, est presque toujours sous la puissance des mots. *Démocrates, radicaux*, répètent sans cesse certains hommes importants, législateurs, publicistes, si par hasard leur oreille est frappée des expressions de liberté civile, d'égalité politique ; si quelqu'audacieux leur parle des droits des uns, des devoirs des autres. Ose-t-on seulement penser que tout n'était pas complètement admirable autrefois, et que tout n'est pas complètement détestable aujourd'hui, les mêmes juges vont s'irriter, et vous prodiguer ces épithètes de parti, qui coûtent si peu de chose, et qui ont si peu de sens. Telle est leur préoccupation que, sans nuance et sans distinction, ils proclament impies tous ceux qui ne partagent pas leurs opinions ultramontaines, athées ceux qui aiment et défendent la liberté des cultes, ennemis publics les esprits éclairés qui croient à leur siècle, ceux qui veulent des institutions autrement que sur le papier, des garanties sociales autre part que dans le bon plaisir des hommes.

D'un autre côté, quelques individus ont accaparé le monopole d'une dénomination ; ils s'intitulent *royalistes* par privilège, sans permettre à personne de partager avec eux cette qualité. Leur demandez-vous quels sont leurs titres à cette distinction qu'ils réclament, ils vous offriront une profession de foi d'où il résulte que ce qu'ils pensent est précisément ce que les rois ne pensent plus ; que ce qu'ils veulent est ce dont les rois ne veulent plus ; que ce qu'ils regrettent est ce à quoi les princes ont renoncé. Les poussez-vous plus loin, essayant de

leur faire entendre que le terme seul de royalistes est aussi vague que celui de royauté, et ne prend un sens positif que par l'adjectif qu'on y ajoute, ils s'abstiendront de vous répondre : se dire royalistes absolus, ils ne l'osent pas ; la locution de royaliste constitutionnel est un néologisme politique qui leur déplaît ; ils aiment mieux une dénomination indéterminée, qui s'applique également à la royauté espagnole et à la royauté française : retranchés derrière un mot qui n'a point de sens, ils ne se croient engagés à rien.

C'est ainsi que toutes les disputes sociales se déguisent sous un appareil de mots, c'est ainsi que la plupart des discussions ne sont qu'une vaine phraséologie. Malheureusement, comme les esprits réfléchis sont en minorité, ces mots, acceptés sans examen par le grand nombre, sont trop souvent pris pour des choses. On se querelle, on se bat pour eux ; l'abus des expressions de parti est écrit en caractères sanglans dans l'histoire. C'est avec des mots sur le sens desquels on ne s'accordait point, parce que le plus souvent ils n'en avaient aucun, que les intérêts les plus vils ont envenimé la plupart des querelles religieuses. Une dispute de mots mal compris a dressé plus d'un échafaud. La simple question de savoir si une phrase se trouvait ou ne se trouvait pas dans un livre ignoré, a renversé le docte édifice de Port-Royal. Que de calamités révolutionnaires n'ont pas eu d'autre prétexte ! Unité, indivisibilité, ces deux termes ont servi de texte à l'accusation contre les girondins, et les ont conduits au supplice. Aujourd'hui, grâce au ciel, les logomachies n'entraînent plus de pareilles conséquences, sinon en Espagne, où la dénomination de franc-maçon est un arrêt de mort. Les mots toutefois ont gardé une grande puissance, et le charlatanisme politique en tire un merveilleux usage.

Les esprits sages vont au fond des choses ; l'apparence n'est rien pour eux ; et, quelque enveloppée qu'elle soit de ténèbres et de sophismes, ils jugent une situation pour ce qu'elle est. Ainsi, écartant les artifices de langage des partis, ils analysent la France, comme un banquier règle son livre de comptes. Qu'y trouvent-ils aujourd'hui ? Une immense majorité de citoyens attachés à l'ordre, à la paix publique ; mais voulant fermement l'application et le développement des institutions constitution-

nelles ; sollicitant des garanties pour leurs propriétés qu'ils améliorent , pour les produits de leur travail que leur industrie perfectionne. Ces citoyens ne veulent point de révolutions , comme certaines gens les en accusent , parce que , formant la principale masse des propriétaires , leur bien-être est attaché à l'ordre et à la stabilité. Ils chérissent le gouvernement représentatif , parce que ce gouvernement n'est pas seulement le plus digne d'une nation éclairée , mais parce qu'il est le plus solide de tous. C'est par abus de mots qu'à cette majorité active , laborieuse , aimant les lois , payant presque à elle seule un milliard d'impôts , on a donné le nom d'*opposition* ; elle n'est opposante qu'aux ennemis de la charte : elle n'est point un parti , elle est la nation , elle est la France même. C'est également par abus de mots que certains publicistes lui dénie le nom de *royaliste* , parce que d'autres la nomment *libérale* ; elle est à la fois l'un et l'autre ; royaliste , parce qu'elle regarde la royauté constitutionnelle comme la sauvegarde de tous les droits ; libérale , parce qu'elle est sincèrement amie de la publicité qui éclaire le trône , et des lumières qui le font briller du plus vif éclat.

Voilà , quoi qu'on en dise , les choses telles qu'elles sont ; les voilà dégagées de l'appareil dont la mauvaise foi les environne. A côté de cette majorité industrielle et puissante , se débat une minorité divisée en plusieurs partis , qui eux-mêmes se querellent souvent sans s'entendre. Cette minorité se compose des hommes qui n'ont point accepté le gouvernement constitutionnel , qui ne le souffrent que par l'espérance où ils sont de le voir bientôt détruit ; de ceux qui , attachés à d'antiques intérêts , confondent dans le même arrêt de réprobation les amis de l'ordre légal et le roi-législateur qui s'est rendu à leur vœu , de ceux qui prétendent comprendre mieux la royauté que le prince même ; qui , de tous les régimes préfèrent celui de l'Espagne ; de toutes les administrations , celle de M. Calomade. Elle se compose encore de quelques fanatiques intéressés qui voudraient soumettre le sceptre à la tiare ; qui frémissent aux mots seuls d'église gallicane , auxquels l'aspect d'un ci-devant janséniste donne des convulsions. A la suite de ces détracteurs de leur siècle et de leurs concitoyens , marchent quelques jeunes gens ambitieux ou trompés , qui

spéculent sur les génuflexions, et pour lesquels une opinion s'estime d'après les profits qu'elle rapporte. Tout cela prend le nom d'hommes religieux, d'hommes monarchiques; tout cela s'escrime contre la raison, et salit du papier pour obscurcir le bon sens; tout cela met la confusion des termes au nombre de ses moyens de succès, et s'efforce de donner des mots pour des choses. La raison obtient-elle un avantage, à les entendre, la révolution se réveille armée de ses insurrections et de ses échafauds; une institution généreuse s'établit-elle, ils vocifèrent les mots de république, d'anarchie. Leur zèle ignorant ne pardonne ni aux succès de notre industrie, ni aux sentimens élevés de nos fabricans. Admirez l'adresse de leurs écrivains : leur talent consiste à détourner les esprits de toute idée utile, pour les ramener sur des choses frivoles. Lorsqu'il est question d'élections, ils s'appesantissent sur la girafe; ils sacrifient les listes des jurés pour les visites des Osages. Ils n'ont point assez de regrets pour le temps où les citoyens, étrangers à toute idée de gouvernement, consommaient leurs journées à raisonner sur une mode, à dissenter sur une sonate, et tout en se parant d'un zèle religieux, ils ne pensent qu'à ces époques de frivolité où la corruption morale descendait de la cour dans tous les rangs de la société. *(Constitutionnel.)*

Si la pensée veut se réfugier dans un simple emprunt à nos codes, on la poursuit dans cette citadelle, dans cet Ilion qu'on voudrait abattre. Chose curieuse! il y a une nation au monde qui n'a point le droit de citer ses lois.

— Ce que l'on connaît souvent le moins bien en France, c'est le texte des lois qui nous régissent et auxquelles nous sommes forcés de nous soumettre. Il est une foule de personnes qui nous adressent chaque jour différentes questions sur la disposition de la loi en vertu de laquelle a été rendue l'ordonnance du 24 juin dernier. Nous croyons ne pouvoir mieux leur répondre qu'en publiant l'article même sur lequel cette ordonnance se fonde :

Article 4 de la loi du 17 mars 1822 :

« Si dans l'intervalle des sessions des chambres, des circonstances graves rendaient momentanément insuffisantes les mesures de garantie et de répression établie, les lois des 31 mars 1820 (1) et 26 juillet 1821 (2) pourront être remises immédiatement en vigueur, en vertu d'une ordonnance du roi, délibérée en conseil et contresignée par trois ministres.

» Cette disposition cessera de plein droit un mois après l'ouverture de la session des chambres, si pendant ce délai elle n'a point été convertie en loi.

» Elle cessera pareillement de plein droit le jour où serait publiée une ordonnance qui prononcerait la dissolution de la chambre des députés. »
(*Courrier français.*)

POLEMIQUE.

M. de Bonald est à l'index. Les ciseaux se retournent dans ses mains, et commettent un suicide. Les censeurs ne permettent pas qu'on annonce les œuvres de leur chef, afin de ne pas permettre qu'on les rebute. C'est là une dialectique nouvelle. Ce pontife qui, ayant promis de confondre ses adversaires dans un grand débat, leur paralysa la langue par un miracle, était moins habile. En ce temps-là, on n'avait pas inventé la censure.

— Le temps avance chaque jour la science du gouvernement constitutionnel, mais il crée et n'ordonne pas ; les vérités qu'il fait éclore sont éparses et confuses ; et la préoccupation des intérêts du moment nous empêche d'apercevoir le fil qui

(1) Loi du 31 mars. « Art. 4. Il y aura à Paris, auprès de notre ministre de l'intérieur, une commission chargée de l'examen préalable de tous les journaux et écrits périodiques.

» Art. 5. Cette commission se composera de douze censeurs, etc. »

(2) Loi du 26 juillet 1821 « Art. 2. Les dispositions de la loi du 31 mars s'appliqueront à l'avenir à tous les journaux ou écrits périodiques, paraissant soit à jour fixe, soit irrégulièrement ou par livraisons, quel que soit leur titre ou leur objet

les lie. De bons esprits sentaient depuis long-temps le besoin de récapituler nos travaux , de recueillir les leçons que le nouveau régime sème sur sa route , et de poser la première pierre de la science. C'est la tâche que vient d'entreprendre M. Hellot, avocat à Lorient, dans ses *Essais sur le régime constitutionnel*, ou *Introduction à l'étude de la Charte*. Il fait entrer pas à pas dans la connaissance des hautes vérités sur lesquelles la charte est assise, indique la différence précise qui sépare l'ancien du nouveau régime, quel caractère doit avoir celui ci pour maintenir cette différence et conserver son immense supériorité. Les amis de la liberté aimeront à se convaincre que notre révolution est autre chose qu'un changement de noms et de formes, et que tant d'efforts et de malheurs avaient pour cause et ont eu pour résultat un bien réel. (*Ibid*).

Il vient de paraître, sur l'opposition et la liberté de la presse, une brochure écrite par M. Bonald, l'un des chefs de la censure. Cette nouvelle attaque ne serait pas généreuse, s'il n'était pas permis de la repousser; et MM. les censeurs manqueraient même d'esprit, s'ils nous interdisaient de répondre à l'un de leurs chefs.

Avant de réfuter plusieurs des erreurs de ce nouvel écrit, on nous permettra d'en relever particulièrement une qui nous a frappés, et qui nous semble grave sous le rapport des principes constitutionnels. Elle est relative à la chambre des pairs. « Le gouvernement représentatif, dit M. de Bonald, présente deux élémens en champ clos : c'est la royauté et la démocratie. Le Roi et la pairie défendent la royauté; la chambre des députés défend la démocratie. Dans cette lutte, la pairie doit toujours se ranger du côté de la royauté; tout est perdu si elle se range du côté de la démocratie. » M. de Bonald se résume même de cette manière piquante : « Il vaut mieux à la pairie se tromper avec la royauté, qu'avoir raison avec la démocratie. »

D'abord, nous dirons à M. de Bonald que cette manière abstraite de présenter les choses est exagérée; qu'il n'y a pas la royauté pure d'un côté, et la démocratie pure de l'autre, luttant corps à corps; mais qu'il y a deux intérêts opposés, tendant, l'un à augmenter l'action du pouvoir, l'autre à la limiter, et que la lutte de ces deux intérêts compose l'action, la

vie du corps politique. La pairie est placée, non point comme partie, mais comme arbitre dans cette lutte. Elle ne combat pas, elle juge au profit des institutions et dans l'intérêt de leur durée. L'essence de la pairie est l'esprit de conservation. Composée d'existences dont l'importance ancienne, ou nouvellement acquise, l'intéresse à la conservation de l'ordre de choses existant, elle est vouée à le défendre. Si cet ordre de choses ne pouvait être attaqué que par un seul côté, sans doute elle ne serait plus arbitre, elle serait partie, et son rôle serait de lutter toujours du même côté, et toujours contre le même adversaire. Mais s'il peut être attaqué de deux côtés, s'il peut l'être par le haut et le bas, alors son rôle est de prendre position au milieu, pour résister aux deux genres d'attaque auxquels il est exposé. Ce rôle est celui d'un tiers qui départage en se rangeant pour le parti le plus faible. C'est un véritable arbitrage.

Telle est la situation de la pairie dans un gouvernement représentatif. Pour la nier, il faudrait soutenir que jamais l'ordre de choses existant ne peut être compromis par la trop grande extension du pouvoir; or, c'est nier l'évidence que de contester le double danger qui menace un état représentatif. S'il y a double danger, la pairie doit donc se ranger tour à tour avec l'intérêt le plus faible contre l'intérêt le plus fort. C'est cette coalition alternative qui amène la solution pacifique des questions qui s'agitent dans le gouvernement représentatif. Si, comme M. de Bonald le veut, il y avait d'un côté la pairie et la royauté, indissolublement unies, et de l'autre la démocratie seule, formant deux camps toujours opposés, sans placer une puissance qui terminât la lutte par sa médiation, alors il ne resterait plus à ces deux camps qu'un combat à mort; mais ce n'est pas le régime représentatif; il est, au contraire, une médiation organisée et confiée à l'aristocratie.

Du reste, le rôle que nous assignons ici à l'aristocratie est prouvé par les faits. La preuve qu'elle n'est pas plus l'alliée naturelle de la royauté que de la démocratie, c'est qu'elle a aussi souvent combattu l'une que l'autre. C'est toujours la puissance la plus dominante qu'elle a arrêté, parce que celle des deux qui viendrait à déborder l'emporterait elle-même. Il y

a deux états dans lesquels l'aristocratie n'est rien : c'est le despotisme et la démocratie. Dans l'un, le despote est tout; dans l'autre, c'est le peuple. L'aristocratie est donc faite pour combattre ces deux termes extrêmes, et pour fixer les sociétés dans un juste milieu. Aussi l'a-t-on vue tour à tour changer de camp. Lorsqu'il y a quelques siècles, le tiers-état n'était rien encore, et que l'élément démocratique était nul, elle faisait obstacle au pouvoir royal. Lorsque le tiers-état est devenu riche, puissant et redoutable, elle s'est rangée du côté du pouvoir royal.

La chose arrive toujours de même, une fois que ces luttes sont organisées constitutionnellement. Dès que l'opposition cesse d'être dans la chambre démocratique, elle se trouve dans la chambre haute, parce qu'il faut qu'elle soit quelque part, parce qu'il faut qu'il y ait obstacle à celui des ressorts qui l'emporte sur les autres. Il n'y a donc aucun péril pour la royauté dans les objections de la pairie; il y a au contraire raison, mesure, esprit de conservation. Or, la conservation est l'intérêt commun. Sauver l'ordre des choses existant, même contre l'un de ceux qui le composent, est un service rendu à tous. La royauté, l'aristocratie, la démocratie, sont passagers sur un même vaisseau, ont un égal intérêt à son salut, doivent les mêmes actions de grâce à celui des trois qui empêche une mauvaise manœuvre.

M. de Bonald s'est donc mépris, à notre avis, sur le rôle de la pairie. Elle ne doit pas faire face d'un seul côté, mais de deux; elle ne doit pas avoir des objections contre un seul système, mais contre deux, parce que la constitution lui en donne deux à modérer.

(*Constitutionnel.*)

LIBRAIRIE. ANNONCES.

On va voir la différence de la situation de la librairie en France et à l'étranger; on va aussi en voir les causes. La censure peut bien masquer nos plaies, mais non pas les guérir.

Le période de temps qui s'est écoulé depuis la dernière Ex-

position n'a pas été très-favorable à la librairie. Cette branche de commerce, qui tient au développement des facultés intellectuelles et d'une foule de moyens et de matériaux industriels, a été comprimée dans son essor, et il ne nous serait pas difficile d'expliquer les causes qui ne justifient que trop les plaintes de nos libraires et de nos écrivains. Mais plus ces causes sont générales, plus il est juste d'accorder une mention encourageante et honorable à ceux dont le zèle, la persévérance et le talent ont eu le bonheur d'en triompher. C'est de la difficulté même des circonstances que nos estimables compatriotes reçoivent leurs plus beaux titres de gloire. Hâtons-nous d'ajouter que le public a senti le prix de leurs efforts extraordinaires, et que l'affluence des acheteurs en a été la récompense.

(*Journal des Débats.*)

— On lit dans la *Gazette officielle des Pays-Bas* :

« Les grandes entreprises de librairie se succèdent dans notre ville avec une extrême rapidité. Nous avons sous les yeux les deux premiers volumes, format in-32, imprimés avec correction et netteté, de la collection des romans de Pigault-Lebrun. C'est à M. Playez que l'on doit l'heureuse idée de reproduire sous un format commode les œuvres d'un écrivain dont il n'existait que deux éditions, l'une in-8°, trop coûteuse pour les lecteurs ordinaires; l'autre in-12, trop en dessous de l'état actuel de notre typographie. » (*Courrier français.*)

HISTOIRE. L'histoire est décidément proscrite, le nom de Napoléon surtout ne peut plus être tracé dans les feuilles publiques; et comme ce nom a rempli le monde, comme ce colosse s'élève au-devant des siècles passés et les couvre de sa grande ombre, prétendre le voiler à nos regards, c'est nous interdire jusqu'à la distraction des souvenirs.

— *Campagnes de Napoléon*, telles qu'il les conçut et exécuta, suivies de documens historiques et militaires, par Victor Maingarnault. Deux vol. in-8°. Prix, 13 fr., et 16 fr. 25 c. par la poste. Chez Éverat, imprimeur-libraire, rue du Ca-

dran , n°. 16 ; Delaunay , libraire , Palais-Royal , galerie de bois ,
et chez Mongie. (Ibid.)

Campagnes de Napoléon , par le colonel MAINGARNAUD.

On n'attribue pas en général autant d'importance à l'histoire militaire qu'elle en a réellement. Si elle est écrite scientifiquement , elle semble purement réservée à instruire les militaires ; si elle est écrite avec éclat et d'une manière dramatique , elle ne semble destinée qu'à amuser les imaginations. Il résulte de là qu'on la regarde toujours ou comme technique , ou comme purement pittoresque. Cependant il en est autrement , si on la considère comme elle doit l'être. L'histoire de la guerre intéresse vivement la politique , si elle est prise d'un certain côté , fort important et fort élevé. Elle fait sentir en effet quelle est la situation géographique d'un pays par rapport à un autre , quelle est la force de cette situation , quels en sont les inconvénients ou les avantages ; elle fait sentir la valeur d'un fleuve ou d'une chaîne de montagnes , comme frontière ; elle montre quels sont les avantages de l'organisation des masses , comment elle est possible , à quelle condition elle s'obtient ou se perd ; comment on dirige les hommes , par quel secret on les remplit d'un certain esprit qui fait braver les fatigues et la mort ; comment l'esprit humain agit , se développe au milieu des dangers ; comment son action s'embarrasse ou s'exalte au contraire par l'émotion ; comment enfin , pour nous servir de l'expression d'un profond philosophe , les grandes âmes *subsistent au milieu de certaines extrémités*. Ainsi , faire apprécier la valeur du sol , révéler le secret de l'organisation des masses , et montrer le développement de l'esprit humain dans les situations les plus critiques , tel doit être le résultat de l'histoire de la guerre bien présentée. C'est là ce qu'elle apprend dans les œuvres de César , de Frédéric , de Dumouriez et de Bonaparte. Sous ce rapport , elle devient éminemment politique et philosophique.

Si l'on jette un coup d'œil sur l'ensemble de nos longues guerres pendant le quart de siècle écoulé , on voit que rien n'est plus instructif , sous le rapport de la haute politique. Notre premier effort en effet tend à nous donner les Pays-Bas et la Savoie ,

c'est-à-dire, à nous étendre jusqu'à nos parois naturelles, le Rhin et les grandes Alpes. Maîtres, après trois ans de vicissitudes, de ces deux frontières, nous restons toute l'année 1795 à batailler autour, sans pouvoir les franchir. En 1796, nous débordons en Allemagne et en Italie. Connaissant mal le théâtre de la guerre en Allemagne, nous y pénétrons sans ensemble, et nous sommes battus en détail. Un jeune homme entreprenant en Italie montre par un coup de maître comment il faut attaquer les Piémontais combinés avec les Autrichiens. Les uns voulant garder le Piémont, les autres la Lombardie, tendent à se séparer. Il en profite, les sépare en effet, désarme les uns, puis court après les autres, et les poursuit à travers la Lombardie. Il les chasse de l'Italie, et, se plaçant au pied des Alpes du Tyrol, attend leur retour. Profitant de ce qu'ils sont obligés de se diviser à travers les montagnes pour revenir, il les reçoit à tous les débouchés, et les détruit successivement, à mesure qu'ils en sortent; il fait cela pendant une année entière. La paix de Campo-Formio termine la lutte.

Ces célèbres campagnes montrent l'importance de l'Italie entre la France et l'Autriche : c'est la belle esclave qu'elles se disputent, et qui est le prix éternel de la victoire. Ces campagnes montrent encore l'importance du Rhin, des Alpes, le rôle des petits états de l'Allemagne et des états de l'Italie dans la politique européenne. En 1799, la guerre se rallume; le directoire a commis la faute d'attenter à la neutralité suisse; alors le théâtre de la guerre s'étend de l'Italie jusqu'en Hollande. La France, qui n'a pas assez de troupes pour couvrir cette ligne, est battue jusqu'à la célèbre victoire de Zurich. Aucune campagne ne fait mieux ressortir quel est le rôle politique et militaire de la Suisse en Europe. Placée au noyau des montagnes de notre continent, elle y paraît destinée évidemment à être, par sa neutralité, un obstacle entre toutes les ambitions.

En 1800, l'expérience nous a appris qu'il faut déboucher en Allemagne sur une seule colonne, et marcher sur le Danube. Moreau s'avance en Bavière. Bonaparte se jette à Marengo sur les derrières de Mélas. D'admirables victoires amènent encore la paix. En 1805, la guerre se rallume de nouveau. La Russie entre en lice, mais elle est éloignée. Napoléon ne songe plus à l'Italie :

vainqueur sur le Danube, l'Italie sera à lui. Il enveloppe Mack avant l'arrivée des Russes, et lui fait mettre bas les armes; puis se jette au-devant des Russes et des restes autrichiens, et les anéantit à Austerlitz. La saison suivante, les Prussiens entrent en lice; il se jette sur eux par un simple mouvement de flanc, et les détruit à Iéna, cette fois encore avant l'arrivée des Russes. Il court ensuite en Pologne au-devant des Russes, comme l'année d'auparavant il avait couru au-devant d'eux en Moravie. Eylau, Friedland et la paix de Tilsitt en sont la suite.

Ces campagnes ne montrent-elles pas la véritable route de France en Autriche, la situation de l'Autriche et de la Prusse, toujours tardivement secourues par la Russie, à cause de l'éloignement de cette dernière puissance? Quelle instruction pour la politique, pour la diplomatie, pour l'histoire! La campagne de Wagram, en 1809, l'empressement de l'Autriche à profiter de nos occupations en Espagne, ne prouvent-elles pas la profondeur des intérêts qui la divisent de la France? La descente des Anglais en Espagne et en Hollande ne prouve-t-elle pas encore où sont les champs de bataille entre les Anglais et nous.

Dans cette lutte si longue et si variée, on voit chaque puissance figurer avec ses intérêts et ses moyens; on voit l'art de la guerre s'enrichir de tous les tributs des sciences, arriver à des théories positives, lumineuses, et recevoir les développemens que toutes les sciences reçoivent du temps et de l'expérience. On voit d'abord les armées s'attaquant à la fois sur tous les points et sans combinaison, se concentrant ensuite, agissant en masse sur des points choisis, frappant à propos et d'une manière décisive. On voit la guerre, comme une discussion bien conduite, se diriger vers la véritable question et la résoudre d'un seul coup, comme un mot termine souvent une controverse. On voit surtout le grand art d'organiser les masses d'hommes, et les faire agir à propos, finir par être impuissant contre deux obstacles invincibles: c'est l'espace en Russie, c'est la division des résistances en Espagne. En Russie, ces manœuvres de Marengo ou d'Ulm ne sont plus possibles dans des espaces sans bornes. En Espagne, nos belles masses ne trouvent plus de masses contraires pour résister, mais reçoivent la mort de derrière tous les rochers et les arbres. On voit, d'une part, la puissance

humaine expirer contre celle de la nature, et de l'autre l'art de la force s'épuiser contre la persévérance d'un peuple qui veut défendre son sol.

L'histoire militaire offre donc l'un des plus grands spectacles que puisse souhaiter l'esprit humain. La politique, la diplomatie, la géographie, y trouvent une égale matière d'instruction. Il vient de paraître un ouvrage écrit par l'un de nos plus vieux militaires, c'est le colonel Maingarnaud, sur les campagnes de Napoléon. Cet ouvrage présente d'une manière claire et précise l'histoire de nos guerres pendant un quart de siècle. L'auteur, sans s'embarrasser dans des détails trop techniques, expose d'abord la pensée de chaque campagne, et puis la manière dont cette pensée s'est accomplie sur le champ de bataille. Ce récit est clair, intéressant, à la portée de tous les lecteurs, et nous fait assister, en deux volumes seulement, aux prodiges de la France pendant trente années. Le style est ce qu'il doit être, dans un sujet qui tire toute sa grandeur de lui-même; il est simple, coulant et rapide. Il est impossible d'être initié en moins de paroles à l'histoire de ces longues guerres qui ont décidé de notre destinée, et qui nous apprennent si fortement quelle doit être la place et le rôle de chaque puissance sur le continent européen.

Voici des annonces qui ne rappelaient point le géant dont la censure s'avise d'être jalouse :

— *Les Favorites des rois de France, depuis Agnès Sorel*; par Châteauneuf. Seconde édition. 2 vol. in-12. Prix, 7 fr. A Paris, chez Jélienne, libraire, passage Feydeau, n. 6, et chez Mongie.

(Tous les journaux.)

— La 12^e. livraison de l'*Histoire des environs de Paris*, par J.-A. Dulaure (tome VI, 2^e. partie), vient d'être mise en vente chez Guillaume, libraire-éditeur. Il ne reste plus à paraître que deux livraisons formant le tome VII, qui comprendra notamment toute la route d'Orléans et pays circonvoisins, et un dictionnaire alphabétique accompagné d'une grande carte générale pour terminer l'ouvrage.

MÉDECINE. La littérature, la médecine même, n'ob-

tiennent point grâce. On veut interdire à la France la parole et la pensée.

Les Médecins français contemporains, par J.-L.-H. P^{'''}.

C'est toujours une entreprise difficile et délicate de parler des hommes vivans que la renommée, à tort ou à raison, expose aux regards du public. La nation des poètes et des beaux esprits a une vieille réputation d'irascibilité qui n'est pas tout-à-fait sans fondement, et l'on prétend que les médecins sont aussi, sous ce rapport, de très-légitimes enfans d'Apollon. Accoutumés à une autorité sans contrôle sur leurs malades, ils souffrent, dit-on, aussi difficilement la contradiction sur leurs livres que sur leurs ordonnances, et l'auteur des *Médecins contemporains* nous assure que la polémique médicale est la plus violente des polémiques. Comment donc a-t-il abordé avec tant de confiance un sujet dont il prévoyait si bien tous les dangers? N'aurait-on pas pu lui dire avec une apparence de raison de ne pas troubler sans nécessité le repos de ceux qui jouissent en paix de leur renommée, de laisser la gloire là où le hasard l'a jetée, et les dignités là où la faveur les accumule parfois sans trop de discernement; que le vrai mérite peut se passer de son approbation, mais que la nullité a besoin de places, la médiocrité d'intrigues, et la qualité des louanges.

Ces réflexions, l'auteur paraît les avoir faites d'avance, et il a pris son parti. Aussi bien, ce serait donner une fausse idée de son livre, que de le présenter comme une œuvre satirique. La louange y occupe beaucoup plus de place que la critique, et lorsque celle-ci se montre, c'est toujours sous les formes les plus décentes et avec le langage le plus poli. Naguère, le scandale des petites biographies n'obtint que le dégoût et le mépris des honnêtes gens. M. P. n'a pas à craindre une injurieuse comparaison. Les détails concernant la vie privée n'entrent pour rien dans son ouvrage; il juge nos médecins non d'après leurs actions, mais d'après leurs écrits et leurs titres publics. Le premier personnage de cette galerie est M. Broussais. On a beaucoup écrit pour et contre le système de ce médecin; mais nous ne croyons pas qu'on puisse exposer avec plus de clarté les idées fondamentales de

ce système, et caractériser avec plus de justesse le génie de son fondateur. Eloges et critique, tout ici porte l'empreinte de la plus rare impartialité. M. P. apprécie les divers genres de mérite, comme un homme qui a fait une étude particulière de leurs ouvrages. Nous regrettons que la nature de ce journal ne nous permette pas d'entrer ici dans plus de détails. Nous nous bornerons à recommander la lecture de cette première livraison des *Médecins français contemporains* à tous ceux qui aiment à bien placer leur admiration. Ils trouveront la clarté du style unie à la vivacité de l'expression, la louange donnée sans flatterie, et la vérité dite sans aigreur. (*Courrier français.*)

POLITIQUE. *Des jésuites par M. le baron d'Eckstein.* Cet écrit ne peut être annoncé, parce que le nom de la société ne peut être écrit. Il doit être lu de quiconque aime à méditer sur ces grands intérêts ; il doit aussi être réfuté, l'être avec la même indépendance qui préside à sa rédaction. J'essaierai de remplir cette tâche. M. le baron d'Eckstein défend l'institut et son introduction en France ; mais il porte dans cette discussion une hauteur de sentimens et d'idées qu'on n'a point coutume de trouver dans les défenseurs de cette cause. M. de Bonald pourrait ne pas craindre la clarté du jour et le feu d'un débat, si, égal sûrement à tout le monde pour le talent, il l'était à M. d'Eckstein pour l'élévation des vues et la loyauté des argumens.

— *Petites provinciales politiques ; par Bousquet, avocat de l'Hérault.* Ces lettres, fort amères et fort courtes comme celles dont elles empruntent le nom, se recommandent par la verve et la franchise. Trois cahiers ont paru.

— *Des causes de notre barbarie, par M. Durant.* Le titre annonce un philanthrope de mauvaise hu-

meur ; il épargne dans sa véhémence et spirituelle satire peu de nos établissemens. La facile soumission du public à tous les abus y est vertement tracée. Le XIX^e. siècle, dit l'auteur, se laisse mener en lisière par la société qui lui dit : « Mon petit ami, vous » aurez le fouet, si vous faites mal. » — « Oui, ma » bonne, » répond le XIX^e. siècle.

On regrette seulement que l'auteur ne respecte pas assez, peut-être, le goût et la propriété. Il est possible que dans les lois qui régissent l'une et l'autre, il y ait quelques barbaries ; mais celles-là sont anciennes : elles dureront long-temps, et les réformateurs utiles sont ceux qui, pour perfectionner l'édifice social, ne commencent pas par vouloir déplacer ses fondemens.

Relation du procès de l'abbé Contrafatto. Cet écrit est rédigé avec décence. On peut le lire, on le doit, pour apprendre comment dans le siècle où nous sommes la chasteté publique est respectée par les plus habiles interprètes de la loi, par les plus jeunes défenseurs des intérêts privés dans ces questions même où il y aurait une excuse pour qui écarterait ses voiles. On assure, au reste, que la mère de la victime a reçu injonction de payer les frais du procès ; c'est la mettre à l'amende pour la punir d'avoir voulu que sa fille et les lois fussent vengées.

Relation du procès de l'Iris. L'Iris est un journal qui au moment même des attaques dirigées contre la presse n'a pas craint de s'établir au cœur de la France, dans l'un des départemens le plus étrangers aux agitations de la politique, dans l'Indre enfin. Ce journal a eu mille combats à rendre avant d'éclore. Les presses de Châteauroux se sont

refusées à tremper dans cette audace de Français osant écrire sous l'empire de la charte et avec la garantie de la censure. Les rédacteurs, dans leur zèle intrépide, sont allés chercher à Bourges une presse dévouée. On comprend comment il est facile d'écrire dans un département, d'imprimer dans un autre, d'être obligé de faire faire quarante lieues à des épreuves sur chaque coup de ciseau qu'il plaît à la censure de donner ! L'Iris résistait à toutes ces entraves, un procès lui a été intenté sur une pointe d'épingle, pour la tuer. Mais là comme partout la magistrature a protégé la civilisation, la publicité, les franchises publiques, le bon droit ; et la lecture des plaidoiries console de toutes les misères de notre administration idiote et oppressive, en faisant voir combien la diffusion du talent et des lumières fait de rapides progrès sous les auspices de cette administration ennemie.

VOLS ADMINISTRATIFS EN FAIT DE PROPRIÉTÉ POLITIQUE.

Tous les délits, toutes les hontes, doivent porter leurs noms ; et une administration qui dérobe ou arrache aux citoyens leur droit de cité, doit être flétrie des mêmes dénominations que les coupables de tout autre larcin, en attendant que justice se fasse, et qu'elle reçoive les mêmes salaires.

Nombre d'électeurs, après avoir vu leurs noms inscrits sur les listes électorales, avec la cote exacte de leurs contributions, se sont abstenus de fournir leurs titres. D'un bout de la France à l'autre, ils ont été rayés au dernier jour ; d'un bout de la France à l'autre, il y a eu forfaiture.

Les préfets sont tenus d'inscrire d'office. Leur unique excuse pour les omissions serait l'ignorance des titres de chacun. Cette ignorance, qui serait elle-même un tort, ne peut pas être alléguée; car la première inscription, qui fait mention des impôts, est une preuve flagrante : le délit est patent.

Des noms, au contraire, dont aucun droit n'autorisait l'inscription, brillent sur les listes, et les préfets ne peuvent pas alléguer davantage cause d'ignorance; car des citoyens ont, par acte authentique, dénoncé l'erreur, et l'erreur a été consacrée.

Ainsi, on sait que là sont des droits, et on les méconnaît; on sait que là sont des faux, et on les maintient.

Une brochure, publiée encore dans le département de l'Indre, donne l'indication de tous les faux de ce genre, et des démarches tentées infructueusement pour en avoir justice. Les auteurs de ces démarches et de cet écrit n'ont pas perdu leurs soins; ils ont mis en lumière les nouveaux droits du ministère à d'universels mépris, et la France sait rendre à chacun selon son droit.

M. Aroux, avocat de Rouen, qui s'est aussi dévoué dans la Seine-Inférieure, à servir de ses écrits et de ses soins la chose publique, me fait l'honneur de m'adresser les renseignemens qui suivent. Je me fais un devoir de les publier.

« Monsieur,

» Votre patriotisme vous a investi, aux yeux de tout ce qui pense en France, d'une magistrature à laquelle j'ai recours pour obtenir justice par la publicité d'un guet-apens adminis-

tratif dont se trouvent victimes trente-quatre électeurs de ce département. Jusqu'au 27 septembre après midi, les pièces des électeurs qui ne pouvaient se rendre au chef-lieu pour justifier de leurs droits à être inscrits sur la liste du jury, avaient été reçues dans les bureaux de la Préfecture, sur la représentation d'une lettre missive ou d'un pouvoir sous seing privé, autorisant le porteur à en faire le dépôt. Le 27, à deux heures, on vient nous annoncer au bureau (car vous savez, Monsieur, que nous avions formé à Rouen un bureau consultatif, correspondant avec des commissions semblables, organisées dans chaque chef-lieu d'arrondissement, qui, à leur tour, avaient formé des comités cantonnaux, ayant au-dessous d'eux des agens communaux ;) on vient, disais-je, nous annoncer que la consigne est changée, et que des citoyens auxquels on avait demandé, trois jours auparavant, la représentation d'une lettre ou d'un pouvoir sous seing, pour effectuer le dépôt dont ils avaient été chargés verbalement, sont de nouveau congédiés, parce qu'il faut de plus maintenant que la signature des lettres ou pouvoirs soit visée par le maire de la commune, et la signature de celui-ci par le sous-préfet de l'arrondissement, M. le préfet ne pouvant pas connaître la signature de tous ses maires. Surpris autant qu'indigné de cette manœuvre, je me rends à la préfecture, et j'invite M. de Vanssay à recevoir, ainsi qu'on l'a fait jusqu'alors dans ses bureaux, les pièces que je lui présente. Je n'en puis pas tirer autre chose que ces mots : « J'ai été trop bon jusqu'à présent, j'aurais pu exiger des procurations notariées. » En vain, lui dis-je, que mieux aurait valu qu'il eût cette exigence et qu'il la fit connaître dès le 1^{er} août ou seulement quinze jours à l'avance, qu'il aura l'air d'avoir tendu un piège aux électeurs ; rien n'y fait, il a des ordres. Il était important de constater les droits des électeurs dont les titres étaient ainsi compromis, et de mettre le Préfet en demeure de recevoir les pièces dont ils avaient dû justifier dans le délai fixé par la loi ; je fis donc commettre un huissier par le président des vacations, et le 29 au matin je fis donner une première soumission au Préfet en ma présence ; procès-verbal fut dressé de son refus, et mention détaillée des pièces présentées fut faite par l'huissier en tête de sa soumission. Des

nouvelles pièces étant arrivées, une seconde sommation lui fut donnée le même jour. Le lendemain dimanche, j'eus grand' peine à obtenir que le même huissier pût instrumenter un jour férié. Malgré toutes les mesures prises par la préfecture, j'y réussis; et pour la troisième fois, dimanche 30 septembre, à huit heures du soir, le Préfet fut sommé de recevoir les pièces de 30 électeurs, dont les pièces m'étaient arrivées dans la journée. Troisième procès-verbal fut alors dressé, mentionnant le refus, parce que les signatures des lettres et pouvoirs n'étaient pas visés des maires et sous-préfets. Ne voulant négliger aucun moyen d'obtenir justice, je rédigeai de suite une pétition qui ne produisit aucun résultat. La liste définitive a paru, et aucun des électeurs dont les pièces ont été refusées ne s'y trouve porté.

» Voilà, Monsieur, le guet-apens électoral dont je ne sais trop comment obtenir justice, autre que celle qu'il vous appartient d'en faire. J'ai l'intention de faire porter plainte au criminel, aux termes de l'art. 114, par les électeurs éliminés; il y a déni de justice administrative; il y a attentat aux droits civiques.

» Je joins à la pétition relative à cet attentat deux autres pétitions, la première, présentée le 24 et ayant pour objet de faire inscrire d'office sur la liste du jury les individus payant notablement le cens requis, et de s'opposer à l'élimination sous arrêté de ceux qui, portés d'office sur la liste provisoire, n'auraient pas justifié de leurs contributions. Cette pétition fut suivie de deux autres s'y référant et chacune d'elles était accompagnée d'un état nominatif des électeurs signalés avec le lieu de leur domicile, la situation de leurs biens et le total présumé de leurs contributions. Le nombre en était de trois cents environ. M. le préfet ayant déclaré qu'il ne statuerait pas sur ces pétitions, parce qu'elles étaient collectives et concernaient des tiers, je rédigeai une seconde pétition que je lui présentai le 30 septembre et qui ne fut pas plus répondue que les précédentes.

» Vous voyez, monsieur, que le même système qui a présidé aux élections auxquelles nous devons la chambre actuelle des députés, a vicié l'exécution de la loi du 2 mai dernier. Comme

en 1824, les chicanes les plus ridicules déshonorent les arrêtés de la préfecture. Ainsi l'un est rejeté, parce que veuf d'une première femme, qui par son contrat de mariage lui a assuré l'usufruit de ses biens, *il ne justifié pas qu'il n'a ni cédé ni abandonné cet usufruit*; un autre, parce que deux extraits qu'il a présentés au visa du maire, qui affirme avoir attesté la possession annale, ne constateraient pas cette possession. Un troisième est radié, parce que les extraits ne portent que les prénoms Jean-Baptiste et non celui de Victor; parce que l'extrait le dit âgé de 50 ans et qu'il n'en a que 45; un quatrième, parce qu'il a loué ses maisons par bail de 30 ans, ce qui *paraîtrait* constituer une emphythéose ou une *cession d'usufruit*, et il y a stipulation de loyer. Je ne finirais pas si je voulais rapporter toutes les absurdités administratives.

» Agréez, monsieur, etc.

» AROUX, *avocat*.

» Rouen, 10 octobre 1827.

» P S. Quinze ou vingt appels interjetés ici par des gendres contre des arrêtés qui leur refusent le bénéfice de délégation de veuves comme ayant des fils, quoique incapables, sont restés paralysés par le conflit, l'ordonnance royale et la décision du conseil-d'état qui au reste n'est pas encore connue officiellement.

» Au moment où je termine cette lettre, déjà trop longue, on vient m'annoncer de nouvelles tracasseries : plusieurs électeurs, ayant justifié en temps utile, ont été rejetés, faute de justification suffisante; aux termes de la circulaire même du ministre, en date du 29 juin, ils peuvent compléter leur production, et être portés sur la liste supplémentaire à afficher en cas d'élection. Ils ont donc formé opposition à l'arrêté qui les rejette provisoirement; mais il leur faut maintenant présenter dans une requête leurs moyens à l'appui. Cette requête, on en exige une double *sur papier timbré*, contrairement au texte précis de la loi; encore ne sait-on si on la recevra. Il faut présenter des extraits régularisés; eh bien! les percepteurs ont reçu ordre de ne pas délivrer d'extraits par duplicata; on s'adresse à la mairie pour avoir au moins l'attestation de possession annale, on ne

vent la donner que sur des extraits du rôle. Pendant toutes ces discussions, le temps s'écoule, peut-être traînera-t-on en longueur pour statuer, et le délai d'appel, au moins pour quelques-uns, que tant d'obstacles rebuteront, se trouvera passé; et pas une autorité à laquelle on puisse avoir recours avec quelque chance de succès! »

« Monsieur,

» J'appellerai votre attention sur un passage d'une circulaire de M. de Corbière, en date du 29 juin dernier, sur l'exécution de l'ordonnance royale du 27; circulaire dont vous ignorez peut-être l'existence, car je crois qu'elle n'a été imprimée que dans un petit ouvrage, intitulé *Guide des Jurés*, par M. Tougard, chez Baudouin frères, rue de Vaugirard.

» Voici les termes du dernier paragraphe de cette instruction ministérielle :

« Dans les opérations qu'à l'avenir les préfets feront tous les ans du 1^{er}. au 30 sept. pour former de nouveau la liste générale, ils reproduiront *provisoirement* les inscriptions précédentes, sauf les radiations qui auront été prononcées d'une année à l'autre, conformément à l'art. 5, et sauf tous retranchemens devant ultérieurement résulter de ces nouvelles opérations, *pour lesquelles les préfets auront demandé* LES PRODUCTIONS NÉCESSAIRES, *afin de vérifier si les inscriptions ainsi reproduites* PROVISOIREMENT *conserveront les conditions légales, sans lesquelles ELLES NE POURRAIENT ÊTRE MAINTENUES.*

» Je ne sais si je me trompe, mais je vois là l'intention formellement manifestée de soumettre chaque année une certaine classe d'électeurs à toutes les tracasseries dont le législateur avait eu l'intention de les affranchir par la loi du 2 mai.

» Leur sort serait au contraire aggravé par cette loi qui les soumettrait annuellement à des démarches qu'ils n'avaient tout du moins qu'une fois à entreprendre en 5 ans sous l'empire de l'ancienne loi. Peut-être penserez-vous, Monsieur, qu'il importe de s'élever dès aujourd'hui contre une prétention aussi opposée à la volonté du législateur et à l'esprit de la loi

» Je vous serai obligé de vouloir bien m'accuser réception de ces deux envois , et de me mander si vous croyez utile que je continue de vous faire connaître à mesure les actes de l'administration qui me paraîtront en opposition avec les droits des citoyens , sauf à vous à juger des résultats que , dans l'intérêt général , on pourrait attendre de leur publicité.

» Agréez , monsieur , l'assurance de ma considération la plus distinguée.

» AROUX , *avocat.*

» Rouen , 17 oct. 1827.

» P. S. J'ai adressé le 11 déc. à M. de Corbière une lettre pour lui demander , avant de rien entreprendre judiciairement contre le préfet , s'il entendait ou non admettre sur le tableau de rectification à publier en cas d'élection , les 34 citoyens dont les pièces avaient été refusées arbitrairement , et dont la réclamation en temps utile a été constatée par procès-verbal. »

La question que soulève ici M. Aroux est grave Il est heureux qu'elle soit agitée. La chambre des pairs la jugera.

On voit que partout les préfets ont reçu , au dernier moment , des instructions pour tout tenter afin d'écarter la foule d'électeurs qui se pressait alors. C'est par des tours d'escamotage , par quelque chose de pis encore , par une sorte de brigandage administratif , que le ministère veut emporter sur la France dépouillée les sept ans de puissance qu'il espère. La censure a été surtout instituée pour protéger la naissance de ce nouveau règne. La fin et les moyens se valent : on ne sait quel sera le succès de l'entreprise. Mais tant d'audace contre le droit , contre la probité , contre la morale , sera châtiée , ne fût-ce que par les jugemens de l'opinion et ceux de l'histoire. Pour employer l'expression

d'un député illustre, le ministère deviendra un pilori.

CONCLUSION.

Je m'arrête, et peut-être ce sera le dernier écrit que je doive me condamner à lancer contre le ministère et sa censure. L'indignation l'a tracé ; la faute n'en est pas à moi. Je m'étonne d'avoir à parler ainsi des conseillers de la couronne, et je m'en afflige plus encore. Mais ceux-là se sont placés en dehors des bienséances, qui se sont jetés hardiment en dehors de la probité !

On peut opprimer les peuples. Ce malheur s'est déjà vu et se verra encore, mais jusqu'ici on ne les insultait pas.

Braver la foi publique, outrager la morale, mettre les droits politiques au pillage, commander le silence dans l'intérêt d'un grand crime, calomnier tour à tour l'honneur, l'infortune, l'enfance, sabrer également la critique et la louange, interdire la simple mention du texte des lois, établir un tribunal qui frappe toute expression d'amour pour ce qu'il y a de plus saint parmi les hommes, les institutions de la patrie, ce sont là des scandales tels qu'il n'y en avait pas eu d'exemple encore dans l'histoire du monde.

Jamais ministres ne compromirent davantage le pouvoir dans l'estime des peuples ; et en considérant ce désordre, il est impossible aux hommes qui ont quelque prévoyance, à ceux qui voudraient que le pouvoir fût honoré, pour que l'obéissance restât douce et chère, pour que l'esprit de la liberté s'affermît sans

devenir destructeur, pour que l'ordre, la paix, la charte, la royauté pussent prospérer ensemble, de ne pas se rappeler avec effroi cette sentence du cardinal de Retz :

« Le mal n'est jamais à son période que quand ceux qui commandent ont perdu la honte, parce que c'est justement le moment dans lequel ceux qui obéissent perdent le respect ; et c'est dans ce moment qu'on revient de la léthargie, mais par des convulsions. »

FIN.

TABLE DES MATIERES.

	Pages.
SUJET DE CET ÉCRIT. — Politique du ministère : qu'elle devient hardie ; qu'elle est insultante pour le pays ; qu'elle est sans profit pour ses auxiliaires ; qu'elle ne répond qu'aux mauvais penchans d'une faction ; qu'elle a pour fondement l'aversion de la Charte, et se trouve par là frappée d'impuissance et réduite à l'improbité.	1
PREUVES.	
Tribunaux. Affaire Contrafato. Lettre remarquable de M. Dela- van. Autres particularités. Abominations.	12
Diffamations officielles. Général Gourgaud.	17
Faits divers.	22
Grèce.	24
Portugal.	26
Espagne.	30
Affaires monastiques de France.	41
Affaires commerciales.	42
Revenus publics.	44
Administration. Conseils généraux.	47
Haine des institutions.	52
Polémique.	63
Librairie. Annonces.	66
Vols administratifs en fait de propriétés politiques.	75
CONCLUSION.	82



